Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 2 juillet 2025

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1255942004

Conclure 2 ententes-cadres avec 9359-5940 Québec inc., pour les services de sécurité de l'information, pour une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 338 026,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20960 (11 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1255942003

Conclure une entente-cadre avec GoSecure inc., pour les services de tests d'intrusion, pour une durée de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 352 858,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20941 (7 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.003 Entente

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1250124001

Approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et Hubblo immersion inc., pour l'exposition « Joseph Rouleau - Dernier rappel » qui sera présentée, du 15 juillet au 1er septembre 2025, au Centre des mémoires montréalaises

20.004 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1253956002

Accorder un soutien financier supplémentaire de 2 029 888 $ à Afrique au Féminin, dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.005 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1250072002

Accorder un soutien financier supplémentaire de 4 251 636 $ à la Fondation du refuge pour femmes chez Doris inc., dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.006 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Outremont , Daa Qualité de vie* - 1253205002

Autoriser des virements budgétaires totalisant 959 069,68 $, provenant du Service de la culture vers l'arrondissement d'Outremont, pour la réalisation des programmations culturelles de la Corporation du Théâtre Outremont en 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028

20.007 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction stratégies et programmes* - 1258377001

Accorder un soutien financier totalisant 35 400 $, à 3 différents organismes, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) - ville liée Pointe-Claire / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.008 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de l'Espace pour la vie , Insectarium* - 1250348004

Accorder un soutien financier de 75 000 $ et un soutien technique d'une valeur de 37 500 $ à l'Université de Sherbrooke pour la réalisation du projet Biodiversité Québec entre le 16 octobre 2023 et le 15 octobre 2028 / Approuver le projet de convention à cet effet

20.009 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de l'Espace pour la vie* - 1250348007

Accorder un soutien financier de 50 000 $ à l'Université du Québec à Rimouski pour la réalisation du projet Développement d'une programmation en physiologie de la conservation axée sur le Chevalier cuivré, pour une période se terminant le 30 avril 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet

20.010 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture* - 1258781003

Accorder un soutien financier totalisant 218 800 $ à 5 organismes dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel de 68 322 $ / Approuver les projets de convention à cet effet

20.011 Contrat de services professionnels

CE *Service des affaires juridiques* - 1259830002

(AJOUT) Ratifier le mandat et retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada s.e.n.c.r.l., s.r.l. afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du volet de la réparation dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15, mandat commun et en partage de coûts avec la Ville de Laval / Autoriser une dépense jusqu'à concurrence de 550 000 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.012 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture* - 1258781005

(AJOUT) Accorder un soutien financier de 190 000 $ à l'organisme MU dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Approuver le projet de convention à cet effet

20.013 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de la culture* - 1258781002

(AJOUT) Accorder un soutien financier de 200 000 $ à l'organisme La Cité des arts du cirque dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Cité des Arts du cirque

20.014 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture* - 1258781004

(AJOUT) Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Le Faubourg à Musique pour la réalisation des études d'avant-projet nécessaires à l'avancement de l'organisme / Approuver le projet de convention à cet effet

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1255548006

Approuver le retrait du terrain de stationnement 513 (lot 3 416 615), situé dans l'arrondissement de Verdun, de l'annexe 2 de l'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable (CM22 1096)

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs* - 1259563011

Autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats d'imprimante, multifonction et cartouche originale via le Centre d'acquisitions gouvernementales

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.003 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels* - 1255326003

Autoriser la réception d'une somme totalisant 122 462 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal au Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue, offert par l'École nationale de police du Québec, et ce, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 ainsi que pour le développement d'une formation interne de sensibilisation du public / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

30.004 Budget - Taxe / Compte

CE *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus* - 1255741002

Radier des livres la somme de 271 701,11 $, représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables

30.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.008 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1258994011

(AJOUT) Approuver la qualification de 17 établissements de vitalité nocturne et de 3 pôles de vitalité nocturne à la suite de l'appel à intérêt auquel ils ont répondu

30.009 Budget - Autorisation de dépense

CE *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1250111001

(AJOUT) Autoriser une dépense de 35 096,50 $ pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal - Édition 2025, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s de l'ouvrage gagnant et d'une bourse de 1 000 $ par ouvrage aux auteur(e)s ou aux coauteur(e)s des 4 livres finalistes

30.010 Budget - Autorisation de dépense

CE *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1250111002

(AJOUT) Autoriser une dépense de 5 000 $ dans le cadre de la 21e édition du Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, pour l'attribution d'une bourse à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s récipiendaires

30.011 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Service du développement économique* - 1258798005

(AJOUT) Autoriser un virement budgétaire totalisant 425 000 $ du Service du développement économique à l'arrondissement de Ville-Marie pour le projet Espace + Village

30.012 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *LaSalle , Direction des travaux publics* - 1250269003

(AJOUT) Autoriser un virement de crédits à l'arrondissement de LaSalle, au montant de 959 995,26 $, taxes incluses, provenant du Programme de protection des bâtiments de compétence locale et du Programme d'accessibilité universelle, pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1258994012

Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool à l'entreprise Buvette Vino Disco inc. et aux organismes Le Système et Quai des Brumes et du permis de réunion de l'organisme Le Livart dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent.

40.002 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1258986004

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du Règlement 1625 de la Ville de Westmount

40.003 Règlement - Adoption

CE *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1259920007

(AJOUT) Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

40.004 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 29
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 2
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 1

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1255942004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division gouvernance et gestion des risques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure 2 ententes-cadres avec 9359-5940 Québec inc., pour les services de sécurité de l'information, pour une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 338 026,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20960 (11 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes-cadres d'une durée de 36 mois, avec la firme ci-après désignée ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services en sécurité de l'information, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elle, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-20960 ;

Firme	Descriptions	Montants
9359-5940 Québec inc.	Lot 1 : Gouvernance, gestion des risques et conformité TI	241 447,50 $
9359-5940 Québec inc.	Lot 2 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI	96 579,00 $

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-06-20 15:12

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255942004**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division gouvernance et gestion des risques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure 2 ententes-cadres avec 9359-5940 Québec inc., pour les services de sécurité de l'information, pour une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 338 026,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20960 (11 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le Service des TI a établi un programme de sécurité et de continuité en TI. En effet, on dénote une forte augmentation de menaces de plus en plus complexes en cybersécurité. Ce programme répond aux objectifs suivants :

- Rehausser la gouvernance et le cadre normatif de la sécurité de l'information à la Ville;
- Gérer en temps réel les risques en matière de sécurité et protéger les actifs de la Ville;
- Rehausser la surveillance en continu de notre cyberespace;
- Mettre en place une stratégie unifiée et intégrée de la sécurité à la Ville;
- Avoir un cadre de continuité informatique adapté aux objectifs d'affaires de l'organisation;
- Mettre en place une nouvelle architecture de sécurité et les outils requis, pour répondre à la stratégie de sécurité.

Ce programme de sécurité se décline en trois volets :

1. Intégrer le plan de continuité TI et le plan de sécurité de l'information qui inclut la réalisation d'audits de sécurité des systèmes de la Ville;
2. Mettre en place une gouvernance et un cadre de gestion de risques en matière de sécurité de l'information à la Ville;
3. Mettre en place des outils additionnels pour la surveillance en continu et pour suivre les meilleures pratiques.

Le présent dossier permettra de soutenir les initiatives prévues au PDI 2025-2034, notamment dans le cadre du projet 60115 – Modernisation des services de cybersécurité.

En novembre 2022, deux ententes-cadres ont été conclues, avec la firme In Fidem (Lot 1 Gouvernance et gestion des risques TI) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 3 - Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI), pour la prestation de services spécialisés en sécurité informatique (CG22 0685). Ces ententes ont permis :

- de renforcer la posture de sécurité informatique de la Ville et couvrir l'ensemble de ses activités à travers une gestion intégrée des risques ;
- de réagir rapidement et efficacement à toute situation d'urgence susceptible d'interrompre ou de perturber de façon importante la réalisation des différentes missions de la Ville.

Les prévisions de consommation nous indiquent qu'afin de continuer la réalisation des projets prévus au PDI 2025-2034, une nouvelle entente-cadre est nécessaire pour chaque lot.

La Ville désire être et rester à la fine pointe des technologies et des nouvelles tendances du marché. La Ville nécessite donc de faire appel à des fournisseurs de services en technologies de l'information visant des expertises spécialisées, de pointe et évolutives.

Le mandat vise à maintenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différentes clientèles dans le développement et le déploiement de solutions numériques.

Ce type de contrat est chose commune dans les grandes organisations et vise à soutenir les projets de développement. En effet, il permet d'ajuster la capacité momentanément et de complémenter l'expertise interne, tout en demeurant en maîtrise des opérations, de l'expertise et des décisions technologiques.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public 25-20960, en date du 24 mars 2025. Cet appel d'offres public a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai de 36 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, originalement prévue pour le 29 avril 2025, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 49 jours, soit jusqu'au 13 mai 2025.

Au total, six addenda ont été publiés aux dates suivantes :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2025 - 04 - 01	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Non

2	2025 - 04 - 15	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Non
3	2025 - 04 - 23	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Non
4	2025 - 04 - 25	Report de date d'ouverture	Non
5	2025 - 04 - 29	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Non
6	2025 - 05 - 07	Report de date d'ouverture	Non

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 13 mai 2025. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 9 novembre 2025.

Le présent dossier vise donc à conclure des ententes-cadres avec la firme 9359-5940 Québec inc., pour la prestation de services spécialisés en sécurité de l'information, d'une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 338 026,50 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0685 – 24 novembre 2022 - Conclure huit (8) ententes-cadres avec les firmes In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lots 1 et 2), Levio Conseils inc. (lot 3, 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4), Cofomo inc. (lot 7) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Dépense totale : 5 686 040,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (lots 1 et 4 - 6 soumissionnaires) - (lots 2 et 3 - 4 soumissionnaires) - (lot 5 - 7 soumissionnaires) - (lot 6 - 5 soumissionnaires) - (lots 7 et 8 - 3 soumissionnaires)

CE19 1863 – 4 décembre 2019 - Conclure des ententes-cadres, pour une période de 30 mois, avec les firmes suivantes, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information : Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 6, pour une somme de 845 066,25 $, taxes incluses), Cofomo inc. (lot 7, pour une somme de 2 000 565 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17753 (8 soum.)

CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 au montant de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 460 596,41 $, taxes incluses) et Les solutions Victrix inc. (lot 5 au montant de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres public 17-16212 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne deux lots pour la prestation de services spécialisés en sécurité de l'information. Plus précisément, les éléments couverts sont les suivants :

Identification du lot	Description du lot
Lot 1 : Gouvernance, gestion des risques et conformité TI	La nature du service consiste à soutenir la Ville dans l'élaboration et la mise en place de

	sa gouvernance en sécurité de l'information et en gestion des risques TI. La Ville souhaite renforcer sa posture de sécurité informatique et couvrir l'ensemble de ses activités à travers une gestion intégrée des risques.
Lot 2 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI	La nature du service consiste à soutenir la Ville pour la mise en œuvre de mesures qui permettront de réagir rapidement et efficacement à toute situation d'urgence susceptible d'interrompre ou de perturber de façon importante la réalisation de ses différentes missions.

Pour chacun des lots, des critères précis ainsi que des compétences et connaissances sont clairement identifiés dans les documents d'appel d'offres afin de nous assurer que les prestataires soient en mesure d'offrir un service optimal.

JUSTIFICATION

Sur un total de 32 preneurs du cahier des charges, 11 preneurs (34,4 %) ont déposé des offres alors que 21 (65,6 %) n'ont pas soumissionné. De ces 21 firmes, 14 d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement et deux firmes sont des organismes publics.

Les raisons de désistements invoquées sont :

- Une firme précise que notre demande leur apparaît restrictive en raison des points suivants : la clause de limitation de responsabilité ajoutée au contrat ne s'applique pas en cas de violation d'une obligation de confidentialité ou d'atteinte à un droit de propriété intellectuelle. Dans ce contexte, le prestataire ne peut pas assumer l'entière responsabilité de risques échappant à son contrôle.
- Une firme mentionne que son carnet de commandes est complet présentement (manque de capacité) ;
- Une firme mentionne qu'elle ne dispose actuellement d'aucune ressource ayant l'expertise requise ;
- Une firme mentionne qu'elle n'a pas les ressources nécessaires ;
- Une firme de désiste pour des raisons stratégiques ;
- Une firme se désiste pour envergure trop pas ;
- Une firme précise qu'elle manque de ressource professionnelle et que le niveau de certification d'autorisation du manufacturier est manquant ;
- Une firme affirme ne pas avoir eu le temps d'étudier notre appel d'offres et de préparer sa soumission dans le délai alloué ;
- Une firme affirme qu'elle ne fournit pas les produits ou les services demandés (spécifications requises non rencontrées) ;
- Cinq firmes ont spécifié que leur engagement dans d'autres projets ne leur permet pas d'effectuer le nôtre dans les délais requis ;
- Cinq firmes n'ont pas répondu malgré la relance.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 29 septembre 2021 (DA214990001).

Le résultat de cette évaluation est le suivant :

Lot 1 : Gouvernance, gestion des risques et conformité TI

Tous les soumissionnaires sont déclarés conformes autant d'un point de vue administratif que technique.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9359-5940 Québec inc.	**80,7**	**3,38**	**241 447,50 $**		**241 447,50 $**
CGI - Conseillers en gestion de l'information inc.	86,2	3,30	264 442,50 $		264 442,50 $
ESI Technologies de l'information inc.	77,5	3,22	243 747,00 $		243 747,00 $
Lévio conseils inc.	77,8	3,14	251 197,38 $		251 197,38 $
M3P Conseils inc.	77,2	3,01	259 268,63 $		259 268,63 $
Okiok Data Ltée	81,2	2,55	321 930,00 $		321 930,00 $
Solution et consultations SL inc.	75,5	2,46	310 432,50 $		310 432,50 $
SIA Partenaires inc.	77,2	2,46	317 331,00 $		317 331,00 $
Solutions CIMA inc.	79,5	1,8	448 402,50 $		448 402,50 $
Pradel conseil inc.	73,5	1,44	517 387,50 $		517 387,50 $
MNP LLP	77,3	1,29	609 367,50 $		609 367,50 $
Dernière estimation réalisée			275 940,00 $		275 940,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(34 492,50 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(12,5 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					22 995,50 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					9,52%

Lot 2 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI

Sur un total de 5 soumissionnaires, les 5 soumissionnaires sont déclarés conformes autant d'un point de vue administratif que technique.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)

9359-5940 Québec inc.	**79,3**	**8,32**	**96 579,00 $**		**96 579,00 $**
CGI - Conseillers en gestion de l'information inc.	87,8	7,79	114 055,20 $		114 055,20 $
Lévio conseils inc.	80,5	7,49	108 757,15 $		108 757,15 $
SIA Partenaires inc.	76,8	6,13	126 932,40 $		126 932,40 $
MNP LLP	81,5	3,38	243 747,00 $		243 747,00 $
Dernière estimation réalisée			110 376,00 $		110 376,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(13 797,00 $) (12,5%)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					17 476,20 $ 15,83%

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme 9359-5940 Québec inc., pour le lot 1 et 2, puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

On constate un écart de l'ordre de 12,5% entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée pour les deux lots. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré ses dernières estimations en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, dont les taux horaires étaient plus élevés, ainsi que sur le pourcentage d'inflation actuel.

De plus, on constate un écart de l'ordre de 15,83% entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire pour le lot 2. Cet écart s'explique notamment par le fait que notre estimation se base sur un marché où les prix pratiqués sont disparates et traduisent d'une certaine volatilité. En effet, depuis la pandémie, la volatilité des prix du marché au niveau de la main-d'œuvre a augmenté.

L'adjudicataire démontre une volonté de remporter le présent contrat et se positionner sur ce type de marché.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels. L'analyse nous démontre un risque faible et une évaluation de rendement de l'adjudicataire n'est pas nécessaire dans ce contrat.

Après vérification, la firme 9359-5940 Québec inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés en sécurité de l'information seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente.

Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, cette entente permettra au Service des TI de bénéficier des retombées suivantes :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque ;
- Maintien de la cadence de réalisation de projets ;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est historiquement réalisée à l'interne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Joanne FILION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

Tél : 514-654-0544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Imad ZNINI
chef(fe) de division - gouvernance et gestion de risques

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
directeur(-trice) - securite de l'information

Tél : 514-945-8929
Approuvé le : 2025-06-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1255942004*
Unité administrative responsable : *Direction sécurité de l'information*
Projet : *60115 – Modernisation des services de cybersécurité*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole;* *10 - Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision;* *11 - Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la facture numérique.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Pour permettre la création de services numériques répondant au plan stratégique de la Ville, nous utiliserons de nouveaux éléments de cybersécurité fiables et résilients, permettant à la Ville d'offrir de nouveaux services innovants et modernes. De plus, une expérience citoyenne simplifiée avec système intégré et protégé de gestion des accès et des données sera offerte.

Bénéfices:

Sécuriser l'expérience numérique pour le citoyen;

Protéger les données collectées par les nouveaux services;

Diminuer et maîtriser les risques technologiques.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1255942004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division gouvernance et gestion des risques
Objet :	Conclure 2 ententes-cadres avec 9359-5940 Québec inc., pour les services de sécurité de l'information, pour une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 338 026,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20960 (11 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-20960 PV.pdf
25-20960_DetCH.pdf
25-20960_Intervention_Lot 1.pdf
25-20960_Intervention_Lot 2.pdf
25-20960_Résultat_Comité_sélection_LOT 1.pdf
25-20960_Résultat_Comité_sélection_LOT 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Joanne FILION
Agente approvisionnement niveau II

Tél : 514-000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-16

Nizar EL HANNA
Chef de section - approvisionnement statégique en biens
Tél : 438-505-1138
Division : Acquisition

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. 1550 rue Metcalfe Suite 1100 Montréal QC CAN H3A1X6	Non diffusé	Bid Desk ESI Téléphone: 5147453311 Courriel: seaoqbc@esitechnologies.com	**Transaction: (20191678)** 2025-04-02 14:31	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
OKIOK DATA LTÉE H 655 Prom. Du Centropolis #230, Laval QC CAN H7T0A3 https://www.okiok.com/	Non diffusé	Anderson Ortega Téléphone: 4506811681 Courriel: aortega@okiok.com	**Transaction: (20184716)** 2025-03-25 10:44	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
Alithya Canada Inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec QC CAN G2J0C4 http://www.alithya.com	Non diffusé	Josée Turcotte Téléphone: 4186502866 Courriel: bureau.propositions@alithya.com	**Transaction: (20184508)** 2025-03-25 07:46	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TELUS COMMUNICATIONS INC. 300, rue St-Paul bureau 600 Québec QC CAN G1K7R1 www.telus.com/affaires	Non diffusé	Julie Théberge Téléphone: 5819936164 Courriel: julie.theberge@telus.com	**Transaction: (20185763)** 2025-03-26 11:57	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
FOP EXPERTS CONSEILS INC. 6000 Boulevard Rome 410 Brossard QC CAN J4Y0B6 https://www.fopconsultants.com	Non diffusé	Franck Olivier POUSSEU POUSSEU Téléphone: 5146320584 Courriel: f.olivier@fopconsultants.com	**Transaction: (20219108)** 2025-05-03 15:54	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02

				Devis Téléchargement 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis Téléchargement 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis Téléchargement 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis Téléchargement 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
M3P 2001, boul. Robert-Bourassa Bureau 1700 Montréal QC CAN H3A2A6 http://www.m3p.ca	Non diffusé	Martin Miron Téléphone: 5143128664 Courriel: martin.miron@m3p.ca	**Transaction: (20184073)** 2025-03-24 14:11	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
OCTOSAFES INC. 102 Rue de Touraine Lévis QC CAN G6J2A8 https://www.octosafes.com	Non diffusé	Eric Romuald Djiethieu Téléphone: 5813088186 Courriel: eric.romuald.djiethieu@octosafes.com	**Transaction: (20196131)** 2025-04-07 21:46	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel

				20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier Bureau 530 Québec QC CAN G1W0C4 www.levio.ca	Non diffusé	Marie Pier Guillemette Téléphone: 4189143623 Courriel: marie.pier.guillemette@levio.ca	**Transaction: (20184009)** 2025-03-24 13:20	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Microsoft Corporation Place de la Cité - Tour Cominar 2640, boul. Laurier Bureau 1500, 15 e étage Québec QC CAN G1V5C2	Non diffusé	Mervin John Téléphone: 2898348668 Courriel: mervinjohn@microsoft.com	**Transaction: (20185899)** 2025-03-26 14:29	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis

				2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l. 1155, boul. René-Lévesque O. 23e étage Montréal QC CAN H3B2K2	Non diffusé	Élodie Beauchemin Téléphone: 5148619724 Courriel: quebecoffresdeservice@mnp.ca	**Transaction: (20184763)** 2025-03-25 11:25	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal QC CAN H3G1T4 http://www.cgi.com	Non diffusé	Sophie Di Cienzo Téléphone: 5144153000 Courriel: bos.gma@cgi.com	**Transaction: (20187792)** 2025-03-28 12:44	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
Solution et Consultation SL Inc. 1840 robinson Laval QC CAN H7T1L6	Non diffusé	Soufian El Malki Téléphone: 5146607282 Courriel: elmalki.soufian@gmail.com	**Transaction: (20215785)** 2025-04-29 13:24	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis Téléchargement 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis Téléchargement 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis Téléchargement Ne pas recevoir
Services Eviden, inc. 415 rue Saint-Antoine Ouest 400 Montréal QC CAN H2Z2B9 http://www.infidem.biz/index.html	Non diffusé	Frédérique Châlon Téléphone: +15817054236 Courriel: service@infidem.biz	**Transaction: (20187433)** 2025-03-28 07:13	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SOLUTIONS CIMA INC. 3400, boulevard du souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2 www.cima.ca	Non diffusé	Celine Roy Téléphone: 514 380-2958 Courriel: vigie@cima.ca	**Transaction: (20210577)** 2025-04-23 09:25	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis Téléchargement 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis

				2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SOLUTIONS VICTRIX INC. 1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 1900 Montréal QC CAN H3B4N4 http://www.victrix.ca/	Non diffusé	Mathieu Plamondon Téléphone: (418) 780-8181 Courriel: mplamondon@victrix.ca	**Transaction: (20193748)** 2025-04-04 11:10	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COFOMO INC 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3B4W5 http://www.cofomo.com	Non diffusé	Hanane Baabou Téléphone: 4383775697 Courriel: hanane.baabou@cofomo.com	**Transaction: (20187849)** 2025-03-28 14:06	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel

				20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Tehora inc. 1020, rue Bouvier, bureau 400 Québec QC CAN G2K0K9 https://www.tehora.ca/	Non diffusé	Emmanuelle Soudé Téléphone: 5817004740 Courriel: esoude@tehora.ca	**Transaction: (20185414)** 2025-03-26 01:29	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Sia Partenaires Inc. 294 Rue Saint-Paul O, Montréal Montréal QC CAN H2Y2A3 http://www.sia-partners.com	Non diffusé	Patrick Robert Téléphone: 5142811737 Courriel: aocanada@sia-partners.com	**Transaction: (20191815)** 2025-04-02 17:19	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

PRADEL CONSEIL INC. 6500 route transcanadienne Suite 400 Pointe-Claire QC CAN H9R0A5 http://www.pradel-consulting.com	Non diffusé	Delphine Pramotton Téléphone: 5142437020 Courriel: delphine@pradel-consulting.com	**Transaction: (20192810)** 2025-04-03 17:40	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CYBERSERENIT INC. 1676 Boulevard Bastien Québec QC CAN G2K1H2 www.cyberserenit.com	Non diffusé	Marthe Anaïs KAMBOU Téléphone: 4182641419 Courriel: a.kambou@cyberserenit.ca	**Transaction: (20188185)** 2025-03-30 00:50	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GOSECURE INC. 630 Boul.René-Lévesque 0., Suite 2630 Montréal QC CAN H3B1S6 https://www.gosecure.net	Publique	Global Bid Desk Téléphone: 5142877427 Courriel: globalbiddesk@gosecure.net	**Transaction: (20185618)** 2025-03-26 09:50	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis

				2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ITI PLACEMENT DE RESSOURCES INC. 1560, rue du Chinook, suite 218 Québec QC CAN G2K0M7 https://www.iti.ca	Non diffusé	Lucie Bérubé Téléphone: 4188714349 Courriel: lucie.berube@iti.ca	**Transaction: (20187939)** 2025-03-28 16:46	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal QC CAN H3A0A3 https://www.kpmg.ca	Non diffusé	Nada Atmeh Téléphone: +1 514 840 2568 Courriel: tapseao@kpmg.ca	**Transaction: (20184786)** 2025-03-25 11:51	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel

				20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ALTEN CANADA INC. 600 rue de la Gauchetière Ouest Montréal QC CAN H3B4L8 http://www.alten.ca/fr/	Non diffusé	Paul Dubreuil-Rambaud Téléphone: 4382707460 Courriel: paul.dubreuil@alten.com	**Transaction: (20186475)** 2025-03-27 08:32	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Ville de Granby Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons-de-L'Est 101, rue du Ciel Bromont QC CAN J2L2X4	Donneur d'ouvrage	Lilian Frendo Téléphone: 4503616145 Courriel: approvisionnements@granby.ca	**Transaction: (20197690)** 2025-04-09 14:41	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis

				2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Assemblée nationale-Direction des ressources financières, de l'approvisionnement et de la vérification 1020, rue des Parlementaires, bureau RC.05 Québec QC CAN G1A1A3 http://www.assnat.qc.ca	Donneur d'ouvrage	Elie Roger Kameni Téléphone: 4182661101 Courriel: elieroger.kameni@assnat.qc.ca	**Transaction: (20198734)** 2025-04-10 11:41	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CIMA+ S.E.N.C. (Main) 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2 http://www.cima.ca	Non diffusé	Céline Roy Téléphone: 15143372462 Courriel: proposals.telecom@cima.ca	**Transaction: (20200148)** 2025-04-11 09:16	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
Solutions Intellisec 4605 Boul. Lapinière Suite 350 Brossard Brossard QC CAN J4Z3T5 https://www.intellisecsolutions.com/	Non diffusé	Amine Hadhiri Téléphone: 5147056789 Courriel: amine.hadhiri@intellisecsolutions.com	**Transaction: (20192603)** 2025-04-03 13:56	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis Téléchargement 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS 2875, boul. Laurier Édifice Delta 3, bureau D3-201 Québec QC CAN G1V2M2 http://www.lgs.com	Non diffusé	Virginie Marceau Téléphone: 418 653-6574 Courriel: soumissions-lgs@ibm.com	**Transaction: (20184038)** 2025-03-24 13:45	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
La Compagnie de Téléphone Bell du Canada ou Bell Canada(nouveau historique) 1, Carrefour Alexander-Graham-Bell Aile A5 Montréal QC CAN H3E3B3 www.bce.ca	Non diffusé	Julie De Gongre Téléphone: 514) 870-1255 Courriel: julie.de_gongre@bell.ca	**Transaction: (20184294)** 2025-03-24 20:10	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02

				Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600, rue de La Gauchetière Ouest, bureau 2000 Montréal QC CAN H3B4L8 www.rcgt.com	Non diffusé	Fabrice Mc Innes Téléphone: 514 878-2991 Courriel: mcinnes.fabrice@rcgt.com	**Transaction: (20185585)** 2025-03-26 09:26	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel 20053122 - 25-20960_Addenda 04 Devis 2025-04-25 à 12:20 - Courriel 20053714 - 25-20960_Addenda 05 Devis 2025-04-29 à 14:10 - Courriel 20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date Devis 2025-05-07 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ERNST & YOUNG S.R.L. / S.E.N.C.R.L. 900, de Maisonneuve Ouest Bureau 2300 Montréal QC CAN H3A0A8 http://www.ey.com/CA/en/Home	Publique	Linda Sangwa Téléphone: 6135986918 Courriel: quebec.rfps@ca.ey.com	**Transaction: (20184573)** 2025-03-25 08:47	20048209 - 25-20960_Addenda 01 Devis 2025-04-01 à 15:05 - Courriel 20051168 - 25-20960_Addenda 02 Devis 2025-04-15 à 15:40 - Courriel 20052447 - 25-20960 Addenda 03 Devis 2025-04-23 à 11:30 - Courriel

20053122 - 25-20960_Addenda 04
Devis
2025-04-25 à 12:20 - Courriel

20053714 - 25-20960_Addenda 05
Devis
2025-04-29 à 14:10 - Courriel

20055404 - 25-20960 Addenda 06_Report de date
Devis
2025-05-07 à 15:15 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20960 _ LOT 1

No du GDD : 1255942004

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information (Lot 1 : Gouvernance, gestion des risques et conformité TI, Lot 2 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 3 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 29 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 13 - 5 - 2025

Date du comité de sélection : 3 - 6 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 7 - 5 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 32

Nbre de soumissions reçues : 11

% de réponses : 34,38

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 11 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 11 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
INTELLISEC SOLUTIONS	241 447,50 $	√	1
CGI INC	264 442,50 $		1
ESI INC	243 747,00 $		1
LEVIO CONSEILS INC	251 197,38 $		1
M3P CONSEILS INC	259 268,63 $		1
MNP LLP	609 367,50 $		1
OKIOK DATA LTÉE	321 930,00 $		1
PRADEL CONSEIL INC	517 387,50 $		1
SIA PARTENAIRES INC	317 331,00 $		1
SOLUTION ET CONSULTATION SL INC.	310 432,50 $		1
SOLUTIONS CIMA INC	448 402,50 $		1

Information additionnelle

Il y a eu trente-deux (32) preneurs de cahier de charges dont deux (2) organismes publics pour cet AO à deux (2) lots.

Quatre-onze (14) formulaires de non-participation ont été fourni malgré une relance, les raisons du désistement sont les suivantes:

1) Notre carnet de commandes est complet présentement (manque de capacité);
2) Autres raisons : Nous ne disposons actuellement d'aucune ressource ayant l'expertise requise (2 firmes), envergue trop pas, raisons stratégiques, manque de ressource professionnelle et niveau de certification d'autorisation du manufacturier manquantes, ;
3) Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué;
4) Nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (spécifications requises non rencontrées);
5) Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis (5 firmes ont donné cette justification);

Cinq (5) firmes n'ont pas donné suite à notre relance.

Préparé par : Joanne Filion Le 4 - 6 - 2025

25-20960 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information (Lot 1 : Gouvernance, gestion des risques et conformité TI, Lot 2 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI)

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies ; et compréhension du mandat et de la problématique 15%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
INTELLISEC SOLUTIONS_LOT 1	3,33	12,67	16,00	8,33	16,00	24,33	80,7	241 447,50 $	3,38	1
CGI INC_LOT 1	3,83	13,00	16,33	9,00	17,33	26,67	86,2	264 442,50 $	3,30	2
ESI INC_LOT 1	3,67	10,50	16,67	8,33	16,67	21,67	77,5	243 747,00 $	3,22	3
LEVIO CONSEILS INC_LOT 1	4,17	12,67	15,67	8,00	15,67	21,67	77,8	251 197,38 $	3,14	4
M3P CONSEILS INC_LOT 1	3,83	12,00	14,67	8,00	16,00	22,67	77,2	259 268,63 $	3,01	5
MNP LLP_LOT 1	4,00	12,00	14,67	8,67	14,00	24,00	77,3	609 367,50 $	1,29	11
OKIOK DATA LTÉE_LOT 1	4,17	12,67	16,33	8,33	16,00	23,67	81,2	321 930,00 $	2,55	6
PRADEL CONSEIL INC_LOT 1	3,83	11,33	14,67	8,33	13,00	22,33	73,5	517 387,50 $	1,44	10
SIA PARTENAIRES INC_LOT 1	4,17	12,33	16,67	7,67	14,00	22,33	77,2	317 331,00 $	2,46	8
SOLUTION ET CONSULTATION SL INC._LOT 1	4,17	13,00	15,00	8,33	14,33	20,67	75,5	310 432,50 $	2,46	7
SOLUTIONS CIMA INC_LOT 1	4,17	13,00	15,33	8,67	16,67	21,67	79,5	448 402,50 $	1,80	9
Agent d'approvisionnement	**Joanne Filion**									

Comité	
Date	**mardi 03-06-2025**
Heure	**13 h 00**
Lieu	**Teams**

	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	**1**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20960 _ LOT 2

No du GDD : 1255942004

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information (Lot 1 : Gouvernance, gestion des risques et conformité TI, Lot 2 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 3 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 29 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 13 - 5 - 2025

Date du comité de sélection : 3 - 6 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 7 - 5 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 32

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 15,63

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 11 - 2025

Date d'échéance révisée : 9 - 11 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
INTELLISEC SOLUTIONS	$ 96 579,00	√	2
CGI Inc.	$ 114 055,20		2
Levio Conseils Inc.	$ 108 757,15		2
MNP LLP	$ 243 747,00		2
SIA Partenaires Inc.	$ 126 932,40		2

Information additionnelle

Il y a eu trente-deux (32) preneurs de cahier de charges dont deux (2) organismes publics pour cet AO à 2 lots.

Quatre-onze (14) formulaires de non-participation ont été fourni malgré une relance, les raisons du désistement sont les suivantes:

1) Notre carnet de commandes est complet présentement (manque de capacité);
2) Autres raisons : Nous ne disposons actuellement d'aucune ressource ayant l'expertise requise (2 firmes), envergue trop pas, raisons stratégiques, manque de ressource professionnelle et niveau de certification d'autorisation du manufacturier manquantes, ;
3) Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué;
4) Nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (spécifications requises non rencontrées);
5) Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis (5 firmes ont donné cette justification);

Cinq (5) firmes n'ont pas donné suite à notre relance.

Préparé par : Joanne Filion Le 4 - 6 - 2025

25-20960 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information (Lot 1 : Gouvernance, gestion des risques et conformité TI, Lot 2 : Continuité des affaires TI et reprise après sinistre des TI)

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies ; et compréhension du mandat et de la problématique 15%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
INTELLISEC SOLUTIONS_LOT 2	3,67	12,67	16,00	7,67	15,33	24,00	79,3	96 579,00 $	8,32	1
CGI INC_LOT 2	3,83	12,00	17,67	9,00	18,00	27,33	87,8	114 055,20 $	7,79	2
LEVIO CONSEILS INC_LOT 2	3,83	11,33	17,33	8,00	15,67	24,33	80,5	108 757,15 $	7,49	3
MNP LLP_LOT 2	3,83	12,00	17,33	8,67	15,67	24,00	81,5	243 747,00 $	3,38	5
SIA PARTENAIRES INC_LOT 2	3,50	13,00	16,67	7,33	14,33	22,00	76,8	126 932,40 $	6,13	4
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Joanne Filion

Comité

Date	mardi 03-06-2025
Heure	13 h 00
Lieu	Teams

	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1255942003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec GoSecure inc., pour les services de tests d'intrusion, pour une durée de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 352 858,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20941 (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, par laquelle GoSecure inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services de tests d'intrusion, pour une somme maximale de 352 858,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-20941 ;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-06-20 10:57

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255942003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec GoSecure inc., pour les services de tests d'intrusion, pour une durée de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 352 858,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20941 (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le Service des TI a établi un programme de sécurité et de continuité en TI. En effet, on dénote une forte augmentation de menaces de plus en plus complexes en cybersécurité. Afin d'améliorer nos défenses contre ces menaces, nous désirons acquérir des services professionnels afin d'effectuer des tests d'intrusion. Les objectifs sont les suivants :

- Identifier les vulnérabilités exploitables;
- Évaluer les impacts potentiels;
- Renforcer la sécurité;
- Améliorer la défense des données détenues.

Le présent dossier permettra de soutenir plusieurs initiatives prévues au PDI 2025-2034.

En novembre 2022, une entente-cadre a été conclue avec la firme Intellisec Solutions inc. (CG22 0685) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en tests d'intrusion (lot 4). Cette entente a permis d'identifier, via des tests d'intrusion (virtuels ou physiques), les vulnérabilités sur les composantes des services TI (de toute nature), qu'elles soient

hébergées dans ses locaux ou en mode infonuagique.

Les prévisions de consommation nous indiquent qu'afin de continuer la réalisation des projets prévus au PDI 2025-2034, une nouvelle entente-cadre est nécessaire pour ce lot.

La Ville désire être et rester à la fine pointe des technologies et des nouvelles tendances du marché. La Ville nécessite donc de faire appel à des fournisseurs de services en technologies de l'information visant des expertises spécialisées, de pointe et évolutives.

Le mandat vise à maintenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différentes clientèles dans le développement et le déploiement de solutions numériques.

Ce type de contrat est chose commune dans les grandes organisations et vise à soutenir les projets de développement. En effet, il permet d'ajuster la capacité momentanément et de complémenter l'expertise interne, tout en demeurant en maîtrise des opérations, de l'expertise et des décisions technologiques.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public 25-20941, en date du 26 février 2025. Cet appel d'offres public a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai de 36 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, originalement prévue le 3 avril 2025, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 49 jours, soit jusqu'au 17 avril 2025.

Au total, cinq addendas ont été publiés aux dates suivantes :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2025-03-07	Précisions à la suite de questions techniques et administratives	Non
2	2025-03-12	Précisions à la suite de questions techniques et administratives	Non
3	2025-03-26	Précisions à la suite de questions techniques et administratives et report de date	Non
4	2025-04-04	Précisions à la suite de questions techniques et administratives et report de date	Non
5	2025-04-10	Précisions à la suite de questions techniques	Non

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 17 avril 2025. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 14 octobre 2025.

Le présent dossier vise donc à conclure une entente-cadre avec GoSecure inc., pour la prestation de services spécialisés pour des tests d'intrusion, d'une durée de 36 mois, pour

une somme maximale de 352 858,28 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0685 – 24 novembre 2022 - Conclure huit (8) ententes-cadres avec les firmes In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lots 1 et 2), Levio Conseils inc. (lot 3, 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4), Cofomo inc. (lot 7) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Dépense totale : 5 686 040,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (lots 1 et 4 - 6 soumissionnaires) - (lots 2 et 3 - 4 soumissionnaires) - (lot 5 - 7 soumissionnaires) - (lot 6 - 5 soumissionnaires) - (lots 7 et 8 - 3 soumissionnaires)

CE19 1863 – 4 décembre 2019 - Conclure des ententes-cadres, pour une période de 30 mois, avec les firmes suivantes, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information : Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 6, pour une somme de 845 066,25 $, taxes incluses), Cofomo inc. (lot 7, pour une somme de 2 000 565 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17753 (8 soum.)

CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 au montant de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 460 596,41 $, taxes incluses) et Les solutions Victrix inc. (lot 5 au montant de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres public 17-16212 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

DESCRIPTION

La nature du service consiste à identifier, via des tests d'intrusion (virtuels ou physiques), les vulnérabilités sur les composantes des services TI (de toute nature), qu'ils soient hébergés dans ses locaux ou en mode infonuagique, selon des scénarios qui seraient préalablement identifiés.
Le service vise également à évaluer l'efficacité et la robustesse des contrôles de sécurité. À la suite de l'analyse de vulnérabilités, une série de recommandations est élaborée afin de minimiser les vulnérabilités exploitables par un attaquant externe ou interne.

Un protocole sera établi pour garantir la légitimité et la bonne exécution des tests.

JUSTIFICATION

Sur un total de 20 preneurs du cahier des charges, sept preneurs (35%) ont déposé des offres alors que 13 (65%) n'ont pas soumissionné. De ces 13 firmes, quatre d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement.

Les raisons de désistements invoquées sont :

- Une firme affirme que son carnet de commandes est complet présentement (manque de capacité) ;
- Une firme affirme que ses engagements dans d'autres projets ne lui permettent pas d'effectuer le nôtre dans les délais requis ;
- Une firme affirme qu'elle ne fournit pas les produits ou les services demandés ;
- Une firme affirme que la clause de limitation de responsabilité intégrée au contrat précise que la limite ne s'applique pas en cas de perte résultant d'une violation d'une obligation de confidentialité ou d'une atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Le prestataire n'exerce aucun contrôle sur les mécanismes de

surveillance et de sécurité informatique de la Ville ni sur la gestion des renseignements personnels et/ou confidentiels ainsi que les droits d'accès accordés aux ressources. En conséquence, nous ne pouvons assumer l'entière responsabilité des risques échappant à notre contrôle ;
- Les autres firmes n'ont pas répondu.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 29 septembre 2021 (DA214990001).

Tous les soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre, 2 soumissionnaires sont déclarés non conformes d'un point de vue technique.

Le résultat de cette évaluation est le suivant :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
GoSecure inc.	**73,0**	**2,10**	**352 858,28 $**	**352 858,28 $**
IntelliSec Solutions inc.	72,2	2,07	352 858,28 $	352 858,28 $
Bell Canada inc.	76,8	1,90	409 315,60 $	409 315,60 $
Services Eviden inc.	76,0	1,56	494 001,59 $	494 001,59 $
Okiok Data Ltée	73,7	1,18	635 144,90 $	635 144,90 $
Dernière estimation réalisée			705 716,55 $	705 716,55 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*				*(352 858,27 $)*
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(50 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*				*0 $*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*0 %*

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme GoSecure inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

On constate un écart de l'ordre de 50 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée, et ce à l'avantage de la Ville. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a formulé sa plus récente estimation en se fondant, entre autres, sur l'analyse de profils comparables issus de contrats récemment octroyés, lesquels affichaient des taux horaires de loin supérieurs, ainsi que sur le taux d'inflation en vigueur. Il convient également de souligner que les taux horaires soumis dans le cadre de l'appel d'offres de 2022 étaient plus élevés que ceux reçus dans la présente offre. Dans ce contexte, la Ville ne pouvait raisonnablement anticiper des propositions tarifaires aussi agressives d'autant plus que, de manière générale, les prix tendent à augmenter avec le temps, et non l'inverse. Le soumissionnaire manifeste par ailleurs une intention affirmée de se voir attribuer le présent contrat et de consolider sa position sur ce segment de marché.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels. L'analyse nous démontre un risque faible et une évaluation de rendement de l'adjudicataire n'est pas nécessaire dans ce contrat.

Après vérification, la firme GoSecure inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés pour des tests d'intrusion seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente.
Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des tests d'intrusion permettra au Service des TI de bénéficier des retombées suivantes :

- Identification des vulnérabilités et des failles de sécurité avant qu'elles ne soient exploitées ;
- Amélioration de la protection des données de la Ville ;
- Accroissement de la résilience par la simulation d'attaques modernes et l'évaluation de la robustesse des systèmes ;
- Favoriser une approche proactive dans la défense des systèmes et la correction des failles avant qu'elles ne deviennent des problèmes majeurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Joanne FILION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

Tél : 514-654-0544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Marc FRANCOEUR
chef(fe) de division - Cyberdéfense

Tél : 438-827-8772
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
directeur(-trice) - Cybersécurité

Tél : 514-945-8929
Approuvé le : 2025-05-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1255942003*
Unité administrative responsable : *Direction sécurité de l'information*
Projet : Divers projets

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole;* *10 - Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision;* *11 - Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la facture numérique.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Pour permettre la création de services numériques répondant au plan stratégique de la Ville, nous utiliserons de nouveaux éléments de cybersécurité fiables et résilients, permettant à la Ville d'offrir de nouveaux services innovants et modernes. De plus, une expérience citoyenne simplifiée avec système intégré et protégé de gestion des accès et des données sera offerte.

Bénéfices:

Sécuriser l'expérience numérique pour le citoyen;

Protéger les données collectées par les nouveaux services;

Diminuer et maîtriser les risques technologiques.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1255942003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Objet :	Conclure une entente-cadre avec GoSecure inc., pour les services de tests d'intrusion, pour une durée de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 352 858,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20941 (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-20941_DETCAH.pdf
25-20941_Intervention.pdf
25-20941_PV.pdf
25-20941_Résultat_Comité_sélection.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Joanne FILION
Agente approvisionnement niveau II

Tél : 514-000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-16

Nizar EL HANNA
Chef de section - approvisionnement statégique en biens
Tél : 438-505-1138
Division : Acquisition

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 25-20941
Numéro de référence: 20051868
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Prestation de services spécialisés pour des tests d'intrusion
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

20 résultats **Résultats 1 à 20**

Trier par Sélection **Nombre par page** 5

Systèmes de sécurité Hitachi 955, boulevard Michele-Bohec suite 244 Blainville QC CAN J7C5J6 https://www.hitachi-systems-security.com	Non diffusé	Marisol Litalien Téléphone: 4504348060 Courriel: marisol.litalien@hitachi-systems-security.com	**Transaction: (20161639)** 2025-02-27 17:48	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Solutions Intellisec 4605 Boul. Lapinière Suite 350 Brossard Brossard QC CAN J4Z3T5 https://www.intellisecsolutions.com/	Non diffusé	Amine Hadhiri Téléphone: 5147056789 Courriel: amine.hadhiri@intellisecsolutions.com	**Transaction: (20167686)** 2025-03-06 14:57	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel

				20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TELUS COMMUNICATIONS INC. 300, rue St-Paul bureau 600 Québec QC CAN G1K7R1 www.telus.com/affaires	Non diffusé	Julie Théberge Téléphone: 5819936164 Courriel: julie.theberge@telus.com	**Transaction: (20160172)** 2025-02-26 13:29	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COFOMO INC 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3B4W5 http://www.cofomo.com	Non diffusé	Sophie Courchesne Téléphone: 5142293487 Courriel: gestiondeloffre@cofomo.com	**Transaction: (20161076)** 2025-02-27 08:43	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC. 6615 Avenue du Parc Montréal QC CAN H2V4J1 https://www.inso.ca	Non diffusé	Ginette Sylvestre Téléphone: 5142714676 Courriel: gsylvestre@inso.ca	**Transaction: (20160235)**	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis

			2025-02-26 14:18	2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
MOTOROLA SOLUTIONS CANADA INC. 200 bld de la Technologie suite 300 Gatineau QC CAN J8Z3H6 http://www.motorolasolutions.com	Non diffusé	Daniel Vandal Téléphone: 514-394-7485 Courriel: daniel.vandal@motorolasolutions.com	**Transaction: (20166473)** 2025-03-05 13:56	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
NOVIPRO Inc. 413 rue Saint Jacques bureau 700 Montréal QC CAN H2Y1N9 http://www.novipro.com	Non diffusé	Bid Manager Téléphone: 5147445353 Courriel: ao@novipro.com	**Transaction: (20172487)** 2025-03-12 09:17	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis Téléchargement 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis

				2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Services Eviden, inc. 415 rue Saint-Antoine Ouest 400 Montréal QC CAN H2Z2B9 http://www.infidem.biz/index.html	Non diffusé	Frédérique Châlon Téléphone: +15817054236 Courriel: service@infidem.biz	**Transaction: (20161039)** 2025-02-27 08:17	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
OKIOK DATA LTÉE H 655 Prom. Du Centropolis #230, Laval QC CAN H7T0A3 https://www.okiok.com/	Non diffusé	Anderson Ortega Téléphone: 4506811681 Courriel: aortega@okiok.com	**Transaction: (20162394)** 2025-02-28 10:03	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec QC CAN G2K0M5 https://www.wsp.com/fr-ca	Non diffusé	Linda Pichette Téléphone: 5818145984 Courriel: linda.pichette@wsp.com	**Transaction: (20161270)** 2025-02-27 10:50	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel

				20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GOSECURE INC. 630 Boul.René-Lévesque 0., Suite 2630 Montréal QC CAN H3B1S6 https://www.gosecure.net	Publique	Global Bid Desk Téléphone: 5142877427 Courriel: globalbiddesk@gosecure.net	**Transaction: (20164610)** 2025-03-03 10:13	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PRÉCICOM TECHNOLOGIES INC. 233 Boulevard Frontenac Ouest, Suite#400 Thetford Mines QC CAN G6G6K2 http://www.precicom.com	Non diffusé	Marie-José Arcand Téléphone: 418-334-2525 Courriel: mariejose.arcand@precicom.com	**Transaction: (20162358)** 2025-02-28 09:38	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ITI INC. 1560, rue du Chinook, suite 218 Québec QC CAN G2K0M7 https://iti.ca	Non diffusé	Lucie Bérubé Téléphone: 4188711622 Courriel: lucie.berube@iti.ca	**Transaction: (20160364)** 2025-02-26 16:05	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis

				2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal QC CAN H3G1T4 http://www.cgi.com	Non diffusé	Sophie Di Cienzo Téléphone: 5144153000 Courriel: bos.gma@cgi.com	**Transaction: (20168224)** 2025-03-07 07:46	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier Bureau 530 Québec QC CAN G1W0C4 www.levio.ca	Non diffusé	Rachelle Lebon Téléphone: 5145108959 Courriel: rachelle.lebon@levio.ca	**Transaction: (20160261)** 2025-02-26 14:32	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Alithya Canada Inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec QC CAN G2J0C4 http://www.alithya.com	Non diffusé	Josée Turcotte Téléphone: 4186502866 Courriel: bureau.propositions@alithya.com	**Transaction: (20161004)** 2025-02-27 07:33	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600, rue de La Gauchetière Ouest, bureau 2000 Montréal QC CAN H3B4L8 www.rcgt.com	Non diffusé	Fabrice Mc Innes Téléphone: 5148782691 Courriel: mcinnes.fabrice@rcgt.com	**Transaction: (20164810)** 2025-03-03 13:25	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
La Compagnie de Téléphone Bell du Canada ou Bell Canada(nouveau historique) 1, Carrefour Alexander-Graham-Bell Aile A5 Montréal QC CAN H3E3B3 www.bce.ca	Non diffusé	Julie De Gongre Téléphone: 514) 870-1255 Courriel: julie.de_gongre@bell.ca	**Transaction: (20160177)** 2025-02-26 13:36	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel

				20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TRANSITION SERVICES CONSEILS INC. 1305 boulevard Lebourgneuf Bureau 520 Québec QC CAN G2K2E4 https://www.transitionsc.ca	Non diffusé	Karine Roberge Téléphone: 418-626-3003 Courriel: soumission@transitionsc.ca	**Transaction: (20161465)** 2025-02-27 14:06	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. 1550 rue Metcalfe Suite 1100 Montréal QC CAN H3A1X6	Non diffusé	Marie-Pier Lemieux Téléphone: 5147453311 Courriel: seaoqbc@esitechnologies.com	**Transaction: (20161516)** 2025-02-27 14:47	20043189 - 24-20941_Addenda 01 Devis 2025-03-07 à 10:50 - Courriel 20044125 - 25-20941_Addenda 02 Devis 2025-03-12 à 15:55 - Courriel 20047001 - 25-20941_Addenda 03 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20049112 - 25-20941_Addenda 04 Devis 2025-04-04 à 14:00 - Courriel 20050358 - 25-20941_Addenda 05 Devis 2025-04-10 à 15:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20941 — No du GDD : 1255942003

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés pour des tests d'intrusion

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 2 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 3 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 17 - 4 - 2025

Date du comité de sélection : 1 - 5 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 10 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 20

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 35

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 28,57

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
CGI Inc.	Note de passage de 70% non atteinte pour l'évaluation qualitative.
Levio Conseils Inc.	Note de passage de 70% non atteinte pour l'évaluation qualitative.

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 14 - 10 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 14 - 10 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Bell Canada Inc.	409 315,60 $		na
Services Eviden inc.	494 001,59 $		na
GoSecure Inc.	352 858,28 $	√	na
IntelliSec Solutions Inc.	352 858,28 $		na
Okiok Data Ltée	635 144,90 $		na

Information additionnelle

Il y a eu vingt (20) preneurs de cahier de charges.

Quatre (4) formulaires de non-participation ont été fourni malgré une relance, les raisons du désistement sont les suivantes:

1) Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis;
2) Nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés;
3) Notre carnet de commandes est complet présentement (manque de capacité) ;
4) La clause de limitation de responsabilité intégrée au contrat précise que la limite ne s'applique pas en cas de perte résultant d'une violation d'une obligation de confidentialité ou d'une atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Le prestataire n'exerce aucun contrôle sur les mécanismes de surveillance et de sécurité informatique de la Ville, ni sur la gestion des renseignements personnels et/ou confidentiels ainsi que les droits d'accès accordés aux ressources. En conséquence, nous ne pouvons assumer l'entière responsabilité des risques échappant à notre contrôle.

Neuf (9) firmes n'ont pas donné suite à notre relance.

Préparé par : Joanne Filion Le 8 - 5 - 2025

25-20941 - Prestation de services spécialisés pour des tests d'intrusion

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies; et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Bell Canada	3,83	16,00	14,33	10,00	17,00	15,67	76,8	409 315,60 $	1,90	3
CGI INC.	3,67	13,67	12,67	12,00	13,67	11,67	67,3			Non conforme
Services Eviden, inc.	3,67	16,00	17,33	12,00	14,67	12,33	76,0	494 001,59 $	1,56	4
GOSECURE INC.	3,33	13,67	14,67	10,00	14,67	16,67	73,0	352 858,28 $	2,10	1
IntelliSec Solutions Inc. (9359-5940 Québec inc.)	3,50	14,67	15,00	11,33	13,67	14,00	72,2	352 858,28 $	2,07	2
LEVIO CONSEILS INC	3,17	12,33	14,33	11,17	9,00	12,67	62,7			Non conforme
OKIOK DATA LTÉE	3,67	16,00	13,33	11,00	15,00	14,67	73,7	635 144,90 $	1,18	5
Agent d'approvisionnement	**Joanne Filion**									

Comité	
Date	jeudi 01-05-2025
Heure	13 h 00
Lieu	Teams

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1250124001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Hubblo immersion Inc pour l'exposition « Joseph Rouleau - Dernier rappel » qui sera présentée du 15 juillet au 1er septembre 2025, au MEM - Centre des mémoires montréalaises.

Il est recommandé :

d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et Hubblo immersion inc., pour la présentation du projet Joseph Rouleau - Dernier rappel au MEM - Centre des mémoires montréalaises du 14 juillet au 2 septembre 2025.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-23 08:47

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1250124001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Hubblo immersion Inc pour l'exposition « Joseph Rouleau - Dernier rappel » qui sera présentée du 15 juillet au 1er septembre 2025, au MEM - Centre des mémoires montréalaises.

CONTENU

CONTEXTE

Le MEM – Centre des mémoires montréalaises, musée municipal qui relève du Service de la culture de la Ville de Montréal, a ouvert ses portes au grand public en octobre 2023 au cœur du Quartier des spectacles, au coin du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine. Il met en valeur les voix citoyennes d'hier et d'aujourd'hui pour raconter l'histoire de la ville et de sa population. Le dialogue avec les Montréalais et les Montréalaises se reflète dans ses lieux, ses activités, ses projets et dans ses collections. La démarche de collaboration avec la population constitue l'ADN du MEM. Sa mission, qui s'inscrit dans la vision 2030 de la Ville, valorise la diversité des identités montréalaises et de leurs histoires grâce à des expériences humaines authentiques et inclusives, où les citoyens et les citoyennes se racontent et se rencontrent. C'est un lieu qui se veut ancré dans la communauté, sensible aux enjeux actuels de la ville et audacieux.

L'entreprise Hubblo immersion inc. a approché le MEM pour présenter une exposition de type installation interactive, dans son espace nommé « Atelier 2 », intitulée « Joseph Rouleau - Dernier rappel » et dont l'objectif est la commémoration d'un grand artiste montréalais à l'origine de la fondation de l'Opéra de Montréal et la mise en valeur de l'histoire de l'art lyrique à Montréal.

Le présent GDD vise l'octroi des licences de reproduction et de diffusion entre Hubblo immersion Inc et la Ville (MEM) pour permettre la présentation du projet dans l'espace l'Atelier 2 du MEM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0774 - 22 mai 2024 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Fondation pour la langue française, pour l'exposition « Tourner 7 fois sa langue » qui sera présentée du 22 juin au 28 juillet 2024, au MEM - Centre des mémoires montréalaises.
CE23 1870 – 29 novembre 2023 - Approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et le collectif Je suis Montréal pour l'exposition Entre le passé et le présent - Les histoires oubliées de Montréal présentée au MEM - Centre des mémoires montréalaises, qui se tiendra du 13 février au 29 avril 2024.

CE21 1161 - 30 juin 2021 - Approuver l'entente d'exposition entre le MEM - Centre des mémoires montréalaises et l'Empathy Museum, musée situé à Londres pour la reproduction et la présentation de l'exposition « Un mille dans mes souliers » / Autoriser une dépense 26 000 livres sterling, soit 44 523 $ canadiens à cet effet.

DESCRIPTION

Joseph Rouleau - Dernier rappel est un biopic animé immersif, basé sur les archives du chanteur d'opéra Joseph Rouleau. Grâce à une conversation posthume avec la réalisatrice Emilie Rosas, l'œuvre vise à dépoussiérer le monde de l'opéra et révéler Joseph Rouleau, grand pionnier de l'art lyrique du Québec. L'installation raconte son histoire en revisitant ses archives personnelles, ses mémoires et ses plus grands solos.

Durée de l'expérience : 15-20 min. Casque VR : Meta Quest 2 (LBE & Oculus store).

L'histoire d'une rencontre
Émilie Rosas rencontre Joseph Rouleau en 2017 dans le but de réaliser un documentaire cinématographique sur son parcours. En effet, la réalisatrice était surprise de l'absence de documentaire relatant la carrière exceptionnelle de ce chanteur.
Le projet évolue dans le but de mettre en valeur les nombreuses archives de Joseph Rouleau grâce aux nouvelles technologies. L'idée porte fruit et le projet obtient immédiatement le soutien de la SODEC. Malgré le décès de M. Rouleau en 2019, l'équipe poursuit son travail acharné afin de rendre hommage à ce grand disparu.
Achevé en 2022, le prototype de l'expérience VR reproduit une conversation avec Joseph Rouleau, qui nous confie de façon touchante et intime diverses anecdotes de vie. La narration, reconstruite grâce à plusieurs entrevues, nous dévoile non seulement l'artiste, mais aussi l'homme derrière l'image.

L'expérience
L'expérience se sépare en quatre actes et explore les coulisses et la scène du Royal Opera House de Londres où Joseph a chanté pendant plus de 30 ans. Les propos sont appuyés par divers portraits artistiques de Joseph ainsi que des objets interactifs que le participant peut manipuler. Chaque acte remet donc en valeur des archives visuelles 2D ainsi que des séquences sonores remasterisées et spatialisées dans un environnement 3D interactif et immersif.

Une expérience VR et une exposition
En plus du documentaire en réalité virtuelle, l'expérience s'accompagne d'une exposition itinérante présentant les dessins et peintures de l'artiste Carine Khalife ainsi que divers objets provenant de collection personnelle de Joseph Rouleau : costumes de scène, partitions annotées, photographies personnelles, affiches et programmes de concert. Des stations permettent aussi d'écouter des pistes sonores, de visionner des archives et d'entendre des témoignages de divers acteurs du milieu tels que Yannick Nézet-Séguin, Marie-Nicole Lemieux, Angèle Dubeau, Marc Hervieux, Boris Brott et Stéphane Tétreault.

JUSTIFICATION

Pour présenter le projet, la Ville doit obtenir une licence de reproduction et de diffusion.

Ce partenariat avec Hubblo est une opportunité intéressante de démocratiser l'art lyrique montréalais en le rendant accessible au grand public de manière interactive et technologique.
Une autre façon de faire vivre l'histoire en offrant la possibilité de découvrir le legs d'un grand montréalais dont les réalisations ont été peu évoquées jusqu'à maintenant dans

l'histoire culturelle montréalaise.
Le fait de présenter cette expérimentation vient bonifier l'offre estivale gratuite, en plus de favoriser la découverte d'un grand personnage montréalais, ce qui est en adéquation avec à la mission du MEM.

L'expérience sera présentée du 11 juillet au 1er septembre 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Hubblo immersion inc. s'engage à assumer la totalité des frais pour la production de l'exposition, son installation et son démontage.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en encourageant une initiative culturelle mettant de l'avant l'ingéniosité, la créativité et le rayonnement international montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La collaboration avec Hubblo immersion inc vient confirmer la pertinence du MEM comme acteur dans la valorisation de la culture et du savoir-faire montréalais.
Ce projet permettra d'offrir aux Montréalaises et aux Montréalais une activité unique et gratuite durant la saison estivale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le MEM - Centre des mémoires montréalaises et Hubblo immersion inc. feront la promotion de l'exposition dans leurs outils de communication et sur leurs plates-formes numériques respectives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Montage : 11 juillet 2025
Démontage : 2 septembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

André GAUVREAU
assistant(e)-evenements culturels

Tél : 514 451-2203
Télécop. : 514 872-9645

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-11

Annabelle LALIBERTÉ
chef(fe) de division - memoire des montrealais(es) (mem)

Tél : 438 221-8644
Télécop. : 514 872-9645

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Elsa MARSOT
directeur(-trice)-developpement culturel
Tél : 438-995-5209
Approuvé le : 2025-06-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : 438-868-5061 - -
Approuvé le : 2025-06-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1250124001
Unité administrative responsable : *Service de la culture- Direction du développement culturel- division MEM-centre des mémoires montréalaises*
Projet : Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Hubblo immersion Inc pour l'exposition « Joseph Rouleau - Dernier rappel» qui sera présentée du 15 juillet au 1er septembre 2025, au MEM - Centre des mémoires montréalaises.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, notamment la priorité l**a priorité 20*** - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Ces priorités à travers le présent projet, permet de mettre en lumière l'ingéniosité, la créativité et le rayonnement international de ce personnage historique montréalais.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION - EXPOSITION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **HUBBLO IMMERSION INC.,** une entreprise innovante et précurseure, exclusivement dédiée aux œuvres et aux installations immersives, représentée par Karine Sévigny, directrice générale, ayant sa principale place d'affaires au 5828 rue Saint-André, Montréal, H2S 2K4, QC

Ci-après, appelé l' « **Exposant** »

L'Exposant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville souhaite présenter l'exposition *Joseph Rouleau – Dernier rappel* dans l'espace identifié comme l'Atelier 2 du **MEM - Centre des mémoires montréalaises**. L'exposition est présentée en collaboration avec le **MEM** et **Hubblo immersion inc.**, dans les termes de l'entente. Les contenus de l'exposition pour l'atelier 2, déjà existants de l'Exposant, décrits à l'Annexe 1 des présentes, y seront présentés (ci-après l' « Exposition »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Exposant.

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : La description de l'Entente pour le projet Joseph Rouleau – Dernier rappel entre le **MEM** et **Hubblo immersion inc.**;

2.2 « **Site** » : Atelier 2 du **MEM - Centre des mémoires montréalaises**;

2.3 « **Contenus** » : Les contenus énumérés à l'Annexe 1 de la présente convention;

2.4 « **Matériel promotionnel** » : Documentation fournie par l'Exposant afin que la Ville puisse promouvoir l'Exposition, tel que décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Responsable** » : Cheffe de division, **MEM - Centre des mémoires** montréalaises, Service de la culture, ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Unité administrative** » : Service de la culture

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les conditions et les modalités relatives à la tenue de l'Exposition.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'EXPOSANT

En contrepartie des obligations assumées par la Ville, l'Exposant s'engage à :

4.1 mettre à la disposition de la Ville les Contenus énumérés à l'Annexe 1, lors des rencontres de travail entre les deux équipes, puis les contenus qui auront été déterminés lors de ces rencontres pour l'exposition dans l'Atelier 2 aux dates et lieu mentionnés à l'Annexe 1;

4.1.1 avec l'accord du Responsable, l'Exposant pourra, s'il y a lieu, apporter une ou des modifications à la sélection des Contenus décrits à l'Annexe 1 au plus tard 60 jours avant le début de l'Exposition;

4.2 être présent, sur demande du Responsable, au moment du déballage des Contenus lors de leur livraison et avant leur emballage lors du démontage de l'Exposition, afin de procéder, en présence du Responsable, à l'inventaire et à l'examen des Contenus, toute imperfection relevée lors de cet examen devant être consignée à l'inventaire qui devra être signé par l'Exposant et le Responsable et être présent, s'il y a lieu, durant le montage, tel que précisé à l'Annexe 1. En cas de défaut de l'Exposant de se charger de l'emballage des Contenus à la fin de l'Exposition dans les délais convenus, la Ville y procédera. Dans un tel cas, aucune indemnité ne pourra être réclamée par l'Exposant à la Ville en cas de dommage aux Contenus;

4.3 assume l'entièreté du montage et du démontage de l'exposition sous la supervision de la responsable technique aux expositions du MEM ou de la personne qu'elle aura mandaté et ce, aux dates indiquées à l'annexe 1, étant entendu que les lieux seront laissés dans leur état physique et de propreté d'origine;

4.4 à la demande du Responsable, convenir avec lui de l'accrochage ou du plan d'installation des Contenus autres que les surfaces graphiques imprimées et qui appartiennent à l'Exposant, étant toutefois entendu que le Responsable peut, lors de l'accrochage ou de la mise en place, refuser d'exposer un Contenu qui présente trop de risques de perte ou d'avarie, à moins que l'Exposant n'en assume l'entière responsabilité, auquel cas l'Exposant doit signer une déclaration à cet effet;

4.5 accepter que le Responsable fasse exécuter tout travail en hauteur par les techniciens de la Ville seulement, et lorsqu'il est nécessaire de suppléer au nombre de techniciens fournis par la Ville, avoir recours en ce domaine à ses propres techniciens uniquement si ceux-ci possèdent toutes les compétences, la formation et le matériel requis pour exécuter ce travail en toute sécurité et qu'ils acceptent de se conformer aux directives de la Ville;

4.6 réparer ou remplacer le matériel en cas de bris d'équipement et fournir des équipements de rechange dont l'équipe de la Ville pourra disposer ;

4.7 fournir à la Ville un inventaire exhaustif de tout le matériel qui sera livré au MEM – Centre des mémoires montréalaises dans le cadre de son exposition ;

4.8 s'entendre avec la Ville pour la reprise de possession des Contenus et leur emballage s'il y a lieu;

4.9 déterminer avec le Responsable le Matériel promotionnel prévu à l'Annexe 1 afin de préparer l'Exposition et sa promotion;

4.10 concéder à la Ville, et il lui concède par la présente, sans frais supplémentaires aux Droits d'exposition décrits à l'Annexe 1, une licence libre de redevances, irrévocable, non exclusive, incessible, sans limite territoriale et pour la période du 15 juillet au 1er septembre 2025 aux termes de laquelle la Ville est autorisée à présenter au public les Contenus dans le cadre de l'Exposition. Cette licence permet également à la Ville, pendant la même durée, de reproduire par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, notamment sur son site Internet et ses médias sociaux, les reproductions des Contenus et du Matériel promotionnel et de tout document, texte ou photographie fournis par l'Exposant dans le cadre de l'Exposition, y compris des extraits musicaux et vidéos s'il en est, et de les publier, de les communiquer au public, de les traduire, de les archiver, de les entreposer sur tout support informatique, papier ou électronique, à des fins de promotion de l'Exposition ou d'administration. Cette licence est accordée à des fins non commerciales;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite relative aux droits d'auteur ou à tout autre droit de propriété intellectuelle découlant de la présente convention et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

4.12 renoncer et, par la présente il renonce à tout recours à l'endroit de la Ville et du Responsable, suite au montage de l'Exposition ou à l'encadrement des Contenus, étant entendu que la Ville se réserve le droit de faire des modifications à l'Exposition avec l'approbation de l'Exposant;

4.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Exposant sur le Site et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

4.14 s'engage à respecter toutes les normes et obligations en matière d'hygiène exigées par les autorités compétentes en lien avec la COVID-19 pour assurer la sécurité du public et de toutes personnes sur le Site.

4.15 assume l'entièreté des frais liés à l'Exposition et s'engage à ne réclamer aucune somme d'argent à la Ville pour la tenue de l'Exposition;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie des obligations assumées par l'Exposant, la Ville s'engage à :

5.1 présenter l'Exposition sur le Site pour la durée indiquée à l'Annexe 1, selon le calendrier convenu entre l'Exposant et la Ville, ce calendrier pouvant être modifié par le Responsable pour des motifs raisonnables;

5.2 Prêter l'espace Atelier 2 du MEM – Centre des mémoires montréalaises à **Hubblo immersion inc.** à titre gracieux pour la tenue de l'Exposition aux dates prévues à l'annexe 1;

5.3 organiser la promotion de l'Exposition et en assumer les coûts, étant entendu que le contenu et l'ampleur de la promotion relèvent de l'entière discrétion de la Ville;

ARTICLE 6

REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

L'Exposant garantit à la Ville :

6.1 qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur ou de tout droit de propriété intellectuelle relatifs aux Contenus et qu'il a la capacité de concéder la licence décrite à l'article 4.7;

6.2 que pour l'utilisation de tout document ou Contenu, toute représentation ou prestation ou toute activité, il a obtenu les permis requis, le cas échéant, il a été dûment autorisé et que toutes redevances, frais et autres sommes dues ont été acquittés;

ARTICLE 7
ASSURANCES

La Ville assume tous les risques de dommages directs causés aux Contenus entre le moment de leur livraison et de leur reprise conformément aux conditions énoncées à la résolution CE03 1342, adoptée à sa séance du 18 juin 2003, dont copie a été remise à l'Exposant. La responsabilité de la Ville pour les dommages ne peut excéder la somme de zéro dollars (0,00 $), comme indiquée à l'Annexe 2 de la présente convention et représentant la valeur monétaire des Contenus fournie par l'Exposant.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Au plus tard 60 jours avant la date prévue de l'Exposition, une Partie peut, sur avis écrit, mettre fin à la présente convention. Chaque Partie renonce à tout recours en dommages-intérêts et à toute indemnité pour quelque motif que ce soit dans une telle éventualité.

8.2 Les Parties aux présentes ne sont pas tenues d'exécuter leurs obligations en cas de force majeure. Dans ce cas et dans l'impossibilité de reporter l'Exposition à une date ultérieure ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville à l'Exposition, chacune des Parties assumera ses propres dépenses encourues jusqu'au moment de l'annulation ou de la résiliation de la présente convention.

8.3 Si l'Exposition est annulée par la Ville en raison de la COVID-19 ou d'une directive, un décret ou autre de la Direction de la santé publique ou d'une autorité compétente en lien avec la COVID-19 ou pour toute autre cause autre qu'un cas de force majeure, les Parties tenteront de reporter l'Exposition à une date ultérieure ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville à l'Exposition. :

8.4 Si l'Exposition doit avoir lieu à l'extérieur, la Ville pourrait décider d'annuler l'Exposition en raison des conditions météorologiques. Dans un tel cas, à moins que la Ville et l'Exposant ne s'entendent pour reporter l'Exposition, la Ville versera à l'Exposant la somme totale prévue à l'article 5.4, selon les conditions et modalités prévues à l'Annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 9
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

9.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

9.4 **Représentations de l'Exposant**

L'Exposant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

9.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

9.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 **Ayants droits liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

9.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

9.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Exposant

L'Exposant fait élection de domicile au 5828 rue Saint-André, Montréal, H2S 2K4, QC, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Exposant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

9.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

À Montréal, le _____

_____

VILLE DE MONTRÉAL

À Montréal, le _____

_____

HUBBLO IMMERSION INC.
Karine Sévigny
Directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE …….).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DE L'EXPOSITION

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Titre de l'Exposition :
Joseph Rouleau – Dernier rappel

Description de l'Exposition :

Date : du lundi 15 juillet au 1er septembre 2025
Lieu :Atelier 2 du MEM - Centre des mémoires montréalaises
Adresse : 1200, boul. Saint-Laurent, Montréal (Québec) H2X 2S5
Personne(s)-contact :André Gauvreau, assistant aux événements culturels
Téléphone : 514 451-2203
Courriel :andre.gauvreau@montreal.ca

Nombre d'Exposants participant à l'exposition : 1
Nom(s) de(s) l'Exposant(s) : Hubblo immersion inc.
Coordonnées de l'Exposant ou du représentant s'il y a lieu :
Personne contact:Philippe Chrusten (Distribution/diffusion XR)
Adresse : 82, rue Sherbrooke-Ouest, Montréal, H2X 1X3
Téléphone : 514.662.3539
Courriel : pc@hubblo.ca

2 LIVRAISON ET REPRISE DE POSSESSION DES CONTENUS

Date(s) de livraison des contenus : le 11 juillet 2025
Montage : 11 juillet 2025
Démontage : 2 septembre 2025
Présence requise de(s) Exposant(s)

3 MATÉRIEL PROMOTIONNEL À REMETTRE AU RESPONSABLE

- des photos et autres documents pouvant servir à l'Exposition et à sa promotion, le tout, selon les conditions de la licence accordée en vertu de l'article 4.7 de la convention;

- s'il y a lieu, un dossier de presse, des vidéos accompagnés de leurs crédits, liens Facebook, site Internet, chaîne YouTube et tout autre document pouvant servir à la préparation de l'Exposition et à la promotion, le tout, selon les conditions de la licence accordée en vertu de l'article 4.7 de la convention au moins 30 jours avant le début de l'Exposition;

4 PROMOTION DE L'EXPOSITION

L'Exposant détermine avec le MEM le matériel promotionnel.

L'Exposant s'engage à parler du MEM – Centre des mémoires montréalaises conformément à la trousse de communications fournies par le MEM, à l'annexe 1;

5 TROUSSE DE COMMUNICATIONS DU MEM

Engagement du Partenaire

- Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité complémentaire à celle engagée par le MEM; ce plan devra énumérer les moyens que le Partenaire utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications ;
- Inclure la mention suivante dans les textes communicationnels à propos du Projet : *« Le projet [Nom du projet] est un partenariat entre [Le Partenaire] et le MEM - Centre des mémoires montréalaises »*;
- Soumettre pour approbation au MEM le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Partenaire, au moins quinze (15) jours ouvrables avant leur impression ou diffusion.

Engagement du MEM

- Assurer une visibilité en ligne et in situ du Projet.
- Coordonner les services logistiques et créatifs relatifs à la promotion selon entente initiale du Projet (gestion de la billetterie en ligne, création du visuel officiel et déclinaison pour les réseaux sociaux, centralisation, révision et traduction des contenus textuels pour les communications.
- Soumettre pour approbation au Partenaire la création des outils et l'utilisation des logos en vue de la promotion du Projet au moins quinze (15) jours ouvrables avant leur impression ou diffusion.

VISUELS À PRODUIRE SELON LES GABARITS DU MEM

Écran BrighSign Format : 2160 x 3840 px Contenu visuel : graphisme officiel Titre Sous-titre Dates de l'expo memmtl.ca Logo MEM + rosace Ville Logo Partenaire	**Affiche (avec bleed et traits de coupe)** Format : 11 x 17 pouces Titre Sous-titre Dates de l'expo À découvrir au MEM 1210, boul. Saint-Laurent Montréal, Québec Métro Saint-Laurent + memmtl.ca Logos : MEM + rosace Ville + Partenaire + Code QR
Post réseaux sociaux Format : 1500 x 1500 pixels Contenu visuel : graphisme officiel Texte : Titre Sous-titre Exposition Dates 1210, boul. Saint-Laurent Logos : MEM + rosace Ville + Partenaire	**Story réseaux sociaux** Format : 1080 x 1920 pixels Contenu visuel : graphisme officiel Texte : Titre Sous-titre Exposition Dates 1210, boul. Saint-Laurent Logos : MEM + rosace Ville + Partenaire
Événement Facebook Format : 1200 x 628 px Contenu visuel : graphisme officiel Texte : Titre Sous-titre Exposition Dates 1210, boul. Saint-Laurent Logos : MEM + rosace Ville + Partenaire	

COMMENT PARLER DU MEM

À PROPOS DU MEM – CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES

Le MEM - Centre des mémoires montréalaises est un espace muséal et citoyen qui célèbre les Montréalais et les Montréalaises d'hier et d'aujourd'hui. Il permet de découvrir la ville à travers leurs yeux, leurs voix et leurs histoires.

ABOUT THE MEM – CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES
The MEM - Centre des mémoires montréalaises is a museum and citizen space that celebrates the city's inhabitants, past and present. History is brought to life through the eyes, voices, and stories of Montrealers.

RÉSEAUX SOCIAUX
Taguer le MEM : @MEMmtl
Utiliser le mot clé : #MEMmtl sur Instagram et X

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE MEM

LOCALISATION
1210, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2X 2S5
MEMMTL.CA

ACCÈS
Bus : 15, 55, 125, 129, 150
Métro : Station Saint-Laurent (200 m) et station Champ-de-Mars (600 m)
Vélo et Bixi
Stationnement intérieur payant (sur la rue Clark, accessible depuis le boulevard René-Lévesque)

HORAIRES
Le MEM sera ouvert du mardi au dimanche, pour un total de 53 heures par semaine.

Lundi : Fermé (ouvert sur réservation seulement*)
Mardi : 11 h 00 à 18 h 00
Mercredi : 11 h 00 à 20 h 00
Jeudi : 11 h 00 à 21 h 00
Vendredi : 11 h 00 à 21 h 00
Samedi : 11 h 00 à 18 h 00

Dimanche : 11 h 00 à 18 h 00

TARIFS
L'accès aux espaces publics du MEM est gratuit.
Ceux-ci comprennent :
- Une place publique intérieure;
- Des expositions temporaires;
- Une boutique-café avec un espace pour se restaurer.

L'accès à l'exposition *Détours - Rencontres urbaines* est payant.

Adulte (18 ans et +) : 15,50 $
Étudiant (tous âges; une preuve peut être exigée) : 10,90 $
Adolescent (13-17 ans) : 6,70 $
Enfant (12 ans et moins) : Gratuit
Aîné (65 ans et +) : 13,20 $

CONTEXTE
Le MEM – Centre des mémoires montréalaises poursuit les activités du Centre d'histoire de Montréal (CHM), qui était situé au 335 place d'Youville dans le Vieux-Montréal. Le Centre d'histoire de Montréal a été créé en 1983, afin de permettre à la Ville d'interpréter son patrimoine et son histoire. La métamorphose vers le MEM souligne les 40 ans d'existence de l'institution municipale.

Se positionnant comme la suite logique du CHM, le MEM s'installe dans un édifice entièrement neuf, le Carré Saint-Laurent, conçu par Provencher Roy et situé au 1210 boulevard Saint-Laurent, coin Sainte-Catherine. Un emplacement symbolique pour cette institution qui met en valeur la montréalité. C'est un espace de 21 603 pi^2, soit 2 007 m^2, situé au cœur du Quartier des spectacles, qui accueille le public depuis le 6 octobre 2023.

Le MEM, c'est :
- Des expositions temporaires;
- Des projets citoyens et communautaires;
- Des activités culturelles au musée et partout à Montréal;
- Des activités éducatives pour les jeunes de tous les âges;
- Un cabaret;
- Une boutique-café;
- Des espaces publics gratuits;
- Des espaces locatifs originaux et contemporains.

Les espaces publics sont conçus comme étant une extension de la ville à l'intérieur du bâtiment. Accessibles gratuitement selon les horaires d'ouverture du MEM, ils ont pour objectif d'accueillir toutes et tous.

L'exposition permanente sera accessible à partir de juin 2024.

RACONTER L'HISTOIRE DE MONTRÉAL À TRAVERS LES HISTOIRES DE SA POPULATION

Le MEM est un espace muséal et citoyen qui célèbre les Montréalais et les Montréalaises d'hier et d'aujourd'hui. Il permet de découvrir la ville à travers leurs yeux, leurs voix et leurs histoires. Le MEM offre des espaces de rencontre et invite la population à se raconter. Les témoignages ainsi recueillis sont au cœur des activités du MEM.

Créé par, pour et avec la population montréalaise, le musée raconte l'histoire de Montréal en partageant les récits des gens qui l'habitent. Il tisse des liens entre les générations et entre les communautés. L'institution collabore avec de multiples voix citoyennes passionnées et engagées, dans le but d'élaborer un projet culturel reflétant les diverses réalités montréalaises.

LE MEM, UN MUSÉE ACCESSIBLE ET INCLUSIF
Les espaces et contenus du MEM ont été élaborés en concertation avec des comités citoyens en accessibilité et en inclusion, afin de permettre au plus grand nombre de vivre une belle expérience au musée.

L'ensemble des contenus du MEM est accessible en français et en anglais afin d'être compris par un plus grand nombre de visiteurs et certains contenus audiovisuels proposent également des versions optimisées, dont, entre autres :
- Audio description en français et en anglais
- Langue des signes du Québec (LSQ) et American Sign Language (ASL)
- Agrandissement des textes d'exposition sur tablette numérique

Le personnel du MEM est formé afin d'accueillir au mieux l'ensemble des visiteurs, en fonction de leurs besoins particuliers.

CRÉDITS

Architectes du projet
Conception des espaces
Circum.architecture (ancien Bisson|Associés)
Provencher - Roy

Gestionnaire du projet
Société de développement ANGUS
en collaboration étroite avec le Service de la gestion et de la planification des immeubles

Concept de l'expérience muséale
GSM Project

Le MEM est un projet en cocréation citoyenne dirigé par
Annabelle Laliberté, cheffe de division du MEM
Catherine Charlebois, cheffe de section du MEM

Réalisation des espaces
La Boutique
Aktuel
XYZ
Lightemotion
Halo Création

Artistes présents dans l'espace
Groupe En Masse
Jason Waserman
Romain Boz
Raphaëlle de Groot (oeuvre d'art public située dans le cabaret)

6 CONCEPT DE L'EXPOSITION SOUMIS PAR L'EXPOSANT

JOSEPH ROULEAU - DERNIER RAPPEL est un biopic animé immersif, basé sur les archives du chanteur d'opéra Joseph Rouleau. Grâce à une conversation posthume avec la réalisatrice Emilie Rosas, l'œuvre vise à dépoussiérer le monde de l'opéra et révéler Joseph Rouleau, grand pionnier de l'art lyrique du Québec. L'installation raconte son histoire en revisitant ses archives personnelles, ses mémoires et ses plus grands solos.

Durée de l'expérience : 15 - 20 min Casque VR : Meta Quest 2 (LBE & Oculus store)

L'histoire d'une rencontre

Émilie Rosas rencontre Joseph Rouleau en 2017 dans le but de réaliser un documentaire cinématographique sur son parcours. En effet, la réalisatrice était surprise de l'absence de documentaire relatant la carrière exceptionnelle de ce chanteur.
Le projet évolue dans le but de mettre en valeur les nombreuses archives de Joseph Rouleau grâce aux nouvelles technologies. L'idée porte fruit et le projet obtient immédiatement le soutien de la SODEC. Malgré le décès de M. Rouleau en 2019, l'équipe poursuit son travail acharné afin de rendre hommage à ce grand disparu.

Achevé en 2022, le prototype de l'expérience VR reproduit une conversation avec Joseph Rouleau, qui nous confie de façon touchante et intime diverses anecdotes de vie. La narration, reconstruite grâce à plusieurs entrevues, nous dévoile non seulement l'artiste, mais aussi l'homme derrière l'image.

L'expérience

L'expérience se sépare en quatre actes et explore les coulisses et la scène du Royal Opera House de Londres où Joseph a chanté pendant plus de 30 ans. Les propos sont appuyés par divers portraits artistiques de Joseph ainsi que des objets interactifs que le participant peut manipuler. Chaque acte remet donc en valeur des archives visuelles 2D ainsi que des séquences sonores remasterisées et spatialisées dans un environnement 3D interactif et immersif.

Une expérience VR et une exposition

En plus du documentaire en réalité virtuelle, l'expérience s'accompagne d'une exposition itinérante présentant les dessins et peintures de l'artiste Carine Khalife ainsi que divers objets provenant de collection personnelle de Joseph Rouleau : - Costumes de scène - Partitions annotées - Photographies personnelles - Affiches et programmes de concert

Des stations permettent aussi d’écouter des pistes sonores, de visionner des archives et d’entendre des témoignages de divers acteurs du milieu tels que : - Yannick Nézet-Séguin - Marie-Nicole Lemieux - Angèle Dubeau - Marc Hervieux - Boris Brott - Stéphane Tétreault

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1253956002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 2 029 888 $ à Afrique au Féminin, dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

Il est recommandé:

1. d'accorder un soutien financier supplémentaire de 2 029 888 $ à Afrique au Féminin dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements ;

2. d'approuver le projet d'Addenda 1 modifiant la convention de contribution financière dont la somme de 1 729 888 $ est conditionnelle à la signature de l'addenda 1 à l'entente ICRL-2 par la SHQ ;

3. d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang pour et au nom de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 448 044 ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2025-06-16 18:05

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253956002**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 2 029 888 $ à Afrique au Féminin, dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

CONTENU

CONTEXTE

Le comité exécutif (CE) du 8 juin 2022 (CE22 1047) a autorisé l'octroi d'une contribution financière de 4 800 000 $ à Afrique au Féminin (Organisme) pour la réalisation d'un projet de 9 chambres dans l'arrondissement Villeray–St-Michel–Parc-Extension, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL).
Une convention de contribution financière (Convention) entre la Ville de Montréal (Ville) et l'Organisme a été conclue afin de définir les modalités et conditions du versement de cette contribution financière. Afin de garantir le respect des conditions énoncées dans la Convention, un acte de garantie hypothécaire de premier rang en faveur de la Ville d'un montant équivalent à la contribution financière accordée, soit 4 800 000 $, a été consenti par l'Organisme et publié au registre au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 448 044.

Le 29 mars 2023, la Ville et la Société d'habitation du Québec (SHQ) ont signé une entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment un financement supplémentaire de quatre projets ayant bénéficié d'une contribution de la ville dans le cadre de la deuxième phase de l'ICRL. La signature de cette entente a été ratifiée par le conseil d'agglomération le 24 août 2023 (CG 23 0441).

Le projet de l'Organisme est l'un de ces quatre projets d'habitation et ce financement supplémentaire permet de combler une partie des dépassements de coûts entraînés par la réalisation du projet. Malgré ce financement supplémentaire, il reste tout de même un manque à gagner pour couvrir l'ensemble des coûts de réalisation du projet et pour lequel la

Ville souhaite aussi appuyer l'Organisme.

En ce sens, le présent sommaire vise à faire approuver une contribution financière supplémentaire à l'Organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

-CG-25 0013 – 23 janvier 2025 -Approuver l'avenant 1 à l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Société d'habitation du Québec pour la deuxième phase de l'Initiative pour la création rapide de logements, volet grandes villes approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville conformément à la résolution (CG22 0185).

- -CG23 0441 - 24 août 2023 - Autoriser la ratification de l'entente bipartite entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements, en application de l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et d'une entente tripartite avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la contribution financière attendue de 6 407 975 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation le pouvoir spécifique de distribuer la contribution reçue pour verser des subventions à des projets de l'Initiative pour la création rapide de logements;

- -CE23 0437 - 29 mars 2023 - Autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer l'entente bipartite, à être ratifiée par le conseil d'agglomération, entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements, en application de : (i) l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et (ii) d'une entente tripartite à venir avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets, et à recevoir la somme de 6 407 975 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements;

- -CE22 1047 – 8 juin 2022 - Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 4 800 000 $ à l'organisme à but non lucratif Afrique au Féminin pour la réalisation d'un projet de 9 chambres dans l'arrondissement Villeray–St-Michel–Parc-Extension, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL).

- -CG22 0131 - 24 février 2022 - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) (RCG 21-003).

DESCRIPTION

Contribution financière supplémentaire

Depuis l'approbation du projet, l'écart entre l'estimation des coûts de réalisation du projet estimés et les coûts réels de réalisation s'élève à 1 851 148 $. Cet écart entre l'estimation des coûts de travaux et les coûts réels s'expliquent par une conjoncture inflationniste des coûts de construction et des délais de recherche de financement. Suivant l'analyse de ces enjeux, une aide financière supplémentaire au projet a été justifiée.

Une aide financière supplémentaire de 300 000 $ a été réservée au projet dans le cadre de l'entente signée le 29 mars 2023 entre la Ville et la SHQ, laquelle comblera une partie de cet écart.

Pour combler la différence et compléter le financement pour la réalisation du projet, la Ville vise à faire approuver une contribution supplémentaire de 1 729 888 $ provenant de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL).

La Ville a publié sur l'immeuble une hypothèque au montant de la subvention initiale, soit 4 800 000 $, afin de s'assurer du respect des conditions prévues à la Convention. Ainsi, il est recommandé d'approuver un nouvel acte hypothécaire en faveur de la Ville, d'un montant de 6 829 888 $, qui inclut la mainlevée de l'hypothèque initiale de 4 800 000 $.

Addenda 1 à la Convention

Un addenda à la convention est requis afin d'inclure :
- L'augmentation de la contribution financière d'un montant de 2 029 888 $;

- L'inscription d'une nouvelle garantie hypothécaire de premier rang en faveur de la Ville remplaçant ainsi l'hypothèque existante pour un montant correspondant à la contribution financière totale, soit 6 829 888 $.

JUSTIFICATION

Dans un contexte où l'Organisme doit composer avec des coûts de travaux plus élevés que prévu, l'obtention d'une contribution financière supplémentaire permettra à l'Organisme de compléter la réalisation de son projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de contribution financière additionnelle non récurrente maximale de 2 029 888 $, composée comme suit :
- 1 729 888 $ de l'ICRL 2. Cette contribution additionnelle de 1 729 888 $ fait partie intégrante du montant de 6 529 888 $ indiqué préalablement dans l'avenant numéro 1 de l'entente relative à l'initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2 ; Dossier 1249499004). Cette contribution additionnelle de 1 729 888 $ est conditionnelle à la signature de cet addenda 1 par les 2 parties et ne pourra être versée tant que celui-ci n'est pas dûment signé par les parties.

- 300 000 $ provenant de l'entente bipartite du 29 mars 2023 signée entre la Ville et la SHQ concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment un financement supplémentaire des quatre projets ayant bénéficié d'une contribution de la ville dans le cadre de la deuxième phase de l'ICRL.

Ces dépenses seront assumées par le budget de fonctionnement du Service de l'habitation.

Cette contribution financière supplémentaire de 2 029 888 $ sera versée selon les modalités prévues à la Convention, telle qu'amendée par l'addenda 1.

Les contributions financières rattachées à ce projet concernent l'aide destinée à loger une population vulnérable faisant face à un risque d'itinérance, une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le conseil d'agglomération a délégué au comité exécutif notamment le pouvoir de conclure les conventions d'aide financière avec chaque organisme porteur d'un projet ICRL2 Grandes villes.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité.

La fiche d'analyse est jointe au sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide additionnelle permettra à l'Organisme de couvrir l'augmentation des coûts de réalisation et d'achever le chantier tel que prévu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N.A.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Antoine JOLIN GIGNAC
Conseiller en developpement - habitation

Tél : 438-829-0048
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-02

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2025-06-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2025-06-13

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : *1253956002*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : *Afrique au Féminin*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Objectif 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le projet permettra d'offrir des logements salubres, adéquat et abordables à des femmes provenant de milieux culturel et religieux différents, qui sont ou ont été victimes de violence, incluant des femmes aux prises avec de multiples problématiques sociales.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1253956002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 2 029 888 $ à Afrique au Féminin, dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et sa forme, le projet d'acte d'hypothèque immobilière ci-joint de premier rang en faveur de la Ville, comportant une mainlevée de l'hypothèque immobilière publiée sous le numéro 27 448 044. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Rachel Couture. N.D: 25-001059

FICHIERS JOINTS

2025-05-30 Projet-d'acte-d'hyp-avec-mainlevée (AFRIQUE AU FÉMININ) V. FINALE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-09

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828
Division :

NC2739 22C082800062-D67

Hypothèque immobilière

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ
Le

DEVANT Me Rachel COUTURE, notaire province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Clotilde TARDITI, directrice du service de l'habitation, dûment autorisée en vertu de la Charte et de la résolution numéro CE25 ___, adoptée par le comité exécutif à sa séance du _____() _____deux mille vingt-cinq (2025), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Un avis d'adresse pour le Créancier a été inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de **Montréal**, sous le numéro **6 019 444**.

Ci-après nommée le « **Créancier** »

ET :

AFRIQUE AU FÉMININ, personne morale légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, 1985, chapitre C-38), émises le 26 août 1988, immatriculée sous le numéro 1146555850 en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au [redacted], agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du (la) notaire soussigné(e).

Ci-après nommée le « **Débiteur** »

Le Créancier et le Débiteur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELS en vue de l'hypothèque faisant l'objet des présentes, conviennent et déclarent ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'une convention de contribution financière est intervenue entre le Créancier et le Débiteur le 15 juin 2022 aux termes de laquelle le Créancier a consenti d'octroyer au Débiteur une contribution financière au montant de **QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE DOLLARS (4 800 000$)** laquelle a été modifiée aux termes d'un addenda intervenu entre eux le _____ deux mille vingt-cinq (2025), afin notamment d'accorder au Débiteur une contribution financière supplémentaire au montant de **DEUX MILLIONS VINGT-NEUF MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-HUIT DOLLARS (2 029 888 $)** (ci-après, collectivement, et telle que celle-ci peut être à nouveau amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autres, la « **Convention** »).

ATTENDU QU'aux termes de la Convention, le Débiteur s'est engagé à consentir une hypothèque immobilière grevant l'immeuble ci-après désigné afin de garantir le remboursement de toute somme payable au Créancier et l'accomplissement des obligations du Débiteur découlant de la Convention.

1. PRÉLIMINAIRES

Dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par les présentes, les conditions et définitions contenues dans la Convention font partie intégrante du présent acte.

Les obligations du Débiteur et l'hypothèque qu'il constitue en vertu des présentes ne seront ni amoindries ni modifiées de quelque façon que ce soit par toute convention qui pourrait intervenir entre le Créancier et le Débiteur, notamment si la Convention est modifiée ou que le Créancier accepte des délais, ou si le Créancier s'abstient d'exercer ses droits et recours, quels qu'ils soient. De plus, l'hypothèque et les autres droits créés aux présentes subsisteront, et ce, tant et aussi longtemps que toute somme payable au Créancier en vertu de la Convention, le cas échéant, n'aura pas été remboursée dans son intégralité et que les obligations constituées aux termes de la Convention et des présentes n'auront pas été accomplies.

Le fait pour les Parties de remplacer la Convention n'opérera pas novation, nonobstant toute loi ou usage à ce contraire.

2. OBLIGATIONS GARANTIES PAR L'HYPOTHÈQUE

La présente garantie hypothécaire est consentie afin de garantir l'exécution des obligations du Débiteur et des droits du Créancier découlant de la Convention et des obligations souscrites aux termes des présentes et notamment afin de garantir (i) la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à la Convention, (ii) maintien d'une offre locative abordable (iii) toutes autres obligations consenties aux termes de la Convention (ci-après collectivement appelées les « **Obligations** »).

Si, de l'avis du Créancier, agissant raisonnablement, le Débiteur ne remplit pas les Obligations ci-dessus garanties par l'hypothèque, le Créancier pourra, en ses lieu et place et sous réserve de ses autres droits et recours, conclure les contrats et ententes, afin de corriger le défaut du Débiteur et remplir les obligations de ce dernier, et effectuer périodiquement des paiements aux entrepreneurs et autres personnes intéressées. Le Créancier pourra exiger le remboursement immédiat de ces sommes, avec intérêt sur celles-ci au taux ci-après stipulé, à compter de la date de leur décaissement.

Le Débiteur accomplira tous les actes et signera tous les documents nécessaires pour que l'hypothèque constituée par les présentes ait plein effet et soit constamment opposable aux tiers.

3. HYPOTHÈQUE PRINCIPALE

En garantie de l'accomplissement des Obligations envers le Créancier, le Débiteur hypothèque en faveur du Créancier pour la somme de **SIX MILLIONS HUIT CENT VINGT-NEUF MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-HUIT DOLLARS (6 829 888 $)**, l'immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **DEUX MILLIONS DEUX CENT QUARANTE-SIX MILLE NEUF CENT SOIXANTE-QUATRE (2 246 964)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtisse dessus érigée portant les numéros [redacted].

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

Avec tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement à l'Immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi.

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve, avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées à l'Immeuble, notamment :

- une servitude de tolérance d'empiètement, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 2 878 313;
- une servitude de vue publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 1 053 646;
- une servitude de mitoyenneté, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 765 705;
- Un avis de contamination, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 27 609 581.

L'hypothèque et les autres garanties constituées aux termes des présentes prendront effet à compter de la date des présentes afin de garantir l'accomplissement des Obligations.

4. ASSURANCES

Le Débiteur s'oblige à faire assurer contre l'incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts tous les bâtiments qui sont ou seront affectés par la présente hypothèque jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement, ainsi que pour la responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle le Créancier est désigné comme coassuré.

Le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner au Créancier, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Débiteur ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable au Créancier.

Le Débiteur s'oblige par les présentes à faire insérer dans ces polices, à titre de mandataire du Créancier, la clause hypothécaire en faveur du Créancier, à dénoncer à l'assureur les droits hypothécaires de ce dernier, à remettre au Créancier ces polices, lesquelles contiendront les clauses usuellement stipulées dans les polices couvrant le même genre de risques, à maintenir celles-ci en vigueur jusqu'à l'accomplissement complet des Obligations et à fournir au Créancier au moins quinze (15) jours avant leur échéance le certificat de leur renouvellement.

À défaut par le Débiteur de se conformer à ces diverses obligations, le Créancier, sous réserve de ses autres recours, pourra souscrire pour le compte du Débiteur toute nouvelle assurance et réclamer le remboursement immédiat des primes avec intérêt du jour du paiement, au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal. Il pourra aussi, aux frais du Débiteur, notifier la présente hypothèque à toute compagnie d'assurances intéressée qui n'en aurait pas été avisée, copie ou extrait des présentes pouvant servir à cette notification au besoin.

Le Débiteur avisera sans délai le Créancier de tout sinistre et ne devra entreprendre aucun travail de réparation ou de réfection avant que ce dernier n'ait examiné les lieux et approuvé les travaux projetés au préalable et par écrit. En cas de perte de l'Immeuble, toute indemnité d'assurance devra être versée directement au Créancier, jusqu'à concurrence du montant de la contribution prévue aux termes de la Convention. Nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraire, le Créancier pourra conserver l'indemnité ou la remettre, en totalité ou en partie, au Débiteur pour lui permettre de reconstruire ou réparer l'Immeuble, sans que, dans l'un ou l'autre cas, son hypothèque ou ses autres droits ne soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, si ce n'est par la signature d'une quittance notariée constatant la réduction du présent acte.

5. HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE

Pour garantir le paiement de toute somme d'argent non garantie par l'hypothèque principale ci-dessus créée, notamment les sommes déboursées par le Créancier pour la protection de sa créance hypothécaire, telles que, mais sans limitation, primes d'assurance, taxes, frais et autres accessoires, une hypothèque additionnelle équivalant à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus est créée par le Débiteur. En conséquence, le Débiteur hypothèque l'Immeuble de même que tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers, en faveur du Créancier pour une somme additionnelle égale à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus.

6. HYPOTHÈQUE DES LOYERS

Pour garantir davantage ses obligations, le Débiteur hypothèque par les présentes, jusqu'à concurrence de la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus ainsi que pour la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause intitulée « HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE » ci-dessus, tous les loyers présents et futurs provenant de la location de

l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers.

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sur demande, tous les baux affectant l'Immeuble ainsi que toute police d'assurance couvrant ces loyers.

Tant qu'il ne sera pas en défaut et que le Créancier n'aura pas avisé le Débiteur de son intention de les percevoir, le Créancier autorise le Débiteur à continuer à percevoir les loyers à leur échéance.

En cas de défaut, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, se prévaloir de cette hypothèque en la notifiant aux locataires, de même qu'en leur notifiant, ainsi qu'au Débiteur, qu'il percevra désormais les loyers exigibles. Il pourra renouveler les baux ou en consentir de nouveaux au nom du Débiteur aux conditions qu'il jugera convenables. Le montant des loyers perçus servira, à sa discrétion, à se payer une commission de cinq pour cent (5 %) des revenus bruts à titre de frais d'administration, à payer les taxes, le coût des réparations ainsi que toute autre dépense, le tout sans que ses droits ou ses hypothèques soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, ou, en tout ou en partie, au choix du Créancier, à payer les versements de capital, les intérêts ainsi que les frais exigibles aux termes des présentes. Le Créancier pourra également exercer ces droits par l'entremise d'un mandataire et le Débiteur s'engage à collaborer avec le Créancier ou son mandataire pour faciliter la perception des loyers. D'avance, le Débiteur ratifie les actes d'administration du Créancier et accepte les états soumis par ce dernier comme équivalant à une reddition de comptes. Le Créancier ne sera responsable d'aucune perte ni d'aucun dommage subi en raison de son administration.

7. CHARGES ET CONDITIONS

7.1. Frais

Le Débiteur paiera les frais et honoraires des présentes, les frais d'arpentage, d'évaluation et d'inspection de l'Immeuble, de vérification environnementale, les frais de publicité et tous les autres déboursés, incluant ceux relatifs à tout renouvellement, avis, hypothèque, renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée s'y rapportant. Le Créancier est autorisé à retenir, à même le produit de la contribution prévue aux termes de la Convention, les sommes suffisantes pour les acquitter. Le Débiteur paiera également, lorsque les Obligations auront été accomplies, avec ou sans subrogation, les frais et honoraires de quittance et mainlevée, le cas échéant, de la présente hypothèque.

7.2. Mise en défaut du Débiteur

Le seul écoulement du temps pour accomplir l'une quelconque des obligations prévues aux présentes constituera le Débiteur en défaut, sans nécessité d'aucun avis ou mise en demeure.

7.3. Hypothèques ou charges prioritaires

Le Débiteur s'engage à ce qu'en tout temps l'Immeuble demeure libre de toute priorité, hypothèque ou charge quelconque pouvant primer les droits du Créancier, à moins que le Créancier y consente préalablement par écrit. Il s'oblige, sur demande et à ses frais, à remettre au Créancier toute renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée que ce dernier jugera nécessaire pour conserver la primauté de ses droits sur l'Immeuble.

7.4. Radiation des droits hypothécaires ou prioritaires

Le Créancier est, par les présentes, autorisé à faire radier, aux frais du Débiteur, à même le produit de la Convention, toute inscription hypothécaire et charge quelconque qui pourraient grever l'Immeuble et primer l'hypothèque consentie aux termes des présentes, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées. Au cas d'insuffisance de deniers, le Créancier est habilité à ne plus faire d'avance et à exiger, malgré le terme convenu, le remboursement des sommes déjà déboursées, sous réserve de ses autres droits et recours.

7.5. Paiement des taxes, impositions et cotisations

Le Débiteur s'oblige à acquitter régulièrement toutes les taxes, impositions et cotisations fédérales, provinciales, municipales et scolaires, générales ou spéciales, qui peuvent ou pourront, en tout temps, affecter et grever l'Immeuble par priorité sur les droits du Créancier, et il remettra au Créancier, le cas échéant, dans les trente (30) jours de l’échéance de ces taxes, impositions ou cotisations, des reçus démontrant leur paiement complet, sans subrogation en faveur de tiers.

7.6. Remboursement des sommes déboursées par le Créancier

Le Débiteur remboursera au Créancier, sur demande, toute somme déboursée par ce dernier pour payer des primes d'assurance, taxes, impositions, cotisations ou tous autres frais découlant de la Convention ou ayant été faits pour conserver sa garantie ou pour assurer l'exécution de toute obligation du Débiteur, avec intérêts sur ces sommes au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal à compter de la date de leur déboursement par le Créancier.

7.7. Conservation de l'Immeuble

Le Débiteur conservera en bon état, les bâtisses érigées ou qui seront érigées sur l'Immeuble, ainsi que tous les biens qui y sont ou qui y seront incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement et qui sont considérés comme immeubles en vertu de la loi, de façon à ne pas diminuer la garantie du Créancier.

Si le Débiteur néglige de maintenir l'Immeuble en bon état, d'y faire les réparations nécessaires après en avoir reçu la demande du Créancier ou si l'Immeuble est laissé vacant ou à l'abandon, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, pénétrer dans les lieux pour y effectuer les travaux requis ou prendre toute autre mesure appropriée, aux frais du Débiteur.

Le Débiteur ne pourra faire aucune modification importante à l'Immeuble, ni en changer la destination, sans avoir obtenu le consentement préalable écrit du Créancier.

Le Débiteur ne pourra consentir de servitude ou autre démembrement du droit de propriété sans l'autorisation préalable écrite du Créancier.

Le Débiteur s’engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l’Immeuble, et le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

7.8. Inspection de l’Immeuble

Le Débiteur consent à ce que le Créancier puisse inspecter ou faire inspecter l’Immeuble afin de s’assurer que les biens hypothéqués sont bien conservés et que l’Immeuble est conforme aux normes environnementales ainsi qu’à toute autre loi ou tout autre règlement pouvant l’affecter.

7.9. Remise de documents

Le Débiteur s’engage à remettre au Créancier, sans délai, copie de tout avis, ordonnance ou acte de procédure émis en vertu des lois,

règlements ou normes environnementales affectant l'Immeuble et qui lui est notifié, signifié ou inscrit sur l'Immeuble, de toute demande que le Débiteur voudrait faire pour se conformer à de telles exigences ainsi que de tout permis, attestation, certificat d'autorisation, certificat de conformité ou tout autre document obtenu à ces fins.

Il s'engage aussi à remettre au Créancier, si celui-ci lui en fait la demande, tous les documents relatifs à l'Immeuble. Ce dernier pourra retenir ces documents jusqu'à l'accomplissement complet des Obligations.

7.10. Électricité et gaz

Le Débiteur s'engage à acquitter, au plus tard quarante-cinq (45) jours après leur expédition, tout compte d'électricité et de gaz naturel qui peut lui être transmis. Il autorise irrévocablement les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel à fournir au Créancier tout renseignement qu'il pourra leur demander relativement au paiement de ces comptes.

8. DÉCLARATIONS DU DÉBITEUR

Le Débiteur fait les déclarations suivantes, qu'il certifie être vraies et qui sont essentielles à la Convention, à savoir :

a) l'Immeuble lui appartient en pleine et entière propriété et est libre de toute priorité, hypothèque et charge quelconque, SAUF :

- Une hypothèque immobilière en faveur de la Ville de Montréal reçue par Me Rachel COUTURE, notaire, le vingt-deux (22) juillet deux mille vingt-deux (2022) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 448 044, laquelle sera radiée aux termes du présent acte, **la présente étant une hypothèque de premier rang.**

b) aucune construction, addition, réparation, rénovation ou modification de l'Immeuble n'est en cours et le coût de celles qui auraient été apportées à l'Immeuble au cours des six derniers mois a été intégralement acquitté;

c) toutes les taxes, impositions ou cotisations municipales ou scolaires, imposées sur l'Immeuble, ont été acquittées;

d) aucun accessoire permanent de l'Immeuble et, en particulier, aucun appareil de chauffage, de ventilation, de réfrigération, de nettoyage et d'éclairage, aucun ascenseur ou autre service de l'Immeuble n'a fait l'objet d'un contrat de vente conditionnelle, d'un contrat de location, d'un contrat de crédit-bail ou d'une hypothèque; tous ces accessoires sont la propriété du Débiteur et ont été entièrement payés et ceux d'entre eux qui n'ont pas été

incorporés à l'Immeuble de façon à en faire partie intégrante ont été, à demeure, matériellement attachés ou réunis à l'Immeuble et sont eux-mêmes immeubles.

9. DÉFAUTS

Le Débiteur sera en défaut si lui ou tout propriétaire subséquent de l'Immeuble :

a) ne se conforme pas aux obligations résultant de la clause d'assurance, des clauses prévues au titre des charges et omet d'exécuter toute autre obligation en vertu du présent acte ou de payer, sur demande, tout montant garanti aux termes des présentes et ce manquement se poursuit pendant une période de trente (30) jours suivant la remise par le Créancier au Débiteur d'un avis de défaut écrit;

b) n'accomplit pas à l'une ou l'autre des Obligations;

c) fait cession de ses biens, est mis en faillite ou en liquidation, devient insolvable, fait une proposition concordataire ou se prévaut de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;

d) n'obtient pas la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre l'Immeuble dans les dix (10) jours de son inscription, sauf s'il en conteste de bonne foi la validité et s'il fournit au Créancier toute garantie supplémentaire requise par ce dernier pour assurer la protection de ses droits, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir;

e) n'obtient pas la mainlevée de toute saisie opérée contre l'Immeuble en exécution d'un jugement;

f) n'obtient pas la mainlevée de tout préavis d'exercice d'un droit hypothécaire ou d'un autre droit inscrit contre l'Immeuble ou ne remédie à tout défaut aux termes de toute autre hypothèque ou charge affectant l'Immeuble;

g) fait aux présentes une déclaration qui s'avère fausse ou inexacte;

h) consent un droit réel sur tout ou partie de l'Immeuble, tels une servitude ou un démembrement du droit de propriété, sans le consentement préalable écrit du Créancier;

Advenant tout cas de défaut, le Créancier aura le droit, sous réserve de ses autres droits et recours :

a) d'exiger le paiement immédiat de la totalité des sommes qui lui sont dues aux termes des obligations garanties par la présente hypothèque en capital, frais et accessoires;

b) d'exécuter toute obligation non respectée par le Débiteur en ses lieu et place et aux frais de ce dernier;

c) de percevoir les loyers provenant de la location de l'Immeuble;

d) d'exercer les recours hypothécaires que lui reconnaît la loi, après avoir signifié et inscrit un préavis d'exercice de ses droits hypothécaires et respecté le délai imparti pour le délaissement du bien, le tout conformément aux articles 2748 et suivants du *Code civil du Québec.*

10. ÉLECTION DE DOMICILE

Le Débiteur fait élection de domicile à l'adresse mentionnée aux présentes. Si le Créancier ne peut le rejoindre à cette adresse ou à la dernière adresse fournie par écrit par ce dernier, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour Supérieure du district de Montréal.

11. SOLIDARITÉ

Si le terme « Débiteur » comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Créancier des obligations qui y sont stipulées.

12. INDIVISIBILITÉ

Les obligations du Débiteur sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers.

13. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DU CRÉANCIER

Le Créancier a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Débiteur.

14. RÉQUISITION DE MAINLEVÉE

Le Créancier, en sa qualité de créancière détenant une hypothèque consentie par le Débiteur aux termes d'un acte reçu par M^{e} Rachel COUTURE, notaire, le vingt-deux (22) juillet deux mille vingt-deux (2022), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal

sous le numéro 27 448 044, accorde mainlevée pure et simple et consent à la radiation de l'inscription de tous les droits hypothécaires et autres droits réels résultant dudit acte.

15. CLAUSE INTERPRÉTATIVE

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel, et vice versa, et tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin. Le mot « Immeuble », employé sans autre indication dans le présent acte, comprend le fonds de terre, les bâtisses y érigées ou qui pourront y être érigées, de même que les biens qui y sont ou qui pourront y être incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Clotilde TARDITI
Signé le / / à h_____

AFRIQUE AU FÉMININ

_____
Par :
Signé le / / à h_____

_____
M^e^ Rachel COUTURE, notaire
Signé le / / à h_____

COPIE CONFORME DE LA MINUTE DEMEURÉE EN MON ÉTUDE

Me Rachel COUTURE, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1253956002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 2 029 888 $ à Afrique au Féminin, dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

L'addenda 1 à la convention de contribution financière ci-joint est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2025-06-02-Addenda-AAF_final - VISE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-12

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

2 juin 2025

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 1

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6, et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **AFRIQUE AU FÉMININ**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 7000, avenue du Parc, bureau 106-107, Montréal, Québec, H3N 1X1, agissant et représentée par Rose Félécité Ngo Ndjell, Directrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les Parties ont conclu, le 15 juin 2022, une convention de contribution financière pour l'exploitation de logements dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL-2), laquelle a été approuvée par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE22 1047 adoptée le 8 juin 2022 (ci-après la « **Convention initiale** »);

ATTENDU QUE dans le cadre de la réalisation du Projet visé par la Convention initiale, l'Organisme a acquis l'Immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 2 246 964, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE dans le cadre de la réalisation du Projet, il y a eu un dépassement des Coûts de réalisation, tel que ce terme est défini dans la Convention initiale;

ATTENDU QUE la Ville et la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») ont signé, le 29 mars 2023, une entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, en vertu de laquelle la SHQ a accordé à la Ville une subvention pour soutenir notamment des projets qui ont fait l'objet d'une subvention de la Ville dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2) et qui requéraient un soutien financier additionnel;

ATTENDU QUE cette dernière entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal a été ratifiée par le conseil d'agglomération à sa séance du 24 août 2023 en vertu de la résolution CG23 0441;

ATTENDU QUE l'Organisme est identifié dans l'entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal à titre de bénéficiaire d'une somme additionnelle de trois cent mille dollars (300 000 $) pour la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE l'Entente ICRL-2 signée entre la SHQ et la Ville prévoyant le financement du Projet dans le cadre de cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2) sera modifiée par la signature d'un avenant pour prévoir notamment la bonification du montant de la subvention initiale destinée à l'Organisme pour la réalisation du Projet (ci-après l'« **Avenant 1 Entente ICRL-2** »);

ATTENDU QU'à la condition que l'Avenant 1 Entente ICRL-2 attestant de la modification à l'Entente ICRL-2 soit signé par la Ville et la SHQ, l'Organisme pourra bénéficier d'une somme additionnelle d'un million sept cent vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (1 729 888 $) pour la réalisation du Projet;

ATTENDU QU'en raison de ce qui précède, la Ville souhaite accorder à l'Organisme une contribution financière supplémentaire totalisant deux millions vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (2 029 888 $) pour la réalisation du Projet conformément à la Convention initiale, dont :

- un montant de trois cent mille dollars (300 000 $); et
- conditionnellement à la signature de l'Avenant 1 Entente ICRL-2 par la Ville et la SHQ, un million sept cent vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (1 729 888 $);

ATTENDU QUE l'Immeuble est grevé, en faveur de la Ville, d'une hypothèque immobilière de premier (1er) rang au montant de quatre millions huit cent mille dollars (4 800 000 $) garantissant le respect par l'Organisme de toute somme payable à la Ville en vertu de la Convention et l'accomplissement par l'Organisme de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville qui y sont prévues;

ATTENDU QU'en raison de ce qui précède, il y a lieu de modifier la Convention initiale intervenue entre les Parties conformément au présent addenda 1 (ci-après l'« **Addenda 1** » et collectivement avec la Convention initiale, la « **Convention** »);

POUR CES MOTIFS, LES PA RTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS

1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent Addenda 1.

1.2 Tous les termes définis à la Convention initiale s'appliquent au présent Addenda 1, que le présent Addenda 1 réfère expressément ou non aux termes ou expressions définis dans la Convention initiale.

2. MODIFICATIONS

2.1 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 5.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

> « **5.1 Contribution financière**
>
> En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution financière d'une somme maximale de six millions huit cent vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (6 829 888 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

2.2 Les Parties conviennent d'ajouter, après le premier alinéa de l'article 5.2 (Versement de la contribution financière) de la Convention initiale, le texte suivant :

> « Malgré toute autre disposition à l'effet contraire dans la présente Convention, les Parties conviennent que le versement de la somme d'un million sept vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (1 729 888 $) demeure conditionnel à la signature de l'Avenant 1 Entente ICRL-2 (tel que ce terme est défini à l'Addenda 1) prévoyant le montant de cette somme additionnelle pour la réalisation du Projet par la Ville et la SHQ. Les Parties conviennent également que cette somme ne pourra pas être incluse dans le montant de toute somme retenue par la Ville préalablement au dernier décaissement prévu au quatrième alinéa de l'article 5.2.2.2 (Condition additionnelle afférente au dernier décaissement) tant que l'Avenant 1 Entente ICRL-2 n'aura pas été signé par la Ville et la SHQ.
>
> Dans l'éventualité où le Responsable considèrerait que l'Avenant 1 Entente ICRL-2 ne sera pas signé, la Contribution financière prévue à l'article 5.1 de la Convention sera réduite d'un montant équivalent et les versements de la Contribution financière prévus à l'article 5.2.2 seront ajustés par le Responsable en tenant compte d'une telle réduction du montant de la Contribution financière. »

2.3 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 8.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

« **8.1** Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues aux présentes, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, comme suit :

- une garantie hypothécaire de premier (1er) rang de six millions huit cent vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (6 829 888 $) assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui y est ou y sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurances qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (ci-après l'« **Hypothèque** »), étant entendu que toute hypothèque inscrite contre l'Immeuble en faveur de la Ville avant la signature de l'Addenda 1 sera radiée conformément aux termes de cette Hypothèque.

Les Parties conviennent que tout versement de la Contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente Convention effectué à compter de la signature de l'Addenda 1 est conditionnel à ce que l'Hypothèque grève l'Immeuble. »

3. AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Toute disposition prévue au présent Addenda 1 fait partie intégrante de la Convention initiale.

3.2 Tous les termes et conditions de la Convention initiale qui ne sont pas modifiés par le présent Addenda 1 demeurent inchangés et continuent d'avoir effet conformément aux termes de la Convention initiale.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR

4.1 Le présent Addenda 1 entre en vigueur à la date de signature la plus tardive par les Parties.

(Les signatures sont à la page suivante)

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT ADDENDA 1 À L'ENDROIT ET À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le .....e jour de 2025

AFRIQUE AU FÉMININ

Par : _____
Rose Félécité Ngo Ndjell
Directrice générale

Cet addenda a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le …..e jour de ……. 2025 (Résolution CE ……...…….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1253956002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 2 029 888 $ à Afrique au Féminin, dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1253956002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-12

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1250072002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 4 251 636 $ à la Fondation du refuge pour femmes chez Doris inc., dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier supplémentaire de 4 251 636 $ à la Fondation du refuge pour femme chez Doris inc., dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements ;

2. d'approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière dont la somme de 1 140 542 $ est conditionnelle à la signature de l'addenda à l'entente ICRL-2 par la SHQ ;

3. d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang en faveur de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 861 551, laquelle fait partie dudit acte hypothécaire ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2025-06-20 14:17

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250072002**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 4 251 636 $ à la Fondation du refuge pour femmes chez Doris inc., dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité Exécutif (CE) du 8 février 2023 (CE23 0168) a autorisé l'octroi d'une contribution financière de 7 000 000 $ à la Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. (Organisme) pour l'acquisition et la reconversion d'un bâtiment non résidentiel (hôtel) en 19 maisons de chambre dans l'arrondissement Ville-Marie, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL).
Une convention de contribution financière (Convention) entre la Ville de Montréal (Ville) et l'Organisme a été conclue afin de définir les modalités et conditions du versement de cette contribution financière. Afin de garantir le respect des conditions énoncées dans la Convention, un acte de garantie hypothécaire de 1er rang en faveur de la Ville d'un montant équivalent à la contribution financière accordée, soit 7 000 000 $, a été consenti par l'Organisme et publié au registre au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 861 551.

Le 29 mars 2023, la Ville et la Société d'habitation du Québec (SHQ) ont signé une entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment un financement supplémentaire de quatre projets ayant bénéficié d'une contribution de la ville dans le cadre de la deuxième phase de l'ICRL. La signature de cette entente a été ratifiée par le conseil d'agglomération le 24 août 2023 (CG 23 0441).

Le projet de l'Organisme est l'un de ces quatre projets d'habitation et ce financement supplémentaire permet de combler une partie des dépassements de coûts entraînés par la

réalisation du projet. Malgré ce financement supplémentaire, il reste tout de même un manque à gagner pour couvrir l'ensemble des coûts de réalisation du projet et pour lequel la Ville souhaite aussi appuyer l'Organisme.

De plus, le projet se réalisant actuellement sur deux lots devra faire l'objet d'une opération cadastrale afin de fusionner les lots suivants 2 161 779 et 2 161 780 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal en un nouveau lot. La ville de Montréal, à titre de créancier, devra donner son consentement à l'opération cadastrale. Le tout est prévu aux termes de l'acte hypothécaire.

En ce sens, le présent sommaire vise à faire approuver une contribution financière supplémentaire à l'Organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CG23 0441 - 24 août 2023 - Autoriser la ratification de l'entente bipartite entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement, en application de l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et d'une entente tripartite avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la contribution financière attendue de 6 407 975 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation le pouvoir spécifique de distribuer la contribution reçue pour verser des subventions à des projets de l'Initiative pour la création rapide de logement;

- CE23 0437 - 29 mars 2023 - Autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer l'entente bipartite, à être ratifiée par le conseil d'agglomération, entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement, en application de : (i) l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et (ii) d'une entente tripartite à venir avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets, et à recevoir la somme de 6 407 975 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement;

- CE23 0168 – 8 février 2023 - Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 7 000 000 $ à La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. pour l'acquisition et la conversion de deux immeubles situés au 1617 et 1619-1621 rue Saint-Hubert, dans l'arrondissement de Ville-Marie, afin d'y aménager une maison de chambres pour femmes en difficulté dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative pour la création rapide de logements (ICRL), volet grandes villes;

- CG22 0131 (24 février 2022) Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) (RCG 21-003).

DESCRIPTION

Contribution financière supplémentaire

Depuis l'approbation du projet, l'écart entre l'estimation des coûts de réalisation du projet et les coûts réels de réalisation s'élève à 4 251 636 $. Cet écart entre l'estimation des coûts de travaux et les coûts réels s'explique par une conjoncture inflationniste des coûts de construction et des délais de recherche de financement. Suivant l'analyse de ces enjeux,

une aide financière supplémentaire au projet a été justifiée.

Une aide financière supplémentaire de 3 111 094 $ a été réservée au projet dans le cadre de l'entente signée le 29 mars 2023 entre la Ville et la SHQ, laquelle comblera une partie de cet écart.

Pour combler la différence et compléter le financement pour la réalisation du projet, la Ville vise à faire approuver une contribution supplémentaire de 1 140 542 $ provenant de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL).

La Ville a publié sur l'immeuble une hypothèque au montant de la subvention initiale, soit 7 000 000 $, afin de s'assurer du respect des conditions prévues à la Convention.

Ainsi, il est recommandé d'approuver un nouvel acte hypothécaire en faveur de la Ville, d'un montant de 11 251 636 $ afin de tenir compte de la contribution financière supplémentaire de 4 251 636$ prévue à l'addenda à la convention, lequel inclura la mainlevée de l'hypothèque initiale de 7 000 000 $.

Opération cadastrale

La Convention porte sur les lots 2 161 779 (ci-après, le '' lot 1'') et 2 161 780 (ci-après, le '' lot 1'') du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal acquis par l'Organisme le 24 février 2023.

Considérant que le projet se réalise sur deux lots, l'Organisme souhaite procéder à une opération cadastrale afin de remplacer les lots 2 161 779 et 2 161 780 par le lot 6 596 291.

En vertu de l'article 3044 du Code civil du Québec, compte tenu que la Ville est créancière hypothécaire du Lot, l'arpenteur-géomètre ne peut déposer les plans de remplacement au Ministère des Ressources naturelles tant qu'un acte de consentement signé par la Ville n'aura pas été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription de Montréal. Ainsi, le tout a été prévu aux termes de l'acte hypothécaire.

Addenda 1 à la Convention

D'abord, en lien avec la modification cadastrale envisagée, il y a lieu de modifier la signification du terme '' Immeuble '' prévu dans la Convention.

En effet, dans la Convention l'Immeuble est désigné comme étant les lots numéros 2 161 779 et 2 161 780.

L'addenda 1 vise donc, à condition que le processus de modification cadastrale envisagé par l'Organisme soit dûment complété et que l'officier de la publicité des droits ait établi au Registre foncier la nouvelle fiche immobilière exigée en raison de la fusion des lots, à modifier le terme "Immeuble" dans la Convention afin qu'il soit plutôt désigné comme le lot numéro 6 596 291 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

Ensuite, en lien avec la contribution financière supplémentaire, l'addenda à la convention sera requis afin d'inclure :

- L'augmentation de la contribution financière d'un montant de 4 251 636 $, sous réserve des modalités prévues à cet addenda;

- L'inscription d'une nouvelle garantie hypothécaire de premier rang en faveur de la Ville remplaçant ainsi l'hypothèque existante pour un montant correspondant à la contribution financière totale, soit 11 251 636 $.

JUSTIFICATION

Dans un contexte où l'Organisme doit composer avec des coûts de travaux plus élevés que prévu, l'obtention d'une contribution financière supplémentaire permettra à l'Organisme de compléter la réalisation de son projet.

Considérant que le projet se réalise sur deux lots, l'opération cadastrale permettra de remplacer les lots 2 161 779 et 2 161 780 par le lot 6 596 291.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de contribution financière additionnelle non récurrente maximale de 4 251 636 $, composée comme suit :

- 1 140 542 $. Cette contribution additionnelle de 1 140 542 $ fait partie intégrante du montant de 8 140 542 $ indiqué préalablement dans l'avenant numéro 1 de l'entente relative à l'initiative pour la création rapide de logement (ICRL-2 ; Dossier 1249499004). Cette contribution additionnelle de 1 140 542 $ est conditionnelle à la signature de cet addenda 1 par les deux parties et ne pourra être versée tant que celui-ci n'est pas dûment signé par les parties.

- 3 111 094 $ provenant de l'entente bipartite du 29 mars 2023 signée entre la Ville et la SHQ concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment un financement supplémentaire des quatre projets ayant bénéficié d'une contribution de la ville dans le cadre de la deuxième phase de l'ICRL.

Ces dépenses seront assumées par le budget de fonctionnement du Service de l'habitation.

Cette contribution financière supplémentaire de 4 251 636 $ sera versée selon les modalités prévues à la Convention, telle qu'amendée par l'addenda 1.

Les contributions financières rattachées à ce projet concernent l'aide destinée à loger une population vulnérable faisant face à un risque d'itinérance, une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le conseil d'agglomération a délégué au comité exécutif notamment le pouvoir de conclure les conventions d'aide financière avec chaque organisme porteur d'un projet ICRL2 Grandes villes.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité.

La fiche d'analyse est jointe au sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide additionnelle permettra à l'Organisme de couvrir l'augmentation des coûts de réalisation et d'achever le chantier tel que prévu.

L'opération cadastrale permettra de remplacer les lots 2 161 779 et 2 161 780 par le lot 6 596 291.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karinne CARMONI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yan MICHAUD
Conseiller en développement de l'habitation

Tél : (438) 862-4446
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2025-06-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2025-06-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1250072002
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : Chez Doris Saint-Hubert

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité No 7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu? Acquisition et la reconversion d'un bâtiment non résidentiel (hôtel) en 19 maisons de chambre dans l'arrondissement Ville-Marie, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL)			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1250072002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 4 251 636 $ à la Fondation du refuge pour femmes chez Doris inc., dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'hypothèque immobilière de premier rang en faveur de la Ville préparé par Me Rachel Couture, notaire. Aucune vérification quant à la capacité de l'autre partie n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant. N.D: 25-000513

FICHIERS JOINTS

2025-06-11 (13h16) Acte hypothécaire (KC).rtf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karinne CARMONI
notaire
Tél : 438-868-6529

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Karinne CARMONI
notaire
Tél : 438-868-6529
Division :

NC2739 22C08280108-D25(II)

Hypothèque immobilière

Le

Devant Me Rachel COUTURE, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro CE_____, adoptée par le comité exécutif du _____() _____deux mille vingt-cinq (2025), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Un avis d'adresse pour le Créancier a été inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de **Montréal**, sous le numéro **6 019 444**.

Ci-après nommée le « **Créancier** »

ET

LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS INC., personne morale légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38), émises le 28 février 1977, immatriculée sous le numéro 1148026595 en vertu de la *Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)*, ayant son siège au 1430, rue Chomedey, Montréal, province de Québec, H3H 2A8 agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration

adoptée le _____ et d'un règlement d'emprunt adopté en date du trois avril deux mille vingt (3 avril 2020), n'ayant pas été modifié ni révoqué et dont copies certifiées demeurent annexées à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du (la) notaire soussigné(e).

Ci-après nommée le « **Débiteur** »

Le Créancier et le Débiteur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELS en vue de l'hypothèque faisant l'objet des présentes, conviennent et déclarent ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'une convention de contribution financière est intervenue entre le Créancier et le Débiteur, le quatorze février deux mille vingt-trois (14 février 2023) (ci-après la « **Convention initiale** ») aux termes de laquelle le Créancier a consenti d'octroyer au Débiteur une contribution financière au montant de SEPT MILLIONS DE DOLLARS (7 000 000,00 $), une copie de la Convention initiale demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du (de la) notaire soussigné(e).

ATTENDU QU'un addenda à la Convention initiale est intervenu entre le Créancier et le Débiteur, le _____ (ci-après l' « **Addenda** ») aux termes duquel le Créancier a consenti d'octroyer au Débiteur une contribution financière additionnelle au montant de QUATRE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-ET-UN MILLE SIX CENT TRENTE-SIX DOLLARS (4 251 636,00 $), une copie de l'Addenda demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du (de la) notaire soussigné(e).

ATTENDU QUE la Convention initiale et l'Addenda sont ci-après collectivement appelés la « **Convention** ».

ATTENDU QU'aux termes de la Convention, le Débiteur s'est engagé à consentir une hypothèque immobilière grevant l'immeuble ci-après désigné afin de garantir le remboursement de toute somme payable au

Créancier et l'accomplissement des obligations du Débiteur découlant de la Convention.

1. PRÉLIMINAIRES

Dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par les présentes, les conditions et définitions contenues dans la Convention font partie intégrante du présent acte.

Les obligations du Débiteur et l'hypothèque qu'il constitue en vertu des présentes ne seront ni amoindries ni modifiées de quelque façon que ce soit par toute convention qui pourrait intervenir entre le Créancier et le Débiteur, notamment si la Convention est modifiée ou que le Créancier accepte des délais, ou si le Créancier s'abstient d'exercer ses droits et recours, quels qu'ils soient. De plus, l'hypothèque et les autres droits créés aux présentes subsisteront, et ce, tant et aussi longtemps que toute somme payable au Créancier en vertu de la Convention, le cas échéant, n'aura pas été remboursée dans son intégralité et que les obligations constituées aux termes de la Convention et des présentes n'auront pas été accomplies.

Le fait pour les Parties de remplacer la Convention n'opérera pas novation, nonobstant toute loi ou usage à ce contraire.

2. OBLIGATIONS GARANTIES PAR L'HYPOTHÈQUE

La présente garantie hypothécaire est consentie afin de garantir l'exécution des obligations du Débiteur et des droits du Créancier découlant de la Convention et des obligations souscrites aux termes des présentes et notamment afin de garantir (i) la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à la Convention, (ii) maintien d'une offre locative abordable (iii) toutes autres obligations consenties aux termes de la Convention (ci-après collectivement appelées les « **Obligations** »).

Si, de l'avis du Créancier, agissant raisonnablement, le Débiteur ne remplit pas les Obligations ci-dessus garanties par l'hypothèque, le Créancier pourra, en ses lieu et place et sous réserve de ses autres droits et recours, conclure les contrats et ententes, afin de corriger le défaut du Débiteur et remplir les obligations de ce dernier, et effectuer périodiquement des paiements aux entrepreneurs et autres personnes intéressées. Le Créancier pourra exiger le remboursement immédiat de

ces sommes, avec intérêt sur celles-ci au taux ci-après stipulé, à compter de la date de leur décaissement.

Le Débiteur accomplira tous les actes et signera tous les documents nécessaires pour que l'hypothèque constituée par les présentes ait plein effet et soit constamment opposable aux tiers.

3. HYPOTHÈQUE PRINCIPALE

En garantie de l'accomplissement des Obligations envers le Créancier, le Débiteur hypothèque en faveur du Créancier pour la somme de **ONZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-ET-UN MILLE SIX CENT TRENTE-SIX DOLLARS (11 251 636,00 $),** l'immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

IMMEUBLE I

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **DEUX MILLIONS CENT SOIXANTE-ET-UN MILLE SEPT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (2 161 779)** du cadastre du Québec, circonscription foncière deMontréal.

Avec bâtisse dessus érigée portant le numéro **1619, 1621, St-Hubert,** Montréal, province de Québec, H2L 3Z1.

ci-après l'« **Immeuble 1** »

IMMEUBLE II

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **DEUX MILLIONS CENT SOIXANTE-ET-UN MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGTS (2 161 780)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtisse dessus érigée portant le numéro **1617, St-Hubert**, Montréal, province de Québec, H2L 3Z1.

ci-après l'« **Immeuble 2** »

L'immeuble 1 et l'Immeuble 2
sont ci-après collectivement nommés l'« **Immeuble** »

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve, avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées à l'Immeuble, notamment sujet à :

Relativement à l'Immeuble 1 :

- une servitude de vue réciproque, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 1 515 176 avec la propriété 2 161 780;

- une servitude de vue et une servitude réciproque de tolérance entre les lots 2 161 775 et 2 161 779, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 3 519 349, permettant l'empiètement du garage arrière situé sur le lot 2 161 775 sur le lot 2 161 779 et permettant l'empiètement de la galerie avant sur le lot 2 161 775;

- une servitude de vue réciproque, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 066 303, relativement aux lots 2 161 779 et 2 161 780;

- une servitude de vue de passage et d'empiètement (contre notre immeuble), publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 088 408 en faveur du lot 2 161 780.

Relativement à l'Immeuble 2 :

- une servitude de vue réciproque, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 1 515 176, relativement aux lots 2 161 780 et 2 161 779;

- une servitude de vue réciproque, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 066 303, relativement aux lots 2 161 780 et 2 161 779;

- une servitude de vue de passage et d'empiètement (en faveur de notre immeuble), publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 088 408, contre le lot 2 161 779;

- une servitude de vue réciproque, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 4 113 532 avec le lot 2 161 782.

Avec tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement à l'Immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi.

L'hypothèque et les autres garanties constituées aux termes des présentes prendront effet à compter de la date des présentes afin de garantir l'accomplissement des Obligations.

4. ASSURANCES

Le Débiteur s'oblige à faire assurer contre l'incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts tous les bâtiments qui sont ou seront affectés par la présente hypothèque jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement, ainsi que pour la responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle le Créancier est désigné comme coassuré.

Le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner au Créancier, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Débiteur ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable au Créancier.

Le Débiteur s'oblige par les présentes à faire insérer dans ces polices, à titre de mandataire du Créancier, la clause hypothécaire en faveur du Créancier, à dénoncer à l'assureur les droits hypothécaires de ce dernier, à remettre au Créancier ces polices, lesquelles contiendront les clauses usuellement stipulées dans les polices couvrant le même genre de risques, à maintenir celles-ci en vigueur jusqu'à l'accomplissement complet des Obligations et à fournir au Créancier au moins quinze (15) jours avant leur échéance le certificat de leur renouvellement.

À défaut par le Débiteur de se conformer à ces diverses obligations, le Créancier, sous réserve de ses autres recours, pourra souscrire pour le compte du Débiteur toute nouvelle assurance et

réclamer le remboursement immédiat des primes avec intérêt du jour du paiement, au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal. Il pourra aussi, aux frais du Débiteur, notifier la présente hypothèque à toute compagnie d'assurances intéressée qui n'en aurait pas été avisée, copie ou extrait des présentes pouvant servir à cette notification au besoin.

Le Débiteur avisera sans délai le Créancier de tout sinistre et ne devra entreprendre aucun travail de réparation ou de réfection avant que ce dernier n'ait examiné les lieux et approuvé les travaux projetés au préalable et par écrit. En cas de perte de l'Immeuble, toute indemnité d'assurance devra être versée directement au Créancier, jusqu'à concurrence du montant de la contribution prévue aux termes de la Convention. Nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraire, le Créancier pourra conserver l'indemnité ou la remettre, en totalité ou en partie, au Débiteur pour lui permettre de reconstruire ou réparer l'Immeuble, sans que, dans l'un ou l'autre cas, son hypothèque ou ses autres droits ne soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, si ce n'est par la signature d'une quittance notariée constatant la réduction du présent acte.

5. HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE

Pour garantir le paiement de toute somme d'argent non garantie par l'hypothèque principale ci-dessus créée, notamment les sommes déboursées par le Créancier pour la protection de sa créance hypothécaire, telles que, mais sans limitation, primes d'assurance, taxes, frais et autres accessoires, une hypothèque additionnelle équivalant à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus est créée par le Débiteur. En conséquence, le Débiteur hypothèque l'Immeuble de même que tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers, en faveur du Créancier pour une somme additionnelle égale à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus.

6. HYPOTHÈQUE DES LOYERS

Pour garantir davantage ses obligations, le Débiteur hypothèque par les présentes, jusqu'à concurrence de la même somme et pour les

mêmes fins que celles indiquées à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus ainsi que pour la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause intitulée « HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE » ci-dessus, tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers.

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sur demande, tous les baux affectant l'Immeuble ainsi que toute police d'assurance couvrant ces loyers.

Tant qu'il ne sera pas en défaut et que le Créancier n'aura pas avisé le Débiteur de son intention de les percevoir, le Créancier autorise le Débiteur à continuer à percevoir les loyers à leur échéance.

En cas de défaut, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, se prévaloir de cette hypothèque en la notifiant aux locataires, de même qu'en leur notifiant, ainsi qu'au Débiteur, qu'il percevra désormais les loyers exigibles. Il pourra renouveler les baux ou en consentir de nouveaux au nom du Débiteur aux conditions qu'il jugera convenables. Le montant des loyers perçus servira, à sa discrétion, à se payer une commission de cinq pour cent (5 %) des revenus bruts à titre de frais d'administration, à payer les taxes, le coût des réparations ainsi que toute autre dépense, le tout sans que ses droits ou ses hypothèques soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, ou, en tout ou en partie, au choix du Créancier, à payer les versements de capital, les intérêts ainsi que les frais exigibles aux termes des présentes. Le Créancier pourra également exercer ces droits par l'entremise d'un mandataire et le Débiteur s'engage à collaborer avec le Créancier ou son mandataire pour faciliter la perception des loyers. D'avance, le Débiteur ratifie les actes d'administration du Créancier et accepte les états soumis par ce dernier comme équivalant à une reddition de comptes. Le Créancier ne sera responsable d'aucune perte ni d'aucun dommage subi en raison de son administration.

7. CHARGES ET CONDITIONS

7.1. Frais

Le Débiteur paiera les frais et honoraires des présentes, les frais d'arpentage, d'évaluation et d'inspection de l'Immeuble, de vérification

environnementale, les frais de publicité et tous les autres déboursés, incluant ceux relatifs à tout renouvellement, avis, hypothèque, renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée s'y rapportant. Le Créancier est autorisé à retenir, à même le produit de la contribution prévue aux termes de la Convention, les sommes suffisantes pour les acquitter. Le Débiteur paiera également, lorsque les Obligations auront été accomplies, avec ou sans subrogation, les frais et honoraires de quittance et mainlevée, le cas échéant, de la présente hypothèque.

7.2. Mise en défaut du Débiteur

Le seul écoulement du temps pour accomplir l'une quelconque des obligations prévues aux présentes constituera le Débiteur en défaut, sans nécessité d'aucun avis ou mise en demeure.

7.3. Hypothèques ou charges prioritaires

Le Débiteur s'engage à ce qu'en tout temps l'Immeuble demeure libre de toute priorité, hypothèque ou charge quelconque pouvant primer les droits du Créancier, à moins que le Créancier y consente préalablement par écrit. Il s'oblige, sur demande et à ses frais, à remettre au Créancier toute renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée que ce dernier jugera nécessaire pour conserver la primauté de ses droits sur l'Immeuble.

7.4. Radiation des droits hypothécaires ou prioritaires

Le Créancier est, par les présentes, autorisé à faire radier, aux frais du Débiteur, à même le produit de la Convention, toute inscription hypothécaire et charge quelconque qui pourraient grever l'Immeuble et primer l'hypothèque consentie aux termes des présentes, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées. Au cas d'insuffisance de deniers, le Créancier est habilité à ne plus faire d'avance et à exiger, malgré le terme convenu, le remboursement des sommes déjà déboursées, sous réserve de ses autres droits et recours.

7.5. Paiement des taxes, impositions et cotisations

Le Débiteur s'oblige à acquitter régulièrement toutes les taxes, impositions et cotisations fédérales, provinciales, municipales et scolaires, générales ou spéciales, qui peuvent ou pourront, en tout temps, affecter et grever l'Immeuble par priorité sur les droits du Créancier, et il remettra au Créancier, le cas échéant, dans les trente

(30) jours de l’échéance de ces taxes, impositions ou cotisations, des reçus démontrant leur paiement complet, sans subrogation en faveur de tiers.

7.6. Remboursement des sommes déboursées par le Créancier

Le Débiteur remboursera au Créancier, sur demande, toute somme déboursée par ce dernier pour payer des primes d'assurance, taxes, impositions, cotisations ou tous autres frais découlant de la Convention ou ayant été faits pour conserver sa garantie ou pour assurer l'exécution de toute obligation du Débiteur, avec intérêts sur ces sommes au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal à compter de la date de leur déboursement par le Créancier.

7.7. Conservation de l'Immeuble

Le Débiteur conservera en bon état, les bâtisses érigées ou qui seront érigées sur l'Immeuble, ainsi que tous les biens qui y sont ou qui y seront incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement et qui sont considérés comme immeubles en vertu de la loi, de façon à ne pas diminuer la garantie du Créancier.

Si le Débiteur néglige de maintenir l'Immeuble en bon état, d'y faire les réparations nécessaires après en avoir reçu la demande du Créancier ou si l'Immeuble est laissé vacant ou à l'abandon, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, pénétrer dans les lieux pour y effectuer les travaux requis ou prendre toute autre mesure appropriée, aux frais du Débiteur.

Le Débiteur ne pourra faire aucune modification importante à l'Immeuble, ni en changer la destination, sans avoir obtenu le consentement préalable écrit du Créancier.

Le Débiteur ne pourra consentir de servitude ou autre démembrement du droit de propriété sans l'autorisation préalable écrite du Créancier.

Le Débiteur s’engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l’Immeuble, et le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

7.8. Inspection de l’Immeuble

Le Débiteur consent à ce que le Créancier puisse inspecter ou faire inspecter l’Immeuble afin de s’assurer que les biens hypothéqués sont bien conservés et que l’Immeuble est conforme aux normes environnementales ainsi qu’à toute autre loi ou tout autre règlement pouvant l’affecter.

7.9. Remise de documents

Le Débiteur s’engage à remettre au Créancier, sans délai, copie de tout avis, ordonnance ou acte de procédure émis en vertu des lois, règlements ou normes environnementales affectant l’Immeuble et qui lui est notifié, signifié ou inscrit sur l’Immeuble, de toute demande que le Débiteur voudrait faire pour se conformer à de telles exigences ainsi que de tout permis, attestation, certificat d’autorisation, certificat de conformité ou tout autre document obtenu à ces fins.

Il s'engage aussi à remettre au Créancier, si celui-ci lui en fait la demande, tous les documents relatifs à l'Immeuble. Ce dernier pourra retenir ces documents jusqu'à l’accomplissement complet des Obligations.

7.10. Électricité et gaz

Le Débiteur s’engage à acquitter, au plus tard quarante-cinq (45) jours après leur expédition, tout compte d’électricité et de gaz naturel qui peut lui être transmis. Il autorise irrévocablement les fournisseurs d’électricité et de gaz naturel à fournir au Créancier tout renseignement qu’il pourra leur demander relativement au paiement de ces comptes.

8. DÉCLARATIONS DU DÉBITEUR

Le Débiteur fait les déclarations suivantes, qu'il certifie être vraies et qui sont essentielles à la Convention, à savoir :

a) l'Immeuble lui appartient en pleine et entière propriété et est libre de toute priorité, hypothèque et charge quelconque, SAUF :

- Une hypothèque immobilière en faveur VILLE DE MONTRÉAL reçue devant Me Rachel Couture, notaire, le seize (16) février deux mille vingt-trois (2023), dont

copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le dix-sept (17) février deux mille vingt-trois (2023), sous le numéro **27 861 551, laquelle sera radiée aux termes des présentes**.

b) aucune construction, addition, réparation, rénovation ou modification de l'Immeuble n'est en cours et le coût de celles qui auraient été apportées à l'Immeuble au cours des six derniers mois a été intégralement acquitté;

c) toutes les taxes, impositions ou cotisations municipales ou scolaires, imposées sur l'Immeuble, ont été acquittées;

d) aucun accessoire permanent de l'Immeuble et, en particulier, aucun appareil de chauffage, de ventilation, de réfrigération, de nettoyage et d'éclairage, aucun ascenseur ou autre service de l'Immeuble n'a fait l'objet d'un contrat de vente conditionnelle, d'un contrat de location, d'un contrat de crédit-bail ou d'une hypothèque; tous ces accessoires sont la propriété du Débiteur et ont été entièrement payés et ceux d'entre eux qui n'ont pas été incorporés à l'Immeuble de façon à en faire partie intégrante ont été, à demeure, matériellement attachés ou réunis à l'Immeuble et sont eux-mêmes immeubles.

9. RÉQUISITION DE RADIATION

Le Créancier, détenant une hypothèque consentie par le Débiteur, aux termes d'un acte hypothèque immobilière reçu devant M^e^ Rachel Couture, notaire, le seize (16) février deux mille vingt-trois (2023), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le dix-sept (17) février deux mille vingt-trois (2023), sous le numéro **27 861 551,** accorde mainlevée totale de l'inscription de tous les droits hypothécaires et tout autre droit réel de garantie en sa faveur résultat dudit acte.

En conséquence, le Créancier requiert l'Officier de la publicité foncière de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

10. MODIFICATION CADASTRALE

Le Créancier consent par les présentes à toute modification cadastrale, le cas échéant, ayant pour seule fin la renumérotation du ou des lots correspondant à l'Immeuble. Toutefois, le Créancier se réserve contre le ou les lots renumérotés, tous ses droits et recours. Le Débiteur doit aviser le Créancier par écrit de telle modification cadastrale dans les dix (10) jours de cette modification.

11. DÉFAUTS

Le Débiteur sera en défaut si lui ou tout propriétaire subséquent de l'Immeuble :

a) ne se conforme pas aux obligations résultant de la clause d'assurance, des clauses prévues au titre des charges et omet d'exécuter toute autre obligation en vertu du présent acte ou de payer, sur demande, tout montant garanti aux termes des présentes et ce manquement se poursuit pendant une période de trente (30) jours suivant la remise par le Créancier au Débiteur d'un avis de défaut écrit;

b) n'accomplit pas à l'une ou l'autre des Obligations;

c) fait cession de ses biens, est mis en faillite ou en liquidation, devient insolvable, fait une proposition concordataire ou se prévaut de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;

d) n'obtient pas la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre l'Immeuble dans les dix (10) jours de son inscription, sauf s'il en conteste de bonne foi la validité et s'il fournit au Créancier toute garantie supplémentaire requise par ce dernier pour assurer la protection de ses droits, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir;

e) n'obtient pas la mainlevée de toute saisie opérée contre l'Immeuble en exécution d'un jugement;

f) n'obtient pas la mainlevée de tout préavis d'exercice d'un droit hypothécaire ou d'un autre droit inscrit contre l'Immeuble ou ne remédie à tout défaut aux termes de toute autre hypothèque ou charge affectant l'Immeuble;

g) fait aux présentes une déclaration qui s'avère fausse ou inexacte;

h) consent un droit réel sur tout ou partie de l'Immeuble, tels une servitude ou un démembrement du droit de propriété, sans le consentement préalable écrit du Créancier;

Advenant tout cas de défaut, le Créancier aura le droit, sous réserve de ses autres droits et recours :

a) d'exiger le paiement immédiat de la totalité des sommes qui lui sont dues aux termes des obligations garanties par la présente hypothèque en capital, frais et accessoires;

b) d'exécuter toute obligation non respectée par le Débiteur en ses lieu et place et aux frais de ce dernier;

c) de percevoir les loyers provenant de la location de l'Immeuble;

d) d'exercer les recours hypothécaires que lui reconnaît la loi, après avoir signifié et inscrit un préavis d'exercice de ses droits hypothécaires et respecté le délai imparti pour le délaissement du bien, le tout conformément aux articles 2748 et suivants du *Code civil du Québec.*

12. ÉLECTION DE DOMICILE

Le Débiteur fait élection de domicile à l'adresse mentionnée aux présentes. Si le Créancier ne peut le rejoindre à cette adresse ou à la dernière adresse fournie par écrit par ce dernier, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour Supérieure du district de Montréal.

13. SOLIDARITÉ

Si le terme « Débiteur » comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Créancier des obligations qui y sont stipulées.

14. INDIVISIBILITÉ

Les obligations du Débiteur sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers.

15. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DU CRÉANCIER

Le Créancier a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Débiteur.

16. CLAUSE INTERPRÉTATIVE

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel, et vice versa, et tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin. Le mot « Immeuble », employé sans autre indication dans le présent acte, comprend le fonds de terre, les bâtisses y érigées ou qui pourront y être érigées, de même que les biens qui y sont ou qui pourront y être incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du(de) (la) notaire soussigné(e).

LECTURE FAITE, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :
Signé le ____ / ____ / ____ à ___ h ____

LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS INC.

_____
Par :
Signé le ____ / ____ / ____ à ___ h ____

_____
Par :
Signé le ____ / ____ / ____ à ___ h ____

_____
Me Rachel COUTURE, notaire
Signé le ____ / ____ / ____ à ___ h ____

Copie certifiée conforme de l'acte notarié technologique que j'ai reçu et dont j'assure la conservation.

Me Rachel COUTURE, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1250072002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 4 251 636 $ à la Fondation du refuge pour femmes chez Doris inc., dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

L'addenda ci-joint est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2025-06-18_ICRLV-202_Chez Doris Saint-Hubert_VF_VISEE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

18 juin 2025

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 1

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6, et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS INC.**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 1430, rue Chomedey, Montréal, Québec, H3H 2A7, agissant et représentée par Diane Pilote, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les Parties ont conclu, le 14 février 2023, une convention de contribution financière pour l'exploitation de logements dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL-2), laquelle a été approuvée par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE23 0168 adoptée le 8 février 2023 (ci-après la « **Convention initiale** »);

ATTENDU QUE dans le cadre de la réalisation du Projet visé par la Convention initiale, l'Organisme a acquis les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros 2 161 779 et 2 161 780 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE dans le cadre du Projet, l'Organisme souhaite procéder à une modification cadastrale afin d'unifier les lots numéros 2 161 779 et 2 161 780, ce qui

entraînera la renumérotation et une nouvelle désignation de l'Immeuble une fois l'opération cadastrale complétée;

ATTENDU QU'aux termes de cette opération cadastrale, l'Immeuble sera désigné comme étant le lot numéro 6 596 291 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, conformément au plan cadastral parcellaire préparé par Jean-Philippe Giguère, arpenteur-géomètre, en date du 8 septembre 2023 sous le numéro 7131 de ses minutes;

ATTENDU QUE dans le cadre de la réalisation du Projet, il y a eu un dépassement des Coûts de réalisation;

ATTENDU QUE la Ville et la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») ont signé, le 29 mars 2023, une entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, en vertu de laquelle la SHQ a accordé à la Ville une subvention pour soutenir notamment des projets qui ont fait l'objet d'une subvention de la Ville dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2) et qui requéraient un soutien financier additionnel;

ATTENDU QUE cette dernière entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal a été ratifiée par le conseil d'agglomération à sa séance du 24 août 2023 en vertu de la résolution CG23 0441;

ATTENDU QUE l'Organisme est identifié dans l'entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal à titre de bénéficiaire d'une somme additionnelle de trois millions cent onze mille quatre-vingt-quatorze dollars (3 111 094 $) pour la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE l'Entente ICRL-2 signée entre la SHQ et la Ville prévoyant le financement du Projet dans le cadre de cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2) sera modifiée par la signature d'un avenant pour prévoir notamment la bonification du montant de la subvention initiale destinée à l'Organisme pour la réalisation du Projet (ci-après l'« **Avenant 1 Entente ICRL-2** »);

ATTENDU QU'à la condition que l'Avenant 1 Entente ICRL-2 attestant de la modification à l'Entente ICRL-2 soit signé par la Ville et la SHQ, l'Organisme pourra bénéficier d'une somme additionnelle d'un million cent quarante mille cinq cent quarante-deux dollars (1 140 542 $) pour la réalisation du Projet;

ATTENDU QU'en raison de ce qui précède, la Ville souhaite accorder à l'Organisme une contribution financière supplémentaire totalisant quatre millions deux cent cinquante-et-un mille six cent trente-six dollars (4 251 636 $) pour la réalisation du Projet conformément à la Convention initiale, dont :

- un montant de trois millions cent onze mille quatre-vingt-quatorze dollars (3 111 094 $); et
- conditionnellement à la signature de l'Avenant 1 Entente ICRL-2 par la Ville et la SHQ, un million cent quarante mille cinq cent quarante-deux dollars (1 140 542 $);

ATTENDU QUE l'Immeuble est grevé, en faveur de la Ville, d'une hypothèque immobilière de premier (1er) rang au montant de sept millions de dollars (7 000 000 $) garantissant le respect par l'Organisme de toute somme payable à la Ville en vertu de la Convention et l'accomplissement par l'Organisme de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville qui y sont prévues;

ATTENDU QU'en raison de ce qui précède, il y a lieu de modifier la Convention initiale intervenue entre les Parties conformément au présent addenda 1 (ci-après, l'« **Addenda 1** » et collectivement avec la Convention initiale, la « **Convention** »).

POUR CES MOTIFS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS

1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent Addenda 1.

1.2 Tous les termes définis à la Convention initiale s'appliquent au présent Addenda 1, que le présent Addenda 1 réfère expressément ou non aux termes ou expressions définis dans la Convention initiale.

2. MODIFICATIONS

2.1 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 5.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

> « 5.1 **Contribution financière**
>
> En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution financière d'une somme maximale de onze millions deux cent cinquante-et-un mille six cent trente-six dollars (11 251 636 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

2.2 Les Parties conviennent d'ajouter, après le premier alinéa de l'article 5.2 (Versement de la contribution financière) de la Convention initiale, le texte suivant :

> « Malgré toute autre disposition à l'effet contraire dans la présente Convention, les Parties conviennent que le versement de la somme d'un million cent quarante mille cinq cent quarante-deux dollars (1 140 542 $) demeure conditionnel à la signature de l'Avenant 1 Entente ICRL-2 (tel que ce terme est défini à l'Addenda 1) prévoyant le montant de cette somme additionnelle pour la réalisation du Projet par la Ville et la SHQ. Les Parties conviennent également que cette somme ne pourra pas être incluse dans le montant de toute somme retenue par la Ville préalablement au dernier décaissement prévu au quatrième alinéa de l'article 5.2.2.2 (Condition additionnelle afférente au dernier décaissement) tant que l'Avenant 1 Entente ICRL-2 n'aura pas été signé par la Ville et la SHQ.

Dans l'éventualité où le Responsable considèrerait que l'Avenant 1 Entente ICRL-2 ne sera pas signé, la Contribution financière prévue à l'article 5.1 de la Convention sera réduite d'un montant équivalent et les versements de la Contribution financière prévus à l'article 5.2.2 seront ajustés par le Responsable en tenant compte d'une telle réduction du montant de la Contribution financière. »

2.3 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 8.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

« **8.1** Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues aux présentes, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, comme suit :

une garantie hypothécaire de premier (1er) rang de onze millions deux cent cinquante et un mille six cent trente-six dollars (11 251 636 $) assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui y est ou y sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurances qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (ci-après l'« **Hypothèque** »), étant entendu que toute hypothèque inscrite contre l'Immeuble en faveur de la Ville avant la signature de l'Addenda 1 sera radiée conformément aux termes de cette Hypothèque.

Les Parties conviennent que tout versement de la Contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente Convention effectué à compter de la signature de l'Addenda 1 est conditionnel à ce que l'Hypothèque grève l'Immeuble. »

2.4 Les Parties conviennent qu'à la condition que le processus de modification cadastrale visé par le présent Addenda 1 soit dûment complété et que l'officier de la publicité des droits ait établi au Registre foncier la nouvelle fiche immobilière exigée en raison de la renumérotation des lots 2 161 779 et 2 161 780 du cadastre du Québec (ci-après la « **Condition** »), le terme « **Immeuble** » utilisé dans la Convention initiale désignera, dès la survenance de la Condition, le lot numéro 6 596 291 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Toute disposition prévue au présent Addenda 1 fait partie intégrante de la Convention initiale et prévaut sur les termes de la Convention initiale qui font l'objet d'une modification dans le cadre du présent Addenda 1.

3.2 Tous les termes et conditions de la Convention initiale qui ne sont pas modifiés par le présent Addenda 1 demeurent inchangés et continuent d'avoir effet conformément aux termes de la Convention initiale.

3.3 Toute disposition du présent Addenda 1 est régie et doit être interprétée conformément aux lois de la province de Québec. Toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal conformément à la Convention initiale.

3.4 Toutes les obligations résultant du présent Addenda 1 bénéficieront à, seront exécutoires contre, et lieront les Parties et leurs cessionnaires, successeurs et ayants droit respectifs.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR

4.1 Le présent Addenda 1 entre en vigueur à la date de signature la plus tardive par les Parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT ADDENDA 1 À L'ENDROIT ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le .....e jour de 2025

LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES CHEZ DORIS INC.

Par : _____
Diane Pilote
Directrice générale

Cet addenda a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le ……e jour de ……. 2025 (Résolution CE ……...…….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1250072002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 4 251 636 $ à la Fondation du refuge pour femmes chez Doris inc., dans le cadre de la 2e phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1250072002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.006

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1253205002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Autoriser des virements budgétaires totalisant 959 069,68 $, provenant du Service de la culture vers l'arrondissement d'Outremont, pour la réalisation des programmations culturelles de la Corporation du Théâtre Outremont en 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028

Il est recommandé :

d'autoriser des virements budgétaires totalisant 959 069,68 $, provenant du Service de la culture vers l'arrondissement d'Outremont, pour la réalisation des programmations culturelles de la Corporation du Théâtre Outremont 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-06-19 14:47

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Outremont
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 juin 2025	Résolution: CA25 16 0130

Accorder un soutien financier de 1 440 967,92 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour une période de 3 ans pour la réalisation de ses programmations culturelles 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement Outremont - Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière et de prêt d'installation - Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et le Directeur d'arrondissement à signer ladite convention

ATTENDU les motifs indiqués au sommaire décisionnel portant le numéro 1253205002;

Il est proposé par Caroline Braun

appuyé par Valérie Patreau

D'ACCORDER un soutien financier total de 1 440 967,92 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour une période de trois (3) ans pour la réalisation de ses programmations culturelles 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement d'Outremont;

D'APPROUVER le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière;

DE DEMANDER au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréa*l, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière et de prêt d'installation;

D'AUTORISER le Maire et le Directeur d'arrondissement à signer ladite convention au nom de l'arrondissement, à la suite de la décision du comité exécutif;

D'IMPUTER cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 67% par le Service de la culture de la ville, pour un montant total de 959 069,68 $ $ et à 33% par l'arrondissement d'Outremont, pour un montant total de 481 898,24 $.

Il est recommandé au comité exécutif :

D'AUTORISER des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement d'Outremont.

VOTE

Votent en faveur:	Laurent Desbois, Marie Potvin, Caroline Braun, Valérie Patreau
Votent contre:	Aucun

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

20.03 1253205002

Laurent DESBOIS
_____
Maire d'arrondissement

Julie DESJARDINS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 juin 2025

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DE PRÊT D'INSTALLATION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 543, chemin de la Côte-Saint-Catherine à Outremont, province de Québec, H2V 4R2, agissant et représentée par monsieur Laurent Desbois, Maire de l'arrondissement d'Outremont, et monsieur Jean-François Meloche, directeur d'arrondissement, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu de la résolution du conseil d'arrondissement portant le numéro CA25 _____adoptée le 10 juin 2025;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DU THEATRE OUTREMONT**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 1248 avenue Bernard Ouest, Montréal, Québec, H2V 2V6, agissant et représentée aux présentes par Philippe Sureau, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS: 85163 9054 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1215530783

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme diffuseur culturel et réalise une programmation culturelle au Théâtre Outremont;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci-.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne la description des Installations et de l'équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.5 de la présente convention, le cas échéant exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne les responsabilités de la Ville quant à l'entretien et la réparation de l'installation et des équipements;
« **Annexe 5** » :	désigne le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;
« **Annexe 6** » :	désigne la Reddition de compte à remettre l'Organisme;

« **Installations** » :	désigne les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et toute autre installation ainsi que tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2;
« **Projet** » :	désigne l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville accorde une contribution à l'Organisme, comme prévu à l'article 5 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 6;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Session** » :	désigne la saison annuelle de programmation : du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026;
« **Unité administrative** » :	désigne l'arrondissement Outremont

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville à l'Organisme pour la réalisation du Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville et du prêt des Installations, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au sous-paragraphe 5.1.1 de la présente convention;

4.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 juin de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet.

4.2 **Installations**

4.2.1 prendre les Installations dans l'état où elles se trouvent; à cet égard, en signant la présente convention il s'en déclare satisfait;

4.2.2 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

4.2.3 respecter toutes les obligations prévues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

4.2.4 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

4.2.5 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet.

4.3 **Autorisations et permis**

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.4 **Respect des lois**

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses Installations, le cas échéant;

4.4.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.5 **Promotion et publicité**

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

4.6.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

4.6.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

4.6.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.6.5 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

4.6.6 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.6.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.8.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.8.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

5.1.1 **Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale d'un million quatre-cent quarante mille neuf cent soixante-sept dollars et quatre-vingt-douze cents (1 440 967,94) $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 5 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci--dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant. ----

5.2 **Ajustement de la contribution financière**

5.2.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.2.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler le versement de toute somme à l'Organisme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

5.4 **Installations**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de

son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous--paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci-.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci-.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci--après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous--paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous--paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle--ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 juin 2028.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
REMISE DES INSTALLATIONS

13.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente convention que ce soit dû à l'arrivée de son terme ou pour une cause prévue aux articles 10 et 12, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer l'équipement et le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

13.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

14.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 1248 avenue Bernard Ouest, Montréal, Québec, H2V 2V6 , et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

<u>Élection de domicile de la Ville</u>

La Ville fait élection de domicile au 543, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, Québec, H2V 4R3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement,

ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____
Le ____ e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Laurent Desbois, maire d'arrondissement

Par : _____
Jean-François Meloche, directeur d'arrondissement

Signé à Montréal
Le 27 e jour de Mai 2025

CORPORATION DU THEATRE OUTREMONT

Par : _____
Philippe Sureau, président

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Outremont de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20____(Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET DE L'ORGANISME

THÉÂTRE OUTREMONT

Corporation du Théâtre Outremont

État de situation dans le cadre du renouvellement de la convention de service et de contribution financière – Mai 2025

L'équipe permanente renouvelée poursuit le repositionnement du Théâtre Outremont dans l'écosystème montréalais pour en faire notamment une salle pleinement pluridisciplinaire. Notre préoccupation est d'assurer l'accessibilité de tous les publics à des œuvres fortes et singulières. Montréal est riche de lieux de créations et de diffuseurs spécialisés. Il nous apparaît donc primordial de cultiver une offre particulièrement distinctive et attractive.

Nous connaissons actuellement une année exceptionnelle sous le signe de la restructuration et de l'optimisation. Ces derniers mois, nous avons déployé une série de mesures et d'actions pour améliorer considérablement notre gestion financière et administrative. Afin d'être mieux outillés, plus attrayants pour la clientèle et davantage en mesure d'analyser nos données clients, nous avons migré en novembre vers la plateforme de billetterie Tuxedo. Nous avons également complété une démarche de planification stratégique pour le cycle 2025- 2028 et nous avons mis en place un plan d'action rigoureux sur trois ans afin d'atteindre nos objectifs stratégiques pour ce cycle important.

Notre santé financière demeure fragile mais nous avons l'intime conviction qu'avec un nouveau positionnement artistique, une équipe améliorée, des stratégies de mise en marché mieux ciblées et un perfectionnement de nos processus, nous arriverons à augmenter nos revenus de billetterie et nos revenus auxiliaires. Au 30 juin prochain, nous projetons un bilan à l'équilibre. Nous allons poursuivre le travail de repositionnement et d'optimisation et déployer des actions en financement privé et en philanthropie avec pour objectif de résorber le déficit accumulé d'ici la fin de l'exercice 2028.

Notre plan d'action et le budget pro forma 25-28 tiennent compte de ces grands changements mais également des rénovations majeures prévues au Théâtre Outremont. La saison 2027-2028 sera inévitablement affectée par les travaux mais afin de ne pas freiner ce nouvel élan, nous allons maintenir l'intégralité de notre offre destinée au milieu scolaire et au moins le tiers de notre programmation destinée au grand public. Cette programmation spéciale sera présentée dans d'autres lieux en périphérie de l'Outremont de septembre 2027 à juin 2028.

Dans ce contexte particulier, la prévisibilité est un élément primordial pour permettre à la Corporation du Théâtre Outremont d'atteindre ses objectifs et de réaliser pleinement sa mission. Par conséquent, dans le cadre des discussions pour le renouvellement de la convention de services et la convention de contribution financière, nous avons deux importantes requêtes :

- Le renouvellement de la convention de services et de la convention de contribution financière pour un terme d'au moins trois ans, ce qui nous mènerait à quelques mois de la fin des travaux de rénovation du Théâtre Outremont ;

- Le maintien du plein financement et de l'indexation pour l'ensemble du terme, incluant l'année des travaux de rénovation.

Nous sommes très reconnaissants de la confiance que la Ville de Montréal et l'arrondissement d'Outremont nous porte et nous vous remercions de votre précieuse collaboration.

David Laferrière
Mai 2025

CORPORATION DU THEATRE OUTREMONT
BUDGETS 25-26-27-28

	Budget 25-26	Budget 26-27	Budget 27-28 (Travaux)
Revenu			
Revenus autonomes			
Total Financement privé	**210**	**275**	**100**
Revenus de guichets			
Total Billetterie - Cinéma	68	72	0
Total Billetterie - Général	566	594	130
Total Billetterie - Scolaire, Famile	129	131	129
Total Revenus de guichets	**763**	**796**	**259**
Revenus de salle			
Total Bar et Produits dérivés	61	63	0
Total Redevances	125	130	15
Total Revenus de codiffusion	79	79	0
Total Revenus de location	368	389	0
Total Revenus de salle	**633**	**661**	**15**
Total Revenus autonomes	**1606**	**1732**	**374**
Subventions			
Total Fédéral	27	27	27
Total Municipal	526	536	547
Total Organismes publics - Associations	0	0	0
Total Provincial	196	196	150
Total Subventions	**748**	**759**	**724**
Total des revenus	**2354**	**2491**	**1098**
Coût des produits vendus			
Total Autres coûts directs	163	163	47
Total Bar	35	35	0
Total Cachets redevances et remises de billetterie	762	762	218
Total Salaires variables	250	250	32
Total du coût des produits vendus	**1210**	**1210**	**297**
Profit brut	**1144**	**1281**	**801**
Dépenses			
Total Collecte de fonds	27	27	16
Total Frais d'administration	95	95	93
Total Frais de bureau	29	29	5
Total Frais généraux de production et d'occupation	13	13	0
Total Publicité et promotion	138	138	38
Total Salaires	701	728	526
Total des dépenses	**1004**	**1031**	**677**
Bénéfice d'exploitation net	**140**	**250**	**124**
Total des autres revenus	347	347	0
Total des autres dépenses	383	383	37
Autre revenu net	-36	-36	-37
Résultat net	**104**	**214**	**87**

Cumul	**-295**	**-80**	**6**

THÉÂTRE OUTREMONT - PROGRAMMATION 2025-2026 (au 9 mai 25)

ARTISTE	DISCIPLINE	DATES	INFOS SUPPLÉMENTAIRE 1
Gagnant Prix Mouffe 2025	Chanson	Jeudi 11 septembre 2025	Kick off saison 2025-2026
Coco Béliveau	Humour	Vendredi 12 septembre 2025	Petit Outremont
12 hommes en colère	Théâtre	Samedi 13 septembre 2025	Première montréalaise
Cygnus	Théâtre / Improvisation	Samedi 20 septembre 2025	Théâtre de la LNI
Eadsé	Chanson	Jeudi 25 septembre 2025	Révélations Radio-Canada 2025-2026
Myriam Gendron	Chanson	Samedi 27 septembre 2025	1ère partie Cedric Dind Lavoie
Les Nouveaux anciens	Théâtre / littérature	Mercredi 1er octobre 2025	Codiffusion Festival international de la littérature
Une famille à Bruxelles	Théâtre / littérature	Jeudi 2 octobre 2025	Codiffusion Festival international de la littérature
Fallait pas dire ça !	Théâtre	Vendredi 3 et samedi 4 octobre 2025	Guylaine Tremblay / Denis Bouchard
Michel Rochon	Musique / conférence	Dimanche 5 octobre	Le Cerveau et la musique / 15h
FICM Soirée d'ouverture	Conte	Vendredi 17 octobre 2025	Co diffusion Festival interculturel du Conte
UTEI	Conte	Samedi 18 ctobre 2025	Co diffusion Festival interculturel du Conte
La petite galerie du déclin	Théâtre	Mercredi 22 octobre 2025	Co diffusion Casteliers
Le Petite Galerie du déclin	Scolaire / Théâtre	Mercredi 22 et jeudi 23 octobre	10 à 15 ans
Les Amazones	Conte	Vendredi 24 octobre 2025	Co diffusion Festival interculturel du Conte
Amandine et Gédéon	Famille / théâtre	Dimanche 26 octobre 2025	
Amandine et Gédéon	Scolaire / théâtre	Lundi 27 octobre 2025	4 à 10 ans
Le Prénom	Théâtre	Jeudi 30 octobre 2025	
Bobby Bazini	Chanson	Samedi 1 novembre 2025 (+opt 2)	Première montréalaise
Amour, acide et noix	Danse	Mardi 4 novembre 2025	Daniel Léveillé Danse
Les Charbonniers de l'enfer	Chanson	Jeudi 6 novembre 2025	Concert d'adieu
Betty Bonifassi	Chanson	Vendredi 7 novembre 2025	Concert 30 ans de carrière
Vladimir Kornéev	Chanson / variété	Dimanche 9 novembre 2025	Report du 21 mars 2025 / 15h
Ceci est un album de guitare	Musique / variété	Mardi 11 novembre 2025	Première montréalaise
Harry Manx	Musique / blues	Vendredi 14 novembre 2025	Première montréalaise
La ferme des animaux	Famille / théâtre	Dimanche 16 novembre 2025	Première montréalaise
La ferme des animaux	Scolaire / théâtre	Lundi 17, mardi 18 et mercredi 19 novembre 2025	7 à 12 ans
Le Voyage de Serge Locat	Chanson	Vendredi 21 novembre 2025 (+ opt 22)	Concert d'adieu
Possessions	Théâtre	Mercredi 26 novembre 2025	Théâtre Bistouri
Sonia Johnson	Musique / Jazz	Jeudi 27 novembre 2025	Concert 20 ans de carrière exclusif à Montréal
Fanfare PourPour	Musique / Monde	Vendredi 28 novembre 2025	Concert 30ième anniversaire exclusif à Montréal
Mr. Nicolas et la lune	Famille / théâtre	Dimanche 30 novembre 2025	
Mr. Nicolas et la lune	Scolaire / théâtre	Lundi 1 et mardi 2 décembre 2025	7 à 11 ans

Mentana	Chanson	Samedi 6 décembre 2025	Première montréalaise
Maryse Letarte	Chanson	Vendredi 12 décembre 2025	Concert de Noel
Marie Jo Thério	Chanson	Samedi 13 décembre 2025	Fin de tournée 20 ans de la Maline
Arielle Soucy	Chanson	Jeudi 18 décembre 2025	Concert de Noel exclusif à Montréal
Coucou Passe-Partout!	Famille / variété	Samedi 20 décembre 2025	
Nora la troteuse	Famille / théâtre	Dimanche 18 janvier 2026	
Nora la troteuse	Scolaire / théâtre	Lundi 19 et mardi 20 janvier 2026	4 à 9 ans
Stéphanie Pothier	Musique / Opera	Jeudi 22 janvier 2026	
Pinocchio	Famille / théâtre	Dimanche 25 janvier 2026	
Pinocchio	Scolaire / théâtre	Lundi 26 et mardi 27 janvier 2026	6 à 10 ans
Lettres d'Amour	Théâtre	Jeudi 29 janvier 2026	Première montréalaise
Tommy Dupuis	Musique / Classique	Vendredi 30 janvier 2026	Révélations Radio-Canada 2025-2026
Bénévolat	Théâtre	Mercredi 4 février 2026	Théâtre de la Manufacture
Black Mamba/The sound of Tarantino	Musique / variété	Samedi 7 février 2026	Première montréalaise
Jules et Joséphine	Scolaire / théâtre	Mercredi 11 et jeudi 12 février 2026	10 à 14 ans
Jerry Tremblay	Cirque	Vendredi 13 février 2026	Searching for love
Cabaret Noir	Danse	Jeudi 19 février 2026	Mayday-Mélanie Demers/CAM en tournée
Déjà au début…	Scolaire / danse	Lundi 23 et mardi 24 février 2026	2 à 6 ans
Les eaux claires	Chanson / Théâtre	Mercredi 25 février 2026	CAM en tournée
François Bellefeuille	Humour	Jeudi 26 février 2026	
Sensei H	Musique / urbain	Vendredi 27 février 2026	Révélations Radio-Canada 2025-2026
Allô Fantôme	Chanson	Mardi 10 mars 2026	Révélations Radio-Canada 2025-2026
Chantal Lamarre	Humour	Merc 11 et jeudi 12 mars 2026	Premières montréalaises
J'ai jamais	Scolaire / théâtre	Jeudi 19 mars 2026	13 à 17 ans
Orchestre de chambre de l'OM	Musique / Classique	Vendredi 20 mars 2026	Oeuvres de Rita Strohl
L'Orchestre d'hommes orchestre	Chanson / Théâtre	Vendredi 21 mars 2026	Projet Kitchen Chicken
Celle qui marche loin	Scolaire / Théâtre	Lundi 30 et mardi 31 mars 2026	8 à 13 ans
Celle qui marche loin	Théâtre	Mardi 31 mars 2026	
Gabriella Olivo	Musique / World	Jeudi 2 avril 2026	Révélations Radio-Canada 2025-2026
Dommage que t'avais les yeux fermés	Scolaire / théâtre	Mercredi 15 et jeudi 16 avril 2026	14 à 17 ans
Sam Breton	Humour	Vendredi 17 avril 2026	
Dans la cuisine de l'oreille	Famille / musique	Dimanche 19 avril 2026	
Dans la cuisine de l'oreille	Scolaire / musique	Lundi 20 et mardi 21 avril 2026	8 à 12 ans
Nikamu Mamuitun	Chanson	Jeudi 23 avril 2026	Première montréalaise
Major-Moran	Chanson	Vendredi 24 avril 2026	
Verdict 2	Théâtre	Samedi 25 avril 2026	
Papillon	Scolaire / danse	Mercredi 29 avril	13 à 17 ans
Goupil et Kosmao	Famille / théâtre	Dimanche 3 mai 2026	

Goupil et Kosmao	**Scolaire / théâtre**	**Lundi 4 et mardi 5 mai 2026**	**5 à 12 ans**
André Sauvé	**Humour**	**Mercredi 6, jeudi 7 mai 2026 (+opt 8)**	**Premières montréalaises**
Ensemble Mistral	**Musique / Monde**	**Dimanche 10 mai 2026**	**Dans l'Univers d'Astor/15h**
Quatuor Esca	**Musique / Classique**	**Mercredi 20 mai 2026**	**Rentrée montréalaise**
Pas maintenant	**Théâtre**	**Jeudi 21 mai 2026**	**Théâtre Bistouri**

ANNEXE 2

INSTALLATION ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE

Dans le cadre de la convention, la Ville met à la disposition de l'Organisme l'Installation ci-dessous décrite ainsi que les équipements aux conditions suivantes.

A- INSTALLATION GÉRÉE PAR L'ORGANISME

L'immeuble sis au 1240-1248, avenue Bernard Ouest, connu sous le nom de Théâtre Outremont, classé bien culturel par le ministère de la Culture au sens de la *Loi sur les biens culturels (*L.R.Q., c. B-4), le 28 juin 1994, à l'exception des lieux loués aux fins de l'exploitation du commerce de 6813623 CANADA INC. (ci-après, le « Locataire de la Ville »), comprenant une superficie locative de 629 pieds carrés, soit 504 pi^2 au rez-de-chaussée et 125 pi^2 d'espace d'entreposage dédié au sous-sol, en sus d'un espace commun au sous-sol d'une superficie maximale de 108 pi^2, sans frais.

B – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie A de la présente annexe :

1. L'Organisme doit utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la convention.

2. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

3. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

4. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

5. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd sur la scène sans obtenir, au préalable, le consentement du Responsable.

6. L'Organisme doit respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

7. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

8. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou

d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne qualifiée à exécuter cette tâche, soit son directeur technique, ou une personne sous sa supervision. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

9. Le Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

10. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur, entre autres aux exigences de la CNESST. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, de défectuosité et de vice caché du matériel et des accessoires.

    L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

11. L'Organisme doit respecter les éléments patrimoniaux des Installations et n'effectuer aucune modification, transformation ou addition permanente sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Responsable.

12. L'Organisme doit prendre tous les moyens utiles et nécessaires afin d'interdire de fumer en tout temps à toute personne se trouvant à l'intérieur des Installations.

13. L'Organisme doit assurer la salubrité des Installations en les maintenant exemptes de déchets ou de rebuts qui pourraient contribuer à augmenter les risques d'incendie, à produire des odeurs désagréables ou nauséabondes ou à obstruer les entrées et sorties, passages, espaces publics ou autres de l'Installation.

14. L'Organisme doit assurer un usage et un entretien adéquat des équipements mis à sa disposition et remettre, à l'expiration de la convention, l'Installation et les équipements dans l'état dans lequel ils ont été mis à sa disposition sauf usure normale.

15. L'Organisme doit se conformer en tous points à toute législation, règlementation ou ordonnance applicables à lui-même, aux Installations et aux activités qui y sont tenues, quelle que soit l'autorité compétente qui l'aura décrétée.

16. L'Organisme doit fournir tout document, à la demande de la Ville, et ce, sans limitation afin de permettre une bonne cohabitation avec le Locataire de la Ville.

17. L'Organisme peut utiliser des espaces de l'Installation pour aménager des bureaux aux fins de rendre les services prévus à la convention.

C- LISTE DES ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES :

THÉÂTRE OUTREMONT : INVENTAIRE ÉQUIPEMENT TECHNIQUE, MAI 2025

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Son	Microphone	10	Microphone SM58	Shure	SM58-LC	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	1	Microphone SM58	Shure	SM58-LC	Brisé	Bureau DT		
Son	Microphone	3	Microphone SM58 avec interrupteur	Shure	SM58S	Bon	GS Régie-Entrepôt-PO		
Son	Microphone	9	Microphone SM57	Shure	SM57-LC	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone Beta 52	Shure	Beta 52A	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	1	Microphone Beta 58	Shure	Beta 58	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone Beta 57A	Shure	Beta 57A	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone Beta 91	Shure	Beta 91	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	6	Microphone ATM35	Audio Technica	ATM35	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone E609	Sennheiser	E609 SILVER	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone de capture d'ambiance	Clock Audio	C 801E-RF	Désuet	GS		
Son	Microphone	4	Microphone AKG 480	AKG	C480 CK61	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone 414	AKG	414	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	4	Microphone MD 421	Sennheiser	MD 421	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone E835	Sennheiser	E835	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	4	Microphone E604	Sennheiser	E604	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone E914	Sennheiser	E914	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	1	Microphone KMS 105	Neumann	KMS105	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	2	Microphone C-Ducer	C-Ducer	AMG	Désuet	Entrepôt		
Son	Microphone	1	Récepteur numérique sans fil quadruple	Shure	ULXD4Q-H50	Bon	GS		
Son	Microphone	4	Émetteur de ceinture sans-fil	Shure	ULXD1	Bon	GS		
Son	Microphone	4	Microphone bâton sans-fil	Shure	ULXD2	Bon	GS		
Son	Microphone	4	Micro casque	Shure	TH53	Bon	GS		
Son	Microphone	1	Chargeur de batterie	Shure	SBRC	Bon	GS Jardin		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Son	Microphone	1	Chargeur de batterie	Shure	SBC200	Bon	GS Régie		
Son	Microphone	4	Belt pack à Jack 1/4"--adaptateur	Shure	WA302	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	4	Microphone Gooseneck "podium"	AKG	GN30E	Désuet	Entrepôt		
Son	Microphone	7	Boîte direct passive	Radial	JDI MK3	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	1	Boîte direct passive	Radial	JDI MK3	Brisé	Bureau DT		
Son	Microphone	2	Boîte direct active	Radial	R800 3001 J48	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	4	Boîte direct active	Radial	R800 1105 PRO 48	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone	4	Boîte direct passive	Radial	JTDBE	Bon	Entrepôt		Ancien modèle
Son	Microphone	1	Boîte direct passive	Radial	JTDBE	Brisé	Bureau DT		Ancien modèle
Son	Microphone	1	Boîte direct stéréo	Countryman Ass.	DT-85S	Bon	GS Régie		
Son	Microphone	2	Microphone bâton E935 + 2 capsules E835	Sennheiser	SKM 300-935	Bon	PO		
Son	Microphone	2	Belt pack	Sennheiser	EW300	Désuet	PO		
Son	Microphone	2	Microphone lavalier noir	Sennheiser	ME2 LAV MIC	Désuet	PO		Manque une clipette
Son	Microphone	2	Microphone casque beige	Sennheiser	EM300 G3	Désuet	PO		
Son	Microphone	2	Récepteur sans fil	Sennheiser	EW 312	Désuet	PO		
Son	Microphone	1	Chargeur de batterie	Sennheiser	LA 2 (503162)	Désuet	PO		
Son	Microphone	3	Pile rechargeable	Sennheiser	L 2015 (009828)	Désuet	PO		
Son	Microphone	1	Valise de transport en mousse pour sans-fil	Sennheiser	920-1001	Bon	PO		
Son	Microphone Accessoire	1	Suspension pour microphone condensateur pour instruments	AKG	H-85	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	1	Suspension pour microphone	Audio Technica	AT8415	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	1	Barre stéréo pour microphones condensateurs pour instruments	AKG	H-50	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	2	Barre stéréo pour microphones			Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	4	Adaptateur pour microphones sur trépied "on the side"			Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	4	Gooseneck pour microphone			Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	3	Petit pied "atlas"	K&M	26000-300-55	Bon	Entrepôt	2	

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Son	Microphone Accessoire	2	Grand pied "atlas"	K&M	260	Bon	GS		
Son	Microphone Accessoire	2	Grand pied "atlas"	K&M	260	Brisé	GS		Brisés mais encore fonctionnels
Son	Microphone Accessoire	3	Trépied noir et chrome	K&M		Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	7	Trépied chrome	K&M		Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	8	Trépied noir	K&M	259	Bon	Entrepôt		
	Microphone Accessoire	1	Trépied noir	K&M	259	Brisé	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	10	Petit Trépied noir	K&M	210/6	Bon	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	1	Petit Trépied chrome	K&M		Moyen	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	2	Petit Trépied noir et chrome	AKG		Moyen	Entrepôt		
Son	Microphone Accessoire	6	Pied de table à base ronde noire	K&M	232-55	Bon	Entrepôt-Régie-PO		
Son	Microphone Accessoire	1	Pied de table avec pattes noires	K&M	23105	Bon	Entrepôt		
Son	Haut-parleur PA	5	Enceinte accoustique	Meyer Sound	CQ1	Bon	GS		
Son	Haut-parleur PA	5	Enceinte accoustique	Meyer Sound	UPA	Bon	GS		
Son	Haut-parleur PA	2	Enceinte accoustique	Meyer Sound	M1D	Bon	GS		
Son	Haut-parleur PA	2	Enceinte accoustique subwoofer	Meyer Sound	650-P	Bon	GS		
Son	Haut-parleur PA	3	Enceinte accoustique	Meyer Sound	UPM-1	Bon	GS		
Son	Haut-parleur PA	2	Enceinte accoustique	D&B Audiotech	Q7 NL4	Bon	pO		
Son	Haut-parleur PA	2	Enceinte accoustique subwoofer	D&B Audiotech	27S NL4	Bon	pO		
Son	Haut-parleur PA	2	Support pour enceinte accoustique	D&B Audiotech	Q	Bon	pO		
Son	Haut-parleur	4	Moniteur de scène 12"	JBL	STX812M	Bon	Entrepôt		
Son	Haut-parleur	4	Moniteur de scène 15"	JBL	STX815M	Bon	Entrepôt		
Son	Haut-parleur	6	Moniteur de scène 12"	JBL	SP-212A	Bon	pO		
Son	Haut-Parleur Accessoire	2	Support mural PA	Meyer Sound	MUB1D	Bon	GS		
Son	Haut-Parleur Accessoire	2	Portant pour Q7 PA	Auvitech	Sur-mesure	Bon	pO		
Son	Haut-Parleur Accessoire	4	Trépied noir pour haut-parleur	K&M	21450	Bon	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Son	Amplificateurs	1	Amplificateur	D&B Audiotech	D80-NL4	Bon	pO		
Son	Amplificateurs	2	Amplificateur à 4 canaux (1250W)	Crown	DCI4/1250N	Bon	Entrepôt		
Son	Amplificateurs	3	Amplificateur à 2 canaux	Crest Audio	CA6	Bon	Entrepôt		2 ampli 2 canaux ranger ?
Son	Amplificateurs	1	Flycase à roulette pour ampli Crest	Gator	4 unités	Poignée brisée	Entrepôt		
Son	Amplificateurs	2	Amplificateur	Yamaha	P7000S-CA	Bon	pO		
Son	Lecteur	1	Lecteur CD/MP3 professionnel--Remote	American Audio	UCD200MKII	Désuet	GS Régie		
Son	Lecteur	1	Lecteur CD/MP3 professionnel	American Audio	UCD200MKII	Désuet	GS Régie		
Son	Lecteur	1	Lecteur CD/MP3 professionnel--Remote	Numark	CDN77	Désuet	PO		
Son	Lecteur	1	Lecteur CD/MP3 professionnel	Numark	CDN77	Désuet	PO		
Son	Communication	7	Belt pack à 1 canal	Clear-Com	RS-501	Bon	GS Régie x 3 - Cintre		
	Communication	3	Belt pack 2 canaux	Clear-Com			Entrepôt		
Son	Communication	12	Casque d'écoute mono-oreille (à fil)	Clear-Com	CC9S	Bon	GS Régie x 3 - Cintre - Entrepôt		
	Communication	1	Casque d'écoute stéréo (à fil)	Clear-Com			Entrepôt		
Son	Communication	1	Chargeur de batterie sans-fil + 8 batteries	HME	AC40A		GS Jardin		
Son	Communication	1	Base walkie talkie	HME	TW47	Bon	GS Jardin		
	Communication	1	Base sans fil	HME	CZ11516				
Son	Communication	1	Main station à 2 canaux	Clear-Com	CS-222	Bon	GS Jardin		
Son	Communication	4	Belt pack sans fil	HME	PB210 HME	Bon	GS Jardin		
Son	Communication	5	Casque pour belt pack sans fil	HME	CZ11433	Bon	GS Jardin		
Son	Console	1	Console de mixage numérique (32 mic-line, 16 out, 64 in mono)	Yamaha	QL5	Bon	GS Régie		
Son	Console	1	Console de mixage analogue		MC60025	Fonctionnel	Entrepôt		
Son	Console	1	Console de mixage numérique (16 mic-line, 8 out, 32 in)	Yamaha	QL1	Bon	pO		
Son	Console	1	Console de mixage analogue	Yamaha	MG06	Bon	GS Régie		
Son	Traitement de signal	1	Truie média	Whirlind	Press Power 2	Bon	GS Régie		
Son	Traitement de signal	1	SD-USB Recorder	Denon	DN-500R	Désuet	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Son	Traitement de signal	1	Commutateur Ethernet (12 ports pour système Dante)	Luminex	GigaCore 12	Bon	GS Jardin		
Son	Traitement de signal	1	Remote BSS (8 boutons et volume)	BSS	EC-8BV	Bon	GS Régie		
Son	Traitement de signal	1	Interface de contrôle audionumérique BSS	BSS		Brisé/Non-Fonctionnel	GS Jardin		
Son	Traitement de signal	1	Processeur de système	BSS	BLU-806DA	Bon	GS Jardin		
Son	Traitement de signal	1	Chassis d'extension (8 out)	BSS	BLU-BOB2	Bon	GS Jardin		
Son	Traitement de signal	1	8 out	Dante	Rio1608-D2		GS Régie		
Son	Traitement de signal	1	Stage box (rack rio) 32/16	Yamaha	RIO 3224-D	Bon	GS		
Son	Traitement de signal	1	Stage box (rack rio) 16/8	Yamaha	RIO 1608	Bon	pO		
Son	Traitement de signal	1	Snake (32 in, 8 out)			Désuet	GS	1	
Son	Traitement de signal	1	Stage box (8 out)	Yamaha	Ro8-D	Bon	GS Jardin		
Son	Traitement de signal	1	Stage box (8 in)	Yamaha	Ri8-D	Bon	GS Jardin		
Son	Traitement de signal	2	Catapult (XLR-Réseau)	Radial	Catapult TX4	Bon	Entrepôt		
Son	Traitement de signal	2	Isolateur de ligne Ice Cube	Radial	Ice Cube 1241988-1241992	Bon	Entrepôt		
Son	Traitement de signal	1	FootSwitch JR2	Radial	JR2 - 1231695	Bon	Entrepôt		
Son	Système malentandant	1	Émetteur sans fil	Listen	lt-800 Fmtransmitter	Bon	Billetterie		
Son	Système malentandant	8	Récepteur (DSP RF receiver-216mhz)	Listen	LR-5200-216	Bon	Billetterie		
Son	Système malentandant	1	Plateau de chargement	Listen		Bon	Billetterie		
Son	Système malentandant	8	Lanière pour écouteur / tour de cou	Listen	LA-430	Bon	Billetterie		
Son	Système malentandant	8	Oreillette universelle	Listen	LA-401	Bon	Billetterie		
Son	Accessoire	1	Casque d'écoute	Sony	MDR-7506	Bon	GS Régie		
Son	Accessoire	3	Trépied pour guitare	Hercule	GS414b	Bon	Entrepôt		
Son	Accessoire	1	Unité d'alimentation de secours	Middle Atlantic	UPS-1000R-8	Bon	GS Régie		
Son	Accessoire	2	12VDC 60W Power cord Supply (100-240VAC Universal)						
Son	Câblage	42	XLR3 10-15'	Digiflex	N15XX	Bon	Entrepôt--PO		
Son	Câblage	51	XLR3 25'	Digiflex	N25XX	Bon	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Son	Câblage	2	Bundle 25'	Digiflex	N25XX	Bon	Entrepôt--PO		
Son	Câblage	16	XLR3 50'	Digiflex	N50XX	Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	4	Bundle 50'	Digiflex	N50XX	Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	8	Speakon 25'	Digiflex	L25-4-12-N4	Bon	Entrepôt--PO		
Son	Câblage	4	Speakon 50'	Digiflex	L50-4-12 N4	Bon	Entrepôt--PO		
Son	Câblage	8	Adaptateur Speakon à Speakon			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	1	Extension électrique UG-15 100'	Solotech	UG14H100V	Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	7	Extension électrique UG-15 50'	Solotech	UG14H50V	Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	14	Extension électrique UG-15 15'	Solotech	UG14H25V	Bon	Entrepôt--PO		
Son	Câblage	10	Extension électrique UG-15 25'	Solotech	UG14H15V		Entrepôt		
Son	Câblage	10	Powerbar noire			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	7	Powerbar noire	Theatrixx	SB-040	Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	6	Powerbar blanche			Bon	Entrepôt--PO		
Son	Câblage	2	Multiprise (4) @ TL3 20A-M				PO		
Son	Câblage	8	Câble Ethercon 3' (CAT6a) (neutrik rj45)	Solotech	INSCAB1786	Bon	GS Jardin		
Son	Câblage	6	Câble Ethercon 25' (CAT6) (neutrik rj45)	Digiflex / Solotech	D6ATOURS25ID2V / CAT6NEU025	Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	4	Câble Ethercon 50' (CAT6) (neutrik rj45)	Digiflex / Solotech	DA6ATOURS50ID2V / CAT6NEU050	Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	1	Câble Ethercon 100' (CAT6) (neutrik rj45)	Digiflex	D-CAT5E/UTP-100	Désuet	Entrepôt		Désuet mais fonctionnel
Son	Câblage	10	Jack 1/4" (mono)			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	5	Jack 1/4" (stéréo)			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	4	Jumper Jack 1/4" mono			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	2	Jumper Jack 1/4" stéréo			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	23	Jumper XLR3 (patch)	Digiflex	N1XX	Bon	Jardin		
Son	Câblage	1	Adaptateur 2 x RCA M à 2 x XLR3 M			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	1	Adaptateur RCA M à XLR3 M	Digiflex		Bon	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Son	Câblage	0	Adaptateur RCA M à XLR3 F			Désuet	Entrepôt		
Son	Câblage	6	Adaptateur Jack 1/4" à XLR3 F			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	10	Adaptateur Jack 1/4" à XLR3 M			Bon	Régie		
Son	Câblage	1	Adaptateur Jack 1/4" à 2 XLR3 F			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	2	Adaptateur Jack 1/4" @ 2 RCA M			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	1	Adaptateur Jack 1/4" F @ XLR3 F			Bon	Régie		
Son	Câblage	1	Adaptateur Jack 1/8" à 2 Jack 1/4" (R AND L)			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	2	Adaptateur Jack 1/8" à 2 XLR M			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	10	Adaptateur XLR F à 2 XLR M			Bon	Régie--Jardin		
Son	Câblage	10	Adaptateur XLR M à 2 XLR F			Bon	Régie		
Son	Câblage	3	Adaptateur XLR pin 1 lift			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	12	Adaptateur XLR3 M à XLR3 M			Bon	Régie--Jardin		
Son	Câblage	9	Adaptateur XLR3 F à XLR3 F			Bon	Jardin		
Son	Câblage	6	Jumper 2 RCA M @ 2 RCA M			Désuet	Entrepôt		
Son	Câblage	1	4 RCA M @ 4 RCA M de 25'			Désuet	Entrepôt		
Son	Câblage	4	Adaptateur RCA M à Jack 1/4" M			Désuet	Entrepôt		
Son	Câblage	2	Système de câblage de scène, multipaire 16 x 4 (snake)	Digiflex	HE164X50	Bon	GS		
Son	Câblage	2	Système de câblage de scène, multipaire 12 x 4 (snake)				PO		
Son	Câblage	1	Multipaire 3 de 15'						
Son	Câblage	1	Multipaire 4 de 15'				Entrepôt		
Son	Câblage	1	Multipaire 4 de 50'						
Son	Câblage	2	Multipaire 6 de 25'				Entrepôt--Po		
Son	Câblage	2	Multipaire 12 de 50'			Bon	GS Jardin		
Son	Câblage	24	Power cord			Bon	Entrepôt		
Son	Câblage	3	Power cord européen			Bon	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Son	Câblage	1	Câble midi			Bon	Entrepôt		
Son	Mobilier	2	Coffre rouge à microphone			Bon	Entrepôt		
Son	Mobilier	1	Coffre à tiroirs			Bon	Entrepôt		
Son	Mobilier	1	Coffre rouge à pieds de microphone			Bon	Entrepôt		
Son?Vidéo?	Câblage	17	Jumper cat 5			Bon	Entrepôt		
Son?Vidéo?	Câblage	1	Jumper cat 6			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Console	1	Console d'éclairage Element	ETC	Element 60 - 500	Bon	GS Régie		
Éclairage	Console	1	Console grand (MA 3 light)	MA Lighting	1521000000	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Console	1	Console d'éclairage Smartfade	ETC	Smartfade 24/48	Bon	pO		
Éclairage	Signal	1	Opto-splitter DMX	Luminex	Lumisplit 2.10	Bon	GS Jardin		
Éclairage	Signal	1	Opto-splitter DMX	Pathway	DMX Repeater	Bon	GS Jardin		
Éclairage	Signal	1	Opto-splitter DMX	Martin		Désuet	GS Jardin		
Éclairage	Signal	1	Opto-splitter DMX	Chauvet	Datastream4	Bon	pO		
Éclairage	Projecteur	3	LEKO (15/30 avec porte gobo et iris)	Strand	SL	Désuet	GS	3	Désuet mais fonctionnel
Éclairage	Projecteur	30	LEKO	ETC	750 Source Four	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	6	Lentille LEKO (19 deg)	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	25	Lentille LEKO (26 deg)	ETC	26 lens	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	25	Lentille LEKO (36 deg)	ETC	36 lens	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	12	Lentille LEKO (50 deg)	ETC	450LT	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	12	LEKO zoom (11-26 deg, 1Kw)	Robert Juliat	611CSX	Bon	GS FOH	12 FOH	
Éclairage	Projecteur	30	LEKO zoom (15-30 deg 750W)	ETC	41530	Bon	Entrepôt	10 Saignée 8 FOH	
Éclairage	Projecteur	12	LEKO zoom (25-50 deg 750 W	ETC	42550	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	17	LEKO zoom (25-50 deg 575 W)	ETC	JUNIOR	Bon	pO		
Éclairage	Projecteur	24	Fresnel 6'' (1 KW avec porte de grange)	Strand	RAMA 150 Fresnel	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	2	Fresnel 6'' (1 KW avec porte de grange)	Strand	RAMA 150 Fresnel	Manque un bypass	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Éclairage	Projecteur	13	Fresnel 6'' (1 KW avec porte de grange)	Altman		Désuet	Entrepôt	9 Arches Technique	Désuet mais fonctionnel
Éclairage	Projecteur	11	porte de grange Altman	Altman		Désuet	Entrepôt	9 Arches Technique	Désuet mais fonctionnel
Éclairage	Projecteur	1	Fresnel 8'' (2 KW avec porte de grange)	Strand		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	1	Fresnel 8'' (2 KW sans lentille)	Strand	Pour ombre chinoise	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	66	PAR 64	Altman	Par 64	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	4	PAR 64	Altman	Par 64	Bon	GS	4	
Éclairage	Projecteur	11	Projecteur LED Cyclorama	Strand	PLCYC Selecon	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	1	Projecteur LED Cyclorama	Strand	PLCYC Selecon	Brisé	En réparation		
Éclairage	Projecteur	8	Projecteur LED Cyclorama	ETC	ColorSource CYC	Bon	Perche #14		
Éclairage	Projecteur	12	PAR LED D40	ETC	D40 LUSTR +	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	24	PAR LED D60	ETC	D40 LUSTR +	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur	2	Projecteur de poursuite (1200 HMI) 240V + Power supply	Robert Juliat	Korrigan	Bon	GS		
Éclairage	Projecteur	6	Iris 3 (1kw)	Strand		Désuet	GS Cour		
Éclairage	Projecteur	12	PAR LED déco	Elation	Epartri	Bon	GS	12	
Éclairage	Projecteur	10	PAR DEL D22 + Portes de grange	ETC	Desire D22 lustr	Bon	pO		
Éclairage	Projecteur	12	Parnel 575w	ETC	25-45	Bon	pO		
Éclairage	Projecteur Accessoire	5	Portes de grange Parnel	ETC		Bon	pO		
Éclairage	Projecteur Accessoire	17	Porte de grange pouvant aller sur D40	ETC			Salle des machines		
Éclairage	Projecteur Accessoire	10	Diffuseur D22 rond médium	ETC		Bon	PO		
Éclairage	Projecteur Accessoire	12	Diffuseur D40 rond Very narrow	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	12	Diffuseur D40 rond médium	ETC	7410k1012	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	24	Diffuseur D60 rond Very Narrow	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	48	Diffuseur D60 rond Narrow	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	24	Diffuseur D60 rond Médium	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	24	Diffuseur D60 rond Wide	ETC		Bon	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Éclairage	Projecteur Accessoire	24	Diffuseur D60 rond Extra Wide	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	25	Drop Iris	ETC		Bon	Entrepôt-FOH		
Éclairage	Projecteur Accessoire	2	Drop Iris	Robert Juliat	IWSX755	Bon	FOH		
Éclairage	Projecteur Accessoire	7	Porte-gobo	Robert Juliat	Serie sx julit	Bon	FOH		
Éclairage	Projecteur Accessoire	42	Porte-gobo grandeur "B"	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	8	Porte-gobo grandeur "B" pour Gobo en verre				Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	28	Beignes 6 1/4"	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	12	Beignes 7 1/2"	ETC		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	150	Cadre pour filtre de 6 1/4'' carton noir neuf			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	0	Cadre pour filtre de 7 1/2'' carton noir neuf			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	200	Cadre pour filtre de 10'' carton noir neuf			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Projecteur Accessoire	34	Base plate en bois (Floor Base)	Sur-mesure		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	1	Rallonge TL3-20A 100'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	10	Rallonge TL3-20A 50'			Bon	Coffre		
Éclairage	Câblage	61	Rallonge TL3-20A 25'			Bon	Entrepôt-FOH		
Éclairage	Câblage	56	Rallonge TL3-20A 10'			Bon	Coffre		
Éclairage	Câblage	28	Rallonge TL3-20A 5'			Bon	Coffre-FOH		
Éclairage	Câblage	3	Bundle 6 x TL3-20A de 50'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	2	Bundle 6 x TL3-20A de 50'			Bon	GS Arche technique	2	
Éclairage	Câblage	4	Bundle 6 x TL3-20A de 100'			Bon	GS	4	
Éclairage	Câblage	12	Rallonge TL3-15A 15'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	4	Rallonge DMX 100'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	3	Rallonge DMX 50'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	15	Rallonge DMX 25'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	3	Rallonge DMX 15'			Bon	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Éclairage	Câblage	27	Rallonge DMX 10'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	0	Rallonge DMX 5'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	14	Rallonge DMX 3' (patch)			Bon	GS Jardin		
Éclairage	Câblage	32	Powercon 5'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	17	Powercon 10'			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	6	Adaptateur TL3-15A F à TL3-20 M			Bon	Entrepôt-FOH	2	*semi-permanents
Éclairage	Câblage	2	Adaptateur TL3-15 M à UG F			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	2	Adaptateur TL3-15 F à UG M			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	3	Powercon blanc à UG F			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	24	Powercon blanc 3' à TL3-15A F			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	27	Powercon bleu 5' à UG M			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	12	Powercon bleu 3' à TL3-15A M			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	11	Powercon bleu 5' à TL3-15A M			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	26	Adaptateur TL3-20 M à UG F			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	12	Adaptateur TL3-20 F à UG M			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	4	Adaptateur DMX M @ XLR3 F			Bon	Entrepôt	1	
Éclairage	Câblage	1	Adaptateur DMX F @ XLR3 M			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Câblage	36	Twofer TL3-20A			Bon	Coffre-FOH	1	
Éclairage	Distribution	2	Gradateur compact (12 x 10A UG)	etc	SL1210A	Bon	pO	1	
Éclairage	Distribution	2	Armoires de 96 gradateurs (2,4 Kw) fixe	Strand	CD80 - DMX 512	Bon	GS	2	
Éclairage	Distribution	4	Tiroir non-dim (2 circuits 2,4Kw chacun)	Strand		Bon	GS		
Éclairage	Accessoire	1	Multimètre	Greenlee	DM-20	Bon	GS		
Éclairage	Accessoire	3	Convertisseur de courant 120 V- 240 V 1500W	Goldsource	TC-1500W	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Accessoire	3	Convertisseur de courant 120 V- 240 V 3000W		TC-3000W	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Accessoire	4	Convertisseur de courant 120 V- 240 V 200W		TC-200W	Bon	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Informatique	Son	1	Ordinateur Mac mini	Apple	A1347	Bon	pO		
Informatique	Son	1	Ordinateur Mac mini	Apple	A1347	Bon	GS Régie		
Informatique	Éclairage	1	Support à tablette numérique	Neewer		Bon	GS Jardin		
Informatique	Éclairage	1	Tablette tactile	Samsung	Galaxy Tab E	Bon	GS Régie		
Informatique	Éclairage	1	Écran tactile	Élo touch	ET 1928-L	Bon	GS Régie		
Informatique	Éclairage	1	Écran	Viewsonic	VS15451	Bon	GS Régie		
Informatique	Éclairage	2	Bras articulé pour support d'écran tactile fixe	Ergotron	45-29-029	Bon	GS Régie		
Informatique	Éclairage	1	Clavier et souris	HP	KV-0316	Bon	GS Régie		
Vidéo	Câblage	4	Jumper 3 RCA M @ 3 RCA M			Désuet	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	1	Dvi 6'			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	5	Câble BNC 8'			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	3	BNC @ RCA			Désuet	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	3	Adaptateur DVI-HDMI						
Vidéo	Câblage	2	Adaptateur BNC M @ RCA F			Désuet	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	4	Adaptateur BNC F @ RCA M			Désuet	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	12	Adaptateur BNC F @ BNC F			Désuet	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	1	Adaptateur BNC à COAX			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	1	Jumper HDMI			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	1	Câble HDMI 25'	Kramer	C-HM/HM-25	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage		Câble HD-SDI Neutrix BNC Jumper						
Vidéo	Câblage	2	Câble HD-SDI Neutrix BNC 25'	Digiflex	VCB-5CFW-25-black	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	3	Câble HD-SDI Neutrix BNC 50'	Solotech	BNC50BLKHDSDI	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	3	Câble HD-SDI Neutrix BNC 100'	Solotech	BNC100BLKHDSDI	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	1	Câble HD-SDI Neutrix BNC 150'	Solotech	BNC150BLKHDSDI	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	2	Câble HD-SDI Neutrix BNC 250'	Digiflex	VCB-5CFW-250-black	Bon	Entrepôt		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Éclairage	Accessoire	24	Adaptateur 110V à 220V			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Accessoire	7	Adptateur 220v à 110v						
Éclairage	Accessoire	1	Passe-fils			Bon	GS		
Éclairage	Accessoire	2	Lampe gooseneck DEL 18'' (A-XLR4)	Little light	L-18-LED	Bon	Gs Régie		
Éclairage	Accessoire	3	Lampe de régie			Bon	Entrepôt		
Éclairage	Accessoire	1	Générateur de brouillard	MDG	Atmosphere	Bon	GS		
Éclairage	Mobilier	1	Coffre de rangement pour la machine à fumée	MDG		Bon	GS		
Éclairage	Accessoire	2	Ventilateur 3 vitesses 20''			Bon		1	
Éclairage	Accessoire	75	Safety 30''	Fehr	3931230b	Bon			
Éclairage	Accessoire	3	Side arm 18''			Bon			
Éclairage	Accessoire	8	Side arm 24''			Bon		2	
Éclairage	Accessoire	4	Base de boom ronde en fonte	Doughty	T54250	Désuet	Entrepôt		Désuet mais fonctionnel
Éclairage	Accessoire	5	Base de boom en croix			Désuet	Entrepôt		Désuet, en moyen état
Éclairage	Accessoire	8	Base de boom plate en acier 2 x 2'	Doughty		Bon	Entrepôt		
Éclairage	Mobilier	1	Cabinet de rangement pour les gélatines d'éclairage	Stage L	GELCABINET	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Mobilier	1	Module filtre éclairage	Furman	M8LX	Bon	GS Cour		
Éclairage	Mobilier	3	Coffre rangement standard	MultiCaisse	ATA300	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Mobilier	6	Rack pour projecteur	Solotech	Sur-mesure	Bon	Entrepôt		
Éclairage	Mobilier	1	Tranche découpe gélatine	X Acto	26624	Bon	Entrepôt		
Informatique	Son	1	Routeur sans fil pour accès réseau à la console	Asus	RT-AC68U	Bon	GS Régie		
Informatique	Son	1	Tablette tactile pour contrôle à distance	Apple	Ipad 2	Bon	GS Régie		
Informatique	Son	1	Écran	HP		Bon	GS Régie		
Informatique	Son	1	Clavier sans fil	Apple	A1644	Bon	GS Régie		
Informatique	Son	1	Souris	Apple	souris, optique, filiaire, usb	Bon	PO		
Informatique	Son	1	Souris à fil	Apple	A1152	Bon	GS Régie		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Vidéo	Câblage	2	Câble SDI 50'						
Vidéo	Câblage	1	Coupleur SDI						
Vidéo	Câblage	1	Câble HDMI avec Ethernet 50' (HDMI à DVI)						
Vidéo	Câblage	1	Câble HDMI 3' avec connecteur pré-moulés et barrure (régie)				GS Régie		
Vidéo	Câblage	2	Câble VGA 5'			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	2	Câble VGA 15'			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	2	Câble VGA 50'			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	1	Câble VGA 100'			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Câblage	1	Adaptateur VGA à VGA + USB			Bon	Entrepôt		
Vidéo	Convertisseur	1	Convertisseur HDMI à RJ45	HDMI	Émetteur	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Convertisseur	1	Convertisseur RJ45 à HDMI	HDMI	Récepteur	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Convertisseur	7	Micro convertisseur (SDI à HDMI 3G)	Blackmagic Design	BMD-CONVCMIC/SH03G/WP	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Convertisseur	2	Convertisseur (HD-SDI à HDMI)	Monoprice					
Vidéo	Convertisseur	3	Convertisseur (SDI à HDMI)	Theatrixx	XVVSDI2HDMI	Bon	GS / GS Régie		
Vidéo	Convertisseur	2	Convertisseur HDBT-HDMI	Théâtrix	TXVV-HDBT2HDMI	Bon	Régie-Entrepôt		
Vidéo	Convertisseur	2	Convertisseur HDMI-HDBT	Théâtrix	TXVV-HDBT2HDMI	Bon	Régie-Entrepôt		
Vidéo	Convertisseur	2	Adaptateur USB-C (mâle) @ DVI/VGA/HDMI (femelle)	Câble Création	CD0449	Bon	GS Régie		
Vidéo	Caméra	1	Caméra et valise pour caméra Canon Mastercraft	Canon	XF205 HD	Bon	Entrepôt		
Vidéo	Accessoire	1	Trepied pour caméra vidéo Monfrotto	Monfrotto		Bon	Entrepôt		
Vidéo	Écran	1	Écran portatif projection 56 x 96" (16:9 HDTV)--PO	Draper	241013	Bon	PO		
Vidéo	Écran	1	Écran de rétroprojection 56x96"--PO	Draper		Bon	PO		
Vidéo	Écran	1	Écran de projection 16' x 9' + son cadre et son habillage	Stumpfl			Entrepôt		
Vidéo	Écran	1	Écran de rétroprojection 16' x 9'	Stumpfl			Entrepôt		
Vidéo	Écran	2	TV 43" LED-4K + Tépied ajustable	LG		Bon	Salle Mécanique		
Vidéo	Projecteur Accessoire	1	DMX projector dowser	Blacky	Blacky 3.0 proj.dows		PO		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Vidéo	Projecteur Accessoire	1	Valise noire en plastique	Pelican	IM2875				
Vidéo	Projecteur	1	Projecteur vidéo lumens avec lentille zoom (16:9 HD 4650)-BLANC	Barco	PFWU-51B	Bon	PO		
Vidéo	Projecteur	1	Lentille grand angle (0,77:1 FIXE) BLANC	Barco		Bon			
Vidéo	Projecteur	1	Lentille zoom (ANS1 W- 1.54 - 1.93:1 Variable) BLANC	Barco		Bon			
Vidéo	Projecteur Accessoire	1	Coffre de transport pour projecteur vidéo Barco	Multi-case	ATA-300 sur-mesure	Bon			
Vidéo	Projecteur Accessoire	1	Coffre de transport pour lentille	Alu-Case					
Vidéo	Switcher	1	Mélangeur vidéo	Blackmagic design	Atem mini pro extreme	Bon	Entrepôt ou chez Julien		
Vidéo	Lecteur	1	Lecteur Blu-ray	Denon	DBT1713UDP	Désuet	Entrepôt		
Vidéo	Lecteur	1	Lecteur Blu-ray	icom		Bon	GS Régie		
Vidéo	Accessoire	2	Adjustable height pipe adaptater 1.5'' NPT	Premier Mount	APP1321	Bon	Étagère Jardin		
Vidéo	Accessoire	1	Tuyau extensible noir et attache à tuyau	Premier Mount	APP-0609	Bon			
Vidéo	Accessoire	1	Attache pour tuyau avec section fileté	Premier Mount	PCC-1-1-5		GS		
Vidéo	Accessoire	1	Attache pour tuyau fileté (Cheeseborough Adapter 1.5inch)	Premier Mount	PCC-1-1-2	Bon	Étagère Jardin		
Vidéo	Accessoire	1	Support de projecteur 6' avec filage et cheeseborough			Bon	Étagère Jardin		
Vidéo	Accessoire	1	Support plafond 8'' x 8'' x 1,5'' ⌀			Bon	PO		
Cinéma	35 mm	1	Projecteur (modifié Technolite) 35 mm	Century	Modèle C	Bon	Cabine de projection		
Cinéma	35 mm	1	Tour			Bon	Cabine de projection		
Cinéma	35 mm	1	Lentille flat			Bon	Cabine de projection		
Cinéma	35 mm	1	Lentille scope			Bon	Cabine de projection		
Cinéma	35mm	1	Tête de lecture	Dolby	Digital soudhead CAT-NO-702	Bon	Cabine de projection		
Cinéma	35mm	1	Processeur audio	Dolby	CP650	Bon	Cabine de projection		
Cinéma	DCP	1	Expansion de sortie pour DSP audionumérique			Bon	GS Régie		
Cinéma	DCP	1	Ventilateur	Airdex	AMU 400 avec moteur	Bon	Cabine de projection		
Cinéma	DCP	1	Projecteur NEC (6Kw)	NEC	NC32OOS	Bon	Cabine de projection		
Cinéma	DCP	1	Serveur	Dolby	IMS3000	Bon	Cabine de projection		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Cinéma	DCP	1	Serveur	GDC	SX2000	Brisé	Cabine de projection		
Cinéma	Haut-parleur	4	Enceinte accoustique surround	QSC	AD-S82W	Bon	GS		
Cinéma	Haut-parleur	3	Amplificateur	QSC	DCCA1222	Bon	GS		
Cinéma	Écran	1	Écran de cinéma 17'9'' x 32'6''			Bon	GS		
Habillage	Mobilier	1	Tissu couvre scène			Bon	GS		
Habillage		2	Patience pour portes latérales cadre de scène	Automatic Devices Company	273-R	Bon	GS		
Habillage		1	Rideau rouge maison, 2 section de 27 x 32'			Bon	GS		
Habillage		1	Frise rouge, plis à 0% (arriere-scène de l'arche de scène) 8 x 52'			Bon	GS		
Habillage		1	Frise rouge, plis à 0% (avant scene de l'arche de scène) 8 x 52'			Bon	GS		
Habillage		2	Allemande rouge, plis à 0% (entre le cadre de scène et l'arche) 32 x 8'			Bon	GS		
Habillage		4	Pendrillons noirs 29' x 13' x 3'' (ancien modèle)		ancien	Bon	GS		
Habillage		6	Pendrillons noirs, plis à 0% (2 sections fixes sont sur l'écran) section 29 x 13'			Bon	GS		
Habillage		2	Pendrillons noirs, plis à 0% (2 sections fixes sont sur l'écran) section 29 x 13'			Brisés			
Habillage		2	Demi-pendrillon 6'-6" x 29'			Bon	GS		
Habillage		1	Demi-pendrillon 6'-6" x 32' (Cyclo)			Bon	GS	2 cyclo	
Habillage		3	Frise noire, plis à 0% (1 section fixe à l'écran) section de 8 x 49'			Bon	GS		* 1 mobile
Habillage		4	Frise 8 x 52' (nouveau modèle)			Bon	GS		
Habillage		1	Frise 36 x 6'			Bon	GS		
Habillage		1	Rideau mi-scène noir, plis à 50%, 2 sections 29 x 27'			Bon	GS		
Habillage		1	Rideau de fond noir, plis à 0% 29 x 52'			Bon	GS		
Habillage		1	Cyclo en PVC 32 x 52'			Bon	GS		
Habillage		1	Tulle noire 32 x 52'	Rose Brand	Sharkstooth scrim noir	Bon	GS		
Habillage		1	Allemande 4'-3" x 14'-10" Jardin			Bon	GS Jardin		
Habillage		2	Allemande 13 x 17'			Bon	GS Jardin		
Habillage		1	Allemande 4'-3" x 13'-1" Cour			Bon	GS Cour		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Habillage		1	Allemande 10'-11" x 14'-10" Cour			Bon	GS Cour		
Habillage	Petit Outremont	2	Fond noir 130 x 103"				pO		
Habillage	Petit Outremont	8	Allemande noire 62 x 88"				pO		
Habillage	Petit Outremont	2	Allemande noire 62 x 103"				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Mi-scène noire 130 x 88"				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Mi-scène noire 8,7' x 7,4'						
Habillage	Petit Outremont	2	Pendrillons 77 x 102"				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Jupe noire milieu 192 x 14"				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Jupe noire jardin 216 x 14"				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Jupe noire cour 261 x 14"				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Frise mi-scène 18 x 1'				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Frise fond				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Frise avant				pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Cyclo pvc 6'-6'' x 20'			Bon	pO		
Habillage	Petit Outremont	1	Tule noire 6'-6'' x 20'			En réparation	pO		
Habillage	Mobilier	1	Rideau vert 180" x 81" 1/2			n/a	GS		
Habillage	Mobilier	1	Sac de morceaux de tulle noire			Non-Utilisable	GS		
Habillage	Mobilier	2	Rideau coton écru			Non-Utilisable	GS		
Habillage	Mobilier	1	Rideau noir non-velours			Non-Utilisable	GS		
Gréage		6	Poulie pour corde 3/8"	S.O.		Bon	GS		
Gréage		1	Poulie (CM1-034)			Bon	GS		
Gréage		1	Poulie 1/2	Ronstand	RF868	Bon	GS		
Gréage		1	Lot de corde			Bon	GS		
Gréage		1	Mousqueton à vis Petzl	Petzl		Bon	GS		
Gréage		4	Mousqueton en acier à vis			Bon	GS		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Gréage		4	Mousqueton à vis 8KN	Black Diamond		Bon	GS		
Gréage		26	Boulon à œil (Eye Bolt)			Bon	GS		
Gréage		101	Maillon rapide 2''		8NWLL17	Bon	GS		
Gréage		50	Maillon rapide 3''			Bon	GS		
Gréage		4	Sangle à cliquet 2"	Uline		Bon	GS		
Gréage		14	Sangle à cliquet noire avec crochet 1" x 13' (strap ratchet)	LAM-E St-Pierre	BTNCF113LQL-6P	Bon	GS		
Gréage		2	Blue water 6''			Bon	GS		
Gréage		3	Blue water 24''			Bon	GS		
Gréage		1	Blue water 26''			Bon	GS		
Gréage		5	Blue water 36''			Bon	GS		
Gréage		5	Blue water 48''			Bon	GS		
Gréage		2	Blue water 72''			Bon	GS		
Gréage		10	Élingue ronde 4'			Bon	GS		
Gréage		4	Élingue ronde 8'			Bon	GS		
Gréage		2	Élingue noire 6' (SPS-2-2 18'' - 3/16'' 7x19, CAG, PVC)	LAM-E St-Pierre	221/83/16719GPN6-5B		GS		
Gréage		1	Élingue noire 8' (SPS-2-2 18'' - 3/16'' 7x19, CAG, PVC) Steel-Flex	LAM-E St-Pierre	221/83/16719GPN7-5B		GS		
Gréage		2	Poignée d'ascension 8 ⌀ @ 13 mm	Black Diamond		Bon	GS		
Gréage		15	Manille (G-209 1/2'' 2 TM. CS.)	LAM-E St-Pierre	G2091/2cs-5p	Bon	GS		
Gréage		5	Manille (G-209 5/8'' 2 TM. CS.)	LAM-E St-Pierre		Bon	GS		
Gréage		6	Manille 6/16''						
Gréage		2	Tendeur d'oeil/oeil 3/8 x 6'' (HG226) (turn buckle)	LAM-E St-Pierre	HG2263/86-5P	Bon	GS		
Gréage		2	Swivel S Petzl	Petzl		Bon	GS		
Gréage		4	Harnais full body	Sécurité Landry		Bon	GS		
Gréage		2	Lot d'ascendeur				GS		
Gréage		2	Absorbeur				GS		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Gréage		1	Sac de sable	Rosco			GS		
Gréage		6	Sac de sable style bouteille 25 lbs	Scapin	VQUISACSAB25	Bon	GS		
Gréage		6	Tuyau 20'			Bon	GS		
Gréage		4	Tuyau 12'			Bon	GS		
Gréage		9	Tuyau 10'			Bon	GS		
Gréage		1	Tuyau 9'			Bon	GS		
Gréage		6	Tuyau 8'			Bon	GS		
Gréage		5	Tuyau 6'			Bon	GS		
Gréage		3	Tuyau 5'			Bon	GS		
Gréage		1	Tuyau 4'			Bon	GS		
Gréage		1	Tuyau 3'-6"						
Gréage		3	Tuyau 3'			Bon	GS		
Gréage		13	Tuyau 2'-6"						
Gréage		1	Tuyau 2'			Bon	GS		
Gréage		13	Tuyau 1.3 ⌀ x 8' pour cyclo et tulle			Bon	GS		
Gréage		1	Tuyau 1.3 ⌀ x 5' pour cyclo et tulle			Bon	GS		
Gréage		4	Coupleur extérieur pour tuyaux 1.9 O.D.	Kee Kla	188		GS		
Gréage		12	Attache tuyau noir (cheeseborough) avec œillet	Doughty		Bon	GS		
Gréage		8	Cheeseborough parallèle (droit)	Doughty			GS		
Gréage		13	Cheeseborough Swivell noir	Doughty	T57112	Bon	GS		
Gréage		10	Cheeseborough 90 degrés noir	Doughty	T57114	Bon	GS		
Gréage		3	Cheeseborough 90 degrés noir	Doughty	T57 1/2	Brisé	GS		
Gréage		2	Attache tuyau swivel en aluminium (cheeseborough)	Chauvet		Bon	GS		
Gréage		5	Attache tuyau 90 degré en aluminium (cheeseborough)	Doughty		Bon	GS		
Praticable	Pattes	59	Patte ronde 6"	Platto		Bon	Entrepôt		1 patte sans plastique

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Praticable	Pattes	60	Patte ronde 12''	Platto		Bon	Entrepôt		
Praticable	Pattes	48	Pattes 18''	Platto		Bon	Entrepôt		
Praticable	Pattes	8	Patte ronde 30''	Platto		Bon	Entrepôt		
Praticable	Pattes	24	Patte ronde 36''	Platto		Bon	Entrepôt		
Praticable	Pattes	8	Patte ronde 39''	Platto		Bon	Entrepôt		
Praticable		12	Praticable 4 x 4'	Platto		Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	2	Jupe noire pour praticable 6" x 12'	Rose Brand	Apollo 13 oz	Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	1	Jupe noire pour praticable 6" x 16'	Rose Brand	Apollo 13 oz	Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	2	Jupe noire pour praticable 8" x 15'	Rose Brand	Apollo 13 oz	Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	2	Jupe noire pour praticable 12" x 12'	Rose Brand	Apollo 13 oz	Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	2	Jupe noire pour praticable 12" x 16'	Rose Brand	Apollo 13 oz	Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	1	Jupe noire pour praticable 12" x 18'	Rose Brand	Apollo 13 oz	Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	2	Jupe noire pour praticable 18" x 12'	Rose Brand	Apollo 13 oz	Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	2	Jupe noire pour praticable 18" x 16'	Rose Brand	Apollo 13 oz	Bon	Entrepôt		
Praticable	Jupes	1	Jupe noire pour table 29" x 120"			Bon	Entrepôt		
Praticable	Petit Outremont	6	Praticable 4' x 8' pour pO	Platto		Bon	pO		
Praticable	Petit Outremont	2	Praticable 2' x 8' pour pO	Platto		Bon	pO		
Praticable	Petit Outremont	2	Praticable 2' x 4' pour pO	Platto		Bon	pO		
Praticable	Petit Outremont	2	Praticable 19" x 72'' pour pO	Platto		Bon	pO		
Praticable	Petit Outremont	2	Praticable 24" x 19''	Platto		Bon	pO		
Praticable		1	Coffre gris			Bon	Entrepôt		
Praticable		1	Praticable 36" x 39''			Bon	Entrepôt		
Praticable		1	Praticable 4' x 4' (pattes carrées)			Bon	Entrepôt		
Praticable		8	Roue	Guitel	Resilex	Bon	Entrepôt		
Praticable		1	Ratchet avec embout Allen			Bon	Coffre gris		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Praticable		1	Escalier 8"	Platto		Bon	Entrepôt		
Praticable		1	Escalier 12"	Platto		Bon	Entrepôt		
Praticable		2	Escalier 18"	Platto		Bon	PO		
Praticable		1	Palier pour pO	Platto		Bon	pO		
Mobilier		1	Échafaudage sur roulettes 30" x 60" x 84"			Bon	Salle mécanique		
Mobilier	Escaliers	2	Escalier pour scène GS			Bon	Salle Mécanique		
Mobilier	Régie	1	Table de régie, pied en tube d'acier 3 x 1 x 125''	Solotech	Table de régie TO	Bon	GS Régie		
Mobilier	Régie	1	Armoire d'équipement pour régie en salle	Middle Atlantic	MRK-4426	Bon	GS Régie		
Mobilier	Régie	1	Mobilier de régie mobile avec gestion de câble interne, base à roulette			Bon	pO		
Mobilier	Rangement	3	Coffre à outils à 5 tiroirs	Rona		Bon	Entrepôt		
Mobilier	Rangement	1	Table de montage en stainless sur coffre à outils		Sur-mesure	Bon	Entrepôt		
Mobilier	Rangement	5	Unité étagère grise type 42"P x 48"L x 76H"	Technirack	Metalware	Bon	S-S		
Mobilier	Rangement	4	Unité étagère grise type 24"P x 43"L x 73H"	Technirack	Metalware	Bon	S-S		
Mobilier	Rangement	5	Unité étagère grise type 24 x 36 x 76"	Technirack	Metalware	Bon			
Mobilier	Rangement	1	Unité étagère grise type 18"P x 36"L x 76"H	Technirack	Metalware	Bon	1 local ménage bureau		
Mobilier		1	Escabeau en métal 5'			Bon	pO		
Mobilier		1	Escabeau en métal 6'			Bon	S-S		
Mobilier		1	Escabeau en métal 10'			Bon	pO		
Mobilier		1	Escabeau en fibre de verre 6' IGS			Bon	Gs		
Mobilier		1	Escabeau en fibre de verre 10'			Bon	GS		
Mobilier		1	Escabeau en fibre de verre 12'			Bon	GS		
Mobilier	Siège	12	Matelas bleu 48 x 72"	Northern Athletic		Bon	GS		
Mobilier	Siège	3	Matelas bleu ancien modèle			Bon	GS		
Mobilier		1	Genie lift	Genie	AWP.25S	Bon	GS		
Mobilier	Table	4	Table ronde 30.5" H, 18'' D			Moyen	Hall-pO		

Département	Sous-département	Qté 2025	Description	Marque	Modèle	État	Emplacement	Qté permanente	Note
Mobilier	Table	2	Table ronde 32" H, 18" D			Moyen	Hall		
Mobilier	Table	6	Table ronde 30''H, 24" D			Moyen	Mezz-Bureau David	6	
Mobilier	Table	12	Table ronde 32" H, 18" D--4pattes				S-S		
Mobilier	Siège	49	Tabouret mi hauteur en bois avec dossier 24"	Ducharme		Bon	pO		
Mobilier	Siège	53	Coussin noir pour tabouret en bois pour pO			Bon	Sous-Sol		
Mobilier	Siège	10	Tabouret plastique noir			Bon	pO-S-S		
Mobilier	Siège	59	Chaise noire en plastique pO			Bon	S-S--Local Prod		
Mobilier	Siège	87	Chaise noire plastique	Ikea		Bon	S-S--Loges-Local Prod-Pizza-Bureau Denis-PO		
Mobilier	Siège	24	Chaise en tissus noire avec accoudoirs			Bon	Hall-Mezz-pO-GS-Balcon		
Mobilier	Siège	6	Chaises pliantes type orchestre			Bon	Local Piano(ou prod)		
Mobilier	Siège	5	Tabouret de scène rembouré			Bon	Local Piano(ou prod)		
Mobilier	Siège	1	Tabouret de scène ajustable (type vissable)			Bon	Local Piano(ou prod)		
Mobilier		6	Lumière de Lutrin				Entrepôt		
Mobilier		9	Lutrin Plein				Local Piano-GS-PO		
Mobilier		1	Piano à queue et son siège ajustable	Kawaï	650	Bon	Local Piano		
Mobilier		2	Poteau noir à sangle rétractable	Uline	H3736	Bon	Billeterie		
Mobilier		9	Poteau de canalisation des foules	Uline	H4488	Bon	S-S--GS-Loges		
Mobilier		9	Corde de canalisation des foules en velours	Uline	H4489	Bon	S-S--GS		
Mobilier		8	Coussin vert 12 x 24"			Bon	S-S		
Mobilier		4	Rack à Vêtements			Bon-Désuet	Local Prod+Loges-Bureaux		
Mobilier		1	Miroir plein pied sur roulettes	sur-mesure		Bon	Loges		
Mobilier		3	Bean Bag Rouge	Aricot		Bon	Bureau		

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que la Corporation du Théâtre Outremont (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement à la réalisation de la programmation annuelle (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;
- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo

n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « La Corporation du Théâtre Outremont remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation de sa programmation annuelle »;
- « La programmation annuelle est offerte avec la collaboration de la Ville de Montréal »;
- « La programmation annuelle » est réalisée en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;
- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;
- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation

de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;
- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;
- Pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtlville pour les autres types de projets;
- Pour une publication sur X :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;
- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 **Bilan de visibilité**

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le Projet;
- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 **Normes graphiques et linguistiques**

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 **Approbations**

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 **Contacts**

3.3.1 **Direction des communications corporatives de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention.

ANNEXE 4

RESPONSABILITÉS DE LA VILLE QUANT À L'ENTRETIEN ET À LA RÉPARATION DE L'INSTALLATION ET DES ÉQUIPEMENTS

1. La Ville est responsable de l'entretien usuel, c'est-à-dire l'entretien régulier comme recommandé par le fabricant, et de la réparation de l'Installation et des équipements, comprenant entre autres l'immeuble et sa structure, ses équipements et accessoires, tels que les systèmes de sécurité, de chauffage, de ventilation, de climatisation, de gicleurs, les réservoirs d'eau chaude, les portes, les fenêtres, les moulures, les planchers et leur surface. La Ville assume également toutes les charges afférentes à l'usage du bâtiment comme l'électricité, le chauffage et autres, sous la responsabilité du Service de la gestion et de la planification immobilière.

2. La Ville est responsable du maintien des actifs et des équipements scénographiques, c'est-à-dire les réparations majeures et le remplacement des équipements défectueux, à la suite d'un bris ou de l'usure normale, afin que ceux-ci rencontrent les standards habituels des salles de spectacles professionnelles pour la diffusion des arts de la scène. Le Service de la Culture fixe les modalités et les priorités en fonction des budgets disponibles.

3. La Ville est responsable du déneigement de la toiture, sous la responsabilité du Service de la gestion et de la planification immobilière.

ANNEXE 5

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

2025-2026		
1er versement	30 janvier 2026	275 000 $
2e versement	15 avril 2026	195 843 $
TOTAL AN 1		470 843 $
2026-2027		
1er versement	30 janvier 2027	275 000 $
2e versement	15 avril 2027	205 259,86 $
TOTAL AN 2		480 259,86 $
2027-2028		
1er versement	30 janvier 2028	275 000 $
2e versement	15 avril 2028	214 865,06 $
TOTAL AN 3		489 865,06 $
TOTAL 2025-2028		**1 440 967,92 $**

ANNEXE 6

DOCUMENTS ET RAPPORTS À REMETTRE PAR L'ORGANISME

L'Organisme doit transmettre à la Ville les documents et rapports suivants, selon les échéanciers mentionnés ou communiqués par le Responsable :

- ❑ Un calendrier des activités et de la programmation de l'Organisme à la signature et en juin pour chaque année subséquente de la convention;
- ❑ Les rapports trimestriels de fréquentations, selon le format et les délais déterminés par le comité de suivi de la convention;
- ❑ Un rapport annuel d'activités complet de l'Organisme ratifié par un représentant du Conseil d'administration (3 mois après la fin de chaque année de la convention);
- ❑ Un bilan budgétaire commenté de l'Organisme (3 mois après la fin de chaque année de la convention);
- ❑ Une stratégie de communication (au 30 septembre de chaque année);
- ❑ Une revue de presse et un bilan de visibilité avec une évaluation de la stratégie de communication, ainsi qu'un exemplaire d'outils promotionnels (publicités, dépliants, etc.) (3 mois après la fin de chaque année de la convention);
- ❑ Les rapports d'accidents (personnes), d'incidents, de vol, de perte, de dommage;
- ❑ La résolution du conseil d'administration mandatant un signataire au nom de l'Organisme;
- ❑ Une copie du certificat des polices d'assurance;
- ❑ Une copie des lettres patentes.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1253205002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 440 967,92 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour une période de 3 ans pour la réalisation de ses programmations culturelles 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière et de prêt d'installation / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et le Directeur d'arrondissement à signer ladite convention

ATTENDU les motifs indiqués au sommaire décisionnel portant le numéro 1253205002;
Il est recommandé au conseil d'arrondissement :

D'ACCORDER un soutien financier total de 1 440 967,92 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour une période de 3 ans pour la réalisation de ses programmations culturelles 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement Outremont;

D'APPROUVER le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière;

DE DEMANDER au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière et de prêt d'installation;

D'AUTORISER le Maire et le Directeur d'arrondissement à signer ladite convention au nom de l'arrondissement, suite à la décision du comité exécutif;

D'IMPUTER cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 67 % par le Service de la culture de la ville, pour un montant total de 959 069,68 $ $ et à 33 % par l'arrondissement d'Outremont, pour un montant total de 481 898,24 $ $.

Il est recommandé au comité exécutif:

D'AUTORISER des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement Outremont.

Signé par Jean-François MELOCHE **Le** 2025-06-05 15:54

Signataire : Jean-François MELOCHE

_____

directeur(-trice) arrondissement (ii)
Outremont , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1253205002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 440 967,92 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour une période de 3 ans pour la réalisation de ses programmations culturelles 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière et de prêt d'installation / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et le Directeur d'arrondissement à signer ladite convention

CONTENU

CONTEXTE

Le Théâtre Outremont est un lieu de diffusion culturelle qui offre une programmation professionnelle variée en arts de la scène et en cinéma. Fermé à la fin des années 1980, le théâtre fut racheté en 1994 par la municipalité d'Outremont qui l'a rénové et rouvert au public en 2001 en accordant la gestion de la programmation à l'équipe Spectra. Suite au retrait de Spectra en 2010, la Corporation du Théâtre Outremont s'est formée et assure depuis la programmation du Théâtre. Le 1er janvier 2015, le Théâtre Outremont est devenu un équipement métropolitain relevant de la Ville centre. Depuis, divers soutiens ont été accordés à l'organisme de façon conjointe entre l'arrondissement d'Outremont et le Service de la culture afin de permettre la réalisation d'une programmation locale et métropolitaine. Afin de poursuivre ce soutien à l'organisme, l'arrondissement d'Outremont, en collaboration avec le Service de la culture, souhaite octroyer une contribution financière totale de 1 440 967,92 $ sur une période de 3 ans à la Corporation du Théâtre Outremont pour qu'elle réalise sa mission de diffusion culturelle, plus spécifiquement la réalisation d'une programmation culturelle en 2025-2026, en 2026-2027 et en 2027-2028 au Théâtre Outremont, bénéficiant aux citoyens de l'arrondissement ainsi qu'à l'ensemble des Montréalais. Ce soutien comprend un montant de 481 898,24 $ $ provenant du budget de l'arrondissement d'Outremont et 959

069,68 $ $ provenant du budget du Service de la culture.

L'arrondissement d'Outremont, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, demande au Service de la culture de prendre en charge la gestion et l'application de la convention de contribution financière et de prêt d'installation, objet de ce sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 2054: Autoriser un virement budgétaire, provenant du Service de la culture, de 272 328 $ vers l'arrondissement d'Outremont en 2025, pour la réalisation de la programmation culturelle 2024-2025 de la Corporation du Théâtre Outremont, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.
CA24 160161 Accorder un soutien financier de 426 703 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2024-2025 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 272 328 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière/ Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

CE23 1106 :Autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 266 988 $ vers l'arrondissement d'Outremont en 2024, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CA23 16 0173: Renouvellement de l'entente avec le Théâtre Outremont - Accorder un soutien financier de 418 336 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2023-2024 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 266 988 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal* , métropole du Québec, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière / Autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

CA22 16 0171: Renouvellement de l'entente avec le Théâtre Outremont - Accorder un soutien financier de 410 133 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2022-2023 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 261 753 $ à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

CE22 1101: Autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 261 753 $ vers l'arrondissement d'Outremont en 2023, pour la réalisation de la programmation culturelle 2022-2023 de la Corporation du Théâtre Outremont.

CA21 16 0277: Accorder un soutien financier de 402 091 $ taxes incluses à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation de sa programmation culturelle 2021-2022 et approuver la convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire provenant du Service

de la culture de 256 621 $/ Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et la Secrétaire d'arrondissement à signer ladite convention

CA19 160201 Autoriser le versement d'une contribution financière de 6 000 $, à même le surplus libre de l'arrondissement, à la Corporation du Théâtre Outremont pour la présentation du spectacle gratuit « Solstice » présenté dans le cadre de la « Fête de la musique », événement organisé par Vision Diversité en partenariat avec la Corporation du Théâtre Outremont et qui se tiendra au parc Saint-Viateur, à la place Marcelle-Ferron et au Théâtre Outremont, le vendredi 21 juin de 9 h à 23 h

CA19 160054 Autoriser l'affectation d'une somme de 137 000 $, à même le budget de fonctionnement, pour le financement de la programmation culturelle locale au Théâtre Outremont et transférer ce montant au Service de la culture de la Ville de Montréal

CE19 1936 - 11 décembre 2019 - Accorder une contribution non récurrente de 35 000 $ à la Corporation du Théâtre Outremont en 2019 pour la poursuite de son plan de positionnement de la programmation du Théâtre Outremont / Approuver la convention à cet effet

CM 18 1500 - 17 décembre 2018 - Résilier l'entente actuelle se terminant le 31 décembre 2018 et accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation d'une programmation culturelle au Théâtre Outremont en 2018, 2019, 2020 et 2021, pour une somme maximale de 1 517 670 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 143 832,88 $ (net de ristourne) par année pour les années 2019, 2020 et 2021 en provenance de l'arrondissement Outremont vers le budget du Service de la culture.

CE18 1206 - 4 juillet 2018 - Autoriser une dépense de 28 000 $ net des ristournes pour le projet de Participation des aînés aux activités culturelles du Théâtre Outremont dans le cadre du programme Montréal amie des aînés et accessibilité universelle - Montréal 2018 -2020 / Autoriser un virement de crédit à cet effet.

CE18 1153 - 27 juin 2018 - Approuver un projet de convention afin d'accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Corporation du Théâtre Outremont en 2018 pour le soutien à son Plan de relance 2018-2021 / Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la Culture à cet effet.

CM18 0236 - 19 février 2018 - Accorder un contrat de gré à gré à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation d'une programmation culturelle au Théâtre Outremont en 2017-2018, pour une somme maximale de 505 890 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire en provenance de l'arrondissement d'Outremont au montant de 143 832,88 $.

CM17 0050 - 23 janvier 2017 - Approuver un projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville et la Corporation du Théâtre Outremont (CM15 0173) afin d'accorder un soutien financier ponctuel et exceptionnel de 200 000 $ en 2017 / Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses imprévues d'administration vers le Service de la Culture à cet effet.

CM15 0173 - 24 février 2015 - Approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et la Corporation du Théâtre Outremont, d'une durée de 3 ans, pour la réalisation d'une programmation culturelle au Théâtre Outremont pour un soutien financier totalisant 1 320 000 $ dont 50 000 $ déjà versé à titre d'avance (CE15 0065); 390 000 $ versé en 2015,

440 000 $ en 2016 et 440 000$ en 2017 / Autoriser un budget de revenu additionnel de 30 300 $ provenant de la location d'un espace au rez-de-chaussée du théâtre pour un Café restaurant (6813623 Canada Inc.)

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour objet d'autoriser le versement d'une contribution financière totale de 1 440 967,92 $ à la Corporation du Théâtre Outremont, comprenant un montant de 481 898,24 $ provenant du budget de l'arrondissement d'Outremont et 959 069,68 $ provenant du budget du Service de la culture, et à autoriser la signature d'une convention établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière.
Il vise également à proposer au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière et de prêt d'installation suite à la signature.

Le soutien financier proposé permettra à l'organisme de poursuivre ses activités, soit la réalisation d'une programmation culturelle de proximité et métropolitaine pour les saisons 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028.

Grâce à ce soutien, la Corporation du Théâtre Outremont souhaite :

- maintenir une programmation pluridisciplinaire de grande qualité permettant une expérience artistique de haut niveau pour tous les types de publics (famille, scolaire, aînés, etc);
- de positionner le Théâtre au sein du milieu culturel, en développant une programmation en chanson francophone et musique populaire, incluant le jazz;
- de faire rayonner les artistes de langue française et valoriser le patrimoine et les oeuvres francophones;
- d'intégrer la diversité dans tous les aspects de la programmation et contribuer à la visibilité des artistes de tous horizons dans la programmation.

JUSTIFICATION

Le Théâtre Outremont est une institution phare de l'histoire culturelle au Québec, il a été classé bien culturel par le ministre de la Culture au sens de la Loi sur les biens culturels (RLRQ, c.B-4), le 28 juin 1994. En raison de son caractère patrimonial, de sa classe et de son voisinage, le Théâtre Outremont est aussi un lieu tout désigné pour attirer quelques-uns parmi des dizaines de festivals de théâtre, de musique, de littérature et de cinéma qui reviennent chaque année, attirant une clientèle férue de propositions artistiques de pointe. Avec ses équipements de projection cinématographique qui ont bénéficié d'une mise à niveau numérique en 2015, Le Théâtre Outremont se positionne favorablement pour accueillir non seulement des festivals de cinéma mais aussi des premières de films ou pour diffuser en direct ou en court différé les spectacles vivants en provenance des grandes villes du monde. Le Théâtre Outremont joue également un rôle local important, en développant une programmation de proximité, principalement auprès des publics famille et scolaire. De plus, le Théâtre participe au développement du plan culturel de l'arrondissement, et souhaite, en collaboration avec l'arrondissement, étendre ses activités hors-les-murs, qui permettront d'animer l'avenue Bernard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Versement d'une contribution financière totale de 1 440 967,92 $ comprenant un montant total de 481 898,24 $ $ provenant du budget de l'arrondissement d'Outremont et de 959 069,68 $ provenant du budget du Service de la culture . La contribution financière a été indexée de 2 % à chaque année et se répartit comme suit sur une période de 3 ans.

	2025-2026	2026-2027	2027-2028	TOTAL

Arrondissement Outremont	157 462,50 $	160 611,75 $	163 823,99 $	481 898,24 $
Service de la culture	313 380,50 $	319 648,11 $	326 041,07 $	959 069,68 $
Total	470 843,00 $	480 259,86 $	489 865,06 $	1 440 967,92 $

La dépense est prévue à même les budgets de fonctionnement de l'arrondissement et du Service de la Culture (voir l'intervention de la Direction des services administratifs du greffe et relations avec les citoyens sur les aspects financiers).

Cette contribution financière sera versée selon les termes établis à la convention à être conclue entre la Corporation du théâtre Outremont et l'arrondissement d'Outremont. Deux versements sont prévus chaque année de la convention aux 30 janvier et 15 avril, et qui seront dédiés à la réalisation des programmations 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028:

Versements	2025-2026	2026-2027	2027-2028
1er versement 30 janvier	275 000 $	275 000 $	275 000 $
2e versement 15 avril	195 843 $	205 259,86 $	214 865,06 $
TOTAL	470 843 $	480 259,86 $	489 865,06 $

Voici les soutiens qui ont été accordés à la Corporation du Théâtre Outremont par l'arrondissement et la Ville centre au cours des cinq dernières années :

TABLEAU DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES :

	2020	**2021**	**2022**	**2023**	2024
Service de la Culture	318 112,12 $ après remise (348 374 $ avec taxes)	256 621 $ contribution financière 83 705 $ services professionnels (sans taxes)	261 753 $ contribution financière 85 380 $ services professionnels (sans taxes)	266 988 $ contribution financière 87 087,6 $ services professionnels (sans taxes)	272 326 $ contribution financière 88 829,35 $ services professionnels (sans taxes)
Arrondissement d'Outremont	143 832,88 $ après remise (157 516 $ avec taxes)	145 470 $ contribution financière	148 380 $ contribution financière	151 348 $ contribution financière	154 375 $ contribution financière
TOTAL	**461 945 $**	**485 796 $**	**495 513 $**	**505 424 $**	**515 532,35 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, plus précisément des engagements pour la démocratie et la participation citoyenne, l'accès et l'inclusion de même que la créativité et l'innovation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation d'une programmation culturelle métropolitaine et de proximité au Théâtre Outremont bénéficiera à l'ensemble des Montréalais. En favorisant la participation des Montréalais à la vie culturelle, le théâtre contribue également à dynamiser une artère commerciale (l'avenue Bernard) et en faire une destination. Le soutien au Théâtre Outremont s'inscrit dans les fondements de la Politique de développement culturel de la Ville 2025-2030 qui vise à ancrer les arts, la culture et le patrimoine sur son territoire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme fera état de la participation de l'Arrondissement et de la Ville conformément aux obligations contenues dans le protocole de visibilité en annexe de la convention de contribution financière et de prêt d'installation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

10 juin 2025: présentation au Conseil d'arrondissement
mi juin 2025: préparation d'un addenda au dossier pour présentation au comité exécutif
23 juin 2025: date de ficelage pour le comité exécutif
2 juillet 2025 : présentation du dossier au comité exécutif pour autoriser le virement du Service de la culture
Janvier 2026: premier versement de l'an 1
15 avril 2026: deuxième versement de l'an 1
Janvier 2027: premier versement de l'an 2
15 avril 2027: deuxième versement de l'an 2
Janvier 2028: premier versement de l'an 3
15 avril 2029: deuxième versement de l'an 3

30 juin 2028: fin de l'entente

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Outremont , Daa Gestion du territoire_du patrimoine et des services administratifs (Wail DIDI)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie BOILY
secretaire de direction

Tél : (514) 838-4748
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-22

Anne-Marie POITRAS
directeur(-trice) arrondissement adjoint(e)-qualite de vie

Tél : 514-233-3086
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne-Marie POITRAS
directeur(-trice) arrondissement adjoint(e)-qualite de vie
Tél : 514-233-3086
Approuvé le : 2025-06-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :*1253205002*
Unité administrative responsable : Service de la culture , Direction du développement culturel, Division Soutien au développement culturel

Projet : *Gestion du Théâtre Outremont*

Section A – Plan stratégique Montréal 2030	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Innovation et créativité

15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

Métropole

20 `: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Innovation et créativité

- Assurer la gestion des installations du Théâtre Outremont pour mettre en valeur les œuvres d'artistes et de créateurs Montréalais et contribuer à la vitalité culturelle de Montréal.

Métropole

- Contribution à la relance et au rayonnement de Montréal métropole attractive et culturelle.
- Favoriser la participation des Montréalais à la vie culturelle et contribuer à dynamiser une artère commerciale (la rue Bernard) et en faire une destination.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CORPORATION DU THÉÂTRE OUTREMONT

Résolution 2105202501

Résolution autorisant la signature de la Convention de contribution financière avec la Ville de Montréal, via l'arrondissement d'Outremont

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de «la Corporation du Théâtre Outremont » tenue le 21 mai 2024

ATTENDU QUE la Convention de contribution financière intervenue avec la Ville de Montréal, via l'arrondissement d'Outremont, entre en vigueur le 1er juillet 2025 (la « Convention »);

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt de la Corporation de renouveler cette Convention de contribution financière;

SUR PROPOSITION DÛMENT APPUYÉE, IL EST RÉSOLU d'autoriser Monsieur Philippe Sureau, président du Conseil d'administration de la Corporation, à signer ladite Convention selon les termes et conditions soumis aux administrateurs ainsi que tous les documents ancillaires à cette transaction ainsi que tout amendement ou changement qui pourrait ultérieurement être fait à la Convention et aux documents ancillaires et que M. Sureau jugera approprié.

Copie certifiée d'une résolution du Conseil d'administration

Signé à Montréal, ce 21e jour de mai 2025.

Marguerite Tchicaya
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Outremont , Daa Gestion du territoire_du patrimoine et des services administratifs

Dossier # : 1253205002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 440 967,92 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour une période de 3 ans pour la réalisation de ses programmations culturelles 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière et de prêt d'installation / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et le Directeur d'arrondissement à signer ladite convention

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1253205002- Aspects financiers - Théâtre Out 2025 - 2028.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-838-4797

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-27

Kalina RYKOWSKA
Cheffe de division - ressources financieres, materielles et informationnelles
Tél : 438-227-8308
Division : Outremont , Daa Gestion du territoire_du patrimoine et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1253205002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Daa Qualité de vie , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 440 967,92 $ à la Corporation du Théâtre Outremont pour une période de 3 ans pour la réalisation de ses programmations culturelles 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 sous réserve de l'approbation du Comité exécutif d'autoriser des virements budgétaires provenant du Service de la culture de 313 380,50 $ en 2026, 319 648,11 $ en 2027 et 326 041,07 $ en 2028 à l'arrondissement Outremont / Demander au Service de la culture, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière et de prêt d'installation / Approuver le projet de convention entre l'arrondissement d'Outremont et la Corporation du Théâtre Outremont établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière et autoriser le Maire et le Directeur d'arrondissement à signer ladite convention

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1253205002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-28

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258377001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction stratégies et programmes , Division programmes
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 35 400 $, à trois différents organismes, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) - ville liée Pointe-Claire / Approuver les projets de convention à cet effet / CF-SDIS-25-020

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant 35 400 $, à trois différents organismes ci-après désignés, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029);

ORGANISME	PROJET (1er janvier 2025 au 31 mars 2026)	SOUTIEN
Action jeunesse de l'Ouest-de-Île (AJOI)	Travail de milieu/de rue - Ville Pointe-Claire	**11 800 $**
Corbeille de pain Lac-Saint-Louis	Marché solidaire de Pointe-Claire	**11 800 $**
Projet jeunesse de l'Ouest de l'Île	Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis" de Pointe-Claire	**11 800 $**

2. d'approuver les trois projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier

décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-06-17 17:01

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1258377001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction stratégies et programmes , Division programmes
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 35 400 $, à trois différents organismes, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) - ville liée Pointe-Claire / Approuver les projets de convention à cet effet / CF-SDIS-25-020

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 juin 2024, le gouvernement du Québec dévoilait son 4e plan d'Action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2024-2029 Mobiliser. Accompagner. Participer., où il s'engage à poursuivre et à bonifier les Alliances pour la solidarité. Les Alliances se déploient au moyen d'ententes qui visent à confier aux partenaires désignés la gestion d'une enveloppe provenant du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) en vue d'un financement de projets. Ceux-ci peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
L'aide financière du MESS constitue un important levier financier pour le milieu communautaire, dont l'action vise le développement des potentiels individuels et collectifs et l'amélioration des conditions de vie et du tissu social. La contribution financière du MESS pour la période précédente 2018-2023 a permis de financer annuellement plus de 350 projets réalisés par 280 organismes. Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), les arrondissements et les villes liées ne font pas que soutenir financièrement les organismes communautaires, ils créent des liens et recourent à leur savoir-faire pour mieux cerner les enjeux sociaux de leurs milieux respectifs et envisager les meilleures actions sur le terrain.

La Ville a élaboré un Cadre de référence 2025-2029 - Agir ensemble. Ce cadre combiné avec le Plan d'action solidarité, équité et inclusion 2022-2025 permettent d'orienter l'action à mener par les partenaires et les bénéficiaires de la nouvelle convention. Le Cadre de référence 2025-2029 présente la vision et les objectifs communs ainsi que les mécanismes de mise en œuvre qui guideront les partenaires dans la planification et la réalisation des

projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La vision proposée repose sur les valeurs de dignité, de tolérance, d'inclusion et d'égalité promues par la Charte montréalaise des droits et responsabilités. La vision s'inscrit en continuité avec le plan stratégique Montréal 2030 de la Ville qui réaffirme son engagement en faveur des droits de la personne. Cette vision souligne l'importance d'assurer un accès équitable aux différents services et au soutien de la communauté pour lutter contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle oriente l'action en faveur du respect des droits et de la dignité des personnes pour ainsi assurer une meilleure cohésion sociale. Cela donne aussi la possibilité à chacun de développer son potentiel et de participer pleinement à la société.

La convention d'aide financière MESS-Ville 2024-2029 remplace celle couvrant la période 2018-2023. Elle établit les modalités et conditions de versement d'une aide financière de 55 M$. L'aide financière du MESS vise à soutenir financièrement des initiatives pouvant intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et l'exclusion sociale sur le territoire de l'agglomération de Montréal et contribuer, dans le respect de l'autonomie des milieux, au développement de projets diversifiés, notamment sur les priorités nationales suivantes :

- la sécurité alimentaire;
- la prévention de la pauvreté et de l'exclusion sociale;
- la lutte contre les préjugés visant les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- les réalités et les enjeux propres aux centres-villes, notamment, au regard de la situation de l'itinérance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 2017 du 11 décembre 2024
Autoriser la réception d'une aide financière totalisant 55 000 000 $ provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) pour lutter contre la pauvreté et l'Exclusion sociale dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité et de la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales pour la période du 1e avril 2024 au 31 mars 2029 / Approuver un projet de convention financière entre la ministre de la Solidarité et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal, établissant les modalités et conditions de versement de cette aide financière

CG24 0551 du 24 octobre 2024
Approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024

CG24 0210 du 18 avril 2024
Autoriser la réception d'une subvention de 11M$ provenant du ministère responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire pour la prolongation de l'Entente entre la Ville de Montréal et la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 et autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant / Approuver un projet d'avenant à cet effet

CE23 2055 du 20 décembre 2023
Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 45 384 $, pour l'année 2023-24, aux organismes ci-après désignés, soit 15 128 $ à Action Jeunesse de l'ouest-de-île (AJOI) pour le projet « travail de milieu/de rue - Ville Pointe-Claire », 15 128 $ à Corbeille de pain Lac-Saint-Louis pour le projet «Marché solidaire de Pointe-Claire » et 15 128 $ à Projet jeunesse de l'Ouest de l'Île pour le projet « Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis" »

CE22 1115 du 29 juin 2022

Accorder un soutien financier non récurrent de 227 402 $ aux organismes ci-après désignés, soit 15 128 $ à Action jeunesse de l'ouest-de-île (AJOI) pour le projet « travail de milieu/de rue - Ville Pointe-Claire, 15 128 $ à Corbeille de pain Lac-Saint-Louis pour « Marché solidaire de Pointe-Claire et 39 982 $ à Résiience Montréal pour « Soutien pour Résilience Montréal »
CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées / Approuver un scénario permettant de ne pas réduire les budgets actuels des arrondissements et des villes liées pour les années 2020, 2021 et 2022 / Approuver l'application d'un seuil minimal de 15 000 $ pour octroyer des fonds aux arrondissements et aux villes liées

DESCRIPTION

Pointe-Claire - ville liée
Organisme : Action Jeunesse de l'Ouest-de-île (AJOI)
Projet : Travail de milieu / de rue - Ville Pointe-Claire
Montant : 11 800 $
Ce projet a comme objectif d'assurer la présence d'un travailleur de milieu/de rue pour favoriser l'intégration des jeunes dans la communauté par l'animation et le soutien à la mise en place d'initiatives collectives. Un service d'écoute, de référence, de soutien et d'accompagnement est aussi offert aux jeunes aux prises avec une ou plusieurs problématiques que la pauvreté génère.

Organisme : Corbeille de pain Lac-Saint-Louis
Projet : Marché solidaire de Pointe-Claire
Montant : 11 800 $
Ce projet permet d'offrir, deux fois par mois, des produits de haute qualité à prix abordables ("payez ce que vous pouvez"). Les produits frais, locaux et de hautes qualités seront disponibles. Le marché permettra de rapprocher une population diverse qui comprend des personnes âgées, à mobilité réduite et majoritairement avec de faibles revenus.

Organisme : Projet jeunesse de l'Ouest de l'Île
Projet : Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis" de Pointe-Claire
Montant : 11 800 $
Ce projet a pour objectif de donner aux élèves du primaire les compétences sociales et émotionnelles essentielles à leur développement et sont complémentaires aux compétences académiques enseignées au sein des écoles.

JUSTIFICATION

Ces projets ont reçu l'appui de la Ville de Pointe-Claire; ils répondent à des problématiques liées à l'insertion sociale des clientèles à risque et au soutien à la vie communautaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 35 400 $, est prévu au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et est financé dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'entente de lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .
Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes au cours des dernières années

pour le même projet se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2025-26
		2022-23	2023-24	2024-25	
Action jeunesse de l'Ouest-de-Île (AJOI)	**Travail de milieu/de rue - Ville Pointe-Claire**	15 128 $	15 128 $	-	**11 800 $**
Corbeille de pain Lac-Saint-Louis	**Marché solidaire de Pointe-Claire**	15 128 $	15 128 $	-	**11 800 $**
Projet jeunesse de l'Ouest de l'Île	**Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis" de Pointe-Claire**	-	15 128 $	-	**11 800 $**

Les soutiens versés les dernières années de toute unité de la Ville aux organismes de ce dossier sont en Pièces jointes.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet Travail de milieu/de rue intervient auprès des jeunes exposés au risque d'adhésion aux gangs de rue et les réoriente vers des ressources appropriées, alors que les ateliers d'habiletés sociales Je me bâtis offerts en milieu scolaire donnent aux élèves du primaire les compétences sociales et émotionnelles essentielles à leur développement et sont complémentaires aux compétences académiques enseignées au sein des écoles et que le projet de Marché solidaire de Pointe-Claire assure un accès à des aliments sains à faible coût.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Deux protocoles de visibilité en Annexe au projet de convention respectif sont en vigueur et doivent être appliqués par l'organisme bénéficiaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LÉPINE
agente de recherche

Tél : 514-872-9657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-04

Geneviève LOCAS
Cheffe de section

Tél : 514-872-7532
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Josée MEILLEUR
Directrice - Stratégie et programmes
Tél :
Approuvé le : 2025-06-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1258377001**
Unité administrative responsable : **Service de la diversité et de l'inclusion sociale**
Projet : **Accorder un soutien financier totalisant la somme de 35 400 $, à trois différents organismes, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale financé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) - ville liée Pointe-Claire / Approuver les projets de convention à cet effet / CF-SDIS-25-020**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Par l'intermédiaire de l'aide financière du MESS, la Ville permet aux organismes communautaires montréalais de travailler sur des projets qui répondent aux besoins identifiés par les principaux acteurs locaux, mais aussi de développer des initiatives novatrices inspirées des meilleures pratiques afin de lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La Ville en s'assurant de mettre en œuvre cette nouvelle entente avec la collaboration de ses partenaires maximise les retombées de ses actions et s'assure que les interventions soutenues sont bien ancrées dans les quartiers et répondent aux priorités que ceux-ci ont établies.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Totaux					**214 409,95**	**405 690,84**	**308 369,77**	**311 378,00**	**367 998,00**	**215 636,00**
Action Jeunesse De L'Ouest-De-L'Ile	142288	Diversité et inclusion sociale	-		1 075,00	29 763,00	1 131,00	82 932,00	85 584,00	-
			CA19 28 318		3 224,00	-	-	-	-	-
			ca19 29 0320		12 500,00	-	-	-	-	-
			CA20 29 0162		31 513,25	-	-	-	-	-
			CA20 29 0164		27 692,00	-	-	-	-	-
			CA20 29 0244		-	12 500,00	-	-	-	-
			CA20 290139		15 877,00	-	-	-	-	-
			CA21 28232		-	8 000,00	1 328,00	-	-	-
			CA21 28234		-	-	30 424,00	2 424,00	-	-
			CA21 290027		-	45 000,00	-	-	-	-
			CA22 29 0199		-	-	8 675,00	-	-	-
			CA22 290106		-	-	45 000,00	-	-	-
			CA22 290126		-	-	70 882,00	-	-	-
			CA25 19 0070		-	-	-	-	-	11 600,00
			CA21290131		-	67 558,22	-	-	-	-
			CA21290232		-	14 782,00	-	-	-	-
			CA22290159		-	-	20 000,00	-	-	-
			CE19 0793		7 500,00	-	-	-	-	-
			CE19 0922		5 000,00	-	-	-	-	-
			CE19 1010		1 000,00	-	-	-	-	-
			CE19 1935		28 174,00	40 250,10	-	-	-	-
			CE20 0136		37 500,00	-	-	-	-	-
			CE20 1188		9 077,00	-	1 008,00	-	-	-
			CE20 2016		-	50 000,00	-	-	-	-
			CE21 0340		-	33 750,00	3 750,00	-	-	-
			CE21 0867		-	29 696,00	-	-	-	-
			CE21 1354		-	12 100,00	3 028,00	-	-	-
			CE22 0582		-	-	43 875,00	4 875,00	-	-
			CE22 0948		-	-	7 262,00	1 815,00	-	-
			CE22 1115		-	-	12 102,00	3 026,00	-	-
			CE23 0317		-	-	-	24 375,00	-	-
			CE23 2055		-	-	-	-	71 681,00	-
			CE24 0886		-	-	-	-	34 525,00	-
			CE24 1070		-	-	-	-	8 496,00	2 124,00
			CG21 0472		-	24 960,00	31 200,00	6 240,00	-	-
			-		-	6 072,00	-	-	-	-
		L'Île Bizard - Sainte-Geneviève	-		1 200,00	500,00	1 350,00	1 300,00	41 300,00	40 500,00
			-		-	-	-	35 000,00	-	-
		Lachine	25 19 0034		-	-	-	-	-	25 000,00
		Pierrefonds - Roxboro	-		33 077,70	27 354,77	27 354,77	148 891,00	126 412,00	136 412,00
			CA20 290212		-	3 404,75	-	-	-	-
Action Jeunesse De L'Ouest-De-L'Île (Ajoi)	673331	Bilan	-		-	-	-	500,00	-	-

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice 2020	2022	2023	2024	2025
Totaux				**7 051,00**	**32 392,00**	**28 102,00**	**45 908,00**	**3 760,00**
Corbeille De Pain Lac-Saint-Louis	205668	Diversité et inclusion sociale	-	-	-	19 050,00	19 050,00	-
			CA22 290126	-	16 282,00	-	-	-
			CE19 1010	1 000,00	-	-	-	-
			CE20 1188	6 051,00	1 008,00	3 026,00	-	-
			CE22 1115	-	12 102,00	3 026,00	-	-
			CE23 2055	-	-	-	15 128,00	-
		Pierrefonds - Roxboro	-	-	3 000,00	3 000,00	3 730,00	3 760,00
			-	-	-	-	8 000,00	-

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	Exercice 2020	2021	2022	2024
Totaux				**16 007,00**	**20 408,50**	**12 342,50**	**15 128,00**
Projet Jeunesse	318792	Diversité et inclusion	CE20 1188	6 051,00	-	4 034,00	-
De L'Ouest De L'Ile		sociale	CE21 1354	-	12 100,00	-	-
			CE23 2055	-	-	-	15 128,00
		Pierrefonds - Roxboro	-	9 956,00	8 308,50	8 308,50	-

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1258377001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE (AJOI)**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 15632, rue Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 1C4, agissant et représentée par Tania Charron, directrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 829675610
Numéro d'inscription TVQ : 829675610

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de cinquante-cinq millions de dollars (55 000 000 $) accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour offrir des services d'intervention de travail de milieu de rue auprès des jeunes de 12 à 25 ans en difficulté de l'Ouest-de-l'Île;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable. Cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 4 jointe à la présente convention, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Communications des informations**

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **ONZE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (11 800 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versement**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en totalité dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine.

Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 1er janvier 2025 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 mars 2026**.

ET

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et

non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 15632, rue Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 1C4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

3.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE (AJOI)

Par : _____
Tania Charron, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025 (Résolution CE25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de contribution financière de l'Organisme

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

L'Organisme doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **visibilite@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **visibilite@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

Le rapport final est à remettre à la Ville de Montréal, au plus tard, 30 jours après la fin du projet.

Ce rapport doit inclure l'état final de la réalisation des activités, ainsi qu'un bilan financier détaillé de l'utilisation de la contribution financière de la Ville de Montréal.

SSDS

Suivi des Subventions en Développement Social

Les questions du formulaire de demande de soutien financier



Identification de la demande de soutien

Nom de l'organisme : Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île

Titre de la demande : TRAVAIL DE MILIEU/DE RUE - Ville Pointe-Claire

Édition et échéancier

Durée du projet :

Période de réalisation				Année de référence
Du	1er janvier 2025	au	31 mars 2026	An1

Correspondance avec le programme

Votre projet répond à quel(s) objectif(s) du programme?

- Soutenir la réponse aux besoins de base
  - ☐ Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
  - ☐ Un meilleur accès à un logement adéquat, abordable et salubre, puis le maintien de celui-ci

- Miser sur le pouvoir d'agir
  - ☐ Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
  - ☐ Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent

- Renforcer le tissu social
  - ☐ Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
  - ☐ Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet?

Elnaz Javadi
Adjointe Administrative
adjoint@ajoi.info
438-873-1076

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme.

Tania Charron
Directrice générale
direction@ajoi.info

Envoyer la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer les conventions avec la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire.

Description et planification du projet

Présentation du projet

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment)

Ce projet consiste à maintenir la présence d'un travailleur de milieu/de rue qui offre des services d'écoute, de référence, de soutien et d'accompagnement aux personnes/jeunes aux prises avec une ou plusieurs problématiques psychosociales, etc

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Amélioration de la situation économique, du réseau social et de l'état de santé des individus rencontrés via :
Travail de rue / milieu :

- Amélioration de la santé physique et mentale via l'amélioration de l'accès aux soins de santé et aux services sociaux, ainsi qu'aux ressources communautaires = références personnalisées et de l'accompagnement.

Participation active aux concertations locales et à la vie de quartier :

- Présence régulière sur les concertations locales = amélioration du continuum de services et des références personnalisées.
- Participation du TR, des jeunes et des personnes à des projets collectifs dans le secteur : amélioration du filet social.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l'objectif à atteindre.

(Base de votre plan de travail)

Objectifs
200 individus vulnérables ou à risque bénéficieront d'un soutien psychosocial dans leur milieu de vie pour faciliter leur intégration sociale et améliorer leur santé
[500 caractères]
[500 caractères]
[500 caractères]
[500 caractères]

Activités prévues :

Description	Lieu(x) déroulement	Fréquence de l'activité	Nombre estimé de personnes participantes différentes
Écoute, support, échange (volontariat, non-jugement, relation égalitaire, confidentialité), information, sensibilisation	Territoire de Pte-Claire	En continu	200/an
Références personnalisées vers les ressources appropriées et accompagnements dans démarches et vers services qui répondent aux besoins spécifiques propres à chaque individu rencontré	Territoire de Pte-Claire et organismes du territoire de l'OI	En continu	50/an
Dépannage d'urgence (alimentaire, vestimentaire, produits hygiéniques, etc.)	Territoire de Pte-Claire	En continu	20/an
Participation active aux concertations locales	Organismes partenaires de l'OI	En continu	5/an

Personnes ciblées directement par le projet

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total
Tous les groupes d'âges	74	74	2	150
[Menu déroulant]				
[Menu déroulant]				

- *Tous les groupes d'âge,*
- *Petite enfance (0 – 5 ans),*
- *Enfants (6 – 11 ans),*
- *Adolescents (12 – 17 ans),*
- *Jeunes adultes (18 – 30 ans),*
- *Adultes (31 – 64 ans),*
- *Personnes aînées (65 ans et plus)*
- *Âge inconnu*

Type de ménage

- ☐ Couples avec enfant(s)
- ☐ Couples sans enfants
- ☐ Familles monoparentales
- ☐ Personnes seules
- ☐ Tous les types de ménage
- ☐ Ne s'applique pas à ce projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

(Maximum 5 choix)

- ☐ Les personnes à faible revenu
- ☐ Les personnes résidentes de logements sociaux
- ☐ Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être
- ☐ Les personnes en situation d'itinérance
- ☐ Les personnes LGBTQ2IA+
- ☐ Les personnes autochtones
- ☐ Les personnes racisées
- ☐ Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
- ☐ Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
- ☐ Les personnes immigrantes

- ☐ Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap
- ☐ Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
- ☐ Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
- ☐ Les personnes utilisatrices de drogues
- ☐ L’ensemble de la population
- ☐ Ne s'applique pas à ce projet

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année de référence	Montant demandé Initial	Ajusté	Autofinancement	Contributions monétaires des autres partenaires	Coût total par édition
An1	11 800 $			52 096 $	63 896$

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail :

Poste(s) à taux horaire	Taux horaire ($/h)	Avantage sociaux (%)	Nombre d'heure par semaine	Nombre de semaine	Nombre de poste(s)
Travailleur(euse) de proximité / de milieu / de rue	**25,98$/h**	18%	35	52	1
	$/h				
	$/h				
	$/h				

Poste(s) forfaitaires(s)	Montant par poste	Nombre de poste(s)
	$	
	$	
	$	

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	Nom personne contacte	Courriel personne contacte	Contribution monétaire	Autre(s) type(s) de contribution	Contribution(s) confirmée(s)
Ville de Pointe-Claire	Valérie Hohaus	Valerie.Hohaus@pointe-claire.ca	**11 800 $**		**Oui**
YMCA Ouest-de-l'île				Formation, référence et comité aviseur	Oui – Non
Carrefour Jeunesse Emploi Ouest-de-l'Île				Référence, promotion, offre de stage	Oui – Non
Centre des femmes de l'OI + Corbeille de pain				Référence, promotion, comité aviseur	Oui – Non
École Secondaire Félix-Leclerc				Référence, promotion	Oui – Non

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l'analyse de votre dossier.

…

Soumission

Soumission de la demande

☑ En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Service de la Diversité et de l'inclusion sociale
Ville de Montréal
2025

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1258377001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORBEILLE DE PAIN LAC ST-LOUIS**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 11, avenue Rodney, Pointe-Claire, Québec, H9R 4L8, agissant et représentée par Virginie Grenier-Deschênes, directrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de cinquante-cinq millions de dollars (55 000 000 $) accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour offrir des services de sécurité alimentaire pour les personnes à faible revenu de l'Ouest-de-l'Île de Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres

partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable. Cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 4 jointe à la présente convention, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Communications des informations**

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces

documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **ONZE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (11 800 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versement**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en totalité dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la

présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 1er janvier 2025 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 mars 2026**.

ET

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 11, avenue Rodney, Pointe-Claire, Québec, H9R 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

CORBEILLE DE PAIN LAC ST-LOUIS

Par : _____
Virginie Grenier-Deschênes, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025 (Résolution CE25 _____).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de contribution financière de l’Organisme

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

L'Organisme doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **visibilite@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **visibilite@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

Le rapport final est à remettre à la Ville de Montréal, au plus tard, 30 jours après la fin du projet.

Ce rapport doit inclure l'état final de la réalisation des activités, ainsi qu'un bilan financier détaillé de l'utilisation de la contribution financière de la Ville de Montréal.

SSDS

Suivi des Subventions en Développement Social

Les questions du formulaire de demande de soutien financier



Identification de la demande de soutien

Nom de l'organisme : Corbeille de pain Lac St-Louis

Titre de la demande : Marché solidaire de Pointe-Claire

Édition et échéancier

Durée du projet :

Période de réalisation				Année de référence
Du	1er janvier 2025	au	31 mars 2026	An1

Correspondance avec le programme

Votre projet répond à quel(s) objectif(s) du programme?

- Soutenir la réponse aux besoins de base
  - ☐ Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
  - ☐ Un meilleur accès à un logement adéquat, abordable et salubre, puis le maintien de celui-ci

- Miser sur le pouvoir d'agir
  - ☐ Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
  - ☐ Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
  - ☐
- Renforcer le tissu social
  - ☐ Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
  - ☐ Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet?

Virginie Grenier-Deschênes
Directeur(trice)
directeur@corbeilledepain.com
(514) 894-5850

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme.

Virginie Grenier-Deschênes
Directeur(trice) générale

Envoyer la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer les conventions avec la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire.

Description et planification du projet

Présentation du projet

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment)

Qui: Corbeille de Pain est un organisme qui favorise l'autonomie et accroît la qualité de vie des personnes vivant de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans l'Ouest-de-l'Île de Montréal en augmentant la sécurité alimentaire. Cela prend forme avec de l'éducation et un accès physique et économique à la nourriture saine par des programmes de cuisines, de jardins communautaires et des marchés solidaires.

Quoi: Le projet vise à poursuivre le développement des marchés solidaires dans les quartiers identifiés comme ayant un manque d'accès aux fruits et légumes locaux et abordables. L'accès à une alimentation saine et locale est un droit universel pour tous. Les Marchés Solidaires sont une initiative qui permet la vente de produits agricoles locaux à des populations vivant dans des déserts alimentaires et/ou qui font face à des barrières socio-financières. Les Marchés soutiennent à la fois des entreprises agricoles locales et la sécurité alimentaire dans l'Ouest de l'île (ODI), en améliorant l'accès physique et financier à des aliments de santé frais. Tous les produits vendus ont été cultivés localement et acquis en circuit court, ce qui génère une empreinte carbone inférieure à celle des épiceries traditionnelles. La moyenne parcourue entre la semence et nos marchés est de 36.5 km.

Quand: Le Marché Solidaire de Pointe-Claire a lieu sur une base hebdomadaire de juillet à octobre (cette période est la même que la période qu'il est possible d'utiliser les Cartes Proximités de l'organisme Carrefour Solidaire). Le marché est ouvert de 16h à 19h pour 17 semaines.

Ou: Notre point de vente est stratégiquement placé pour lutter contre les déserts alimentaires; le Marché Solidaire de Pointe-Claire est situé en face du centre d'hébergement pour personnes âgées Maywood dans le stationnement de l'aréna Bob Bernie.

Comment: Ils visent également à améliorer l'accès financier à des fruits et légumes frais, sans compromettre le prix équitable payé au producteur. Les Marchés sont organisés selon un modèle participatif. Le prix suggéré correspond à un prix équitable pour le producteur et à un frais d'administration pour couvrir le travail de la Corbeille de

pain. Le consommateur a trois options. Il peut payer le prix suggéré ou un prix qui représente sa capacité financière. Il y a aussi l'option de « payer au suivant », qui vient équilibrer les achats faits en dessous de la valeur équitable. Les contributions de la Ville de Pointe-Claire nous permettent de payer les producteurs à l'avance, pour les soutenir pendant leur saison agricole.
L'abordabilité des Marchés Solidaires est renforcée par l'initiative de notre partenaire, le Carrefour Solidaire. La Carte de proximité, fermière et solidaire, est un projet qui teste et documente l'achat subventionné d'aliments en circuits courts par l'approche de coupons alimentaires. Concrètement, il s'agit d'une carte sur laquelle un montant mensuel, qui varie selon la taille du ménage, est déposé et avec laquelle un ménage peut faire des achats d'aliments provenant directement des producteurs dans les marchés participants. L'objectif du projet est double : améliorer l'accès à des fruits et légumes tout en encourageant l'approvisionnement en circuit court. Nous acceptons le paiement par Carte de proximité aux trois points de vente des Marchés Solidaires.

En partenariat avec Équipe Entreprise, nous offrons des plats préparés congelés qui sont grandement appréciés par la clientèle du troisième âge. Le fait de vivre seul, le coût des aliments, la perte de mobilité, le manque de connaissance culinaire sont tous des facteurs qui peuvent affecter la capacité d'une personne à se cuisiner des repas sains à tous les jours. Ces repas sont une excellente option qui peut être acheté avec la Carte Proximité ou Payez-ce-que-vous-pouvez.

Grâce à Concert'Action Lachine, nous bénéficions également d'une mutualisation de ressources entre multiples acteurs contre l'insécurité alimentaire. Il y a plusieurs organismes sur l'île qui commandent des produits provenant d'exploitations agricoles locales. Concert'Action Lachine récupère toutes les commandes et fait la distribution aux organismes respectifs à un point de rendez-vous commun. Nous réduisons ainsi l'impact environnemental du transport des aliments, et chaque organisme récupère du temps et des ressources humaines.

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

1. Résultats pour les consommateurs:
    a. La mission des Marchés Solidaires étant axée sur l'accès financier et physique à une alimentation saine, la plus grande retombée du projet est auprès des consommateurs. Selon un sondage effectué auprès de nos

clients, les Marchés Solidaires leur permettent d'augmenter leur consommation hebdomadaire de fruits et légumes de façon significative. De plus, les Marchés Solidaires permettent aux clients de découvrir les autres activités et services de la Corbeille de pain.

   b. Nous avons une excellente plateforme afin d'éduquer les résidents de l'ODI sur la valeur financière et nutritionnelle des aliments frais et locaux, ainsi que la préparation de repas sains et économiques. Nous pouvons donc, grâce à la clientèle acquise par les Marchés Solidaires, travailler sur plusieurs plans pour améliorer la sécurité alimentaire dans l'Ouest de l'île.

2. Résultats environnementaux et sociaux:
   a. Tous les produits vendus aux Marchés Solidaires ont été cultivés localement et acquis en circuit court. De plus, le transport des produits est partagé avec d'autres organismes, grâce à Concert'Action, ce qui génère une empreinte carbone inférieure à celle des épiceries traditionnelles. La moyenne parcourue entre la semence et nos marchés est de 36.5 km. Les fruits et légumes non vendus sont, par la suite, mis à profit pour améliorer la sécurité alimentaire dans le cadre de nos ateliers de cuisine ou des banques alimentaires.
3. Résultats pour les entreprises:
   a. Depuis cinq ans, nos marchés ont généré 100,000$ par an pour les fermes de l'Ouest-de-l'Île. Le court-circuit favorisé par les Marchés Solidaires assure que les fermes reçoivent un maximum de revenu, plutôt que de perdre de l'argent à des intermédiaires. Compte tenu de la précarité des petites entreprises agricoles, nous prenons fierté à aider plusieurs petites fermes qui profitent énormément de cette collaboration pour prendre de l'expansion. Les fermes gagnent une clientèle à laquelle ils n'auraient pas eu accès grâce à la réduction des barrières physiques et financières réalisée par les Marchés Solidaires.
4. Résultats pour notre organisme:
   a. Pour la Corbeille de Pain, les retombées du projet seront l'augmentation de notre capacité d'entreposer et de vendre des produits et de les transporter de façon sécuritaire, ainsi que la croissance de notre clientèle. Nous allons pouvoir réduire le montant d'aliments gaspillés et rendre nos opérations plus efficaces, éco responsables et rentables.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l'objectif à atteindre.

(Base de votre plan de travail)

Objectifs
Rapprocher les fruits et légumes locaux des citoyens de Pointe-Claire en situation de vulnérabilité alimentaire, de pauvreté et/ou d'isolement social
Réduire les coûts liés à la saine alimentation
Améliorer les connaissances des citoyens sur les produits locaux
Augmenter les achats des petites fermes locales et biologiques
Augmenter le nombre de participants au marché. solidaire
Augmenter le nombre de transactions couvertes par les moyens de paiement alternatifs

Activités prévues :

Description	Lieu(x) déroulement	Fréquence de l'activité	Nombre estimé de personnes participantes différentes
Marché solidaire "payez ce que vous pouvez"	Aréna Bob-Birnie	Le marché sera ouvert une fois semaine pendant 17 semaines	260 personnes
Évaluation auprès de la clientèle des marchés	Aréna Bob-Birnie	À la mi-saison	50 personnes

Personnes ciblées directement par le projet

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total
Tous les groupes d'âge, mais nous pensons particulièrement à adapter nos services pour les 60 ans et plus	220	40		260

.

- *Tous les groupes d'âge,*
- *Petite enfance (0 – 5 ans),*
- *Enfants (6 – 11 ans),*
- *Adolescents (12 – 17 ans),*
- *Jeunes adultes (18 – 30 ans),*
- *Adultes (31 – 64 ans),*
- *Personnes aînées (65 ans et plus)*
- *Âge inconnu.*

Type de ménage

- ☐ Couples avec enfant(s)
- ☐ Couples sans enfants
- ☐ Familles monoparentales
- ☐ Personnes seules
- ☐ Tous les types de ménage
- ☐ Ne s'applique pas à ce projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

(Maximum 5 choix)

- ☐ Les personnes à faible revenu
- ☐ Les personnes résidentes de logements sociaux
- ☐ Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être
- ☐ Les personnes en situation d'itinérance
- ☐ Les personnes LGBTQ2IA+
- ☐ Les personnes autochtones

- ☐ Les personnes racisées
- ☐ Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
- ☐ Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
- ☐ Les personnes immigrantes
- ☐ Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap
- ☐ Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
- ☐ Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
- ☐ Les personnes utilisatrices de drogues
- ☐ L'ensemble de la population
- ☐ Ne s'applique pas à ce projet

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année de référence	Montant demandé Initial	Ajusté	Autofinancement	Contributions monétaires des autres partenaires	Coût total par édition
2025-2026	11,800$		20,000$	16,000$	**47,800$**

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail :

Poste(s) à taux horaire	Taux horaire ($/h)	Avantage sociaux (%)	Nombre d'heure par semaine	Nombre de semaine	Nombre de poste(s)
agent de marchés	**21/h**	15	8	18	2
gérante des marchés	**25/h**	15	8	22	1
directrice des programmes	**29/h**	15	2	30	1
coordonnatrice de la sécurité alimentaire	**25/h**	15	2	30	1
coordonnatrice des communications	**27/h**		1	18	1

Poste(s) forfaitaires(s)	Montant par poste	Nombre de poste(s)
musicien (1)	250$	1
	$	
	$	

Dépenses	2025-2026
Salaires + avantages sociaux	$16,447.00
Coûts produits vendus	$19,000.00

Équipements	$350.00
Carte Proximité additionnelles	$0.00
Transport	$5,500.00
Communications/ informatique	$350.00
Frais de transaction	$100.00
Loyer	$750.00
Assurance automobile	$700.00
Permis	$38.00
Amortisation du véhicule	$800.00
Frais administratifs	$3,000.00
Total Dépenses	**$47,565.00**

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	Nom personne contacte	Courriel personne contacte	Contribution monétaire	Autre(s) type(s) de contribution	Contribution(s) confirmée(s)
MESS Pointe-Claire	Valérie Hohaus	Valerie.Hohaus@pointe-claire.ca	**11,800$**	**Oui**	**Oui**
DRSP SISA	Catherine Robichaud	Catherine.Robichaud.drsp.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca	**8,500$**	**Non**	**Oui**
Ville de Pointe-Claire	je n'arrive pas à trouver en ligne		**5,000$**	**Oui**	**Oui**
Carrefour solidaire Centre communautaire d'alimentation	Samuel Gény	samuel@carrefoursolidaire.org		Cartes proximité pour les clients vulnérables éligibles	**Oui**
Revenus des ventes du marché	Virginie Grenier-Deschênes	directeur@corbeilledepain.com	**20,000$**	**Oui**	**Non**

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l'analyse de votre dossier.

Soumission

Soumission de la demande

☑ En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Service de la Diversité et de l'inclusion sociale
Ville de Montréal
2025

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1258377001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PROJET JEUNESSE DE L'OUEST DE L'ÎLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7, avenue Sainte-Anne, Pointe-Claire, Québec, H9S 4P6, agissant et représentée par Lisa Filice, directrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de cinquante-cinq millions de dollars (55 000 000 $) accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour promouvoir et préserver des relations familiales saines tout en renforçant les communautés de l'ouest de l'île de Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres

partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable. Cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 4 jointe à la présente convention, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Communications des informations**

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces

documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **ONZE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (11 800 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versement**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en totalité dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la

présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 1er janvier 2025 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 mars 2026**.

ET

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 7, avenue Sainte-Anne, Pointe-Claire, Québec, H9S 4P6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

PROJET JEUNESSE DE L'OUEST DE L'ÎLE

Par : _____
Lisa Filice, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025 (Résolution CE25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de contribution financière de l'Organisme

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

L'Organisme doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **visibilite@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **visibilite@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

Le rapport final est à remettre à la Ville de Montréal, au plus tard, 30 jours après la fin du projet.

Ce rapport doit inclure l'état final de la réalisation des activités, ainsi qu'un bilan financier détaillé de l'utilisation de la contribution financière de la Ville de Montréal.

SSDS

Suivi des Subventions en Développement Social

Les questions du formulaire de demande de soutien financier



Identification de la demande de soutien

Nom de l’organisme : Projet jeunesse de l'Ouest-de-l'Île

Titre de la demande : Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis"

Édition et échéancier

Durée du projet :

Période de réalisation				Année de référence
Du	1er janvier 2025	au	31 mars 2026	An1

Correspondance avec le programme

Votre projet répond à quel(s) objectif(s) du programme?

- Soutenir la réponse aux besoins de base

  Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée

  ☐ Un meilleur accès à un logement adéquat, abordable et salubre, puis le maintien de celui-ci

- Miser sur le pouvoir d’agir

  Une plus grande capacité d’agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes

  ☐ Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent

- Renforcer le tissu social

  X Des réseaux d’entraide et de solidarité renforcés

Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet?

Lisa Filice
Directeur(trice) général(e)
lfilice@amcal.ca
(514) 694-3161

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme.

Lisa Filice
Directeur(trice) général(e)
lfilice@amcal.ca
(514) 694-3161

Envoyer la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer les conventions avec la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire.

Description et planification du projet

Présentation du projet

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment)

Ce projet a pour objectif de donner aux élèves du primaire les compétences sociales et émotionnelles essentielles à leur développement et sont complémentaires aux compétences académiques enseignées au sein des écoles.

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Une expérience positive de l'école pour les enfants et ainsi favoriser la persévérance scolaire.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l’objectif à atteindre.

(Base de votre plan de travail)

Objectifs
[L'acquisition des enfants d'habiletés nécessaires afin de bâtir et maintenir de saines relations interpersonnelles.
[500 caractères]
[500 caractères]
[500 caractères]
[500 caractères]

Activités prévues :

Description	Lieu(x) déroulement	Fréquence de l'activité	Nombre estimé de personnes participantes différentes
[Ateliers offerts aux enfants au sujet d'habiletés sociales.		[250 caractères]	100
[500 caractères]		[250 caractères]	
[500 caractères]		[250 caractères]	
[500 caractères]		[250 caractères]	
[500 caractères]		[250 caractères]	

Personnes ciblées directement par le projet

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Enfants (6 – 11 ans),	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total
Enfants (6 – 11 ans),	35	50		85
[Menu déroulant]				
[Menu déroulant]				
[Menu déroulant]				

- *Tous les groupes d'âge,*
- *Petite enfance (0 – 5 ans),*
- *Enfants (6 – 11 ans),*
- *Adolescents (12 – 17 ans),*
- *Jeunes adultes (18 – 30 ans),*
- *Adultes (31 – 64 ans),*
- *Personnes aînées (65 ans et plus)*
- *Âge inconnu.*

Type de ménage

- ☐ Couples avec enfant(s)
- ☐ Couples sans enfants
- ☐ Familles monoparentales
- ☐ Personnes seules
- ☐ Tous les types de ménage
- ☐ Ne s'applique pas à ce projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

(Maximum 5 choix)

- ☐ Les personnes à faible revenu
- ☐ Les personnes résidentes de logements sociaux
- ☐ Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être
- ☐ Les personnes en situation d'itinérance
- ☐ Les personnes LGBTQ2IA+
- ☐ Les personnes autochtones
- ☐ Les personnes racisées
- ☐ Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
- ☐ Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
- ☐ Les personnes immigrantes
- ☐ Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap
- ☐ Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
- ☐ Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
- ☐ Les personnes utilisatrices de drogues
- ☐ L'ensemble de la population
- ☐ Ne s'applique pas à ce projet

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année de référence	Montant demandé Initial	Ajusté	Autofinancement	Contributions monétaires des autres partenaires	Coût total par édition
An1	11 800 $			11 800 $	

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail :

Poste(s) à taux horaire	Taux horaire ($/h)	Avantage sociaux (%)	Nombre d'heure par semaine	Nombre de semaine	Nombre de poste(s)
Intervenant(e)	**$22/h**	10	15	20	1
Chargé(e) de projet	**$29.19/h**	10	7	20	1
	$/h				
	$/h				

Poste(s) forfaitaires(s)	Montant par poste	Nombre de poste(s)
	$	
	$	
	$	

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	Nom personne contacte	Courriel personne contacte	Contribution monétaire	Autre(s) type(s) de contribution	Contribution(s) confirmée(s)
Ville de Pointe-Claire	Valérie Hohaus	Valerie.Hohaus@pointe-claire.ca	**11 800 $**		**Oui**

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l'analyse de votre dossier.

…

Soumission

Soumission de la demande

☑ En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Service de la Diversité et de l'inclusion sociale
Ville de Montréal
2025

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS



Convention d'aide financière sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, inscrit dans la convention d'aide financière portant sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'« Entente »).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Comme il est prévu, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle;*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MESS.*

Précisions relatives aux principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services

Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention Minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention Complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale.
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		

2 S. O. : sans objet

Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



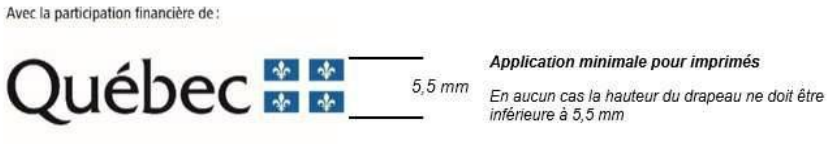
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258377001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction stratégies et programmes , Division programmes
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 35 400 $, à trois différents organismes, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) - ville liée Pointe-Claire / Approuver les projets de convention à cet effet / CF-SDIS-25-020

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1258377001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget

Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-13

Alpha OKAKESEMA
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1250348004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 75 000 $ et un soutien technique d'une valeur de 37 500 $ à l'Université de Sherbrooke pour la réalisation du projet Biodiversité Québec entre le 16 octobre 2023 et le 15 octobre 2028 / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier 75 000 $ et un soutien technique d'une valeur de 37 500 $ à l'Université de Sherbrooke pour la réalisation du projet Biodiversité Québec pour la période allant du 16 octobre 2023 au 15 octobre 2028 ;

2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-06-17 10:03

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250348004**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 75 000 $ et un soutien technique d'une valeur de 37 500 $ à l'Université de Sherbrooke pour la réalisation du projet Biodiversité Québec entre le 16 octobre 2023 et le 15 octobre 2028 / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le territoire québécois couvre plusieurs milliers de kilomètres carrés et comprend un large éventail de milieux naturels s'étendant de la forêt tempérée à la toundra arctique, en passant par les eaux glacées bordant les côtes. La quantification et le suivi de l'état des écosystèmes québécois sont au-delà des capacités individuelles des scientifiques ou même de celles des gouvernements.
L'Université de Sherbrooke a initié un projet de recherche qui vise principalement à soutenir les activités de recherche nécessaires pour le maintien et le développement d'un système intégré de suivi, de synthèse et de prédiction de la biodiversité, dans le cadre duquel elle partage des données et des connaissances sur la biodiversité par leur diffusion sur le portail Internet de Biodiversité Québec. Ce projet de recherche est soutenu par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG). Il implique également une collaboration entre le milieu de la recherche scientifique universitaire, des ministères québécois et fédéraux et des organismes à but non lucratif, notamment l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill, l'Université Laval, Wildlife Conservation Society Canada, Conservation de la nature Canada, Société pour la nature et les parcs du Canada, Environnement et Changement Climatique Canada, le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs. Depuis 2021, l'Insectarium contribue à ce projet.

Le succès de la démarche a fait émerger de nouveaux besoins de produits de recherche tandis que de nouveaux partenaires se sont manifestés. Ainsi, il a été décidé de poursuivre le projet. Un nouveau soutien financier a été obtenu du CRSNG, en octobre 2023, dans l'objectif général d'utiliser le système d'information sur la biodiversité du Québec pour le calcul et la diffusion en temps réel d'outils d'aide à la décision. L'Insectarium souhaite contribuer à ce nouveau volet du projet. Son expertise en entomologie, en monitoring automatisé des insectes, en intelligence artificielle, dans l'analyse des impacts des changements climatiques sur la biodiversité des insectes et dans la gestion de projet en science participative sera précieuse pour les objectifs de Biodiversité Québec et le bon déroulement du volet entomologique du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1126 (23 juin 2021): Accorder une contribution financière d'une somme maximale de 50 000 $ et une contribution en biens et services d'une valeur maximale à 33 750 $ à l'Université de Sherbrooke, pour une durée de 5 ans, pour le projet de recherche intitulé "Système d'observation et de prédiction des changements de biodiversité" et obtention d'une licence d'utilisation de la part de l'Université (#1213942002)

DESCRIPTION

La convention est d'une durée de 5 ans et rétroactive au 16 octobre 2023, date à laquelle débute la contribution du CRSNG, et se termine le 15 octobre 2028.
En plus de sa contribution financière de 75 000 $, l'Insectarium contribuera au projet de recherche en services techniques pour une valeur maximale de 37 500 $. Ce soutien en nature se concrétisera de la manière suivante :

- un soutien technique et d'expertise du personnel de l'Insectarium (récolte de données, consolidation des données, contrôle de qualité, transfert de données; expertises en conservation des espèces menacées, expertises diverses) ;
- l'accès à certaines installations de l'Insectarium, au besoin ;
- la visite de groupe de travail et la co-supervision d'un(e) étudiant(e) gradué(e) (années 2 à 5).

La contribution en nature sera effectuée et comptabilisée au fur et à mesure de l'évolution des travaux et se fera conditionnellement à la disponibilité du personnel et des équipements.

JUSTIFICATION

Ce projet répond aux missions fondamentales de recherche, de conservation et d'éducation d'Espace pour la vie. Plus précisément, ce projet permettra à la Ville de Montréal de bénéficier de données ainsi que d'outils d'analyse et d'aide à la décision qui seront utiles en matière de protection de la biodiversité; notamment une base de données d'observations géoréférencées, un ensemble de cartes de répartition d'espèces, l'identification de zones clés de biodiversités et des bilans de biodiversité pour les insectes du Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière de 75 000 $ est prévue au service de l'Espace pour la vie (division collections et recherche de l'Insectarium). Cette contribution financière sera assumée à 100 % par la Ville centre.
Le versement de la contribution se fera en 3 versements:

- un premier versement de 25 000 $ dans les 30 jours suivant la signature de la convention;
- un deuxième versement de 25 000 $, au plus tard le 15 octobre 2026;
- un troisième versement de 25 000 $ au plus tard le 15 octobre 2027.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment les priorités suivantes:

- Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision
- Priorité 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement

supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La recherche réalisée dans ce projet contribuera à l'atteinte des engagements internationaux définis par le nouveau Cadre mondial pour la biodiversité, élaboré à l'occasion de la Conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique, tenue en 2022 à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Terminaison de la convention: octobre 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fiorella NUNEZ CARPIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michele PICARD, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxim LARRIVEE
directeur(-trice) de l'insectarium

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-09

Julie JODOIN
Directrice de service - Espace pour la vie

Tél : 438 992-4386
Télécop. :

Tél : 438 923-4305
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2025-06-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1250348004
Unité administrative responsable : Insectarium de Montréal
Projet : Accorder un soutien financier de 75 000 $ et un soutien technique d'une valeur de 37 500$ à l'Université de Sherbrooke pour la réalisation du projet Biodiversité Québec entre le 16 octobre 2023 et le 15 octobre 2028.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**x**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision
- Priorité 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Priorité 2 : Ce projet répond aux missions fondamentales de recherche, de conservation et d'éducation d'Espace pour la vie. Plus précisément, ce projet permettra à la Ville de Montréal de bénéficier de données ainsi que d'outils d'analyse et d'aide à la décision qui seront utiles en matière de protection de la biodiversité; notamment une base de données d'observations géoréférencées, un ensemble de cartes de répartition d'espèces, l'identification de zones clés de biodiversités et des bilans de biodiversité pour les insectes du Québec. La recherche réalisée dans ce projet contribuera à l'atteinte des engagements internationaux définis par le nouveau Cadre mondial pour la biodiversité, élaboré à l'occasion de la Conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique, tenue en 2022 à Montréal.
- Priorité 16 : Ce projet de recherche de l'Université de Sherbrooke, dont l'Insectarium est partie prenante, est soutenu par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG). Il implique également une collaboration entre le milieu de la recherche scientifique universitaire, des ministères québécois et fédéraux et des organismes à but non lucratif, notamment l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill, l'Université Laval, Wildlife Conservation Society Canada, Conservation de la nature Canada, Société pour la nature et les parcs du Canada, Environnement et Changement Climatique Canada, le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION DE LA VILLE DE MONTRÉAL À L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121 364 749
Numéro d'inscription TVQ : 1 006 001 374

Ci-après appelée « **Ville** »

ET: **UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE**, personne morale constituée en vertu des lois du Québec, ayant son siège social au 2500, boulevard de l'Université, Sherbrooke, Québec, J1K 2R1 agissant et représentée aux fins de la présente convention par madame Anne Lessard, vice-rectrice à la recherche;

Ci-après appelée l' « **Université** »;

La Ville et l'Université sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** »;

ATTENDU QUE l'Université a initié et gère un projet de recherche qui vise principalement à soutenir les activités de recherche nécessaires pour le maintien et le développement d'un système intégré de suivi, de synthèse et de prédiction de la biodiversité, dans le cadre duquel l'Université partage des données et des connaissances sur la biodiversité par leur diffusion sur le portail internet de Biodiversité Québec.

ATTENDU QUE le projet de recherche est reconnu et cofinancé dans le cadre d'un programme de financement du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG).

ATTENDU QUE ce projet de recherche implique notamment une collaboration entre le milieu de la recherche scientifique universitaire, des ministères québécois et fédéraux, des organismes à but non lucratif et la Ville;

ATTENDU QU'À l'invitation de l'Université**,** la Ville convient de conclure la présente convention avec l'Université afin de contribuer financièrement et en nature à la réalisation de son projet de recherche intitulé « Outils d'aide à la décision en temps réel pour le développement responsable en matière de biodiversité », lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1 de la présente convention;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention, prévoir les modalités qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la présente convention s'inscrit dans le cadre du fonctionnement du Projet;

ATTENDU QUE le Projet est également réalisé en collaboration avec l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill, l'Université Laval, Wildlife Conservation Society Canada, Conservation de la nature Canada, Société pour la nature et les parcs du Canada, Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC), le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs; et que des ententes distinctes seront signées avec chacun d'entre eux;

ATTENDU QUE l'Université a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel elle pourrait être assujettie à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE le Règlement sur la gestion contractuelle adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

2.1 « **Annexe 1 ou Projet** »: Désigne l'extrait du document intitulé « Formulaire 101 - demande de subvention – Programme Subventions Alliance », déposé par l'Université pour son projet de recherche intitulé « Outils d'aide à la décision en temps réel pour le développement responsable en matière de biodiversité » et dûment accepté par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) »; ledit projet y est décrit plus amplement.

2.2 « **Annexe 2** »: Désigne une lettre datée du 18 octobre 2023 qui confirme l'attribution d'une subvention à la somme maximale de 2 308 920 $ par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) à l'Université pour lui permettre de réaliser son Projet (Annexe 1).

2.3 « **Annexe 3** »: Désigne le document qui fixe les modalités et les conditions de la contribution financière et de la contribution en nature (en biens et en services) que doit effectuer la Ville dans le cadre de la présente convention; ladite contribution financière est d'une valeur de soixante-quinze mille dollars (75 000,00$) et ladite contribution en nature est d'une valeur estimée à trente-sept mille cinq cents dollars (37 500,00$) pour la durée de la présente convention.

2.5 « **Annexe 4** ou **Protocole de visibilité** »: Désigne le document intitulé « Protocole de visibilité » de la Ville mentionné à l'article 12 (Promotion et publicité) de la présente convention.

2.6 « **Chercheur principal** »: Désigne le responsable de la direction scientifique et de la réalisation du Projet au sein de l'Université, lequel est identifié à l'article 4 (Chercheur principal) de la présente convention, ainsi que des aspects administratifs et financiers liés aux différentes contributions pour la réalisation du Projet, incluant la correspondance entre les Partenaires.

2.7 « **Date de terminaison** » Désigne le moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation (article 17 - Résiliation) ou à l'arrivée de son terme (article 8 – Durée).

2.8 « **Partenaires** »: Désigne, outre la Ville et l'Université, l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill, l'Université Laval, Wildlife Conservation Society Canada, Conservation de la nature Canada, Société pour la nature et les parcs du Canada, Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC), le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs. Aux fins de la présente convention, ils sont individuellement ou collectivement appelés un « **Partenaire** » ou les « **Partenaires** ». Compte tenu de la nature des travaux ou services requis pour la réalisation du Projet (Annexe 1) dans le cadre de la présente convention, les Partenaires n'assument aucune obligation de résultat, mais plutôt une obligation de moyen.

2.9 « **Propriété intellectuelle antérieure** » Signifie toute propriété intellectuelle conçue, développée, acquise ou autrement obtenue par l'une ou l'autre des Parties ou l'un ou l'autre des Partenaires antérieurement à la conclusion de la présente convention ou en dehors du cadre de la réalisation du Projet. Toute propriété intellectuelle antérieure au Projet, fournie par une Partie ou par un Partenaire dans le cadre de la réalisation du Projet, demeure sa propriété.

2.10 « **Rapport annuel** »: Document présentant un bilan des activités et accomplissements dans le cadre du Projet pour chaque année de la présente convention;

2.11 « **Reddition de compte** »: Désigne un rapport présentant les fins pour lesquelles la contribution financière reçue de la Ville, et l'appariement correspondant du CRSNG, ont été utilisés;

2.12 « **Renseignements confidentiels** »: Désigne tous les renseignements ou toutes les informations techniques, quel que soit le support utilisé, échangés entre les Parties ou entre les Partenaires, identifiés comme étant confidentiels conformément aux modalités décrites à l'article 10 (Confidentialité) de la présente convention;

2.13 « **Responsable** »: Désigne le Directeur de l'Insectarium de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et les conditions de la contribution accordée par la Ville à l'Université laquelle contribution doit être dédiée exclusivement à la réalisation du Projet; lequel est décrit plus amplement à l'Annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 4
CHERCHEUR PRINCIPAL

4.1 Désignation du Chercheur principal

Les Parties reconnaissent que monsieur Dominique Gravel, professeur au Département de biologie, de la Faculté des sciences de l'Université, agit comme Chercheur principal et qu'à ce titre, il est responsable de la direction scientifique et de la réalisation du Projet ainsi que des aspects administratifs et financiers liés aux contributions des Partenaires. Il assure également la coordination et les communications entre les Partenaires et dirige l'équipe du Projet qui participe à la réalisation du Projet.

4.2 Remplacement du Chercheur principal

Advenant que le Chercheur principal doive être remplacé, une entente préalable entre les Partenaires est requise pour désigner un nouveau Chercheur principal. Dans un tel cas, tous les candidats au remplacement du Chercheur principal seront évalués par les Partenaires.

Si l'Université ne peut pas trouver un remplacement acceptable par la Ville, celle-ci pourra résilier cette convention selon les termes de l'article 17.1 des présentes.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ

En considération de la contribution financière et de la contribution en nature de la Ville, l'Université s'engage à:

5.1 Réalisation du Projet (Annexe 1)

5.1.1 réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention, sous la direction du Chercheur principal.

5.1.2 assurer:

a. l'engagement du personnel de recherche associé à la réalisation du Projet;

b. la mise en place des infrastructures et des espaces de laboratoire nécessaires aux activités et travaux permettant la réalisation du Projet;

c. la participation au Projet d'étudiants de maîtrise, de doctorat et post-doctorat, le cas échéant.

5.1.3 utiliser les contributions de la Ville exclusivement et uniquement aux fins de la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

5.1.4 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention, étant entendu que la contribution de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à celle décrite à l'article 6 (Obligations de la Ville) de la présente convention.

5.1.5 exécuter la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable.

5.1.6 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention.

5.1.7 informer sans délai le Responsable de toute situation particulière ou problématique liée à la réalisation du Projet ou au statut du Chercheur principal.

5.1.8 remettre au Responsable, une fois l'an au plus tard le 1er mai de chaque année, un Rapport annuel de l'année d'opération précédente dressant un bilan des activités et accomplissements dans le cadre du Projet. Ce rapport doit également faire état des publications découlant du Projet.

5.1.9 informer dans les meilleurs délais possibles le Responsable de toute situation problématique ou modification liée à la participation ou la contribution de l'un ou l'autre des autres Partenaires ou encore à l'ajout d'un nouveau Partenaire, étant entendu qu'un tel ajout doit être préalablement approuvé par le Responsable.

5.2 Autorisations et permis

5.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

5.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention et les travaux ou activités qui y sont reliés.

5.3 Respect des lois

5.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur dans le cadre de la réalisation du Projet, et se conformer, dans la mesure où certaines activités réalisées dans le cadre du Projet impliquaient des installations de la Ville, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville.

5.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Université sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

5.3.3 dans la mesure où l'Université traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Université sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

5.4 Aspects financiers

5.4.1 assurer une Reddition de compte constante et transparente et, sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment tenir, aux fins de la présente convention, des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des contributions versées ou fournies par la Ville.

5.4.2 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 novembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la date effective de la présente convention et le 15 octobre 2024 pour la première année du Projet et la période du 16 octobre au 15 octobre pour les années subséquentes.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.4.3 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Université pour les contributions versées ou fournies par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces contributions ont été utilisées et joindre ces informations financières, si requis, dans ses états financiers annuels;

5.4.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Université qui sont, à son avis, en lien ou susceptible d'être en lien avec la présente convention, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Université accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.4.5 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Université au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

5.4.6 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les dix (10) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

5.5 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000,00$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération du respect par l'Université des obligations contenues à la présente convention et à la condition que les contributions à être versées ou fournies par les autres Partenaires soient effectivement versées ou fournies, la Ville convient de verser à l'Université une contribution financière maximale de soixante-quinze mille dollars (75 000,00$) incluant tous les frais, y compris les frais indirects de l'Université et les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée exclusivement et uniquement à la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

6.2 Versements de la contribution financière

6.2.1 La contribution financière sera remise à l'Université en trois (3) versements:

6.2.1.1 un premier versement au montant de vingt-cinq mille dollars (25 000,00$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention.

6.2.1.2 un deuxième versement au montant de vingt-cinq mille dollars (25 000,00$), au plus tard le 16 octobre 2026

6.2.1.3 un troisième versement au montant de vingt-cinq mille dollars (25 000,00$), au plus tard le 16 octobre 2027.

6.2.2 L'Université ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

6.2.3 Chaque versement est conditionnel à ce que l'Université ait respecté les modalités et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

6.3 Contribution en biens et services (contribution en nature)

En sus de sa contribution financière et en considération du respect par l'Université des obligations contenues à la présente convention et à la condition que les contributions à être versées ou fournies par les autres Partenaires soient effectivement versées ou fournies, la Ville convient de verser à l'Université une contribution en biens et services d'une valeur en nature estimée à trente-sept mille cinq cents dollars (37 500,00$), pour la durée de la présente convention. La contribution en nature sera effectuée et comptabilisée par la Ville au fur et à mesure de l'évolution de la réalisation du Projet selon les conditions et modalités de l'Annexe 1 et de l'Annexe 3 de la présente convention, selon les critères de calcul qu'elle détermine. La contribution en nature sera effectuée selon la disponibilité du personnel et des équipements requis, étant entendu qu'en aucun cas la Ville ne pourra être tenue d'offrir cette contribution au détriment de ses activités.

6.4 Ajustements des contributions de la Ville

6.4.1 Le Responsable peut suspendre, réduire ou annuler toute contribution si l'Université ou l'un des Partenaires refuse ou néglige d'exécuter, en tout ou en partie, une de ses obligations à sa satisfaction et il peut également, en telle circonstance, exiger la remise de toute somme versée ou le remboursement en argent de toute contribution en biens et services fournie en vertu de la présente convention.

6.4.2 Le Responsable peut exiger la remise par l'Université de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention. De plus, le Responsable pourra réduire les contributions de la Ville si la réalisation du Projet de recherche décrit à l'Annexe 1 de la présente convention ne requiert plus les contributions maximales prévues aux articles 6.1 (Contribution financière) et 6.3 (Contribution en biens et services (contribution en nature)) de la présente convention.

6.4.3 Le versement ou la fourniture des contributions de la Ville est effectué à la condition que les contributions à être versées ou fournies par les autres Partenaires pour la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention soient effectivement versées ou fournies. Le cas échéant, le Responsable peut suspendre, réduire ou annuler toute contribution de la Ville ou encore, en exiger la remise, en tout ou en partie, par l'Université.

ARTICLE 7
COMITÉ COORDINATION

7.1 Un comité de coordination, composé du Pr Dominique Gravel, des coordonnateurs à la recherche de l'Université de Sherbrooke impliqués dans le Projet et de deux représentants du MELCCFP, est formé dans les six mois qui suivent l'obtention de la subvention et se rencontre deux fois par mois pour assurer la coordination du Projet, notamment pour coordonner les travaux et la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1.

7.2 La coordination du Projet produit à chaque mois de mai un Rapport annuel de l'année d'opération précédente dressant un bilan des activités et accomplissements dans le cadre du Projet. Ce rapport doit également faire état des publications découlant du Projet.

7.3 Les Partenaires sont également informés des avancements du Projet lors d'une rencontre annuelle, à chaque mois de septembre, en personne. Lors de cette rencontre annuelle, la coordination présente de vive voix à tous les Partenaires le bilan des accomplissements et les activités de l'année qui précède la rencontre.

ARTICLE 8
DURÉE

8.1 La présente convention entre en vigueur rétroactivement au 16 octobre 2023 et se termine, sous réserve de l'article 17 (Résiliation et défaut) de la présente convention, le 15 octobre 2028. Si l'Université, en accord avec les Partenaires, décide d'utiliser l'année de prolongation automatique proposée par le CRSNG, la présente convention sera prolongée automatiquement jusqu'au 15 octobre 2029.

ARTICLE 9
SURVIE DE LA CONVENTION

Nonobstant la Date de terminaison de la présente convention stipulée à l'article 8 (Durée) de la présente convention, les articles 5.4.2, 5.4.3, 5.4.4, 5.4.5 et 5.4.6 qui concernent la Reddition de compte, 10 (Confidentialité), 11 (Publication et divulgation par l'Université), 12 (Promotion et Publicité), 13 (Propriété intellectuelle), 14 (Assurances et responsabilité) et 15 (Gouvernance et éthique) de la présente convention demeurent en vigueur et continuent à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
CONFIDENTIALITÉ

10.1 Sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), les Renseignements confidentiels échangés entre les Parties ou les Partenaires, formellement identifiés comme étant confidentiels, ne peuvent être divulgués à quiconque, sauf aux personnes œuvrant au sein de chacune des Parties ou des Partenaires et qui ont besoin de les connaître aux fins de la présente convention. La Partie ou le Partenaire qui reçoit des Renseignements confidentiels ne se voit aucunement accorder de droit de propriété ou de licence sur ceux-ci, lesquels demeurent la propriété exclusive de la Partie ou du Partenaire qui les communique.

10.2 Chaque Partie doit veiller au respect de l'obligation de confidentialité et prendre toutes les mesures nécessaires afin que les Renseignements confidentiels qui lui sont communiqués ne soient révélés à aucune autre personne, sauf avec l'autorisation écrite préalable de la Partie ou, le cas échéant, du Partenaire les ayant communiqués. À cette fin, l'Université s'engage à informer toutes les personnes visées par cette obligation, dans le cadre de la réalisation des travaux du Projet.

10.3 L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux renseignements qui:

i. ne sont pas formellement identifiés comme étant « CONFIDENTIELS ».

ii. sont déjà connus, de façon légale, ou sont déjà connus légitimement, de la Partie ou du Partenaire à qui ils sont communiqués.

iii. deviennent partie intégrante du domaine public sans transgresser les dispositions de la présente convention.

iv. ont été obtenus légalement par un tiers, de bonne foi, sans lien de dépendance.

vi. dont la divulgation était nécessaire en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une ordonnance d'un tribunal.

10.4 Ces obligations relatives à la confidentialité prennent fin lorsqu'une autorisation de divulgation est donnée par la Partie ou le Partenaire ayant communiqué les Renseignements confidentiels, mais au plus tard, trois (3) ans après la Date de terminaison de la présente convention.

ARTICLE 11
PUBLICATION ET DIVULGATION PAR L'UNIVERSITÉ

11.1 La formation et la recherche font partie du rôle de l'Université. Dans le respect de cette mission, sous réserve des articles 10 (Confidentialité) et 11 (Publication et divulgation par l'Université) de la présente convention, l'Université peut utiliser les résultats des travaux de recherche effectués dans le cadre du Projet (Annexe1) aux fins d'enseignement, de recherche et de publication dans le cadre normal de la diffusion des connaissances, y compris la publication de mémoires de maîtrise ou de thèses de doctorat, d'articles

scientifiques, de séminaires et autres présentations orales ou écrites et le cas échéant, demander à des experts dont elle retient les services d'évaluer à titre de jury, les mémoires ou thèses.

11.2 En plus de son obligation de confidentialité stipulée à l'article 10 (Confidentialité) de la présente convention à l'égard des Renseignements confidentiels qui lui ont été communiqués par la Ville ou tout autre Partenaire, l'Université doit, avant de divulguer tout article scientifique ou toute publication ou présentation dans le cadre d'un séminaire (excluant, pour plus de clarté, tout contenu publié sur le portail internet de Biodiversité Québec) relatif aux travaux réalisés dans le cadre du Projet, aux résultats ou à toute propriété intellectuelle qui en découle, qui implique, vise ou concerne la Ville, en remettre une copie au Responsable afin qu'il puisse s'y opposer par écrit s'il y a lieu, pour:

i. s'assurer que la publication ou la divulgation respecte l'obligation de confidentialité à l'égard des Renseignements confidentiels stipulée à l'article 10 (Confidentialité) de la présente convention;

ii. prendre les moyens nécessaires pour protéger les Renseignements confidentiels qui, s'ils étaient publiés ou divulgués, pourraient faire perdre son caractère confidentiel aux Renseignements confidentiels ou encore, leur valeur commerciale.

11.3 Le Responsable dispose d'une période de quarante-cinq (45) jours suivant la date de réception du projet de publication pour soumettre par écrit ses commentaires à l'Université. Si la Ville et l'Université ne parviennent pas à s'entendre sur une version acceptable pour tous dans un délai de quarante-cinq (45) jours de la date de réception des commentaires, l'Université produira la version finale de la publication en retranchant les Renseignements confidentiels dont la publication ou diffusion est contestée par le Responsable.

11.4 À défaut de recevoir les commentaires du Responsable à l'intérieur du délai de quarante-cinq (45) jours mentionné à l'article 11.3 de la présente convention, l'Université peut considérer que la Ville est en accord avec le projet de publication tel que soumis.

ARTICLE 12
PROMOTION ET PUBLICITÉ

12.1 L'Université s'engage à faire état de la contribution accordée par la Ville, conformément au Protocole de visibilité (Annexe 4), dans tout rapport de recherche destiné à la Ville ou article scientifique, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, de même que sur le portail internet de Biodiversité Québec, et faire en sorte que ces derniers reflètent, de façon équitable, l'importance de ladite contribution par rapport aux autres Partenaires.

12.2 Chaque Partie s'engage à ne pas utiliser le nom de l'autre Partie ni celui de l'un de ses membres à quelque fin que ce soit, sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie. Les Parties conviennent cependant qu'elles peuvent mentionner, sans autorisation préalable de l'autre Partie, le partenariat auquel elles sont parties, mais sans en divulguer la teneur sous réserve, le cas échéant, des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1).

12.3 L'Université s'engage à associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec la présente convention.

ARTICLE 13
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

13.1 Les droits octroyés en vertu du présent article 13 (Propriété intellectuelle) ne portent sur aucun droit de propriété intellectuelle découlant des travaux de recherche, résultats ou produits issus de travaux de recherche extérieurs à ceux du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention, sauf, le cas échéant, s'ils sont incorporés dans les résultats ou produits issus des travaux de recherche effectués dans le cadre du Projet ou de la présente convention et dans tout droit de propriété intellectuelle en découlant.

13.2 Sous réserve du respect des engagements et des obligations de l'Université, les résultats ou produits issus des travaux de recherche effectués dans le cadre du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention et tout droit de propriété intellectuelle en découlant, tels les brevets, dessins industriels, savoir-faire, marques de commerce et les droits d'auteur, sont la propriété exclusive de l'Université et/ou des auteurs de tels résultats ou produits, selon les politiques applicables de l'Université. Elle pourra requérir et maintenir l'enregistrement de tels droits dans le pays de son choix. L'exercice par l'Université de ses droits de propriété intellectuelle est soumis au respect de son obligation de confidentialité stipulée à l'article 10 (Confidentialité) de la présente convention.

13.3 L'Université confirme par les présentes sa volonté, conformément à sa mission de partage des connaissances sur la biodiversité, de diffuser sur le portail internet de Biodiversité Québec les données produites par Biodiversité Québec dans le cadre du Projet. La Ville aura ainsi accès à celles-ci selon les modalités des licences (Creative Commons ou autres) qui seront choisies pour chacune des catégories de données.

13.4 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports et autres documents remis à la Ville aux fins de la reddition de compte du Projet dans le cadre de la présente convention, dont le Rapport annuel et la Reddition de compte, (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Université, tout comme les droits de propriété y afférents.

13.5 L'Université accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales et libre de redevances, l'autorisant à utiliser, à reproduire, à conserver et à copier les Rapports, en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit, à des fins municipales seulement.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

14.1 L'Université s'engage à garantir et à tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant des activités effectuées par l'Université dans la réalisation des travaux du Projet. L'Université s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre la Ville par des tiers et découlant des activités effectuées par l'Université dans la réalisation des

travaux du Projet (sauf dans la mesure prévue au paragraphe 14.3), et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

14.2 L'Université doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00$) par accident ou événement.

14.3 L'Université déclare que l'utilisation qu'elle fera des résultats issus du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention relèvera de sa seule responsabilité. La Ville déclare que l'utilisation qu'elle fera des Rapports relèvera de sa seule responsabilité

14.4 Les Parties doivent assurer, en tout temps, le respect des lois, des règlements ou des ordonnances en qui a trait à la sécurité des salariés et étudiants, à l'environnement et à toute autre matière semblable régissant l'exécution des activités se déroulant dans leurs installations et sites. Le cas échéant, chaque Partie s'assurera que les représentants de l'autre Partie qui seront présents dans ses installations et sites soient mis au fait des règles, politiques et pratiques en santé et sécurité alors en vigueur pour ces installations et sites.

14.5 La Ville reconnaît qu'il n'existe aucune garantie, déclaration ou condition, expresse ou implicite, faite par l'Université, ses employés ou ses représentants, y compris, mais sans s'y limiter, les garanties implicites de qualité marchande, de valeur commerciale et d'adaptation à une fin donnée quant aux produits, technologies, logiciels ou systèmes conçus, fabriqués ou vendus découlant de l'utilisation par la Ville, le cas échéant, des résultats du Projet et de la propriété intellectuelle qui s'y rattache.

ARTICLE 15
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

15.1 La Ville prend acte que le Chercheur principal ainsi que toutes les personnes impliquées dans le Projet par l'entremise de l'Université sont soumis à des politiques, directives et règlements de l'Université en matière d'éthique, d'intégrité en recherche et de conflit d'intérêts.

15.2 L'Université doit, dans la réalisation de la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

15.3 L'Université doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

15.4 L'Université s'engage à éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel de son personnel ou de ses administrateurs et celui de l'un ou l'autre des Partenaires ou créant l'apparence d'un tel conflit.

15.5 L'Université doit utiliser la contribution octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le

salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Université.

15.6 Les Parties confirment qu'aucun avantage n'a été promis, offert ou accordé à qui que ce soit en raison ou en vue de la conclusion de la présente convention et que personne n'a été employé pour solliciter ou obtenir la conclusion de la présente convention moyennant promesse d'une commission, d'un pourcentage, de frais de courtage ou d'une gratification éventuelle.

15.7 Chaque Partie s'engage à dénoncer à l'autre Partie concernée, par écrit, toute situation de conflit d'intérêts potentiel ou réel touchant les membres de son personnel ou les autres personnes que la Partie concernée implique dans le Projet dès qu'une telle situation de conflit d'intérêts est connue.

ARTICLE 16
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Université déclare et garantit :

16.1 qu'elle a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

ARTICLE 17
RÉSILIATION ET DÉFAUT

17.1 La Ville peut, agissant raisonnablement, résilier en tout temps la présente convention. Dans l'éventualité où la Ville décide de résilier la présente convention, elle doit envoyer un avis écrit de soixante (60) jours à l'Université pour l'informer de sa décision. Dès l'envoi de cet avis, les Parties peuvent déterminer les meilleurs moyens pour protéger les résultats acquis depuis le début des travaux de recherche effectués dans le cadre de la présente convention.

17.2 Dans l'éventualité où la Ville décide de résilier la présente convention:

17.2.1 la résiliation prend effet au plus tard à l'expiration du délai de soixante (60) jours mentionné au paragraphe 17.1 de la présente convention.

17.2.2 l'Université convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

17.2.3 toute contribution non versée à l'Université cesse de lui être due. L'Université doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée selon les modalités édictées par le paragraphe 17.3 de la présente convention.

17.3 En cas de résiliation effectuée en vertu du paragraphe 17.1 de la présente convention, l'Université:

17.3.1 doit remettre au Responsable un rapport sommaire sur l'état d'avancement et les conclusions des travaux de recherche connus à cette date et permettre à ce dernier d'avoir libre accès à toutes les données et à tous les résultats de recherche disponibles à cette date.

17.3.3 pourra, à la condition de remettre les pièces justificatives pertinentes le justifiant, déduire de la somme à rembourser à la Ville en vertu du paragraphe 17.2.3 de la présente convention, et cela au prorata de la contribution de la Ville relativement à l'ensemble des autres Partenaires comme prévue à l'Annexe 1, les dépenses encourues par l'Université ainsi que les engagements financiers raisonnables et irrévocables pris en date de la transmission de l'avis de résiliation prévu au paragraphe 17.1 de la présente convention, jusqu'à concurrence de la contribution financière de la Ville pour l'année au cours de laquelle survient la résiliation.

17.3.4 doit remettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents que l'Université avait comme obligation de fournir à la Ville en vertu de la présente convention, si ceux-ci avaient été préparés à la date de l'avis de résiliation.

17.3.5 n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

17.4 Si l'une ou l'autre des Parties est en défaut au terme de la présente convention, l'une ou l'autre des Parties peut la résilier, si dans les trente (30) jours de la réception d'un avis écrit à la Partie en défaut, celle-ci n'a pas pris les mesures nécessaires pour remédier aux manquements reprochés; la présente convention est alors réputée résiliée à l'égard de la Partie en défaut à compter de la date de transmission dudit avis.

17.5 Dans le cas d'une résiliation pour cause de défaut, les Parties doivent établir et régler, le cas échéant, le montant à être déboursé par la Ville ou remboursé par l'Université notamment en fonction des modalités édictées par le paragraphe 17.3 de la présente convention en effectuant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

17.6 Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, en aucun cas la Ville ne peut être tenue de verser une somme excédant la contribution prévue à l'article 6 (Obligations de la Ville) de la présente convention pour l'année au cours de laquelle survient la résiliation. La Ville n'est pas non plus tenue de payer les engagements financiers pris au-delà de l'année au cours de laquelle survient la résiliation.

ARTICLE 18
FORCE MAJEURE

18.1 En cas de délais ou de retards significatifs dans l'exécution des travaux de recherche effectués dans le cadre de la présente convention, occasionnés par une force majeure, la Ville peut, à sa discrétion, choisir l'une ou l'autre des mesures suivantes:

18.1.1 prolonger raisonnablement tout délai prévu à la présente convention;

18.1.2 résilier la présente convention en transmettant un avis écrit à l'Université. Dans un tel cas, la portion de sa contribution non encore versée cesse d'être due. Également, l'Université doit remettre, le cas échéant, à la Ville, la portion non utilisée de sa contribution à compter de la date de cette résiliation, et ce, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. Dans ce cas, l'article 9 (Survie de la convention) trouve application.

ARTICLE 19
CONVENTION COMPLÈTE – MODIFICATION

19.1 La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'accord intervenu entre les Parties relativement au Projet.

19.2 Aucun changement ou modification à la présente convention ne peut être fait, ni considéré valide, sans le consentement préalable et écrit des Parties. Aucune condition ou disposition de la présente convention n'est présumée avoir fait l'objet d'une renonciation par une Partie, à moins que cette Partie n'ait formulé cette renonciation par écrit.

ARTICLE 20
ÉQUIPEMENTS

Les équipements et le matériel acquis par l'Université aux fins de la réalisation du Projet (Annexe 1) demeurent la propriété exclusive de l'Université à moins qu'il en soit décidé autrement par les Parties.

ARTICLE 21
AVIS ET COMMUNICATION

21.1 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné par écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour l'Université:

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
Service d'appui à la recherche, à l'innovation et à la création (SARIC)
2500 boulevard de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
Téléphone: (819) 821-7840

À l'attention de Madame Audrey Morin, directrice de section – gestion des contrats
Courriel: SARIC@USherbrooke.ca

Pour la Ville:

VILLE DE MONTRÉAL
Insectarium de Montréal

4581 rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 2B2
Téléphone: (514) 872-0663
À l'attention de: monsieur Maxim Larrivée, directeur de l'Insectarium

Courriel: maxim.larrivee@montreal.ca

21.2 Toute modification relative aux coordonnées mentionnées à l'article 21.1 de l'une des Parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre.

ARTICLE 22
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

22.1 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

22.2 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

22.3 Conventions des Partenaires

La Ville reconnaît que l'Université signera, avec chacun des Partenaires, une convention afin d'encadrer leur contribution respective au Projet. Aucun droit d'exploitation commerciale de tout résultat du Projet ne sera accordé à l'un ou l'autre des Partenaires dans telles conventions.

22.4 Cession

La présente convention est incessible et aucun droit ni aucune obligation qui y sont contenus ne peuvent être cédés ou transférés de quelque manière que ce soit par une Partie sans l'autorisation préalable et écrite de l'autre Partie.

L'Université ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les contributions qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

L'Université doit informer le Responsable dans les plus brefs délais de toute cession que pourrait effectuer l'un ou l'autre des Partenaires de ses droits dans toute convention encadrant la réalisation du Projet.

22.5 Absence de Renonciation

Aucune omission de la part de l'une ou l'autre des Parties de faire-valoir des droits qui découlent du non-respect ou de la violation de la présente convention et aucune acceptation du versement d'une contribution ne peuvent être considérées comme une renonciation à

des droits. Aucune disposition de la présente convention n'est présumée avoir fait l'objet d'une renonciation par une Partie à moins que cette Partie n'ait formulé cette renonciation par écrit.

22.6 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

22.7 Représentations de l'Université

L'Université n'est pas la mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

22.8 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Les documents signés, numérisés et transmis par voie électronique et les documents signés par signatures électroniques sont considérés comme étant des originaux aux fins de la présente convention et de toute question s'y rapportant.

[Signatures volontairement reportées à la page suivante]

EN CONSIDÉRATION DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION À L'ENDROIT ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE:

Le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de 2025

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Par :_____
Madame Anne Lessard
Vice-rectrice à la recherche

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2025 (Résolution n°_____)

ANNEXE 1
Description du Projet

Extrait du Formulaire 101 - Demande de subvention – Programme Subventions Alliance », déposé par l'Université pour son projet de recherche intitulé « Outils d'aide à la décision en temps réel pour le développement responsable en matière de biodiversité »

(Notez qu'afin de faciliter la lecture et aux fins de protection des données, plusieurs documents faisant partie intégrante de la demande de subvention, incluant les curriculum vitae des participants, ne sont pas présentés dans l'Annexe 1.)

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada

Code de l'établissement

ID système (à l'usage exclusif du CRSNG)
526548017

FORMULAIRE 101
Demande de subvention
PARTIE I

Date
2023/05/17

Nom de famille du candidat	Prénom	Initiale(s) de tous les prénoms	N° d'identification personnel (NIP)
[redacted]	[redacted]	D	**Valide** [redacted]

Département	Établissement qui administrera la subvention
Biologie	Université de Sherbrooke

La demande est rédigée [x] en français [ ] en anglais

Quel est le ratio proposé de partage des couts dans le cadre de la demande? 66.67%

Type de subvention demandé
Subventions Alliance

Titre de la proposition
Outils d'aide à la décision en temps réel pour le développement responsable en matière de biodiversité

Décrivez la proposition en utilisant au plus 10 mots-clés. Utilisez des virgules pour les séparer.
Biodiversité, Informatique, Changements climatiques, Études d'impact, Finances responsables, ADN environnemental, Conservation, Aires protégées, Espèces menacées, Communication

Code(s) de sujet de recherche		Code(s) de domaine d'application	
Principal	Secondaire	Principal	Secondaire
4700		400	

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ATTESTATION

Si cette proposition comprend l'un des éléments suivants, cochez la ou les cases appropriées et présentez un protocole au comité d'attestation de l'université ou du collège.

Recherche : [ ] avec des sujets humains [ ] avec des cellules souches pluripotentes humaines [ ] avec des animaux [ ] présentant des risques biologiques

Indiquer si une partie de la recherche proposée sera réalisée à l'extérieur et si vous répondez OUI à la question a), b), c) ou d), remplissez l'annexe A. Voir les instructions pour le formulaire de renseignements environnementaux. [ ] NON [x] OUI

MONTANT TOTAL DEMANDÉ AU CRSNG

1re année	2e année	3e année	4e année	5e année
320,931	529,815	592,804	490,935	374,435

SIGNATURES (consultez les instructions « Ce à quoi engagent les signatures »)

Il est entendu que les conditions générales régissant les subventions, telles qu'elles sont décrites dans le *Guide des programmes destiné aux professeurs* du CRSNG, s'appliquent à toute subvention accordée à la suite de cette demande. Le candidat et les autorités de l'établissement qui l'emploie s'engagent à les respecter.

Candidat

Département, établissement d'enseignement, n° de tél. et n° de téléc. et courriel du candidat

Biologie
Université de Sherbrooke
Tel.: [redacted]
[redacted]

Directeur du département

Doyen de la faculté

Recteur de l'établissement d'enseignement (ou son représentant)

Les renseignements personnels figurant dans ce formulaire et dans les annexes seront intégrés dans le fichier de renseignements personnels du programme approprié.

PROTÉGÉ B UNE FOIS REMPLI

Canada

Personal identification no. (PIN)	Family name of applicant
Valide [redacted]	[redacted]

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ATTESTATION

Si cette proposition comprend l'un des éléments suivants, cochez la ou les cases appropriées et présentez un protocole au comité d'attestation de l'université ou du collège.

Recherche :

avec des sujets humains	avec des cellules souches pluripotentes humaines	avec des animaux	présentant des risques biologiques
[X] Non [ ] Oui	[X] Non [ ] Oui	[X] Non [ ] Oui	[X] Non [ ] Oui

Indiquer si une partie de la recherche proposée sera réalisée à l'extérieur et si vous répondez OUI à la question a), b), c) ou d), remplissez l'annexe A. Voir les instructions pour le formulaire de renseignements environnementaux

[ ] Non [X] Oui

Si vous avez répondu Non, vous n'avez pas à répondre aux autres questions.

a) Une partie de la recherche proposée sera-t-elle réalisée sur un territoire domanial au Canada, à l'exception des terres dont le commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest ou celui du Nunavut a la gestion et la maitrise, selon l'interprétation de ces expressions au paragraphe 2 de la Loi sur l'évaluation dimpact (LEI)? [X] Non [ ] Oui

b) Une partie de la recherche proposée sera-t-elle réalisée à l'étranger? [X] Non [ ] Oui

c) La subvention permettra-t-elle de mener à bien entièrement ou en partie un projet désigné (mentionné dans le Règlement sur les activités concrètes)? [X] Non [ ] Oui

d) Une partie de la recherche proposée relève-t-elle d'un projet désigné (mentionné dans le Règlement sur les activités concrètes) et est-elle menée par une organisation autre que le CRSNG? [X] Non [ ] Oui

N° d'identification personnel (NIP)	Nom de famille d u candidat
Valide [redacted]	[redacted]

COCANDIDATS

J'ai lu l'énoncé « Ce à quoi engagent les signatures sur la demande» dans les instructions qui sont jointes au présent formulaire et j'y souscris.

NIP, nom de famille et initiale(s)	Organisme	Signature
[redacted]	Université Laval	
[redacted]	Université de Sherbrooke	
[redacted]	Université Laval	
[redacted]	McGill University	
[redacted]	Université de Sherbrooke	
[redacted]	Université de Sherbrooke	

N° d'identification personnel (NIP)	Nom de famille d u candidat
Valide [redacted]	[redacted]

Avant de remplir cette section, veuillez lire les instructions relatives à la définition des collaborateurs dans la section Critières d'admissibilité du Guide des programmes destiné aux professeurs.

COLLABORATEURS

NIP, nom de famille et initiale(s)	Organisme et département
[redacted]	Wildlife Conservation Society, MELCCFP, MELCCFP, Insectarium de Montréal, Conservation de la nature Canada, Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec),

N° d'identification personnel (NIP)	Nom de famille du candidat
Valide [redacted]	[redacted]

RÉSUMÉ DE LA PROPOSITION AUX FINS DE DIFFUSION PUBLIQUE (en langage courant).

Ce résumé en langage courant sera mis à la disposition du public si votre proposition est financée. Même si ce n'est pas obligatoire, vous pouvez choisir de fournir votre numéro de téléphone au travail et votre adresse de courriel afin que le public et les médias puissent communiquer facilement avec vous au sujet de vos travaux de recherche.

N° de téléphone au travail (facultatif) : [redacted]

Adresse de courriel (facultatif) : [redacted]

Le territoire québécois couvre plusieurs milliers de kilomètres carrés et comprend un large éventail de milieux naturels s'étendant de la forêt tempérée à la toundra arctique, en passant par les eaux glacées bordant les côtes. La quantification et le suivi de l'état des écosystèmes québécois sont au-delà des capacités individuelles des scientifiques ou même de celles des gouvernements. Pour remédier à ce problème, la valorisation des données existantes et leur harmonisation avec les futures campagnes de suivi environnemental offrent de nombreux avantages pour le Québec et le Canada: acquisition d'information pour le respect des engagements internationaux, réduction des coûts pour l'acquisition de données, mise en place d'information de référence crédible, transparente et accessible au public. Ce projet de recherche vise à soutenir les activités de recherche nécessaires pour le développement d'un système intégré de suivi, de synthèse et de prédiction de la biodiversité. L'objectif général du projet est d'utiliser le système d'information sur la biodiversité du Québec pour le calcul et la diffusion en temps réel d'outils d'aide à la décision. Le programme de recherche décrit dans cette proposition est structuré autour de 4 thèmes principaux : i) nouvelles technologiques d'acquisition et diffusion d'information sur la biodiversité; ii) identification des lieux sensibles; iii) outils d'aide à la décision et d'évaluation d'impacts sur la biodiversité; iv) gouvernance et communication sur la biodiversité. Le projet est soutenu par un ensemble de scientifiques, d'organisations gouvernementales, privées et citoyennes qui poursuivent l'objectif commun d'un meilleur suivi des impacts des activités humaines sur la biodiversité du Québec. La recherche réalisée dans ce projet permettra d'atteindre les engagements internationaux définis par le nouveau Cadre mondial pour la biodiversité élaboré lors de la Conférence des parties tenues en 2022.

Version du résumé dans l'autre langue (facultatif).

CONTEXTE ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Présentez les objectifs du partenariat et expliquez les résultats et les retombées escomptés.
- Décrivez l'importance que revêt le sujet pour le Canada et la façon dont le Canada bénéficiera des résultats escomptés.
- Expliquez les nouveaux concepts ou les nouvelles directions qui seront explorés dans le cadre de la recherche sur le sujet. Indiquez comment la recherche permettra de combler les lacunes dans les connaissances nécessaires pour élaborer des politiques, des normes, des produits, des services, des technologies ou des processus nouveaux et novateurs au Canada. Situez le projet en contexte, c'est-à-dire par rapport aux autres travaux des chercheurs participants, à ceux des organismes partenaires et à toute autre recherche connexe.
- Décrivez ce que feront les organismes partenaires une fois le projet terminé pour mettre à profit les résultats au Canada.

Préambule

Cette demande de financement au programme Alliance du CRSNG porte sur une extension d'un financement accordé en 2020 par le même programme pour un projet intitulé *Système d'observation de la biodiversité du Québec*. L'objectif général de ce premier financement est de soutenir la recherche nécessaire au développement et au déploiement d'une plateforme ouverte et collaborative pour le suivi de la biodiversité. Le succès de la démarche a stimulé la participation de nouveaux partenaires et fait émerger de nouveaux besoins de produits de recherche chez les partenaires déjà inscrits au projet. Nous déposons donc une seconde demande de financement pour compléter nos activités. L'objectif général du projet faisant l'objet de la présente demande est d'utiliser le système d'information sur la biodiversité du Québec pour le calcul et la diffusion en temps réel d'outils d'aide à la décision. Nous procéderons également à de l'acquisition de données pour combler des connaissances insuffisantes. Le contexte, les partenariats et les motivations du projet demeurent les mêmes.

Contexte

Le territoire québécois couvre plusieurs milliers de kilomètres carrés et comprend un large éventail de milieux naturels s'étendant de la forêt tempérée à la toundra arctique, en passant par les eaux glacées bordant les côtes, près d'un demi-million de lacs couvrant 12% du territoire, et plus de 4500 cours d'eau intérieurs. La quantification et le suivi de l'état des écosystèmes québécois sont au-delà des capacités individuelles des scientifiques ou même de celles des gouvernements. Pour remédier à ce problème, la valorisation des données existantes et leur harmonisation avec les futures campagnes de suivi environnemental offrent de nombreux avantages : acquisition d'information pour le respect des engagements internationaux, réduction des coûts pour l'acquisition de données, mise en place d'information de référence, création d'un standard crédible transparent et accessible au public. La synthèse de données permet par ailleurs d'aborder des questions scientifiques et stratégiques qui ne seraient pas accessibles autrement (Poisot et al. 2015).

Le 19 décembre 2022, lors de la 15^{e} Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, les Parties signataires de la Convention ont adopté le nouveau Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Ce nouvel outil stratégique international fixe les 23 cibles à atteindre d'ici à 2030 pour freiner, voire renverser, la perte de biodiversité dans le monde. En réponse à l'adoption du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, le Québec élabore son Plan Nature 2030 qui participera à l'atteinte des prochaines cibles mondiales par des mesures concrètes, notamment en matière de préservation des milieux naturels et de gestion des espèces présentes sur le territoire québécois. Il importe donc, tant à l'international qu'au Québec, de mettre en place des mécanismes de suivi et de

rapportage, ainsi que d'élaborer des indicateurs du cadre de suivi sur le territoire québécois de la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

Biodiversité Québec (BD-QC) est un nouveau partenariat scientifique créé pour satisfaire les besoins de nombreux acteurs du milieu académique, gouvernemental, industriel et de la conservation. Cette volonté commune est soutenue par la convergence de différentes initiatives en matière de suivi de la biodiversité. Cette proposition au programme Alliance vise à soutenir les activités de recherche de BD-QC nécessaires au développement d'outils d'aide à la décision. Notre partenariat a pour vision un système de suivi de la biodiversité ouvert et transparent, qui place la connaissance du patrimoine naturel québécois au cœur des débats de société et des décisions majeures qui l'influencent. En sommaire, les réalisations actuelles de BD-QC sont les suivantes :

1. Élaboration de la vision stratégique. Biodiversité Québec est un partenariat scientifique co-dirigé par le secteur académique et le Gouvernement du Québec qui œuvre à la communication d'information sur l'état de la biodiversité et de ses changements au Québec. Ce partenariat est unique, crédible et structurant. Une structure de gouvernance a été mise en place et encadrée par un protocole d'entente entre le secteur académique (Université de Sherbrooke, Centre de la science de la biodiversité du Québec) et le Gouvernement du Québec.

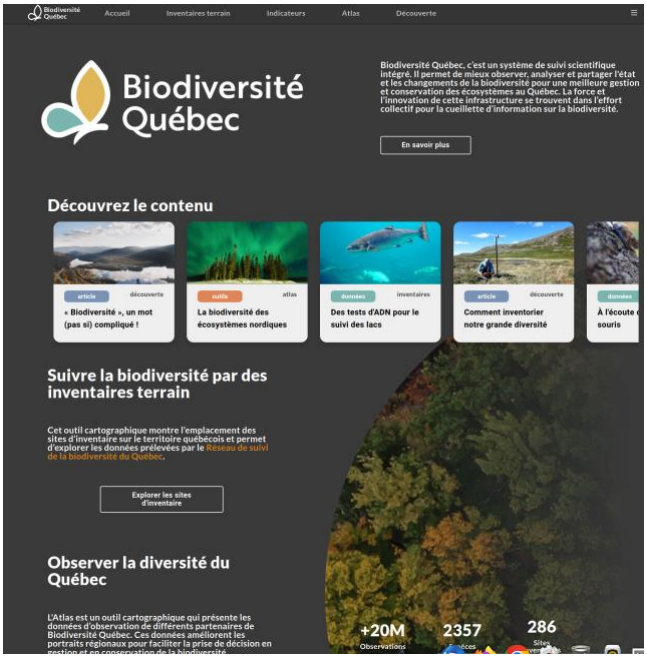


Figure 1. Page d'accueil du portail de Biodiversité Québec. L'ensemble du portail fut conçu lors d'une collaboration unique entre des spécialistes de design-utilisateurs, de la biodiversité, du développement web et de la science des données. Différentes applications interactives permettent de remplir les besoins de 4 groupes d'utilisateurs : les gestionnaires de territoire, leaders d'opinion, la génération montante (17-35 ans) et les scientifiques. Le portail permet d'accéder à trois systèmes de données au moyen d'API : COLÉO (Réseau de suivi terrain; ATLAS : observations de biodiversité; IO : couches géographiques). Des librairies R sont aussi développées pour un accès en masse par les scientifiques. Un système de traitement automatisé des données permet la reconstruction de variables essentielles de biodiversité selon les définitions de GEO BON.

2. Production d'une infrastructure informatique pour articuler les données sur la biodiversité. Le système comprend la base de données COLÉO du Réseau de suivi du Gouvernement du Québec pour plus de 500 sites de suivi à long terme où sont observés plus de 10 groupes d'organismes au moyen d'inventaires traditionnels et de nouvelles technologies de suivi automatisé. Il comprend également la base de données ATLAS intégrant plus de 21 millions d'observations de biodiversité provenant de différentes sources, avec plus de 2 200 espèces de plantes, vertébrés et invertébrés. Une ontologie unique permet d'y colliger des observations de présence, présence-absence ainsi que des abondances tout en étant conforme au format Darwin Core (Wieczorek et al. 2012). Finalement, le système comprend le serveur de couches cartographiques IO qui permet d'organiser et d'accéder rapidement à différentes informations sur l'utilisation du territoire, les stresseurs anthropiques, les changements climatiques et des projections de scénarios de biodiversité. Des API permettent d'interroger ces bases de données à distance, notamment pour alimenter le portail web en temps réel. Des librairies R permettent également des accès directs pour les scientifiques.

3. Portail en ligne sur la biodiversité. En plus d'offrir des outils interactifs d'exploration des bases de données, le portail (https://biodiversite-quebec.ca) propose des indicateurs de changements dans la disponibilité des habitats, la progression des connaissances, l'impact projeté des changements climatiques sur la répartition des espèces menacées, les tendances de populations de vertébrés et la représentativité des aires protégées. Cet outil de synthèse effectue le calcul en temps réel d'indicateurs de tendances qui se rapportent aux cibles du nouveau Cadre mondial de la biodiversité.

4. Conception orientée utilisateur. L'ensemble du contenu offert par Biodiversité Québec est le résultat d'une démarche unique de collaboration entre scientifiques, spécialistes de la communication et du design utilisateur. Une démarche approfondie a permis d'identifier quatre publics cibles (gestionnaires de territoire, leaders d'opinion, scientifiques et génération montante). Une étude a permis de définir l'image de marque et un plan de communication sur 5 ans a été mis en place afin de se placer comme autorité en matière d'information sur la biodiversité.

5. Infrastructure collaborative pour la biodiversité. Biodiversité Québec œuvre à de nombreuses activités de réseautage afin de valoriser les produits de recherche et de s'assurer de leur adéquation avec les besoins de ses publics cibles. Biodiversité Québec a notamment participé à l'organisation d'une première journée de réflexion sur la biodiversité à l'intention des finances responsables en juin 2022 et se prépare à animer des ateliers sur les indicateurs de suivi pour le nouveau Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal.

6. Lancement. Le lancement officiel de Biodiversité Québec et de son portail s'est réalisé en décembre 2022 en marge de la 15ème Conférence des Parties sur la Convention sur la diversité biologique tenue à Montréal. Le lancement a été marqué d'une couverture médiatique de premier plan sur tous les médias nationaux ainsi que la reprise par différentes instances décisionnelles telles que le Scientifique en chef du Québec, GEO BON et le Comité consultatif sur les changements climatiques.

7. Formation. Le partenariat scientifique de Biodiversité Québec offre également un environnement de formation unique pour la conduite de projets de recherche par des étudiants gradués dans un environnement professionnel. Le premier financement permet de supporter 2 Msc, 4 PhD et 2 PD. La proposition actuelle offrira du financement pour 2 Msc, 6 PhD et 4 PD supplémentaires.

PARTENARIAT

- Énumérez tous les organismes partenaires qui joueront un rôle clé dans les activités ou apporteront des contributions en espèces ou en nature.
- Décrivez la raison d'être (activité principale) des organismes partenaires et l'expérience pertinente qu'ils ont en lien avec le projet de recherche, p. ex., tout ce qu'ils ont fait à ce jour pour résoudre le problème, les raisons pour lesquelles ils ont besoin de ce projet de recherche, en quoi le sujet est pertinent pour eux et comment il cadre avec leurs activités.
- Expliquez comment chaque organisme partenaire participera activement (au moyen de contributions en espèces ou en nature) à la conception et à la conduite de la recherche. Décrivez la valeur ajoutée des contributions en nature et précisez en quoi elles sont importantes pour obtenir les résultats escomptés.
- Présentez la stratégie que chaque organisme partenaire compte utiliser pour appliquer les résultats de la recherche (p. ex., toute activité prévue d'application des connaissances et l'intégration des résultats à ses activités) afin d'obtenir les résultats et les retombées escomptés et démontrez qu'ils ont la capacité de la mettre en œuvre.

BD-QC est constitué d'un ensemble de scientifiques et d'organisations gouvernementales, privées et citoyennes qui poursuivent l'objectif commun d'un meilleur suivi des impacts des activités humaines sur

la biodiversité du Québec. Ces organisations sont moralement et légalement engagées sur cette voie, notamment par l'adhésion du Gouvernement du Canada au nouveau Cadre mondial de la biodiversité (CBD, 2022), et plus spécifiquement à la cible 21 : *Veiller à ce que les meilleures données, informations et connaissances disponibles soient accessibles aux décideurs, aux praticiens et au public afin de guider une gouvernance efficace et équitable, une gestion intégrée et participative de la biodiversité, et de renforcer la communication, la sensibilisation, l'éducation, la surveillance, la recherche et la gestion des connaissances*. Le secteur privé a suivi ces orientations en prenant différents engagements. À titre d'exemple, la journée sur la Finance pour la biodiversité de juin 2022 réunissait pour la première fois les grands acteurs de la finance durable (e.g. Fondaction, la Caisse de dépôt et placement du Québec, le Fonds de solidarité de la FTQ), le secteur académique et les organisations de conservation de la nature (e.g. SNAP, Nature Québec). L'importance de la connaissance sur la biodiversité et son intégration à la décision ont également été rappelées dans le plus récent rapport du Comité consultatif sur les changements climatiques (Gouvernement du Québec, 2022). Participent également au projet des organisations impliquées dans la conservation (notamment Conservation de la Nature Canada, Corridor Appalachien, Wildlife Conservation Society Canada) et dans la science citoyenne (eButterfly, Insectarium du Montréal). Ces organisations se joignent au projet afin de valoriser les données récoltées, ou pour les inclure à des synthèses sur l'état de la biodiversité.

Retombées escomptées pour les partenaires. La recherche qui est proposée dans cette demande offrira des outils et données qui seront utilisés directement dans les activités des partenaires : trois bases de données d'observations géoréférencées, un ensemble de cartes de répartition d'espèces, l'identification de zones clés de biodiversités pour le Québec (Key Biodiversity Areas), un outil interactif pour l'évaluation d'impacts de projets d'investissement, des bilans de biodiversité, une trousse de produits pour améliorer les communications sur la biodiversité. Ceci facilitera la cohérence des activités québécoises en suivi de la biodiversité avec les programmes nationaux et internationaux. Les livrables liés à chaque activité de recherche sont listés explicitement dans la proposition détaillée.

Participation aux activités de recherche. Les partenaires sont tous impliqués dans la préparation de cette proposition. Plusieurs ateliers de travail ont été réalisés depuis l'activité de lancement de BD-QC coordonnée en 2014 par le CSBQ et les chercheur.e.s responsables du Réseau de suivi des écosystèmes du Gouvernement du Québec. Les partenaires seront impliqués dans le projet par le biais de différentes activités / actions ; Collectivement, les contributions en espèces permettront de supporter une équipe de développeur.euse.s de l'infrastructure informatique et d'injection de données d'archive ; Des outils pour interagir avec le système d'information seront développés de concert avec les utilisateur.trice.s.; Les données agglomérées à partir de base de données existantes et les futures données récoltées sont distribuées pour réutilisation ; Des stages pour les étudiant.e.s permettront aux partenaires d'accéder à des compétences techniques de premier plan en écologie numérique; La programmation de recherche est également constituée d'un ensemble de sous-projets qui seront réalisés par des étudiant.e.s gradué.e.s, dont les spécifications ont été définies au terme d'échanges avec les partenaires; Les partenaires seront invités à participer à l'encadrement des étudiant.e.s et à la recherche.

PROPOSITION

- Présentez les objectifs de la recherche et donnez des détails sur les ressources et les activités nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.
- Indiquez dans un graphique de Gantt, un tableau ou un diagramme le temps nécessaire (dates approximatives) pour réaliser les activités pour chaque étape jalon ou livrable.
- Expliquez comment les questions liées au sexe, au genre et à la diversité ont été prises en compte dans la conception de la recherche, s'il y a lieu.

- Indiquez les méthodes et les indicateurs prévus pour suivre les progrès tout au long du projet et évaluer les résultats. Vous pouvez inclure un diagramme ou un tableau.

Le programme de recherche décrit dans cette demande a pour objectif principal de soutenir la recherche nécessaire à corriger des biais de connaissance et au développement d'outils d'aide à la décision. L'essentiel des activités du programme précédent porte sur la construction du système d'information de Biodiversité Québec ; les activités proposées dans cette application valoriseront ces informations. La proposition de la recherche qui suit commence par une description de l'infrastructure informatique, pierre d'assise méthodologique du projet, suivie par une description des activités de recherche divisée en 4 thèmes.

Biodiversité Québec: le réseau appuyé sur des inventaires terrain et un atlas des données existantes

Une partie des activités en recherche décrites dans les paragraphes subséquents s'appuie sur des initiatives déjà implantées pour acquérir ou regrouper des données sur la biodiversité: les inventaires du réseau de suivi de la biodiversité, la base de données ATLAS et le système d'information géographique IO. Ces infrastructures seront décrites plus explicitement dans la prochaine section afin de bien comprendre la méthodologie de recherche.

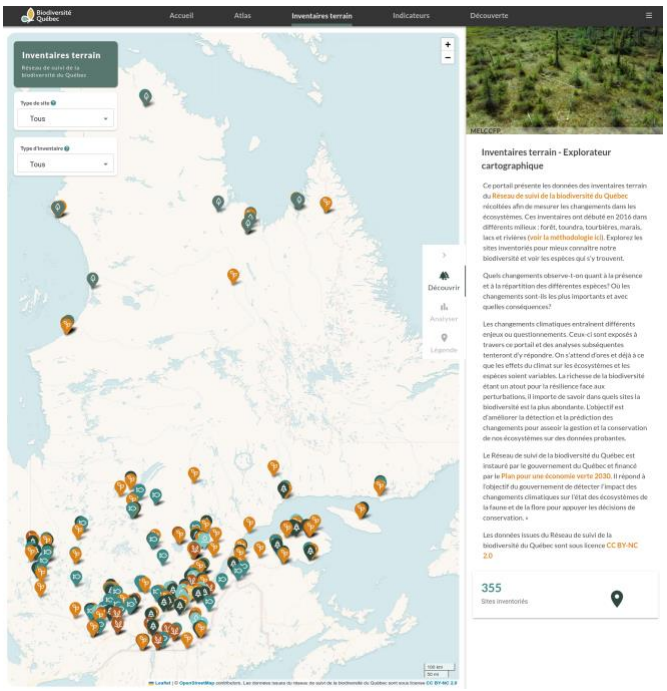


Figure 2. Répartition des sites échantillons du Réseau de suivi de la biodiversité du Québec. Les différentes couleurs correspondent aux types de milieux inventoriés (forestier, humide, marais, toundrique, lacs, rivière).

Inventaires terrains. Les inventaires du Réseau de suivi de la biodiversité du Québec (ci-après le Réseau de suivi) visent à doter le Québec de la capacité à documenter l'impact des changements climatiques sur sa biodiversité, soit l'outillage pour suivre l'évolution rapide de sa biodiversité et de ses services écosystémiques. Il s'agit d'un réseau structuré et intégrateur à l'échelle du Québec, qui implique plusieurs partenaires à travers une méthodologie simple et innovante. Il est majoritairement financé par le MELCCFP, via le Plan pour une Économie Verte 2021-2030. Des bioindicateurs ont été choisis par des tables d'experts(es) universitaires et gouvernementaux selon leur sensibilité au climat, leur importance dans l'écosystème, leur utilité à la gestion, et leur facilité de déploiement. Les bioindicateurs du Réseau de suivi sont actuellement mis en place pour différents milieux naturels : humides (tourbière et marais), terrestres (forestier et toundrique) et aquatiques (lac, rivière et fleuve). Des bioindicateurs à

grande échelle sont aussi identifiés pour suivre les aires protégées et les menaces en lien avec les activités humaines. Parmi les bioindicateurs identifiés, certains étaient issus de données existantes ou de la télédétection, mais plusieurs impliquaient des inventaires terrains. Pour chacun des bioindicateurs terrain, les méthodologies définies ont fait l'objet d'une analyse de pertinence. Les données de ces inventaires sont déjà présentées sur le portail de Biodiversité Québec, d'autres sont à venir.

Tableau 1. Liste des inventaires terrain du Réseau de suivi de la biodiversité associés à différents milieux et collectés entre 2016 à 2022

BIOINDICATEUR	MILIEU	PORTAIL
Communauté des macroinvertébrés benthiques d'eau douce - rivières	Aquatique	2016-2018
Composition des communautés de zooplancton - lac	Aquatique	2016-2020
Composition des communautés des poissons par ADNe - lac	Aquatique	2017-2019
Physicochimie terrain et laboratoire - lac	Aquatique	2016-2021
Variation des températures de l'eau en continu - lac	Aquatique	2016-2021
Composition des communautés d'arthropodes du sol	Forêt / toundra	2016-2020
Composition et phénologie acoustique des communautés de chiroptères	Humide / forêt / toundra	2016-2020
Présence de certains méso carnivores et grands mammifères	Toundra / forêt / toundra	2016-2021
Vitesse de décomposition de la matière organique	Forêt	2016-2021
Composition et phénologie acoustique des communautés d'oiseaux et d'anoures	Humide / forêt / toundra	2016-2020
Biodiversité/hétérogénéité acoustique	Humide / forêt / toundra	À venir
Composition des communautés des plantes vasculaires et invasculaires	Forêt / humide /toundra	2018
Température du sol	Forêt	À venir
Profil et horizon des sols	Forêt	À venir
Composition des communautés d'odonates	Humide	2016-2022
Composition des communautés de papillons de jour	Humide	2016-2020
Composition et phénologie des communautés acoustiques d'orthoptère	Humide	2016-2020
Niveaux d'eau en marais	Humide	2016-2021
Phénologie de la végétation *in situ* (herbacées)	Humide	À venir

Le Réseau de suivi de la biodiversité vise est distribué sur 300 unités régionales, dont 250 unités dans le Québec méridional (territoire carrossable) et 50 unités au Nord, en partenariat avec les institutions et

communautés locales (Figure 2). Pour les régions plus difficiles d'accès, l'analyse d'images satellitaires permettra de caractériser 150 unités additionnelles. La distribution spatiale de ces unités régionales a été réalisée de manière à maximiser l'arrimage avec les suivis existants, à représenter les différents types de paysages et les gradients bioclimatiques, à faciliter l'accès et à intégrer les aires protégées. Chaque unité régionale regroupe des sites d'échantillonnage dans chaque type de milieu, eux-mêmes choisis pour bien représenter les caractéristiques locales de ces habitats. En tout, ce sont plus de 1000 sites qui sont suivis.

Les inventaires terrain ont débuté par un projet pilote en 2016 et 2017 et se sont ensuite multipliés avec l'intégration des équipes des Directions régionales de la faune et plusieurs partenaires (e.g. la SÉPAQ, Parc Nunavik de Kativik, le Nunavik Research Center de la société Makivik). Selon les capacités actuelles, les inventaires sont réalisés dans environ 30 unités régionales par année, ce qui représente environ 100 sites d'échantillonnage (Tableau 2). À terme, ce seront de 50 à 60 unités qui seront inventoriées chaque année et ces unités seront revisitées aux 5 ans. La réalisation de ces inventaires dépend du financement, des opportunités de collaboration et des capacités logistiques des partenaires et du gouvernement du Québec. La prise d'échantillon se fait sur le terrain dès la fonte des neiges au printemps jusqu'à la fin de la période végétative à l'automne. L'échantillonnage implique de trois à huit visites sur une vingtaine de jours, selon le nombre de sites ou leur emplacement. On compte davantage de visites dans les lieux accessibles et moins de visites dans les régions nordiques. En plus des mesures sur le site, le traitement en laboratoire comprend l'identification des espèces (insectes, oiseaux, chiroptères, ADNe environnemental, zooplancton, macroinvertébrés benthiques), la mise en forme des données, leur intégration dans la banque de données et leur visualisation sur le portail de Biodiversité Québec. Ces données d'inventaires seront intégrées à divers projets à chaque des 4 thèmes.

Infrastructure de données. L'infrastructure informatique de Biodiversité Québec comprend trois systèmes de données principaux (le *Back end*), le portail qui permet d'accéder et de visualiser l'information (le *Front end*), ainsi qu'une couche intermédiaire de traitement des données (notamment un engin de modélisation des distributions, *mapSpecies*, utilisé pour reconstruire les VEBs distribution).

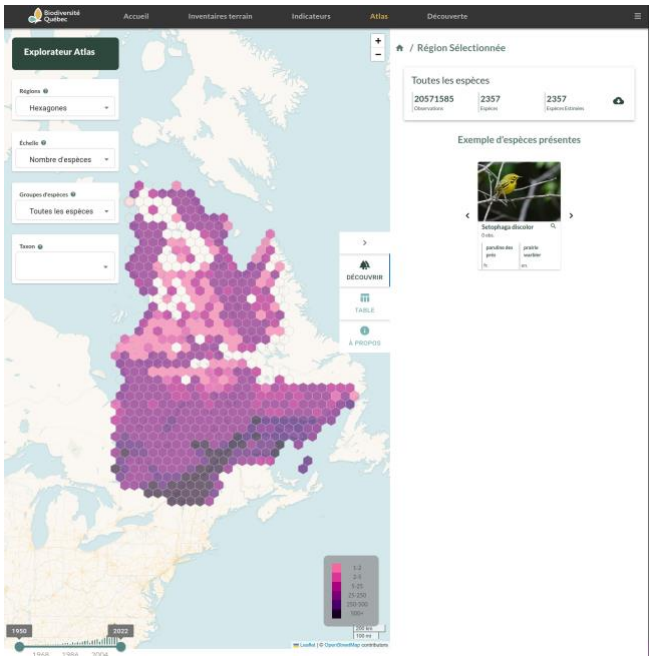
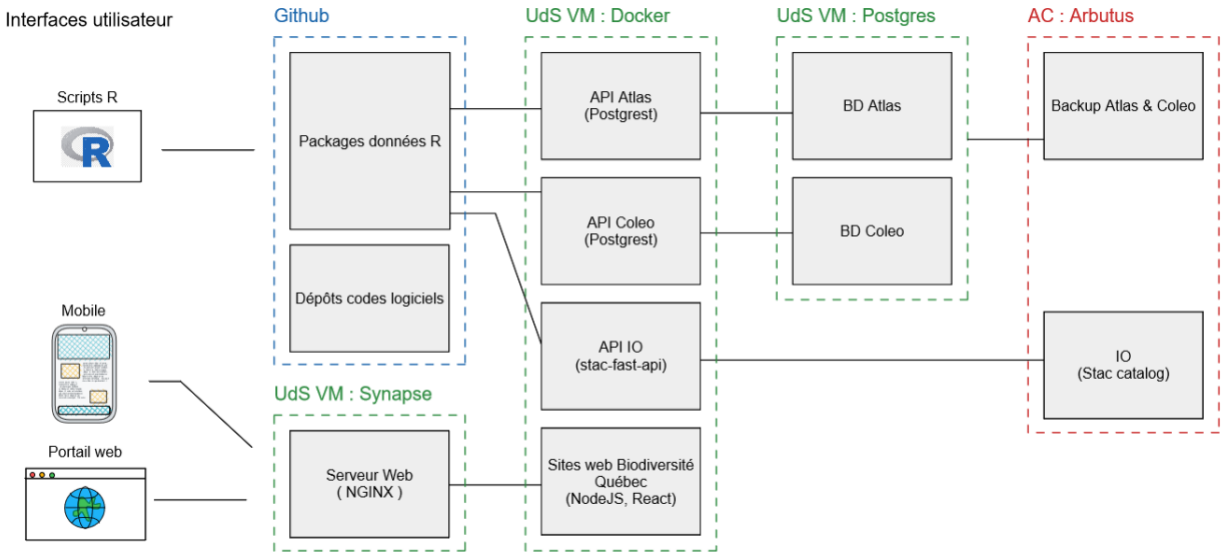


Figure 3. Explorateur des observations sur la biodiversité ATLAS. Le système de données ATLAS intègre les observations scientifiques, les données gouvernementales et de science citoyenne. Une ontologie unique permet d'y colliger des observations de présence, présence-absence ainsi que des abondances. La structure des données permet des observations ponctuelles tout autant que des suivis à long terme. Une API permet d'interroger la base de données à distance, notamment pour accéder rapidement aux données via le portail web. Une librairie R permet également aux scientifiques un accès direct aux données. 21 millions d'observations y sont stockées mais la couverture n'est pas uniforme en raison de biais dans l'espace et taxonomiques.

Dépôts de données d'observations - COLEO et ATLAS. Les dépôts de données COLEO (pour les données du Réseau de suivi) et ATLAS (pour les observations de biodiversité de toutes natures) sont des bases de données relationnelles hébergées sur un serveur PostgreSQL. Le modèle de données relationnelles permet d'accommoder les structures variées des différents protocoles d'acquisition, la gestion des références taxonomiques et le stockage des métadonnées décrivant les jeux de données sources. Une ontologie claire assure l'intégrité des données grâce à l'implémentation de contraintes, évitant les doublons, l'absence de données manquantes et le formatage des champs. Finalement, un modèle relationnel force l'utilisation d'identifiants uniques pour les entrées et les bases de données. L'extension PostGIS permet de stocker les références spatiales des observations. De plus, les fonctionnalités d'indexation, d'agrégation et de requêtes spatiales rendent possible la représentation et les analyses spatiales via le portail web ou pour les scientifiques des données.

La gestion des accès aux données COLEO et ATLAS est réalisée par le système de PostgreSQL, en prévoyant des rôles pour le public avec accès ouvert, notamment consommé par les packages R et le portail web, un accès partenaires qui permet de restreindre l'accès aux données écologiques sensibles, un accès contributeur pour les membres et partenaires de Biodiversité Québec qui contribuent des données, et un accès administrateur. L'architecture permet l'implémentation des pratiques modernes d'accès et de protection des données grâce aux requêtes en protocole HTTP. La sécurisation des requêtes en fonction des accès attribués aux utilisateurs est permise grâce à l'implémentation de jetons d'accès révocables. Les points d'accès auxquels les requêtes sont adressées ainsi que leur sécurité sont réalisés par un serveur web d'interface programmatique (API) selon le standard REST, implémenté par le logiciel PostgREST.

Figure 4. Infrastructure serveur de Biodiversité Québec. Les systèmes et bases de données (BD) sont hébergés sur Github, les machines virtuelles du Centre de Calcul Scientifique de l'Université de Sherbrooke (UdS VM) et le service de données Arbutus de Alliance Canada (AC).



Dépôt de données géospatiales - IO. Les données matricielles géospatiales (rasters) sont stockées sur le dépôt IO. Les couches spatiales de données environnementales (couvertures des sols, données bioclimatiques, etc.), les projections climatiques ainsi que les VEBs, telles que les produits de distributions spatiales, sont stockées dans ce dépôt. Plusieurs de ces jeux de données possèdent des couches temporelles, soit pour différentes périodes. Ces données sont stockées et documentées dans un catalogue STAC sous le format *cloud optimized GeoTIFF*, permettant des requêtes spatio-temporelles

directement en accès infonuagique sans avoir à télécharger les parties des fichiers non-nécessaires. Cette technologie a été sélectionnée pour son efficacité de stockage, de l'API et d'affichage sur des outils de visualisation web. Elle permet aussi l'inter-opérabilité avec les autres catalogues STAC comme celui du Planetary Computer de Microsoft et elle facilite le partage de données avec les partenaires. L'accès aux données peut se faire directement depuis R, Python ou Julia via des librairies existantes et permet donc le calcul d'indicateurs ou de VEB en utilisant ces ressources depuis n'importe quel ordinateur connecté sur le web.

Variables essentielles de biodiversité. Le portail de Biodiversité Québec mise sur l'intégration de données représentées sous forme de standards de Variables Essentielles de Biodiversité (VEB, Peireira et al. 2013, Kissling et al. 2018) du Group on Earth Observations - Biodiversity Observation Network (GEO BON) qui est hébergé à Montréal par le CSBQ, un des partenaires principaux de ce projet. Les VEBs sont des variables d'état biologique à trois dimensions (temps, espace et organisation biologique) qui doivent être documentées pour évaluer les changements de biodiversité. L'approche des VEBs est adoptée et développée par différents observatoires locaux (appelés Local BONs) associés à GEO BON afin de prioriser un ensemble de mesures essentielles pour le suivi, la synthèse et l'évaluation des changements de biodiversité. Biodiversité Québec contribue au développement des outils de "Bon-in-a-Box" afin d'aider les observatoires locaux à mettre en place le calcul d'indicateurs de biodiversité au moyen des VEBs. Le cœur de l'infrastructure informatique repose sur les VEBs de distribution et d'abondance qui sont dérivées des observations stockées sur les systèmes COLÉO, ATLAS et IO. Comme très peu de données sont conformes aux VEBs dans leur format original, un travail d'interpolation est habituellement nécessaire pour traduire les données brutes dans le format des VEBs. Un protocole d'extractions automatisées et de mise à jour des données ouvertes a été mis en place et la démarche de traduction est archivée afin de garder une trace des erreurs potentielles. Les dépôts de données sont ensuite connectés à un engin de traitement de l'information (mapSpecies) qui est chargé de faire une mise à jour de la répartition spatiale des différentes espèces documentées dans le dépôt de distribution. Les modèles de distribution sont mis à jour au fur et à mesure de l'accumulation d'information et le produit est archivé sur IO, rendant ainsi disponible en accès libre et en temps réel le premier atlas de la biodiversité pour le Québec. Les indicateurs de biodiversité sont ensuite calculés à partir des VEBs ainsi archivées par Biodiversité Québec.

mapSpecies est un module d'analyse de données qui représente la distribution des espèces à travers le temps et l'espace. Programmé sur R, le design permet une construction modulaire afin d'inclure de nouveaux développements. mapSpecies permet de traiter les données de présence seulement, présence absence et abondance qui sont entreposées sur ATLAS. Distinct des autres modèles de distribution d'espèces (Dormann et al. 2007), mapSpecies tient compte de l'espace explicitement à l'aide de processus Gaussien de Matérn. Les modèles sont estimés à l'aide d'une approximation Laplacienne intégrée et imbriquée (INLA, Rue et al. 2009) et repose sur des équations différentielles partielles stochastiques (Lindgren et al. 2011) afin de pouvoir évaluer des modèles spatiaux avec de grandes quantités d'observations réparties sur de vastes étendues. Les modèles de présence seulement reposent sur un processus log-Gaussian Cox estimé au moyen de la méthode de double maillage proposée par Simpson et al. (2016). Cette approche prévient l'utilisation de pseudo-absences et de cette façon prévient plusieurs étapes d'ajustements (Renner et al. 2015). La méthodologie permet un couplage avec les données environnementales accessibles par IO, pour une représentation de la distribution à différentes échelles spatiales.

Accès, Interopérabilité, Réutilisabilité et Indexation. Conformément aux principes FAIR (Wilkinson et al. 2016), notre architecture de données est entreposée sur les serveurs du Centre de calcul scientifique de l'Université de Sherbrooke. La pérennité de ces dépôts est assurée grâce à des mécanismes automatisés et réguliers de sauvegarde sur les infrastructures informatiques de l'Alliance de recherche numérique du Canada. Les codes informatiques mettant en œuvre cette infrastructure, ainsi que les codes

développés pour la production des traitements et analyses soutenant les activités de recherche, sont versionnés et archivés via l'outil GIT, et stockés sur des dépôts de codes en infonuagique (GitHub). L'interopérabilité des données est assurée par des librairies développées en R, permettant leur intégration aux processus de traitement et d'analyse des chercheurs participants et partenaires scientifiques.

Portail Biodiversité Québec. Les interfaces utilisateurs web (*Front end*) de notre architecture web sont assurées par les portails cartographiques web *ATLAS*, *Inventaires terrain* et *IO*, accessibles sur le site web de Biodiversité Québec. Ces applications web sont implémentées en langage JavaScript à l'aide des librairies React, Leaflet et autres librairies associées. Un gestionnaire de contenu facilite la mise à jour et l'édition par les différents collaborateurs. Ces librairies communiquent avec les APIs web mentionnées précédemment et assurent l'interactivité du site web.

Figure 5. Diagramme de Gantt décrivant les étapes de production et dépôt des livrables. Les projets de recherche étudiants sont décrits au Tableau 3 dans le plan de formation.

Livrable	2023		2024		2025		2025		2027	
Application injection et extraction de données										
Assistance à la numérisation										
Outils d'analyse de texte										
Ajout d'observations ATLAS et IO										
Échantillonnage ADNe										
Identification des KBAS										
Explorateur cartographique de conservation										
Module de révision de distributions										
Données de stresseurs anthropiques										
Application pour la finance responsable										
Analyse d'indicateurs du Cadre mondial pour la biodiversité										
Analyses du réseau de suivi										
Production de récits numériques										
Animation scientifique auprès des partenaires										
Étude d'efficacité des outils										

Recherche proposée. La recherche proposée est organisée en 4 thèmes. L'ensemble de la recherche vise à compléter la connaissance sur la biodiversité (Thème 1) et à mettre en place des outils pour l'utilisation de cette information dans la prise de décision (Thèmes 2-4). Les travaux associés à des livrables pour les partenaires (sommaire à la figure 5) seront réalisés par une équipe technique constituée de professionnels au sein de Biodiversité Québec.Les travaux qui reposent sur de la recherche collaborative seront exécutés par des étudiant.e.s gradué.e.s et stagiaires postdoctoraux, co-encadré.e.s par les applicants et les partenaires (sommaire au tableau 3). L'ensemble de ces travaux est le résultat de plusieurs années de consultations et de besoins qui ont émergé de la première subvention Alliance.

Thème 1. Acquisition et diffusion d'information sur la biodiversité. Biodiversité Québec a établi des standards d'information sur la biodiversité et développé les infrastructures de données pour interagir avec cette information. Les données ATLAS sont cependant limitées par des biais (Meyer et al. 2015) spatial (peu de connaissances dans le nord du Québec), taxonomique (emphase sur les plantes et vertébrés) et temporel (l'essentiel des observations sont ponctuelles et il y a très peu de suivi à long terme). La prochaine étape consiste à combler certains de ces biais pour améliorer notre connaissance sur l'ensemble de la biodiversité du Québec avec un système proactif d'échantillonnage (Dietze et al. 2018).

De nombreux partenaires souhaitent contribuer à cet effort et avoir accès à cette information partagée. L'objectif de ce thème est de doubler le nombre d'observations sur la biodiversité offert sur ATLAS. Plusieurs stratégies seront mises en place pour y parvenir. D'abord, nous développerons l'usage de l'ADN environnemental extrait de sols pour améliorer la connaissance de la biodiversité de cet écosystème sous-documenté (Cameron et al 2018), et en particulier de trois groupes taxonomiques sous-représentés : les bactéries, les champignons et les arthropodes. Nous prendrons appui sur les sites du

Réseau de suivi du Gouvernement pour l'échantillonnage, avec en plus des sites en milieux agricoles, urbains et dans le nord. La structure du système de données ATLAS sera adaptée pour stocker les séquences, faire des annotations au moyen de données spatiales et environnementales et finalement parvenir à faire une classification dynamique des séquences au gré de l'accumulation d'informations. Un système automatisé de construction de variables essentielles de biodiversité (Kissling et al. 2018) sera développé pour faire un atlas mis à jour en temps réel pour ces groupes. En parallèle, nous déploierons un système de priorisation et de gestion des efforts de numérisation de données historiques extraites de publications scientifiques et de rapports. Un outil d'analyse de texte couplé à de l'intelligence artificielle permettra de faire une veille et d'identifier les nouveaux documents susceptibles de contenir des données pertinentes. Finalement, nous développerons un outil interactif pour faciliter l'injection de données de partenaires dans le format ATLAS et la création d'un identifiant numérique pour les aider à l'entreposage des données de biodiversité.

1.1. ADN environnemental des sols. Les sols comprennent une large fraction de la biodiversité des écosystèmes terrestres et supportent des fonctions essentielles telles que la minéralisation de la matière organique et la séquestration du carbone. La biodiversité des sols est néanmoins très mal connue et constitue un trou immense dans la connaissance de la biodiversité à travers le monde tout autant que pour le Québec (Cameron et al. 2018). Or comprendre la réponse des sols aux activités humaines, et en particulier aux changements climatiques, est absolument essentiel pour soutenir le fonctionnement des écosystèmes. L'avènement de nouvelles techniques d'analyse et d'inventaire basées sur l'échantillonage d'ADN environnemental a permis de mieux cerner le problème et d'offrir des pistes de solution (Makiola et al. 2018).. Le "barcoding" des sols est une solution pratique, rapide et peu coûteuse relativement à la taxonomie traditionnelle. L'utilisation d'ADN environnemental (ADNe) est un outil indispensable des programmes de suivi de biodiversité en raison de la quantité d'information acquise et de la capacité à étudier des groupes qui sont autrement difficiles à documenter (e.g bactéries, champignons, nématodes, protistes etc...). Le Réseau de suivi mise déjà sur l'utilisation d'ADNe pour le suivi des poissons en lacs et rivières ; nous entreprendrons un programme d'inventaire de l'ADNe des sols afin de réduire le biais de connaissance pour cette composante des écosystèmes terrestres. Notre premier objectif est de déployer le protocole standard établi par SoilBON pour le suivi de la biodiversité des sols (Guerra et al. 2021), avec une attention particulière aux bactéries, champignons et arthropodes. Un tel programme n'a encore jamais été entrepris pour le Québec et la méconnaissance de cette biodiversité limite les capacités d'interprétation des observations. Notre second objectif est par conséquent d'établir une base de connaissance sur la distribution de cette biodiversité afin de nourrir les futures analyses de biodiversité.

Nous procéderons à l'échantillonnage de 1000 sols répartis sur l'ensemble du territoire Québécois (incluant le nord). Nous miserons d'abord sur les 600 sites projetés du Réseau de suivi (il y a actuellement 375 sites qui ont été visités au moins une fois), auquel nous ajouterons 400 sites supplémentaires. Nous collaborerons avec le Centre d'Études Nordiques et des partenariats avec les communautés autochtones du Réseau de suivi afin d'échantillonner dans le nord du Québec. Nous ajouterons également des sites en milieu agricole et urbain dans le sud du Québec afin de maximiser la variabilité des conditions d'échantillonnage. Des métadonnées environnementales seront récoltées à chaque site (couvert végétal, utilisation du territoire, conditions climatiques, analyse physico-chimique des sols etc..). Cinq échantillons de sol seront prélevés et groupés à chaque site. L'échantillonnage, l'entreposage et l'extraction de l'ADN seront réalisés selon le protocole standard de SoilBON (Taberlet et al. 2012, Potapov et al. 2022) afin d'assurer la compatibilité des données avec des programmes similaires réalisés ailleurs dans le monde. Le marqueur 16S sera utilisé pour le séquençage des bactéries et une combinaison des marqueurs 18S, COI et ITS seront utilisés couvrir toute la gamme de diversité des eukaryotes étant donné la variabilité de résolution de ces marqueurs pour différents groupes (Kirse et al. 2021). Le traitement bioinformatique suivra également les approches standard adoptées par SoilBON.

Le principal défi attendu dans le traitement des données est la faible résolution des librairies de référence pour les différents groupes étudiés. L'utilisation des ASVs (Amplicon sequence variants) est maintenant la démarche standard et prévient différents problèmes associés à la création d'OTUs (Operational taxonomic units). Néanmoins, seule une très faible proportion des ASVs peut faire l'objet d'une assignation à un taxon identifié, limitant ainsi la capacité d'analyse. Ce problème d'assignation rend impossible le stockage des observations issues de l'ADNe des sols dans ATLAS et sous forme de VEB Distribution. Nous développerons donc un système de données intermédiaire, dynamique, afin de pouvoir intégrer les données d'ADNe au système d'information et d'analyse de Biodiversité Québec. L'ASV sera adopté comme l'unité de référence dans la base de données. Nous utiliserons l'information spatiale (coordonnées, environnement) pour annoter les ASVs et une nouvelle méthodologie inspirée des modèles de distribution jointe (Ovaskainen et al. 2017) sera développée pour déterminer des groupes fonctionnels d'intérêt et la quantification de variables latentes. La méthodologie sera comparée à la technologie récemment déployée pour identifier des groupes fonctionnels microbiens sans annotations (Shan et al. 2023). Une assignation dynamique sera réalisée au moyen de la méthode utilisée pour l'uniformisation taxonomique dans ATLAS. La table de référence sera mise à jour régulièrement au moyen de requêtes sur les systèmes de données ouverts (e.g. BOLD) ainsi que par la révision de notre classification. La combinaison dynamique des tables d'ASVs et de référence permettra d'accéder à une information à jour sur la connaissance de la biodiversité de ces groupes. Cette information sera utilisée par la suite dans des analyses de distribution afin de reconstruire la VEB Distribution pour les organismes du sol. L'ensemble des développements permettra la production d'un premier atlas de la biodiversité des sols pour le Québec. Le tout sera complémenté d'une analyse d'incertitude afin de guider les prochains efforts d'échantillonnage.

1.2. Analyse de texte et numérisation. La seconde approche mise en place pour réduire les biais dans la connaissance de la biodiversité repose sur l'identification et l'archivage de données scientifiques dans le standard ATLAS. ATLAS comprend en ce moment plus de 21 millions d'observations pour plus de 2300 espèces, principalement des plantes et des vertébrés terrestres. Ces observations proviennent principalement de bases de données ouvertes et gouvernementales. Si la diversité observée de certains groupes comme les oiseaux (426 espèces) est proche de celle estimée (455 espèces, Gouvernement du Québec, 2023), l'ensemble de ATLAS est loin de l'estimé de plus de 40 000 espèces poule Québec (Corporation Entomofaune du Québec, 1988). Un précédent sondage du Centre de la Science de la Biodiversité du Québec auprès de ses membres ainsi que l'outil Biodiversity Article Mapper développé par le CSBQ démontrent un grand potentiel dans la numérisation de données scientifiques et de données issues d'inventaires réalisés par les partenaires de Biodiversité Québec. Malheureusement, l'archivage de données est un processus fastidieux en raison de la grande diversité de formats de stockage (Poisot et al. 2018) et peu de chercheurs contribuent aux systèmes de données ouverts tels que GBIF. Notre objectif est d'augmenter à > 30 millions le nombre d'observations dans ATLAS et d'améliorer l'équitabilité de la représentation des différents groupes taxonomiques. Notre stratégie de numérisation reposera sur l'élaboration d'une priorisation dynamique des données à archiver selon les critères de géographie, temporel et taxonomique afin de réduire l'incertitude sur les VEBs. Nous réaliserons une analyse de raréfaction (librairie iNEXT, Hsieh et Chao, 2012) par région écologique et groupe taxonomique afin de quantifier rigoureusement le biais de connaissance et de fixer des objectifs de numérisation. Nous développerons également une méthodologie pour quantifier l'incertitude dans les VEBs selon ces trois dimensions. Un score sera attribué à des données candidates à partir de cette méthodologie et les efforts de traduction des données seront priorisés en fonction des observations qui réduisent le plus cette incertitude. Un gestionnaire des priorités sera mis en place pour ensuite guider les efforts de numérisation. Le second défi est ensuite de trouver l'information disponible à partir de sources publiées. Nous développerons une application d'analyse de texte couplée à de l'intelligence artificielle sur la base du travail de Valentin et al. (2020) afin de faire une veille sur les publications scientifiques, d'extraire

automatiquement les données taxonomiques et géographiques des articles et d'identifier les nouveaux documents susceptibles de contenir des données pertinentes. Un échantillonnage de > 300 publications de membres du CSBQ sera réalisé et les articles seront annotés selon les trois axes (temporel, spatial et taxonomique) ainsi que la disponibilité des données. Cette information sera utilisée pour nourrir une analyse de texte supervisée afin d'identifier les articles susceptibles de contenir des données pertinentes et un score de priorité sera attribué. Finalement, des visites chez les partenaires de Biodiversité Québec seront également réalisées pour ajouter des données non répertoriées au gestionnaire des priorités. Nous utiliserons un outil d'analyse de texte pour faciliter l'établissement de correspondance entre les champs de la donnée source et le standard de données ATLAS lors de la numérisation.

1.3. Information spatiale. On retrouve actuellement sur IO des couches environnementales accessibles en distribution libre et utilisée pour la réalisation de SDMs. Notre objectif est d'acquérir des couches d'information sur l'utilisation du territoire et les stresseurs anthropiques pour alimenter les efforts d'identification des KBAs (Critère C, voir section suivante) et de modélisation de scénarios de biodiversité. Une analyse des impacts cumulés a été réalisée à l'échelle globale en milieu marin (Halpern et al. 2008) et fut reprise récemment par Beauchesne et al. (2021) pour l'Estuaire et le Golfe du Saint-Laurent. Il n'y a aucun équivalent pour le milieu terrestre. Les couches seront extraites de portails gouvernementaux (e.g. Données ouvertes du Gouvernement du Québec, Plateforme de science et de données ouvertes du Gouvernement du Canada), de projets de télédétection (e.g. CARTEL à l'UdeS, CABO à l'Université de Montréal, le Centre de recherche en données et intelligence géospatiales à l'Université Laval) ainsi que de sources de partenaires. Nous travaillerons avec nos partenaires de la conservation pour compléter un inventaire des efforts en matière de conservation (en complément au registre des aires protégées, avec notamment l'ajout des servitudes de conservation, projets d'aires protégées, les Key Biodiversity Areas, territoires de haute valeur culturelle pour les autochtones, écosystèmes forestiers exceptionnels, érablières publiques sous aménagement acéricole etc....).

Livrables :

- Développement d'une application web interactive pour l'injection de données et la réalisation de requêtes sur les plateformes ATLAS et IO

- Service d'assistance à la numérisation pour les partenaires des secteurs miniers, forestiers, hydro-électricité et agricoles

- Outil d'analyse de texte pour la détection automatisée de jeux de données et la priorisation des efforts de numérisation

- Ajout de 10M d'observations au système ATLAS et de 250 couches environnementales au système IO

- Échantillonnage d'ADN environnemental des sols (arthropodes et microbes) pour 1000 sites en milieu forestier, agricole, urbain et arctique.

Projets de recherche et de formation en partenariat

[PDF] Élaboration d'une base de connaissance sur la biodiversité des sols du Québec au moyen de l'ADNe avec emphase sur les arthropodes et les microorganismes

[PDF] Élaboration de la méthodologie statistique pour la priorisation de l'échantillonnage et l'évaluation de l'incertitude sur les variables essentielles de biodiversité Distribution et Abondance

[PhD] Mise en place et analyse d'un premier atlas sur la répartition et la diversité des microorganismes (bactéries et champignons) pour l'ensemble du territoire québécois

[PhD] Mise en place et analyse d'un premier atlas sur la répartition et la diversité des arthropodes et analyse comparative entre milieux terrestre et marin

[**PhD**] Développement d'une méthodologie statistique pour la modélisation de la distribution des oiseaux migrateurs sur l'ensemble de l'année

[**MSC**] Développement d'un outil d'analyse de texte pour l'identification automatisée de publications scientifiques dotées de données d'observation à valeur prioritaire pour le suivi de la biodiversité

Thème 2. Identification des lieux sensibles. Le principal outil pour la conservation est la protection intégrale d'un territoire. La mise en place d'aires protégées est cependant un processus lourd, sous négociation, et pas toujours représentatif des éléments les plus sensibles. Par exemple, il est difficile d'établir de nouvelles aires protégées dans le sud du Québec où l'essentiel du territoire est privé. Les territoires à haute valeur de conservation, notamment les habitats qui soutiennent des populations d'espèces en situation précaire ne sont pas nécessairement protégés. L' Union international de la Conservation de la Nature (UICN), en collaboration avec de nombreuses organisations de la conservation (notamment WCS au Canada), a par conséquent développé un standard qui permet d'identifier de manière rigoureuse des localités sensibles pour la protection de la biodiversité (Raudsepp-Hearne et al. 2021). Les Zones Clés pour la Biodiversité (ou KBA pour *Key Biodiversity Areas*) sont des sites qui contribuent de manière significative à la persistance de la biodiversité. Le Standard mondial des Zones Clés pour la Biodiversité a été créé en 2016, et fournit des « critères quantitatifs et des seuils associés pour identifier des KBA de manière objective, reproductible et transparente » (Comité des standards et des pétitions KBA, 2019). La Coalition KBA canadienne, assistée par le secrétariat KBA canadien hébergé à WCS au Canada, coordonne l'identification des KBA au Canada, travaillant de concert avec des coordonnateurs régionaux, des experts en espèces et en écosystèmes, des gouvernements territoriaux et régionaux, et des partenaires autochtones pour évaluer l'information disponible sur des espèces, des écosystèmes et des sites précis. Les KBAs reconnaissent les éléments de biodiversité existants et présents sur le site. Leur identification ne mène pas à un statut légal ou à des prescriptions de gestion, mais permet de fournir de l'information sur les zones sensibles du territoire qui peut éclairer nombre de décisions de gestion, par exemple sur l'aménagement du territoire, la planification de zones protégées, la gestion locale et les politiques d'aménagement du territoire.

L'initiative KBA au Québec a été entamée en octobre 2019 dans le cadre d'une collaboration entre la Coalition KBA Canada et Biodiversité Québec. Depuis le début, l'équipe des KBAs à Biodiversité Québec a fait participer des étudiants, des stagiaires et de nombreux experts à ce vaste programme. L'équipe a déjà identifié quelque 120 sites KBsA qui sont à différents statuts de préparation ou de révision. Plusieurs organisations de conservations et du secteur gouvernemental ont démontré un grand intérêt pour ce type d'information. C'est entre autres le cas de Conservation de la Nature Canada (CNC) et de la Société pour la Nature et les Parcs (SNAP) qui ont souligné un besoin d'un outil cartographique pour faciliter l'identification des zones à haute valeur de conservation dans le sud du Québec à partir de l'infrastructure informatique de Biodiversité Québec.

2.1. Identification des sites à haute intégrité écologique pour le Québec. De par les particularités géographiques et biophysiques du territoire, la distribution de la population au Québec est très inégale et surtout concentrée vers le sud. Inversement, le nord contient de larges superficies dépourvues d'industrialisation et peu marquées par l'influence humaine. L'empreinte de l'extraction des ressources naturelles s'étend cependant au- delà des régions peuplées, tout comme les ambitions de développement, et par conséquent l'intégrité écologique de ces écosystèmes décline progressivement. Ces facteurs positionnent le Québec comme un endroit pertinent pour le développement et la mise en œuvre du critère C du Global Standard for the Identification of Key Biodiversity Areas (IUCN, 2016). Un effort de pré-analyse a été réalisé pour le Canada en 2020-2021 afin d'éliminer les régions qui ont un impact significatif des activités industrielles et de produire une cartographie des régions à fort potentiel pour le critère C. La prochaine étape consiste à travailler à une échelle spatiale réduite, soit celle du Québec, afin de produire une cartographie à haute résolution (autant spatiale que pour la quantification des stresseurs

environnementaux). L'analyse d'intégrité écologique consistera au traitement de différentes sources de données et leur intégration sur le système cartographique IO ainsi que la production d'un schéma d'analyse reproductible qui pourra être partagé et employé comme modèle pour d'autres régions. Les données incluent : populations d'espèces indicatrices ; maintien d'espèces indigènes représentatives du milieu ; maintien de la mobilité et connectivité ; absence d'espèces envahissantes susceptibles d'impact structure et fonctionnement des écosystèmes ; respect de la structure trophique ; configuration des écosystèmes ; maintien de la productivité ; maintien des processus physiques qui impactent la biodiversité (e.g. incendies forestiers) ; changements écologiques résultant de stresseurs anthropiques. La recherche misera sur le développement d'une approche collaborative afin de déterminer les valeurs et indicateurs les plus pertinents pour évaluer l'intégrité écologique du nord du Québec. La démarche s'appuie donc sur des consultations des communautés autochtones présentes sur le territoire, scientifiques et autres experts du nord du Québec. Cette information sera utilisée pour la délimitation de KBAs pour des sites qui ont une intégrité largement supérieure.

2.2. Module de construction et révision des distributions d'espèces sensibles. Les enjeux environnementaux liés à la perte de milieux naturels et aux changements climatiques nécessitent de trouver des modèles prédictifs performants qui puissent aider à concevoir de meilleures stratégies de conservation et d'aménagement territorial. Ces scénarios sont utiles pour la planification des aires protégées, le développement de corridor de connectivité et la planification des inventaires d'espèces rares. Les outils de modélisation de la distribution d'espèces comme mapSpecies sont essentiels pour l'identification des lieux abritant des éléments clés de biodiversité ainsi que pour l'évaluation de leur sensibilité aux changements climatiques. Un site qui fait l'objet d'une KBA sur la base d'observations historiques de présence d'une espèce menacée pourrait ne plus être en mesure de supporter cette population sous certains scénarios de changements climatiques. mapSpecies fut développé pour combler ces besoins et pour la reconstruction des VEBs. Bien que généralement très performants, les modèles de distribution d'espèces ne reflètent cependant pas toujours la réalité terrain telle qu'observée par les experts. Dans ce projet nous développerons un module de construction et de révision par les experts afin d'améliorer la précision de ces modèles. L'environnement de modélisation mapSpecies repose sur les statistiques bayésiennes, un choix qui qui permet d'inclure des informations préalables (prior) en complément de l'information contenue dans les observations. Cette information peut être intégrée dans un processus continu de révision des modèles. À titre d'exemple, il existe déjà une méthodologie statistique qui permet l'intégration de cartes d'experts pour la construction de modèles de distribution pour les espèces rares, pour lesquelles nous avons peu d'observations (Merow et al. 2017). Nous développerons donc la méthodologie statistique pour inclure cette information. Nous adapterons également mapSpecies pour utiliser les données de distribution des espèces migratrices sur l'ensemble de l'année afin de raffiner les projections de répartition et de corridors futurs. Cette méthodologie d'analyse sera implantée dans un interface interactif de construction de modèles de distribution. La connaissance des experts sera sollicitée à deux occasions au cours de ce processus : i) en amont de la modélisation, avec l'ajout de pondération sur les différentes variables environnementales nécessaires à la modélisation de la distribution ; ii) en aval, avec une correction des projections du modèle sous les conditions climatiques actuelles. Pour ce volet, nous allons bénéficier de l'expertise et de l' expérience des partenaires du projet Bon-in-a-Box à l'Institut Humboldt en Colombie qui ont développé un tel module de révision par les experts dans le portail BioModelos. L'outil interactif qui sera déployé sur le portail de Biodiversité Québec permettra, en complément de son utilisation dans le développement d'aires de répartition, de servir d'outil de consultation de la distribution actuelle et projetée. Notamment, nous étudierons la capacités des KBAs à maintenir les espèces ciblées sous un scénario de changements climatiques. En plus de raffiner la qualité des prédictions des modèles, nous nous attendons à ce que cette approche réduise considérablement l'incertitude dans les projections, en particulier pour les régions et les espèces mal documentées.

Livrables

- Finaliser l'identification des KBAs pour le Québec pour les critères A (biodiversité menacée) et B (biodiversité géographiquement restreinte)

- Explorateur cartographique qui permet de localiser les KBAs, aires protégées, espèces sensibles, projets d'aires protégées et un indicateur d'exposition de ces éléments aux changements climatiques

- Module de construction, révision et projection de distribution pour les espèces sensibles

Projets de recherche et de formation en partenariat

[**PDF**] Étude sur la mise en opération du critère C des KBAs portant sur les zones à haute intégrité écologique dans un contexte de changement climatique

[**PhD**] Développement méthodologique pour la prise en compte de la connaissance d'experts dans la construction et la révision automatisée de modèles pour les espèces sensibles et mal documentées

[**MSC]** Utilisation de modèles de distribution d'espèces et de simulations de changements climatiques pour évaluer l'efficacité des KBAs à protéger la biodiversité menacée

Thème 3. Outils d'aide à la décision et d'évaluation d'impacts sur la biodiversité. Les projets d'envergure au Québec et au Canada sont soumis à une étude d'impact sur l'environnement. Ces études surviennent cependant tard dans le processus décisionnel et il est proposé d'ajouter des contraintes sur le financement de ces projets plus tôt dans le processus. Le secteur de la finance responsable (ESG), porteur d'une bonne partie de la croissance économique de la province, manifeste de l'intérêt pour améliorer son impact sur la biodiversité et pour l'inclusion d'indicateurs de performance à la prise de décision. À l'instar d'initiatives prises par certains fonds mondiaux et mises de l'avant par l'ONU (eg. le Taskforce on Nature related Financial Disclosures – TNFD, 2021), le secteur financier québécois est intéressé à mesurer l'impact de ses actions sur la biodiversité. Aucun critère n'est cependant disponible pour l'évaluation des impacts sur la biodiversité pour des projets locaux. L'objectif spécifique pour ce thème est de mettre en place des outils qui permettront d'assister le processus décisionnel (financier et étude d'impact) au moyen d'information scientifique rigoureuse sur les impacts directs et cumulés de projets de développement.

3.1. Indicateurs GEO BON. La première étape sera de mettre en place, en collaboration avec l'équipe de GEO BON et du CSBQ, la procédure pour le calcul automatisé de 9 indicateurs de changement de la biodiversité proposés par GEO BON et utilisés pour le suivi du Cadre Mondial sur la Biodiversité. Les indicateurs sont résumés au Tableau 2. Les données seront extraites des infrastructures ATLAS et IO et le calcul sera mis à jour régulièrement. Les indicateurs seront présentés sur la page sommaire du portail de Biodiversité Québec.

3.2. Indicateurs de biodiversité pour la finance responsable. Malgré l'émergence de nombreux cadres internationaux pour mesurer l'impact des investissements sur les écosystèmes, le manque d'indicateurs locaux a été signalé par tous les acteurs. Des investisseurs québécois ont aussi signalé ce besoin. C'est pourquoi la SNAP Québec, Fondaction, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et le réseau Biodiversité Québec ont accepté de travailler ensemble sur des indicateurs de biodiversité spécifiques au Québec. Le projet comporte deux objectifs spécifiques : 1. développer une série d'indicateurs d'impact de projet sur la biodiversité québécoise et 2) déployer un système d'information, accessible sous forme d'application interactive, qui permettra l'évaluation de ces indicateurs pour des projets soumis à l'évaluation par Fondaction. Les outils d'aide à la décision proposés serviront d'abord à nos partenaires,

Tableau 2. Indicateurs de biodiversité proposés par GEO BON pour le suivi du Cadre Mondial sur la Biodiversité.

Indicateur	**Variable Essentielle de Biodiversité**	**Description**	**Cible**
Biodiversity Habitat Index	Distribution des espèces, Étendue des écosystèmes et fragmentation	Estimation des impacts de la perte d'habitat, dégradation et fragmentation sur la préservation de la biodiversité terrestre	Réduction de la perte d'habitat
Global Ecosystem Restoration Index	Distribution des espèces, Abondance des populations, Étendue des écosystèmes et fragmentation	Indice composite qui intègre les aspects structurels et fonctionnels du processus de restauration des écosystèmes	Restauration des écosystèmes dégradés
Local Biodiversity Intactness Index	Distribution des espèces, Abondance des populations, Diversité taxonomique	Estimation des impacts de l'humain sur l'intégrité de la biodiversité locale	Réduction du risque d'extinction
Protected Area Representatives & Connectedness Indices	Diversité taxonomique, Étendue des écosystèmes et fragmentation	Estime la représentativité et la connectivité des aires protégées	Aires protégées
Rate of Invasive Alien Species Spread Indicator	Distribution des espèces	Mesure le changement des risques d'invasion d'espèces susceptibles de coloniser une région	Prévention et contrôle des espèces invasives
Species Habitat Index	Distribution des espèces, Étendue des écosystèmes et fragmentation	Mesure les changement dans la taille et la qualité des habitats nécessaires au support de populations	Réduction de la perte d'habitat; Réduction du risque d'extinction
Species Protection index	Distribution des espèces	Mesure la proportion des habitats pour une espèce qui est sous protection	Aires protégées
Species Status Information Index	Distribution des espèces Diversité taxonomique	Mesure la représentation de la connaissance sur la distribution des espèces	Partage d'information et de connaissances

puis pourront être exportés chez d'autres investisseurs afin qu'éventuellement, les projets financés sur l'ensemble du territoire québécois soient de faible impact sur la biodiversité. Les indicateurs positionneront le Québec comme un leader parmi les collaborateurs internationaux du projet (Task Force on nature related financial disclosures – TFND, et le réseau de suivi de la biodiversité GEO BON).

Nous avons tenu en juin 2022 un atelier de travail réunissant pour la première fois des partenaires financiers , les organisations de conservation (e.g. SNAP, Nature Québec), le Gouvernement du Québec et les chercheurs académiques. Parmi les points principaux qui ont fait consensus lors de cette journée, soulignons : le souhait de valoriser la nature dans tous les secteurs économiques et la prise de décision ; la motivation à prendre conscience de la valeur de la nature et à reconnaître le potentiel des chiffres pour orienter certaines prises de décision ; le besoin collectif d'établir des indicateurs à plusieurs échelles, y compris très locale; ces indicateurs doivent être mis à jour avec un suivi, faciles à mesurer et ayant un impact positif pour valoriser les pratiques durables; la motivation et le désir de créer une communauté de pratique qui réunit le monde de la finance et les spécialistes de la biodiversité. Ces conclusions servent de balises à la réalisation de ce projet sur les indicateurs de biodiversité pour la finance.

Les étapes du projet consistent à :

1. Réviser la littérature scientifique et de la littérature grise afin de recenser les cadres mondiaux et régionaux pour la prise en compte de la biodiversité dans les finances responsables ;

2. Développer des indicateurs. Les indicateurs sélectionnés devront être adaptés au contexte québécois, quantifiables et stables ;

3. Évaluation des indicateurs par les utilisateurs. Une liste d'indicateurs potentiellement pertinents au domaine de l'investissement, applicables au cas du Québec et mesurables avec les bases de données existantes, sera soumise aux représentants des institutions financières participantes.

4. Prototypage de l'outil d'aide à la décision. Travail effectué en collaboration avec un spécialiste du design utilisateur impliqué dans Biodiversité Québec afin de caractériser le profil utilisateur et du contexte d'utilisation. Ces informations seront utilisées pour la conception d'une maquette de l'application interactive.

5. Développement de la plateforme informatique. Les indicateurs seront calculés à partir des données hébergées et organisées par Biodiversité Québec. Des données supplémentaires pourraient être nécessaires, notamment pour la plateforme IO.

3.3. Indicateurs multi-trophiques de changement de la biodiversité. Nous souhaitons développer les analyses quantitatives misant sur les données du Réseau de suivi. En effet, si l'exploration de certains groupes taxonomiques a été amorcée, le développement d'indicateurs quantitatifs adaptés permettraient de comparer spatialement et temporellement les données de communautés ou d'écosystèmes, et les contraster en fonction de différentes variables de pression. Plus spécifiquement, nous souhaitons développer des métriques pour les différents types d'indicateurs du Réseau de suivi qui permettent de quantifier la réponse des écosystèmes aux changements climatiques. Les modèles écologiques gagnent à intégrer une approche multi-trophique et intégrative (Seibold et al. 2018). Les répercussions directes des changements climatiques sont prévisibles et dans une certaine mesure faciles à documenter ; la chaîne de répercussion indirectes qui en découle est complexe et beaucoup plus difficile à quantifier. Les inventaires du suivi de la biodiversité ont été planifiés pour récolter des données sur différents groupes trophiques et fonction d'écosystèmes. En lac, par exemple, on mesure la température de l'eau des thermocline, la physico-chimie, ainsi que les communautés de zooplancton et de poissons. À travers le

partenariat de Biodiversité Québec, nous souhaitons développer des analyses multi-trophiques qui fassent état des caractéristiques fonctionnelles des écosystèmes et qui puissent être prises en compte dans les pratiques d'aménagement du territoire et de conservation de la biodiversité. Pour ce faire nous nous inspirerons de travaux récents de l'équipe en modélisation des interactions (Albouy et al. 2019), la co-distribution d'espèces en interactions (Brousseau et al. 2018), la réponse conjointe de multiples niveaux trophiques à la coupe forestière (Laigle et al. 2019) et sur l'effet de la température sur la régulation trophique (Bideault et al. 2022).

Livrables

- Assemblage de couches géospatiales en milieu terrestre, aquatique et marin pour l'évaluation automatisée des impacts cumulés

- Application interactive pour l'extraction automatisée d'indicateurs d'impact directs et cumulés de projets financiers sur la biodiversité

- Analyse en temps réel d'indicateurs des changements de biodiversité pour le suivi des cibles du Cadre mondial pour la biodiversité

Projets de recherche et de formation en partenariat

[PDF] Développement d'indicateurs de biodiversité pour la finance

[PhD] Développement d'indicateurs multi-trophiques de changement de la biodiversité avec les données du Réseau de suivi de la biodiversité du Québec (COLÉO).

Thème 4. Outils de communication sur la biodiversité. La communication entre les scientifiques, le grand public et les décideurs doit être fluide, rapide et efficace pour lutter contre les grands enjeux environnementaux. Les scientifiques œuvrent à établir les faits, la société manifeste ses attentes et le gouvernement agit. Or, les disciplines scientifiques ne sont pas toutes égales à cet égard. Une étude bibliographique réalisée à partir des grands médias du Canada documente un déficit croissant de communication entre la science du climat et celle de la biodiversité (Legagneux et al. 2018). Alors que le changement climatique fait la nouvelle, voire qu'il détermine une partie de l'agenda public, et que l'attention médiatique qu'il suscite croît proportionnellement avec le développement de la connaissance scientifique, l'attention portée à la crise de la biodiversité demeure négligeable et déconnectée de la recherche. Comment communiquer les enjeux de biodiversité, notamment avec les changements climatiques en toile de fond, afin de mobiliser la société et faciliter la prise de décisions nécessaires pour résoudre cette crise ? C'est sur la base de ce questionnement que s'organise le dernier thème du projet.

4.1. Nouveaux outils de communication. La communication est au cœur du mandat de Biodiversité Québec. En complément des différents outils interactifs de consultation des données et analyses, la section Découverte sur le portail vise à faciliter la compréhension des enjeux et solutions en lien avec la biodiversité pour toute la population, en particulier la génération montante qui est sensible à la crise de la biodiversité. Cette section permet notamment de vulgariser les concepts scientifiques nécessaires à la compréhension des informations présentées ailleurs sur le portail, ainsi que d'étayer leur relation avec les enjeux internationaux qui ont fait l'objet du nouveau Cadre Mondial pour la Biodiversité. La recherche et les produits qui seront développés au sein de ce thème visent à expérimenter différentes formes de communications attrayantes et innovantes sur la biodiversité, avec pour objectif de rejoindre un large public. Plus spécifiquement, le projet vise à créer, tester et évaluer trois formes de communications différentes sur le portail de Biodiversité Québec : i) une production audiovisuelle de type Balado; ii) un récit numérique interactif; iii) du contenu innovant sous forme de capsules à diffuser sur les médias sociaux (le Biodiversitaire, e.g. Quizz, Q/R, lexique). L'efficacité de communication sera évaluée par des techniques passives (statistiques de consultation) et actives (sondages pré et post consultation).

4.2. Explorateur des données d'inventaires du suivi de la biodiversité. La mise en place du suivi de la biodiversité à travers le monde est en plein essor. Néanmoins, plusieurs constats d'échec proviennent d'une mauvaise planification dans la diffusion publique des résultats (Lindenmayer et al. 2022). Le partenariat de Biodiversité Québec s'est précisément bâtit dans la perspective de rendre rapidement accessible et compréhensible les données de biodiversité récoltés lors des inventaires terrain du Réseau de suivi. Actuellement, on retrouve déjà la liste des espèces inventoriées de même que certains paramètres abiotiques, il est également possible de comparer la diversité inter site et d'explorer le calendrier phénologique des espèces. Afin de mieux satisfaire les besoins de certaines clientèles cibles, des fonctionnalités restent à ajouter et seront identifiées selon une approche de design d'utilisateur. Des simulations avec différents usagers sont prévues, notamment avec des membres Première Nations impliqués dans l'initiative. D'emblé, les notions de régionalisation des enjeux de biodiversité apparaissent d'intérêt à de nombreux partenaires, il sera donc envisageable de présenter des portraits par régions administratives et de cibler certains faits saillants par municipalité régionale de comté. Ces portraits territoriaux seront bonifiés par l'intégrationd'un interface d'informations cartographiques détaillées issues de différentes analyses spatiales. De plus, les modèles et indicateurs développés au thème 2 et 3, seront intégrés à la plateforme, notamment les déplacements de niches climatiques de certaines espèces (p.ex. les libellules), certains groupes fonctionnels, et les indicateurs synthèses provenant soit des données terrains ou de télédétection. La plate-forme de visualisation des inventaires terrain se veut un outil permettant de convertir des données complexes en des figures simples et attractives pour un public intéressé, qu'il soit spécialiste ou néophyte.

4.3. Projet d'engagement citoyen. Nous allons étudier expérimentalement l'efficacité de différents moyens de communications à mobiliser les citoyens autour d'actions de protection de la biodiversité. Le projet pilote consiste à restaurer un corridor aérien pour la migration des papillons monarques dans la région de Sherbrooke. L'action est simple et accessible aux citoyens, agriculteurs et entreprises : semer de l'asclépiade pour rétablir une composante essentielle de l'habitat des monarques. Si l'action est simple, la façon de susciter cet engagement est plus complexe et nous étudierons l'efficacité de différentes stratégies de communication : formation, conférences, médias-sociaux, bioblitz, bar des sciences, événement de famille. L'ensemble de la démarche sera documentée et étudiée dans le cadre d'un projet de doctorat en gouvernance (co-encadrement Faculté de droit et Faculté des Sciences, UdeS).

Livrables

- Déploiement d'analyses sur l'explorateur des données d'inventaire terrain ;

- Développement de récits numériques et autres médias pour la plateforme Biodiversité Québec ;

- Animation scientifique et activités de partage de connaissances entre les partenaires ;

- Étude de l'efficacité des outils déployés sur le portail de Biodiversité Québec auprès des publics cibles.

Projets de recherche et de formation en partenariat

[PhD] Étude comparative de l'efficacité de moyens de communications sur les enjeux de biodiversité à engager les citoyens dans des actions collectives de conservation de la biodiversité

ÉQUIPE

- Indiquez le nom du candidat, des cocandidats (s'il y a lieu) et des membres clés du personnel des organismes partenaires.
- Expliquez comment les connaissances, l'expérience et les réalisations de ces personnes forment l'expertise requise pour atteindre les objectifs du projet. Décrivez le rôle de chaque personne, y

[redacted]

compris les membres du personnel des organismes partenaires, et dites comment elle contribuera au projet.
- Expliquer comment les considérations relatives à l'équité, la diversité et l'inclusion ont été prises en compte dans la composition de l'équipe universitaire.
- Dans le cas de projets de grande envergure (montant demandé par année [en moyenne] au CRSNG de plus de 300 000 $) auxquels participent plusieurs universités ou organismes partenaires, il pourrait être utile de fournir une description (au plus trois pages supplémentaires) de l'appui fourni par la ou les universités, de la structure de gouvernance et de la gestion du projet. Décrivez, s'il y a lieu, les compétences du gestionnaire de projet, sa participation au projet ainsi que son rôle et ses responsabilités.

L'équipe présente une grande diversité d'expériences, allant de chercheur.e.s en début de carrière à des scientifiques séniors, ainsi que des chercheur.e.s hors sciences naturelles et génie. La composition de l'équipe est paritaire entre hommes et femmes. Les CVs des cocandidat.e.s universitaires en sciences et génie sont attachés au formulaire; nous spécifions ici l'expertise des collaborateur.rices et des organismes partenaires pour contrainte d'espace. [redacted] est professeure à la Faculté de droit et spécialiste de la médiation environnementale. Elle collaborera sur le projet de communication et de nouveaux modèles de gouvernance. [redacted] est coordonnatrice du programme *Canada Key Biodiversity Areas* pour le partenaire WCS Canada. Elle contribuera spécifiquement aux activités sur les KBAs et la modélisation des aires de répartition d'espèces endémiques. [redacted] sont responsables de la mise en place du Réseau de suivi de la biodiversité du Québec au Gouvernement du Québec. Elles contribueront à la conception de la plateforme de visualisation de la biodiversité ainsi qu'à la gouvernance du projet, notamment en facilitant son intégration avec les activités du Gouvernement du Québec. A. SIMARD est également impliquée dans la recherche et codirige des étudiants. [redacted] gère des projets de conservation et d'intendance des terres dans les régions de la Montérégie et de l'Estrie pour Conservation de la Nature Canada (CNC). Elle est impliquée dans le développement d'applications interactives pour la vigilance citoyenne sur les propriétés de CNC, pour l'identification des KBAs ainsi que l'analyse de sensibilité des zones protégées aux changements climatiques. [redacted] est le directeur de l'Insectarium de Montréal. Il contribuera au projet par ses expertises tant sur les infrastructures informatiques relatives à la biodiversité que sur l'utilisation de données provenant de la science citoyenne. [redacted] est directeur Finances et Biodiversité à la SNAP. Il coordonne le projet sur les indicateurs de biodiversité pour la finance responsable. Le projet mise sur des collaborations scientifiques avec les infrastructures internationales majeures en surveillance de la biodiversité : **CIEE, GBIF, DataOne, ROpenSci, OBIS, GEO BON et GLOBIS-B.** Biodiversité Québec est utilisé comme modèle de développement pour le projet Bon-in-a-Box de **GEO BON**.

Gouvernance

La gouvernance de Biodiversité Québec est définie dans une entente de collaboration entre le Gouvernement du Québec (Ministère de l'environnement, de la lutte aux changements climatiques, de la faune et des parcs - MELCCFP), l'Université de Sherbrooke (UdeS) et le Centre de la science de la biodiversité du Québec (CSBQ). Cette entente a été élaborée en 2022 en vue du lancement officiel de Biodiversité Québec. Furent impliquées les directions juridiques du MELCCFP et de l'UdeS. Biodiversité Québec est administré par un **Comité de direction**, composé de deux directeur.trice.s du MELCCFP, de Prof. [redacted] et d'un.e représentant.e du CSBQ. Le comité de direction planifie les activités à court et moyen terme de Biodiversité Québec, révise le rapport annuel, valide le contenu du portail web et encadre les projets en partenariat. Le **Comité de coordination** est constitué de représentant.e.s de l'UdeS, du CSBQ et du MELCCFP. Il se réunit hebdomadairement pour encadrer les opérations courantes et veiller à la mise en œuvre de la planification annuelle. Biodiversité Québec

implique également un **Comité aviseur** qui est constitué de Prof. [redacted], d'un.e représentant.e du Gouvernement du Québec et de représentant.e.s de tous les partenaires impliqués dans le projet. Le comité aviseur se rencontre deux fois par an, discute des priorités et révise le bilan annuel des réalisations. Les partenaires sont donc impliqués de diverses façons afin de commenter et bonifier les différentes réalisations.

Gestion des données et propriété intellectuelle

L'hébergement, l'analyse et le partage des données sur les infrastructures de Biodiversité Québec se fera avec un respect des licences de partage et nous allons continuer à mettre en place des outils facilitant la mention des sources des données découlant de leur utilisation. Une politique de partage des données sera élaborée en 2023 par le Comité de direction de Biodiversité Québec et les licences d'utilisation des données externes sont énoncées sur le portail web. Les données récoltées directement dans le cadre de Biodiversité Québec seront sous licence CC-BY-NC. Les scripts développés par des étudiant.es, chercheur.e.s ou professionnel.le.s dans le cadre du projet pour effectuer des analyses seront mis en accès libre avec une licence MIT dans des dépôt Github publics. Le code supportant l'infrastructure web sera aussi disponible en accès libre et continuera à être développé de façon à faciliter son utilisation et adaptation par des partenaires dans une perspective de partage des ressources et de co-développement.

Animation scientifique

Biodiversité Québec est positionné comme leader en matière de suivi des changements de biodiversité au Québec. En complément des activités de recherche décrites dans cette proposition, nous contribuons à l'animation scientifique sur ce thème et poursuivons des activités pour soutenir le rayonnement. Plus spécifiquement, nous prévoyons réaliser un groupe de travail par année avec partenaires et chercheurs afin de valoriser les produits de recherche. Nous planifions également la réalisation d'une conférence annuelle au travers des activités du CSBQ ou d'autres organisations scientifiques (e.g. ACFAS, Société Canadienne d'Écologie et Évolution).

Équité, diversité et inclusion

Une réflexion a eu lieu afin de déterminer les enjeux d'ÉDI que pourrait soulever la méthodologie du projet. L'équipe est consciente que la portée géographique du projet s'étend sur des territoires autochtones non cédés et s'engage à respecter les connaissances traditionnelles et la propriété intellectuelle des détenteur.trice.s de ces savoirs. Des partenariats ont été créés avec les différentes communautés afin de s'assurer de l'inclusion des perspectives autochtones à la recherche proposée. Des communautés des Premières Nations et des Inuits sont partenaires dans la collecte de données du Réseau de suivi. L'équipe est également consciente de l'existence de biais inconscients dans le processus de recrutement, la gestion de projet et l'encadrement des professionnels et étudiants. Les membres de Biodiversité Québec s'engagent à ce que tous les participant.e.s doivent être traité.e.s avec respect, dignité et bonté. Un plan d'action EDI a été développé afin de baliser les opérations courantes, l'encadrement des étudiant.e.s ainsi que le processus de recrutement. Les produits de recherche (données, scripts) et les publications seront disponibles en libre accès afin que ce travail soit accessible équitablement.

Évaluation de la performance

Le tableau 3 énonce les indicateurs qui seront suivis pour l'évaluation de la progression du projet sous ses aspects scientifiques, d'utilisation, de partenariat, de formation et atteinte des cibles EDI.

Tableau 3. Indicateurs de suivi de projet

Catégorie	**Indicateur**
Science	- Nombre d'observations dans ATLAS - Nombre de sites mesurés dans COLÉO - Répartition des observations sous les dimensions taxonomique, spatiale et temporelle
Communication et utilisation des ressources	- Consultation du portail - Téléchargement des données - Satisfaction des utilisateurs (sondage) - Mentions de Biodiversité Québec dans les médias nationaux
Partenariat	- Présentations chez les partenaires - Participation au comité aviseur - Participation aux activités d'animation scientifique, ateliers de travail et conférence annuelle
Formation	- Nombre d'étudiants gradués impliqués dans le projet - Taux de participation des étudiants aux activités de BIOS2 et du CSBQ - Co-encadrement avec les partenaires - Réalisation de stages chez les partenaires
EDI	- Représentation diversifiée au sein de la gouvernance - Accessibilité des offres d'emploi et d'études - Représentation diversifiée sur les comités de sélection - Satisfaction de l'environnement de travail et de formation (sondage)
Gestion de projet	- Respect des engagements financiers (contributions en espèces et nature) - Respect du calendrier des livrables

PLAN DE FORMATION

- Indiquez comment les connaissances et l'expérience acquises par les étudiants, les stagiaires postdoctoraux et les membres du personnel des organismes partenaires pourraient contribuer à l'avancement du domaine, à l'application des connaissances ou au développement des secteurs d'activité des partenaires.
- Décrivez comment le projet et le partenariat offrent des expériences d'apprentissage enrichissantes qui permettront aux étudiants et aux stagiaires postdoctoraux de développer leurs compétences techniques et professionnelles (p. ex., leadership, communication, collaboration et entrepreneuriat). Décrivez aussi la nature des interactions prévues avec les partenaires et les autres activités pertinentes.
- Expliquez comment les questions d'équité, de diversité et d'inclusion sont prises en considération dans le plan de formation. (pour en savoir plus, cliquez ici)

Avancement du domaine et application des connaissances. L'utilisation de données ouvertes demeure un phénomène nouveau en science de la biodiversité et largement limité au milieu académique. La participation d'étudiant.e.s aux activités de partenaires leur permettra d'accéder aux développements technologiques les plus récents en gestion de données scientifiques, programmation et modélisation. Cette collaboration permettra de développer les habiletés nécessaires pour évaluer, prédire et communiquer les changements de diversité. Les enjeux des partenaires seront intégrés à des activités de formation. À titre d'exemple, une école d'été a été réalisée au profit des partenaires gouvernementaux, de CNC et de la SNAP. Les étudiant.e.s seront formé.e.s sur des outils interactifs et leur créativité sollicitée pour créer des représentations innovantes de l'information. Le tableau 4 présente un résumé des projets étudiants et de l'implication des partenaires dans l'encadrement.

Environnement de formation. Le projet construira sur sa complémentarité avec le programme de formation FONCER sur les méthodes quantitatives en biodiversité BIOS2 ainsi que sur les activités de formation offertes par le CSBQ.. Les objectifs de ce programme pancanadien sont de former la nouvelle génération de scientifiques à i) suivre, documenter et prédire les changements de biodiversité dans un contexte de pratique professionnelle, ii) développer les habiletés à la communication, au leadership et travail au sein d'équipes multidisciplinaires et iii) augmenter le recrutement de spécialistes de la biodiversité dans les organisations canadiennes. Les étudiant.e.s impliqué.e.s dans le projet Alliance seront appelés à devenir "*fellows*" de BIOS2, un statut qui leur donnera accès à des ateliers de formation, stages en milieu de travail, un réseau de partenaires non académiques ainsi qu'un réseau étudiant, des bourses pour la formation et la communication ainsi que des activités de "hackathon" pour résoudre des problèmes soulevés par des partenaires.

Équité, diversité, inclusion. Nos actions spécifiques pour réaliser nos engagements incluent : Utilisation du langage inclusif pour les appels à candidatures et dans toutes les communications; Mettre en œuvre les conditions offertes par le CRSNG pour les congés parentaux étudiants; Maximiser la diffusion des appels à candidatures en ciblant les groupes d'intérêt; formation sur les biais inconscients obligatoire pour les membres des comités de sélection; Publication des valeurs du groupe; Réalisation d'activités de sensibilisation et de formation EDI; Planification inclusive des activités qui tient compte des particularités individuelles; Représentation équitable et diversifié au sein de la gouvernance; Procédure d'accessibilité aux occasions de perfectionnement et de mentorat équitable.

[redacted]

Tableau 4. Résumé du plan de formation

Niveau	Projet	Expertise développée	Partenaires impliqués	Encadrants académiques
PDF	Construction système de données ADNe	Bio-informatique	MELCCFP, Insectarium de Montréal	[redacted]
PDF	Priorisation numérisation	Intelligence artificielle	MELCCFP, Insectarium de Montréal	[redacted]
PDF	KBA intégrité	Conservation	WCS	[redacted]
PDF	Indicateurs de finance	Finances ESG	SNAP	[redacted]
Msc	Analyse de texte	Intelligence artificielle	MELCCFP, Insectarium de Montréal	[redacted]
Msc	Sensibilité des KBAs changement climatique	Modélisation biodiversité	WCS, SNAP, CNC	[redacted]
PhD	Analyse multi-trophique	Science biodiversité	MELCCFP	[redacted]
PhD	Analyse experts dans les SDMs	Statistiques bayesiennes	MELCCFP, Insectarium de Montréal	[redacted]
PhD	Analyse co-distribution impacts et biodiversité	Science biodiversité	MTQ	[redacted]
PhD	Gouvernance et communication	Communication	MELCCFP, Insectarium de Montréal	[redacted]
PhD	Modèles de distribution saisonnier	Statistiques bayesiennes	MELCCFP, ECCC	[redacted]
PhD	Atlas des microbiomes	Bio-informatique et modélisation	MELCCFP	[redacted]
PhD	Atlas des arthropodes	Bio-informatique et modélisation	MTQ, Insectarium de Montréal	[redacted]

[redacted]

RÉFÉRENCES

- Utilisez cette section pour fournir la liste de vos références bibliographiques les plus pertinentes. Ne renvoyez pas les lecteurs à des sites Web pour obtenir plus de renseignements sur votre proposition. N'utilisez pas d'hyperliens dans votre liste de références.
- Ces pages n'entrent pas dans le calcul du nombre de pages.

Albouy et al. 2019. The marine fish food web is globally connected. Nature Ecology & Evolution 3: 1153-1161

Beauchesne, D. et al. 2020. Characterizing Exposure to and Sharing Knowledge of Drivers of Environmental Change in the St. Lawrence System in Canada. Frontiers en Marine Science 7: 383.

Bideault, A., N. Galiana, Y. R. Zelnik, D. Gravel, M. Loreau, M. Barbier, and A. Sentis.. 2021. Thermal mismatches in biological rates determine trophic control and biomass distribution under warming. Global Change Biology 27 : 257-269.

Brousseau, P.-M., D. Gravel, and I. T. Handa. 2019. Traits of litter-dwelling forest arthropod predators and detritivores covary spatially with traits of their resources. Ecology. doi.org/10.1002/ecy.2815

Cameron EK et al. 2018. Global gaps in soil biodiversity data. Nature Ecology & Evolution 6–7.

Convention sur la diversité biologique. 2022. Cadre Mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal. Nations Unies.

Corporation entomofaune du Québec. (1988). Faiblesse des connaissances faunistiques sur les invertébrés du québec, Mémoire de la coporation entomofaune du Québec

Dormann et al. 2007. Methods to account for spatial autocorrelation in the analysis of species distributional data: a review. Ecography 30 : 609-628.

Gouvernement du Québec. 2022. Climat et biodiversité : redéfinir notre rapport à la nature.

Guerra, C. et al. 2021. Tracking, targeting, and conserving soil biodiversity. Science 371 : 239-241

Halpern et al. 2008. A Global Map of Human Impact on Marine Ecosystems. Science 319 : 948-952.

Hsieh TC, Ma KH, Chao A (2022). iNEXT: Interpolation and Extrapolation for Species Diversity. R package version 3.0.0.

IUCN. 2016. A Global standard for the identification of Key Biodiversity Areas. Version 1.0. First edition. Gland, Switzerland: IUCN.

Kissling, D. et al. 2018. Building essential biodiversity variables (EBVs) of species distribution and abundance at a global scale. Biological Reviews 93: 600-625.

Kirse et al. 2021. Unearthing the Potential of Soil eDNA Metabarcoding—Towards Best Practice Advice for Invertebrate Biodiversity Assessment. Frontiers Ecology and Evolution 9. https://doi.org/10.3389/fevo.2021.630560

Laigle et al. 2021. Direct and indirect effects of forest anthropogenic disturbance on above and below ground communities and litter decomposition. Ecosystems 24 : 1-22.

Legagneux, P., et al. 2018. Our House Is Burning: Discrepancy in Climate Change vs. Biodiversity Coverage in the Media as Compared to Scientific Literature. Frontiers in Ecology and Evolution, DOI=10.3389/fevo.2017.00175

Lindenmayer, D. B. et al. 2022. Eight things you should never do in a monitoring program: an Australian perspective. Environmental Monitoring and Assessment, 194 : 701.

Lindgren et al. 2011. An explicit link between Gaussian fields and Gaussian Markov random fields: the stochastic partial differential equation approach. Statistical Methodology 73: 423-498.

Makiola, A. et al. 2020. Key Questions for Next-Generation Biomonitoring. Frontiers in Environmental Science.

Meyer, C., Kreft, H., Guralnick, R., & Jetz, W. (2015). Global priorities for an effective information basis of biodiversity distributions. Nature Communications, 6, 8221. doi:10.1038/ncomms9221

Ovaskainen et al. 2017. How to make more out of community data? A conceptual framework and its implementation as models and software. Ecology Letters 20 : 561-576.

Poisot, T., et al. 2015. Synthetic datasets and community tools for the rapid testing of ecological hypotheses. Ecography 39:402–408.

Poisot, T., A. Bruneau, A. Gonzalez, D. Gravel, and P. Peres-Neto. 2019. Ecological Data Should Not Be So Hard to Find and Reuse. Trends in Ecology and Evolution 34: 494-496.

Potapov, A.M. et al. 2022. Global monitoring of soil animal communities using a common methodology. Soil Organisms 94, 55–68.

Raudsepp-Hearne, C., Debyser, C., Fraser, D. Ray. J.C. 2021. A National Standard for the Identification of Key Biodiversity Areas in Canada. Wildlife Conservation Society Canada.

Renner et al. 2015. Point process models for presence-only analysis. Methods in Ecology and Evolution 6 : 366-379.

Rue et al. 2009. Approximate Bayesian inference for latent Gaussian models by using integrated nested Laplace approximations. Statistical Methodology 71: 319-392.

Seibold, S., Cadotte, M. W., MacIvor, J. S., Thorn, S., & Müller, J. 2018.. Necessity of Multitrophic Approaches in Community Ecology. Trends in ecology & evolution.

Simpson et al. 2016. Going off grid: computationally efficient inference for log-Gaussian Cox processes. Biometrika 103 : 49-70.

Shan, X., Goyal, A., Gregor, R. et al. Annotation-free discovery of functional groups in microbial communities. Nat Ecol Evol 7, 716–724 (2023). https://doi.org/10.1038/s41559-023-02021-z

Taberlet, P., Prud'homme, S.M., Campione, E., Roy, J., Miquel, C., Shehzad, W., Gielly, L., Rioux, D., Choler, P., Clément, J.-C., Melodelima, C., Pompanon, F. and Coissac, E. 2012. Soil sampling and isolation of extracellular DNA from large amount of starting material suitable for metabarcoding studies. Molecular Ecology, 21: 1816-1820. https://doi.org/10.1111/j.1365-294X.2011.05317.x

Valentin, S., et al. 2020. PADI-web: A multilingual event-based surveillance system for monitoring animal infectious diseases. Computers and Electronics in Agriculture 169, 105163.

Wieczorek, John; D. Bloom; R. Guralnick; S. Blum; M. Döring; R. De Giovanni; T. Robertson; D. Vieglais. 2012. Darwin Core: An Evolving Community-developed Biodiversity Data Standard". PLoS ONE. 7: e29715.

Wilkinson, M., Dumontier, M., Aalbersberg, I. et al. The FAIR Guiding Principles for scientific data management and stewardship. Sci Data 3, 160018 (2016). https://doi.org/10.1038/sdata.2016.18

N° d'identification personnel (NIP)	Nom de famille du candidat
Valide [redacted]	[redacted]

DÉPENSES PRÉVUES

	En espèces				
	1re année	**2e année**	**3e année**	**4e année**	**5e année**
1) Salaires et avantages sociaux					
a) Étudiants	80,000	125,000	105,000	85,000	35,000
b) Stagiaires postdoctoraux	120,000	180,000	180,000	60,000	0
c) Adjoints techniques ou professionnels	453,750	430,750	520,000	520,000	520,000
d)	0	0	0	0	0
2) Appareillage ou installation					
a) Achat ou location	0	0	0	0	0
b) Coûts de fonctionnement et d'entretien	10,000	6,500	6,500	6,500	6,500
c) Frais imputés aux utilisateurs	0	0	0	0	0
d) *Matériel informatique*	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000
3) Matériaux et fournitures					
a) *Frais divers*	1,382	1,000	1,000	1,000	1,000
b)	0	0	0	0	0
c)	0	0	0	0	0
4) Déplacements					
a) Conférences	3,500	3,500	5,000	5,000	5,000
b) Travaux sur le terrain	50,000	50,000	0	0	0
c) Déplacements relatifs aux travaux	0	0	5,000	5,000	5,000
d) *Activités de formations*	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
5) Diffusion des résultats					
a) Frais liés aux publications	0	0	10,500	12,000	10,500
b)	0	0	0	0	0
6) Activités de transfert de technologie					
a) *Ateliers*	15,000	5,000	5,000	5,000	5,000
b) *Conférences*	2,500	2,500	7,500	5,000	5,000
c) *Consultants*	10,000	5,000	5,000	5,000	0
Total des dépenses prévues	752,132	815,250	856,500	715,500	599,000
Organisme part. pris en compte dans le calcul du partage des couts	376,201	230,435	208,696	169,565	169,565
Organisme part. non pris en compte dans le calcul du partage des couts					
Autre bailleur de fonds (qui ne participe pas à la recherche)					
Établissement postsecondaire	55,000	55,000	55,000	55,000	55,000
Montant demandé de CRSNG	320,931	529,815	592,804	490,935	374,435

JUSTIFICATION DU BUDGET

Sommaire du financement

Le montant total des dépenses prévues au budget s'élève à 3 738 382 $, pour une durée totale de 5 ans. Le montant total des contributions admissibles à l'appariement par le programme Alliance est de 1 154 461 $ (voir Tableau 1). Les contributions non admissibles (contribution de l'Université) à l'appariement inscrites au budget s'élèvent à 275 000 $ (détails au bas). Nous réclamons donc 2 308 922 $ au CRSNG par le programme Alliance (Fraction de 66,67%).

Le montant total des salaires étudiants et professionnels s'élève à 3 414 500 $ (détails au Tableau 2). La répartition du budget est variable entre les années en raison de variations dans le recrutement des étudiant.e.s. Ainsi, les dépenses annuelles (excluant les bourses externes) varient entre 653 750 $ et 805 000 $. Certain.e.s professionnel.le.s de recherche sont également supporté.e.s à temps partiel, que ce soit sur une base annuelle ou sur la durée du projet, par des contributions externes (non inclus dans ce projet). Par exemple, le poste d'éco-informaticien est supporté à temps partiel par le CSBQ, alors que le développeur web et coordonnateur technique sont supportés par le projet Alliance portant sur le système informatique pour le suivi de la biodiversité (voir la proposition de recherche) pour les 24 premiers mois.

Le budget décrit dans le tableau du formulaire d'application exclu les dépenses qui seront supportées par le programme de formation FONCER – BIOS2 et par le Centre de la science de la biodiversité du Québec (CSBQ - détails au bas). Nous soulignons néanmoins ces contributions puisqu'elles permettront de réaliser une partie de la recherche décrite dans la proposition et justifient l'absence de certaines dépenses (e.g. conférences). Le tableau des dépenses exclut également un projet de maîtrise et deux projets de doctorat que nous anticipons seront supportés par des bourses indépendantes comme celles du FRQNT et du CRSNG. Un postdoctorat est également financé par MITACS pour le projet sur les indicateurs pour la finance (financement accordé).

Tableau 1. Sommaire des contributions admissibles

Partenaires	Catégorie	Coûts directs de la recherche	Frais indirects de recherche (FIR)	Total
Gouv. Qc – MELCCFP	>500	877 391 $	131 739 $	1 009 000 $
Gouv. Qc – MELCCFP (via Laval)	>500	61 417 $	16 583 $	78 000 $
Gouv. Can – ECCC	>500	86 957 $	13 043 $	100 000 $
Insectarium de Montréal	>500	65 217 $	9 783 $	75 000 $
Wildlife Conservation Society	<500	30 435 $	4 565 $	35 000 $
Conservation de la Nature Canada	<500	26 087 $	3 913 $	30 000 $
Société pour la Nature et les parcs	<500	6 957 $	1 043 $	8 000 $
Total		**1 154 461 $**	**180 539 $**	**1 335 000 $**

DÉPENSES

Salaires et bourses

Les dépenses en salaires et bourses sont détaillées dans le tableau suivant:

Tableau 2. Sommaire des dépenses salariales au projet. Les * indiquent les étudiant.e.s impliqué.e.s dans le projet qui seront financés par des bourses externes provenant de différentes sources, notamment BIOS2, le CRSNG, le FRQNT et MITACS.

Poste	**Année 1**	**Année 2**	**Année 3**	**Année 4**	**Année 5**
Coordination technique	0 $	0 $	110 000 $	110 000 $	110 000 $
Coordination de projet	0 $	0 $	105 000 $	105 000 $	105 000 $
Administration et communications	60 000 $	60 000 $	60 000 $	60 000 $	60 000 $
Développement web	0 $	0 $	85 000 $	85 000 $	85 000 $
Science des données	80 000 $	80 000 $	80 000 $	80 000 $	80 000 $
Gestion des données COLÉO	80 000 $	80 000 $	80 000 $	80 000 $	80 000 $
Éco-informatique	55 000 $	55 000 $	0 $	0 $	0 $
Développement statistique	60 000 $	60 000 $	0 $	0 $	0 $
Coordination projet KBA	23 750 $	23 750 $	0 $	0 $	0 $
Analyste projet KBA	85 000 $	62000 $	0 $	0 $	0 $
Design de conception	10 000 $	10 000 $	0 $	0 $	0 $
Total employé.e.s	453 750 $	430 750 $	520 000 $	520 000 $	520 000 $
PDF1. ADN environnemental	0 $	60 000 $	60 000 $	60 000 $	0 $
PDF2. Priorisation numérisation	60 000 $	60 000 $	60 000 $	0 $	0 $
PDF3. KBA – critère intégrité écologique	60 000 $	60 000 $	0 $	0 $	0 $
PDF4. Indicateurs finance*	0 $	0 $	60 000 $	0 $	0 $
Total PDF	120 000 $	180 000 $	180 000 $	60 000 $	0 $
MSC1. Analyse de texte	0 $	20 000 $	20 000 $	0 $	0 $
MSC2. Persistance KBA*	20 000 $	20 000 $	0 $	0 $	0 $
PHD1. Analyses multi-trophiques*	0 $	0 $	0 $	0 $	0 $
PHD2. Modèles de distribution saisonniers	25 000 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $	0 $
PHD3. Intégration connaissance d'experts	0 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $
PHD4. Atlas des microbes*	0 $	0 $	0 $	0 $	0 $
PHD5. Atlas des arthropodes*	0 $	0 $	0 $	0 $	0 $
PHD6. Étude comparative gouvernance	25 000 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $	0 $
Stagiaire BSC	10 000 $	10 000 $	10 000 $	10 000 $	10 000 $
Total Étudiants	80 000 $	125 000 $	105 000 $	85 000 $	35 000 $
Total HQP	653 750 $	735 750 $	805 000 $	665 000 $	555 000 $

Le salaire des professionnel.le.s de recherche est fixé par la convention collective de l'Université de Sherbrooke et il est établi en fonction des responsabilités et de l'expérience. Les montants indiqués au tableau sont fixés à partir des coûts réels pour les employés en place à Biodiversité Québec. Le montant inscrit inclut les avantages sociaux.

Un.e stagiaire de baccalauréat sera recruté.e chaque année pour cinq années pour la numérisation de données historiques. Nous considérons 35 heures/semaine et 15 semaines/stage, soit un total approximatif de 13 500$, incluant les avantages sociaux. Un montant de 10k / année a été estimé pour tenir compte du recrutement d'un.e stagiaire payé.e par d'autres sources (e.g. bourses de premier cycle du CRSNG). Les salaires des étudiant.e.s gradué.e.s sont fixés à 20 000$/an pour la MSc, 25 000$/an pour le PhD. Le salaire pour les stagiaires postdoctoraux est de 60 000$ incluant les avantages sociaux. Le projet formera 5 Bsc, 2 MSc, 6 PhD et 4 Postdoc (Tableau 2).

Appareillage

Le coût annuel pour l'entretien et l'hébergement du serveur informatique au Centre de Calcul Scientifique (CCS) de l'Université de Sherbrooke est de 10 000$ pour l'année 1 et de 6 500$ pour les autres années, selon une soumission faite par le CCS en avril 2023. En effet, selon une entente déjà faite entre le CCS et D.Gravel, il reste l'année 2023-2024 à payer à raison de 10k, puis le prix pourrait baisser à une estimation budgétaire de 6 500$ /an pour les 4 autres années. Cette baisse de prix est expliquée par le fait que plusieurs pièces du serveur auront été changées à la fin de l'année 2024, donc le coût pour l'entretien du matériel sera moins élevé par la suite.

Nous prévoyons l'achat d'équipement informatique pour les étudiant.e.s et professionnel.le.s. L'ensemble du projet repose sur la création et l'utilisation d'un système d'information de pointe. Nous devons donc offrir aux HQPs des équipements de qualité avec une puissance de calcul adéquate et une bonne ergonomie afin de faciliter la réalisation d'un travail de qualité. Nous prévoyons un montant de 2 500$ par personne, réparti sur les 5 années du projet pour refléter le remplacement en continu des appareils. Ce montant a été calculé en se basant sur l'expérience récente d'achat, soit un montant approximatif de 2 000$ par ordinateur et de 250$ par écran ou disque dur externe.

Déplacements

Nous prévoyons la participation à des conférences nationales et internationales pour les étudiants gradués (1 pour Msc, 2 pour les PhD et 2 pour les PDF), pour un total de 22 participations. Le montant de chaque participation varie en fonction du type d'événement (congrès national ou international), de durée et du lieu, et implique des frais d'inscription, de déplacement, d'hébergement et de nourriture (perdiem). Une partie des frais de déplacement est couverte par les bourses d'excellence du CSBQ et par le programme de formation BIOS2. Nous estimons en moyenne à 1000 $ par déplacement les coûts imputés au projet.

Nous prévoyons deux campagnes d'échantillonnage des sols pour l'ADN environnemental. L'objectif est de traiter approximativement 1000 échantillons sur les années 1 et 2. Le coût

approximatif pour l'analyse avec trois marqueurs est de 35$/échantillon, plus les frais de déplacement pour le prélèvement et le travail de laboratoire pour la préparation et l'extraction d'ADN. Nous estimons à 50$ par échantillon le coût total, pour un montant de 50 000$ / an (année 1 et 2 du projet).

Les déplacements pour la réalisation du projet sont estimés à 5 000$ par année. Ce montant inclus les frais de représentation pour les déplacements des chercheur.e.s, HQP et partenaires nécessaires à la réalisation du projet, et pour le rassemblement des scientifiques du comité aviseur et des membres du comité directeur. Ce montant a été fixé en se basant sur l'historique récent des coûts de déplacements dans le cadre des activités de Biodiversité Québec. Les deux premières années seront couvertes par le premier projet Alliance et seulement les années subséquentes sont incluses au présent budget. Nous prévoyons également un montant estimé à 1000$ par année pour des activités de formation en continu. Ce montant, inclus des frais d'inscriptions à des activités de formation continue pour le personnel étudiant et professionnel, et/ou pour aider à financer des activités de formation pour les étudiants tels que des groupes de travail (résolution de problèmes, synthèses de données). Les groupes de travail seront co-financés par le CSBQ et le programme de formation BIOS2.

Diffusion des résultats

Les frais de publication en Open Acess d'articles scientifiques sont variables selon les journaux, pouvant aller de 1 000$ à plus de 2 500$ par article. Nous estimons à 1 500$ en moyenne le coût d'une publication. Nous prévoyons en moyenne 1 article pour une Msc, 2 articles pour le doctorat et 2 articles pour le PDF, pour un total de 22 articles et 33 000$. Ces dépenses sont reportées aux années 3-5 afin de refléter la progression des études et des travaux de recherche.

Activités de transfert de technologie

Nous prévoyons ensuite un atelier par année d'une durée approximative de 5 jours afin de développer des outils d'analyse spécifiques aux besoins des partenaires (e.g. pour les analyses de persistance des KBAs sous changements climatiques pour le compte de CNC), au coût de 5000$/an. Ce montant inclut les frais de déplacement, d'hébergement et de nourriture pour environ 10 personnes participant à chaque atelier. De plus, notre entente avec ECCC prévoit l'organisation d'un atelier en personne de partage de connaissance avec des experts en biodiversité et du territoire pour recueillir l'information nécessaire a l'avancement du projet d'identification des Key Biodiversity Areas au cours de la première année. Nous prévoyons 10 000$ pour l'organisation de cette activité, soit le montant dépensé pour l'organisation d'une activité similaire qui s'est tenu à l'Université de Sherbrooke au printemps 2022. Nous prévoyons également organiser des conférences pour rapporter les progrès du projet et animer la communauté sur le suivi de la biodiversité aux années 3 et 5 du projet. Finalement, sur la base des expériences passées, nous prévoyons avoir recours à des consultants pour différents types de services spécialisés. La première année prévoit un montant de 5 000$ pour payer un service de consultation pour aider à la mise en relation avec des communautés autochtones, et 5 000$ pour des conseils spécialisés en design d'interface web. Le montant des années subséquentes servira

principalement pour des conseils en communication et en relations publiques, et pour la révision graphique du portail web.

Autres dépenses

Nous prévoyons un montant approximatif de 1 000$ par année pour des frais de fonctionnement divers (e.g. impression de documents de communication, matériel de bureau, frais pour abonnement à un service de vidéoconférence).

Sommaire des contributions admissibles

Les contributions admissibles en espèces s'élèvent à un total de 1 154 461 $. De ce montant, 1 025 765 $ proviennent de contributions gouvernementales (Gouvernement du Québec, Gouvernement du Canada, Ville de Montréal) et 63 478$ proviennent d'organisation de conservation (Wildlife Conservation Society, Société pour la nature et les parcs, Conservation de la Nature Canada).

Contributions non admissibles

La réalisation du projet repose sur une quantité importante de contributions en espèces qui ne sont pas admissibles au programme Alliance. L'Université de Sherbrooke est un partenaire important au financement du projet. L'institution s'est engagée à soutenir le poste de coordination aux partenariats à hauteur de 25 000$/an. L'Université contribue au support des activités de recherche grâce au programme de soutien financier aux études supérieures de la Faculté des sciences. Ainsi la Faculté des sciences s'engage à financer en partie le soutien aux étudiant.e.s gradué.e.s inscrit.e.s à l'institution et participant au projet. Nous estimons cette contribution à 1 MSc (18 000$ de contribution) et 2 PhD (2*66 000$ de contribution) sur les 5 années du projet. La contribution totale en espèces de l'Université de Sherbrooke s'élève à 275 000$.

Relation avec d'autres financements

Comme énoncé dans la proposition de recherche, cette demande de financement est la continuation d'un projet Alliance accordé à Prof. Gravel en septembre 2020 pour la création d'un système d'information sur la biodiversité. Le présent projet porte sur de nouvelles activités de recherche et de collaboration, et plus spécifiquement sur l'acquisition d'information et le développement d'outils d'aide à la décision. Le présent projet partage donc des dépenses avec le précédent. En particulier, les postes de coordination (technique et de projet) et de développement web sont supportés partiellement par le premier financement Alliance. Le budget reflète cette situation en imputant les dépenses pour ces postes à partir des années 3-5 seulement. Les autres dépenses en salaires et bourses sont pour des engagements supplémentaires spécifiques à la demande actuelle. Il en va de même pour certaines dépenses de déplacements qui sont inscrites seulement aux années 3-5.

Un financement MITACS a été obtenu pour le projet de postdoctorat sur les indicateurs de biodiversité pour la finance. Les dépenses connexes (formation, ordinateur, déplacements) ne sont cependant pas couvertes par ce financement et sont donc inscrites au budget.

Le programme de formation FONCER- BIOS2 en écologie numérique est également un

partenaire important du projet pour les années 1 et 2 (le financement se termine en 2025). BIOS2 offre des bourses de MSc et de PhD pour les étudiant.e.s qui œuvrent dans le domaine de la biodiversité et des méthodes numériques, et plus spécifiquement une bourse a été accordée pour la réalisation de la recherche sur les indicateurs multi-trophiques de changement de biodiversité (PhD1). Le programme offre également des compléments de bourses pour la formation en stages et la participation à des conférences. Nous estimons que la majorité des étudiant.e.s sera admissible au statut de "fellow" et ainsi pourra profiter des bourses de formation, accéder aux groupes de travail et ateliers de formation (2 500$ / an par étudiant.e). Ces contributions ne sont pas inscrites au tableau des dépenses, mais elles permettront d'accomplir la recherche décrite dans la proposition.

ANNEXE 2
Avis d'octroi du CRSNG

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
125, privé Zaida-Eddy
Ottawa, Canada
K1R 0E3

Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada
125 Zaida Eddy Private
Ottawa, Canada
K1R 0E3

2024/04/04 Dossier : ALLRP 585696 - 23

PROTÉGÉ B

[redacted]
Département de biologie
Université de Sherbrooke
2500 BOUL DE L'UNIVERSITE
SHERBROOKE QC J1K 2R1

Objet : Subventions Alliance (ALLRP), proposition intitulée « Outils d'aide à la décision en temps réel pour le développement responsable en matière de biodiversité », en collaboration avec Université de Sherbrooke, Environnement et Changement climatique Canada, Conservation de la nature Canada, WCS Canada, Espace pour la vie Montréal, Min de l'Envir et de la Lutte contre les changements climatiques, la Faune et des Parcs, Société pour la nature et les parcs du Canada

Bonjour,

Veuillez accepter cette lettre comme confirmation officielle que votre demande de reconnaitre formellement les contributions additionnelles (espèces et nature) du Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs à la subvention indiquée ci-dessus, a été approuvée. Le total des contributions des organismes partenaires dans le *Sommaire de la subvention révisé* ci-dessous tient compte de ces contributions additionnelles.

Les modalités relatives à la subvention énoncées dans l'avis de décision initial demeurent en vigueur et le montant de la subvention demeure inchangé.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Cordialement,

(Signature non requise)

Patricia Rouillard
Gestionnaire
Direction des partenariats en recherche et en technologie
Courriel : Patricia.Rouillard@nserc-crsng.gc.ca

Canada

Sommaire de la subvention révisé

Dossier :	ALLRP 585696 - 23
Titre de la demande :	Outils d'aide à la décision en temps réel pour le développement responsable en matière de biodiversité
Titulaire de la subvention :	[redacted] Université de Sherbrooke
Organismes partenaires :	[redacted], Environnement et Changement climatique Canada [redacted], Conservation de la nature Canada [redacted], WCS Canada [redacted], Espace pour la vie Montréal [redacted] Min de l'Envir et de la Lutte contre les changements climatiques, la Faune et des Parcs [redacted], Société pour la nature et les parcs du Canada
Cotitulaires de la subvention :	[redacted], [redacted], Université Laval [redacted], [redacted], [redacted], Université Laval [redacted], [redacted], Université de Sherbrooke [redacted], [redacted], Université de Sherbrooke [redacted], [redacted], Université de Sherbrooke [redacted], McGill University

Date de début de la subvention :	2023/10/16	***Date de fin de la subvention :***	2028/10/15

Calendrier des rapports* :	1er rapport d'étape	2025/08/16
	2e rapport d'étape	2027/08/16
	Rapport final	2028/12/15

*****Note*** *: Les subventions Alliance s'ajoutent aux possibilités de financement pour lesquelles une prolongation automatique d'un an est prévue conformément au Guide d'administration financière des trois organismes. Le rapport final sera demandé autour de la date limite indiquée ci-dessus, mais pourra être remis que 14 mois après cette date.*

	Montant de la subvention :		***Contributions des organismes d'appui :***	
			EN ESPÈCES	**EN NATURE**
1/5	320 931.00 $	2023/10/16	608 107.00 $	1 037 100.00 $
2/5	529 815.00 $	2024/10/16	230 435.00 $	791 500.00 $
3/5	592 804.00 $	2025/10/16	208 696.00 $	763 700.00 $
4/5	490 935.00 $	2026/10/16	169 565.00 $	767 000.00 $
5/5	374 435.00 $	2027/10/16	169 565.00 $	777 000.00 $

[redacted]
Direction des partenariats en recherche et en technologie
[redacted]

PROTÉGÉ B UNE FOIS REMPLI

ANNEXE 3
Modalités et conditions de la contribution financière et de la contribution en nature de la Ville

N° d'identification personnel (NIP)	Nom de famille du candidat
Valide [redacted]	[redacted]

Catégorie de l'organisme

Organisme partenaire pris en compte dans le calcul du partage des coûts

Organisme partenaire

Espace pour la vie Montreal

Département partenaire

Insectarium

Nom de famille de contact, prénom de contact

[redacted]

Adresse courriel de contact

[redacted]

CONTRIBUTIONS DE L'ORGANISME PARTENAIRE

	1re année	2e année	3e année	4e année	5e année
Contributions en espèces affectées aux coûts directs de la recherche	21,739	21,739	21,739	0	0
Contributions en nature					
1) Salaires du personnel scientifique et technique	4,000	4,000	4,000	2,500	2,500
2) Dons d'appareillage, de logiciels	0	0	0	0	0
3) Dons de matériaux	0	0	0	0	0
4) Logistique liée aux travaux sur le terrain	0	0	0	0	0
5) Prestation de services	0	0	0	0	0
6) Utilisation des installations de l'organisme	1,000	1,000	2,000	2,000	2,000
7) Salaires du personnel cadre et administratif	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500
8)	0	0	0	0	0
Total des contributions en nature	7,500	7,500	8,500	7,000	7,000
Contributions aux frais généraux de l'université	3,261	3,261	3,261	0	0

Organisme partenaire	**Insectarium de Montréal**
Salaire scientifique/technique ($)	**17,000**
Noms	1. [redacted] 2. À déterminer
Rôles	1. [redacted] 2. Entomologiste
Compétences	Taxonomie; collections; science citoyenne; banque de données d'information sur la biodiversité.
Contributions	Récolte de données, consolidation des données, contrôle de qualité, transfert de données.
Temps consacré au projet (h)	340
Taux horaire ($/h)	entre 40 et 65
Salaire cadres ($)	**12,500**
Noms	[redacted]
Rôles	[redacted]

Contributions	Gestion des projets, en particulier celui d'échantillonnage d'ADN environnemental des sols (arthropodes); transfert de données; sciences citoyennes, expertises; participation aux groupes de réflexions et ateliers proposés par Biodiversité Québec.
Temps consacré au projet (h)	140
Taux horaire ($/h)	125
Utilisation des installations	**8,000**
Description	Utilisation des locaux pour la tenue d'évènements publiques (lancement de projets, présentations publiques, etc.), visite de groupe de travail, utilisation des laboratoires par du personnel de terrain et/ou accueil d'un.e stagiaire.

ANNEXE 4
Protocole de visibilité

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que l'Université de Sherbrooke (ci-après l'« **Université** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet de recherche intitulé « Outils d'aide à la décision en temps réel pour le développement responsable en matière de biodiversité » (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver, le cas échéant, un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Université utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Université respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;
- « Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 **Relations médias et événements publics**

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;
- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;
- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure

un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/espacepourlavie/;
- Pour une publication sur Instagram : @espacepourlavie;
- Pour une publication sur Facebook :
  - @espacepourlavie

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Université et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, espacepourlavie.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;
- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à

l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à espacepourlavie@montreal.ca.

2.4 **Bilan de visibilité**

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le Projet;
- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 **Normes graphiques et linguistiques**

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 **Approbations**

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 **Contacts**

3.3.1 **Direction des communications**

Écrire à espacepourlavie@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1250348004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Insectarium , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 75 000 $ et un soutien technique d'une valeur de 37 500 $ à l'Université de Sherbrooke pour la réalisation du projet Biodiversité Québec entre le 16 octobre 2023 et le 15 octobre 2028 / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV 1250348004 - Université de Sherbrooke.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fiorella NUNEZ CARPIO
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-17

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgetaire
Tél :
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1250348007

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 50 000 $ à l'Université du Québec à Rimouski pour la réalisation du projet Développement d'une programmation en physiologie de la conservation axée sur le Chevalier cuivré, pour une période se terminant le 30 avril 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 50 000 $ à l'Université du Québec à Rimouski pour la réalisation du projet Développement d'une programmation en physiologie de la conservation axée sur le Chevalier cuivré, pour une période se terminant le 30 avril 2026 ;

2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-06-20 15:30

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250348007**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 50 000 $ à l'Université du Québec à Rimouski pour la réalisation du projet Développement d'une programmation en physiologie de la conservation axée sur le Chevalier cuivré, pour une période se terminant le 30 avril 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le chevalier cuivré a été désigné espèce de poisson menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées et vulnérables du Québec (LEMV) et désigné « en voie de disparition » par la Loi sur les espèces en péril du Canada (LEP). Le chevalier cuivré se trouve uniquement au Québec. Il vit dans un tronçon du fleuve Saint-Laurent entre l'île Perrot et le lac Saint-Pierre, ainsi que dans la rivière Richelieu jusqu'à Chambly. Il fréquente aussi les rivières des Mille Îles, des Prairies, L'Acadie et Saint-François jusqu'aux premiers obstacles infranchissables.
La précarité de son statut exige le déploiement d'efforts de conservation et de restauration rapides et efficaces. Ainsi, les moyens déployés doivent être optimisés, maximisés et diversifiés.

Le Biodôme participe depuis longtemps aux efforts de rétablissement du chevalier cuivré. Il a notamment maintenu une population arche (genitarium) de 1994 à 2008 afin de conserver la variabilité génétique. Il est membre actif de l'Équipe de rétablissement du chevalier cuivré, coordonnée par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), qui réunit également le Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu, le Comité ZIP des Seigneuries, le Comité ZIP du lac Saint-Pierre, Conservation de la nature Canada, Éco-Nature, parc de la Rivière-des-Mille-Îles, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Parcs Canada, Pêches et Océans Canada, l'Union des producteurs agricoles, la Ville de Mont-Saint-Hilaire et la Société zoologique de Granby.

Dans ce cadre, le Biodôme collabore à un pôle de recherche et de conservation qui rassemble des chercheurs possédant des expertises complémentaires (génétique; écotoxicologie; physiologie de la reproduction, de la nutrition, de la croissance; santé animale; comportement animal; aquaculture; biologie aquatique; écologie des milieux humides) en vue de favoriser l'émergence d'une synergie en recherche appliquée ciblant le chevalier cuivré. Ce pôle de recherche compte notamment le Département de biologie, chimie et géographie de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE25 1050 (11 juin 2025): autoriser la réception d'une contribution financière de 975 572 $ de la Fondation Espace pour la vie pour soutenir divers projets du Service de l'Espace pour la vie (1250348006)

DESCRIPTION

La contribution du Biodôme à l'UQAR permettra d'appuyer l'embauche d'un stagiaire postdoctoral qui contribuera au développement d'une programmation en physiologie de la conservation. Son mandat sera notamment de :

- participer aux efforts de rédaction de propositions de recherche sur des problématiques prioritaires telles que préconisées dans le plan de rétablissement du chevalier cuivré et selon l'analyse des besoins en recherche sur le genre.
- participer comme chercheur postdoctoral aux efforts de recherche en cours notamment sur l'identification d'indicateurs de santé chez le chevalier cuivré et espèces apparentées et le développement de techniques de détection basées sur l'ADN environnemental adaptées aux mollusques, espèces végétales et chevaliers dans le cadre d'efforts visant à mieux caractériser la qualité des herbiers aquatiques associés à l'habitat essentiel du chevalier cuivré.

JUSTIFICATION

Ce projet répond aux missions fondamentales de recherche, de conservation et d'éducation d'Espace pour la vie. Plus précisément, ce projet permettra à la Ville de Montréal de bénéficier de données ainsi que d'outils d'analyse et d'aide à la décision qui seront utiles en matière de protection de la biodiversité,

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière de 50 000 $ est prévue au service de l'Espace pour la vie (division collections et recherche du Biodôme). Cette contribution financière sera assumée à 100 % par la Ville centre.
Le versement de la contribution se fera en 2 versements:

- un premier versement de 43 500 $ dans les 30 jours suivant la signature de la convention;
- un deuxième versement de 6 500 $, au 30 avril 2026.

Ce projet est entièrement financé par une contribution de la Fondation Espace pour la vie.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment les priorités suivantes:

- Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision
- Priorité 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La recherche réalisée dans le cadre ce projet contribuera à l'atteinte des engagements internationaux définis par le nouveau Cadre mondial pour la biodiversité, élaboré à l'occasion de la Conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique, tenue en 2022 à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Terminaison de la convention: 30 avril 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michele PICARD, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2025-06-17
Géraldine JACQUART Cheffe d'équipe		Valérie MATTEAU chef(fe) de division - collections vivantes et recherches	
Tél :	514 803-0588	**Tél :**	438 874-9215
Télécop. :		**Télécop. :**	-

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2025-06-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1250348007
Unité administrative responsable : Espace pour la vie
Projet : Accorder un soutien financier de 50 000 $ à l'Université du Québec à Rimouski pour la réalisation du projet "Développement d'une programmation en physiologie de la conservation axée sur le Chevalier cuivré" entre la signature de la convention et le 30 avril 2026.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**x**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision
- Priorité 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Priorité 2 : Le chevalier cuivré a été désigné espèce menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées et vulnérables du Québec (LEMV) et désigné « en voie de disparition » par la Loi sur les espèces en péril du Canada (LEP). Le chevalier cuivré se trouve uniquement au Québec. Il vit dans un tronçon du fleuve Saint-Laurent entre l'île Perrot et le lac Saint-Pierre, ainsi que dans la rivière Richelieu jusqu'à Chambly. Il fréquente aussi les rivières des Mille Îles, des Prairies, L'Acadie et Saint-François jusqu'aux premiers obstacles infranchissables. La précarité de son statut exige le déploiement d'efforts de conservation et de restauration rapides et efficaces. Ainsi, les moyens déployés doivent être optimisés, maximisés et diversifiés. Ce projet répond aux missions fondamentales de recherche, de conservation et d'éducation d'Espace pour la vie. Plus précisément, ce projet permettra à la Ville de Montréal de bénéficier de données ainsi que d'outils d'analyse et d'aide à la décision qui seront utiles en matière de protection de la biodiversité. La recherche réalisée dans ce projet contribuera à l'atteinte des engagements internationaux définis par le nouveau Cadre mondial pour la biodiversité, élaboré à l'occasion de la Conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique, tenue en 2022 à Montréal.
- Priorité 16 : Le Biodôme est membre actif de l'Équipe de rétablissement du chevalier cuivré, coordonnée par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), qui réunit également le Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu, le Comité ZIP des Seigneuries, le Comité ZIP du lac Saint-Pierre, Conservation de la nature Canada, Éco-Nature, parc de la Rivière-des-Mille-Îles, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Parcs Canada, Pêches et Océans Canada, l'Union des producteurs agricoles, la Ville de Mont-Saint-Hilaire et la Société zoologique de Granby. Dans ce cadre, le Biodôme collabore à un pôle de recherche et de conservation qui rassemble des chercheurs possédant des expertises complémentaires (génétique; écotoxicologie;

physiologie de la reproduction, de la nutrition, de la croissance; santé animale; comportement animal; aquaculture; biologie aquatique; écologie des milieux humides) en vue de favoriser l'émergence d'une synergie en recherche appliquée ciblant le chevalier cuivré. Ce pôle de recherche compte notamment le Département de biologie, chimie et géographie de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI (UQAR),** corporation constituée suivant la Loi sur l'Université du Québec (RLRQ c.U-1) et ayant le siège de ses affaires au 300, allée des Ursulines à Rimouski, province de Québec, G5L 3A1, représentée par monsieur Pietro-Luciano Buono, doyen de la recherche, dûment autorisé aux fins des présentes

ci-après appelée l'« **Université** »

La Ville et l'Université sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la mission de l'Université consiste à assurer la formation aux trois cycles universitaires, à contribuer à l'avancement des connaissances par le biais de recherches dans les domaines de sa compétence et à appuyer le développement du territoire qu'elles desservent ;

ATTENDU QUE l'Université sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Université à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Université a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Université pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Université, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la cheffe de la division des collections vivantes, de la recherche et du développement scientifique du Biodôme de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de l'Espace pour la vie de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Université afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Université s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Université;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Université sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Université traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Université sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Université pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Université, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Université accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Université au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Université ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Université n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Université de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cinquante mille dollars (50 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Université en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de quarante-trois mille cinq cents dollars (43 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de six mille cinq cents dollars (6 500 $) au 30 avril 2026;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Université ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Université à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Université ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Université doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Université doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Université doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Université;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre Université ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Université;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Université, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Université doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Université.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Université déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Université doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Université ou l'assureur.

8.3 L'Université s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Université doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Université, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Université accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier

les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Université n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Université fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Université passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Université pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Université perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Université du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Université n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Université refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Université cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Université, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 avril 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Université par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Université doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Université doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Université cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Université, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Université de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Université qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Université à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Université**

L'Université n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Université ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Université</u>

L'Université fait élection de domicile au 300, allée des Ursulines à Rimouski, province de Québec, G5L 3A1, et tout avis doit être adressé à l'attention du doyen de la recherche. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Université fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4777, av. Pierre-De-Coubertin, Montréal (Québec) H1V 1B3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante].]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

Par : _____
Pietro-Luciano Buono, doyen de la recherche

Par : _____
Pierre Blier, professeur

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025 (Résolution CE_____).

ANNEXE 1

PROJET

Développement d'une programmation en physiologie de la conservation axée sur le Chevalier cuivré (*Moxostoma hubbsi*) et espèces apparentées.

Le chevalier cuivré (*Moxostoma hubbsi*) est le seul vertébré endémique du Québec et son aire de répartition est restreinte, se limitant au fleuve Saint-Laurent et à quelques-uns de ses tributaires. La rivière Richelieu est le seul endroit où la reproduction de cette espèce a été confirmée. La situation précaire du chevalier cuivré a fait naître, en 1994, des initiatives de reproduction artificielle par le ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (devenu le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, MELCCFP). Le chevalier cuivré a été désigné espèce menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées et vulnérables du Québec (LEMV) et désigné « en voie de disparition » par la Loi sur les espèces en péril du Canada (LEP). Le chevalier cuivré est considéré comme l'espèce qui s'inscrit le mieux dans le cadre de valeurs sociales, de développement durable et de conservation de la biodiversité et son statut précaire est un véritable indicateur de l'impact des activités anthropiques sur les écosystèmes aquatiques du sud du Québec. Le statut du chevalier cuivré exige le déploiement d'efforts de conservation et de restauration rapides et efficaces.

On a dénombré une population totale de 500 à 1500 individus au début des années 2000 et on s'accorde actuellement pour affirmer que le nombre de reproducteurs est encore extrêmement faible. Les efforts de reproduction artificielle ont eu un certain impact, mais, pour pérenniser la population sauvage avec un nombre minimum de géniteurs et une diversité génétique, plus d'efforts de reproduction ex-situ doivent être faits. Ainsi, les moyens déployés doivent être optimisés, maximisés et diversifiés.

Le Biodôme participe depuis longtemps aux efforts de rétablissement du chevalier cuivré. Il a notamment maintenu une population arche (genitarium) de 1994 à 2008 afin de conserver la variabilité génétique. Il est ainsi membre actif de l'Équipe de rétablissement du chevalier cuivré, coordonnée par le MELCCFP, qui réunit également le Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu, le Comité ZIP des Seigneuries, le Comité ZIP du lac Saint-Pierre, Conservation de la nature Canada, Éco-Nature, parc de la Rivière-des-Mille-Îles, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Parcs Canada, Pêches et Océans Canada, l'Union des producteurs agricoles, la Ville de Mont-Saint-Hilaire et la Société zoologique de Granby.

Dans ce cadre, le Biodôme collabore à un pôle de recherche et de conservation qui rassemble des chercheurs possédant des expertises complémentaires (génétique; écotoxicologie; physiologie de la reproduction, de la nutrition, de la croissance; santé animale; comportement animal; aquaculture; biologie aquatique; écologie des milieux

humides) en vue de favoriser l'émergence d'une synergie en recherche appliquée ciblant le chevalier cuivré. Ce pôle de recherche compte notamment le Département de biologie, chimie et géographie de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

La contribution du Biodôme à l'UQAR permettra d'appuyer l'embauche d'un stagiaire postdoctoral qui contribuera au développement d'une programmation en physiologie de la conservation.
Son mandat sera notamment de :

- contribuer aux efforts de rédaction de propositions de recherche sur des problématiques prioritaires telles que préconisées dans le plan de rétablissement du chevalier cuivré et selon l'analyse des besoins en recherche sur le genre Moxostoma sp.
- participer comme chercheur postdoctoral aux efforts de recherche en cours notamment la détermination de la valeur CTMax; l'identification d'indicateurs de santé chez le chevalier cuivré et espèces apparentées et le développement de techniques de détection basées sur l'ADN environnemental adaptées aux mollusques, espèces végétales et Moxostoma sp. dans le cadre d'effort visant à mieux caractériser la qualité des herbiers aquatiques associés à l'habitat essentiel du chevalier cuivré.

Les dépenses de déplacement du stagiaire postdoctoral dans le cadre du projet sont également admissibles, de même que des frais d'administration d'un maximum de 15 % des dépenses admissibles.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Université doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville / Espace pour la vie sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville / Espace pour la vie et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal, via Espace pour la vie (Biodôme de Montréal)** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **cindy.leong@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **cindy.leong@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1250348007

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier de 50 000 $ à l'Université du Québec à Rimouski pour la réalisation du projet Développement d'une programmation en physiologie de la conservation axée sur le Chevalier cuivré, pour une période se terminant le 30 avril 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV - 1250348007.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Adriana SANTOS
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Sabiha FRANCIS
Conseiller(-Ere) budgetaire
Tél : - -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258781003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 218 800 $ à 5 organismes dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel de 68 322 $ / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant 218 800 $ à 5 organismes dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin du Service de la culture ;

Organisme	Projet	Montant recommandé
CIBL-FM 101,5	Voix et échos	20 000 $
Festival M.A.D. (MODE, ARTS ET DIVERTISSEMENT)	Apéro Sapé	50 000 $
Nomade Aménagements transitoires	La grande phrase du Quartier latin	50 000 $
Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation inc	Les micro matchs de la LNI au quartier latin	30 000 $
Les Rugissants	Le lys et le lion	68 800 $
	TOTAL	**218 800 $**

2. d'autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel de 68 322 $ de compétence locale au Service du développement économique ;

3. d'approuver les projets de conventions établissant les modalités à cet effet ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-23 13:05

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258781003**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 218 800 $ à 5 organismes dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel de 68 322 $ / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La relance du Quartier latin est devenue une priorité et une volonté partagée par la Ville de Montréal et l'ensemble des acteurs du territoire. Elle compte d'ailleurs parmi les neuf projets de la Stratégie Centre-ville afin de « propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie ». Pour canaliser ces efforts vers un projet commun, cohérent et intégré, la Ville de Montréal a souhaité mettre en place une équipe dédiée à sa relance, sous la responsabilité du Service de la culture (SC).

Ce sommaire décisionnel porte sur les demandes de contributions financières déposées dans le cadre de de l'appel à projets - Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie annoncé le 27 février dernier. Un appel à projets visant à soutenir des initiatives ancrées dans l'identité de ce lieu historique pour dynamiser le secteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0142 - 21 mars 2024 - Approuver deux avenants à la convention de subvention des phases I et II qui permettent l'extension de la durée de deux conventions établies entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (CG23 0112) jusqu'au 31 mars 2025 sans modifier les montants des contributions financières prévues
CG 22 0181- 24 mars 2022 - Approuver un projet d'entente avec le Ministre de l'Économie et de l'Innovation relativement à l'octroi d'une subvention de 7 M$ pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant le plan de relance II du centre-ville de Montréal durant la période 2022 à 2023 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 7 M$

CG21 0389 - 17 juin 2021 - Approuver un projet d'entente avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 15 M$ pour la mise en œuvre d'un

ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023.

DESCRIPTION

L'analyse des projets déposés a été réalisé par un comité de sélection composé de représentants du Service du développement économique, de l'arrondissement Ville-Marie et du Service de la culture;

Les principaux critères d'évaluation ont été;

1. **Expertise et capacité de réalisation de l'organisme**

Expérience et compétences de l'équipe
Crédibilité et ancrage local
Partenariats et collaborations
Viabilité budgétaire et opérationnelle

2. **Pertinence, qualité et impact du projet**
Connaissance du milieu

Retombées attendues
Originalité et innovation
Engagement en faveur de la transition écologique

Les 5 projet retenus sont les suivants;

- **Le lys et le lion** - Déambulatoire chanté francophone sur la Rue Saint-Denis qui renforcera la synergie entre vie commerciale, citoyenne et culturelle. 20 trajets de 45 minutes, 8 chanteurs et le chef/animateur lieront des chansons et leur thème aux commerces, aux salles de spectacle et aux institutions publiques. 2 grands concerts auront lieu au parvis de la Maison de la chanson

Durée et date de présentation proposée : 4 semaines – juillet et août

Lieu envisagé : Plusieurs sites du quartier dont le seuil de la futur Maison de la chanson et de la musique du Québec

- **Voix et échos -** Une visite guidée audio, issue d'une démarche participative avec la communauté, qui invite les citoyens et les visiteurs à (re)découvrir le Quartier latin au travers d'un parcours sensoriel et narratif, révélant sa vie, sa diversité et sa richesse, de jour comme de nuit. La visite audio sera accessible facilement et gratuitement, sur 4 saisons. Ce projet s'intègre dans une démarche exploratoire et participative avec les étudiant.es, commençant.es, artistes, citoyen.nes et représentant.es d'organismes, dans le cadre du Parcours Arborescences, une initiative de l'UQAM qui s'inscrit dans la relance du Quartier latin, en collaboration avec Bibliothèque et archives nationales du Québec (BAnQ) et la Société de développement commercial du Quartier latin (SDC Quartier latin).

Durée et date de présentation proposée : réalisation du projet (sept a déc 2025). Ensuite la visite audio sera disponible à l'année.
Lieu envisagé : Captations lors d'événements publics du Quartier Latin (festivals, performances, ateliers) et ensuite déploiement dans le cadre du Parcours. Arborescences

- **Apéro Sapé -** un événement hebdomadaire se déroulant au Quartier Latin, visant à célébrer et valoriser la diversité des styles et des talents émergents de la mode. Inspiré du concept d'un "apéro" décontracté, cet événement combine l'aspect social et festif et offre une plateforme unique pour l'expression de soi et la découverte.

Durée et date de présentation proposée : 3 journées, septembre 2025
Lieu envisagé : Place Pasteur - rue Saint Denis

- **La grande phrase du Quartier latin** - Une grande phrase calligraphiée reliant les espaces publics intérieurs et extérieurs du Quartier latin. Elle tracera une boucle de découverte entre les places, les passages et les institutions. Inspirée d'une œuvre de Ruedi Baur à Mons, capitale culturelle, elle racontera la vie du quartier et ses synergies, révélant et activant le dynamisme des acteurs-citoyens en racontant leurs histoires.

Durée et date de présentation proposée : Septembre à décembre 2025
Lieu envisagé : Façade de commerce, édifices publics, palissades de chantiers

- **Les micro matchs de la LNI au Quartier latin -** 10 micro-matchs d'improvisation en plein air animeront le Quartier latin sur cinq semaines, chaque jeudi à 17 h et 19 h, dans différents lieux. Spectacles conviviaux, nomades et participatifs, ils favorisent la cohabitation harmonieuse, dynamisent l'achalandage et offrent une expérience inclusive aux publics variés.

Durée et date de présentation proposée : Septembre 2025
Lieu envisagé : Rue St-Denis et place Pasteur

Le soutien financier offert se réparti comme suit;

Organisme	Projet	Montant recommandé
CIBL-FM 101,5	Voix et échos	20 000 $
Festival M.A.D. (MODE, ARTS ET DIVERTISSEMENT)	Apéro Sapé	50 000 $
Nomade Aménagements transitoires	La grande phrase du Quartier latin	50 000 $
Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation inc	Les micro matchs de la LNI au quartier latin	30 000 $
Les Rugissants	Le lys et le lion	68 800 $

JUSTIFICATION

L'appel à projets vise à soutenir des initiatives culturelles à fort impact qui contribueront à la revitalisation du Quartier latin en accord avec la Stratégie centre-ville, Montréal 2030 et les priorités des acteurs locaux. Les projets proposés devaient s'inscrire dans un minimum trois des objectifs suivants :

- Affirmer l'identité du Quartier latin en renforçant son rôle de vitrine de la francophonie
- Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale en attirant un public diversifié
- Renforcer les synergies entre les différents acteurs du quartier
- Soutenir la créativité et l'innovation
- Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier

- Encourager une cohabitation harmonieuse

Ce soutien financier s'inscrit dans la mise en œuvre de la *Priorité 1 - Mettre en valeur l'identité de nos quartiers / projet Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie* de de la Stratégie Centre-Ville de la Ville de Montréal 2024-2030

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 218 800 $ pour 5 projets retenus :

- 106 502$ Les crédits requis proviennent du Budget du Service du développement économique de l'entente 150M$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2.

- 112 298 $ Les crédits requis proviennent du Budget du Service du développement économique des ententes d'une subvention de 15 M$ et de 7M$ MEIE pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023.
- Un budget additionnel revenus- dépenses au montant de 68 322 $ de compétence locale est requis pour le présent dossier

Tableau des contributions

Organisme	**Projet**	**Soutien déjà accordé à l'organisme (projets multiples)**			**Soutien recommandé 2025**	2025			% Ville
		An -3	An -2	An -1		1 er vers	2e ver	3 e vers	
Les Rugissants	Le lys et le lion	53 817 $	98 354 $	72 842 $	68 800 $	40 000 $	20 000 $	8 800 $	100%
CIBL-FM 101,5	Voix et échos		7 500 $		20 000 $	12 000 $	6 000 $	2 000 $	100%
Festival M.A.D.	Apéro sapé	148 500 $	121 500 $	184 500 $	50 000 $	30 000 $	15 000 $	5 000 $	100%
Théâtre de la ligue nationale d'improvisation inc	Les Micro matchs de la LNI au QL	50 760 $	81 892 $	85 138 $	30 000 $	20 000 $	5 000 $	5 000 $	100%

Nomade Aménagements transitoires	La grande phrase du Quartier latin				50 000 $	30 000 $	15 000 $	5 000 $	100%

La dépense est assumé à 100% par la ville centrale

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, selon la grille en pièce jointe

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La fermeture de rues et les obstructions du domaine public seront planifiés en coordination avec les services d'urgence ainsi qu'avec les équipes en charge de la mobilité. Une opération de communication sera mise en place avec les l'organisme pour s'assurer d'informer les citoyen.nes.
L'octroi de ce financement est essentiel à l'atteinte des objectifs du volet; Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie, de la stratégie Centre-ville 2030.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Juillet - mobilisation des promoteurs
- Août - octobre - déploiement des activités
- Décembre - reddition de compte et rapport d'activité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie BOCHET, Service du développement économique
Stéphane DUPUPET, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 294-5967
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248781011*
Unité administrative responsable :*Service de la culture*
Projet : *Accorder un soutien financier de 210 000 $ à l'École nationale de théâtre du Canada pour la réalisation de son projet d'acquisition de matériel de projection pour le Monument National.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- 15. Stimuler la production d'événements et de projections cinématographiques au cœur du Quartier des spectacles, véritable pôle culturel de Montréal et du Québec et favoriser les collaborations entre le milieu de la formation en art, de la diffusion et du cinéma;

- 20. Faire rayonner le cinéma en accueillant des événements prestigieux dans une salle patrimoniale mythique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPEL À PROJETS

Propulser le Quartier latin, Vitrine de notre francophonie

FÉVRIER 2025



Agora Maximus par par LAAB Collective en collaboration avec Signature Design communication
Photo : R.Thibodeau

Contexte

À la fois carrefour du savoir, pôle culturel et économique, milieu de vie dynamique, le Quartier latin se distingue par son effervescence étudiante et son attractivité touristique. Reconnu historiquement comme un pilier de la francophonie montréalaise, il incarne un lieu de rencontres, d'échanges et de créativité.

Cependant, ces dernières années, le quartier a connu un certain essoufflement, marqué par une baisse de l'achalandage, la fermeture de commerces et des défis liés à la cohabitation sociale. Face à ces enjeux, la relance du Quartier latin est devenue une priorité pour la Ville de Montréal et l'ensemble des acteurs du territoire.

Dans cette optique, la Stratégie centre-ville, adoptée en 2024, place la revitalisation du Quartier latin au cœur de ses ambitions sous l'initiative **Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie**. L'objectif : renforcer son identité distinctive, stimuler son attractivité et en faire un véritable moteur de la vitalité montréalaise.

C'est dans cette dynamique que la Ville de Montréal lance un appel à projets visant à soutenir des initiatives innovantes, ancrées dans l'identité de ce lieu historique, et qui contribueront à redonner au Quartier latin tout son éclat et à en faire un espace vibrant et incontournable.

Objectifs

À travers cet appel à projets, la Ville de Montréal souhaite soutenir des initiatives culturelles à fort impact qui contribueront à la revitalisation du Quartier latin en accord avec la **Stratégie centre-ville, Montréal 2030 et les priorités des acteurs locaux**. Les projets proposés devront s'inscrire dans un minimum de trois des objectifs suivants :

- **Affirmer l'identité du Quartier latin** en renforçant son rôle de vitrine de la francophonie et en mettant en valeur son patrimoine culturel unique.
- **Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale** en attirant un public diversifié et en favorisant l'animation des rues et des espaces publics.
- **Renforcer les synergies entre les différents acteurs du quartier** (culturels, éducatifs, sociaux et économiques) en développant des collaborations durables.
- **Soutenir la créativité et l'innovation** en développant des projets qui reflètent le caractère distinctif du quartier.
- **Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier** – qu'elles y résident, y étudient, y travaillent ou le visitent – en le rendant plus accueillant, accessible et animé.
- **Encourager une cohabitation harmonieuse** en favorisant l'inclusion sociale, les interactions positives et un cadre de vie agréable pour tous.

Les projets

Cet appel à projets vise à soutenir des initiatives qui répondent à plusieurs des objectifs mentionnés, avec des retombées concrètes et un impact significatif sur la vitalité du Quartier latin. Bien que ces projets doivent impérativement avoir une **dimension économique et culturelle**, ils peuvent s'inscrire dans divers champs d'action, tels que la communication, l'événementiel, le social ou l'aménagement.

Les projets doivent être **réalisés en 2025** et être portés par un **organisme à but non lucratif (OBNL) ou un organisme public** déjà actif dans le quartier. L'organisme devra démontrer l'adhésion de la communauté locale à sa proposition.

Les initiatives sélectionnées devront se dérouler à l'intérieur des limites du Quartier latin - à l'exception de la place Émilie-Gamelin - et s'inscrire dans le périmètre environnant l'axe des rues Saint-Denis et le boulevard de Maisonneuve (voir carte en annexe). Elles devront se déployer dans l'espace public ou dans des lieux accessibles gratuitement. Les projets qui ont un potentiel de retombées plus important dans un secteur à forte densité commerciale seront priorisés.

Il est essentiel que ces projets s'adressent au **grand public** et soient accessibles au plus grand nombre.

Exclusions

La contribution de la Ville **ne peut pas** être utilisée pour :

- Ajouter un volet à une offre événementielle déjà existante dans le Quartier latin.
- Couvrir des frais liés au fonctionnement normal d'un organisme, à des activités de financement, à des colloques, congrès ou événements à caractère essentiellement religieux ou politique.

Engagements des organismes sélectionnés

Les organismes retenus devront s'assurer du respect des lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'utilisation de l'espace public. Ils devront entreprendre toutes les démarches nécessaires pour obtenir les permis requis pour l'occupation du domaine public ou privé, ainsi que les sceaux d'ingénieurs si leur projet implique des installations sur le domaine public.

Critères d’admissibilités

- Être un organisme à but non lucratif (OBNL) légalement enregistré depuis au moins un an et constitué sous l’autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38) ou régi par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (LC 2009, c23) ou constitué comme une coopérative de solidarité exploitée à des fins non lucratives (interdisant l’attribution de ristournes à ses membres) OU un organisme public;
- Avoir son siège social sur le territoire de la Ville de Montréal;
- Démontrer de saines pratiques financières et de saine gouvernance.

Un organisme ne peut déposer qu’un seul projet.

Dépenses

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont celles liées à la réalisation, à la promotion et à l’administration du projet.

- Promotion et communication (10 % max. du budget)
- Logistique, transport et équipement
- Salaires pour personnes dédiées à la réalisation du projet
- Honoraires professionnels
- Frais d’administration (10 % max. du budget)
- Assurance responsabilité civile - obligatoire si le projet est retenu

Dépenses non-admissibles

- Frais de fonctionnement de l’organisme
- Projets d’immobilisation (incluant les améliorations locatives)
- Déficit de l’organisme
- Dépenses engagées avant la signature de la convention

Critères d’évaluation

Les projets admissibles seront évalués selon deux grandes catégories de critères :

1. **Expertise et capacité de réalisation de l’organisme (40 %)**

- Expérience et compétences de l’équipe : capacité prouvée à mener à bien un projet d’ampleur similaire.
- Mobilisation des parties prenantes : aptitude à engager les acteurs clés
- Crédibilité et ancrage local : reconnaissance de l’organisme au sein de l’écosystème concerné.
- Partenariats et collaborations : synergies établies avec d’autres partenaires locaux (organisations et commerces) pour maximiser l’impact du projet.
- Optimisation des ressources : mutualisation des moyens avec d’autres initiatives ou organismes, lorsque pertinent.
- Viabilité budgétaire et opérationnelle : budget équilibré, cohérence des coûts et du calendrier de réalisation.

2. **Pertinence, qualité et impact du projet (60 %)**

- Connaissance du milieu: démonstration d’une compréhension du milieu, des enjeux locaux et des besoins.
- Alignement avec les objectifs : contribution claire à un ou plusieurs des objectifs définis et Montréal 2030
- Retombées attendues : impact tangible sur la vitalité et l’attractivité du Quartier latin. Les projets qui ont un potentiel de retombées plus important dans un secteur à forte densité commerciale seront priorisés.
- Originalité et innovation : approche distinctive, nouvelles pratiques ou concepts novateurs.
- Effet structurant à long terme : capacité du projet à générer des retombées durables.
- Complémentarité : apport spécifique au paysage culturel et social du Quartier latin.
- Engagement en faveur de la transition écologique : intégration de pratiques écoresponsables dans la gestion et la mise en œuvre du projet.

Modalités de financement

La contribution financière est établie en tenant compte de l'ampleur des activités, de l'impact du projet, de la structure financière du projet, des catégories de dépenses et des sources de revenus, y compris celles provenant du secteur privé et des revenus autonomes. Le comité d'évaluation et l'administration municipale pourraient recommander une contribution financière différente de celle demandée par le demandeur. Le cas échéant, le demandeur aura l'opportunité de revoir certaines activités du projet.

La contribution octroyée dans le cadre de cet appel ne peut servir à financer un projet qui bénéficie déjà d'un financement de la Ville (arrondissements compris). De plus, cette contribution ne peut dépasser 80 % du financement total du projet. Au moins 20 % du coût du projet doit être couvert par des contributions de sources privées ou autonomes.

L'enveloppe globale de l'appel à projets est de 750K $. Ces fonds proviennent de la Stratégie centre-ville.

Le montant maximal pouvant être octroyé pour un projet est 250K $.

Calendrier

Cet appel à projets soutient des projets qui peuvent débuter à partir de juin et qui doivent se terminer au plus tard le 31 décembre 2025. La réception des projets se fait en continu jusqu'à l'épuisement des sommes disponibles ou jusqu'au 15 juillet 2025 à midi. La Ville informera l'organisme de sa décision quant à l'octroi du soutien financier dans un délai approximatif de huit (8) à dix (10) semaines suivant le dépôt des demandes.

28 février 2025 : Lancement de l'appel à projets

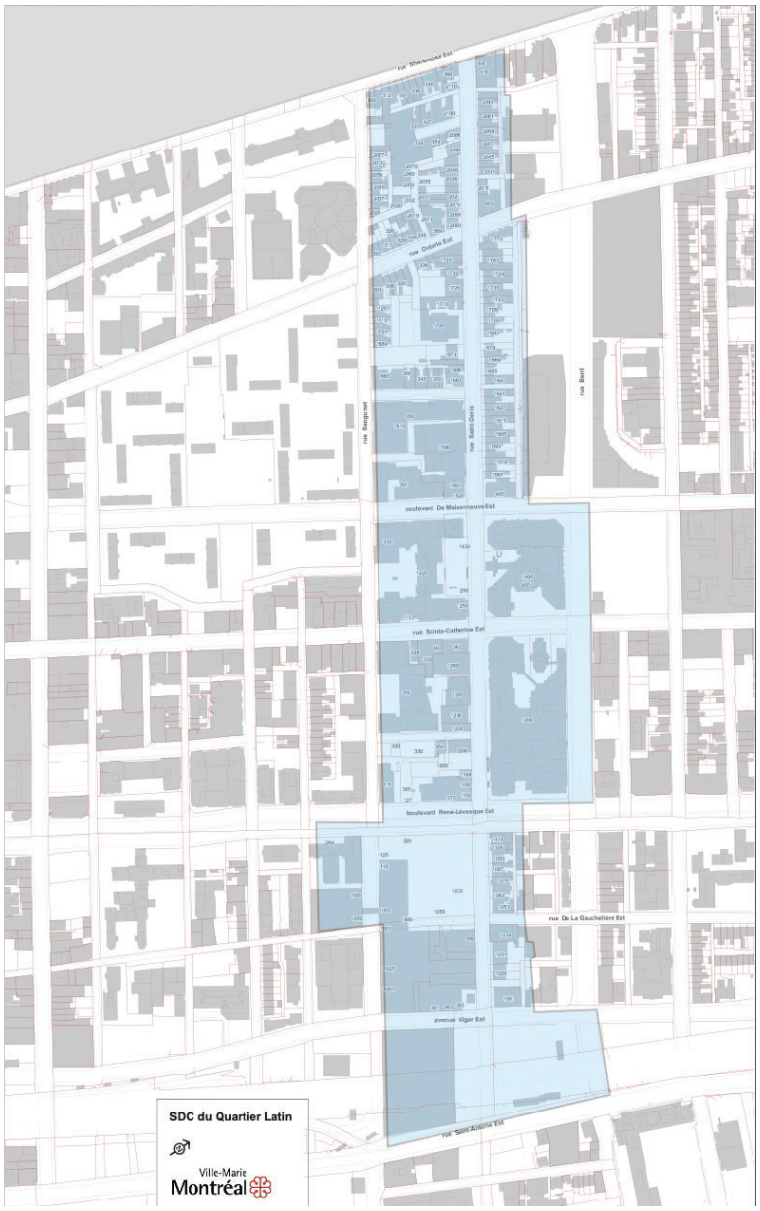
18 mars 2025 à midi : Séance d'information en ligne

Juin 2025 : Début des projets

Décembre 2025 : Fin des projets et reddition de compte

Dépôt des dossiers en continu jusqu'à l'épuisement des sommes disponibles ou jusqu'au 15 juillet 2025 à midi.

Annexe – carte référence



Montréal

2 rue Sainte-Catherine Est, suite 201
Montréal, Qc, H2X 1K4

Extraits de la séance du conseil d'administration de la Radio communautaire francophone de Montréal, tenue le 12 mai 2025

Réponse de la Radio communautaire francophone de Montréal à l'appel à projet

Sur proposition de Marc-André Robertson, appuyée par Jeanne Doré, il est RÉSOLU que la station **CIBL 101,5 FM**, par sa mission de rayonnement culturel et citoyen, **soutient explicitement le dépôt** de la demande de financement auprès de la **Ville de Montréal**, dans le cadre de l'**Appel à projets – Rel□nce du Qu□rtier L□tin**, pour le projet **« Quartier Latin : Voix et Échos »**, portant sur une proposition de soutien à un parcours audio immersif dans le Quartier Latin et **demandant un financement de 20 000 $**.

Mandataire autorisé pour le projet

Sur proposition de Jeanne Doré, appuyée par Marc-André Robertson, il est RÉSOLU que **Monsieur David Gobeille-Kaufman** soit **nommé personne désignée**, habilitée à représenter CIBL dans ce dossier, à signer toute demande, tout document ou tout engagement en lien avec cette soumission, incluant le dépôt, les ententes de service, les rapports d'avancement et les conventions de financement qu'imposerait l'appel à projets.

Le conseil d'administration autorise ainsi **Monsieur David Gobeille-Kaufman**, en tant que tel, à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne mise en œuvre du projet « Quartier Latin : Voix et Échos » dans le respect des exigences de l'appel à projet, et à engager financièrement la station dans la limite de l'appui sollicité (20 000 $).

Jeanne Doré
Présidente du conseil d'administration

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DES ADMINISTRATEURS DE LA CORPORATION FESTIVAL M.A.D. MONTRÉAL (LA « SOCIÉTÉ »)

RÉSOLUTION :

Demande de subventions

ATTENDU QUE le Festival M.A.D., la Société désire obtenir un soutien financier de 75 000 $ dans le cadre de l'Appel à projets pour le Quartier latin.

ATTENDU QU'IL est opportun de désigner M. Jean-François Daviau comme signataire des formulaires de demandes ou des protocoles d'entente à ce titre;

SUR PROPOSITION DÛMENT FAITE ET APPUYÉE :

RÉSOLU :

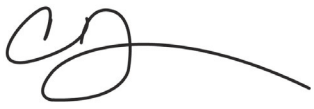
QUE M. Jean-François Daviau soit et il est par les présentes autorisé, pour le compte et au nom de la Société :

(i) à signer, passer et délivrer, auprès de chacun des organismes ci-haut mentionnés, au moment qu'il jugera opportun, tous les documents appropriés (les « **Documents** »), dans les forme et teneur jugées convenables par lui et de consentir à tous les termes, conditions et stipulations y contenus et énoncés, d'y faire toute addition ou modification qu'il pourra juger, à son entière discrétion, convenable ou opportun pour donner plein effet aux présentes résolutions; et,

(ii) à signer, passer et délivrer tous les autres actes, titres, documents ou écrits et de faire et poser ou faire faire et poser tels autres actes, choses ou démarches qu'il pourra, à son entière discrétion, jugé nécessaire, avantageux, utile ou opportun afin de donner plein effet aux termes des présentes résolutions et aux Documents.

CERTIFICATION

La soussignée, dûment nommée secrétaire de la Société, certifie par les présentes que le présent document constitue une copie fidèle et exacte de la résolution du Conseil d'administration de la Société lors d'une réunion régulièrement tenue le 7 juin 2025 et que ladite résolution entre en vigueur, sans modification, à la date indiquée ci-dessous.



_____

Chantal Durivage

Docusign Envelope ID: COAC86C3-D5BE-4959-A3AC-45DB14BF1555

LES RUGISSANTS
(la « **Société** »)

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DATÉES DU 3 AVRIL 2025

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER ET ENTENTE À INTERVENIR AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL

ATTENDU QUE la Société souhaite obtenir le soutien financier de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Appel à projets pour le Quartier latin; et

ATTENDU QUE ledit soutien donnerait l'opportunité à la Société de bonifier le projet *Présentation d'œuvres dans l'espace public* en cours de développement.

IL EST RÉSOLU :

QUE la Société soit autorisée à faire une demande de soutien financier auprès de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Appel à projets pour le Quartier latin; et

QUE Sophie Lapierre soit autorisée, pour et au nom de la Société, à signer toute entente à intervenir entre la Société et la Ville de Montréal aux fins d'obtenir le soutien demandé (entre 55 000$ et 75 000$ suivant le budget final déposé), incluant toute modification ou correction à y apporter, ainsi que tout autre document y afférent et à poser tous les gestes nécessaires ou utiles pour donner effet aux présentes résolutions.

INSERTION DANS LE LIVRE

IL EST RÉSOLU QU'un exemplaire des résolutions ci-dessus énoncées soit inséré dans le livre de procès-verbaux de la Société.

[Validité et signatures à la page suivante]

Docusign Envelope ID: C0AC86C3-D5BE-4959-A3AC-45DB14BF1555

VALIDITÉ

Les résolutions qui précèdent, signées par tous les administrateurs de la Société, ont, conformément à la *Partie III de la Loi sur les compagnies* (Québec), la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration. Ces résolutions, de même que tout document y afférent, sont valides et représentent la volonté de tous les administrateurs à la date mentionnée ci-dessus, nonobstant la date de signature. De plus, ces résolutions peuvent être signées par télécopieur, format de document portable (PDF) ou autre moyen ou procédé électronique et en autant d'exemplaires que nécessaire et lorsque tous signés, seront réputés constituer un seul document.

Signé par :
Xavier Brossard-Ménard
F5ECFF50A02B48F...

XAVIER BROSSARD-MÉNARD

NATALIE BRITTON

DocuSigned by:
Catherine Dion
28413BA61DC94C3...

CATHERINE DION

Signé par :
Geneviève Sarda
CF50DAFFCE4042B...

GENEVIÈVE SARDA

Signé par :
Radosveta Ilieva
183AA2A7D3AF467...

RADOSVETA ILLIEVA

Signé par :
Melissa Bel Mokhtar
CA4FFF3883C74F0...

MÉLISSA BEL MOKHTAR

Signé par :
F0C1E1750773489...

HÉLÈNE POULIN

RÉSOLUTION Nomade 2025-01

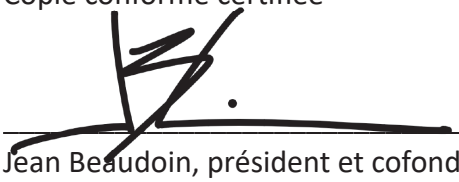
Résolution du Conseil d'administration de l'organisme demandeur, Nomade, autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant la personne responsable, Jean Beaudoin, personne désignée et autorisée à signer tout engagement relatif à la demande associé à l'Appel à projets pour le Quartier latin, au montant de 150 000$.

CONSIDÉRANT le projet à être déposé dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale de la Table des préfets de Lanaudière que le conseil d'administration doit autoriser le dépôt du projet par voie de résolution et en autoriser la signature;

EN CONSÉQUENCE,
Il est proposé par Stéphanie Cardinal, appuyé par Erick Villeneuve; D'autoriser la direction à déposer la demande dans le cadre de l'appel de projets pour le quartier latin, pour le projet "La grande phrase du Quartier Latin;
Que Jean Beaudoin , architecte et ingénieur, agissant comme président, soit autorisé à signer **tout engagement relatif à la demande associé à l'Appel à projets pour le Quartier latin, au montant de 150 000$.**

De transmettre copie de la présente résolution à l'arrondissement Ville-Marie et ses gestionnaires de l'appel.

Copie conforme certifiée



Jean Beaudoin, président et cofondateur,
Montréal, le 10 juin 2025.



Stéphanie Cardinal, administratrice et cofondatrice, secrétaire,
Montréal, le 11 juin 2025.

Montréal, le 10 juin 2025

RÉSOLUTION LNI 2025-06-10-3
EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU 10 JUIN 2025

ATTENDU QUE le Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation souhaite déposer une demande dans le cadre de l'appel à projets *Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie* ;

ATTENDU QUE le projet « Les micromatchs de la LNI au Quartier latin » correspond aux objectifs de l'appel à projets ;

IL EST RÉSOLU QUE le Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation autorise le dépôt d'une demande de financement dans le cadre de cet appel à projets, pour un montant demandé de 30,000$;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE Alexandre Piché, directeur général, soit désigné et autorisé à signer tout document relatif à cette demande et à agir au nom de l'organisme dans ce dossier.

CERTIFIÉ ET SIGNÉ à Montréal, province de Québec,
ce 10e jour de juin 2025

Philippe Roy
Trésorier
Conseil d'administration
Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation

THÉÂTRE DE LA LIGUE NATIONALE D'IMPROVISATION
2121, rue Parthenais
Montréal QC H2K 3T1
514.528.5430
info@lni.ca
lni.ca
/theatreLNI
@theatreLNI

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02- 004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **NOMADE_AMÉNAGEMENTS TRANSITOIRES**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 936 Mont-Royal Est, Montréal, Québec H2J 1X2., agissant et représentée par Jean Beaudoin - président, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : N/D
Numéro d'inscription TVQ : N/D

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour appuyer les municipalités, les sociétés de développement commercial en concevant et en réalisant des aménagements transitoires d'envergure qui sont catalyseur de changements au coeur des collectivités.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	désigne la directrice du service de la culture ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur

toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cinquante mille dollars (50 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant trente mille dollars (30 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de quinze mille dollars (15 000$) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 un troisième versement au montant de cinq mille dollars (5 000$) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme

assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 936 Mont-Royal Est, Montréal, Québec H2J 1X2.et tout avis doit être adressé à l'attention président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

NOMADE_AMÉNAGEMENTS TRANSITOIRES

Par : _____
Jean Beaudoin - Président

Cette convention a été approuvée par Comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET



jean beaudoin

integraljb@gmail.com
Référence : d479c2b03b
Candidature N° : 35
Langue : Français

Etape: Le projet

1- Titre du projet *

La grande phrase du Quartier Latin

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:01:57 Par: jean beaudoin

2- Résumé du projet *

Une grande phrase calligraphiée reliant les espaces publics intérieurs et extérieurs du Quartier latin. Elle tracera une boucle de découverte entre les places, les passages et les institutions. Inspirée d'une œuvre de Ruedi Baur à Mons, capitale culturelle, elle racontera la vie du quartier et ses synergies, révélant et activant le dynamisme des acteurs-citoyens en racontant leurs histoires.

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:12:30 Par: jean beaudoin

3- Indiquez le montant demandé *

Taxes incluses, maximum de 80% du budget total du projetMontant max. 150 000 k$

150 000$

Dernière modification: 10/06/2025 - 15:58:43 Par: jean beaudoin

4- Budget global du projet *

180 000$

Dernière modification: 10/06/2025 - 15:58:46 Par: jean beaudoin

5- À quels objectifs spécifiques de l'appel de projets votre proposition répond-elle? *

Affirmer l'identité du Quartier latin, Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale, Renforcer les synergies entre les différents acteurs, Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier - qu'elles y résident, y étudient, y travaillent ou le visitent

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:14:55 Par: jean beaudoin

6- Votre projet s'inscrit dans quelle(s) orientation(s) de Montréal 2030 ? *

Accélérer la transition écologique , Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, Amplifier la démocratie et la participation,

Stimuler l'innovation et la créativité

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:15:47 Par: jean beaudoin

---

7-

Pour consulter le plan stratégique intitulé Montréal 2030.

8- Présentation détaillée du projet incluant la démonstration des liens avec les objectifs *

Le projet de calligraphie narrative dans le Quartier latin propose une boucle poétique et visuelle qui relie les places publiques, les institutions culturelles et les passages universitaires du quartier, jusqu'au métro Berri-UQAM. Par une grande phrase calligraphiée dans l'espace public, conçue collectivement et déployée dans une trame urbaine signifiante, il vise à affirmer l'identité du Quartier latin comme cœur vivant de la francophonie montréalaise.

Ancrée dans la tradition littéraire, artistique et militante du quartier, la phrase invite les passants à (re)découvrir le lieu qu'ils habitent, traversent ou fréquentent au quotidien. Elle agit comme fil conducteur entre les institutions, les commerces, les places et les passages, tout en valorisant l'expérience sensible de la marche et de la contemplation. En racontant le quartier dans ses dimensions sociales, historiques et poétiques, le projet donne à voir la richesse de la vie de proximité et stimule les échanges entre usagers et générations.

Ce projet répond à plusieurs objectifs clés de l'appel à projets :

Affirmer l'identité du Quartier latin : la phrase évoquera la mémoire et la contemporanéité du lieu, en lien avec la culture francophone et les lieux emblématiques du quartier (cinémas, librairies, lieux de savoir). Elle permettra de réaffirmer la singularité du Quartier latin dans le paysage montréalais.
Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale : en traçant un parcours de découverte culturelle, le projet encouragera la circulation douce entre les commerces et les institutions, soutenant ainsi la vitalité économique du quartier par la mise en valeur de ses lieux d'intérêt.

Renforcer les synergies entre les différents acteurs : le projet est le fruit d'une collaboration entre l'OBNL Nomade, le calligraphe Romain Boz, l'écrivain et chercheur Guillaume Ethier et le designer urbain Jean Beaudoin. Il s'ancrera également dans un dialogue actif avec les institutions locales (UQAM, Bibliothèque, Cinémathèque, etc.) et les commerçants.

Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier : la phrase poétique servira d'invitation au ralentissement, à la curiosité et à la réflexion, transformant les déplacements quotidiens en occasions de redécouverte et de dialogue symbolique avec le lieu.

Le projet s'inscrit également dans plusieurs grandes orientations de la vision Montréal 2030 :

Stimuler l'innovation et la créativité : par son approche artistique singulière et son inscription dans le tissu urbain, le projet renouvelle les modes d'appropriation de l'espace public et la manière d'y inscrire du sens.

Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion : la phrase sera issue d'un processus participatif, ouvert à des voix diverses du quartier, favorisant l'expression citoyenne et une lecture partagée de l'espace commun.

Amplifier la démocratie et la participation : par l'invitation à lire, interpréter et s'approprier la ville autrement, le projet soutient une forme douce de démocratie culturelle, inclusive et horizontale.

Accélérer la transition écologique : en valorisant la marche, les parcours de proximité et la réappropriation non-marchande de l'espace public, le projet s'inscrit dans une logique de ville sobre, résiliente et ancrée dans les pratiques locales.

Ce projet, à la fois sensible et structurant, raconte le Quartier latin par ses lieux, ses mots et ses liens. Il propose une manière innovante de faire dialoguer la ville, la langue et les citoyens dans un geste artistique durable, qui stimule la vie urbaine et célèbre le français dans sa diversité vivante.

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:19:43 Par: jean beaudoin

---

9- Quel est l'impact envisagé ? *

Public cible, nombre de personnes touchées, partenariats, impact et effet de levier potentiel

Le projet vise un large public, tant local que de passage. Il s'adresse aux résident·es du Quartier latin, aux étudiant·es et au personnel de l'UQAM, aux commerçant·es, aux travailleurs·euses du centre-ville, ainsi qu'aux visiteurs et touristes francophones ou curieux de la langue et de la culture.

La boucle calligraphiée traversera des lieux très fréquentés : métro Berri-UQAM, campus universitaire, places publiques, rues piétonnes et commerciales. On estime qu'elle touchera directement ou indirectement plus de 50 000 personnes au fil de sa mise en place et de sa fréquentation quotidienne.

Le projet repose sur un partenariat interdisciplinaire entre :

Nomade (OBNL en design d'espace public reconnu pour des projets à Montréal),
Guillaume Ethier, écrivain, professeur et chercheur en ville et culture,
Romain Boz, artiste calligraphe,
Sous la direction artistique de Jean Beaudoin, designer urbain, architecte et ingénieur.
Des partenariats avec des institutions telles que l'UQAM, la Cinémathèque québécoise, la Grande bibliothèque, des librairies indépendantes et des commerçants locaux sont envisagés pour enrichir le parcours et ancrer le projet dans les dynamiques locales.

L'effet de levier du projet repose sur :

Sa capacité à attirer l'attention médiatique sur le Quartier latin en tant que vitrine vivante de la francophonie.
La réutilisation possible du concept dans d'autres quartiers, avec des boucles narratives adaptées à chaque territoire.
Son potentiel à renforcer les usages doux et la circulation piétonne, stimulant l'activité économique par la découverte culturelle.
La mobilisation citoyenne et institutionnelle autour d'un geste artistique commun, durable et partageable.

Ce projet de "parcours calligraphié urbain" agit comme un média poétique de la ville, générant un impact culturel, économique et social significatif pour le Quartier latin, dans une perspective de valorisation durable du français, du vivre-ensemble et de la vie de proximité.

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:21:32 Par: jean beaudoin

---

10- Quels sont les partenaires locaux envisagés ? Quelles seront leurs responsabilités ? *

Université du Québec (équipe des communication et de la planification des aménagements) : sélection des sites, définition des contenus et diffusion.

SDC Quartier Latin (partenaire pour les vitrines) :: sélection des sites et diffusion

BANQ (partenaire pour les vitrines) ::sélection des sites, définition des contenus et diffusion.

Ville de Montréal et arrondissement Ville-Marie : sélection des sites d'inscription et procédure d'autorisation.

SDC Village : sélection des sites et diffusion

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:50:45 Par: jean beaudoin

---

11- Y-a-t-il des partenaires déjà confirmés ? *

Oui

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:21:52 Par: jean beaudoin

---

12- Lieu(x) envisagé(s) du projet pour le déploiement du projet ? *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville de Montréal en fonction du calendrier d'occupation

La grande phrase reliera les espaces du quartier latin dont : le parvis du Métro, les passages de l'université du Québec à Montréal, le hall de la grande bibliothèque et les trottoirs et les vitrines de la rues Saint-Denis

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:25:41 Par: jean beaudoin

13- Date(s) envisagée(s) du projet *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu. Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville en fonction du calendrier d'occupation.

Installation en septembre pour la rentrée acaémique et culturelle et démontage (avec possibilité de prolongement en hiver et été 2026).

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:23:46 Par: jean beaudoin

14- Stratégies de communication pour promouvoir le projet et rejoindre les publics *

L'installation elle-même constitue la première et principale stratégie de communication : visible, accessible et déployée dans l'espace public intérieur et extérieur, la phrase calligraphiée capte l'attention, intrigue et invite à la découverte. Elle agit comme un vecteur de diffusion en continu, à la fois visuel, poétique et participatif. Son tracé dans le Quartier latin incitera les passants à s'arrêter, photographier, partager et prolonger leur expérience, générant une appropriation spontanée.

Cette force de présence sera amplifiée par une stratégie numérique collective. Les institutions partenaires (UQAM, Cinémathèque, Bibliothèque, librairies, commerces) seront invitées à partager la phrase dans leurs propres canaux (sites web, infolettres, réseaux sociaux), en mettant de l'avant les segments qui traversent leur lieu. Cette approche distribuée, souple et collaborative assurera une visibilité croisée et organique du projet.

Une identité visuelle simple et reconnaissable accompagnera le projet (logo, typographie, balises #), facilitant la reconnaissance sur le terrain et en ligne. Des capsules vidéo, des photos d'ambiance et des témoignages pourraient enrichir la documentation et prolonger le récit.

Des promenades commentés, un balado et une carte interactive du parcours seront proposées pour ancrer l'installation dans une démarche de médiation culturelle ouverte à tous les publics.

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:28:19 Par: jean beaudoin

15- Enumérez les grandes étapes du projet et leurs dates *

1. Conception et rédaction de la phrase – mai à juillet 2025
Co-conception du texte avec l'écrivain Guillaume Ethier, en dialogue avec les partenaires du quartier (UQAM, Cinémathèque, commerces, etc.). Sélection du parcours et préparation artistique et technique du projet.

2. Balade exploratoire avec les partenaires – août 2025
Organisation d'une marche collective pour tester le parcours, ajuster les lieux d'implantation de la phrase et mobiliser les institutions autour du projet.

3. Déploiement de la calligraphie – septembre 2025
Installation progressive de la phrase dans l'espace public, sur différents supports (sols, vitrines, murs temporaires), par le calligraphe Romain Boz, en interaction avec le site.

4. Médiation culturelle autour de l'installation – septembre à octobre 2025
Documentation du processus de création, animation d'échanges avec le public (photos, capsules, interventions sur place), et relais sur les réseaux des partenaires.

5. Promenade-découverte publique – octobre 2025
Organisation d'un événement de parcours commenté, reliant les lieux d'implantation de la phrase et valorisant l'histoire, la culture et la francophonie du Quartier latin.

6. Retrait de l'installation – décembre 2025
Effacement ou retrait progressif de la phrase calligraphiée, avec captation du projet final pour mémoire et valorisation ultérieure (bilan, exposition numérique, archives).

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:47:47 Par: jean beaudoin

16- Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet *

Vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet

Jean Beaudoin, par ses contributions au sein de son studio 'intégral" et l'OBNL Nomade à réaliser les projets de parcours urbains suivants :

- Les promenades urbaines du musée national des beaux-arts ;
- Le sentier des îles du parc Jean-Drapeau ;
- La grande boucle du coeur de l'île.

Le projet s'inspire du projet "La phrase de Mons", conçu par Ruedi Baur, qui est un collaborateur de longue date de Jean Beaudoin, avec qui il a conçu l'identité du quartier des spectacles.

Le projet fait aussi écho à au projet non réalisé des parcours des musées montréalais, conçu par Jean-Beaudoin et Ruedi Baur qui reliait entre eux les institutions de la Société des musées Montréalais.

Romain Boz a été le calligraphe de la grande fresque historique, imaginée par Jean Beaudoin pour inscrire, sur 2km, l'histoire du Plateau sur l'avenue Mont-Royal, dans le cadre de l'édition 2023 de la piétonnisation estivale. Un projet réalisé par Odace Événement pour la SDC Mont-Royal.

Dernière modification: 04/06/2025 - 16:35:43 Par: jean beaudoin

17- Porteurs du projet *

Noms, fonctions, responsabilités de chaque personne impliquée

Jean Beaudoin, direction artistique et chargé de projet : définition des tracés et conception d'ensemble

Ruedi Baur, aviseur en direction artistique

Romain Boz , calligraphe

Guillaume Ethier, conception et rédaction

Erick Villeneuve, conseiller en technologie multimédia

Julien Voyer , cartographie émotionnelle et médiation citoyenne

Dernière modification: 10/06/2025 - 15:30:57 Par: jean beaudoin

18- Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet *

Installation: Utilisation de produits et équipement sans impact écologique.

Démontage : Utilisation de produits et équipement sans impact écologique.
Recyclage des surfaces d'intervention temporaires.

Dernière modification: 10/06/2025 - 16:00:43 Par: jean beaudoin

---

19-

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

20-

Téléversez les documents suivants :

21- **Budget détaillé du projet (obligatoire) ***

Veuillez utiliser le modèle fourni. Prenez soin de vérifier toutes les formules avant de joindre le document.

grille-budgetaire-grande-phrase-v06.xls
Dernière modification: 13/06/2025 - 10:25:26 Par: jean beaudoin

---

22-

Grille Budgétaire appel Quartier latin.xlsx

23- **Lettre(s) d'engagement des partenaires ou collaborateurs, s'il y a lieu (facultatif). Les lettres doivent préciser la nature et la valeur de la contribution au projet (un seul document PDF).**

00-lettre-appui-appelquartierlatin-centre-20250613.pdf
Dernière modification: 13/06/2025 - 15:04:36 Par: jean beaudoin

---

24- **Un document avec des éléments visuels présentant votre projet (facultatif)**

grande-phrase-uqam-20250505-v08.pdf
Dernière modification: 13/06/2025 - 15:10:51 Par: jean beaudoin

---

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **NOMADE_AMÉNAGEMENTS TRANSITOIRES** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement à La grande phrase du Quartier latin (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « La grande phrase du Quartier latin » est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente convention de contribution

- **NOMADE_AMÉNAGEMENTS TRANSITOIRES** remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet « La grande phrase du Quartier latin »

- « La grande phrase du Quartier latin » est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- « La grande phrase du Quartier latin » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- une revue de presse couvrant le Projet;

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

  - le nombre d'abonnés;

  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de l'appel à projet Quartier latin

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

1. Suite à la signature de la convention, l'organisme devra transmettre au responsable un échéancier et un budget révisé et final du projet,

2. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport d'étape en vue du deuxième versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Le plan de visibilité et les activités de communication réalisées
    b. Un rapport de coût intérimaire
    c. Un descriptif des activités réalisées et des résultats (participation, achalandage, etc.)

3. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport final d'activité en vue du dernier versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût détaillé et final
    b. Un sommaire des activités réalisées en précisant les dates et les participants
    c. Un résumé de la contribution des partenaires au projet
    d. Un résumé des activités de communications et de la couverture médiatique

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02- 004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CIBL-FM 101,5** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2, rue Ste-Catherine Est, suite 201, Montréal, Qc, H2X 1K4, agissant et représentée par David Gobeille-Kaufman, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 703171926 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1224619282 TQ0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme produit et diffuse en français une programmation axée sur la culture, la musique et l'information locale. Elle fait une grande place à la relève.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice du service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de douze mille dollars (12 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de six mille dollars (6 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 un troisième versement au montant deux mille dollars (2 000 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de

son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions) de dollars (2 000 000) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme

assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2, rue Ste-Catherine Est, suite 201, Montréal, Qc, H2X 1K4, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable du projet. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

CIBL-FM 101,5

Par : _____
David Gobeille-Kaufman

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET



David Gobeille-Kaufman

david@mangrovemtl.com

Référence : 603b1562ed
Candidature N° : 41
Langue : Français

Etape: Le projet

1- Titre du projet *

Voix et Échos : visite guidée audio du Quartier latin

Dernière modification: 13/06/2025 - 15:53:46 Par: David Gobeille-Kaufman

2- Résumé du projet *

Une visite guidée audio, issue d'une démarche participative avec la communauté, qui invite les citoyens et les visiteurs à (re)découvrir le Quartier latin au travers d'un parcours sensoriel et narratif, révélant sa vie, sa diversité et sa richesse, de jour comme de nuit. La visite audio sera accessible facilement et gratuitement, sur 4 saisons.

Dernière modification: 13/06/2025 - 13:48:28 Par: David Gobeille-Kaufman

3- Indiquez le montant demandé *

Taxes incluses, maximum de 80% du budget total du projetMontant max. 150 000 k$

20000

Dernière modification: 13/06/2025 - 13:48:41 Par: David Gobeille-Kaufman

4- Budget global du projet *

26215

Dernière modification: 13/06/2025 - 13:49:13 Par: David Gobeille-Kaufman

5- À quels objectifs spécifiques de l'appel de projets votre proposition répond-elle? *

Affirmer l'identité du Quartier latin, Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale, Renforcer les synergies entre les différents acteurs, Soutenir la créativité et l'innovation , Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier - qu'elles y résident, y étudient, y travaillent ou le visitent, Encourager une cohabitation harmonieuse

Dernière modification: 13/06/2025 - 14:58:28 Par: David Gobeille-Kaufman

6- Votre projet s'inscrit dans quelle(s) orientation(s) de Montréal 2030 ? *

Accélérer la transition écologique , Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, Amplifier la démocratie et la participation, Stimuler l'innovation et la créativité

Dernière modification: 13/06/2025 - 14:58:29 Par: David Gobeille-Kaufman

7-

Pour consulter le plan stratégique intitulé Montréal 2030.

8- Présentation détaillée du projet incluant la démonstration des liens avec les objectifs *

Concept

Une visite guidée audio, issue d'une démarche participative avec la communauté, qui invite les citoyens et les visiteurs à (re)découvrir le Quartier latin au travers d'un parcours sensoriel et narratif, révélant sa vie, sa diversité et sa richesse, de jour comme de nuit. La visite audio sera accessible facilement et gratuitement, sur 4 saisons. Ce projet s'intègre dans une démarche exploratoire et participative avec les étudiant.es, commençant.es, artistes, citoyen.nes et représentant.es d'organismes, dans le cadre du Parcours Arborescences, une initiative de l'UQAM qui s'inscrit dans la relance du Quartier latin, en collaboration avec Bibliothèque et archives nationales du Québec (BAnQ) et la Société de développement commercial du Quartier latin (SDC Quartier latin).

Dimension intergénérationnelle

Le projet sera réalisé dans le cadre d'une collaboration entre professionnel.les et étudiant.es titulaires de l'UQAM, dans l'esprit du Parcours Arborescences, qui invite la communauté universitaire à se mêler aux partenaires culturels pour fabriquer un espace éducatif et vivant dans le quartier.

Signalétique mémorable

Fruit d'une collaboration entre les étudiant.es en design de l'UQAM et des expert.es reconnu.es, un parcours d'installations originales et d'affiches aux couleurs du Parcours Arborescences sera déployé devant plusieurs lieux mythiques mentionnés dans le parcours audio. Ces installations et affiches, réalisées en matériaux recyclés, incluront un code QR menant à des plateformes de diffusion grand public (Spotify, Apple Podcasts). Disponible toute l'année, sur quatre saisons, ce parcours signalétique écoresponsable et interactif s'intègre dans la vision du Parcours Arborescences de positionner le Quartier latin comme un territoire innovant et apprenant, aux pratiques durables, renforçant son attractivité et sa singularité culturelle.

Démarche participative

Étudiant.es, chercheur.es, commerçant.es, artistes, citoyen.es et représentant.es d'organismes seront invités à participer à un atelier d'intelligence collective pour cocréer le scénario de la visite guidée audio, à partir de la riche programmation proposée dans le cadre du Parcours Arborescences par l'UQAM, la SDC du Quartier-Latin et BanQ. L'École nationale de l'humour s'impliquera également afin de valoriser le patrimoine humoristique du Quartier. Cet atelier aura lieu en septembre 2025 à partir des installations Banc de travail, Houppier et l'Aiguille, les trois dispositifs du parcours Arborescences conçu par des étudiantes du DESS en design d'événements de l'UQAM.

Captation devant public

Les entrevues qui seront valorisées dans Voix et Échos feront partie intégrante de la programmation du parcours Arborescences à l'automne 2025. Elles seront enregistrées devant public, dans des lieux clés du Quartier latin (UQAM, BanQ, Théatre Saint-Denis, le Bordel, cafés, Pub du Quartier latin, place Émilie-Gamelin, rue Saint- Denis) et à partir des installations Banc de travail, Houppier et l'Aiguille.

Le projet inclut également la captation audio de plusieurs prestations de rue qui font partie de la programmation du parcours Arborescence, dont ceux financés dans l'appel de projets de la Ville de Montréal pour la relance du Quartier latin.

« Voix et Échos » s'inscrit pleinement dans Montréal 2030 : il place la transition écologique au cœur de l'action avec une signalétique conçues en matériaux recyclés. Il renforce la solidarité, l'équité et l'inclusion en intégrant les voix de personnes

itinérantes et d'étudiants internationaux, luttant contre les inégalités. À travers des ateliers citoyens, il incarne la démocratie participative, co-construisant le parcours avec les habitants. Il stimule l'innovation collective en combinant design interactif, QR codes et signalétique créative, en écho à l'Agenda montréalais. Enfin, il agit localement, dynamisant le Quartier Latin en y renforçant culture, éducation et cohésion, conformément à l'ambition de la ville.

Dernière modification: 13/06/2025 - 14:02:58 Par: David Gobeille-Kaufman

9- Quel est l'impact envisagé ? *

Public cible, nombre de personnes touchées, partenariats, impact et effet de levier potentiel

Le volet captation, mené de la mi-septembre à la mi-octobre 2025 lors d'événements publics du Quartier Latin (festivals, performances, ateliers) dont les lauréats de l'appel de projets de la Ville de Montréal, permettra d'atteindre 1 200 à 3 600 personnes directement exposées au projet, favorisant des interactions fortes et une participation concrète.

Le volet balado bénéficiera d'une diffusion régionale modeste mais significative : avec près de 36 % des adultes canadiens écoutant un podcast chaque mois, et un public local déjà réceptif aux contenus culturels, on prévoit 500 à 1 500 écoutes uniques par mois en progression sur l'année, totalisant 6 000 à 18 000 écoutes d'ici septembre 2026 ; un volume réaliste pour un projet culturel de niche, conforme aux niveaux de performance moyens pour les podcasts équivalents .

Les partenariats institutionnels (CIBL/UQAM/BAnQ/SDC), couplés à une stratégie de promotion locale, renforceront les effets de réseau et permettront de maximiser la visibilité et la répercussion culturelle du projet.

Engagement citoyen renforcé

Par l'atelier d'intelligence collective, les captations devant public et la gouvernance partagée du projet, nous participons au renforcement du tissu social du quartier en impliquant citoyen·nes, étudiant·es et acteurs locaux, répondant aux principes de démocratie culturelle de Montréal 2030.

Accessibilité culturelle et inclusion sociale

Les récits d'itinérance, de diversité culturelle et de parcours étudiants créent un ancrage social, en cohérence avec les priorités de l'appel : inclusion, équité et respect de la pluralité du quartier.

Innovation territoriale

Le déploiement de balises recyclées, QR codes et contenus numériques, aligné sur l'Agenda montréalais de design durable, conjugué à la formation intergénérationnelle, façonne un modèle reproductible de dynamisation urbaine participative.

Effet de levier culturel

Grâce à une démarche participative, à un récit collectif relayé en ligne (Spotify, Apple, site web) et une démarche de design collaborative et intergénérationnelle, nous participons au renforcement du tissu social local en plus de favoriser l'émergence de futurs projets collaboratifs et durables.

Dernière modification: 13/06/2025 - 14:52:27 Par: David Gobeille-Kaufman

10- Quels sont les partenaires locaux envisagés ? Quelles seront leurs responsabilités ? *

Partenaires principaux

• CIBL 101,5 FM (radio communautaire francophone de Montréal) – assume la production du projet, mobilise son équipe de professionnels du son, l'équipement, ses studios et ses réseaux.
• UQAM (étudiants, chercheur.e.s) – apporte un soutien logistique, contribue à la captation, la médiation et le rayonnement des contenus via le Parcours Arborescences, ainsi qu'à l'encadrement pédagogique du projet.

• SDC Quartier Latin assure les soutiens logistiques (coordination avec commerçants, accès au parcours), facilite l'intégration dans la programmation Arborescences, et soutient le rayonnement du projet localement.
• École Nationale de l'Humour fournit un soutien logistique, ouvre l'accès à ses archives humouristiques, et participe au rayonnement culturel et médiatique, notamment avec son installation prochaine rue Saint Denis.

Partenaires professionnels

• Nouveau Monde Production assure la réalisation, apportant sa compétence reconnue dans les baladodocs immersifs.
• Robocut Studio - responsable du design et de la fabrication de la signalétique (bornes interactives), collaborant avec les étudiants pour créer un parcours en matériaux recyclés et codes QR.
• Mangrove sera responsable du design et de la facilitation de l'ateliers d'intelligence collective.

Dernière modification: 13/06/2025 - 14:52:35 Par: David Gobeille-Kaufman

11- Y-a-t-il des partenaires déjà confirmés ? *

Oui

Dernière modification: 13/06/2025 - 14:45:09 Par: David Gobeille-Kaufman

12- Lieu(x) envisagé(s) du projet pour le déploiement du projet ? *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville de Montréal en fonction du calendrier d'occupation

Plusieurs lieux clés du Quartier latin (UQAM, BanQ, Théatre Saint-Denis, le Bordel, cafés, Pub du Quartier latin, place Émilie-Gamelin, rue Saint- Denis) et à partir des installations Banc de travail, Houppier et l'Aiguille.

Dernière modification: 13/06/2025 - 14:59:19 Par: David Gobeille-Kaufman

13- Date(s) envisagée(s) du projet *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu. Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville en fonction du calendrier d'occupation.

Phase de réalisation du projet: 1er septembre au 31 décembre 2025

Dernière modification: 13/06/2025 - 15:00:04 Par: David Gobeille-Kaufman

14- Stratégies de communication pour promouvoir le projet et rejoindre les publics *

1. Mobilisation via CIBL 101,5 FM
• Entrées à l'antenne : capsules sur l'avancement du projet, entrevues avec intervenants (humoristes, étudiants).
• Programmation spéciale : émission thématique « Voix et Échos » pour présenter le parcours et inviter la communauté à participer.
• Infolettre & réseaux sociaux : relais via la plateforme web de CIBL et ses médias sociaux (Facebook, Twitter, Instagram)
2. Relais académique via UQAM
• Infolettres étudiantes : envois via les services communication et internationaux, avec un lectorat de milliers d'étudiants .
• Réseaux internes : pages officielles de l'Université (sites facultaires, intranet) et université d'été.
• Présence événementielle : kiosques et annonces lors des activités d'accueil de rentrée et Arborescences.
3. Activation locale avec la SDC Quartier Latin
• Infolettres et médias sociaux : promotion dans leur réseau commerçant et citadin.
• Signalétique temporelle : affiches QR et balises visibles dans les rues.
• Partenariats événementiels : relais dans le cadre de circuits culturels, expositions urbaines ou festivals organisés par la SDC.
4. Soutien institutionnel via l'École nationale de l'Humour
• Entrevues avec humoristes/formateurs et partage d'extraits via leurs médias internes.
• Diffusion dans le cadre d'événements scolaires : relai via leurs canaux de promotion.

5. Intensification sur réseaux sociaux
• Campagnes ciblées (Instagram, Facebook) lors des captations en direct.
• Promotion croisée avec les comptes Instagram, TikTok et Facebook des partenaires partenaires culturels (festivals, cafés, lieux d'art).
• Hashtag officiel (#VoixEtÉchos), challenge interactif (ex. capsule audio préférée, photo QR…)

Dernière modification: 13/06/2025 - 15:07:57 Par: David Gobeille-Kaufman

15- Enumérez les grandes étapes du projet et leurs dates *

Septembre 2025 - Lancement des opérations : planification détaillée du projet
- Scénarisation globale et recrutement des intervenants
- Première session d'ateliers de co-création (citoyens, étudiants, partenaires)

Mi septembre – Mi octobre 2025
- Captations & prises de son en situation (visites guidées, performances, ateliers, festivals tels la rentrée UQAM, humour, arts vivants, gastronomie) dans le Quartier Latin et le Parcours Arborescences
Octobre 2025
- Phase de montage et de post□production audio : traitement sonore, mixage des capsules thématiques
Novembre 2025 -
Conception et fabrication de la signalétique de parcours : balises interactives en matériaux recyclés (Robocut Studio)

Décembre 2025
- Tests terrain des installations (bornes, QR codes)
- Ajustements techniques finaux
- Mise en ligne des capsules sur les plateformes (Spotify, Apple Podcasts, site UQAM/BAnQ)
- Lancement public officiel du parcours audio, événements d'inauguration et communications

Janvier – Septembre 2026
- Période de diffusion régulière : promotion continue via CIBL, SDC, UQAM, partenaires et réseaux sociaux
- Suivi des indicateurs (écoutes, interactions, satisfaction)

Septembre 2026
- Bilan final du projet : collecte des données, évaluation des retombées et recommandations pour une possible réédition

Dernière modification: 13/06/2025 - 15:11:17 Par: David Gobeille-Kaufman

16- Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet *

Vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet

Laurence McEvoy – Nouveau Monde Production
Fondatrice de Nouveau Monde Média Inc. en 2020, Laurence a produit plusieurs baladodocumentaires immersifs, notamment Voies Parallèles et Ellestransex, reconnus pour leur qualité narrative et leur portée culturelle. Sa maîtrise du format audio et de la production documentaire en fait une réalisatrice parfaitement adaptée aux exigences créatives et techniques de notre projet.

Philippe Savard – Robocut Studio
Depuis 2008, Philippe dirige Robocut Studio, spécialisé dans la fabrication numérique interactive (découpe laser, CNC, impression 3D et électronique). Parmi leurs installations urbaines, citons la participation de Philippe à Ville Orchestre (Promenade des Artistes) et Moiré (Nuit Blanche Toronto), des projets à forte composante technologique et interactive, qui démontrent leur capacité à concevoir des dispositifs signalétiques innovants et durables.

David Gobeille□Kaufman – CIBL 101,5 FM & Mangrove
Producteur radio à CIBL, David a orchestré des événements culturels et sociaux, fédérant la communauté autour de projets engagés. Co-fondateur de Mangrove, il a animé des cercles de leadership et des ateliers d'intelligence collective pour des publics diversifiés (entrepreneurs, acteurs communautaires), témoignant de son expertise en facilitation, collaboration et mobilisation citoyenne, éléments clés pour la dimension participative du projet.

Amélie Arès – Mangrove
Experte en design d'intelligence collective et facilitation, Amélie soutient les organisations dans la création de cultures participatives et inclusives. Son travail au sein de Mangrove renforce la cohérence et l'efficacité des ateliers de co-création, assurant une gouvernance participative solide pour « Voix et Échos ».

Dernière modification: 13/06/2025 - 15:15:31 Par: David Gobeille-Kaufman

17- Porteurs du projet *

Noms, fonctions, responsabilités de chaque personne impliquée

David Gobeille-Kaufman – CIBL 101,5 FM & Mangrove
Producteur radio à CIBL, David a orchestré des événements culturels et sociaux, fédérant la communauté autour de projets engagés. Co-fondateur de Mangrove, il a animé des cercles de leadership et des ateliers d'intelligence collective pour des publics diversifiés (entrepreneurs, acteurs communautaires), témoignant de son expertise en facilitation, collaboration et mobilisation citoyenne, éléments clés pour la dimension participative du projet.

Laurence McEvoy – Nouveau Monde Production
Fondatrice de Nouveau Monde Média Inc. en 2020, Laurence a produit plusieurs baladodocumentaires immersifs, notamment Voies Parallèles et Ellestransex, reconnus pour leur qualité narrative et leur portée culturelle. Sa maîtrise du format audio et de la production documentaire en fait une réalisatrice parfaitement adaptée aux exigences créatives et techniques de notre projet.

Philippe Savard – Robocut Studio
Depuis 2008, Philippe dirige Robocut Studio, spécialisé dans la fabrication numérique interactive (découpe laser, CNC, impression 3D et électronique). Parmi leurs installations urbaines, citons la participation de Philippe à Ville Orchestre (Promenade des Artistes) et Moiré (Nuit Blanche Toronto), des projets à forte composante technologique et interactive, qui démontrent leur capacité à concevoir des dispositifs signalétiques innovants et durables.

Amélie Arès – Mangrove
Experte en design d'intelligence collective et facilitation, Amélie soutient les organisations dans la création de cultures participatives et inclusives. Son travail au sein de Mangrove renforce la cohérence et l'efficacité des ateliers de co-création, assurant une gouvernance participative solide pour « Voix et Échos ».

Dernière modification: 13/06/2025 - 15:20:31 Par: David Gobeille-Kaufman

18- Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet *

Éco-conception des installations
Les installations et panneaux sont conçus dès le départ selon les principes du design durable : matériaux recyclés (plastique, carton dur, aluminium), consommation minimale de ressources et maximale durabilité. Cette démarche s'inscrit dans une optique de cycle de vie complet, conformément aux pratiques du design écoresponsable .

Fabrication responsable
Réalisées par Robocut Studio et des étudiants de l'UQAM, les bornes utilisent des infrastructures numériques locales (découpe laser, CNC, impression 3D), minimisant les transports et favorisant le réemploi et la recyclabilité.

Dernière modification: 13/06/2025 - 15:28:43 Par: David Gobeille-Kaufman

19-

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

20- **Téléversez les documents suivants :**

21- **Budget détaillé du projet (obligatoire) ***

Veuillez utiliser le modèle fourni. Prenez soin de vérifier toutes les formules avant de joindre le document.

complet-grille-budgetaire-appel-quartier-latin.pdf
Dernière modification: 13/06/2025 - 15:48:55 Par: David Gobeille-Kaufman

22-

Grille Budgétaire appel Quartier latin.xlsx

23- **Lettre(s) d'engagement des partenaires ou collaborateurs, s'il y a lieu (facultatif). Les lettres doivent préciser la nature et la valeur de la contribution au projet (un seul document PDF).**

complet-lettres-d-engagements-des-partenaires.pdf
Dernière modification: 13/06/2025 - 15:27:18 Par: David Gobeille-Kaufman

24- **Un document avec des éléments visuels présentant votre projet (facultatif)**

presentation-quartier-latin-voix-et-echos-par-cibl-productions-pour-collaboration-complet.pdf
Dernière modification: 13/06/2025 - 15:51:46 Par: David Gobeille-Kaufman

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / REVENUS		
Nom de l'organisme :		
Titre du projet :		
SUBVENTIONS	**Prévisionnel**	**Confirmé ou Anticipé**
Montant demandé dans le cadre de l'appel à projets (maximum 80 % du buget total)		
Subventions fédérales (nommez le programme) :		
Subventions provinciales (nommez le programme) :		
Subventions municipales (nommez le programme) :		
APPEL À PROJETS - Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie	20 000 $	
TOTAL DES SUBVENTIONS:	20 000 $	
REVENUS AUTONOMES		
Contribution de l'organisme demandeur :		
Contrbution du ou des partenaires (précisez) :		
UQAM	4 000 $	
Mangrove	1 715 $	
Robocut	500 $	
Commandites et dons (précisez) :		
Autres (précisez) :		
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES :	6 215 $	

TOTAL DES REVENUS :	26 215 $

REDDITION DE COMPTES		
Complétez cette section à la fin de votre projet		
Réel	Écart	Explication des écarts
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	-20 000 $	
	0 $	
	0 $	
0 $	-20 000 $	
	0 $	
	-4 000 $	
	-1 715 $	
	-500 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
	0 $	
0 $	-6 215 $	

0 $	-26 215 $	

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que CIBL-FM 101,5 (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement à Vix et échos (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Voix et échos est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente convention de contribution

- « CIBL-FM 101,5 remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet « Le projet « Voix et échos »

- « Voix et échos » est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- « Le projet « Voix et échos » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- une revue de presse couvrant le Projet;

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

  - le nombre d'abonnés;

  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de l'appel à projet Quartier latin

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

1. Suite à la signature de la convention, l'organisme devra transmettre au responsable un échéancier et un budget révisé et final du projet,

2. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport d'étape en vue du deuxième versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Le plan de visibilité et les activités de communication réalisées
    b. Un rapport de coût intérimaire
    c. Un descriptif des activités réalisées et des résultats (participation, achalandage, etc.)

3. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport final d'activité en vue du dernier versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût détaillé et final
    b. Un sommaire des activités réalisées en précisant les dates et les participants
    c. Un résumé de la contribution des partenaires au projet
    d. Un résumé des activités de communications et de la couverture médiatique



CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02- 004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES RUGISSANTS** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5030, rue Garnier Montréal (QC), H2J 3S9, agissant et représentée par Sophie Lapierre, personne dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 703171926 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1224619282 TQ0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme compagnie musicale qui produit des événements et es concerts allant de la musique traditionnelle aux spectacles multidisciplinaires et visite architecturales

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	désigne la directrice du service de la culture ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur

toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie

des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de soixante-huit mille huit cent dollars (68 800 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de quarante mille dollars (40 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 un troisième versement au montant huit mille huit cent dollars (8 800 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection de deux millions de dollars (2 000 000) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié

au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

[

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et

non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5030, rue Garnier Montréal (QC), H2J 3S9,, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice administrative. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

LES RUGISSANTS

Par : _____
Sophie Lapierre – Directrice administrative

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET



Xavier Brossard Menard

xbm@rugissants.com
Référence : 3310dcc686
Candidature N° : 12
Langue : Français

Etape: Le projet

1- Titre du projet *

Le lys et le lion

Dernière modification: 09/04/2025 - 15:42:41 Par: Xavier Brossard Menard

2- Résumé du projet *

“Le lys et le lion” est un déambulatoire chanté francophone sur la Rue Saint-Denis qui renforcera la synergie entre vie commerciale, citoyenne et culturelle.

20 trajets de 45 minutes, 8 chanteurs et le chef/animateur lieront des chansons et leur thème aux commerces, aux salles de spectacle et aux institutions publiques. 2 grands concerts auront lieu au parvis de la Maison de la chanson.

Dernière modification: 09/04/2025 - 16:43:57 Par: Sophie Lapierre

3- Indiquez le montant demandé *

Taxes incluses, maximum de 80% du budget total du projetMontant max. 150 000 k$

68 800

Dernière modification: 09/04/2025 - 16:44:47 Par: Sophie Lapierre

4- Budget global du projet *

95 275

Dernière modification: 09/04/2025 - 16:44:48 Par: Sophie Lapierre

5- À quels objectifs spécifiques de l'appel de projets votre proposition répond-elle? *

Affirmer l'identité du Quartier latin, Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale, Renforcer les synergies entre les différents acteurs, Soutenir la créativité et l'innovation

Dernière modification: 08/04/2025 - 16:58:31 Par: Xavier Brossard Menard

6- Votre projet s'inscrit dans quelle(s) orientation(s) de Montréal 2030 ? *

Stimuler l'innovation et la créativité

Dernière modification: 21/03/2025 - 14:17:29 Par: Xavier Brossard Menard

7-

Pour consulter le plan stratégique intitulé Montréal 2030.

8- Présentation détaillée du projet incluant la démonstration des liens avec les objectifs *

DESCRIPTION DU PROJET:
Le projet "Le lys et le lion", nous permettra de présenter et lier différents acteurs importants de l'axe Saint-Denis (restauration, spectacle, grandes institutions) en chanson sous forme de trajets chantés et commentés. Deux phases sont prévues : début juillet, et mi-août.

DÉAMBULATOIRES
Proposition de trajet:

Station 1: Accueil à l'extérieur du métro Berri-Uqam
Demain matin Montréal m'attend

Station 2: Trottoir devant l'UQAM (Ancienne Église Saint-Jacques)
Motets de Duruflé et Poulenc

Station 3: Théâtre Saint-Denis et/ou Salle Pierre-Mercure
Les uns contre les autres de Starmania

Station 4: Cinéma Quartier Latin
Quand les enfants pleurent de Michel Legrand; Je t'aime moi non plus de Serge Gainsbourg.

Station 5: Un restaurant, une brasserie (Les Trois brasseurs, l'Amère à boire)
Chansons à boire de la Renaissance et du début du XXe siècle.

Station 6: Maison de la chanson et de la musique du Québec (MCMQ)
Fille de personne de Hubert Lenoir

Des commentaires historiques sur les bâtiments ou sur la fonction du commerce seront offerts au public.

Ces choix peuvent sont modulaires et adaptables en fonction des partenariats développés avec les différents acteurs de l'artère Saint-Denis. Nous serons appelés à offrir différents trajets au public, pour différentes itérations.

CONCERTS
Au terme de chacune des phases du projet, un concert plus formel à 16 chanteurs et dirigé par le directeur artistique aura lieu sur le parvis de la Maison de la chanson et de la musique québécoise (MCMQ). Cela permettra de boucler chaque phase du projet en présentant l'ensemble du répertoire dans des conditions d'écoute mieux contrôlées. Elle permettra au public qui aura assisté de manière éphémère aux déambulatoires, de profiter d'une nouvelle manière du projet dans son entièreté. Cela permettra également à la Maison de la chanson de rayonner.

VOLET NUMÉRIQUE (coût de production non couvert par cette demande) : création d'une vidéo filmée dans l'espace public. Ce leg permettra tant aux partenaires, aux commerces, à l'arrondissement de Ville-Marie qu'à l'Ensemble de faire rayonner le projet dans la sphère numérique.

OBJECTIFS SOUTENUS:

Affirmer l'identité du Quartier latin

De par ce projet, nous rendons hommage, par la chanson, à la forte identité francophone du Quartier latin. Nous faisons ressortir son patrimoine bâti, sa fonction rassembleuse dans la ville et pour les Montréalais.es. Nous soulignons son apport fondamental

(salles de spectacle, MCMQ, institutions culturelles) dans la vitalité culturelle montréalaise. Nous renforçons dans l'esprit du public le lien entre la rue Saint-Denis et la chanson francophone en général.

Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale

En connectant nos performances aux commerces, nous renforçons leur image de marque tout en stimulant l'achalandage. En intégrant les produits, les commerçants et leur univers à une expérience sensorielle portée par la musique et la langue, nous créons un lien émotionnel puissant qui fidélise et attire la clientèle.

Renforcer les synergies entre les différents acteurs du quartier (culturels, éducatifs, sociaux et économiques) en développant des collaborations durables.

En nous associant avec la MCMQ, qui a pignon sur rue Saint-Denis, nous associons nos deux missions fondamentalement compatibles dans un partenariat qui devrait émerger dans la durée et renforcer nos positionnements de manière synergique. Nous permettons également à Héritage Montréal qui fête ses 50 ans d'ajouter un événement à son carnet de célébrations d'anniversaire au cœur de la métropole.

Soutenir la créativité et l'innovation

Par ce projet, nous offrons et développons un nouveau format pour notre forme d'art qui est ludique et en phase avec la société contemporaine. Nous sommes aussi heureux que ce soit de nouveau l'arrondissement de Ville-Marie qui promeuve pour nous cette innovation et ces avancées.

Dernière modification: 09/04/2025 - 17:55:28 Par: Sophie Lapierre

---

9- Quel est l'impact envisagé ? *

Public cible, nombre de personnes touchées, partenariats, impact et effet de levier potentiel

"Le lys et le lion" vise à créer une synergie entre les publics cibles, les grands acteurs institutionnels et la vie commerciale. Nous visons une circularité des échanges par notre action et le pouvoir fédérateur de la musique.

PUBLIC CIBLE

Touristes: accroître l'attractivité du secteur par un élément culturel d'excellence dans un cadre ludique et innovant. Participer à la renommée de Montréal pour sa scène culturelle.

Riverains: ajouter une plus value à l'expérience du quotidien.

Amateurs de chanson francophone: connecter la ville avec le chant et lui donner une plus grande signification.

Passants-transitoires: Agrémenter le passage, participer à une réputation positive du secteur

Fans des Rugissants et d'expériences immersives: avoir l'opportunité d'offrir à notre public élargi une nouvelle expérience.

Férus d'histoire et de patrimoine: ce projet permet d'offrir une nouvelle expérience de l'espace public et du patrimoine bâti.

NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES:
Déambulatoires: 8000 = 500 participants actifs et passifs X 20 déambulatoires
Concert sur le parvis de la MCMQ: 400 = 200 auditeurs X 2 événements
Vidéos sur les réseaux sociaux = 2000 en ligne.

PARTENARIATS
Maison de la chanson et de la musique du Québec:
Ce projet nous permet d'initier un premier partenariat avec la MCMQ que nous souhaitons consolider dans les années à venir. Il contribue à propulser sa mission naissante de manière plus ample, et de faire rayonner la chanson francophone de manière générale.

Héritage Montréal:

Nous approfondissons également notre partenariat avec Héritage Montréal en préparation de nos séries à venir et en expérimentant un nouveau format porteur dont nous pourrons bénéficier dans le futur. Nous permettons aussi à Héritage Montréal qui fête ses 50 ans d'ajouter un événement à son carnet de célébrations d'anniversaire au cœur de la métropole.

Commerçants:
En rendant la rue plus agréable, l'ensemble des commerçants bénéficieront de notre intervention. En variant les arrêts devant certains commerces choisis, nous permettons à plus de commerces de profiter de l'effet d'attractivité du projet.

IMPACT ET EFFET DE LEVIER POTENTIEL
Développements futurs:

Nous souhaitons relancer ce projet au Quartier latin (et même au-delà!) dès 2026. Pour cette deuxième phase, des capsules vidéo plus soignées seront ajoutées afin d'enrichir sa pérennité.

De plus, "Le lys et le lion" constitue une première étape d'un grand projet autour de la francophonie montréalaise qui aura lieu en 2027 (ARCHES: Montréal.s francophones), puis en 2028 dans des communautés francophones hors-Québec (ARCHES: Francophonie Canadienne).

Le répertoire appris et les témoins vidéos créés nous permettront de déployer les prochaines phases du projet avec plus d'aisance.

Dernière modification: 09/04/2025 - 17:57:26 Par: Sophie Lapierre

10- Quels sont les partenaires locaux envisagés ? Quelles seront leurs responsabilités ? *

PARTENARIATS CONFIRMÉS

La Maison de la chanson et de la musique du Québec (MCMQ)

Mission :
La MCMQ est née grâce aux efforts d'ÉCHO SONORE, qui organise et soutient des activités valorisant la chanson et la musique dans toute leur diversité. Ses fondateurs souhaitent promouvoir l'éducation et permettre aux nouvelles générations et aux nouveaux arrivants de découvrir notre culture.

Responsabilités :
Diffusion du projet via ses réseaux sociaux et infolettre
Accueil des concerts sur le parvis (soutien technique et, potentiellement, financier)
Rôle conseil en chanson francophone
Diffusion numérique après le projet

Héritage Montréal

Mission :
Héritage Montréal protège et met en valeur le patrimoine architectural, historique, naturel et culturel de la région métropolitaine de Montréal. L'organisme agit par l'éducation, la représentation et la concertation, en collaboration avec un large réseau de partenaires.

Responsabilités :
Diffusion du projet sur ses réseaux sociaux et infolettre
Recherche sur l'histoire et le patrimoine bâti du secteur
Appui dans l'élaboration des trajets patrimoniaux

PARTENAIRES VISÉS

SDC du Quartier latin

Nous souhaitons collaborer avec la SDC pour coordonner nos actions avec les commerçants et soutenir leur vitalité. Leur appui logistique est aussi envisagé pour la production des concerts (scène, éclairage). Ils seront un partenaire clé pour la diffusion du projet sur le terrain et en ligne à l'automne.

Quartier des spectacles (QDS)

Nous sollicitons un soutien logistique du QDS pour les concerts devant la MCMQ, ainsi que la diffusion du projet via leurs canaux. Nous souhaitons poursuivre notre collaboration avec le QDS, qui a déjà présenté les projets Ménestrels et Égéries.

UQAM

Nous visons une mutualisation avec la Direction de la promotion institutionnelle de l'UQAM afin d'intégrer nos trajets à leurs efforts de valorisation des espaces et du patrimoine universitaire.

Dernière modification: 09/04/2025 - 17:58:51 Par: Sophie Lapierre

---

11- Y-a-t-il des partenaires déjà confirmés ? *

Oui

Dernière modification: 09/04/2025 - 16:46:56 Par: Sophie Lapierre

---

12- Lieu(x) envisagé(s) du projet pour le déploiement du projet ? *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville de Montréal en fonction du calendrier d'occupation

INSTITUTIONS: Métro Berri-Uqam à l'extérieur + Trottoir devant l'UQAM (Ancienne Église Saint-Jacques) + Maison de la chanson et de la musique du Québec SALLES DE SPECTACLE: Théâtre Saint-Denis + Salle Pierre-Mercure + Cinéma Quartier Latin RESTAURATION: Les Trois brasseurs + l'Amère à boire + le Saint-Sulpice + restaurants variés.

Dernière modification: 09/04/2025 - 17:59:57 Par: Sophie Lapierre

---

13- Date(s) envisagée(s) du projet *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu. Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville en fonction du calendrier d'occupation.

Deux phases: 26 juin au 12 juillet + 16 au 23 août.

Dernière modification: 09/04/2025 - 16:48:39 Par: Sophie Lapierre

---

14- Stratégies de communication pour promouvoir le projet et rejoindre les publics *

Stratégie de contenu

Pour promouvoir Le lys et le lion et susciter l'intérêt du public, nous mettrons en place une stratégie de contenu numérique immersive, centrée sur la création de « teasers » diffusés sur nos réseaux sociaux. Ces capsules vidéos, tournées en répétition, offriront des aperçus des coulisses du projet, sans en dévoiler l'entièreté, afin de préserver l'effet de surprise. L'objectif est de créer une attente et un attachement progressif au projet, tout en rendant visibles les artistes, le processus créatif, et les lieux investis. Une attention particulière sera portée à l'esthétique et à la qualité narrative des contenus, pour en maximiser la portée organique.

Stratégie de dissémination par les partenaires

Les partenaires impliqués – SDC, commerçants, MCMQ, Héritage Montréal, UQAM, Les Rugissants, l'Arrondissement et diverses associations communautaires – seront invités à prendre une part active dans la promotion du projet. Nous leur fournirons un kit de communication contenant visuels, textes et vidéos prêts à diffuser, afin d'assurer une diffusion concertée et virale. Par leur ancrage local, ces partenaires contribueront à créer une véritable conversation citoyenne autour du projet.
Infolettres:

Chacun des partenaires recèle d'un nombre important d'abonnés à leurs infolettres et le projet pourra y être partagé abondamment.

Stratégie de promotion sur le site

Une bannière physique sera installée dans les lieux investis, arborant un message mystérieux : « Il va se passer quelque chose près d'ici à [heure précise] », accompagné de l'identité visuelle du projet. Cet affichage intrigant aura pour fonction d'attiser la curiosité des passants et de créer un rendez-vous. Simultanément, cette bannière sera reprise dans nos communications numériques, créant un pont entre l'espace physique et virtuel, et renforçant la cohérence de la campagne.

Recrutement des participants

Nous mobiliserons les citoyens via un appel à participation lancé en ligne, relayé par les partenaires communautaires et institutionnels. Celui-ci invitera les citoyens/touristes à former une cohorte ad hoc qui suivra le trajet dans son entièreté à partir d'un lieu de départ reconnaissable. L'information sera ensuite transmise aux groupes communautaires du voisinage pour que le projet profite aussi aux riverains.

Stratégie de dissémination post-projet

À l'issue du projet, une vidéo récapitulative mêlant extraits des performances, témoignages de participants et images du public sera produite et largement diffusée. Ce contenu servira à documenter l'impact du projet et à en prolonger la portée. Trois chansons seront aussi enregistrées à l'issue des répétitions dans un environnement plus contrôlé et feront office de vidéoclip qui peuvent être utilisées pour la promotion du projet, mais aussi pour amplifier sa portée alors que les événements live seront terminés.

Dernière modification: 09/04/2025 - 18:02:50 Par: Sophie Lapierre

15- Enumérez les grandes étapes du projet et leurs dates *

Préproduction : en cours

Ayant obtenu déjà la subvention pour soutenir le développement de nos projets dans les espaces publics (CALQ), nous avons amorcé l'étape de préproduction : sélection des ressources, stratégies de communication et de financement, recherche de partenaires.

La conception de la mise en scène et des costumes pour le Quartier latin, de même que la recherche patrimoniale débuteront dès la mi-mai.

Production

Les répétitions liées au volet francophone (Quartier latin) seront concentrées dans les deux semaines avant la tenue des événements : travail de la musique, puis ajout de la mise en scène et des costumes. Les communications seront en soutien à la préparation des événements.

Réalisation

Déroulement des événements : 28 juin au 12 juillet et 16 au 23 août

Version synthétique de l'échéancier de projet:

Repérage des choristes, lieux et horaires de répétitions, commande de partitions : cette étape du projet est jumelée au projet déjà en cours (CALQ Espaces publics)
20-04-2025 au 30-04-2025

Finalisation des ententes avec les partenaires
15-04-2025 au 20-05-2025

Recherche et conception de la mise en scène et des costumes, recherche patrimoniale
15-05-2025 au 31-05-2025

Contrats avec artistes
15-05-2025 au 31-05-2025

Visite des lieux, planif technique
01-06-2025 au 07-06-2025

Répétitions chanteurs et soliste
15-06-2025 au 22-06-2025

Promotion
25-05-2025 au 12-07-2025

Événements Quartier latin Phase 1 *
28-06-2025 au 12-07-2025
Événements Quartier latin Phase 2 *
16-08-2025 au 23-08-2025

Reddition de comptes
01-10-2025 au 15-10-2025

* Détails calendrier d'événements

10 déambulatoires (2 par jour X 5 jours)
Entre le 26 juin et le 12 juillet
+ 1 concert final à la MCMQ le 12 juillet en après-midi

10 déambulatoires (2 par jour X 5 jours)
Entre le 16 et le 23 août
+ 1 concert final à la MCMQ le 23 août en après-midi

Dernière modification: 09/04/2025 - 18:05:01 Par: Sophie Lapierre

16- Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet *

Vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet

Les Rugissants se distinguent par leur approche novatrice de la performance musicale en proposant des performances immersives et déambulatoires. Partenaire de longue date de l'Arrondissement de Ville-Marie, Les Rugissants y ont déployé des déambulatoires tels que Ménestrels et Égéries dans l'espace public. Ces deux projets furent repris abondamment par le Quartier des spectacles, l'Arrondissement d'Outremont, la Ville de Terrebonne et plusieurs autres.

Vous pouvez visionner le pilote de Égéries ici:
https://youtu.be/c_h5kfgqIrk

Nous détenons une expérience très développée des projets qui valorisent l'architecture et les bâtiments par ARCHES, notre série hybride et immersive sur le lien entre architecture et musique qui a été présentée plus de 25 fois devant 2500 personnes avec plus de 75 K visionnements en ligne. Dans Ville-Marie, nous avons tenu ARCHES: Tour de la bourse, Maison Alcan, Salle Bourgie et Temple maçonnique.

Le présent projet, qui mélange déambulatoire (comme Égéries) et valorisation des bâtiments/commerces (Comme ARCHES), est une opportunité exceptionnelle pour la compagnie de pouvoir développer un nouveau format de performances en extérieur, connectées à l'architecture, un souhait longuement convoité par Les Rugissants.

Vous pouvez visionner le pilote de ARCHES ici:
https://youtu.be/5w-ZNMGG2Gc

Vous pouvez consulter le document de présentation de ARCHES ici: https://drive.google.com/file/d/1nsZ1w1yENvIhmi-

LrQOo9vIMKWQWycKc/view?usp=sharing

Musique francophone:
Les uns contre les autres (Starmania):
https://youtu.be/FLHB2RZMfaI?si=0Oi1u-cw8LoZEz7P

L'ampleur de ce projet est de taille moyenne (logistique et budget) pour notre compagnie. Nous n'hésitons aucunement quant à notre capacité de réalisation de par des éléments maîtrisés, l'expérience de notre équipe et des réalisations antérieures.

Dernière modification: 09/04/2025 - 18:06:05 Par: Sophie Lapierre

17- Porteurs du projet *

Noms, fonctions, responsabilités de chaque personne impliquée

Xavier Brossard-Ménard: Directeur artistique
Assure la programmation, les trajets des déambulatoires et l'animation musicale et historique. Reconnu pour sa verve et son humour, ses présentations sont appréciées du public.
Construit les partenariats institutionnels autour de ce projet et consolide les relations.
Veillera à l'excellence musicale du projet et à son unicité dans l'espace public.

BIO :
Idéateur en culture, directeur artistique, chef de choeur et d'orchestre, Xavier Brossard-Ménard mène depuis 20 ans des projets culturels d'envergure qui marient les disciplines artistiques et les modes d'expression. Détenteur d'une maîtrise de la faculté de musique de l'Université de Montréal, ayant étudié au Conservatoire de Milan et d'Amsterdam, il se spécialise dans des projets qui transforment les formats de la musique de concert. Avec Les Rugissants dont il est fondateur, il a créé plus de 20 productions depuis 2017 et noué plus de 15 partenariats avec des organisations locales, nationales et internationales.

Sophie Lapierre : directrice administrative
Planifie et coordonne les ressources humaines et matérielles liées à la réalisation du projet.

BIO : elle détient plus de 30 ans d'expérience en gestion de projets culturels, en direction et en enseignement.
Depuis 2024, elle est directrice administrative des Rugissants, après avoir dirigé l'École des jeunes de la Faculté de musique de l'UdeM. Son expertise couvre la gestion budgétaire, le financement, la philanthropie et l'accessibilité à la musique.

Alice Renucci, directrice technique
Assure le bon déroulement technique des phases de production et de réalisation du projet.

BIO : Alice Renucci cumule 15 ans d'expérience en conception et mise en œuvre d'événements culturels à Montréal. Spécialiste de la gestion de production et de l'administration événementielle, a dirigé la production pour des organismes renommés : Les 7 Doigts, le Festival du nouveau cinéma et plusieurs compagnies de danse et de théâtre.

Dernière modification: 09/04/2025 - 16:53:55 Par: Sophie Lapierre

18- Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet *

Nos pratiques écoresponsables reflètent notre engagement envers la durabilité dans la réalisation de nos projets. Nous privilégions la publicité numérique pour réduire l'utilisation de papier et utilisons des iPads lors des répétitions afin d'éliminer l'impression de partitions. Le transport en commun, le transport actif et co-voiturage sont encouragés parmi nos équipes, et nous invitons tous nos collaborateurs à adopter des bouteilles d'eau réutilisables. Nos événements, principalement locaux, limitent les déplacements. Enfin, le déploiement de nos projets en plusieurs itérations permet d'optimiser les ressources et de maximiser leur portée avec une empreinte réduite.

Dernière modification: 09/04/2025 - 16:54:06 Par: Sophie Lapierre

19-

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

20- **Téléversez les documents suivants :**

21- **Budget détaillé du projet (obligatoire) ***

Veuillez utiliser le modèle fourni. Prenez soin de vérifier toutes les formules avant de joindre le document.

grille-budgetaire-appel-quartier-latin-1.pdf
Dernière modification: 09/04/2025 - 17:24:32 Par: Xavier Brossard Menard

22-

Grille Budgétaire appel Quartier latin.xlsx

23- **Lettre(s) d'engagement des partenaires ou collaborateurs, s'il y a lieu (facultatif). Les lettres doivent préciser la nature et la valeur de la contribution au projet (un seul document PDF).**

mcmq-hm-lettre-les-rugissants.pdf
Dernière modification: 10/04/2025 - 03:22:19 Par: Xavier Brossard Menard

24- **Un document avec des éléments visuels présentant votre projet (facultatif)**

Question non répondue

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / REVENUS				
Nom de l'organisme :				**Complé**
Titre du projet :				
SUBVENTIONS	**Prévisionnel**	**Confirmé ou Anticipé**	**Réel**	**Écart**
Montant demandé dans le cadre de l'appel à projets (maximum 80 % du buget total)	68 800 $	Anticipé		-68 800 $
Subventions fédérales (nommez le programme) :				
				0 $
				0 $
				0 $
Subventions provinciales (nommez le programme) :				
CALQ - Présentation d'oeuvres dans l'espace public	14 900 $	Confirmé		-14 900 $
				0 $
				0 $
Subventions municipales (nommez le programme) :				
				0 $
				0 $
				0 $
TOTAL DES SUBVENTIONS:	83 700 $		0 $	-83 700 $
REVENUS AUTONOMES				
Contribution de l'organisme demandeur :	2 075 $	Confirmé		-2 075 $
Contrbution du ou des partenaires (précisez) :				
Contribution en services - communications (Uqam, HM, Maison de la chanson)	4 500 $	Confirmé		-4 500 $
				0 $
				0 $
				0 $
				0 $
Commandites et dons (précisez) :				
				0 $
				0 $
				0 $
				0 $

Autres (précisez) :				
Cachet concert (1) Maison de la chanson	5 000 $	Anticipé		-5 000 $
				0 $
				0 $
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES :	11 575 $		0 $	-11 575 $
TOTAL DES REVENUS :	**95 275 $**		**0 $**	**-95 275 $**

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / DÉPENSES			
Nom de l'organisme : Les Rugissants			
Titre du projet :			
DÉPENSES	**Dépenses globales**	**Montant couvert par la subvention**	**Réel**
DÉVELOPPEMENT DU PROJET *Recherche et conception; honoraires des ressources humaines;; droits d'auteur, etc. (Détaillez)*			
Gestion artistique : concept, recherche, développement du projet	6 000 $	3 000 $	
Conception des costumes, maquillages, accessoires	1 000 $	1 000 $	
Droits d'auteur	1 100 $	1 100 $	
Mise en scène	1 000 $	1 000 $	
Achat de partitions	600 $	300 $	
Coordination pré-production	1 000 $	1 000 $	
Arrangements musicaux	1 200 $	0 $	
TOTAL - Développement:	11 900 $	7 400 $	0 $
RÉALISATION DES ACTIVITÉS *Salaires, honoraires professionnels, cachets d'artistes; achat ou location d'équipements ; location de salle (Détaillez).*			
Honoraires répétitions (chanteurs, chef et pianiste répétiteur)	12 443 $	12 443 $	
Honoraires représentations (chanteurs et chef)	36 360 $	27 420 $	
Frais Union des artistes	5 082 $	5 083 $	
Direction de production - terrain	4 000 $	4 000 $	
Confection des costumes et accessoires	4 250 $	0 $	
Enregistrement audio	1 000 $	0 $	
Enregistrement vidéo	2 000 $	0 $	
Production des concerts: scénographie, technique	2 000 $	2 000 $	
TOTAL - Réalisation:	67 135 $	50 946 $	0 $
COMMUNICATIONS (Maximum 10 % de la subvention octroyée) *Graphisme; médias sociaux, outils de communications, relations de presse, frais de documentation (vidéo, Internet, photos, etc.); etc. (Détaillez)*			

Chargée de communications	1 350 $	775 $	
Graphisme	840 $	425 $	
Outils et frais de promotion	1 200 $	600 $	
Photographe	600 $	600 $	
Communications en services (Uqam, HM et Maison de la chanson francophone)	4 500 $	4 500 $	
TOTAL - Communications:	8 490 $	6 900 $	0
ADMINISTRATION (Maximum 10 % de la subvention octroyée) *Comptabilité, frais d'assurances ; etc. (Détaillez)*			
Gestion administrative : contrats artistes et suivis, ententes partenaires, comptabilité	6 950 $	3 400 $	
Frais administratifs : assurances, matériel de bureau, contribution aux outils informati	300 $	154 $	
Imprévus	500 $	0 $	
TOTAL - Administration:	7 750 $	3 554 $	0
TOTAL DES DEPENSES :	**95 275 $**	**68 800 $**	**0 $**

DÉPENSES NON-ADMISSIBLES :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que Les Rugissants (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au Lys et le lion (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet Le lys et le lion est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente convention de contribution

- « Les Rugissants remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet Le lys et le lion

- « Le projet Le lys et le lion est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- « Le projet « Le lys et le lion » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- une revue de presse couvrant le Projet;

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

    - le nombre d'abonnés;

    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de l'appel à projet Quartier latin

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

1. Suite à la signature de la convention, l'organisme devra transmettre au responsable un échéancier et un budget révisé et final du projet,

2. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport d'étape en vue du deuxième versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Le plan de visibilité et les activités de communication réalisées
    b. Un rapport de coût intérimaire
    c. Un descriptif des activités réalisées et des résultats (participation, achalandage, etc.)

3. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport final d'activité en vue du dernier versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût détaillé et final
    b. Un sommaire des activités réalisées en précisant les dates et les participants
    c. Un résumé de la contribution des partenaires au projet
    d. Un résumé des activités de communications et de la couverture médiatique

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02- 004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **THÉÂTRE DE LA LIGUE NATIONALE D'IMPROVISATION INC** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2121 rue Parthenais, Montréal, Québec H2K 3T1, agissant et représentée par Alexandre Piché - Directeur général, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 128115854 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006383269 TQ 0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un regroupement d'artistes consacré à la création spontanée et offrant des spectacles d'improvisations pour le public

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	désigne la directrice du service de la culture ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur

toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de trente mille dollars (30 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de vingt mille dollars (20 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de cinq mille dollars (5 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 un troisième versement au montant de cinq mille dollars (5 000 $): dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié

au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement

de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2121 rue Parthenais, Montréal, Québec H2K 3T1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

THÉÂTRE DE LA LIGUE NATIONALE D'IMPROVISATION INC

Par : _____
Alexandre Piché – Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET



Alexandre Piché

alexandre.piche@lni.ca
Référence : 73865fb663
Candidature N° : 34
Langue : Français

Etape: Le projet

1- Titre du projet *

Les micromatchs de la LNI au Quartier latin

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:24:50 Par: Alexandre Piché

2- Résumé du projet *

10 micromatchs d'impro en plein air animeront le Quartier latin sur cinq semaines, chaque jeudi à 17 h et 19 h, dans différents lieux. Spectacles conviviaux, nomades et participatifs, ils favorisent la cohabitation harmonieuse, dynamisent l'achalandage et offrent une expérience inclusive aux publics variés.

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:25:00 Par: Alexandre Piché

3- Indiquez le montant demandé *

Taxes incluses, maximum de 80% du budget total du projetMontant max. 150 000 k$

30000

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:25:05 Par: Alexandre Piché

4- Budget global du projet *

37500

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:25:08 Par: Alexandre Piché

5- À quels objectifs spécifiques de l'appel de projets votre proposition répond-elle? *

Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale, Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier - qu'elles y résident, y étudient, y travaillent ou le visitent, Encourager une cohabitation harmonieuse

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:25:16 Par: Alexandre Piché

6- Votre projet s'inscrit dans quelle(s) orientation(s) de Montréal 2030 ? *

Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, Amplifier la démocratie et la participation, Stimuler l'innovation et la créativité

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:25:23 Par: Alexandre Piché

7-

Pour consulter le plan stratégique intitulé Montréal 2030.

8- Présentation détaillée du projet incluant la démonstration des liens avec les objectifs *

10 micromatchs de 1h, présentés sur une cinq semaines, à raison d'une journée par semaine, entre la fin août et la fin septembre. Chaque journée comprend deux représentations extérieures, à 17 h et à 19 h, dans deux lieux différents du Quartier latin.

Léger, nomade et convivial, ce spectacle d'improvisation au format réduit mise sur la proximité, l'instantanéité et la rencontre humaine. Inspiré du tout premier match d'impro né à Montréal en octobre 1977, le micromatch propose une expérience artistique accessible, spontanée et inclusive, en plein air, dans l'effervescence des soirées d'été.

En limitant la technique à l'essentiel – un petit système d'amplification pour la musique en direct qui accompagnera les improvisations, sans micro pour les voix –, nous souhaitons préserver l'authenticité des échanges et favoriser une atmosphère chaleureuse, propice à la rencontre. Ce format sans barrière physique ni symbolique permet à tous de s'approcher, de participer, d'interagir.

Par ses règles simples et sa capacité à surprendre, le micromatch attire des spectateurs de tous âges, qu'ils soient de passage ou ancrés dans le quartier. Il permet aux résident·es, travailleur·euses, étudiant·es et touristes de se croiser, se reconnaître et s'amuser ensemble, dans un contexte sans complexe.

Cette proposition artistique répond concrètement à plusieurs objectifs collectifs :

Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale : en installant les micromatchs dans des lieux de passage du Quartier latin à des heures stratégiques, nous générons un flux de circulation accru, invitant à la flânerie, à la consommation locale et à la redécouverte du quartier. Les commerces de proximité bénéficient ainsi d'un public renouvelé et actif, notre communauté d'adeptes dépassant largement l'île de Montréal.

Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier : le caractère festif et participatif des matchs transforme l'espace public en lieu de plaisir et de dialogue. Le spectacle vient s'ancrer dans le quotidien urbain, offrant un moment de répit, de rire et d'émerveillement aux étudiants pressés, aux travailleurs en transit ou aux familles en balade.

Encourager une cohabitation harmonieuse : le match d'impro est bien plus qu'un spectacle : c'est un moment de rencontre, de rire et de complicité où le public joue un rôle essentiel. Par ses interventions, ses votes et ses réactions, il devient partie prenante du jeu. Accessible à tous, le match rassemble des spectateurs de tous âges et de tous horizons. Parents, enfants, ados, grands-parents – chacun y trouve son compte, porté par l'énergie contagieuse des improvisateurs. Réunissant des artistes professionnel·le·s de diverses générations, les micromatchs misent sur la diversité des voix et des récits. Véritable vecteur de lien social, l'improvisation efface les barrières, crée une atmosphère inclusive et tisse un langage commun, celui du plaisir partagé.

Le Match d'impro, sous la forme du micromatch, devient ici une célébration du vivre-ensemble, un événement artistique rassembleur qui insuffle une nouvelle énergie au Quartier latin.

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:25:45 Par: Alexandre Piché

9- Quel est l'impact envisagé ? *

Public cible, nombre de personnes touchées, partenariats, impact et effet de levier potentiel

En plus de rejoindre les résident·es, travailleur·euses, étudiant·es et visiteur·euses du Quartier latin, nous espérons attirer de nombreux spectateurs provenant de notre communauté fidèle qui réside à l'extérieur du quartier ou qui avait perdu l'habitude de fréquenter ce quartier historique et patrimonial. Selon nos capacités en promotion, nous devrions rejoindre de 1 500 à 2 500 personnes avec l'ensemble des 10 représentations. L'initiative promet un rayonnement concret sur la vie de quartier.

En animant ainsi l'espace public, on désire renforcer les liens entre les populations diverses qui fréquentent le quartier, à

augmenter l'achalandage dans les commerces locaux, et à démontrer qu'une proposition culturelle légère peut avoir un effet structurant sur la dynamique sociale et commerciale d'un milieu urbain. Le caractère nomade et accessible du format facilite sa reproductibilité et pourrait inspirer d'autres initiatives similaires dans d'autres quartiers.

Nous sommes convaincus que l'improvisation théâtrale fait du bien ! Réunis autour de thèmes et du jeu, l'intelligence de tous est mise à profit. Nous constatons depuis longtemps la diversité de personnes qui adhèrent à ce spectacle. Nous sommes d'avis qu'il est très sain de voir dans une même foule des gens différentes réalités se retrouver ensemble pour partager une soirée de théâtre spontané, comparer leurs votes, leurs goûts, leur singularité comme leurs ressemblances.

Finalement, si l'expérience s'avère concluante, nous aimerions faire de cette présence une habitude annuelle. Nous le remarquons avec notre présence à la Place de la création dans Centre-Sud, notre présence est attendue à chaque année par les résident·es et les fans de la LNI!

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:25:57 Par: Alexandre Piché

10- Quels sont les partenaires locaux envisagés ? Quelles seront leurs responsabilités ? *

Nous comptons solliciter d'abord la SDC du Quartier latin afin de prendre connaissance des lieux stratégiques pour la présentation de nos micromatchs afin de bien répondre aux enjeux du quartier et respecter les résidents et commerçants.

Parmi les espaces envisagés : l'UQAM, la Bibliothèque nationale, le Square Émilie-Gamelin et la rue Saint-Denis durant sa piétonnisation.

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:26:06 Par: Alexandre Piché

11- Y-a-t-il des partenaires déjà confirmés ? *

Non

Dernière modification: 02/06/2025 - 19:42:21 Par: Alexandre Piché

12- Lieu(x) envisagé(s) du projet pour le déploiement du projet ? *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville de Montréal en fonction du calendrier d'occupation

Parmi les espaces envisagés : l'UQAM, la Bibliothèque nationale, le Square Émilie-Gamelin et la rue Saint-Denis durant sa piétonnisation. Les besoins en termes d'espace sont légers pour notre représentation. C'est la beauté de nos représentations urbaines, tout coin de rue ou place publique peut devenir une scène de théâtre!

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:26:22 Par: Alexandre Piché

13- Date(s) envisagée(s) du projet *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu. Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville en fonction du calendrier d'occupation.

Nous avons de la flexibilité sur les dates. Nous vous suggérons les jeudis à 17h et 19h du 28 août au 25 septembre inclusivement.

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:26:41 Par: Alexandre Piché

14- Stratégies de communication pour promouvoir le projet et rejoindre les publics *

Le canal de communication principal privilégié sera nos pages Facebook et Instagram (près de 20 000 abonné·es au total) en raison de sa flexibilité pour une programmation estivale ainsi que la possibilité de cibler les résidents de Montréal.

Nous effectuerons également de l'affichage local avec Montréal Affichage en ciblant les commerces les quartiers avoisinants le Quartier latin.

Nous utiliserons également notre communiqué de lancement de saison (prévu fin août) afin d'annoncer le projet. Il sera partagé par notre relationniste de presse ainsi que par infolettre rejoignant plus de 3 000 personnes. Enfin, nous insérerons ces activités à notre calendrier sur notre site web et dans la section Nouvelles.

Il nous fera évidemment plaisir de participer aux entrevues dans les médias concernant notre présence dans le Quartier latin.

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:28:06 Par: Alexandre Piché

15- Enumérez les grandes étapes du projet et leurs dates *

Juillet 2025
Rencontres préparatoires
Conception et casting
Rédaction des thèmes

Début août 2025
Finalisation casting
Conception outils promotionnels
Achats et confection

Mi-août 2025
Campagne d'affichage
Annonces - lancement de saison 2025-2026

Fin août et septembre 2025
10 représentations

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:28:20 Par: Alexandre Piché

16- Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet *

Vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet

Nous sommes les créateurs du Match d'improvisation, spectacle unissant les codes du hockey à ceux du théâtre. Ce spectacle célébrera son 50e anniversaire en octobre 2027. Annuellement, nous rejoignons plus de 50 000 personnes à travers le pays et Europe par la présentation de 600 activités soit des spectacles et des formations en improvisation théâtrale.

Les micromatchs de la LNI ont été créés en 2020.

Le Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation était fier de participer à la relance du Quartier des Spectacles et du Centre-Ville de Montréal dans le cadre d'une programmation alternative post-COVID. Un été 2020 impromptu : pensés au départ pour les besoins spécifiques de cette relance, les micromatchs de la LNI ont soulevé l'enthousiasme tant chez les spectateur·rices que chez les artistes qui y ont participé, heureux de vivre des manifestations en arts vivants en toute proximité.

Depuis 2022, les micromatchs sont présentés chaque été dans le cadre de la programmation de la Place de la création de l'arrondissement Ville-Marie.

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:28:34 Par: Alexandre Piché

17- Porteurs du projet *

Noms, fonctions, responsabilités de chaque personne impliquée

Alexandre Piché, directeur général
Simon Rousseau, adjoint à la direction artistique
Andréanne Simard, coordonnatrice de production

Dernière modification: 11/06/2025 - 15:33:41 Par: Alexandre Piché

18- Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet *

Aucun carton de vote (vote à main levée)
Bouteilles d'eau réutilisables utilisées lors de toutes nos productions
Déplacement de l'équipe en transport en commun dans la mesure du possible
Réutilisation de costumes en notre possession

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:29:13 Par: Alexandre Piché

19-

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

20-

Téléversez les documents suivants :

21- Budget détaillé du projet (obligatoire) *

Veuillez utiliser le modèle fourni. Prenez soin de vérifier toutes les formules avant de joindre le document.

grille-budgetaire-appel-quartier-latin-lni.pdf
Dernière modification: 09/06/2025 - 19:32:49 Par: Alexandre Piché

22-

Grille Budgétaire appel Quartier latin.xlsx

23- Lettre(s) d'engagement des partenaires ou collaborateurs, s'il y a lieu (facultatif). Les lettres doivent préciser la nature et la valeur de la contribution au projet (un seul document PDF).

Question non répondue

24- Un document avec des éléments visuels présentant votre projet (facultatif)

doc-pres-ql-microm-aut2025-v1.pdf

Dernière modification: 09/06/2025 - 19:34:19 Par: Alexandre Piché

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / REVENUS			REDDITION DE COMPTES		
Nom de l'organisme : Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation			Complétez cette section à la fin de votre projet		
Titre du projet : Les micromatchs de la LNI du Quartier Latin					
SUBVENTIONS	**Prévisionnel**	**Confirmé ou Anticipé**	**Réel**	**Écart**	**Explication des écarts**
Montant demandé dans le cadre de l'appel à projets (maximum 80 % du buget total)	30 000 $	Anticipé		-30 000 $	
Subventions fédérales (nommez le programme) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
Subventions provinciales (nommez le programme) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
Subventions municipales (nommez le programme) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL DES SUBVENTIONS:	30 000 $		0 $	-30 000 $	
REVENUS AUTONOMES					
Contribution de l'organisme demandeur :	7 350 $	Confirmé		-7 350 $	
Contrbution du ou des partenaires (précisez) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
				0 $	
				0 $	
Commandites et dons (précisez) :					
Commandites en biens et services	150 $	Anticipé		-150 $	
				0 $	
				0 $	
				0 $	
Autres (précisez) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES :	7 500 $		0 $	-7 500 $	
TOTAL DES REVENUS :	**37 500 $**		**0 $**	**-37 500 $**	

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / DÉPENSES			REDDITION DE COMPTES		
Nom de l'organisme : Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation			Complétez cette section à la fin de votre projet		
Titre du projet : Les micromatchs de la LNI du Quartier Latin					
DÉPENSES	**Dépenses globales**	**Montant couvert par la subvention**	**Réel**	**Écart**	**Explication des écarts**
DÉVELOPPEMENT DU PROJET *Recherche et conception; honoraires des ressources humaines; droits d'auteur, etc. (Détaillez)*					
Direction artistique (idéation des thèmes/rencontres avec partenaires)	3 000 $	0 $		-3 000 $	
Coordination de production (planification)	4 300 $	2 800 $		-4 300 $	
Droits de suite	500 $	500 $		-500 $	
				0 $	
				0 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL - Développement:	7 800 $	3 300 $	0 $	-7 800 $	
RÉALISATION DES ACTIVITÉS *Salaires, honoraires professionnels, cachets d'artistes; achat ou location d'équipements ; location de salle (Détaillez).*					
Coordination de production (exécution)	3 500 $	1 000 $		-3 500 $	
Artistes (2 comédien·nes, 1 arbitre, 1 musicien par représentation)	10 450 $	10 450 $		-10 450 $	
Régisseur (1 par représentaiton)	2 650 $	2 650 $		-2 650 $	
Frais de producteur (UDA et ACT)	1 225 $	1 225 $		-1 225 $	
Achat d'équipement et fournitures d'activités	1 875 $	1 875 $		-1 875 $	
Décors et costumes	3 500 $	3 500 $		-3 500 $	
				0 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL - Réalisation:	23 200 $	20 700 $	0 $	-23 200 $	
COMMUNICATIONS (Maximum 10 % de la subvention octroyée) *Graphisme; médias sociaux, outils de communications, relations de presse, frais de documentation (vidéo, Internet, photos, etc.); etc. (Détaillez)*					
Graphisme et gestion des médias sociaux	1 200 $	700 $		-1 200 $	
Photographe	400 $	400 $		-400 $	
Relations de presse	500 $	500 $		-500 $	
Campagne d'affichage	1 000 $	1 000 $		-1 000 $	
Frais de marketing	400 $	400 $		-400 $	
				0 $	
TOTAL - Communications:	3 500 $	3 000 $	0	-3 500 $	

ADMINISTRATION (Maximum 10 % de la subvention octroyée) *Comptabilité, frais d'assurances ; etc. (Détaillez)*					
Comptabilité, reddition de comptes et gestion administrative	2 650 $	2 650 $		-2 650 $	
CNESST et assurances responsabilité civile	350 $	350 $		-350 $	
				0 $	
TOTAL - Administration:	3 000 $	3 000 $	0	-3 000 $	
TOTAL DES DEPENSES :	**37 500 $**	**30 000 $**	**0 $**	**-37 500 $**	

DÉPENSES NON-ADMISSIBLES :

- Les salaires des dirigeants de l'organisme.
- Les frais de fonctionnement de l'organisme
- Les projets d'immobilisation (incluant les améliorations locatives)
- Le déficit de l'organisme
- Les dépenses engagées avant la signature de la convention
- Les frais de développement des affaires
- Le cas échéant, les frais de création d'un nouvel organisme

* Les dépenses reliées aux salaires doivent suivre les barèmes du marché. Ces dépenses doivent correspondre aux personnes affectées au projet.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **THÉÂTRE DE LA LIGUE NATIONALE D'IMPROVISATION INC** personne (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au Lys et le lion (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Les micro matchs d'improvisation du Quartier latin » et le lion est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente convention de contribution

- **THÉÂTRE DE LA LIGUE NATIONALE D'IMPROVISATION INC** personne remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet « Les micro matchs d'improvisation du Quartier latin »

- « Les micro matchs d'improvisation du Quartier latin » est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- « Les micro matchs d'improvisation du Quartier latin » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- une revue de presse couvrant le Projet;

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

  - le nombre d'abonnés;

  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de l'appel à projet Quartier latin

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

1. Suite à la signature de la convention, l'organisme devra transmettre au responsable un échéancier et un budget révisé et final du projet,

2. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport d'étape en vue du deuxième versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Le plan de visibilité et les activités de communication réalisées
    b. Un rapport de coût intérimaire
    c. Un descriptif des activités réalisées et des résultats (participation, achalandage, etc.)

3. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport final d'activité en vue du dernier versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût détaillé et final
    b. Un sommaire des activités réalisées en précisant les dates et les participants
    c. Un résumé de la contribution des partenaires au projet
    d. Un résumé des activités de communications et de la couverture médiatique

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02- 004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FESTIVAL M.A.D. (MODE, ARTS ET DIVERTISSEMENT**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 815 Rue Ontario E suite 100, Montréal, QC H2L 1P1 agissant et représentée par Jean-François Daviau , personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 82557 1052 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1216084019 TQ0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme célèbre la créativité et l'expression de soi à travers la mode, les arts, le divertissement et la culture

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	désigne la directrice du service de la culture ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur

toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cinquante mille dollars (50 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de trente mille dollars 30 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de quinze mille dollars (15 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 un troisième versement au montant de cinq mille dollars (5 000 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme

assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 815 Rue Ontario E suite 100, Montréal, QC H2L 1P1, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

FESTIVAL M.A.D. (MODE, ARTS ET DIVERTISSEMENT,

Par : _____
Jean-François Daviau - président

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET



jf Daviau

jfdaviau@sensationmode.com

Référence : 1d459d4c58
Candidature N° : 40
Langue : Français

Etape: Le projet

1- Titre du projet *

Apero Sapé

Dernière modification: 12/06/2025 - 13:32:38 Par: jf Daviau

2- Résumé du projet *

Les Apéros Sapés
Concept : "Les Apéros Sapés" est un événement hebdomadaire se déroulant au Quartier Latin, visant à célébrer et valoriser la diversité des styles et des talents émergents de la mode. Inspiré du concept d'un "apéro" décontracté, cet événement combine l'aspect social et festif et offre une plateforme unique pour l'expression de soi et la découverte.

Dernière modification: 12/06/2025 - 14:35:05 Par: jf Daviau

3- Indiquez le montant demandé *

Taxes incluses, maximum de 80% du budget total du projetMontant max. 150 000 k$

75000

Dernière modification: 12/06/2025 - 13:32:53 Par: jf Daviau

4- Budget global du projet *

75000

Dernière modification: 12/06/2025 - 18:51:00 Par: jf Daviau

5- À quels objectifs spécifiques de l'appel de projets votre proposition répond-elle? *

Affirmer l'identité du Quartier latin, Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale, Renforcer les synergies entre les différents acteurs, Soutenir la créativité et l'innovation , Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier - qu'elles y résident, y étudient, y travaillent ou le visitent

Dernière modification: 12/06/2025 - 14:35:24 Par: jf Daviau

6- Votre projet s'inscrit dans quelle(s) orientation(s) de Montréal 2030 ? *

Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, Amplifier la démocratie et la participation, Stimuler l'innovation et la créativité

Dernière modification: 12/06/2025 - 14:36:01 Par: jf Daviau

7-

Pour consulter le plan stratégique intitulé Montréal 2030.

8- Présentation détaillée du projet incluant la démonstration des liens avec les objectifs *

Déroulement de l'Événement (Hebdomadaire) :
1. Lieu et Ambiance : Chaque "Apéro Sapé" se tiendra au Quartier Latin. Un conteneur transformé transformé en scène est propice à créer des animations avec différents collaborateurs.
L'installation permet d'accueillir des performances musicales de DJ montréalais ou encore la diffusion de podcast.
2. Animation et Présentation : Un animateur charismatique (MC) sera présent pour rythmer la soirée, introduire les différentes sections et interagir avec le public. Durant les apéros le public est invité à présenter son style des plus créatifs et à poser pour un photo shoot. Le but étant d'assurer la diffusion sur les réseaux sociaux ou encore de cumuler suffisamment de contenu pour en décliner une expo photo Quartier latin ensuite dans un lieu intérieur du Quartier latin (UQAM ou Commerces environnants)
3. Le "Style urbain" revisité : Au cœur de l'événement, un "mini-défilé" spontané sera organisé. Des participants sélectionnés seront invités à défiler ou simplement à se faire photographier, mettant en valeur leur style personnel et leurs "looks du jour". Ce moment vise à encourager l'expression individuelle et à mettre en lumière les tendances de la rue.
4. Photographie et Partage : Un photographe professionnel sera sur place pour immortaliser les "looks" des participants et l'ambiance générale. Les photos seront ensuite partagées sur les réseaux sociaux du projet ("Les Apéros Sapés") et des partenaires, amplifiant la visibilité et l'engagement en ligne. L'objectif est de créer un contenu visuel attrayant et partageable.
5. Diversité et Inclusion : Le projet mettra un point d'honneur à promouvoir la diversité et l'image corporelle saine, en encourageant tous les styles, toutes les morphologies et toutes les identités à s'exprimer.
6. Partenariats Locaux : "Les Apéros Sapés" souhaite collaborer avec les acteurs et commerçants du Quartier latin. Par exemple : (UQAM)l'École supérieure de mode, Latin pour créer une synergie et soutenir l'économie locale ou encore des radio communautaire pour la diffusion de podcast (CIBL)

Objectifs :
• Créer un événement récurrent et attendu qui dynamise le Quartier Latin et attire les étudiants
• Offrir une plateforme accessible et ludique pour l'expression stylistique et la créativité.
• Promouvoir la diversité de la mode et les talents locaux.
• Renforcer le sentiment de communauté et la convivialité du Quartier.
• Générer du contenu attrayant pour les réseaux sociaux et augmenter la visibilité du Quartier Latin.

Dernière modification: 12/06/2025 - 14:36:52 Par: jf Daviau

9- Quel est l'impact envisagé ? *

Public cible, nombre de personnes touchées, partenariats, impact et effet de levier potentiel

Public Cible : Principalement la génération Z et les jeunes adultes (18-35 ans). Clientèle étudianes, adepte de culture urbaine ou les résidants du centre-ville et en en particulier le Quartier Latin.

Dernière modification: 12/06/2025 - 14:37:36 Par: jf Daviau

10- Quels sont les partenaires locaux envisagés ? Quelles seront leurs responsabilités ? *

UQAM, École supréieure de mode : apport au niveau des créations mode
CIBL, réalisaiton d'un Podcast

Vie Sociale. : réalisation d'un podcast
Commerçants : participation au podcast

Dernière modification: 12/06/2025 - 14:44:55 Par: jf Daviau

11- Y-a-t-il des partenaires déjà confirmés ? *

Non

Dernière modification: 12/06/2025 - 19:10:44 Par: jf Daviau

12- Lieu(x) envisagé(s) du projet pour le déploiement du projet ? *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville de Montréal en fonction du calendrier d'occupation

Place pasteur ou Ste Catherine devant l'UQAM

Dernière modification: 12/06/2025 - 14:45:22 Par: jf Daviau

13- Date(s) envisagée(s) du projet *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu. Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville en fonction du calendrier d'occupation.

25 sept, 2 oct, 9 oct 2025

Dernière modification: 12/06/2025 - 16:06:08 Par: jf Daviau

14- Stratégies de communication pour promouvoir le projet et rejoindre les publics *

Stratégie de communication pour "Les Apéros Sapés"
Assurer unmessage est clair et percutant.
• Identité Visuelle Forte : moderne et dynamique qui reflète l'énergie du Quartier Latin et l'aspect "mode urbaine".
• Message Clé : Mettez l'accent sur l'expression de soi, la convivialité, la liberté d'être et le caractère unique et hebdomadaire de l'événement dans le Quartier Latin.
2. Stratégies de Contenu
Photos professionnelles : Non seulement celles des participants, mais aussi des photos de l'ambiance générale, de l'installation du conteneur, des DJs, etc.
Teasers pour annoncer les prochains événements (15-30 secondes).
Highlights reels des meilleurs moments de la soirée (1-2 minutes).
"Behind the scenes" de l'installation ou de la préparation.
Reels/TikToks tendance : Utilisez les sons et les défis populaires pour mettre en scène les "looks du jour" et le mini-défilé spontané.
Contenu Écrit Engageant :
Stories Instagram / Facebook : carroussel de photo des meilleurs streetstyle
Contenu Généré par l'Utilisateur (UGC) : Encouragez activement les participants à partager leurs photos et vidéos en utilisant votre hashtag officiel (ex: #AperosSapes #QuartierLatinStyle). Repartagez les meilleures publications pour créer un sentiment de communauté.

3. Canaux de Diffusion et Tactiques
a) Réseaux Sociaux (Pilier principal)
Instagram & TikTok :
Publications régulières : Calendrier de contenu mixant photos de l'événement passé, teasers du prochain, portraits de styles, etc.
Stories interactives : Sondages sur les styles, "ce ou ça" avec des looks, questions/réponses.
Collaborations avec des influenceurs locaux : Micro-influenceurs mode/lifestyle ou étudiants montréalais qui peuvent promouvoir l'événement.

Facebook : Pour les événements et la portée plus large, notamment pour les résidents.
Page événement Facebook hebdomadaire : Détails, date, heure, lieu, programme. Encouragez les "Intéressé(e)s" et "Participe(nt)".
Écoles et Universités : UQAM, Cégep du Vieux Montréal,
École supérieure de mode de l'UQAM : Partenariat privilégié, diffusion de l'événement, participation de leurs étudiants au "mini-défilé" ou comme "chasseurs de style".
Commerçants du Quartier Latin : Affichage : Demandez de repartager le contenu
Médias Communautaires et Locaux : CIBL, autres radios étudiantes : Diffusion des podcasts enregistrés, interviews des organisateurs/animateurs, annonces publicitaires.
Organismes du Quartier Latin : Collaboration avec l'arrondissement, les associations de commerçants pour relayer l'information et obtenir du soutien logistique.
c) Marketing de Proximité et d'Expérience
Expérience "photo booth" : Au-delà des photos officielles, proposez un "photo booth" amusant avec des accessoires pour encourager les selfies et le partage immédiat.
Amenez un ami" : Incitez les participants à venir avec d'autres personnes via des petits incitatifs.
4. KPIs (Indicateurs Clés de Performance) :
Fréquentation de l'événement : Nombre de participants.
Engagement sur les réseaux sociaux : Likes, partages, commentaires, nombre de mentions du hashtag.
Portée des publications : Nombre de personnes atteintes.
Nombre de photos partagées par les participants

Dernière modification: 12/06/2025 - 15:17:37 Par: jf Daviau

15- Enumérez les grandes étapes du projet et leurs dates *

Début aout : confirmation du financement
15 aout : confirmation de l'emplacement
20 aout : production des plans, images et visuels
22 aout : confirmation des collaborateurs
1 septembre : début de la promotion
10 septembre : installation

Dernière modification: 12/06/2025 - 15:19:21 Par: jf Daviau

16- Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet *

Vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet

https://www.madfestival.ca/
https://www.jeuxurbains.ca/

Dernière modification: 12/06/2025 - 15:20:27 Par: jf Daviau

17- Porteurs du projet *

Noms, fonctions, responsabilités de chaque personne impliquée

Equipe Festival M.A.D.

Dernière modification: 12/06/2025 - 15:21:08 Par: jf Daviau

18- Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet *

Il n'y a pas de consommation (produits dérivés, vente, etc) liée à cet événement et les installations sont recyclés à 100 % ou déjà existante.
Éclairage basse consommation : Utiliser des ampoules LED pour toute l'installation lumineuse (scène, ambiance).
Utilisation de matériaux réutilisables et recyclables :

Minimisation des impressions : Nous privilégierons la communication digitale
Nous collaborons avec des entreprises écoresponsables locales
Promotion de la diversité et de l'inclusion

Dernière modification: 12/06/2025 - 15:29:59 Par: jf Daviau

19- **Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.**

20- **Téléversez les documents suivants :**

21- **Budget détaillé du projet (obligatoire) ***
Veuillez utiliser le modèle fourni. Prenez soin de vérifier toutes les formules avant de joindre le document.

aperosape-budget.pdf
Dernière modification: 13/06/2025 - 00:43:12 Par: jf Daviau

22- Grille Budgétaire appel Quartier latin.xlsx

23- **Lettre(s) d'engagement des partenaires ou collaborateurs, s'il y a lieu (facultatif). Les lettres doivent préciser la nature et la valeur de la contribution au projet (un seul document PDF).**

lettres-de-soutien-13-juin-2025.pdf
Dernière modification: 13/06/2025 - 14:41:47 Par: jf Daviau

24- **Un document avec des éléments visuels présentant votre projet (facultatif)**

apero-sape-2025.pdf
Dernière modification: 13/06/2025 - 00:47:09 Par: jf Daviau

BUDGET

Apero Sapé

REVENUS		
40120	**Subvention - Municipal**	75,000.00
40120		
40120		
	Total Municipal	**75,000.00**
	Total Subventions	**75,000.00**
	Total Privé	**-**
	SOUS-TOTAL PRODUITS	**75,000.00**
40900	Contribution organisme en bien et services	25,000.00
	TOTAL PRODUITS	**100,000.00**

Dépenses		Budget alloué sans
Création et programmation		
Équipe création et programmation		**10,000.00 $**
60120	Metteur en scène	
60121	Régisseur mode	
60122	Direction création et programmation	
60123	Stylisme, coord. Mode et backstage	
60125	Chef mode	
60126	Scénographe	
60127	Directeur artistique	
60128	Coordonnateur programmation, Designer	
60129	Magasinier mode	
60130	Chef artistique	
60131	Assistant direction	
60132	Chargés de projets	10,000.00 $
60133	Chef transporteur site	
60134	Consultant technique et artistique	
60135	Équipe Backstage mode	
60750	Équipe maquillage	
60755	Équipe coiffeure	
60761	Concepteur musical. Directeur musical	
Distribution		**14,500.00 $**
60700	Mannequins	
60710	Musiciens	4,000.00 $
60713	Performance artistique	6,000.00 $
60730	Vidéastres et VI	
60740	Comédiens/ animateurs	4,500.00 $
60763	Conférencier	
Droits		**300.00 $**
60220	Droits divers/Socan	300.00 $
Contingence		
	Sous-total Creation et programmation	**24,800.00 $**
Commandites Biens & Services		
60900	Commandites en produits et services-Programmation	
	Total Creation et programmation	**24,800.00 $**
Logistique, production & technique		
Équipe logistique		**2,500.00 $**
50120	Coordination logistique	2,500.00 $
Équipe production & technique		**1,350.00 $**
50128	Dessinateur plans techniques	- $
55121	Régisseur	- $
55123	Son - Technicien	1,350.00 $
55124	Eclairagiste	
55127	Machinistes	

Sécurité		**1,000.00 $**
50351	Personnel de sécurité	1,000.00 $
Frais Logistique		**11,000.00 $**
50301	Mobiliers et installation (conteneur, scène)	8,000.00 $
50545	Pavoisement et signalisation	3,000.00 $
50860	Perte, bris et vol	
Équipements techniques		**2,000.00 $**
55450	Matériel technique général	2,000.00 $
55453	Eclairage	- $
55454	Son	- $
55455	Instruments de musique	- $
55457	Location d'outils et équipement - Techniques	- $
Transport		**4,050.00 $**
50270	Location de matériel roulant	2,500.00 $
50274	Essence	100.00 $
50278	Transport de marchandises/livraison	1,450.00 $
Contingence		- $
	Sous-total Logistique, production & technique	**21,900.00 $**
Commandites Biens & Services		
50900	Commandites en produits et services- Logistique, production & technique	
	Total Logistique, production & technique	**- $**
Marketing		
Équipe Marketing		**14,000.00 $**
70110	Gestionnaire marketing	3,000.00 $
70131	Photographes	5,000.00 $
70132	Vidéo- Captation et production de contenus divers	
70133	Designer Graphique	3,000.00 $
70134	Gestionnaire réseau sociaux	1,000.00 $
70136	Designer Graphique - Video	
70153	Consultant Marketing	
70507	Créateur de contenu - Marketing	2,000.00 $
70562	Porte-parole	
Outils Marketing		**- $**
70125	Rédaction/traduction/révision	- $
70761	Image officielle	- $
Promotion et publicité		**3,050.00 $**
70521	Placement média - Radio (CIBL)	1,000.00 $
70522	Placement média - web	2,050.00 $
Contingence		852.50 $
	Sous-total Marketing	**17,050.00 $**
Commandites Biens & Services		
70900	Commandites en produits et services-Marketing	25,000.00 $
	Total Marketing	**42,050.00 $**
Administration		
Honoraires professionnels		**11,250.00 $**
	Total Administration	**11,250.00 $**

CHARGES TOTALES	100,000.00 $

TOTAL | EXCÉDANT / INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	- $

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **FESTIVAL M.A.D. (MODE, ARTS ET DIVERTISSEMENT**, personne (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au Lys et le lion (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Les micro matchs d'improvisation du Quartier latin » et le lion est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente convention de contribution

- **FESTIVAL M.A.D. (MODE, ARTS ET DIVERTISSEMENT**, personne remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet Apéro Sapé »

- « Apéro Sapé » est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- « Apéro Sapé » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 **Relations médias et événements publics**

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- une revue de presse couvrant le Projet;

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

  - le nombre d'abonnés;

  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de l'appel à projet Quartier latin

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

1. Suite à la signature de la convention, l'organisme devra transmettre au responsable un échéancier et un budget révisé et final du projet,

2. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport d'étape en vue du deuxième versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Le plan de visibilité et les activités de communication réalisées
    b. Un rapport de coût intérimaire
    c. Un descriptif des activités réalisées et des résultats (participation, achalandage, etc.)

3. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport final d'activité en vue du dernier versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût détaillé et final
    b. Un sommaire des activités réalisées en précisant les dates et les participants
    c. Un résumé de la contribution des partenaires au projet
    d. Un résumé des activités de communications et de la couverture médiatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258781003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 218 800 $ à 5 organismes dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel de 68 322 $ / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1258781003 - Appel à projets Quartier latin_culture.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Adriana SANTOS
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-22

Habib NOUARI
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : (514)872-0984
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1259830002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division droit du travail
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Ratifier le mandat et retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du volet de la réparation dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15, mandat commun et en partage de coûts avec la Ville de Laval / Autoriser une dépense jusqu'à concurrence de 550 000 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. de ratifier le mandat et retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du volet de la réparation dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15, mandat commun et en partage de coûts avec la Ville de Laval;

2. d'autoriser, à cet effet, une dépense totale maximale de 550 000 $, taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense est d'imputation financière mixte, d'agglomération et de la ville centre puisqu'elle concerne à la fois des unités syndicales de compétence d'agglomération et d'autres de compétence de la ville centre.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-26 10:14

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259830002**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division droit du travail
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Ratifier le mandat et retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du volet de la réparation dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15, mandat commun et en partage de coûts avec la Ville de Laval / Autoriser une dépense jusqu'à concurrence de 550 000 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

I. Volet constitutionnel

A. Cour supérieure

Le 9 juillet 2020, une importante décision était rendue par l'honorable juge Benoit Moulin de la Cour supérieure, à la suite des 14 recours visant des demandes des divers syndicats et associations représentant 75 000 employés d'organismes municipaux et 30 000 retraités, en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* , RLRQ c. S-2.1.1 (ci-après « **Loi 15** »).

Le juge Moulin rejette les déclarations d'inconstitutionnalité à l'égard des dispositions visant les participants actifs. Il déclare toutefois inconstitutionnels les articles portant spécifiquement sur la suspension de l'indexation automatique de la rente des retraités.

Par ailleurs, une décision préliminaire ayant établi que le recours était scindé, les questions liées aux remèdes recherchés en faveur des retraités devaient faire l'objet d'une seconde audience devant la Cour supérieure une fois la décision finale rendue.

B. Cour d'appel du Québec

Le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec rejette les appels et les appels incidents dans tous les dossiers. (numéro 200-09-010238-209, 2023 QCCA 626).

C. Cour suprême du Canada

Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada rejette la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (numéro 40830).

II. Volet réparation

Retour à la Cour supérieure

Comme mentionné précédemment, une décision préliminaire ayant établi que le recours était scindé, les questions liées aux remèdes recherchés en faveur des retraités devaient faire l'objet d'une seconde audience devant la Cour supérieure. La Cour supérieure est donc saisie de la remise en état des rentes indexées aux retraités de manière rétroactive ainsi que de manière prospective. Dans ce cadre, plusieurs questions juridiques importantes se posent.

- **Décision de la Cour supérieure du 28 mars 2025**

Le 28 mars 2025, la Cour supérieure rend un jugement déclarant que les retraités visés par ces instances ont le droit de recevoir l'intérêt légal et l'indemnité additionnelle sur la valeur de l'indexation prévue à leur régime de retraite qui aurait dû être ajoutée à chaque versement de rente effectué depuis le 1er janvier 2017 et qui ne l'a pas été, et ce, à compter de la date de chacun de ces versements.

- **Appel de la décision du 28 mars 2025**

Le 7 mai 2025, la Ville de Montréal ainsi que d'autres villes ont déposé une demande de permission d'appeler de ce jugement ainsi qu'une déclaration d'appel. Les procédures visent à demander à la Cour d'appel d'autoriser et d'accueillir un appel sur des erreurs de droit fondamentales dans l'analyse du droit à l'intérêt légal et l'indemnité additionnelle. (voir GDD 1259662002)

Numéro C.S. 200-05-020126-152
N/D: 24-001376

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD CE25 1139 - 25 juin 2025 - Ratifier le dépôt, par le Service des affaires juridiques, d'une demande de permission d'appeler et d'une déclaration d'appel d'un jugement rendu le 28 mars 2025 par le juge Benoit Moulin de la Cour supérieure, dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15.
CE24 1281 - 14 août 2024 : Retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright pour un accompagnement pour le volet de la réparation dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15 et autoriser un mandat au montant forfaitaire de 91 980,00 $, taxes incluses.

CE21 1764 - 22 septembre 2021 : Retenir à nouveau les services professionnels du cabinet juridique Bélanger Sauvé s.e.n.c.r.l. afin de représenter la Ville dans un appel incident dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15 (dossiers 200-05-020126-152, 200-17-021337-142, 200-17-021682-158, 200-17-022941-157, 500-17-086490-151, 500-17-086494-153, 500-17-086764-159, 500-17-086906-156, 500-17-087899-152, 500-17-087969-153, 500-17-088180-156, 500-17-088735-157, 500-17-089514-155, 500-17-093732-165), et réserver à cette fin la somme de 109 226,25 $, taxes incluses pour leurs honoraires professionnels, majorant ainsi le montant total des crédits réservés de 348 935,00 $ à 458 161,24 $.

CE20 1382 - 9 septembre 2020 : Autoriser le Service des affaires juridiques à loger un appel incident dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15 (dossiers 200-05-020126-152, 200-17-021337-142, 200-17-021682-158, 200-17-022941-157, 500-17-086490-151, 500-17-086494-153, 500-17-086764-159, 500-17-086906-156, 500-17-087899-152, 500-17-087969-153, 500-17-088180-156, 500-17-088735-157, 500-17-089514-155, 500-17-093732-165).

CE20 0891 - 10 juin 2020 : Autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels octroyé à la firme Bélanger Sauvé, afin de représenter la Ville dans les recours en déclaration d'inconstitutionnalité de la Loi

favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées dans le secteur municipal, RLRQ, c. 5.2.1.1., majorant ainsi le montant total du contrat de 298 935 $ à 348 935 $, taxes incluses.

CE18 1233 - 1er août 2018 : Retenir les services professionnels de la firme Bélanger Sauvé s.e.n.c.r.l. afin de représenter la Ville dans les recours en déclaration d'inconstitutionnalité de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées dans le secteur municipal, RLRQ, c. 5.2.1.1 et réserver à cette fin la somme de 260 000 $, à l'exclusion des taxes.

DESCRIPTION

Ratifier le mandat et retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du volet de la réparation dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15, mandat commun et en partage de coûts avec la Ville de Laval, et autoriser une dépense jusqu'à concurrence de 550 000 $ taxes incluses.

JUSTIFICATION

Compte tenu de la complexité de certaines questions en litige en lien avec le cadre juridique applicable aux régimes de retraite et de l'importance des enjeux financiers corrélatifs, le Service des affaires juridiques a requis un accompagnement juridique hautement spécialisé dans ce dossier d'envergure. Un budget de 550 000 $, taxes incluses, correspond à une évaluation de la partie des frais du mandat commun qu'assumerait la Ville de Montréal pour les étapes vraisemblables du dossier jusqu'au dépôt d'une défense au mérite, si requise. Il inclut également les honoraires liés à l'appel du jugement du 28 mars 2025.

Le cabinet Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l possède l'expertise en la matière et est prêt à défendre les intérêts conjoints de la Ville de Montréal et de la Ville de Laval à ce stade.

Le Service des affaires juridiques considère qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Montréal de confier ce mandat au cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Le paiement des honoraires sera assuré conjointement par les villes de Montréal et de Laval, chacune s'engageant à acquitter pour les heures imputées dans le cadre du mandat le taux horaire maximal correspondant à sa grille tarifaire.

Cette formule exceptionnelle de partage de responsabilité financière des coûts de représentation permet aux deux villes ici en cause de s'assurer une représentation spécialisée dans un domaine où les taux horaires réclamés sont discordants avec les taux généralement payés par les organisations municipales et gouvernementales.

Il faut souligner que la situation de la Ville de Montréal se distingue de celles des autres villes en cause, dont la Ville de Laval, notamment par la complexité des enjeux juridiques liés à la multiplicité des intervenants et liés à la hauteur de ses incidences financières.

Comme ces enjeux financiers montréalais sont en l'instance, significativement plus élevés que ceux de la Ville de Laval, il est équitable que la Ville de Montréal assume 58,48 % des honoraires payables, à savoir une proportion fondée sur la différence des taux horaires applicables par les grilles tarifaires des deux villes. Ce partage des honoraires sur la base des taux horaires usuels est nettement plus avantageux pour la Ville de Montréal que ne l'aurait été un partage d'honoraires au prorata des populations respectives ou encore un prorata sur la valeur des enjeux financiers pour chacune des villes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant qu'il est recommandé au comité exécutif d'approuver est une dépense pour la Ville de Montréal jusqu'à concurrence de 550 000 $ taxes incluses pour les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. Cette dépense est d'imputation financière mixte, d'agglomération et de la ville centre puisqu'elle concerne à la fois des unités syndicales de compétence d'agglomération et d'autres de compétence de la ville centre.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication élaborée par le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Vu le caractère exceptionnel du dossier et des profils de compétences requis, un mandat commun a été proposé avec la Ville de Laval. Ce mandat prévoit que la responsabilité financière des honoraires payables par la Ville de Montréal correspond aux taux horaires de la politique relative aux mandats juridiques externes.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anna JANKOWSKA
Cheffe de la section des Recours particuliers et mandats externes

Tél : 514 872-5643
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Audrey LÉVESQUE
Cheffe de division

Tél : 514 652-7517
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2025-06-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2025-06-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1259830002*
Unité administrative responsable : *Division du droit du travail du Service des affaires juridiques*
Projet : *Ratifier le mandat et retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du volet de la réparation dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15, mandat commun et en partage de coûts avec la Ville de Laval / Autoriser une dépense jusqu'à concurrence de 550 000 $, taxes incluses*

	oui	***non***	***s. o.***
Section A - Plan stratégique Montréal 2030 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			***x***
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			***x***
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			***x***

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			***x***
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			***x***
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			***x***
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			***x***

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1259830002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division droit du travail
Objet :	Ratifier le mandat et retenir les services professionnels du cabinet juridique Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du volet de la réparation dans le dossier visant la contestation constitutionnelle de la Loi 15, mandat commun et en partage de coûts avec la Ville de Laval / Autoriser une dépense jusqu'à concurrence de 550 000 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1259830002 - Norton Rose Fulbright.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Agente comptable analyste
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Frederique BLANDIN FEVRE
Conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258781005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière au montant de190 000$ à l'organisme MU dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 190 000 $ à l'organisme MU pour la réalisation de son projet ;
2. d'approuver le projet de convention à cet effet ;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-26 09:30

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258781005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière au montant de190 000$ à l'organisme MU dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La relance du Quartier latin est devenue une priorité et une volonté partagée par la Ville de Montréal et l'ensemble des acteurs du territoire. Elle compte d'ailleurs parmi les neuf projets de la Stratégie Centre-ville afin de « propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie ». Pour canaliser ces efforts vers un projet commun, cohérent et intégré, la Ville de Montréal a souhaité mettre en place une équipe dédiée à sa relance, sous la responsabilité du Service de la culture.

Ce sommaire décisionnel porte sur les demandes de contributions financières déposées dans le cadre de l'appel à projets - Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie annoncé le 27 février dernier. Un appel à projets visant à soutenir des initiatives ancrées dans l'identité de ce lieu historique pour dynamiser le secteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0142 - 21 mars 2024 - Approuver deux avenants à la convention de subvention des phases I et II qui permettent l'extension de la durée de deux conventions établies entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (CG23 0112) jusqu'au 31 mars 2025 sans modifier les montants des contributions financières prévues
CG 22 0181- 24 mars 2022 - Approuver un projet d'entente avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation relativement à l'octroi d'une subvention de 7 M$ pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant le plan de relance II du centre-ville de Montréal durant la période 2022 à 2023 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 7 M$

CG21 0389 - 17 juin 2021 - Approuver un projet d'entente avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 15 M$ pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023.

DESCRIPTION

L'analyse du projet a été réalisée par un comité de sélection composé de représentants du Service du développement économique, de l'arrondissement de Ville-Marie et du Service de la culture.
Les principaux critères d'évaluation sont comme suit :

1. **Expertise et capacité de réalisation de l'organisme**

    Expérience et compétences de l'équipe
    Crédibilité et ancrage local
    Partenariats et collaborations
    Viabilité budgétaire et opérationnelle

2. **Pertinence, qualité et impact du projet**
Connaissance du milieu

    Retombées attendues
    Originalité et innovation
    Engagement en faveur de la transition écologique

Le **Fil conducteur** s'articule en deux axes d'interventions : arts urbains et signalétiques qui viendront se greffer à la Collection de murales Murs à Mots, créée par MU de 2014 à 2016 à l'aide d'un fil de textes, tissé à partir d'œuvres littéraires montréalaises. Ce projet célèbre la littérature : il la rend accessible, proche, ancrée dans le quotidien des passant.e.s.

Le projet jouera un rôle significatif dans la revitalisation du quartier en générant plusieurs impacts positifs : Sentiment d'identité collective, Le Fil conducteur, portant sur la littérature et la collection Murs à Mots, permettra à plusieurs milliers de personnes d'apprendre sur des piliers de la culture québécoise.

Le projet ravivera le sentiment d'appartenance et de fierté des habitants et travailleurs et travailleuses du quartier, en collaborant avec les principales institutions impliquées dans la relance du quartier comme partenaires (UQAM, BAnQ, ADISQ, SDQL, entre autres).

Le projet étant divisé en différentes phases, elles seront échelonnées d'août à octobre, avec une priorisation de l'aménagement et du marquage de l'avenue Savoie.

1. Aménagement et marquage au sol
2. Réalisation de la murale
3. Signalétique
4. Inauguration du parcours permanent de l'avenue Savoie : Fin octobre 2025

JUSTIFICATION

L'appel à projets vise à soutenir des initiatives culturelles à fort impact qui contribueront à la revitalisation du Quartier latin en accord avec la Stratégie centre-ville, Montréal 2030 et les priorités des acteurs locaux. Les projets proposés devaient s'inscrire dans un minimum de trois des objectifs suivants :

- Affirmer l'identité du Quartier latin en renforçant son rôle de vitrine de la francophonie
- Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale en attirant un public diversifié
- Renforcer les synergies entre les différents acteurs du quartier
- Soutenir la créativité et l'innovation
- Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier
- Encourager une cohabitation harmonieuse

Ce soutien financier s'inscrit dans la mise en œuvre de la *Priorité 1 - Mettre en valeur l'identité de nos quartiers / projet Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie* de la Stratégie centre-ville de la Ville de Montréal 2024-2030.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 190 000 $.

- Les crédits requis proviennent du budget du Service du développement économique des ententes d'une subvention de 15 M$ et de 7 M$ (MEIE) pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023.

Organisme	**Projet**	**Soutien déjà accordé à l'organisme (projets multiples)**			**Soutien recommandé 2025**	2025			% Ville
		An -3	An -2	An -1		1 er vers	2e ver	3 e vers	
MU	Le Fil conducteur	324 625 $	334 880 $	519 003 $	190 000 $	100 000 $	70 000 $	20 000 $	68 %

La dépense est assumé à 100 % par la ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, selon la grille en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les obstructions du domaine public seront planifiées en coordination avec les services d'urgence ainsi qu'avec les équipes en charge de la mobilité. Une opération de communication sera mise en place avec les l'organisme pour s'assurer d'informer les citoyen.ne.s.
L'octroi de ce financement est essentiel à l'atteinte des objectifs du volet *Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie* , de la Stratégie centre-ville 2030.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août- mobilisation du promoteur

- Septembre - octobre - déploiement des activités
- Décembre - reddition de compte et rapport d'activité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karina SEREI, Service du développement économique
Valérie BOCHET, Service du développement économique
Stéphane DUPUPET, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 294-5967
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258781005*
Unité administrative responsable :*Service de la culture*
Projet : *Accorder un soutien financier de 190 000$ à l'Organisme MU pour la réalisation de son projet; Le fil conducteur*
.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- 15. Stimuler la production d'événements et de projections cinématographiques au cœur du Quartier des spectacles, véritable pôle culturel de Montréal et du Québec et favoriser les collaborations entre le milieu de la formation en art, de la diffusion et du cinéma;

- 20. Faire rayonner le cinéma en accueillant des événements prestigieux dans une salle patrimoniale mythique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		x	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		x	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

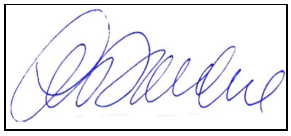
* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MU
RÉSOLUTION 20241119.1

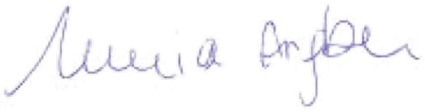
Nous, membres du conseil d'administration de **MU**, avons unanimement résolu de désigner mesdames Elizabeth-Ann Doyle et/ou Julie Emond et / ou Corinne Lachance comme gestionnaires et signataires générales et leur permettre de signer, au nom de **MU**, toute demande de financement, de convention et de subvention déposée dans le cadre de l'année financière se terminant le 31 janvier 2026.

DÉCLARATION

Ce qui précède fait foi de résolution pour signataires dûment adoptée à l'unanimité à Montréal par le conseil d'administration le 19.11.2024



Mme Anne Darche
Présidente, **MU**



Mme. Laetitia Angba
Secrétaire, **MU**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02- 004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MU**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7227 rue Alexandra Montréal (QC) H2R 2Y9 agissant et représentée par Corinne Lachance – Directrice de production, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la démarche de l'organisme repose sur la création de murales de grande qualité artistique afin de permettre aux citoyens de voir et vivre l'art au quotidien.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	désigne la directrice du service de la culture ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur

toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent quatre-vingt dix mille dollars (190 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de cent mille dollars 100 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de soixante dix mille dollars (70 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 un troisième versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme

assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7227 rue Alexandra Montréal (QC) H2R 2Y9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice de production. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

MU

Par : _____
Corinne Lachance – Directrice de production

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET



Amélie Maltais

amelie@mumtl.org
Référence : f7eba58627
Candidature N° : 19
Langue : Français

Etape: Le projet

1- Titre du projet *

Le fil conducteur

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:31:02 Par: Amélie Maltais

2- Résumé du projet *

Un projet qui s'articule en trois axes d'interventions: arts urbains, signalétiques et parcours numérique qui viendront se greffer à la Collection de murales Murs@Mots, créée par MU de 2014 à 2016 à l'aide d'un fil de textes, tissé à partir d'oeuvres littéraires montréalaises. Ce projet célèbre la littérature: il la rend accessible, proche, ancrée dans le quotidien des passant.es.

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:31:14 Par: Amélie Maltais

3- Indiquez le montant demandé *

Taxes incluses, maximum de 80% du budget total du projetMontant max. 150 000 k$

250 000

Dernière modification: 09/04/2025 - 23:36:00 Par: Amélie Maltais

4- Budget global du projet *

388 000

Dernière modification: 10/04/2025 - 00:14:46 Par: Amélie Maltais

5- À quels objectifs spécifiques de l'appel de projets votre proposition répond-elle? *

Affirmer l'identité du Quartier latin, Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale, Renforcer les synergies entre les différents acteurs, Soutenir la créativité et l'innovation , Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier - qu'elles y résident, y étudient, y travaillent ou le visitent, Encourager une cohabitation harmonieuse

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:47:26 Par: Amélie Maltais

6- Votre projet s'inscrit dans quelle(s) orientation(s) de Montréal 2030 ? *

Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, Amplifier la démocratie et la participation, Stimuler l'innovation et la créativité

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:47:53 Par: Amélie Maltais

7-

Pour consulter le plan stratégique intitulé Montréal 2030.

8- Présentation détaillée du projet incluant la démonstration des liens avec les objectifs *

Depuis ses débuts en 2007, MU a noué un partenariat avec les forces vives du Quartier latin afin de réaliser une série de 10 murales rue Saint-Denis portant sur le thème de la création, puis, 10 autres murales avenue de Savoie portant sur la littérature (2014-2016). Cela a permis de donner une dynamique à l'avenue et de l'inclure dans des visites touristiques axées sur l'art public. De 2009 à 2024, MU a eu ses bureaux aux HJM où nous avons réalisé 18 projets. En tout, c'est plus de 30 murales de MU qui ornent fièrement le Quartier latin. À travers ce projet, nous souhaitons affirmer notre ancrage dans ce quartier et poursuivre notre implication dans son développement et sa réhabilitation.
En 2025, après les années de pandémie et les travaux de la STM au niveau du poste de ventilation Savoie/Ontario, l'avenue Savoie a été isolée du reste du quartier et est de nouveau devenue peu avenante avec des problèmes d'insalubrité et d'itinérance. C'est pourquoi nous proposons une réhabilitation de l'avenue Savoie, un passage sous-utilisé alors qu'il longe la grande bibliothèque et son jardin d'art. L'objectif est de réinsérer l'avenue dans le tissu urbain et d'améliorer l'expérience des personnes qui fréquentent ce quartier. Pour cela, nous proposons :
Réalisation d'une murale
Adresse du 1665 rue Saint-Denis mais mur arrière donnant sur l'avenue Savoie, cette murale s'inscrira dans notre collection des bâtisseurs culturels. Elle rendra hommage à un.e artiste bâtisseur.e musical. Cette proposition est imaginée comme un diptyque; l'autre mur sera réalisé cet été via le PAM et se situe sur les nouveaux bureaux de l'ADISQ (!). Le quartier était autrefois partie intégrante du Redlight montréalais où la musique y jouait un rôle central. Cette oeuvre créera un lien entre musique et écriture.
Aménagement urbain
Sur le modèle des interventions que MU a développé avec Tourisme Montréal et Montréal centre-ville dans des ruelles du centre-ville, nous souhaitons réimaginer l'aménagement urbain de l'avenue : bacs à fleurs peints. Ces bacs et les éléments de verdure contribueront à créer un environnement frais et déminéralisé. Nous réaliserons également un marquage au sol artistique. Mêlant l'art public au végétal, ce projet d'embellissement encouragera le grand public à vivre l'avenue autrement. Selon les budgets octroyés, nous imaginons aussi 2 bancs, des guirlandes lumineuses, et une poursuite de l'éclairage des murales, renforçant du même coup la sécurité des piétons.
Activation numérique
MU a un partenariat avec Homies Network Inc. afin de mettre en place un parcours urbain géolocalisé axé sur les murales de l'avenue Savoie. Cette application permettra aux visiteurs d'accéder à des quêtes urbaines géolocalisées tout en recevant de l'information sur les différentes œuvres présentes le long de la quête. En plus d'agrémenter la portée numérique des œuvres, l'application permettra également de dynamiser l'engagement et l'activité des visiteurs.
Renforcement de la signalétique
En 2015, nous avions confié à La Camaraderie le mandat d'imaginer la signalétique des murales Murs à mots de l'avenue Savoie. Après 10 ans, et les nombreux travaux réalisés dans le secteur, la signalétique est endommagée et désuète. Nous ferons de nouveau appel à La Camaraderie pour renouveler la signalétique et la compléter en identifiant chaque nouvelle murale avec une pastille. Une lettre sur le recto et le nom de l'artiste et de la murale au verso signaleront aux visiteurs les murales légèrement disséminées tout au long de la ruelle. Une signalétique qui permet d'affirmer l'identité du Quartier latin en mettant en valeur des œuvres d'art public reflétant son histoire.

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:48:19 Par: Amélie Maltais

9- Quel est l'impact envisagé ? *

Public cible, nombre de personnes touchées, partenariats, impact et effet de levier potentiel

Notre projet peut jouer un rôle significatif dans la revitalisation du quartier en générant plusieurs impacts positifs:
Sentiment d'identité collective : Le fil conducteur, portant sur la littérature et la collection Murs à Mots, permettra à plusieurs milliers de personnes d'apprendre sur des piliers de la culture québécoise, une initiative qui s'intègre dans la volonté de nos partenaires de positionner ce secteur en quartier apprenant à l'image des villes apprenantes de l'UNESCO et renforcera sa posture de coeur francophone et culturel de la métropole..

Notre projet ravivera le sentiment d'appartenance et de fierté des habitants et travailleurs du quartier, en collaborant avec les principales institutions impliquées dans la relance du quartier comme partenaires (UQAM, BANQ, ADISQ, SDQL, entre autres). Nous agirons en catalyseur de forces vives afin de changer la perception mal aimée de l'avenue Savoie et faire de cette voie de passage un lieu plus vivant.
Développement touristique et économique : Ce projet consolidera l'attrait du secteur afin d'encourager l'achalandage grâce à l'ajout d'arts urbains et de moyens de communication et d'interactivité autour des œuvres existantes et à venir. Ce renouveau de l'expérience artistique et éducative aura un impact direct sur l'achalandage du milieu et par conséquent sur les commerces locaux.
Attractivité et image renouvelée : Notre proposition s'adresse à tous publics fréquentant le quartier : étudiants, touristes, résidents et travailleurs. Nous capterons l'intérêt des passants au moyen d'une signalétique renouvelée, d'interventions artistiques en arts urbains, et par une expérience de parcours interactif accessible. Ces interventions permettront de changer la perception du secteur et d'en faire un lieu plus dynamique et agréable, plus connecté à la BANQ.
Toutes ces propositions seront accessibles pour tous, en tout temps. Ainsi, même durant les mois de grisaille, les usagers apprécieront circuler dans l'avenue Savoie et bonifier leurs connaissances. L'avenue Savoie deviendra un véritable lieu de démocratisation de la littérature.
Éclairage et sécurité : 4 murales seront éclairées en 2025 grâce au financement obtenu du FSM et de Tourisme MTL. Il y a donc déjà une mise en valeur des œuvres qui sont prévues sur St-Denis et Savoie. Outre la consolidation et le rayonnement du patrimoine culturel et bâti, l'éclairage nocturne renforce considérablement la sécurité d'un secteur. Cette impulsion donnée par nos partenaires est structurante et devrait être continuée par la ville dans le cadre de ce programme.
Effet de levier multisectoriel : Tous ces impacts serviront la revitalisation du secteur, puisque pour y parvenir, nous devrons travailler avec et pour la communauté du Quartier latin. Ces efforts communs porteront leurs fruits ; ils augmenteront l'attrait pour l'occupation des locaux vacants, pourront stimuler les investissements publics et privés, renforceront la synergie institutionnelle du secteur, serviront de plateforme collaborative entre les acteurs du territoire, multiplieront la diffusion de contenu culturel, encourageront les déplacements à pied, inspireront des initiatives similaires dans d'autres secteurs et augmenteront le sentiment de sécurité.
Notre projet s'insère dans la volonté de développer une proposition structurante ayant un impact durable et des retombées pour différentes parties prenantes du Quartier latin en bonifiant le patrimoine du secteur et son attractivité, en créant un achalandage de mise pour le développement commercial et touristique, en générant un effet de levier sur différents secteurs, dans un souci de générer une identité collective au territoire et faire de ce quartier un reflet de la richesse de notre culture.

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:48:45 Par: Amélie Maltais

10- Quels sont les partenaires locaux envisagés ? Quelles seront leurs responsabilités ? *

Déjà impliqués dans le comité de relance du Quartier latin, nous collaborons avec l'UQAM, la BANQ, la SDQL, l'ADISQ et la Corporation d'habitation Jeanne-Mance. Nous réactiverons les liens créés lors du projet Murs à Mots nous associerons à des organismes complémentaires ancrés dans la communauté comme Cactus, le SPVM en plus d'une nouvelle collaboration avec l'application Homies.
L'UQAM aiguillera l'application de sa volonté de faire du Quartier latin un quartier apprenant. Cet axe de revitalisation est promu par l'université et MU souhaite y adhérer en dynamisant l'accessibilité des connaissances autour du patrimoine du quartier, dont la collection Murs à Mots et celle des bâtisseurs culturels montréalais issus du milieu de la littérature.
La BANQ, avec qui MU collabore régulièrement, nous aidera à démocratiser la littérature et faire la promotion du patrimoine du quartier.
La SDQL nous aidera en tant qu'intermédiaire avec les commerçants pour faciliter nos interventions dans la ruelle, au niveau du marquage au sol et de la pose de signalétique.
L'ADISQ nous offrent un deuxième mur pour créer un diptyque célébrant un ou des artistes majeurs de la musique, bonifiant ainsi la murale déjà prévue dans le cadre du programme d'art mural.
Les HJM, avec qui nous collaborons depuis 18 ans, contribueront à la diffusion de nos activités auprès de leurs résidents, parties prenantes de la diversité et mixité sociale du quartier.
Un organisme comme Cactus, ou le SPVM, aideront à assurer la sécurité de nos équipes tout en utilisant notre projet comme intermédiaire pour améliorer leurs relations avec les populations marginalisées et privilégier les bonnes pratiques d'intervention.
Homies élaborera un parcours numérique utilisant les technologies de réalité augmentée ou de reconnaissance visuelle actualisant l'offre artistique du secteur. Ils complètent notre savoir-faire pour offrir une nouvelle expérience artistique du Quartier latin et de l'art mural.

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:49:07 Par: Amélie Maltais

11- Y-a-t-il des partenaires déjà confirmés ? *

Oui

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:49:11 Par: Amélie Maltais

12- Lieu(x) envisagé(s) du projet pour le déploiement du projet ? *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville de Montréal en fonction du calendrier d'occupation

Avenue Savoie, entre les rue Ontario et Maisonneuve

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:49:30 Par: Amélie Maltais

13- Date(s) envisagée(s) du projet *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu. Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville en fonction du calendrier d'occupation.

Marquage au sol, aménagement et quête numérique : du 7 au 30 juillet 2025 Réalisation de la murale et signalétique : du 1 septembre au 15 octobre 2025

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:49:55 Par: Amélie Maltais

14- Stratégies de communication pour promouvoir le projet et rejoindre les publics *

Déployer une stratégie de communication multicanale
Stratégie : Assurer une présence constante et cohérente à travers différents canaux pour informer, inspirer et engager. Le projet en étant un d'envergure qui implique plusieurs partenaires, il se pourrait qu'une stratégie commune puisse être ajoutée à la stratégie de base.
Moyens :
Relations de presse : communiqué de presse et relation avec les médias (tourismes, culture, urbanisme), inauguration publique en présence des médias et des partenaires.
Publicité : un budget publicitaire sera nécessaire pour expliquer au grand public la médiation culturelle entre le Quartier latin, la littérature, la musique et la murale (ex : page dans La Presse +).
Vidéos : courtes capsules pour présenter la vision, les partenaires, l'avant/après, interviews avec des citoyens, touristes, artistes qui ont conçu et créé la murale. Un partenariat en contenu pourrait être enclenché avec URBANIA, qui crée des capsules pour MU et les diffuse sur ses réseaux.
Affichage in situ : panneaux explicatifs, marquage au sol, signalétique temporaire autour du chantier
Réseaux sociaux : campagne Instagram et Facebook avec un calendrier éditorial (mise en valeur des étapes du projet, coulisses) avec un budget pour mettre certaines publications de l'avant.

Dernière modification: 09/04/2025 - 22:50:07 Par: Amélie Maltais

15- Enumérez les grandes étapes du projet et leurs dates *

Le projet étant divisé en différentes phases, elles seront échelonnées tout le long de l'été, avec une priorisation de l'aménagement et du marquage de l'avenue pour le début de la saison touristique.

Aménagement et marquage au sol
Sélection de l'artiste : du 5 au 15 mai 2025
Conception des maquettes : du 15 mai au 5 juin 2025
Approbation des maquettes : du 5 juin au 4 juillet 2025
Installation des aménagements : du 2 juillet au 4 juillet 2025

Réalisation du marquage au sol : du 7 au 30 juillet 2025

Quête numérique
Conception du parcours et programmation avec Homies : du 15 mai au 30 juin 2025
Test du parcours et corrections : du 1er au 15 juillet 2025
Mise en ligne du parcours au public : 22 juillet 2025

Réalisation de la murale
Sélection du ou de la Bâtisseur·e culturel·le et de l'artiste en concertation avec les acteurs locaux : du 15 mai au 5 juin 2025
Conception de la maquette : du 5 juin au 5 juillet 2025
Approbation de la maquette par tous les partenaires locaux et l'arrondissement de Ville-Marie : du 5 juillet au 9 septembre 2025
Installation du chantier : du 22 au 24 septembre 2025
Réalisation de la murale : du 24 septembre au 15 octobre 2025

Signalétique
Conception de la signalétique par La Camaraderie : du 1er juin au 15 juillet 2025
Production des éléments de signalétique : du 20 juillet au 20 septembre 2025
Installation de la signalétique : du 22 septembre au 15 octobre 2025

Inauguration du parcours permanent de l'avenue Savoie : Fin octobre 2025

Dernière modification: 09/04/2025 - 23:04:33 Par: Amélie Maltais

16- Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet *

Vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet

Notre organisation a mené plusieurs projets significatifs qui témoignent de notre capacité à réaliser ce projet. MU réside dans le Quartier latin depuis 2009 et y avons réalisé une trentaine de murales des HJM aux Jardins Gamelin. De ces projets, MU a crée la collection MURS@MOTS sur l'Avenue Savoie entre 2014-2016
Ce projet a inclus murales, signalétique et circuit expérientiel. Nous avons travaillé ce site pendant de nombreuses années. Nous connaissons ses partenaires institutionnels et commerciaux, ses habitudes de consommation, de circulation, d'usages. MU connaît les enjeux inhérents au territoire et croyons fermement que nous sommes les mieux habiletés pour poursuivre cette initiative qui a été freinée par les travaux de la STM, puis la pandémie.
Nous avons collaboré avec Tourisme Montréal (2021-2023) pour métamorphoser plusieurs ruelles du centre-ville en espaces publics conviviaux, intégrant art public et verdissement. Ces projets ont amélioré la perception de ces espaces et visent à améliorer la perception d'insalubrité et d'insécurité dans les ruelles du cœur commercial du centre-ville. Parmi ces projets :Sans titre de Diane Roe; Les mots et les choses, un projet poétique et graphique; Une œuvre collective non titrée qui valorise la cohabitation urbaine
Depuis 10 ans nous avons réalisé plusieurs marquages au sol dans différents secteurs de la ville sur plusieurs avenues commerciales et places publiques. (Mont-Royal, St-Denis, Duluth, du Musée, de Castelneau, de la Commune, Bernard, Jardins Gamelin et autres) Ces interventions furent faites en réponse à différents besoins énoncés par les arrondissements et SDC: sécurité, distanciation et attractivité. MU est le plus grand expert à Montréal en marquage au sol artistique. Exemples: https://mumtl.org/projets/murs-a-mots-2014/ https://mumtl.org/2021/08/art-de-la-distanciation-les-fresques-artistiques-de-mu-%f0%9f%8c%9e/ et https://mumtl.org/projets/rue-saint-denis-roadsworth-2020/

Dernière modification: 09/04/2025 - 23:04:05 Par: Amélie Maltais

17- Porteurs du projet *

Noms, fonctions, responsabilités de chaque personne impliquée

Elizabeth-Ann Doyle, directrice générale et artistique. Responsable de la direction artistique et du bon déroulement de l'entièreté du projet.
Julie Emond, directrice générale adjointe. Responsable des relations partenariales et du bon déroulement de l'entièreté du projet.
Corinne Lachance, directrice de production. Responsable de tous les aspects de la production du projet.

Jeanne Bertoux, responsable de production. Responsable de la logistique du projet.
Julie Rainville, responsable des communications. Responsable des stratégies de communications et de diffusion du projet.
Annie Lecompte-Chauvin, responsable de l'administration. Responsable du suivi budgétaire du projet.
Ambre Castel, adjointe aux directions et chargée de projet. Responsable en soutien aux différents aspects du projet.
Amélie Maltais, adjointe aux directions et chargée de projet. Responsable en soutien aux différents aspects du projet.

Dernière modification: 09/04/2025 - 23:04:53 Par: Amélie Maltais

18- Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet *

Utilisation d'une gamme de peinture haute qualité la moins pourvue en Composés Organiques Volatiles (COV) et non usage des peintures aérosols.
Limitation de la quantité de peinture envoyée en écocentre en utilisant nos surplus de peinture pour nos ateliers jeunesse en milieu communautaire ou parascolaire.
Pérennité de nos murales par la mise en place de procédure adéquate (dégraissage du mur, application d'un apprêt, utilisation de peinture haut de gamme, respect des conditions d'application).
Mise en place d'un système de floculation des eaux sales afin de réduire le plus possible le rejet de contaminant dans le réseau d'égouts.

Dernière modification: 09/04/2025 - 23:05:12 Par: Amélie Maltais

19-

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

20-

Téléversez les documents suivants :

21- Budget détaillé du projet (obligatoire) *

Veuillez utiliser le modèle fourni. Prenez soin de vérifier toutes les formules avant de joindre le document.

grille-budgetaire-appel-quartier-latin-vf.pdf
Dernière modification: 10/04/2025 - 00:18:55 Par: Amélie Maltais

22-

Grille Budgétaire appel Quartier latin.xlsx

23- Lettre(s) d'engagement des partenaires ou collaborateurs, s'il y a lieu (facultatif). Les lettres doivent préciser la nature et la valeur de la contribution au projet (un seul document PDF).

mu-savoie-quartier-latin-2025-lettre-d-appui-parteniares-signe.pdf
Dernière modification: 09/04/2025 - 23:08:08 Par: Amélie Maltais

24- Un document avec des éléments visuels présentant votre projet (facultatif)

mu-vm-ruelle-savoie-quartier-latin-2025-presentation-de-projet.pdf
Dernière modification: 09/04/2025 - 23:10:50 Par: Amélie Maltais

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / REVENUS			
Nom de l'organisme : MU			
Titre du projet :			
SUBVENTIONS	**Original**	**Révisé**	**Confirmé ou Anticipé**
Montant demandé dans le cadre de l'appel à projets (maximum 80 % du buget total)			
Subventions fédérales (nommez le programme) :			
Subventions provinciales (nommez le programme) :			
Subventions municipales (nommez le programme) :			
Propulser le QL	250 000 $	190 000 $	Anticipé
TOTAL DES SUBVENTIONS:	250 000 $	190 000 $	
REVENUS AUTONOMES			
Contribution de l'organisme demandeur :	28 000 $		
Contrbution du ou des partenaires (précisez) :			
Tourisme Mtl (FIP)	90 000 $	67 500 $	Confirmé
Commandites et dons (précisez) :			
SDQL	10 000 $	10 000 $	Confirmé
BAnQ	5 000 $		
Benjamin Moore	5 000 $	5 000 $	Confirmé
Services Canada		5 213 $	Confirmé
Autres (précisez) :			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES :	138 000 $	87 713 $	
TOTAL DES REVENUS :	**388 000 $**	**277 713 $**	

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / DÉPENSES		
Nom de l'organisme :		
Titre du projet :		
DÉPENSES TOTALES	**Dépenses révisées**	**Montant couvert par la subvention**
DÉVELOPPEMENT DU PROJET *Recherche et conception; honoraires des ressources humaines;; droits d'auteur, etc. (Détaillez)*		
Coordo de projet	7 000 $	7 000 $
Direction artistique	9 000 $	
Licence	2 000 $	
Frais de conception	6 000 $	6 000 $
Consultants externes	11 000 $	11 000 $
TOTAL - Développement:	35 000 $	24 000 $
RÉALISATION DES ACTIVITÉS *Salaires, honoraires professionnels, cachets d'artistes; achat ou location d'équipements ; location de salle (Détaillez).*		
Cachets artistiques	20 000 $	20 000 $
Équipe de réalisation artistique	15 000 $	15 000 $
Mobilier urbain	18 000 $	18 000 $
Équipement d'éclairage	75 000 $	40 000 $
Nettoyage, préparation, peinture et équipement de peinture	12 500 $	12 500 $
Équipement de levage et de sécurité	6 500 $	6 500 $
Entretien de la murale	5 500 $	5 500 $
Frais de déplacement / livraison	2 000 $	2 000 $
Installation	45 000 $	25 000 $
Contingence	13 500 $	
TOTAL - Réalisation:	213 000 $	144 500 $
COMMUNICATIONS (Maximum 10 % de la subvention octroyée) *Graphisme; médias sociaux, outils de communications, relations de presse, frais de documentation (vidéo, Internet, photos, etc.); etc. (Détaillez)*		
Relations communautaires	1 500 $	1 500 $
Publicité et relation publiques	2 500 $	1 000 $
Inauguration	1 500 $	
Communication et documentation	5 213 $	
TOTAL - Communications:	10 713 $	2 500 $
ADMINISTRATION (Maximum 10 % de la subvention octroyée) *Comptabilité, frais d'assurances ; etc. (Détaillez)*		
Frais et opération administrative	19 000 $	19 000 $
TOTAL - Administration:	19 000 $	19 000 $
TOTAL DES DEPENSES :	**277 713 $**	**190 000 $**

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **MU**, personne (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au Lys et le lion (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Les micro matchs d'improvisation du Quartier latin » et le lion est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente convention de contribution

- **MU**, personne remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet **« Le fil conducteur »**

- **« Le fil conducteur »** est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- **« Le fil conducteur »** est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- une revue de presse couvrant le Projet;

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

  - le nombre d'abonnés;

  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de l'appel à projet Quartier latin

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

1. Suite à la signature de la convention, l'organisme devra transmettre au responsable un échéancier et un budget révisé et final du projet,

2. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport d'étape en vue du deuxième versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Le plan de visibilité et les activités de communication réalisées
    b. Un rapport de coût intérimaire
    c. Un descriptif des activités réalisées et des résultats (participation, achalandage, etc.)

3. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport final d'activité en vue du dernier versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût détaillé et final
    b. Un sommaire des activités réalisées en précisant les dates et les participants
    c. Un résumé de la contribution des partenaires au projet
    d. Un résumé des activités de communications et de la couverture médiatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258781005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Accorder une contribution financière au montant de190 000$ à l'organisme MU dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1258781005 - Soutien MU_Appel à projets Quartier latin_culture.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Adriana SANTOS
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Habib NOUARI
Conseiller(-Ere) budgétaire
Tél : (514)872-0984 - -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258781002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder une contribution financière au montant de 200 000 $ à l'organisme La Cité des arts du cirque (TOHU) dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 200 000 $ à l'organisme La Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation de son projet ;
2. d' approuver le projet de convention à cet effet ;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-26 09:29

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1258781002**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder une contribution financière au montant de 200 000 $ à l'organisme La Cité des arts du cirque (TOHU) dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La relance du Quartier latin est devenue une priorité et une volonté partagée par la Ville de Montréal et l'ensemble des acteurs(trices) du territoire. Elle compte d'ailleurs parmi les neuf (9) projets de la Stratégie centre-ville afin de « Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie ». Pour canaliser ces efforts vers un projet commun, cohérent et intégré, la Ville de Montréal a souhaité mettre en place une équipe dédiée à sa relance, sous la responsabilité du Service de la culture.

Ce sommaire décisionnel porte sur les demandes de contributions financières déposées dans le cadre de l'appel à projets - Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie, annoncé le 27 février dernier et qui vise à soutenir des initiatives ancrées dans l'identité de ce lieu historique pour dynamiser le secteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG25 0370 du 19 juin 2025 - Accorder un soutien financier de 1 200 000 $ à la Cité des arts du cirque - TOHU pour la réalisation de son plan d'action Cirque-Terre-Humain pour les années 2025 et 2026 / Approuver un projet de convention à cet effet
CG25 0216 du 17 avril 2025 - Approuver un projet de convention de gré à gré par lequel la Cité des arts du cirque (TOHU) s'engage à fournir à la Ville les services requis pour contribuer à la mise en valeur du parc Frédéric-Back, le maintien en opération d'un pavillon d'accueil pour les visiteurs du Complexe environnemental de Saint-Michel et soutenir la tenue d'événements culturels initiés par des promoteurs locaux sur les terrains qui lui sont consentis, pour une somme maximale de 1 228 666 $, taxes incluses, pour la période 2025 et 2026

CG24 0647 du 21 novembre 2024 - Accorder un soutien financier d'un montant total de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier

CG24 0368 du 20 juin 2024 - Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à La Cité des arts du cirque pour la tenue de la 3e édition du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 dans le cadre de l'entente Reflexe I / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM24 0730 du 18 juin 2024 - Accorder un soutien financier totalisant 300 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 48 000 $ à La Cité des arts du cirque pour la tenue du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

L'analyse du projet a été réalisée par un comité de sélection composé de représentants(tes) du Service du développement économique, de l'arrondissement de Ville-Marie et du Service de la culture.
Les principaux critères d'évaluation sont comme suit :

1. **Expertise et capacité de réalisation de l'organisme**

    Expérience et compétences de l'équipe
    Crédibilité et ancrage local
    Partenariats et collaborations
    Viabilité budgétaire et opérationnelle

2. **Pertinence, qualité et impact du projet**
Connaissance du milieu

    Retombées attendues
    Originalité et innovation
    Engagement en faveur de la transition écologique

Les lanternes du Quartier latin - La TOHU amène au Quartier latin son concept "Les Lumières de Saint-Michel". Pendant quelques semaines, partenaires institutionnels, communautaires et commerciaux, étudiant(e)s et citoyen(ne)s du quartier se mobiliseront pour confectionner des centaines de lanternes, préambule à un défilé lumineux le 15 octobre prochain à travers les rues du Quartier latin. Ce sera un moment rassembleur et festif qui se conclura par un spectacle musical gratuit.

Le processus de création des lanternes s'échelonnera sur quelques semaines (entre 2 et 3) après la rentrée universitaire, permettant de capitaliser sur l'arrivée de milliers d'étudiants(es), les gens qui travaillent dans le secteur et la population résidante du quartier. Les ateliers de fabrication de lanternes seront offerts in situ au sein des organismes participants, pour rejoindre leur monde là où ils et elles sont. À titre d'exemple, l'Agora du pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM pourra être le lieu de fabrication des lanternes pendant quelques jours, à la vue de toutes et tous, tout en contribuant à la promotion du défilé. BAnQ et le cégep ont eux aussi de grands espaces qui pourraient convenir à cette fin.

Enfin, le soir du 15 octobre, les participant(e)s et le grand public - qui ont fabriqué une lanterne ou non - se rejoindront pour un grand défilé lumineux qui serpentera les rues du Quartier latin.

Un spectacle sur scène constituera la finale du défilé.

JUSTIFICATION

L'appel à projets vise à soutenir des initiatives culturelles à fort impact qui contribueront à la revitalisation du Quartier latin en accord avec la Stratégie centre-ville, Montréal 2030 et les priorités des acteurs(trices) locaux. Les projets proposés devaient s'inscrire dans un minimum

de trois des objectifs suivants :

- Affirmer l'identité du Quartier latin en renforçant son rôle de vitrine de la francophonie ;
- Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale en attirant un public diversifié ;
- Renforcer les synergies entre les différents acteurs du quartier ;
- Soutenir la créativité et l'innovation ;
- Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier ;
- Encourager une cohabitation harmonieuse.

Ce soutien financier s'inscrit dans la mise en œuvre de la *Priorité 1 - Mettre en valeur l'identité de nos quartiers / projet Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie* de de la Stratégie centre-ville de la Ville de Montréal 2024-2030.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 200 000 $.

Les crédits requis proviennent du budget du Service du développement économique de l'entente 150 M$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2.

Organisme	**Projet**	**Soutien déjà accordé à l'organisme (projets multiples)**			**Soutien recommandé 2025**	2025			% Ville
		An -3	An -2	An -1		1 er vers	2e ver	3 e vers	
La cité des arts du cirque - (TOHU)	Les lanternes du Quartier latin	2 075 007 $	2 159 029 $	2 841 361 $	200 000 $	100 000 $	75 000 $	25 000 $	80 %

La dépense est assumé à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, selon la grille en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La fermeture de rues et les obstructions du domaine public seront planifiées en coordination avec les services d'urgence ainsi qu'avec les équipes en charge de la mobilité. Une opération de communication sera mise en place avec les l'organisme pour s'assurer d'informer les citoyens(nes).
L'octroi de ce financement est essentiel à l'atteinte des objectifs du volet *Propulser le Quartier latin, vitrine de notre francophonie* , de la Stratégie centre-ville 2030.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août - mobilisation du promoteur

- Septembre et octobre - déploiement des activités
- Décembre - reddition de compte et rapport d'activité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karina SEREI, Service du développement économique
Valérie BOCHET, Service du développement économique
Stéphane DUPUPET, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 294-5967
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258781002*
Unité administrative responsable :*Service de la culture*
Projet : *Accorder un soutien financier de 200 000$ à l'Organisme Cité des arts du Cirques - TOHU pour la réalisation de son projet; LLes lanternes du Quartier latin*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- 15. Stimuler la production d'événements et de projections cinématographiques au cœur du Quartier des spectacles, véritable pôle culturel de Montréal et du Québec et favoriser les collaborations entre le milieu de la formation en art, de la diffusion et du cinéma;

- 20. Faire rayonner le cinéma en accueillant des événements prestigieux dans une salle patrimoniale mythique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		x	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		x	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

LA CITÉ DES ARTS DU CIRQUE

T 514 374-3522
F 514 729-9964
2345, rue Jarry Est, Montréal (Québec) H1Z 4P3 Canada
info@tohu.ca
www.tohu.ca
Billetterie 514 376-TOHU
Sans frais 1 888 376-TOHU

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME DE
LA RÉSOLUTION DES ADMINISTRATEURS

CA23-04 – 10 décembre 2024

adoptée conformément à l'article 89.3
de la Loi sur les compagnies (Québec)

LIBELLÉ DE RÉSOLUTION:

Conformément à la politique d'autorisation, au nom de la Cité des arts du cirque (TOHU), il est résolu de mandater ***Benoit Mathieu, co-directeur général - administration****, à signer et déposer toute demande de financement ainsi qu'à signer toute convention, modification ou reddition de comptes relatives à ces demandes dans le cadre de ses fonctions pour l'exercice financier 2024-2025.*

La soussignée, secrétaire de la corporation Cité des arts du cirque (TOHU), certifie que le texte qui précède est un extrait certifié conforme de la résolution du conseil d'administration de la corporation CA23-07 du 10 décembre 2024 adoptée par les administrateurs de la corporation précitée et qu'elle est présentement en vigueur et en pleine force.

Signé à Montréal, le 10 décembre 2024,

Maryse Vermette,
Secrétaire



CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02- 004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA CITÉ DES ARTS DU CIRQUE** - **TOHU,** personne morale constituée en vertu de la Partie Ill de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Benoit Mathieu, co-directeur général - administration, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS: 143 540 979
Numéro d'inscription TVQ : 102 349 0320

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de contribuer au développement du territoire à titre de destination culturelle d'envergure locale, nationale et internationale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables

	ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice du service de la culture ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cents mille dollars (200 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de cent mille dollars 100 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de soixante-quinze mille dollars (75 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 un troisième versement au montant de vingt cinq mille dollars (25 000 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme

assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général et de la programmation. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

CITÉ DES ARTS DU CIRQUES - TOHU

Par :_____
M. Benoit Mathieu, co-directeur général - administration,

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET



Pablo MANEYROL

pablo.maneyrol@tohu.ca

Référence : 2b92200fcd
Candidature N° : 18
Langue : Français

Etape: Le projet

1- Titre du projet *

Les Lanternes du Quartier Latin

Dernière modification: 04/04/2025 - 14:45:11 Par: Pablo MANEYROL

2- Résumé du projet *

La TOHU amène au QL son concept "Les Lumières de St-Michel". Pendant quelques semaines, partenaires institutionnels, communautaires et commerciaux, étudiants et citoyens du QL se mobilisent et fabriquent des centaines de lanternes, préambule à un défilé lumineux un soir d'octobre, à travers les rues du quartier. Un moment rassembleur et magique qui se termine par un spectacle musical gratuit.

Dernière modification: 04/04/2025 - 19:09:45 Par: Pablo MANEYROL

3- Indiquez le montant demandé *

Taxes incluses, maximum de 80% du budget total du projetMontant max. 150 000 k$

200000

Dernière modification: 08/04/2025 - 17:25:37 Par: Pablo MANEYROL

4- Budget global du projet *

250000

Dernière modification: 08/04/2025 - 17:25:30 Par: Pablo MANEYROL

5- À quels objectifs spécifiques de l'appel de projets votre proposition répond-elle? *

Dynamiser l'achalandage et l'activité commerciale, Renforcer les synergies entre les différents acteurs, Soutenir la créativité et l'innovation , Améliorer l'expérience des personnes fréquentant le quartier - qu'elles y résident, y étudient, y travaillent ou le visitent, Encourager une cohabitation harmonieuse

Dernière modification: 27/03/2025 - 14:00:55 Par: Pablo MANEYROL

6- Votre projet s'inscrit dans quelle(s) orientation(s) de Montréal 2030 ? *

Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, Amplifier la démocratie et la participation, Stimuler l'innovation et la créativité

Dernière modification: 27/03/2025 - 14:01:00 Par: Pablo MANEYROL

7-

Pour consulter le plan stratégique intitulé Montréal 2030.

8- Présentation détaillée du projet incluant la démonstration des liens avec les objectifs *

Depuis 2023, pour remplacer la FALLA de Saint-Michel, la TOHU a développé un nouveau concept: Les Lumières de St-Michel. Pendant deux mois, des ateliers de fabrication de lanternes invitent les résidents et les usagers des lieux (organismes communautaires, institutions publiques, commerces riverains) à fabriquer des lanternes en papier aux formes ludiques et évocatrices. Le processus est avant tout un prétexte à la rencontre intergénérationnelle et interculturelle, au rapprochement des communautés et au déploiement d'une offre d'activités artistiques amateur stimulant le vivre ensemble.

Au bout du processus, les citoyens se rassemblent en un point spécifique du quartier, rejoints par des artistes (fanfares musicales, échassiers) et quelques dizaines de lanternes de plus grande ampleur, conçues par des artisans professionnels, pour donner un aspect monumental à la parade. Puis, tous ensemble, les citoyens s'élancent pour un défilé lumineux et festif qui traverse les rues et les parcs du quartier. Il s'agit d'un grand moment de rassemblement communautaire, d'appropriation de l'espace public de façon sécuritaire et collective, et d'un événement socioculturel fort, qui ponctue la vie commune sur le territoire. Des spectacles professionnels (musiques du monde, cirque) attendent les marcheurs au bout du parcours. Les premières éditions ont été un franc succès avec 400 puis 1200 participants au défilé dès la 2e année.

Dans le cadre de l'appel à projet, la TOHU propose de transporter ce concept au Quartier latin, en collaboration avec le tissu déjà très dense d'organismes potentiellement partenaires : institutions, commerces de la SDC Quartier-latin, organismes intervenants en itinérance ou réinsertion sociale, Habitations Jeanne-Mance, etc.

Le processus, resserré sur quelques semaines (entre 2 et 3) après la rentrée universitaire, permet de capitaliser sur l'arrivée de milliers d'étudiants, les gens qui travaillent dans le secteur et les résidents du quartier. Les ateliers de fabrication de lanternes sont offerts in situ au sein des organismes participants, pour rejoindre leurs usagers là où ils sont. À titre d'exemple, l'Agora du pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM pourrait être le lieu de fabrication des lanternes pendant quelques jours, à la vue de tous, ce qui contribuerait à la promotion du défilé. La BAnQ et le Cégep ont eux aussi de grands espaces qui pourraient convenir à cette fin.

Enfin, lors d'une soirée de mi-octobre, tous les participants et le grand public - qu'ils aient fabriqué une lanterne ou non - se rejoignent à un point déterminé pour un grand défilé lumineux qui pourrait arpenter les rues du Quartier latin, la rue St-Denis, la place Pasteur, etc. (le parcours précis reste à déterminer). Un spectacle sur scène constituera la finale du défilé.

Le projet crée ainsi un achalandage régulier sur plusieurs semaines, à un moment habituellement plus calme (après la Grande rentrée de l'UQAM), stimule la cohabitation sociale et le dialogue entre les différentes parties prenantes, et crée un temps fort événementiel à la fin du projet, qui a la capacité de rejoindre un grand public et de l'attirer à la découverte des rues du secteur. La participation des commerces de la rue St-Denis permet également de créer un projet fédérateur et de stimuler l'achalandage dans les commerces.

Dernière modification: 08/04/2025 - 17:28:08 Par: Pablo MANEYROL

9- Quel est l'impact envisagé ? *

Public cible, nombre de personnes touchées, partenariats, impact et effet de levier potentiel

Le public cible est multiple : résidents du quartier, étudiants (Cegep du Vieux-Montréal, UQAM et autres), usagers des institutions publiques (BAnQ), visiteurs de provenance métropolitaine.

Pour une première édition au Quartier latin, la TOHU se donne comme objectif de fabriquer 600 lanternes par les participants. Le défilé lui-même, en raison de son positionnement géographique central et du bouche-à-oreille produit par trois éditions des Lumières de St-Michel (la 3e en août 2025) pourrait facilement attirer 2 à 3 000 participants.

Plusieurs partenariats sont déjà acquis : BAnQ, UQAM, Cegep du Vieux-Montréal, Habitations Jeanne-Mance, Faubourg St-Laurent et SDC Quartier-latin. D'autres sont à compléter et pourrait nous permettre de rejoindre des clientèle plus ciblée (familles, ainées, jeunes, etc.) : Action Centre-ville, Go Jeunesse, MU, Centre d'entraide et de ralliement familiale, Table ronde du quartier chinois, et des organismes plus familiers avec les clientèles marginalisées tel que Projet autochtone du Québec, Spectre de rue, le Sac à dos, Cactus Montréal, Espace LGBTQ+

Les impacts envisagés sont similaires et complémentaires à ceux obtenus dans Saint-Michel depuis deux ans : favoriser le dialogue et la concertation entre acteurs variés, création et/ou consolidation de liens entre différents intervenants du milieu, événement rassembleur projetant une image positive du quartier.

Il y a enfin un autre levier potentiel: lancement d'un nouvel événement annuel qui pourrait voir le Quartier latin inviter à chaque édition un nouvel arrondissement ou quartier à venir défiler dans ses rues, exprimant une certaine fierté inter-arrondissements ainsi qu'une appropriation et fréquentation du Quartier latin par les résidents de quartiers moins centraux.

Dernière modification: 04/04/2025 - 19:30:40 Par: Pablo MANEYROL

10- Quels sont les partenaires locaux envisagés ? Quelles seront leurs responsabilités ? *

Cégep du Vieux-Montréal et UQAM: mobilisation des étudiants, prêt d'espaces pour tenir les ateliers de fabrication de lanternes, implication de départements pertinents à la tenue de l'événement (arts, design d'événement, scénographie, etc.).

BAnQ: promotion de l'événement auprès de sa clientèle, prêt d'espaces pour la tenue d'ateliers de fabrication de lanternes, collaboration au contenu éducatif de l'événement.

Les Habitations Jeanne-Mance: promotion de l'événement auprès de sa clientèle, prêt de locaux pour la tenue d'ateliers de fabrication de lanternes avec les résidents des HJM.

Faubourg St-Laurent: promotion auprès des membres de l'organisation, soutien aux démarches visant l'intégration des clientèles marginalisées.

SDC Quartier Latin: promotion auprès des membres de l'organisation, possibilité de tenir de ateliers de fabrication de lanternes chez les membres intéressés, possibilité de mettre en vitrine en amont du défilé certaines des lanternes les plus majestueuses, contribution à la promotion de l'événement auprès du grand public et des visiteurs du quartier. Contribution de cinq mille dollars au budget de l'événement.

D'autres organisations, particulièrement celles qui œuvrent en intervention sociale ou en soutien de première ligne à des clientèles marginalisées, sont à attacher. Leur contribution inclurait: promotion des ateliers et de l'événements auprès de leurs membres/clientèles respectives, conseil et collaboration pour inclure les clientèles marginalisées et pour augmenter la cohabitation sociale tout au long du projet.

Dernière modification: 03/04/2025 - 19:39:29 Par: Pablo MANEYROL

11- Y-a-t-il des partenaires déjà confirmés ? *

Oui

Dernière modification: 27/03/2025 - 14:01:10 Par: Pablo MANEYROL

12- Lieu(x) envisagé(s) du projet pour le déploiement du projet ? *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville de Montréal en fonction du calendrier d'occupation

Nous souhaitons avoir pour point de départ l'UQAM (une cour intérieure, un jardin) et terminer le parcours dans un lieu public extérieur qui puisse accueillir tous les participant et permettre la tenue d'une finale festive.

Dernière modification: 04/04/2025 - 20:31:07 Par: Pablo MANEYROL

13- Date(s) envisagée(s) du projet *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu. Les choix finaux seront faits en collaboration avec la Ville en fonction du calendrier d'occupation.

Les ateliers, tenus dans les locaux d'institutions publiques ou dans ceux des autres partenaires, seront offerts du 4 au 15 octobre. Le défilé des lanternes aura lieu le mercredi 15 octobre.

Dernière modification: 08/04/2025 - 17:30:57 Par: Pablo MANEYROL

14- Stratégies de communication pour promouvoir le projet et rejoindre les publics *

Pour promouvoir les Lanternes du Quartier latin, une série de stratégies de communication locales et numériques sera déployée afin d'attirer un large public tout en renforçant l'engagement communautaire.

L'événement sera d'abord marqué par une image de marque forte, incluant un logo distinctif facilement reconnaissable et largement diffusé dans le quartier. La promotion locale se concentrera sur la distribution d'affiches dans les lieux stratégiques du Quartier latin, tels que les commerces, associations et organismes culturels, avec un code QR pour faciliter l'accès aux informations.

En parallèle, une présence dynamique sur les réseaux sociaux sera assurée grâce à des publications régulières, des teasers et des vidéos en coulisses, visant à susciter l'engagement à travers des hashtags dédiés. Les partenaires seront également impliqués et la stratégie prévoit le recours à leurs ressources respectives dans un plan de communication concerté. Un événement Facebook permettra aussi de mesurer l'intérêt du public qui sera alimenté au fur et à mesure en amont de l'événement.

Les relations presse joueront un rôle majeur, avec l'envoi de communiqués aux médias montréalais via l'agence Roy & Turner. Enfin, des publicités géo-ciblées seront diffusées en collaboration avec des médias locaux comme La Presse et Le Devoir, ainsi que des publicités sur Facebook. Toutes ces actions permettront non seulement d'attirer un large public, mais aussi de renforcer l'implication des résidents et de mettre en valeur la richesse culturelle du Quartier latin.

Dernière modification: 03/04/2025 - 21:36:02 Par: Pablo MANEYROL

15- Enumérez les grandes étapes du projet et leurs dates *

En supposant que le projet puisse démarrer en mai et considérant le nombre de partenaires qui seront très probablement plus difficiles à rejoindre en été, voici les grandes étapes menant à la réalisation de l'événement :

MAI –
Deuxième ronde de recrutement de partenaires permettant de rejoindre des clientèles plus spécifiques : jeunes, ainées, familles, personnes marginalisées, etc.
Rencontre des partenaires afin de :
- Raffiner le concept et ajouter du contenu culturel et éducatif
- Établir les plans de mobilisation des usagers des partenaires
- Concevoir un plan de communication commun
- Établir le calendrier des ateliers de fabrication selon les disponibilités des partenaires et les clientèles visées
Repérage pour identifier un parcours de défilé et le lieu de la finale

JUIN –
Production des outils de communication
Dépôt du cahier des charges du défilé et du spectacle
Conception des modèles de lanternes et achat des matériaux
Recrutement des artistes du défilé et du spectacle

JUILLET & AOÛT –

Suivi des dossiers selon les besoins

SEPTEMBRE –
Recrutement et formation des animateurs-trices des ateliers de fabrication
Fabrication des lanternes de grand format
Mise en route des plans de communication et de mobilisation

OCTOBRE –
Le 4 octobre, début des ateliers de fabrication chez les différents partenaires. Les ateliers sont offerts jusqu'au dernier moment, le 15 octobre
Le mercredi 15 octobre, défilé des lanternes et spectacle en finale en soirée
Post-mortem de l'événement avec les partenaires
Reddition de compte

Dernière modification: 04/04/2025 - 20:35:35 Par: Pablo MANEYROL

16- Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet *

Vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet

La TOHU produit depuis 20 ans des événements culturels et citoyens de grande ampleur. Particulièrement, elle produit chaque été depuis 2010 le Festival Montréal complètement cirque, dont une grande partie des activités se tient au Quartier latin. Elle dispose donc d'une solide expérience en production d'événements extérieurs, d'une connaissance intime du territoire concerné, et d'un réseau de partenaires déjà établis.

D'autre part, le projet ici présenté s'appuiera sur l'expérience des Lumières de Saint-Michel, qui auront vécu une 3e édition cet été. La première édition (2023) a permis la création de 450 lanternes, la deuxième (2024), 750 lanternes et 1200 participants au défilé. C'est un projet qui mobilise la communauté (organismes et citoyens).

Pour concrétiser le projet Les Lanternes du quartier latin, la TOHU possède trois atouts: la maitrise de l'organisation des ateliers citoyens et de la fabrication de lanternes, l'organisation de déambulatoires mêlant citoyens et saltimbanques professionnels et une solide expérience dans la mobilisation et la concertation d'organismes pour atteindre un but commun.

Dernière modification: 08/04/2025 - 15:11:13 Par: Pablo MANEYROL

17- Porteurs du projet *

Noms, fonctions, responsabilités de chaque personne impliquée

Direction: Luc Savard, directeur adjoint, Culture, Éducation et Loisirs, TOHU
Logistique et production: Nancy Cormier, directrice des opérations, TOHU
Anne-Sophie Durand, directrice des communication et du marketing, TOHU
Marie-France Legault, directrice des finances, TOHU
Direction création et fabrication des lanternes: Elisabeth Bosquet
Contenu et animation du défilé: Hélène Dimanche, agente culturelle, TOHU

Dernière modification: 30/03/2025 - 20:39:45 Par: Pablo MANEYROL

18- Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet *

Les mêmes que pour le projet des Lumières de Saint-Michel.
Les lanternes sont éclairées avec de petites ampoules LED à basse consommation et conçues pour être rapportées à la maison et conservées comme éléments de décoration.
Les processus de production et d'opération de l'événement respectent les standards de la TOHU, accréditée scène écoresponsable de niveau Platine par le CQEER.
De plus, l'événement se tenant en plein centre-ville à proximité de deux stations de métro (Berri-UQAM et Saint-Laurent), il est plus que probable que la majorité des participants aux ateliers et au défilé se déplacent en transport en commun.

Dernière modification: 31/03/2025 - 20:22:20 Par: Pablo MANEYROL

19- **Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.**

20- **Téléversez les documents suivants :**

21- **Budget détaillé du projet (obligatoire) ***
Veuillez utiliser le modèle fourni. Prenez soin de vérifier toutes les formules avant de joindre le document.

tohu-budget-lanternesql.pdf
Dernière modification: 08/04/2025 - 17:25:18 Par: Pablo MANEYROL

22- Grille Budgétaire appel Quartier latin.xlsx

23- **Lettre(s) d'engagement des partenaires ou collaborateurs, s'il y a lieu (facultatif). Les lettres doivent préciser la nature et la valeur de la contribution au projet (un seul document PDF).**

tohu-lettres-appui-ql.pdf
Dernière modification: 04/04/2025 - 19:03:42 Par: Pablo MANEYROL

24- **Un document avec des éléments visuels présentant votre projet (facultatif)**

2024-rapport-lumieres.pdf
Dernière modification: 02/04/2025 - 20:10:29 Par: Pablo MANEYROL

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / REVENUS			REDDITION DE COMPTES		
Nom de l'organisme : La TOHU **Titre du projet : Les Lanternes du Quartier latin**			Complétez cette section à la fin de votre projet		
SUBVENTIONS	**Prévisionnel**	**Confirmé ou Anticipé**	**Réel**	**Écart**	**Explication des écarts**
Montant demandé dans le cadre de l'appel à projets (maximum 80 % du buget total)	200 000 $			-200 000 $	
Subventions fédérales (nommez le programme) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
Subventions provinciales (nommez le programme) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
Subventions municipales (nommez le programme) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL DES SUBVENTIONS:	200 000 $		0 $	-200 000 $	
REVENUS AUTONOMES					
Contribution de l'organisme demandeur :	30 000 $			-30 000 $	
Contrbution du ou des partenaires (précisez) :					
SDC Quartier latin	5 000 $			-5 000 $	
UQAM	2 500 $			-2 500 $	
Cégep du Vieux-Montréal	2 000 $			-2 000 $	
BAnQ	3 500 $			-3 500 $	
Faubourg St-Laurent	2 000 $			-2 000 $	
Habitations Jeanne-Mance	2 000 $			-2 000 $	
Commandites et dons (précisez) :					
Omer de Serre - matériel	3 000 $			-3 000 $	
				0 $	
				0 $	
				0 $	
Autres (précisez) :					
				0 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES :	50 000 $		0 $	-50 000 $	
TOTAL DES REVENUS :	**250 000 $**		**0 $**	**-250 000 $**	

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **LA CITÉ DES ARTS DU CIRQUE** - **TOHU**, personne (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au Lys et le lion (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Les micro matchs d'improvisation du Quartier latin » et le lion est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente convention de contribution

- **LA CITÉ DES ARTS DU CIRQUE** - **TOHU,** personne remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet **« Les lanternes du Quartier latin »**

- **« Les lanternes du Quartier latin »** est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- **« Les lanternes du Quartier latin »** est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 **Relations médias et événements publics**

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 **Bilan de visibilité**

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- une revue de presse couvrant le Projet;

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

  - le nombre d'abonnés;

  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de l'appel à projet Quartier latin

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

1. Suite à la signature de la convention, l'organisme devra transmettre au responsable un échéancier et un budget révisé et final du projet,

2. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport d'étape en vue du deuxième versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Le plan de visibilité et les activités de communication réalisées
    b. Un rapport de coût intérimaire
    c. Un descriptif des activités réalisées et des résultats (participation, achalandage, etc.)

3. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport final d'activité en vue du dernier versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût détaillé et final
    b. Un sommaire des activités réalisées en précisant les dates et les participants
    c. Un résumé de la contribution des partenaires au projet
    d. Un résumé des activités de communications et de la couverture médiatique

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES / DÉPENSES			REDDITION DE COMPTES		
Nom de l'organisme :			Complétez cette section à la fin de votre projet		
Titre du projet :					
DÉPENSES	**Dépenses globales**	**Montant couvert par la subvention**	**Réel**	**Écart**	**Explication des écarts**
DÉVELOPPEMENT DU PROJET *Recherche et conception; honoraires des ressources humaines;; droits d'auteur, etc. (Détaillez)*					
Recherche et conception	7 500 $			-7 500 $	
Coordination	17 500 $			-17 500 $	
Pré-production	5 000 $			-5 000 $	
Direction artisitique	12 500 $			-12 500 $	
				0 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL - Développement:	42 500 $	0 $	0 $	-42 500 $	
RÉALISATION DES ACTIVITÉS *Salaires, honoraires professionnels, cachets d'artistes; achat ou location d'équipements ; location de salle (Détaillez).*					
Achet de matériel pour fabrication des lanternes (ateliers publics)	10 000 $			-10 000 $	
Achat de matériel pour fabrication des lanternes grand format	5 000 $			-5 000 $	
Animateurs-trices des ateliers	10 000 $				
Espace de stockage, location de salles, transport	12 500 $			-12 500 $	
Cachet des artisans lanternes grand format	5 000 $				
Cachet d'artistes du défilé	25 000 $			-25 000 $	
Cachet d'artistes du spectacle	25 000 $			-25 000 $	
Porteurs/marionnettistes	7 000 $			-7 000 $	
Location scène, éclairage, son (spectacle et parcours défilé)	30 000 $			-30 000 $	
Régie du défilé	5 500 $			-5 500 $	
Équipe technique spectacle	20 000 $			-20 000 $	
Équipe technique défilé	12 500 $			-12 500 $	
TOTAL - Réalisation:	167 500 $	0 $	0 $	-152 500 $	
COMMUNICATIONS (Maximum 10 % de la subvention octroyée) *Graphisme; médias sociaux, outils de communications, relations de presse, frais de documentation (vidéo, Internet, photos, etc.); etc. (Détaillez)*					
Affichage et distribution	8 350 $			-8 350 $	
Publicité numérique (La Presse, Google Ads, RS, etc.)	7 500 $			-7 500 $	
Relations de presse	1 500 $			-1 500 $	
Conception, graphisme, impression	2 650 $			-2 650 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL - Communications:	20 000 $	0 $	0	-20 000 $	
ADMINISTRATION (Maximum 10 % de la subvention octroyée) *Comptabilité, frais d'assurances ; etc. (Détaillez)*					
Frais de gestion	20 000 $			-20 000 $	
				0 $	
				0 $	
TOTAL - Administration:	20 000 $	0 $	0	-20 000 $	
TOTAL DES DEPENSES :	**250 000 $**	**0 $**	**0 $**	**-235 000 $**	

DÉPENSES NON-ADMISSIBLES :

- Les salaires des dirigeants de l'organisme.
- Les frais de fonctionnement de l'organisme
- Les projets d'immobilisation (incluant les améliorations locatives)
- Le déficit de l'organisme
- Les dépenses engagées avant la signature de la convention
- Les frais de développement des affaires
- Le cas échéant, les frais de création d'un nouvel organisme

* Les dépenses reliées aux salaires doivent suivre les barèmes du marché. Ces dépenses doivent correspondre aux personnes affectées au projet.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258781002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Accorder une contribution financière au montant de 200 000 $ à l'organisme La Cité des arts du cirque (TOHU) dans le cadre de l'appel à projets Propulser le Quartier latin / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1258781002 - Soutien TOHU_Appel à projets Quartier latin_culture.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Adriana SANTOS
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Habib NOUARI
Conseiller(-Ere) budgétaire
Tél : (514)872-0984 - -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258781004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Le Faubourg à Musique pour la réalisation des études d'avant-projet nécessaires à l'avancement de l'organisme / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 150 000 $ à Le Faubourg à Musique pour la réalisation des études d'avant-projet nécessaires à l'avancement de l'organisme ;
2. d'approuver le projet de convention à cet effet ;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-27 14:04

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258781004**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Le Faubourg à Musique pour la réalisation des études d'avant-projet nécessaires à l'avancement de l'organisme / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le milieu de la musique et des créatrices et créateurs de Montréal fait part, depuis plusieurs années, de la difficulté croissante de pouvoir occuper et développer des lieux de créations au coeur de la Ville. Cette situation est documentée et soumet de plus en plus les artistes et artisan(e)s à des contraintes économiques qui remettent en cause leurs capacités à vivre de leur création.
Des pistes de solutions ont été élaborées par l'équipe du Faubourg à musique, soit :

- Créer un établissement pérenne, dédié à la création musicale, accessible, inclusif, propice aux rencontres et aux rassemblements et où les musicien(ne)s pourront réaliser et approfondir en toute liberté chacune des étapes de leurs créations jusqu'à la rencontre optimale avec le public.
- Offrir un environnement propice à l'innovation et incarnant et préfigurant la vitalité toujours changeante de la scène musicale montréalaise dans une perspective de développement durable.
- Mettre à la disposition des usagers un complexe architectural de référence mondiale composée notamment d'espaces de recherche et d'expérimentation, de répétitions, de création et d'entreposage, une salle de spectacle, ainsi que des logements abordables de courte et de longue durée pour des musicien(ne)s en provenance du Québec et d'ailleurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Afin de démontrer la faisabilité du projet, de mobiliser les ressources nécessaires et de convaincre

les futurs partenaires, investisseurs ou bailleurs de fonds, le Faubourg à Musique souhaite réaliser un plan d'affaires. Ce plan d'affaires est une étape stratégique essentielle qui permettra de structurer la démarche, d'anticiper les enjeux et d'évaluer la viabilité du projet, tant sur les plans économiques que fonctionnel.
Le plan d'affaires agira comme un outil de planification rigoureux. Il identifiera les objectifs du projet, les besoins auxquels il répond, son positionnement dans son environnement urbain, social et culturel, et les retombées attendues. Il servira également à établir un montage financier crédible, à anticiper les revenus et les dépenses, à prévoir les ressources humaines nécessaires, ainsi qu'à évaluer les risques. Il permettra ainsi d'assurer une cohérence entre l'intention et les capacités réelles de mise en oeuvre.

JUSTIFICATION

Le projet du Faubourg à musique s'articule autour de valeurs et objectifs qui, à terme, convergent vers un même but.

Principe que l'organisme met de l'avant :

- Soutenir la recherche, l'expérimentation et la rencontre avec les publics afin de bonifier la qualité de la création musicale et d'amplifier son rayonnement ;
- Offrir une solution d'habitation durable et abordable aux artistes, leur entourage professionnel et leur famille ;
- Adopter une philosophie écoresponsable qui marque le projet à tous les niveaux ;
- Créer un lieu profondément inclusif, mixte et propice à la collaboration et aux échanges ;
- Participer à revitaliser un milieu en déficit de services et d'espaces verts ;
- Mettre en place une solution totale.

Compte tenu de son envergure et de sa complexité, le Faubourg à musique requiert une planification rigoureuse appuyée par des études spécialisées afin d'en assurer la faisabilité et de guider son développement. Ces études d'avant-projet sont essentielles pour structurer le programme, définir les paramètres techniques et économiques et orienter les futures étapes de réalisation.

La Ville de Montréal, en tant que partenaire stratégique, peut jouer un rôle central pour faire rayonner cette initiative et lui permettre de franchir une nouvelle étape déterminante. Son appui est essentiel pour stimuler l'intérêt des développeurs publics et privés, mobiliser les autres paliers gouvernementaux et favoriser l'adhésion citoyenne au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 150 000 $. Les crédits requis proviennent du budget du Service de la culture.
Le tableau suivant illustre les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien déjà accordé			Soutien recommandé	1er versement	2e versement	3e versement	Soutien en % de la Ville
		An 2025	An 2023	An 2024					
Le Faubourg à musique	Réalisation d'un plan d'affaire et d'études techniques	nil	nil	nil	150 000 $	75 000 $	50 000 $	25 000 $	100 %

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, selon la grille en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juillet - mobilisation de l'organisme
Août - novembre - réalisation des études et recherche
Décembre - remise du rapport et des études complétées

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 294-5967

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258781004*
Unité administrative responsable :*Service de la culture*
Projet : *Accorder une contribution financière au montant de 150 000$ à l'organisme Le faubourg à musique pour la réalisation de son projet*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquateet abordable
- 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- 15. Stimuler la production d'événements et de projections cinématographiques au cœur du Quartier des spectacles, véritable pôle culturel de Montréal et du Québec et favoriser les collaborations entre le milieu de la formation en art, de la diffusion et du cinéma;

- 20. Faire rayonner le cinéma en accueillant des événements prestigieux dans une salle patrimoniale mythique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		x	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		x	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02- 004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE FAUBOURG À MUSIQUE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 160, rue Saint-Aviateur, bureau 400 Montréal (Québec) H2T 1A8 agissant et représentée par Yanick Masse Président, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : N/D
Numéro d'inscription TVQ : N/D

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme vise à offrir un environnement novateur incarnant la vitalité de la scène musicale montréalaise et québécoise et contribuant à l'évolution de sa diversité et de sa singularité dans une perspective de développement durable

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	désigne la directrice du service de la culture ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur

toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de soixante-quinze mille dollars 75 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 un troisième versement au montant de vingt cinq mille dollars (25 000 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore

engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient

expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droits liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 815 Rue Ontario E suite 100, Montréal, QC H2L 1P1, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au La Ville fait élection de domicile au 160, rue Saint-Aviateur, bureau 400 Montréal (Québec) H2T 1A8, .et tout avis doit être adressé à l'attention de Yanick Masse Président.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

LE FAUBOURG À MUSIQUE

Par : _____
Yannick Masse - président

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

FàM

Le Faubourg à Musique

Centre de développement dédié à la création musicale.

PIERRE LAPOINTE LAURENT SAULNIER YANICK MASSE

Demande de financement pour études avant-projet

JUIN 2025

EN COLLABORATION AVEC

RAYSIDE LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme

Réalisation d'études avant-projet

Le Faubourg à Musique est porté par une vision ambitieuse et une mission solidement ancrée dans le développement culturel, social et urbain de Montréal. Ce projet unique, sans équivalent à l'échelle locale, provinciale ou nationale, propose un modèle novateur qui réunit création, diffusion, inclusion et mise en valeur culturelle et musicale.

Compte tenu de son envergure et de sa complexité, le Faubourg à Musique requiert une planification rigoureuse appuyée par des études spécialisées afin d'en assurer la faisabilité et de guider son développement. Ces études avant-projet sont essentielles pour structurer le programme, définir les paramètres techniques et économiques, et orienter les futures étapes de réalisation.

La Ville de Montréal, en tant que partenaire stratégique, joue un rôle central pour faire rayonner cette initiative et lui permettre de franchir une nouvelle étape déterminante. Son appui est indispensable pour stimuler l'intérêt des développeurs publics et privés, mobiliser les autres paliers gouvernementaux, et favoriser l'adhésion citoyenne au projet.

C'est pourquoi nous sollicitons aujourd'hui une contribution financière de la Ville de Montréal pour la réalisation des études d'avant-projet nécessaires à l'avancement du Faubourg à Musique. Ce soutien permettra d'ancrer le projet dans une démarche structurée, rigoureuse et cohérente avec les orientations culturelles, sociales et urbaines de la Ville.

Nous vous remercions de l'attention portée à cette demande et demeurons à votre disposition pour en discuter plus en détail.

Qu'est-ce que le Faubourg à Musique ?

Le FàM est un OBNL créé en avril 2024 et fondé par trois praticiens chevronnés du milieu musical montréalais:

- **Pierre Lapointe**: Auteur-compositeur-interprète, metteur en scène, directeur artistique
- **Laurent Saulnier**: Journaliste, directeur de la programmation des Francos, du Festival de Jazz et de Montréal en lumière, gérant de Pierre Lapointe, directeur artistique de la Salle Claude-Léveillé | Place des Arts.
- **Yanick Masse**: Cofondateur de la maison de disques, de gérance d'artistes, de booking et de production de concerts, Bonsound.

Le FàM est soutenu par plusieurs collaborateurs clés dès ses balbutiements pour en assurer le développement en précisant ses fondements philosophiques, esthétiques, organisationnels, légaux, pratiques et architecturaux.

- **Simon Brault**, leader avéré du monde des arts et de la culture, instigateur des Journées de la culture, fondateur de Culture Montréal, président du Festival de Lanaudière et auteur, agit à titre d'accompagnateur stratégique du projet.
- **Rayside Labossière architectes**, firme d'architecture et d'urbanisme se consacrant avant tout à l'architecture sociale, au développement urbain communautaire, au développement durable et au design et s'impliquant activement dans le développement de différents milieux de vie montréalais, agit comme partenaire principal et concrétise le développement du projet.
- **François Ferland,** avocat-conseil, œuvrant auprès d'entreprises d'économie sociale ayant pour objet la protection du patrimoine collectif et le financement des projets immobiliers structurants, agit également à titre de partenaire-conseil en matière de fiducie d'utilité sociale et de droit en économie sociale.

L'organisme a pour objectif de:

- Créer un établissement pérenne, **dédié à la création musicale**, accessible, inclusif, propice aux rencontres et aux rassemblements et où les musiciens et musiciennes pourront réaliser et approfondir en toute liberté chacune des étapes de leurs créations jusqu'à la rencontre optimale avec le public.
- Offrir **un environnement propice à l'innovation** et incarnant et préfigurant la vitalité toujours changeante de la scène musicale montréalaise dans une perspective de développement durable.
- Mettre à la disposition des usagers **un complexe architectural de référence mondiale** composée notamment d'**espaces de recherche et d'expérimentation**, de répétitions, **de création** et d'entreposage, une salle de spectacle, ainsi que **des logements abordables** de courte et de longue durée pour des musiciens et musiciennes en provenance du Québec et d'ailleurs.

Un projet fondamentalement urbain, social et culturel au service d'une création musicale libre et diversifiée

- Le projet du FàM vise à soutenir et pérenniser la culture musicale singulière de Montréal et de rapatrier la création musicale dans un quartier central de Montréal, tout en y ramenant la communauté d'artistes et de musiciens qui y travaillent.
- Un lieu unique à Montréal exclusivement consacré à la création musicale.
- Le FàM sera un complexe urbain dédié à la musique axé sur la recherche, l'expérimentation, la conception, le partage, et composé d'un ensemble d'infrastructures favorisant la création, la production et la diffusion.
- Il fournira aux artistes des conditions de création sans contraintes déraisonnables de temps, favorisant la créativité et la liberté artistique.

Un centre de création à la hauteur des aspirations et du potentiel de la scène musicale **montréalaise**

Un projet qui s'inscrit dans le développement urbain de Montréal

La clé du succès du FàM reposera entre autres sur sa localisation. Pour assurer sa viabilité, mais également pour contribuer en retour à la revitalisation de son quartier d'accueil, le FàM aspire à s'intégrer dans un quartier central de Montréal.

- À distance de marche d'un système de transport en commun structurant.
- À proximité de services et artères commerciales.
- S'intégrant à une dynamique de développement urbain qui traduit l'identité métropolitaine (secteur de vitalité communautaire, proximité avec d'autres infrastructures de diffusion).
- Affirmant son identité territoriale: un bâtiment ancré dans la ville, devenant un point de repère montréalais.

Principes directeurs du FàM:

Soutenir la recherche, l'expérimentation et la rencontre avec les publics afin de bonifier la qualité de la création musicale et d'amplifier son rayonnement:

- Espace de diffusion adapté aux plus hautes exigences artistiques;
- Infrastructures évolutives en soutien à la création musicale à toutes ses étapes.

Offrir une solution d'habitation durable et abordable aux artistes, leur entourage professionnel et leur famille:

- Contrer le phénomène de l'embourgeoisement à l'aide d'une fiducie d'utilité sociale;
- Favoriser la stabilité financière en tenant compte de la fluctuation des revenus des artistes, permettant la prise de risques et le mûrissement des productions artistiques.

Adopter une philosophie écoresponsable qui marque le projet à tous les niveaux:

- Contribuer à revoir le modèle du spectacle;
- Encourager le partage de ressources, la mise en commun d'équipements, la transmission d'expertise et le transfert de compétences.

Créer un lieu profondément inclusif, mixte et propice à la collaboration et aux échanges :

- Favoriser les échanges et la collaboration entre les artistes et les musicien.nes des différentes communautés;
- Permettre une ouverture des lieux vers la collectivité dans le cadre d'activités de création, de diffusion et de médiation culturelle.

Participer à revitaliser un milieu en déficit de services et d'espaces verts :

- Créer un environnement actif, ouvert, riche en espaces verts et en espaces de soutien pour le FàM et son quartier d'accueil.

Mettre en place une solution totale:

- Avant-gardiste dans son fonctionnement: plus qu'un centre de création adresse tout le côté social de la création;
- Création d'un modèle où les artistes indépendants sont les premiers bénéficiaires de leur travail;
- Exemplaire dans ses ambitions écoresponsables en offrant des infrastructures adaptables, polyvalentes, résilientes et durables.

Le FàM se compose de 3 pôles, totalisant 22 000m²:

Pôle de création – 3500m² : espaces dédiés à soutenir le développement des artistes, la recherche et l'expérimentation musicale.

Pôle résidentiel – 13800m² : 130 logements et résidences inclusifs pour offrir un milieu de vie abordable aux artistes.

Pôle collectif – 4700m² : espaces de diffusion et de production, de services spécialisés (CPE et hébergement court terme) et de rencontre, facilitant la médiation entre le pôle de création et la communauté.

Réalisation d'un plan d'affaires

Afin de démontrer la faisabilité du projet, de mobiliser les ressources nécessaires et de convaincre les futurs partenaires, investisseurs ou bailleurs de fonds, il est impératif que le Faubourg à Musique réalise un plan d'affaires. Ce plan d'affaires est une étape stratégique essentielle qui permettra de structurer la démarche, d'anticiper les enjeux et de garantir la viabilité du projet, tant sur les plans économiques que fonctionnel.

Le plan d'affaires agira comme un outil de planification rigoureux. Il identifiera les objectifs du projet, les besoins auxquels il répond, son positionnement dans son environnement urbain, social et culturel, et les retombées attendues. Il servira également à établir un montage financier crédible, à anticiper les revenus et les dépenses, à prévoir les ressources humaines nécessaires, ainsi qu'à évaluer les risques. Il permettra ainsi d'assurer une cohérence entre l'intention et les capacités réelles de mise en œuvre.

Dans le contexte de ce projet à vocation culturel, résidentiel et communautaire, le plan d'affaires du Faubourg à Musique contribuera aussi à ancrer le projet dans son milieu, en intégrant les parties prenantes dès les premières étapes. Il deviendra un levier de mobilisation et un cadre de référence pour les décisions futures. En somme, le plan d'affaires permettra au Faubourg à Musique de se doter d'une base solide, alignée sur les réalités du terrain, et orientée vers sa réussite à long terme.

Ce besoin est d'autant plus pressant lorsque le projet vise une clientèle culturelle et artistique qui repose sur la mobilisation de partenaires publics ou privés. Répondre à ce besoin par un plan d'affaires, c'est outiller le projet pour qu'il puisse passer de l'idée à l'action, tout en assurant son ancrage dans son environnement et sa capacité à évoluer de manière durable.

Dans cette optique, le FàM souhaite s'entourer d'experts pour l'élaboration d'un plan d'affaires visant à définir les fondements stratégiques, opérationnels et financiers essentiels à la concrétisation de ce projet structurant.

Sans s'y limiter, voici une liste des éléments que nous souhaitons inclure dans le plan d'affaires:

Présentation du projet

- Origine de l'initiative
- Porteurs du projet et partenaires clés
- Nature du projet
- Vision, mission et intention

Étude de marché (ou d'opportunité)

- Besoins auxquels le projet répond
- Publics cibles ou usagers visés
- Analyse de l'offre existante
- Positionnement stratégique

Modèle opérationnel

- Description des usages et des fonctions
- Scénarios d'occupation ou d'exploitation
- Gouvernance du projet
- Partenariats ou ententes d'occupation
- Plan de réalisation
- Étapes de développement (préparation, conception, réalisation, mise en service)
- Échéancier prévisionnel
- Stratégies de coordination

Montage financier

- Coûts estimés
- Plan de financement
- Plan de rentabilité ou de viabilité à long terme
- Plan de gestion et d'exploitation
- Mode de gestion futur du lieu
- Modèle d'affaires
- Revenus anticipés
- Retombées économiques
- Coûts d'entretien et d'opération
- Analyse des risques
- Risques liés à la conception, aux autorisations, aux coûts, à la faisabilité sociale ou politique
- Stratégies de mitigation

Évaluation des équipements spécialisés en scénographie

Bien qu'encore en phase d'incubation, le projet du Faubourg à Musique (FàM) s'appuie déjà sur un programme préliminaire ambitieux définissant les espaces clés à la réussite de sa mission. Le FàM se veut un lieu de création musicale inédit, pensé comme un espace ouvert, modulable et propice à l'innovation, à la collaboration et à l'expérimentation artistique.

Son pôle de création vise à effacer les frontières traditionnelles entre scène et coulisses, en offrant un environnement où la musique est omniprésente et où les artistes peuvent s'approprier librement les lieux. Il comprendra des salles de formation, de projection et un centre de ressources réunissant enregistrements, équipements et expertises pour favoriser les échanges entre artistes et artisans du milieu musical.

Le pôle collectif assurera le lien vivant entre le FàM, le public et les autres pôles. Il soutiendra la diffusion des œuvres et encouragera les rencontres entre artistes, partenaires, voisin·e·s et spectateurs. Ce pôle comprendra des studios d'enregistrement, des espaces de production, d'entreposage, des résidences artistiques ainsi que des lieux de représentation intérieurs et extérieurs.

Souhaitant offrir à la communauté artistique des installations à la fine pointe de la technologie, le FàM entend devenir un véritable laboratoire créatif, accessible et innovant. Pour concrétiser cette vision, l'expertise de spécialistes en équipements scénographiques est essentielle. Leur contribution permettra d'établir une estimation précise des coûts globaux et de dresser une liste détaillée des équipements spécialisés nécessaires aux espaces de création et de production. C'est dans cette perspective que le FàM souhaite s'adjoindre des experts en conception scénographique afin de compléter et raffiner son projet.

Études avant-projet architectural

Afin de valider le programme architectural initial, le développement du FàM doit inclure une définition plus précise des espaces en identifiant les besoins spécifiques de chacun ainsi que leurs superficies respectives, afin d'assurer une réponse adéquate aux usages envisagés. L'avancement d'un programme fonctionnel devra donc être rédigé.

L'organisation des espaces fera l'objet d'une analyse fonctionnelle visant à établir des relations claires et cohérentes entre les différentes zones du centre, dans une logique de fluidité, de mutualisation et d'efficacité. Un organigramme fonctionnel entre les espaces devra être mis en place.

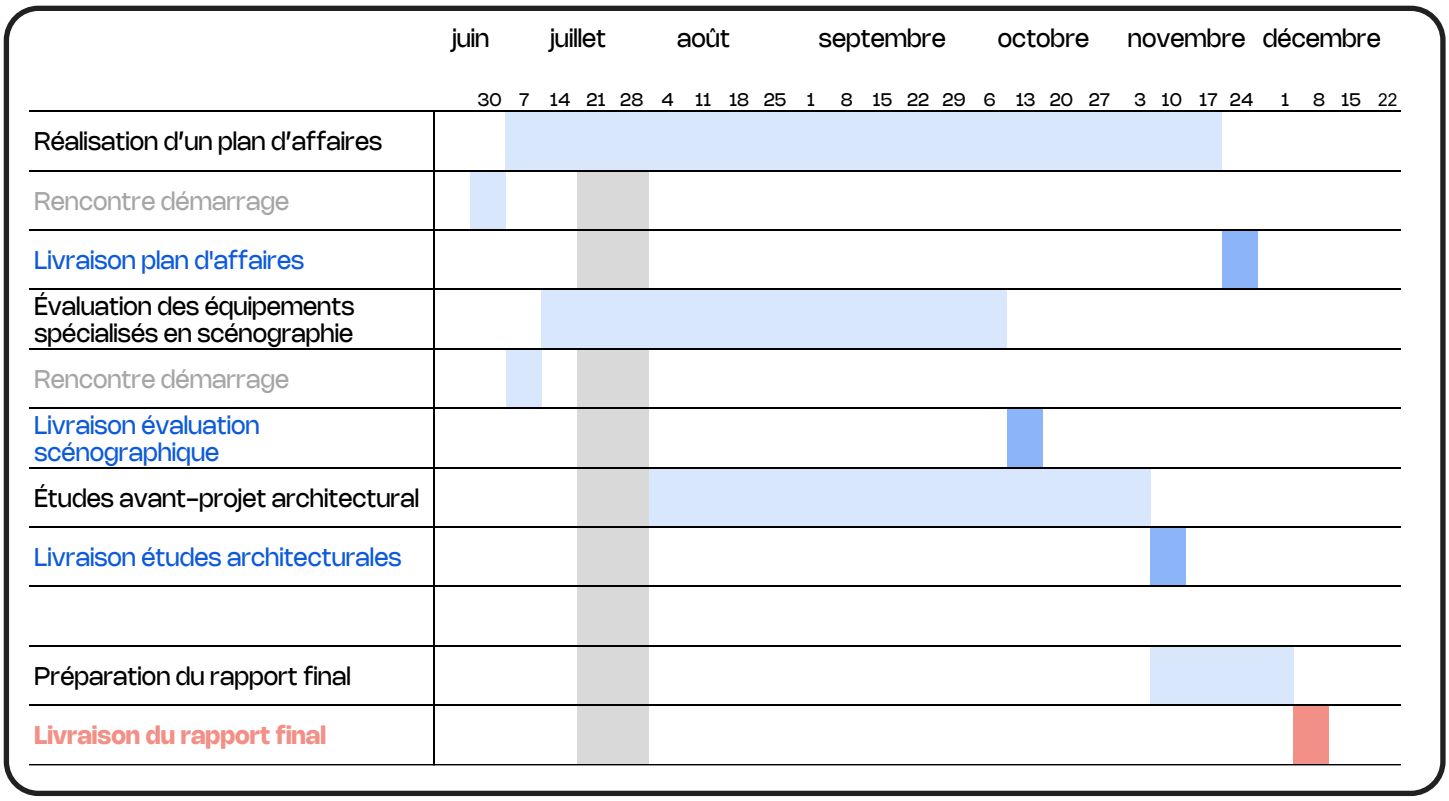
Enfin, un calendrier préliminaire de réalisation sera établi afin de structurer les étapes de conception et de mise en œuvre du projet.

Le FàM souhaite continuer le travail entamé avec les architectes collaborateurs du FàM afin de poursuivre les études d'avant-projet architectural.

Budget de réalisation

Études avant projet	Coût total ($)
Réalisation d'un plan d'affaires	100 000
Évaluation des équipements spécialisés en scénographie	32 500
Études avant-projet architectural	15 500
Coordination, gestion et planification	2 000
TOTAL	**150 000 $**

Échéancier de réalisation



ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **LE FAUBOURG À MUSIQUE**, personne (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au Lys et le lion (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Les micro matchs d'improvisation du Quartier latin » et le lion est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente convention de contribution

- **LE FAUBOURG À MUSIQUE** personne remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet « Centre développement dédié à la musique »

- « Centre développement dédié à la musique » est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- « Centre développement dédié à la musique » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

    - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- une revue de presse couvrant le Projet;

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

  - le nombre d'abonnés;

  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de l'appel à projet Quartier latin

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

1. Suite à la signature de la convention, l'organisme devra transmettre au responsable un échéancier et un budget révisé et final du projet,

2. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport d'étape en vue du deuxième versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût intérimaire
    b. Un descriptif des études en cours et réalisées et des résultats

3. L'organisme devra préparer et transmettre au responsable un rapport final d'activité en vue du dernier versement de la contribution, qui devra comprendre en autres mais non limitativement;

    a. Un rapport de coût détaillé et final
    b. Une copie des études et rapport réalisés
    c. Un résumé des activités de communications et de la couverture médiatique, s'il y a lieu.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258781004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Le Faubourg à Musique pour la réalisation des études d'avant-projet nécessaires à l'avancement de l'organisme / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1258781004 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-27

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1255548006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le retrait du terrain de stationnement 513 (lot 3 416 615), situé dans l'arrondissement de Verdun, de l'annexe 2 de l'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable (CM22 1096).

Il est recommandé :
d'approuver le retrait du terrain de stationnement 513 (lot 3 416 615), situé dans l'arrondissement de Verdun, de l'annexe 2 de l'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable (CM22 1096).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2025-06-17 15:03

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255548006**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le retrait du terrain de stationnement 513 (lot 3 416 615), situé dans l'arrondissement de Verdun, de l'annexe 2 de l'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable (CM22 1096).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'habitation a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) pour vendre le terrain de stationnement 513, situé dans l'arrondissement de Verdun, à l'organisme à but non lucratif Réseau habitation femmes de Montréal. Pour ce faire, le terrain de stationnement 513 devra être retiré de l'entente conclue avec l'Agence de mobilité durable (Agence) qui assure la gestion de ce terrain pour la Ville de Montréal.
L'Agence est un organisme paramunicipal, créé en 2020, ayant pour objectifs d'assurer la gestion et le développement de la fonction du stationnement sur le territoire de la Ville de Montréal, de moduler l'offre en stationnement, de soutenir les actions qui favorisent la mobilité urbaine et de formuler des recommandations à la Ville de Montréal en matière de stationnement et de mobilité.

L'article 3.2.3 de l'entente entre la Ville et l'Agence prévoit notamment que le comité exécutif peut mettre fin à la gestion d'un terrain de stationnement en signifiant à l'Agence un avis écrit à cet effet. À la suite d'un tel avis, l'Agence a un délai maximal de quatre-vingt-dix jours, ou tout autre délai arrêté d'un commun accord par les parties, pour libérer le terrain de stationnement.

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre au comité exécutif, pour approbation, le retrait du terrain de stationnement 513 de l'annexe 2 de l'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence (CM22 1096) au plus tard le 1er novembre 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 1096 - 19 septembre 2022 - Approuver un projet d'addenda 1 à l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence (CM19 1364) afin de préciser les rôles et responsabilités de chaque partie dans la gestion des terrains de stationnement.

- CM19 1364 - 16 décembre 2019 - Approuver un projet d'entente à intervenir entre l'Agence et la Ville de Montréal, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2020.

DESCRIPTION

Le terrain de stationnement 513 est situé dans l'arrondissement de Verdun, du côté sud de la rue Ethel, entre la rue Strathmore et la rue Regina. Il est composé de 16 places de stationnement réservées à des détentrices et détenteurs d'un permis mensuel.
À la suite de son retrait de l'entente, il sera vendu par le SSI à des fins de construction de logements sociaux.

JUSTIFICATION

Le retrait du terrain de stationnement 513 de l'entente permettra au SSI de vendre ce terrain à un organisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Revenus liés à la prise en charge du terrain par l'Agence en 2024 : 16 320 $, taxes incluses.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une démarche administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le retrait du terrain de stationnement 513 de l'entente est une étape nécessaire pour permettre au SSI de procéder à la vente du terrain.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera réalisée par l'Agence afin d'informer la clientèle du stationnement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis écrit transmis à l'Agence à la suite de la décision du comité exécutif.

- Libération du terrain de stationnement au plus tard le 1er novembre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent - Ext CHEVROT, Agence de mobilité durable
Odree JODOIN, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

Odree JODOIN, 10 juin 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lili CLAES
Conseillère en aménagement

Tél : 5142802918
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-26

Pascal LACASSE
chef(fe) de division

Tél : 5145660658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1255548006*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Approuver le retrait du terrain de stationnement 513 (lot 3 416 615), situé dans l'arrondissement de Verdun, de l'annexe 2 de l'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable (CM22 1096).*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? S. O.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** S. O.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			***X***
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			***X***
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			***X***

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			***X***
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			***X***
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			***X***
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1259563011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats d'imprimante, multifonction et cartouche originale via le Centre d'acquisitions gouvernementales

Il est recommandé:
d'autoriser le partage de la volumétrie estimé des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats d'imprimante, multifonction et cartouche originale via le Centre d'acquisitions gouvernementales.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-06-20 15:10

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259563011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats d'imprimante, multifonction et cartouche originale via le Centre d'acquisitions gouvernementales

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le Service des TI mis en place les outils et équipements informatiques requis au bon fonctionnement de la Ville, le tout dans un souci d'efficacité, de performance, d'économie d'échelle et de meilleurs services à la population. Ainsi, afin de fournir des imprimantes et multifonctions aux unités de la Ville, le service des TI s'est joint à l'entente-cadre du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour au regroupement d'achats pour la fourniture d'imprimantes et multifonctions (CG22 0617) .

Cette entente-cadre prendra fin le 15 août 2025. Par conséquent, le CAG est en préparation d'une nouvelle entente et demande à ses partenaires d'exprimer leurs besoins. Le prochain regroupement sera opérationnel dès le 30 novembre 2025 pour une durée de 3 ans.

Le présent dossier vise donc à autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de renouveler son adhésion au regroupement d'achats d'imprimante, multifonction et cartouche originale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0617 – 27 octobre 2022 - Conclure une entente-cadre avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture d'imprimantes et multifonctions, pour une durée de 32 mois et 15 jours, soit du 1er novembre 2022 au 15 août 2025, pour une somme maximale de 3 877 085,01 $, taxes incluses.

CG16 0563 - 27 octobre 2016 - Autoriser la prolongation d'ententes-cadres conclues avec la firme Sharp Électronique du Canada ltée (CG14-0139) pour l'acquisition ou la location, incluant le service d'entretien, d'équipement multifonctions d'impressions monochromes et couleurs sur demande, pour une durée de 24 mois, soit du 1er avril 2017 au 31 mars 2019.

CG14 0139 - 27 mars 2014 - Conclure avec Sharp Électronique du Canada ltée., deux ententes-cadre d'une durée de trois ans avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour l'achat, la location (Groupe 1) et le service d'entretien (Groupe 2), d'équipements d'impression multifonctions monochromes et couleurs sur demande - Appel d'offres public 13-11816 - 6 soumissionnaires conformes groupe 1- montant estimé à 3 350 557,48 $ et 1 soumissionnaire conforme groupe 2 - montant estimé à 526 654,72 $.

DESCRIPTION

Le Service des TI souhaite offrir aux unités de la Ville la possibilité de s'approvisionner en imprimantes et multifonctions normalisées via le regroupement du CAG. Cette démarche vise à combler les besoins existants, à couvrir la désuétude des équipements et à appuyer les nouveaux aménagements des espaces de travail.

Le présent dossier décisionnel concerne la demande d'autorisation de partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats d'imprimantes, multifonctions et cartouches originales auprès du CAG.

JUSTIFICATION

Par ce projet d'adhésion au regroupement d'achats d'équipement d'impression, la Ville assure la continuité des opérations des unités d'affaires et offre un accès à des tarifs très concurrentiels tout en respectant les modalités du contrat octroyé. En effet, pour ce type d'équipement et de service, les regroupements d'achats sont plus avantageux afin d'obtenir des économies d'échelle grâce à la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs.

En adhérant à ce regroupement d'achats, la Ville bénéficie de nombreux avantages et services dont :

- Possibilité d'avoir des biens récents, adaptés à l'évolution technologique ;
- Bénéficier de tarifs avantageux sur les biens acquis ;
- Le service après-vente sur place ;
- Toutes les encres nécessaires au fonctionnement normal de l'équipement ;
- Toutes les fournitures nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement, en excluant les fournitures de bureau (papier, agrafe) ;
- Les pièces pour conserver les équipements et tous les accessoires en bon état de fonctionnement (maintenance);
- La main-d'œuvre.

S'approvisionner par l'entremise du CAG présente plusieurs avantages :

- Les prix du CAG sont très compétitifs en comparaison des coûts du marché, y compris

en considérant les frais administratifs de 1%. En effet, l'entente négociée par le CAG est pour l'ensemble du gouvernement du Québec, ainsi que des organismes participants (Villes, organismes de la santé, etc.), ce qui représente un pouvoir de négociation important.
- Cette entente confère une certaine flexibilité en matière d'approvisionnement à la Ville de Montréal, notamment en ce qui a trait à la volumétrie par produit, mais aussi dans la diversité des produits offerts.
- L'entente du CAG permet de maintenir un parc d'imprimante uniforme, de faciliter le travail de nos techniciens et d'uniformiser le support.
- Cette stratégie d'approvisionnement permet aussi d'amoindrir les risques afférents à une sollicitation de marché.

Ce dossier ne vise pas l'octroi d'un contrat, mais afin de pouvoir adhérer aux ententes du CAG, la Ville doit partager une projection de ses besoins, et si requis, signer un document d'engagement. Toute acquisition via l'entente du CAG, dont la valeur sera au-delà des règles de délégation de pouvoirs, fera l'objet d'un sommaire décisionnel.

En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du CAG ou par l'entremise de celui-ci. La Ville de Montréal peut donc se prévaloir des services de plusieurs firmes par l'entremise du CAG, selon les termes et conditions qui ont été négociés entre les deux parties.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adhésion à ce regroupement d'achats donnera à la Ville les moyens de continuer à renouveler ses équipements d'impression avec des imprimantes modernes et moins énergivores en consommation d'encre. Cela contribuera à maintenir la productivité du personnel dans un milieu de travail qui favorise les nouvelles technologies, tout en encourageant la flexibilité, le travail d'équipe et la diminution de l'impact environnemental.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed AROUSSI
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-809-6616
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Marie-Claire UMURAZA
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
directeur(-trice)-solutions numeriques - web

Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259563011
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information
Projet : Autoriser le partage de la volumétrie estimée des besoins de la Ville de Montréal en vue de l'adhésion au regroupement d'achats d'imprimante, multifonction et cartouche originale via le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *(12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • *Les prix du CAG sont très compétitifs en comparaison des coûts du marché, ce qui permet d'optimiser les coûts (acquisition et soutien) et la performance des outils de travail;* • *Flexibilité en matière d'approvisionnement;* • *Maintenir un parc d'imprimante uniforme, de faciliter le travail de nos techniciens et d'uniformiser le support.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1255326003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division de la formation et du développement institutionnel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une somme totalisant 122 462 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal au Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue, offert par l'École nationale de police du Québec, et ce, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 ainsi que pour le développement d'une formation interne de sensibilisation du public / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel

Il est recommandé :

1. d'autoriser la réception d'une subvention de 72 462 $ provenant du ministère de la Sécurité publique pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue, offert par l'École nationale de police du Québec, et ce, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025;

2. d'autoriser la réception d'une subvention de 50 000 $ provenant du ministère de la Sécurité publique pour le développement d'une formation interne de sensibilisation du public;

3. d'autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant;

4. d'autoriser le Directeur du Service de police de la Ville de Montréal à signer l'entente formelle précisant les paramètres administratifs et financiers de la participation du SPVM à ce programme.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-23 11:28

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255326003**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division de la formation et du développement institutionnel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une somme totalisant 122 462 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal au Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue, offert par l'École nationale de police du Québec, et ce, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 ainsi que pour le développement d'une formation interne de sensibilisation du public / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel

CONTENU

CONTEXTE

La sécurité et sûreté des Canadiens constituent une priorité pour le gouvernement du Canada. La conduite avec facultés affaiblies par la drogue est en hausse au Canada depuis 2009, et elle constitue un facteur important dans les accidents mortels de la route. Dans ce contexte, le gouvernement du Canada prend des mesures pour appuyer la formation accrue des organismes d'application de la loi afin de détecter et de décourager la conduite avec facultés affaiblies par la drogue et d'assurer la sécurité routière au Canada
À la suite de la légalisation du cannabis, une entente de contribution financière relative à la formation policière, à la collecte de données et à l'acquisition de matériel de détection de drogue approuvé pour lutter contre la conduite avec la capacité affaiblie par la drogue a été conclue avec le gouvernement du Canada le 29 mars 2019.

Au terme de cette entente, le ministère de la Sécurité publique (MSP) s'est engagé à appuyer financièrement tous les corps de police du Québec dans la formation de leur personnel avec, notamment, leur participation au Programme de formation dispensée par l'École nationale de police du Québec, par le biais d'une entente.

À ce sujet, la Gendarmerie royale du Canada (GRC), en consultation avec les services de

police de tout le Canada, a élaboré un nouveau programme de formation, intitulé « Introduction à la conduite avec facultés affaiblies par la drogue », pour les organismes canadiens d'application de la loi afin de compléter la formation actuelle sur le test de sobriété normalisé (TSN).

La GRC a élargi la formation offerte à tous les policiers canadiens afin de renforcer leur capacité de continuer à détecter les conducteurs aux facultés affaiblies par la drogue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1671 – 12 octobre 2022 : Autoriser la réception d'une somme de 772 481 $ provenant du Ministère de la Sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue pour les exercices financiers 2018-2019 à 2021-2022.
CE23 0431 – 29 mars 2023 : Approuver l'entente entre le ministère de la Sécurité publique (MSP) et la Ville de Montréal pour le développement et la diffusion de formations admissibles ainsi que pour la participation du SPVM au programme de formation sur la détection de la capacité de conduire affaiblie par la drogue pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

DESCRIPTION

Le MSP et la Ville de Montréal ont signé une entente de subvention pour la période de 2018 à 2022 et une autre pour 2022, précisant les paramètres administratifs et financiers relatifs à la participation du Service de police de la Ville de Montréal audit programme.
Dans le cadre de la continuité du programme de formation sur la détection de la capacité de conduire affaiblie par la drogue, le MSP désire octroyer à la Ville de Montréal, une nouvelle subvention de 72 462 $ pour la participation du SPVM au programme de formation sur la détection de la conduite avec la capacité affaiblie par la drogue, offert par l'École nationale de police du Québec.

Aussi une subvention de 50 000$ sera octroyée pour le développement et la diffusion, par le SPVM, d'une formation interne ou/et la mise en place d'un projet de sensibilisation et d'éducation du public en matière de sécurité routière.

JUSTIFICATION

Le cannabis, les drogues illégales et certains médicaments d'ordonnance peuvent affaiblir la capacité à conduire de façon sécuritaire et augmenter le risque de collision. De fait, la conduite avec facultés affaiblies est la principale cause criminelle de décès et de blessures au Canada.
La conduite avec facultés affaiblies par la drogue est une réalité internationale, donc aussi québécoise. La connaissance des conséquences de la consommation de drogues sur la conduite automobile accuse un certain retard par rapport à la consommation de l'alcool.

Même si les signes et symptômes semblent comparables au contact de ces conducteurs, le policier doit être attentif lors de son enquête en pareille situation afin de bien évaluer l'aspect distinctif de ces deux types de substance.

Le patrouilleur joue un rôle de premier plan pour détecter ces conducteurs. Il est d'autant plus important qu'il soit le mieux préparer à la fois pour les détecter que pour rendre témoignage à la cour.

La conduite dangereuse et la conduite avec capacités affaiblies sont inadmissibles en tout temps et en toute circonstance. La formation et la formation continue en matière de la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue sont donc nécessaires

afin de contrer ces pratiques et décourager la conduite avec facultés affaiblies par la drogue et d'assurer la sécurité routière au Canada.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention maximale en provenance du MSP se détaille comme suit :

DÉPENSES	**2024**	**2025**	**TOTAL**
Masse salariale et Biens et services (SPVM)		122 462$	122 462 $
REVENUS	**2024**	**2025**	**TOTAL**
Subventions – Ministère de la Sécurité Publique		122 462 $	122 462 $
Écart net - Contribution de la Ville	**0 $**	**0 $**	**0 $**

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, (article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 par les engagements, inclusion, équité et accessibilité universelle.
Il s'arrime avec l'une des principales orientations du plan stratégique (solidarité, équité et inclusion / innovation et créativité).

En effet, le programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue, aura certainement un impact sur le bilan routier. Il contribuera donc à la préservation du sentiment de sécurité de la population montréalaise en plus d'offrir à l'ensemble des Montréalais(-ses) des milieux de vie sécuritaires et une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière octroyée par le ministère de la Sécurité publique, permettra au SPVM de développer son expertise en matière de détection de la conduite avec les capacités affaiblies.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le SPVM doit indiquer, dans les activités de communication, les publications et les annonces publicitaires, la participation financière du MSP.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BEAUCHESNE
chef(fe) de section - soutien general

Tél : 514-207-1380
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-17

Miguel ALSTON
inspecteur(-trice) police

Tél : 514-917-2734
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2025-06-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2025-06-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1255326003]*
Unité administrative responsable : *[Division de la formation et du développement institutionnel]*
Projet : *[Contribution financière du MSP relative au Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue 2024-2025]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *19 - Le programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue, contribuera à l'amélioration des connaissances des policiers patrouilleurs du SPVM en la matière et aura certainement un impact sur le bilan routier et viendra donc préserver le sentiment de sécurité de la population montréalaise*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ministère de
la Sécurité publique
Québec

Le sous-ministre associé
Sous-ministériat de la coordination
et de la lutte contre la criminalité

PAR COURRIEL

Le 24 mars 2025

Monsieur Fady Dagher
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal
1441, rue Saint-Urbain, 9e étage
Montréal (Québec) H2X 2M6

Objet : Lettre d'intention – Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue 2024-2025

Monsieur le Directeur,

Une subvention d'un montant maximal de 72 462 $, pour l'année financière 2024-2025 sera octroyée au Service de police de la Ville de Montréal pour sa participation au Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue, offert par l'École nationale de police du Québec. Le montant exact à verser sera calculé en fonction du nombre de policiers de votre organisation formés entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025.

Concernant les coûts admissibles au développement d'une formation interne ou de sensibilisation du public, dans le cadre de votre projet, un montant maximal de 50 000 $ vous est également accordé.

Une entente formelle viendra préciser les paramètres administratifs et financiers de votre participation à ce programme. Celle-ci vous sera transmise dans les prochains mois pour signature. Dans l'intervalle, je vous invite à communiquer avec madame Laurie Dufour, analyste-conseil en répression, par courriel à l'adresse laurie.dufour@msp.gouv.qc.ca, pour obtenir de plus amples informations.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jérôme Gagnon

N/Réf. : 2024-14026-1

Tour des Laurentides, 5e étage
2525, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 2L2
Téléphone : 418 643-3500
Télécopieur : 418 643-0275
www.msp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1255326003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division de la formation et du développement institutionnel
Objet :	Autoriser la réception d'une somme totalisant 122 462 $ provenant du ministère de la Sécurité publique, pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal au Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue, offert par l'École nationale de police du Québec, et ce, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 ainsi que pour le développement d'une formation interne de sensibilisation du public / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1255326003 - BRAVES & Formation ÉNPQ_Intervention financière_.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgétaire

Tél : 438 822-0341

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Line DESJARDINS
Chef d'équipe - Service des finances et de l'évaluation foncière, DCSF
Tél : 438 349-2262
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1255741002

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Radier des livres la somme de 271 701,11 $, représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables

Il est recommandé:
1. de radier des livres de la Ville la somme de 271 701,11 $ en capital, en plus des intérêts, et tout solde dû relié aux comptes de taxes foncières à recevoir irrécouvrables décrits sur la liste jointe au rapport de la directrice du service des finances et de l'évaluation foncière;
2. d'imputer cette radiation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2025-06-20 09:53

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255741002**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Radier des livres la somme de 271 701,11 $, représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables

CONTENU

CONTEXTE

Au cours de l'année, le personnel de la Division de la perception effectue des démarches de perception pour chacun des comptes échus. Parmi ces démarches, il est prévu, à des périodes fixes de l'année, de communiquer avec les contribuables et de leur expédier des avis leur rappelant que des sommes restent dues. Dans le cas où les taxes sont toujours impayées au mois de novembre suivant l'exercice financier des dates d'échéances, l'immeuble pour lequel les taxes foncières sont devenues exigibles peut alors être vendu à la vente pour taxes tenue annuellement au mois de novembre. Toutefois, des créances peuvent être irrécouvrables à la fin du processus. C'est notamment le cas des créances liées à des occupants d'immeubles exempts ou à certains dossiers particuliers qui ne peuvent être vendus pour taxes. Selon la *Loi sur la fiscalité municipale* , la Ville de Montréal doit inscrire au rôle foncier les occupants des immeubles exempts dont font partie les immeubles gouvernementaux. Comme elle ne peut pas vendre les immeubles appartenant aux gouvernements provincial ou fédéral ou encore à la Ville, les créances ne sont pas garanties par l'immeuble. Dans ces situations, les sommes dues peuvent être recouvrées de l'occupant seulement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1761 le 13 novembre 2024 -Radier des livres de la Ville la somme de 806 820,83 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables.
CE23 1543 le 27 septembre 2023 - Radier des livres de la Ville la somme de 148 065,77 $ représentant des taxes foncières irrécouvrables.
CE21 0990 le 2 juin 2021 - Radier des livres de la Ville la somme de 171 516,92 $ représentant des taxes foncières irrécouvrables.
CE17 1936 le 6 décembre 2017 - Radier des livres de la Ville la somme de 733 993,85 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables.

DESCRIPTION

Autoriser la radiation des soldes des comptes de taxes foncières irrécouvrables qui apparaissent sur le sommaire ci-joint (annexe 1) et la liste détaillée de toutes les factures de taxes foncières faisant partie de la présente demande de radiation (annexe 2).

JUSTIFICATION

Les soldes à radier sont principalement irrécouvrables dans le cas des occupants d'immeubles exempts appartenant aux gouvernements provincial ou fédéral ou encore à la Ville et pour l'une ou l'autre des raisons suivantes:

- Faillite: sommes n'ayant pu être récupérées malgré la production d'une réclamation auprès du syndic de faillite.
- Perception vaine : somme ayant fait l'objet de démarches de perception infructueuses et pour lesquelles il ne serait pas rentable de poursuivre les procédures judiciaires.
- Introuvable : sommes n'ayant pu être récupérées malgré les démarches faites pour retracer le contribuable.
- Insolvable : sommes n'ayant pu être récupérées malgré les démarches faites parce que le contribuable est insolvable.
- Prescription : certains soldes de taxes sont également à radier puisque nonobstant les démarches suivies, nous n'avons pas pu récupérer les sommes dues.

Pour chaque motif énuméré, nous fournissons un tableau faisant état de la justification de la radiation pour chacun des comptes (voir annexe 3).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes à radier totalisant 271 701,11 $ doivent être imputées aux fonds et crédits budgétaires réservés à ces fins.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison du type de décision recherchée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n' y a pas de stratégie de communication élaborée avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières (Claudine UWAMARIYA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jessica CHAN FOUNE PENG
Agente de recherche

Tél : 514-872-2184
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-16

Kimberly ROY
chef(fe) de division - perception et encaissement

Tél : 514-872-8809
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francis OUELLET
directeur(-trice) des revenus

Tél : 5148-838-9359
Approuvé le : 2025-06-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2025-06-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255741002
Unité administrative responsable : *Service des finances, Direction des revenus, Division perception et encaissements* Projet : Radier des livres de la Ville la somme de 271 701,11 $ représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables .

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			X
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 05 - OUTREMONT

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2024	1	17,865.05	0	0.00	0	0.00	1	17,865.05
TOTAL	1	17,865.05	0	0.00	0	0.00	1	17,865.05

RAISONS

VAINE	1	17,865.05	0	0.00	0	0.00	1	17,865.05
TOTAL	1	17,865.05	0	0.00	0	0.00	1	17,865.05

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 09 - ANJOU

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2015	1	157.61	0	0.00	0	0.00	1	157.61
TOTAL	1	157.61	0	0.00	0	0.00	1	157.61

RAISONS

VAINE	1	157.61	0	0.00	0	0.00	1	157.61
TOTAL	1	157.61	0	0.00	0	0.00	1	157.61

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 12 - VERDUN

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2012	1	165.00	0	0.00	0	0.00	1	165.00
2013	3	1,317.52	0	0.00	0	0.00	3	1,317.52
2014	3	1,419.81	0	0.00	0	0.00	3	1,419.81
2015	3	1,490.95	0	0.00	0	0.00	3	1,490.95
2016	3	1,569.42	0	0.00	0	0.00	3	1,569.42
2017	3	1,666.46	0	0.00	0	0.00	3	1,666.46
2018	4	1,887.57	0	0.00	0	0.00	4	1,887.57
2019	4	1,941.59	0	0.00	0	0.00	4	1,941.59
2020	4	2,112.15	0	0.00	0	0.00	4	2,112.15
2021	4	2,269.42	0	0.00	0	0.00	4	2,269.42
2022	4	2,382.29	0	0.00	0	0.00	4	2,382.29
TOTAL	36	18,222.18	0	0.00	0	0.00	36	18,222.18

RAISONS								
VAINE	36	18,222.18	0	0.00	0	0.00	36	18,222.18
TOTAL	36	18,222.18	0	0.00	0	0.00	36	18,222.18

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 15 - SAINT-LAURENT

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2020	1	7,421.44	0	0.00	0	0.00	1	7,421.44
2021	1	7,400.25	0	0.00	0	0.00	1	7,400.25
2022	1	4,258.21	0	0.00	0	0.00	1	4,258.21
TOTAL	3	19,079.90	0	0.00	0	0.00	3	19,079.90

RAISONS								
VAINE	3	19,079.90	0	0.00	0	0.00	3	19,079.90
TOTAL	3	19,079.90	0	0.00	0	0.00	3	19,079.90

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 17 - LASALLE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2018	2	21.32	0	0.00	0	0.00	2	21.32
2019	3	51.87	0	0.00	0	0.00	3	51.87
2020	4	9,295.84	0	0.00	0	0.00	4	9,295.84
2021	4	19,470.56	0	0.00	0	0.00	4	19,470.56
2022	4	20,672.71	0	0.00	0	0.00	4	20,672.71
2023	1	21,551.87	0	0.00	0	0.00	1	21,551.87
2024	1	23,471.04	0	0.00	0	0.00	1	23,471.04
2025	1	3,623.19	0	0.00	0	0.00	1	3,623.19
TOTAL	20	98,158.40	0	0.00	0	0.00	20	98,158.40

RAISONS								
VAINE	20	98,158.40	0	0.00	0	0.00	20	98,158.40
TOTAL	20	98,158.40	0	0.00	0	0.00	20	98,158.40

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 19 - VILLE-MARIE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2009	1	52,861.04	0	0.00	0	0.00	1	52,861.04
2010	1	4,384.68	0	0.00	0	0.00	1	4,384.68
2017	1	16,531.23	0	0.00	0	0.00	1	16,531.23
TOTAL	3	73,776.95	0	0.00	0	0.00	3	73,776.95

RAISONS								
FAILLITE	1	16,531.23	0	0.00	0	0.00	1	16,531.23
INTROUVAB	2	57,245.72	0	0.00	0	0.00	2	57,245.72
TOTAL	3	73,776.95	0	0.00	0	0.00	3	73,776.95

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 20 - SUD-OUEST

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2014	2	2,447.28	0	0.00	0	0.00	2	2,447.28
2015	1	721.90	0	0.00	0	0.00	1	721.90
2016	1	585.73	0	0.00	0	0.00	1	585.73
2017	1	317.29	0	0.00	0	0.00	1	317.29
2022	1	512.53	0	0.00	0	0.00	1	512.53
2023	1	1,956.46	0	0.00	0	0.00	1	1,956.46
TOTAL	7	6,541.19	0	0.00	0	0.00	7	6,541.19

RAISONS								
INTROUVAB	4	2,360.38	0	0.00	0	0.00	4	2,360.38
VAINE	3	4,180.81	0	0.00	0	0.00	3	4,180.81
TOTAL	7	6,541.19	0	0.00	0	0.00	7	6,541.19

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 21 - PLATEAU-MONT-ROYAL

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2014	1	238.15	0	0.00	0	0.00	1	238.15
2015	1	241.60	0	0.00	0	0.00	1	241.60
2017	2	708.46	0	0.00	0	0.00	2	708.46
2018	2	726.57	0	0.00	0	0.00	2	726.57
2019	1	29.13	0	0.00	0	0.00	1	29.13
TOTAL	7	1,943.91	0	0.00	0	0.00	7	1,943.91

RAISONS								
INTROUVAB	2	1,376.13	0	0.00	0	0.00	2	1,376.13
VAINE	5	567.78	0	0.00	0	0.00	5	567.78
TOTAL	7	1,943.91	0	0.00	0	0.00	7	1,943.91

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 22 - MERCIER, HOCHELAGA-MAISONNEUVE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2016	1	3,311.48	0	0.00	0	0.00	1	3,311.48
2017	1	4,540.53	0	0.00	0	0.00	1	4,540.53
2019	1	414.39	0	0.00	0	0.00	1	414.39
2020	1	2,444.46	0	0.00	0	0.00	1	2,444.46
TOTAL	4	10,710.86	0	0.00	0	0.00	4	10,710.86

RAISONS								
FAILLITE	2	7,852.01	0	0.00	0	0.00	2	7,852.01
VAINE	2	2,858.85	0	0.00	0	0.00	2	2,858.85
TOTAL	4	10,710.86	0	0.00	0	0.00	4	10,710.86

ARRONDISSEMENT: 23 - AHUNTSIC, CARTIERVILLE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2017	1	1,245.21	0	0.00	0	0.00	1	1,245.21
2018	1	1,261.15	0	0.00	0	0.00	1	1,261.15
2020	1	1,290.08	0	0.00	0	0.00	1	1,290.08
2021	1	1,302.12	0	0.00	0	0.00	1	1,302.12
2022	2	1,464.12	0	0.00	0	0.00	2	1,464.12
2023	1	1,368.45	0	0.00	0	0.00	1	1,368.45
2024	1	1,417.31	0	0.00	0	0.00	1	1,417.31
2025	1	2,663.26	0	0.00	0	0.00	1	2,663.26
TOTAL	9	12,011.70	0	0.00	0	0.00	9	12,011.70

RAISONS

VAINE	9	12,011.70	0	0.00	0	0.00	9	12,011.70
TOTAL	9	12,011.70	0	0.00	0	0.00	9	12,011.70

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 24 - ROSEMONT, LA PETITE-PATRIE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2020	1	2,255.51	0	0.00	0	0.00	1	2,255.51
2021	1	2,425.47	0	0.00	0	0.00	1	2,425.47
2022	1	2,432.51	0	0.00	0	0.00	1	2,432.51
TOTAL	3	7,113.49	0	0.00	0	0.00	3	7,113.49

RAISONS								
VAINE	3	7,113.49	0	0.00	0	0.00	3	7,113.49
TOTAL	3	7,113.49	0	0.00	0	0.00	3	7,113.49

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 25 - VILLERAY, SAINT-MICHEL, PARC-EXTENSION

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2022	1	512.50	0	0.00	0	0.00	1	512.50
2024	1	1,429.90	0	0.00	0	0.00	1	1,429.90
TOTAL	2	1,942.40	0	0.00	0	0.00	2	1,942.40

RAISONS								
VAINE	2	1,942.40	0	0.00	0	0.00	2	1,942.40
TOTAL	2	1,942.40	0	0.00	0	0.00	2	1,942.40

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT: 32 - L'ILE-BIZARD, STE-GENEVIEVE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2015	2	251.66	0	0.00	0	0.00	2	251.66
2016	1	105.61	0	0.00	0	0.00	1	105.61
2017	2	276.34	0	0.00	0	0.00	2	276.34
2018	1	93.77	0	0.00	0	0.00	1	93.77
2019	2	455.35	0	0.00	0	0.00	2	455.35
2020	2	457.42	0	0.00	0	0.00	2	457.42
2021	2	456.88	0	0.00	0	0.00	2	456.88
2022	2	461.45	0	0.00	0	0.00	2	461.45
TOTAL	14	2,558.48	0	0.00	0	0.00	14	2,558.48

RAISONS

VAINE	14	2,558.48	0	0.00	0	0.00	14	2,558.48
TOTAL	14	2,558.48	0	0.00	0	0.00	14	2,558.48

ARRONDISSEMENT: 34 - COTE-DES-NEIGES, NOTRE-DAME-DE-GRACE

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2017	1	690.89	0	0.00	0	0.00	1	690.89
2018	1	392.06	0	0.00	0	0.00	1	392.06
2019	1	37.46	0	0.00	0	0.00	1	37.46
2020	2	204.09	0	0.00	0	0.00	2	204.09
2021	2	254.67	0	0.00	0	0.00	2	254.67
2022	1	39.82	0	0.00	0	0.00	1	39.82
TOTAL	8	1,618.99	0	0.00	0	0.00	8	1,618.99

RAISONS								
VAINE	8	1,618.99	0	0.00	0	0.00	8	1,618.99
TOTAL	8	1,618.99	0	0.00	0	0.00	8	1,618.99

VILLE DE MONTREAL - SERVICE DES FINANCES
DIVISION DE LA PERCEPTION ET DE L'ENCAISSEMENT
SOMMAIRE - FACTURES A RADIER

NUMERO DE LISTE: 250613

ARRONDISSEMENT ** - TOUS

ANNEES	FONCIER (01)		DEGREVEMENT (11)		FONCIER (15)		TOTAL	
	NB	$	NB	$	NB	$	NB	$
2009	1	52,861.04	0	0.00	0	0.00	1	52,861.04
2010	1	4,384.68	0	0.00	0	0.00	1	4,384.68
2012	1	165.00	0	0.00	0	0.00	1	165.00
2013	3	1,317.52	0	0.00	0	0.00	3	1,317.52
2014	6	4,105.24	0	0.00	0	0.00	6	4,105.24
2015	8	2,863.72	0	0.00	0	0.00	8	2,863.72
2016	6	5,572.24	0	0.00	0	0.00	6	5,572.24
2017	12	25,976.41	0	0.00	0	0.00	12	25,976.41
2018	11	4,382.44	0	0.00	0	0.00	11	4,382.44
2019	12	2,929.79	0	0.00	0	0.00	12	2,929.79
2020	16	25,480.99	0	0.00	0	0.00	16	25,480.99
2021	15	33,579.37	0	0.00	0	0.00	15	33,579.37
2022	17	32,736.14	0	0.00	0	0.00	17	32,736.14
2023	3	24,876.78	0	0.00	0	0.00	3	24,876.78
2024	4	44,183.30	0	0.00	0	0.00	4	44,183.30
2025	2	6,286.45	0	0.00	0	0.00	2	6,286.45
TOTAL	118	271,701.11	0	0.00	0	0.00	118	271,701.11

RAISONS

FAILLITE	3	24,383.24	0	0.00	0	0.00	3	24,383.24
INTROUVAB	8	60,982.23	0	0.00	0	0.00	8	60,982.23
VAINE	107	186,335.64	0	0.00	0	0.00	107	186,335.64
TOTAL	118	271,701.11	0	0.00	0	0.00	118	271,701.11

ROLE: FO
CATEGORIE: 001 NUMERO DE LISTE: 250613

NUMERO DE COMPTE	EXERCICE	MO	ECHEANCE	SOLDE EN CAPITAL	NOM	EMPLACEMENT	CODE RAISON	ARRO
031220-75	2024	00	03-06-24	17,865.05	VILLE DE MONTREAL	6540-6550 HUTCHISON	VAINE	05
TOTAL - COMPTE				17,865.05	NOMBRE DE FACTURES: 1			
040514-61	2019	00	03-06-19	368.02	JACOB MARTHAN	LOT CH DU BORD-DU-LAC	VAINE	32
040514-61	2020	00	01-09-20	367.77	JACOB MARTHAN	LOT CH DU BORD-DU-LAC	VAINE	32
040514-61	2021	00	01-09-21	367.00	JACOB MARTHAN	LOT CH DU BORD-DU-LAC	VAINE	32
040514-61	2022	00	01-06-22	367.53	JACOB MARTHAN	LOT CH DU BORD-DU-LAC	VAINE	32
TOTAL - COMPTE				1,470.32	NOMBRE DE FACTURES: 4			
040840-35	2015	05	24-02-17	110.03	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.	LOT PL BELLERIVE	VAINE	32
040840-35	2016	05	24-02-17	105.61	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.	LOT PL BELLERIVE	VAINE	32
040840-35	2017	00	01-03-17	100.08	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.	LOT PL BELLERIVE	VAINE	32
040840-35	2018	00	01-03-18	93.77	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.	LOT PL BELLERIVE	VAINE	32
040840-35	2019	00	01-03-19	87.33	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.	LOT PL BELLERIVE	VAINE	32
040840-35	2020	00	02-03-20	89.65	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.	LOT PL BELLERIVE	VAINE	32
040840-35	2021	00	01-06-21	89.88	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.	LOT PL BELLERIVE	VAINE	32
040840-35	2022	00	01-03-22	93.92	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.	LOT PL BELLERIVE	VAINE	32
TOTAL - COMPTE				770.27	NOMBRE DE FACTURES: 8			
041133-71	2015	00	01-06-15	141.63	SOCIETE EN COMMANDITE C.R.L.	71 FERNAND	VAINE	32
TOTAL - COMPTE				141.63	NOMBRE DE FACTURES: 1			
041134-03	2017	00	01-06-17	176.26	FRANCOIS POIRIER	117 MARC	VAINE	32
TOTAL - COMPTE				176.26	NOMBRE DE FACTURES: 1			
041195-75	2018	00	01-03-18	10.66	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-01	VAINE	17
041195-75	2019	00	01-03-19	10.91	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-01	VAINE	17
041195-75	2020	00	02-03-20	10.86	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-01	VAINE	17
041195-75	2021	00	01-06-21	10.99	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-01	VAINE	17
041195-75	2022	00	01-03-22	10.79	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-01	VAINE	17
TOTAL - COMPTE				54.21	NOMBRE DE FACTURES: 5			
041196-13	2018	00	01-03-18	10.66	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-18	VAINE	17
041196-13	2019	00	01-03-19	10.91	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-18	VAINE	17
041196-13	2020	00	02-03-20	10.86	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-18	VAINE	17
041196-13	2021	00	01-06-21	10.99	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-18	VAINE	17
041196-13	2022	00	01-03-22	10.79	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213-1229 AV DOLLARD #S-18	VAINE	17
TOTAL - COMPTE				54.21	NOMBRE DE FACTURES: 5			
050020-41	2015	00	02-03-15	157.61	OLGA LA ROCCA	LOT BOUL RAY-LAWSON	VAINE	09

ROLE: FO
CATEGORIE: 001 NUMERO DE LISTE: 250613

NUMERO DE COMPTE	EXERCICE	MO	ECHEANCE	SOLDE EN CAPITAL	NOM	EMPLACEMENT	CODE RAISON	ARRO
TOTAL - COMPTE				157.61	NOMBRE DE FACTURES: 1			
050142-72	2019	00	01-03-19	30.05	MARIA ISABEL VELASQUEZ	2125-2135 BOUL SHEVCHENKO	VAINE	17
TOTAL - COMPTE				30.05	NOMBRE DE FACTURES: 1			
051101-68	2018	00	01-03-18	143.01	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT DE L'OREE-DU-BOIS O	VAINE	12
051101-68	2019	00	01-03-19	147.55	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT DE L'OREE-DU-BOIS O	VAINE	12
051101-68	2020	00	02-03-20	162.59	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT DE L'OREE-DU-BOIS O	VAINE	12
051101-68	2021	00	01-06-21	176.75	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT DE L'OREE-DU-BOIS O	VAINE	12
051101-68	2022	00	01-03-22	187.78	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT DE L'OREE-DU-BOIS O	VAINE	12
TOTAL - COMPTE				817.68	NOMBRE DE FACTURES: 5			
051205-45	2020	00	01-09-20	7,421.44	VILLE DE MONTREAL	LOT RUE PROJETEE	VAINE	15
051205-45	2021	00	01-09-21	7,400.25	VILLE DE MONTREAL	LOT RUE PROJETEE	VAINE	15
051205-45	2022	00	01-06-22	4,258.21	VILLE DE MONTREAL	LOT RUE PROJETEE	VAINE	15
TOTAL - COMPTE				19,079.90	NOMBRE DE FACTURES: 3			
051573-92	2013	00	03-06-13	307.06	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2014	00	02-07-14	330.77	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2015	00	01-06-15	347.23	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2016	00	01-06-16	365.40	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2017	00	01-06-17	387.98	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2018	00	01-06-18	406.13	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2019	00	03-06-19	417.63	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2020	00	01-09-20	453.83	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2021	00	01-09-21	487.13	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-92	2022	00	01-06-22	510.84	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
TOTAL - COMPTE				4,014.00	NOMBRE DE FACTURES: 10			

NUMERO DE COMPTE	EXERCICE	MO	ECHEANCE	SOLDE EN CAPITAL	NOM	EMPLACEMENT	CODE RAISON	ARRO
051573-93	2012	00	01-06-12	165.00	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2013	00	03-06-13	428.47	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2014	00	02-07-14	461.95	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2015	00	01-06-15	485.29	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2016	00	01-06-16	511.01	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2017	00	01-06-17	542.54	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2018	00	01-06-18	567.92	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2019	00	03-06-19	583.98	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2020	00	01-09-20	634.65	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2021	00	01-09-21	681.28	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-93	2022	00	01-06-22	714.47	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
TOTAL - COMPTE				5,776.56	NOMBRE DE FACTURES: 11			
051573-94	2013	00	03-06-13	581.99	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2014	00	02-07-14	627.09	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2015	00	01-06-15	658.43	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2016	00	01-06-16	693.01	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2017	00	01-06-17	735.94	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2018	00	01-06-18	770.51	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2019	00	03-06-19	792.43	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2020	00	01-09-20	861.08	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2021	00	01-09-21	924.26	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
051573-94	2022	00	01-06-22	969.20	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	LOT RUE PROJETEE	VAINE	12
TOTAL - COMPTE				7,613.94	NOMBRE DE FACTURES: 10			
052555-76	2020	00	01-09-20	8,876.72	VILLE DE MONTREAL	LOT BOUVIER	VAINE	17

ROLE: FO
CATEGORIE: 001 NUMERO DE LISTE: 250613

NUMERO DE COMPTE	EXERCICE	MO	ECHEANCE	SOLDE EN CAPITAL	NOM	EMPLACEMENT	CODE RAISON	ARRO
052555-76	2021	00	01-09-21	18,620.84	VILLE DE MONTREAL	LOT BOUVIER	VAINE	17
052555-76	2022	00	01-06-22	19,774.77	VILLE DE MONTREAL	LOT BOUVIER	VAINE	17
052555-76	2023	00	01-06-23	21,551.87	VILLE DE MONTREAL	LOT BOUVIER	VAINE	17
052555-76	2024	00	03-06-24	23,471.04	VILLE DE MONTREAL	LOT BOUVIER	VAINE	17
052555-76	2025	00	02-06-25	3,623.19	VILLE DE MONTREAL	LOT BOUVIER	VAINE	17
TOTAL - COMPTE				95,918.43	NOMBRE DE FACTURES: 6			
052555-78	2020	00	01-09-20	397.40	9317-5404 QUEBEC INC.	LOT BOURDEAU	VAINE	17
052555-78	2021	00	01-09-21	827.74	9317-5404 QUEBEC INC.	LOT BOURDEAU	VAINE	17
052555-78	2022	00	01-06-22	876.36	9317-5404 QUEBEC INC.	LOT BOURDEAU	VAINE	17
TOTAL - COMPTE				2,101.50	NOMBRE DE FACTURES: 3			
110157-22	2009	00	01-06-09	52,861.04	2152-1232 QUEBEC INC	200 CH DU TOUR-DE-L'ISLE	INTROUVABLE	19
110157-22	2010	00	01-06-10	4,384.68	2152-1232 QUEBEC INC	200 CH DU TOUR-DE-L'ISLE	INTROUVABLE	19
TOTAL - COMPTE				57,245.72	NOMBRE DE FACTURES: 2			
170614-94	2017	00	01-03-17	29.44	GROUPE IMMO JC INC.	3666 JEANNE-MANCE	VAINE	21
170614-94	2018	00	01-03-18	29.46	GROUPE IMMO JC INC.	3666 JEANNE-MANCE	VAINE	21
170614-94	2019	00	01-03-19	29.13	GROUPE IMMO JC INC.	3666 JEANNE-MANCE	VAINE	21
TOTAL - COMPTE				88.03	NOMBRE DE FACTURES: 3			
240213-00	2022	05	16-05-24	512.53	VILLE DE MONTREAL	2661 DU CENTRE	VAINE	20
240213-00	2023	01	16-05-24	1,956.46	VILLE DE MONTREAL	2661 DU CENTRE	VAINE	20
TOTAL - COMPTE				2,468.99	NOMBRE DE FACTURES: 2			
250433-02	2014	05	14-01-16	735.46	MUTUALITE DES IMMIGRANTS DU QUEBEC	3455 NOTRE-DAME O #203	INTROUVABLE	20
250433-02	2015	05	14-01-16	721.90	MUTUALITE DES IMMIGRANTS DU QUEBEC	3455 NOTRE-DAME O #203	INTROUVABLE	20
250433-02	2016	00	01-06-16	585.73	MUTUALITE DES IMMIGRANTS DU QUEBEC	3455 NOTRE-DAME O #203	INTROUVABLE	20
TOTAL - COMPTE				2,043.09	NOMBRE DE FACTURES: 3			
250433-04	2017	05	14-03-19	317.29	JOSEPH HAKIZIMANA	3455 NOTRE-DAME O #201	INTROUVABLE	20
TOTAL - COMPTE				317.29	NOMBRE DE FACTURES: 1			
261510-06	2017	05	18-04-18	16,531.23	LE GROUPE JAVA-U INC.	1455 GUY #131	FAILLITE	19
TOTAL - COMPTE				16,531.23	NOMBRE DE FACTURES: 1			
281685-03	2014	05	07-01-16	238.15	RACINE CROISEE SOLIDARITE SAWA	120 AV DULUTH E #20	VAINE	21
281685-03	2015	05	07-01-16	241.60	RACINE CROISEE SOLIDARITE SAWA	120 AV DULUTH E #20	VAINE	21

ROLE: FO
CATEGORIE: 001 NUMERO DE LISTE: 250613

NUMERO DE COMPTE	EXERCICE	MO	ECHEANCE	SOLDE EN CAPITAL	NOM	EMPLACEMENT	CODE RAISON	ARRO
TOTAL - COMPTE				479.75	NOMBRE DE FACTURES: 2			
281685-05	2017	00	01-06-17	679.02	RESEAU D'INTERVENTION AUPRES D ES PERS. /	120 AV DULUTH E #24	INTROUVABLE	21
281685-05	2018	00	01-06-18	697.11	RESEAU D'INTERVENTION AUPRES D ES PERS. /	120 AV DULUTH E #24	INTROUVABLE	21
TOTAL - COMPTE				1,376.13	NOMBRE DE FACTURES: 2			
333334-25	2016	05	18-07-17	3,311.48	P.R. ENTRETIEN D'EDIFICES INC.	4545-4549 AV PIERRE-DE COUBE RTIN	FAILLITE	22
333334-25	2017	05	18-07-17	4,540.53	P.R. ENTRETIEN D'EDIFICES INC.	4545-4549 AV PIERRE-DE COUBE RTIN	FAILLITE	22
TOTAL - COMPTE				7,852.01	NOMBRE DE FACTURES: 2			
333932-01	2019	05	20-05-21	414.39	VILLE DE MONTREAL	LOT THEODORE	VAINE	22
333932-01	2020	05	12-04-21	2,444.46	VILLE DE MONTREAL	LOT THEODORE	VAINE	22
TOTAL - COMPTE				2,858.85	NOMBRE DE FACTURES: 2			
400163-50	2014	00	02-07-14	1,711.82	MINISTERE DES TRANSPORTS, MOBI LITE DURAB /	LOT GLADSTONE	VAINE	20
TOTAL - COMPTE				1,711.82	NOMBRE DE FACTURES: 1			
445650-52	2019	00	01-03-19	37.46	CONSTRUCTIONS FTM INC	LOT AV MONTCLAIR	VAINE	34
445650-52	2020	00	02-03-20	38.49	CONSTRUCTIONS FTM INC	LOT AV MONTCLAIR	VAINE	34
445650-52	2021	00	01-06-21	38.83	CONSTRUCTIONS FTM INC	LOT AV MONTCLAIR	VAINE	34
445650-52	2022	00	01-03-22	39.82	CONSTRUCTIONS FTM INC	LOT AV MONTCLAIR	VAINE	34
TOTAL - COMPTE				154.60	NOMBRE DE FACTURES: 4			
470370-01	2020	05	21-09-21	165.60	VILLE DE MONTREAL	LOT BOUL DECARIE	VAINE	34
470370-01	2021	05	20-12-21	215.84	VILLE DE MONTREAL	LOT BOUL DECARIE	VAINE	34
TOTAL - COMPTE				381.44	NOMBRE DE FACTURES: 2			
471077-41	2017	05	29-10-18	690.89	AXCELON BIOPOLYMERS	6100 AV ROYALMOUNT #L4-2032	VAINE	34
471077-41	2018	05	29-10-18	392.06	AXCELON BIOPOLYMERS	6100 AV ROYALMOUNT #L4-2032	VAINE	34
TOTAL - COMPTE				1,082.95	NOMBRE DE FACTURES: 2			
630618-05	2020	00	01-09-20	2,255.51	VILLE DE MONTREAL	LOT FABRE	VAINE	24
630618-05	2021	00	01-09-21	2,425.47	VILLE DE MONTREAL	LOT FABRE	VAINE	24
630618-05	2022	00	01-06-22	2,432.51	VILLE DE MONTREAL	LOT FABRE	VAINE	24

NUMERO DE COMPTE	EXERCICE	MO	ECHEANCE	SOLDE EN CAPITAL	NOM	EMPLACEMENT	CODE RAISON	ARRO
TOTAL - COMPTE				7,113.49	NOMBRE DE FACTURES: 3			
684035-00	2024	00	03-06-24	1,429.90	VILLE DE MONTREAL	7898 BERRI	VAINE	25
TOTAL - COMPTE				1,429.90	NOMBRE DE FACTURES: 1			
693247-51	2017	05	10-07-17	1,245.21	SUCCESSION GEORGES ROSS	LOT LAJEUNESSE	VAINE	23
693247-51	2018	00	01-06-18	1,261.15	SUCCESSION GEORGES ROSS	LOT LAJEUNESSE	VAINE	23
693247-51	2020	00	01-09-20	1,290.08	SUCCESSION GEORGES ROSS	LOT LAJEUNESSE	VAINE	23
693247-51	2021	00	01-09-21	1,302.12	SUCCESSION GEORGES ROSS	LOT LAJEUNESSE	VAINE	23
693247-51	2022	00	01-06-22	1,337.79	SUCCESSION GEORGES ROSS	LOT LAJEUNESSE	VAINE	23
693247-51	2023	00	01-06-23	1,368.45	SUCCESSION GEORGES ROSS	LOT LAJEUNESSE	VAINE	23
693247-51	2024	00	03-06-24	1,417.31	SUCCESSION GEORGES ROSS	LOT LAJEUNESSE	VAINE	23
693247-51	2025	00	02-06-25	2,663.26	SUCCESSION GEORGES ROSS	LOT LAJEUNESSE	VAINE	23
TOTAL - COMPTE				11,885.37	NOMBRE DE FACTURES: 8			
721370-05	2022	00	01-03-22	126.33	9291-9604 QUEBEC INC.	LOT BOUL SAINT-LAURENT	VAINE	23
TOTAL - COMPTE				126.33	NOMBRE DE FACTURES: 1			
773987-01	2022	05	05-12-22	512.50	VILLE DE MONTREAL	LOT JEAN-TALON E	VAINE	25
TOTAL - COMPTE				512.50	NOMBRE DE FACTURES: 1			
TOTAL - ROLE				271,701.11	NOMBRE DE FACTURES: 118			

Ville de Montréal

Liste des factures de taxes foncières à radier

Explication des dossiers

COMPTE	ROLE	TYPE	EXERC	MOD	PROPRIÉTAIRE AU RÔLE	ADRESSE	SOLDE FACTURE EN CAPITAL	TOTAL DU COMPTE	CODE DE RAISON	RAISON DE LA RADIATION
031220-75	FO	PER	2024	00	VILLE DE MONTREAL	6540 - 6550 HUTCHISON	17865,05	**17865,05**	V	Lot cédé à la Ville de Montréal. Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses. Perception vaine.
040514-61	FO	PER	2019	00	MARTHAN,JACOB	0 CH DU BORD-DU-LAC	368,02	**1470,32**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses. Perception vaine.
	FO	PER	2020	00			367,77		V	
	FO	PER	2021	00			367,00		V	
	FO	PER	2022	00			367,53		V	
040840-35	FO	PER	2015	05	PROPRIETAIRE INCONNU	0 PL BELLERIVE	110,03	**770,27**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine. Le lot sera regroupé au terrain de la Ville qui est adjacent.
	FO	PER	2016	05	9090-7130 QUEBEC INC.		105,61		V	
	FO	PER	2017	00	9090-7130 QUEBEC INC.		100,08		V	
	FO	PER	2018	00	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.		93,77		V	
	FO	PER	2019	00	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.		87,33		V	
	FO	PER	2020	00	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.		89,65		V	
	FO	PER	2021	00	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.		89,88		V	
	FO	PER	2022	00	COTE VERTU DEVELOPMENT CORP.		93,92		V	
041133-71	FO	PER	2015	00	LEONARD,RAYMOND	71 FERNAND	141,63	**141,63**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses. Perception vaine.
041134-03	FO	PER	2017	00	POIRIER,FRANCOIS	117 MARC	176,26	**176,26**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
041195-75	FO	PER	2018	00	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213 - 1229 AV DOLLARD , #S-01	10,66	**54,21**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
	FO	PER	2019	00			10,91		V	
	FO	PER	2020	00			10,86		V	
	FO	PER	2021	00			10,99		V	
	FO	PER	2022	00			10,79		V	

Ville de Montréal

Liste des factures de taxes foncières à radier

Explication des dossiers

COMPTE	ROLE	TYPE	EXERC	MOD	PROPRIÉTAIRE AU RÔLE	ADRESSE	SOLDE FACTURE EN CAPITAL	TOTAL DU COMPTE	CODE DE RAISON	RAISON DE LA RADIATION
041196-13	FO	PER	2018	00	CONSTRUCTIONS JEAN BRILLON INC	1213 - 1229 AV DOLLARD , #S-18	10,66	**54,21**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
	FO	PER	2019	00			10,91		V	
	FO	PER	2020	00			10,86		V	
	FO	PER	2021	00			10,99		V	
	FO	PER	2022	00			10,79		V	
050020-41	FO	PER	2015	00	ANJOU INVESTMENT CORP	0 - 0 BOUL RAY-LAWSON	157,61	**157,61**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
050142-72	FO	PER	2019	00	MARTHAN,JACOB	2125 - 2135 BOUL SHEVCHENKO	30,05	**30,05**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
051101-68	FO	PER	2018	00	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	0 - 0 DE L'OREE-DU-BOIS O	143,01	**817,68**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
	FO	PER	2019	00			147,55		V	
	FO	PER	2020	00			162,59		V	
	FO	PER	2021	00			176,75		V	
	FO	PER	2022	00			187,78		V	
051205-45	FO	PER	2020	00	SEC LAURIN / ST-LOUIS	0 PROJETEE	7421,44	**19079,90**	V	Lot cédé à la Ville de Montréal . Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
	FO	PER	2021	00	SEC LAURIN / ST-LOUIS		7400,25		V	
	FO	PER	2022	00	VILLE DE MONTREAL		4258,21		V	
051573-92	FO	PER	2013	00	DOMAINE DU CLOITRE PHASES I & II INC	0 PROJETEE	307,06	**4014,00**	V	Lot retiré plusieurs fois de la vente pour taxes car il s'agit d'une ruelle. La régularisation du dossier est en cours.
	FO	PER	2014	00			330,77		V	
	FO	PER	2015	00			347,23		V	
	FO	PER	2016	00			365,40		V	
	FO	PER	2017	00			387,98		V	
	FO	PER	2018	00			406,13		V	
	FO	PER	2019	00			417,63		V	
	FO	PER	2020	00			453,83		V	
	FO	PER	2021	00			487,13		V	
	FO	PER	2022	00			510,84		V	

Ville de Montréal

Liste des factures de taxes foncières à radier

Explication des dossiers

COMPTE	ROLE	TYPE	EXERC	MOD	PROPRIÉTAIRE AU RÔLE	ADRESSE	SOLDE FACTURE EN CAPITAL	TOTAL DU COMPTE	CODE DE RAISON	RAISON DE LA RADIATION
051573-93	FO	PER	2012	00	DOMAINE DU CLOÎTRE PHASES I & II INC	0 PROJETEE	165,00	**5776,56**	V	Lot retiré plusieurs fois de la vente pour taxes car il s'agit d'une ruelle. La régularisation du dossier est en cours.
	FO	PER	2013	00			428,47		V	
	FO	PER	2014	00			461,95		V	
	FO	PER	2015	00			485,29		V	
	FO	PER	2016	00			511,01		V	
	FO	PER	2017	00			542,54		V	
	FO	PER	2018	00			567,92		V	
	FO	PER	2019	00			583,98		V	
	FO	PER	2020	00			634,65		V	
	FO	PER	2021	00			681,28		V	
	FO	PER	2022	00			714,47		V	
051573-94	FO	PER	2013	00	DOMAINE DU CLOÎTRE PHASES I & II INC	0 PROJETEE	581,99	**7613,94**	V	Lot retiré plusieurs fois de la vente pour taxes car il s'agit d'une ruelle. La régularisation du dossier est en cours.
	FO	PER	2014	00			627,09		V	
	FO	PER	2015	00			658,43		V	
	FO	PER	2016	00			693,01		V	
	FO	PER	2017	00			735,94		V	
	FO	PER	2018	00			770,51		V	
	FO	PER	2019	00			792,43		V	
	FO	PER	2020	00			861,08		V	
	FO	PER	2021	00			924,26		V	
	FO	PER	2022	00			969,20		V	
052555-76	FO	PER	2020	00	9317-5404 QUEBEC INC.	0 BOURDEAU	8876,72	**95918,43**	V	Ce lot est un parc du domaine public de la Ville de Montréal, le dossier d'acquisition par la Ville de Montréal est en cours.
	FO	PER	2021	00			18620,84		V	
	FO	PER	2022	00			19774,77		V	
	FO	PER	2023	00			21551,87		V	
	FO	PER	2024	00			23471,04		V	
	FO	PER	2025	00			3623,19		V	

Ville de Montréal

Liste des factures de taxes foncières à radier

Explication des dossiers

COMPTE	ROLE	TYPE	EXERC	MOD	PROPRIÉTAIRE AU RÔLE	ADRESSE	SOLDE FACTURE EN CAPITAL	TOTAL DU COMPTE	CODE DE RAISON	RAISON DE LA RADIATION
052555-78	FO	PER	2020	00	9317-5404 QUEBEC INC.	0 BOURDEAU	397,40	**2101,50**	V	Ce lot est un parc du domaine public de la Ville de Montréal, le dossier d'acquisition par la Ville de Montréal est en cours.
	FO	PER	2021	00			827,74		V	
	FO	PER	2022	00			876,36		V	
110157-22	FO	PER	2009	00	2152-1232 QUEBEC INC	200 CH DU TOUR-DE-L'ISLE	52861,04	**57245,72**	T	Occupant (Art. 208 LFM) d'un lot appartenant à la Ville -Nonobstant les démarches entreprises, nous n'avons pu exécuter le jugement contre l'occupant qui n'opère plus et qui n'a plus aucun actif.
	FO	PER	2010	00			4384,68		T	
170614-94	FO	PER	2017	00	BHEREUR,PAUL	3666 JEANNE-MANCE	29,44	**88,03**	V	Occupant (Art. 208 LFM) d'un immeuble exempt - Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats.
	FO	PER	2018	00			29,46		V	
	FO	PER	2019	00			29,13		V	
240213-00	FO	PER	2022	05	VILLE DE MONTREAL	2661 DU CENTRE	512,53	**2468,99**	V	Lot cédé à la Ville de Montréal. Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
	FO	PER	2023	01			1956,46		V	
250433-02	FO	PER	2014	05	MUTUALITE DES IMMIGRANTS DU QUEBEC	3455 NOTRE-DAME O , #203	735,46	**2043,09**	T	Occupant (Art. 208 LFM) d'un immeuble exempt - Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats.
	FO	PER	2015	05			721,90		T	
	FO	PER	2016	00			585,73		T	
250433-04	FO	PER	2017	05	HAKIZIMANA,JOSEPH	3455 NOTRE-DAME O , #201	317,29	**317,29**	T	Occupant (Art. 208 LFM) d'un immeuble exempt - Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats.
261510-06	FO	PER	2017	05	LE GROUPE JAVA-U INC.	1455 GUY , #131	16531,23	**16531,23**	F	Occupant (Art. 208 LFM) d'un immeuble exempt - Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats - Arrangement en vertu de la LACC le 06/10/2017 avec Raymond Chabot libéré le 2020-09-14.
281685-03	FO	PER	2014	05	RACINE CROISEE SOLIDARITE SAWA	120 AV DULUTH E , #20	238,15	**479,75**	V	Occupant (Art. 208 LFM) d'un immeuble exempt - Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats.
	FO	PER	2015	05			241,60		V	
281685-05	FO	PER	2017	00	RESEAU D'INTERVENTION AUPRES DES PERS.AYANT SUBI DE LA VIOLENCE ORGANISEE	120 AV DULUTH E , #24	679,02	**1376,13**	T	Occupant (Art. 208 LFM) d'un immeuble exempt - Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats.
	FO	PER	2018	00			697,11		T	

Ville de Montréal

Liste des factures de taxes foncières à radier

Explication des dossiers

COMPTE	ROLE	TYPE	EXERC	MOD	PROPRIÉTAIRE AU RÔLE	ADRESSE	SOLDE FACTURE EN CAPITAL	TOTAL DU COMPTE	CODE DE RAISON	RAISON DE LA RADIATION
333334-25	FO	PER	2016	05	P.R. ENTRETIEN D'EDIFICES INC.	4545 - 4549 AV PIERRE-DE COUBERTIN	3311,48	**7852,01**	F	Occupant (Art. 208 LFM) d'un immeuble exempt - Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats. Occupant a fait faillite le 12 octobre 2017.
	FO	PER	2017	05			4540,53		F	
333932-01	FO	PER	2019	05	LES HABITATIONS LOGE-ACCES INC.	0 THEODORE	414,39	**2858,85**	V	Lot cédé à la Ville de Montréal. Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
	FO	PER	2020	05	VILLE DE MONTREAL		2444,46		V	
400163-50	FO	PER	2014	00	GOUVERNEMENT DU QUEBEC MINISTERE DESTRANSPORTS	001450A GLADSTONE	1711,82	**1711,82**	V	Lot appartenant au Gouvernement du Québec suite à une expropriation.Non assujetti à la vente pour taxes. Les soldes n'ont pas été payés suite à cette transaction. Perception vaine.
445650-52	FO	PER	2019	00	CONSTRUCTIONS FTM INC	0 AV MONTCLAIR	37,46	**154,60**	V	Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses. Perception vaine
	FO	PER	2020	00			38,49		V	
	FO	PER	2021	00			38,83		V	
	FO	PER	2022	00			39,82		V	
470370-01	FO	PER	2020	05	9365-3905 QUEBEC INC.	0 BOUL DECARIE	165,60	**381,44**	V	Lot cédé à la Ville de Montréal. Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
	FO	PER	2021	05	VILLE DE MONTREAL		215,84		V	
471077-41	FO	PER	2017	05	AXCELON BIOPOLYMERS	6100 AV ROYALMOUNT , #L4,2032	690,89	**1082,95**	V	Occupant (Art. 208 LFM) d'un immeuble exempt - Non assujetti à la vente pour taxes. Les efforts de perception n'ont pas donné de résultats.
	FO	PER	2018	05			392,06		V	
630618-05	FO	PER	2020	00	GROUPE IDEVCO MAS FABRE INC.	0 FABRE	2255,51	**7113,49**	V	Lot cédé à la Ville de Montréal. Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
	FO	PER	2021	00	GROUPE IDEVCO MAS FABRE INC.		2425,47		V	
	FO	PER	2022	00	VILLE DE MONTREAL		2432,51		V	

Ville de Montréal

Liste des factures de taxes foncières à radier

Explication des dossiers

COMPTE	ROLE	TYPE	EXERC	MOD	PROPRIÉTAIRE AU RÔLE	ADRESSE	SOLDE FACTURE EN CAPITAL	TOTAL DU COMPTE	CODE DE RAISON	RAISON DE LA RADIATION
684035-00	FO	PER	2024	00	VILLE DE MONTREAL	7898 BERRI	1429,9	**1429,9**	V	Lot cédé à la Ville de Montréal. Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
693247-51	FO	PER	2017	05	SUCCESSION GEORGES ROSS	0 LAJEUNESSE	1245,21	**11885,37**	V	Dossier retiré des ventes pour taxes (parcelle de terrain dans un cimetière).
	FO	PER	2018	00			1261,15		V	
	FO	PER	2020	00			1290,08		V	
	FO	PER	2021	00			1302,12		V	
	FO	PER	2022	00			1337,79		V	
	FO	PER	2023	00			1368,45		V	
	FO	PER	2024	00			1417,31		V	
	FO	PER	2025	00			2663,26		V	
721370-05	FO	PER	2022	00	9291-9604 QUEBEC INC.	0 BOUL SAINT-LAURENT	126,33	**126,33**	V	Dossier retiré des ventes pour taxes puisqu'il s'agit d'une ruelle. Perception vaine.
773987-01	FO	PER	2022	05	VILLE DE MONTREAL	0 JEAN-TALON E	512,5	**512,5**	V	Lot cédé à la Ville de Montréal. Plusieurs démarches de perception ont été infructueuses, perception vaine.
Total (118 factures)								**271 701,11**		

Direction des revenus

Division Perception et Encaissements Juin 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1255741002

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements
Objet :	Radier des livres la somme de 271 701,11 $, représentant des comptes de taxes foncières irrécouvrables

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Je certifie qu'il y a des sommes réservées à cette fin pour donner suite à la présente décision par Benoit DAGENAIS, Directeur général, Direction générale , Cabinet du directeur général :

de radier des livres de la Ville la somme de 271 701,11$ en capital, en plus des intérêts, et tout solde dû relié aux comptes de taxes foncières à recevoir irrécouvrables décrits sur la liste jointe au rapport de la directrice du service des finances et de l'évaluation foncière.

Imputation :

2101.0000000.000000.00000.11814.000000.0000.000000.000000.00000.00000

FICHIERS JOINTS

Annexe 1 - FO factures à radier -sommaire au 20250613 (OASC73).pdf

Annexe 2 - FO factures à radier -détail au 20250613 (OASC72).pdf

Annexe 3 - FO factures à radier - Explication des dossiers.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claudine UWAMARIYA
Agent comptable
Tél : 514-872-2243

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-17

Samuel PRESSEAU
agent(e) comptable analyste
Tél : 514-872-5747
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la

comptabilité et des informations financières

CE : 30.005

2025/07/02 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.006

2025/07/02 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.007

2025/07/02 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258994011

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la qualification de 17 établissements de vitalité nocturne et de 3 pôles de vitalité nocturne à la suite de l'appel à intérêt auquel ils ont répondu.

Il est recommandé :

- d'approuver la qualification de 17 salles de spectacle comme établissements de vitalité nocturne et de 3 regroupements comme pôles de vitalité nocturne à la suite d'un appel à intérêt public :

Raison sociale	Adresse	NEQ	Numéro de permis d'alcool
Établissement Théâtre Beanfield	2490 rue Notre-Dame Ouest	3375080283	100139576-4
Établissement Casa Del Popolo	4873 boul. Saint-Laurent	2249494768	100145763-2
Établissement Le Salon Daomé	4465 boul. Saint-Laurent	1164208085	100104968-1
Établissement Quai des brumes	4481 rue Saint-Denis	1143546266	100040030-3
Établissement Livart	3980 rue Saint-Denis	1171452106	Permis de réunion
Établissement La Cale Pub Zéro Déchet	6839 rue Saint-Hubert	1142575639	100000125-1
Établissement Le Système	7119 rue Saint-Hubert	1176813765	10162776-3
Établissement Société des arts technologiques	1201 boul. Saint-Laurent	1140728099	10153114-2 et 100155291-2
Établissement Le National	1220 rue Sainte-Catherine est	1145421914	100125575-4
Établissement MTELUS	59 rue Sainte-Catherine Est	3375080283	10277723-1
Établissement Bar le Cocktail	1669 rue Sainte-Catherine Est	1144511061	100066894-2

Établissement Buvette Vino Disco	1192 boul. Saint-Laurent	1178589942	10219469-2
Établissement Espace Esc Ltee	2023 boul. Saint-Laurent	1178890068	10285494-1
Établissement Le Studio TD	305 rue Sainte-Catherine	1165881310	100147199-4
Établissement Newspeak	1403 rue Sainte-Elisabeth	1170605282	100203133-4
Établissement Quartier Éphémère	745 rue Ottawa, Montréal	1146425799	10129429-2
Établissement Stereo	856 rue Sainte-Catherine Est	1161111910	100143982-1
Pôle SDC du Village	1324 rue Sainte-Catherine Est	3362744180	N/A
Pôle SDC du boulevard St-Laurent	309-4398 boul. Saint-Laurent	1149246366	
Pôle Partenariat du Quartier des spectacles	1435 rue Saint-Alexandre	1161111910	N/A

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-26 09:28

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258994011**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la qualification de 17 établissements de vitalité nocturne et de 3 pôles de vitalité nocturne à la suite de l'appel à intérêt auquel ils ont répondu.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis des décennies, la vie nocturne est un créneau culturel, touristique, commercial et économique important pour Montréal et contribue à son rayonnement international. En novembre 2024, la Ville de Montréal s'est dotée d'une Politique de la vie nocturne avec 3 orientations principales :
1. Favoriser une vie nocturne dynamique et sécuritaire pour la population et les touristes, en s'appuyant sur l'entrepreneuriat, l'expérience culturelle montréalaise et des pratiques festives responsables comme facteurs de cohésion sociale et de qualité de vie.
2. Assurer le maintien des secteurs de vitalité nocturne actuels et outiller les secteurs en développement pour favoriser la cohabitation des activités nocturnes, en ce qui a trait par exemple au bruit, à la propreté et à la sécurité.
3. Permettre aux acteurs culturels et commerciaux de l'économie nocturne de saisir des occasions de développement dans le respect d'une cohabitation harmonieuse des activités.

Ces trois orientations se déclinent en 28 actions. De l'élaboration à l'adoption de la Politique, des activités de consultation ont été organisées et ont permis à l'ensemble des parties prenantes de s'imprégner des stratégies municipales mises en œuvre pour atteindre les objectifs fixés par la Politique à court, moyen et long terme.

Il a été entre autres décidé d'identifier les salles de spectacle et les regroupements engagés dans l'adoption de meilleures pratiques favorisant la cohabitation harmonieuse des activités nocturnes, respectivement comme des établissements et des pôles de vitalité nocturne. Ce processus de qualification permet de reconnaître les pratiques festives et responsables des partenaires de la vitalité nocturne afin d'instaurer un contexte de cohabitation harmonieuse, des dynamiques collaboratives, des stratégies d'accompagnement dans le maintien de leurs engagements, le développement d'une identité visuelle mettant en valeur leurs bonnes pratiques et un accompagnement administratif facilitant l'extension des heures d'activité et de vente d'alcool, le cas échéant.

Afin de se qualifier comme établissements et pôles de vitalité nocturne, des salles de spectacle et des regroupements ont déposé un dossier dans le cadre d'un premier appel à intérêt, lancé le 17 décembre 2024 et clôturé le 20 janvier 2025. Le processus de qualification des établissements et pôles de vitalité nocturne est ouvert à l'année sur une base trimestrielle, avec des dates de dépôt de dossier le 1er juin, le 1er octobre et le 1er février.

Les dossiers reçus dans le cadre du premier appel à intérêt ont été analysés par un comité de sélection auquel ont participé les membres suivants :

- Directrice de la vie nocturne et de la stratégie hivernale, Service de la culture
- Commissaire au développement économique, Service du développement économique
- Conseiller en planification, Service de la culture
- Directrice par intérim - Développement de la destination et Programmes, Tourisme Montréal
- Directrice des initiatives territoriales et des services à la clientèle, Conseil des arts de Montréal
- Commissaire au développement économique, Ville-Marie
- Cheffe de division – communication et relation avec les citoyens, Ville-Marie
- Directeur - Développement du territoire et études techniques, Le Plateau-Mont-Royal
- Commissaire au développement économique, Le Plateau-Mont-Royal
- Directrice – Services administratifs, Rosemont-La Petite-Patrie
- Commissaire au développement économique, Rosemont-La Petite-Patrie
- Chef de division - urbanisme, Le Sud-ouest
- Superviseur des enquêtes - moralité, SPVM
- Chef de division - prévention et gestion intégrée des risques, SIM
- Cheffe de division - Stratégie et programme, SDIS

Critères et informations à fournir pour être admissible à la qualification d'établissement de vitalité nocturne

A. Offrir une programmation culturelle de 35 spectacles diffusés publiquement et détaillée selon les catégories à l'Annexe 1 ;
B. Détenir un certificat d'occupation autorisant l'usage "salle de spectacle" ou un autre usage permettant la diffusion culturelle par l'autorité émettrice ;
C. Être inscrit au Registre des entreprises du Québec ;
D. Avoir déposé un dossier dans le cadre de l'appel à intérêt publié sur Montreal.ca comprenant ces documents et informations :

- Lettre d'intention (maximum 500 mots, 2 pages) signée par la direction générale de l'établissement
- Historique des plaintes émises pour votre établissement dans la dernière année par l'arrondissement, le module moralité du SPVM ou la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ)
- S'il y a lieu, actions engagées afin de répondre aux plaintes
- Carte de capacité de l'établissement
- Certificat de conformité du SIM pour l'établissement
- Le formulaire de demande dûment complété

Critères et informations à fournir pour être admissible à la qualification de pôle de vitalité nocturne

A. Être un regroupement constitué de membres ayant des activités commerciales et culturelles
B. Être inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ)
C. Avoir une résolution du conseil d'administration du regroupement attestant de sa volonté d'entamer les démarches pour être désigné pôle de vitalité nocturne dans le secteur visé

D. Avoir déposé un dossier dans le cadre de l'appel à intérêt publié sur Montreal.ca comprenant ces documents et informations :

- Secteur visé par la demande de désignation;
- Lettres d'engagement des membres impliqués dans le projet de pôle de vitalité nocturne vis-à-vis de la mise en œuvre de pratiques festives responsables et sécuritaires (annexe 3);
- Carte du secteur visé par la demande de pôle;
- Autre(s) document(s) jugés utiles pour compléter le dossier;
- Lettre d'intention (maximum 500 mots, 2 pages) démontrant l'intérêt du regroupement à obtenir la désignation de pôle de vitalité nocturne pour le secteur visé;
- Selon la connaissance du demandeur, l'historique des plaintes émises vis-à-vis des membres du secteur visé dans la dernière année par l'arrondissement, le module moralité du SPVM ou la RACJ;
- S'il y a lieu, les actions engagées afin de répondre aux plaintes;
- Le formulaire de demande dûment complété.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE25 0949 - 4 juin 2025 : d'autoriser l'organisme Les Productions Klu, enregistré au numéro 1175159673, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées de 3 h à 7 h, les 15 et 16 juin 2025 dans le cadre des événements qu'il organise aux Entrepôts Dominion.

CA25 250173 – 2 juin 2025 : Avis de motion et dépôt du projet du Règlement 2025-08 sur les nuisances sonores à l'égard de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal abrogeant le Règlement sur le bruit à l'égard du territoire du Plateau-Mont-Royal (R.R.V.M., c. B-3), afin d'assurer une meilleure cohabitation sonore

CM25 0178 - 17 février 2025 : approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool de la SAT Société des arts technologiques, du Vino Disco Bar, du MTélus, d'Espace ESC ltée, d'établissements commerciaux membres des Sociétés de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, du Quartier Latin, du Village et de la Plaza Saint-Hubert et du permis de réunion de l'organisme Organisation TURNT, dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

CM25 0060 - 20 janvier 2025 : approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool du Bain Mathieu et des permis de réunion des organismes Musique Moonshine et Exposé Noir dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

CM24 1468 - 16 décembre 2024 : approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool de 22 établissements commerciaux membres de la Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, du Vino Disco Bar et de la SAT Société des arts technologiques et des permis de réunion de Octov et de Productions Vision MTL dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent.

CG24 0685 – 21 novembre 2024 : Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

CM25 1264 - 18 novembre 2024 : adopter la Politique de la vie nocturne de la Ville de Montréal, ses objectifs et les sommes afférentes à son déploiement : 3 M$ sur trois ans

CM24 1265 - 18 novembre 2024 : approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool d'Espace ESC ltée le 30 novembre 2024, des permis de réunion d'Octov le 8 décembre 2024 et de Récolte locale Montréal (Homegrown Harvest) le 28 décembre 2024, dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

CG22 0430 – 16 juin 2022 : Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives / Autoriser les virements de 153 200 $ en 2022, de 592 400 $ en 2023 et de 654 400 $ en 2024 en provenance du budget de fonctionnement du Service du développement économique vers le Service de la culture dans le cadre du projet de règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives.

DESCRIPTION

Il s'agit, par le présent sommaire, d'approuver la qualification de 3 pôles de vitalité nocturne portés par le Partenariat du Quartier des spectacles (secteur St-Laurent / Ste-Catherine), la SDC du Village (territoire desservi par la SDC) et la SDC du boulevard St-Laurent (territoire desservi par la SDC).
La liste des 3 pôles de vitalités nocturne qualifiés est la suivante:

- Partenariat du Quartier des spectacles (secteur St-Laurent / Ste-Catherine), enregistré au numéro 1161542460;
- SDC du Village, enregistrée au numéro 1162877030;
- SDC du boulevard St-laurent, enregistrée au numéro 1149246366.

Il s'agit, par le présent sommaire, d'approuver la qualification de 17 salles de spectacle comme des établissements de vitalité nocturne du fait de leur engagement dans la poursuite de bonnes pratiques festives et responsables et sur la base de leur programmation culturelle soutenue.

La liste des 17 établissements de vitalité nocturne qualifiés est la suivante :

- SAT Société des arts technologiques, enregistré au numéro 1140728099
- Théâtre Beanfield, enregistré au numéro 3375080283
- Livart, enregistré au numéro 1171452106
- Casa Del Popolo, enregistré au numéro 2249494768
- Le Salon Daomé, enregistré au numéro 1164208085
- Quai des Brumes, enregistré au numéro 1143546266
- La Cale Pub Zéro Déchet, enregistré au numéro 1142575639
- Le Système, enregistré au numéro 1176813765
- Le National, enregistré au numéro 1145421914
- MTELUS, enregistré au numéro 3375080283
- Bar le Cocktail, enregistré au numéro 1144511061
- Buvette Vino Disco inc., enregistré au numéro 1178589942
- Espace Esc Ltee, enregistré au numéro 1178890068
- Le Studio TD, enregistré au numéro 1165881310
- Newspeak, enregistré au numéro 1170605282
- Quartier Éphémère, enregistré au numéro 1146425799
- Stereo, enregistré au numéro 1161111910

JUSTIFICATION

Ce projet s’inscrit pleinement dans le cadre de la Politique de la vie nocturne adoptée en novembre 2018. À ce titre, la Ville soutient les pratiques festives et responsables de ses

partenaires culturels et économiques afin d'assurer une cohabitation harmonieuse et une vitalité culturelle nocturne encadrée.
Ce projet s'inscrit aussi dans une perspective de dynamisation des activités économiques nocturnes au sein des pôles de vitalité nocturne. Il permettra également d'alimenter en données et en observations les équipes chargées de mettre en œuvre la Politique de la vie nocturne.

Le dévoilement des établissements et pôles qualifiés est prévue plus tard en août ou septembre 2025 et s'inscrit dans une conférence de presse sur la vie nocturne incluant les éléments suivants:

1. Mise en œuvre de la Politique : actions déployées par la Ville
2. Présentation des membres de la Table de concertation de la vie nocturne
3. Annonce des pôles et établissements retenus pour la première cohorte de l'été 2025
4. Dévoilement du sceau d'identification des établissements et des pôles de vitalité nocturne

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le processus de qualification des établissements et pôles de vitalité nocturne n'engendre pas de coûts.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités 14, 15, 19 et 20 de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permet à la Ville de Montréal, au Service de la Culture ainsi qu'aux arrondissements de Ville-Marie, du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La Petite-Patrie et du Sud-Ouest de confirmer les mesures développées dans le cadre de la Politique de la vie nocturne.
Ce projet permet à la Ville de Montréal de se distinguer à l'échelle internationale quant à son offre culturelle nocturne tant au niveau des touristes que des artistes et des acteurs du milieu nocturne. Les partenaires de la vie nocturne sont en mesure de faire évoluer leurs modèles d'affaires, et les artistes émergents et établis pourront se produire sur une plage horaire étendue, favorisant une plus grande vitalité culturelle.

Les pratiques festives et responsables, dans un contexte d'accompagnement et de dynamique collaborative, sont garantes de cohabitation harmonieuse entre les lieux de diffusion culturelle et les autres usages, incluant les voisinages résidentiels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le processus de sélection des établissements et pôles est ouvert et se fait sur une base trimestrielle, soit le 1er juin, le 1er octobre et le 1er février de chaque année.

La reconnaissance des établissements et des pôles de vitalité nocturne s'inscrit dans le déploiement des actions de la Politique de la vie nocturne. Cette reconnaissance est conditionnelle au maintien des bonnes pratiques festives et responsables.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Cristina DARIENZO, Ville-Marie
Rachad LAWANI, Le Sud-Ouest
Catherine COLLERETTE, Rosemont - La Petite-Patrie
Cecile VERGIER, Le Plateau-Mont-Royal
Evelyne GÉNÉREUX, Service des affaires juridiques
Geneviève GIRARD GAGNON, Service des affaires juridiques
Patrice GUAY, Service des affaires juridiques

Lecture :

Cecile VERGIER, 10 juin 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas PELTIER
Commissaire au développement économique - Partenariats stratégiques

Tél : 438-827-5715
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-09

Marie-Odile MELANÇON
chef(fe) de division - soutien developpement culturel

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Elsa MARSOT
directeur(-trice)-developpement culturel
Tél :
Approuvé le : 2025-06-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1259632001– Établissements et pôles de vitalité nocturne*
Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : *Reconnaissance de la qualification des établissements et pôles de vitalité nocturne*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 14 : Instaurer de nouvelles pratiques de gestion des opérations afin de professionnaliser le secteur de la diffusion culturelle indépendante.

Priorité 15. Assurer la pérennisation des salles de spectacles indépendantes et des travailleurs culturels de la vie nocturne.

Priorité 19. Assurer la cohabitation harmonieuse entre les voisinages résidentielles et les lieux de diffusion culturels.

Priorité 20. Consolider l'image de marque de Montréal, métropole incontournable de culture et de musique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Formulaire de demande pour être qualifié établissement de vitalité nocturne

1) Veuillez fournir les éléments suivants concernant votre **programmation culturelle**: un aperçu détaillé de votre programmation culturelle des 12 derniers mois, classée selon les catégories définies à l'annexe 1; une démonstration claire que vous présentez plus de 35 activités culturelles par année; votre engagement formel à maintenir ce niveau de programmation à l'avenir.

2) Démontrez la capacité de votre regroupement et de vos membres à **interagir avec les acteurs suivants de votre territoire** : Résidents, organismes communautaires, SPVM et SIM, arrondissement, organismes culturels, commerces.

3) Veuillez préciser vos **intentions concernant l'extension de vos heures** d'exploitation entre 3 h et 8 h du matin pour l'année à venir. Dans votre réponse, vous devez tenir compte des obligations suivantes qui s'appliqueront durant cette plage horaire : proposer une programmation culturelle telle que définie à l'annexe 1; proposer des activités qui ne sont pas contraires à l'intérêt public et à la sécurité publique et qui ne sont pas susceptibles de nuire à la tranquillité publique; s'assurer de respecter la loi sur les permis d'alcool.

4) Veuillez fournir une description détaillée des mesures déjà en place, en cours de développement ou prévues dans votre établissement, pour chacune des catégories de **pratiques festives responsables et sécuritaires**, telles que définies à l'annexe 2.

5) Veuillez décrire en détail les méthodes que vous employez pour gérer efficacement la **capacité d'accueil de votre établissement**. Si votre lieu comprend plusieurs espaces distincts avec des capacités qui leur sont propres, expliquez comment vous contrôlez la capacité d'accueil de chaque espace individuellement.

6) Veuillez détailler le **soutien que vous aimeriez obtenir de la Ville** de Montréal à la suite de votre désignation, que ce soit pour favoriser le développement de vos activités ou pour améliorer la cohabitation avec votre environnement local.

Formulaire de demande pour être qualifié pôle de vitalité nocturne

1) Veuillez fournir la liste des partenaires culturels, économiques et sociaux impliqués dans votre projet de pôle de vitalité nocturne dans le gabarit Excel fourni en pièce jointe;

2) Démontrez la capacité de votre regroupement et de vos membres à interagir avec les acteurs suivants de votre territoire : Résidents, organismes communautaires, SPVM et SIM, arrondissement, organismes culturels, commerces.
3) Veuillez démontrer la capacité de votre regroupement et de vos membres impliqués à proposer des activités culturelles correspondant aux catégories de l'annexe 1, contribuant à faire de votre territoire une destination culturelle.

4) Dans le cadre de votre possible désignation à titre de pôle de vitalité nocturne, envisagez-vous des activités particulières avec vos membres issus du milieu de la restauration ou de la gastronomie?

5) Pour vos membres détenant un permis d'alcool, veuillez indiquer la fréquence à laquelle ils souhaitent étendre leurs heures d'ouverture pour l'année à venir (soit entre 3 h et 8 h du matin).

6) Pour vos membres qui ne détiennent pas de permis d'alcool, veuillez indiquer leur intérêt à étendre leurs heures d'ouverture pour l'année à venir.

7) Détaillez de façon précise les actions en place, en développement ou à développer, visant à l'implantation de chacune de catégories des pratiques festives responsables et sécuritaires (Voir Annexe 2) par votre regroupement ou vos membres.

8) Détaillez de façon précise les actions en place, en développement ou à développer, visant à l'implantation de chacune de catégories des pratiques festives responsables et sécuritaires par votre regroupement ou vos membres.

ANNEXE 1 - Catégories de programmation reconnues

- Théâtre : inclut les spectacles de théâtre de répertoire, de théâtre de création, de vaudeville et de conte.

- Danse : inclut les spectacles de danse classique, de danse contemporaine, de ballet jazz et de danse folklorique.

- Musique : inclut les spectacles de musique classique, d'opéra, de musique contemporaine, de musique du monde et folklorique (même chantée), de jazz et de blues (même chanté) ainsi que les spectacles de musique populaire non chantée.

- Chanson : inclut les spectacles de chanson en français, en anglais ou dans une autre langue, quel que soit le style (excluant les spectacles d'opéra, de jazz/blues chanté et de chanson du monde/folklorique, qui sont classés dans « musique »).

- Variétés : inclut les spectacles d'humour, de cirque, de magie, de comédie musicale et de music-hall (incluant les spectacles de Drag Queens).

- Performance de DJ professionnel qui :
    - Se déclare artiste professionnel(le);
    - Crée des œuvres ou pratique un art à son propre compte ou offre ses services, moyennant rémunération, à titre de créateur(-trice) ou d'interprète;
    - A une reconnaissance de ses pairs;
    - Diffuse ou interprète publiquement des œuvres dans des lieux ou des contextes reconnus par les pairs;
    - Présente des spectacles faisant l'objet de promotion publique valorisant l'artiste professionnel explicitement.

ANNEXE 2 - Pratiques festives responsables et sécuritaires

Gestion sonore

- Évaluation des risques de nuisances sonores.
- Gestion active du système de sonorisation : réglages adéquats, contrôle du niveau sonore, encadrement des technicien(-ne)s invités, etc.
- Mise à jour du cadre bâti et des équipements limitant l'émergence sonore à l'extérieur de l'établissement.
- Sensibilisation des équipes et de la clientèle afin de favoriser une bonne gestion sonore de l'établissement (gestion des portes, chargement/déchargement la nuit, bruits à l'extérieur, etc.).
- Contrôle de l'impact extérieur lié à la diffusion sonore.
- Prévention de la santé auditive des participant(e)s et des employé(e)s.

Gestion de la sécurité

- Agir vis-à-vis des enjeux de surconsommation et de consommation de drogues.
- Favoriser l'accès à des consommations alternatives (boisson sans alcool, eau, etc.).
- Développer des actions visant à prévenir et intervenir en cas de harcèlement et de violences à caractère sexuel.
- Assurer des conditions de travail sécuritaires à son personnel.

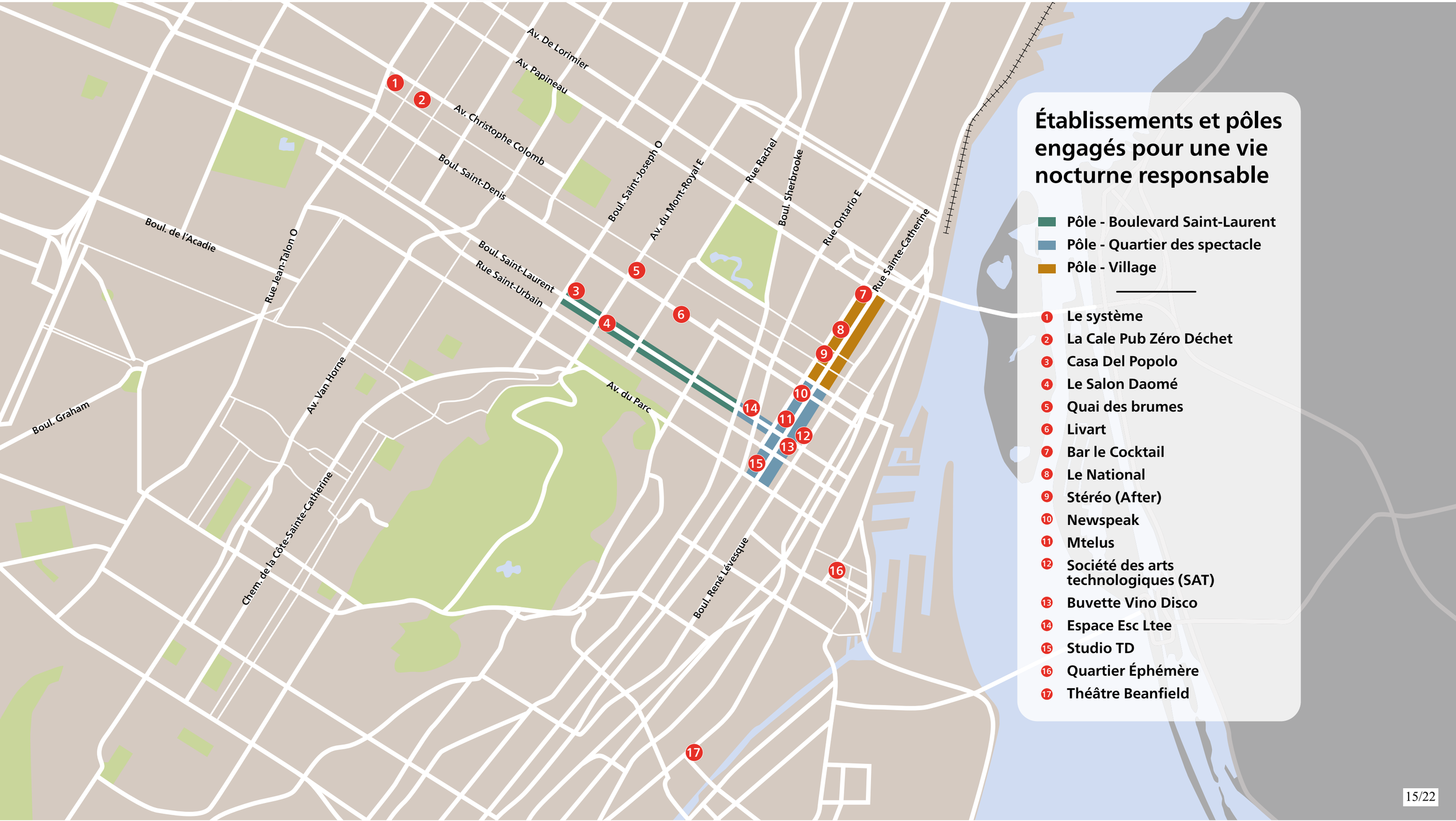
Gestion de la cohabitation

- Favoriser une relation de bon voisinage avec les résidentes et les résidents à proximité.
- Assurer une gestion des files d'attente extérieures pour éviter des nuisances sonores trop importantes.
- Développer une gestion des sorties temporaires de participantes et participants.
- Être présent au pourtour du ou des lieux dans le but de réduire les nuisances liées au fonctionnement (bruit, déchets, dégradations du mobilier public, etc.).

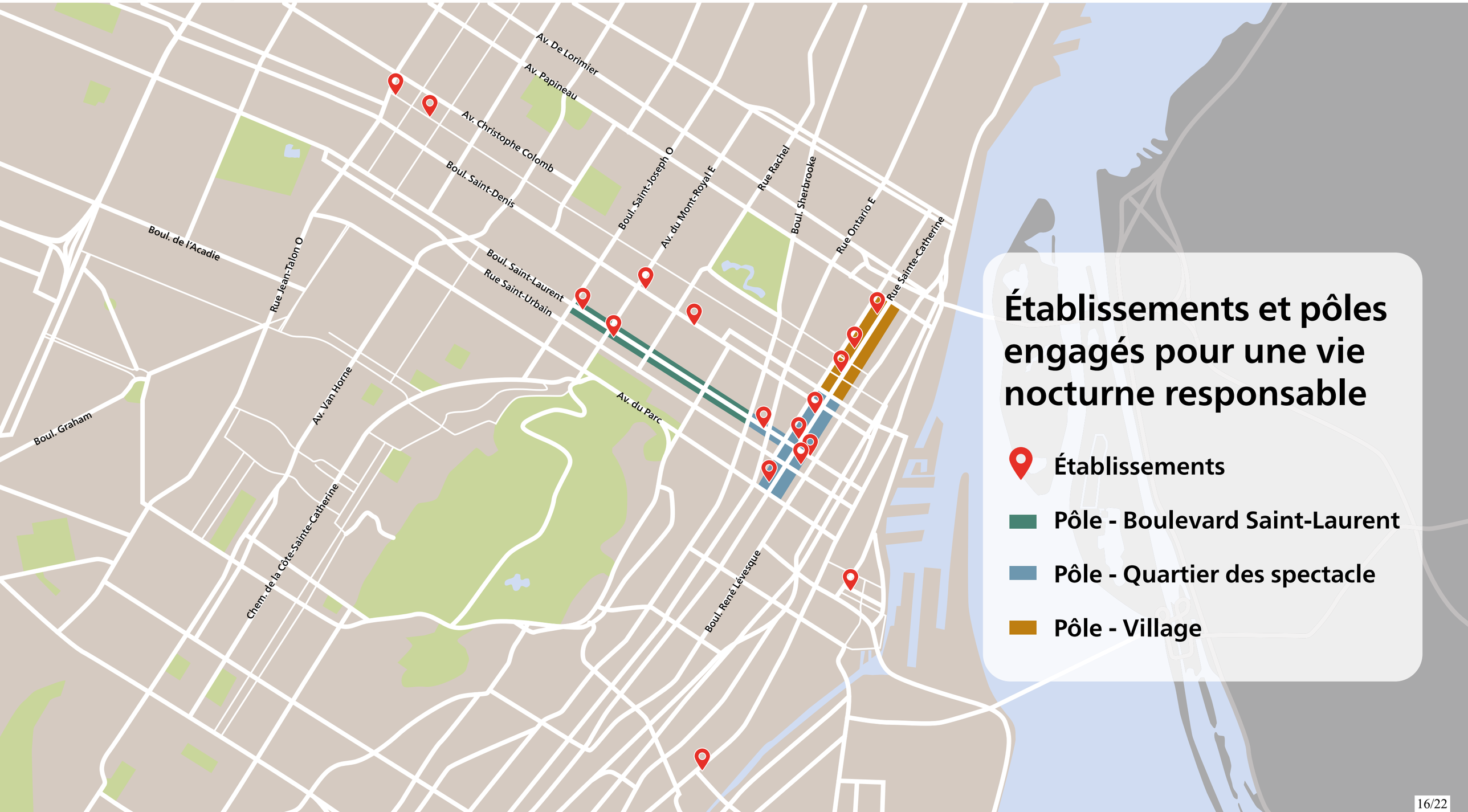
Gestion écoresponsable

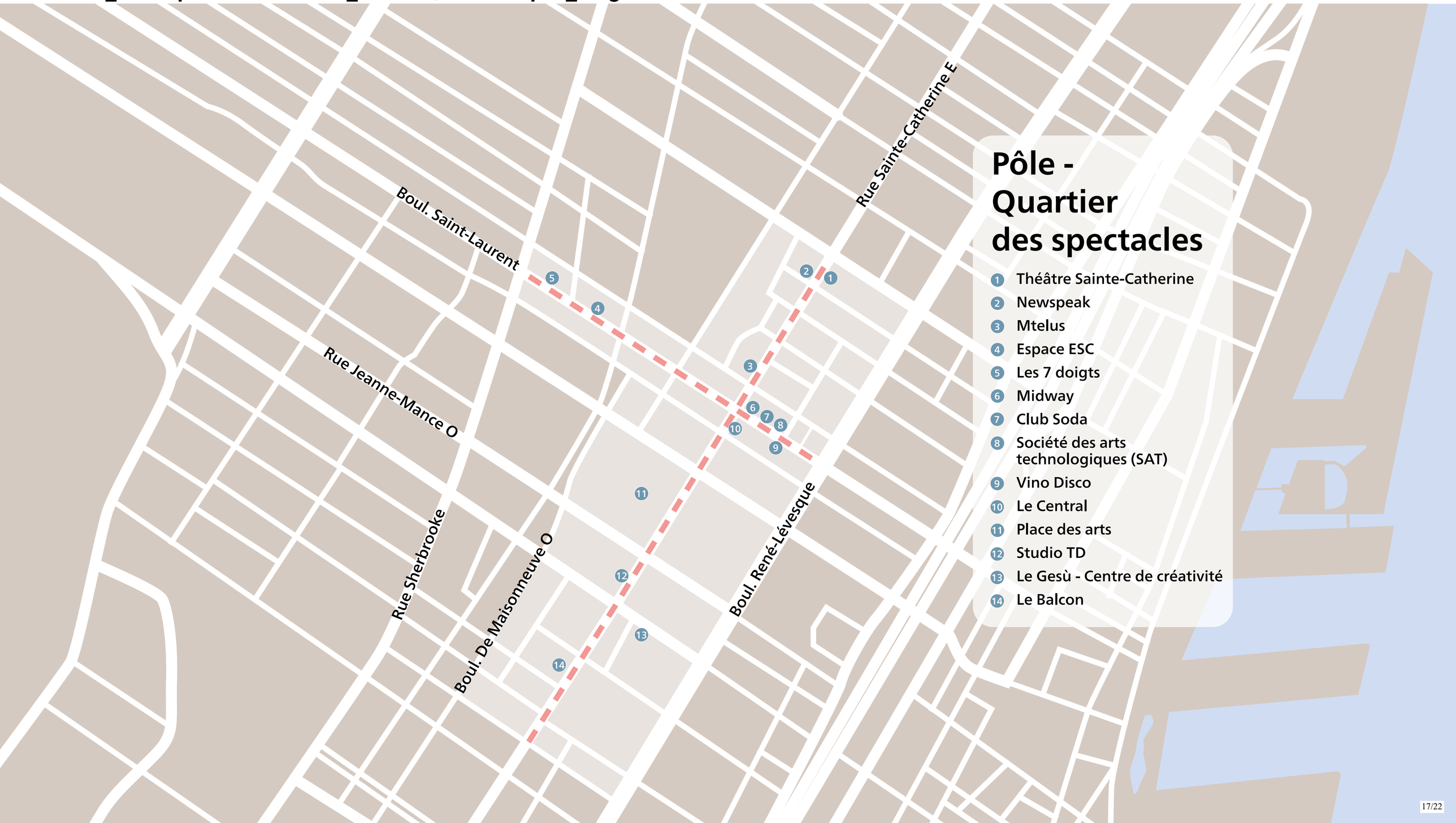
- Gestion responsable des matières résiduelles.
- Approvisionnement local.
- Réduction du gaspillage alimentaire

2238-01_Politique-vie-nocturne_Carte-Montréal-1300x731 Mtl.ca



2238-01_Politique-vie-nocturne_Carte-Montréal-1300x731 Mtl.ca




Boul. Saint-Laurent
Rue Jeanne-Mance O
Rue Sherbrooke
Boul. De Maisonneuve O
Boul. René-Lévesque
Rue Sainte-Catherine E
Pôle - Quartier des spectacles
1 Théâtre Sainte-Catherine
2 Newspeak
3 Mtelus
4 Espace ESC
5 Les 7 doigts
6 Midway
7 Club Soda
8 Société des arts technologiques (SAT)
9 Vino Disco
10 Le Central
11 Place des arts
12 Studio TD
13 Le Gesù - Centre de créativité
14 Le Balcon

2238-01_Politique-vie-nocturne_Carte-Quatrier-Spec_Facebook



Pôle - Boulevard Saint-Laurent

1. Le Roseline
2. Casa del Popolo
3. La Sala Rossa
4. Le Fat Cat
5. Le Ministère
6. Le Belmont
7. Le Salon Daomé
8. Bar Darling
9. Urbanista
10. Le Majestique
11. Bar Champs
12. Barbossa
13. Resto Bar Chi
14. Bar Blue Dog
15. Café St-Laurent Frappé
16. Miracolo
17. Zama
18. TRH Bar
19. Bar Bifteck
20. Dirty Dog
21. APT 200
22. Club Frame
23. Cache Montréal
24. La Porte
25. Frite Alors
26. WIP
27. École Privée
28. Le Bootleger
29. Palazo

Boul. Saint-Laurent
Boul. Saint-Joseph E
Av. Mont-Royal
Rue Rachel
Av. du Parc
Av. Des Pins E
Rue Sherbrooke

2238-01_Politique-vie-nocturne_Carte-Saint-Laurent_Facebook



Av. Papineau

Rue Sainte-Catherine E

Boul. De Maisonneuve

Rue St-Hubert

Pôle - Village

1. Bar Le Stud
2. Diamant Rouge
3. Bar Rocky
4. Bar Le Cocktail
5. Complexe Sky
6. Restaurant Rosa Mexicano
7. Chilanga Taqueria
8. District video lounge
9. Le Saloon Bistro Bar
10. Bar l'Aigle Noir
11. 1309 Terrasse Urbaine
12. Notre-Bœuf-de-Grâce
13. Bar Renard
14. Motel Motel
15. Le National
16. Le Date Piano Bar
17. Bar Discothèque Unity III
18. Comédie de Montréal
19. Cabaret Mado
20. Bar Le Normandie
21. REZO
22. Théâtre de L'Olympia Inc.
23. La graine brulée
24. Stéréo/Stéréobar

2238-01_Politique-vie-nocturne_Carte-Village_Facebook



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.009

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1250111001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division développement et stratégie
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 35 096,50 $ pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal - Édition 2025, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s de l'ouvrage gagnant et d'une bourse de 1 000 $ par ouvrage aux auteur(e)s ou aux coauteur(e)s des 4 livres finalistes

Il est recommandé :

- d'autoriser une dépense de 35 096,50 $, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal - Édition 2025, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) ou aux coauteurs(e)s de l'ouvrage gagnant et d'une bourse de 1 000 $ par ouvrage aux auteur(e)s ou aux coauteur(e)s des quatre livres finalistes ;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centre.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-27 14:07

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250111001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division développement et stratégie
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 35 096,50 $ pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal - Édition 2025, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s de l'ouvrage gagnant et d'une bourse de 1 000 $ par ouvrage aux auteur(e)s ou aux coauteur(e)s des 4 livres finalistes

CONTENU

CONTEXTE

Le Grand Prix du livre de Montréal, créé en 1965, avec une pause de 1982 à 1987, vise à promouvoir l'excellence en création littéraire et le dynamisme du milieu montréalais de l'édition. Il permet de sensibiliser la population à la littérature québécoise, en mettant en valeur une oeuvre nouvellement parue dont la facture et l'originalité se révèlent exceptionnelles.
Ce Grand Prix est doté d'une bourse de 15 000 $ pour le lauréat(e) et de 4 000 $ pour les quatre finalistes, soit 1 000 $ chacun. Le Grand Prix est décerné à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s d'un ouvrage de langue française ou anglaise par un jury indépendant composé de six (6) personnes issues du milieu du livre.

Succédant à la poète et romancière Carole David, l'auteur et animateur Stanley Péan, occupe la présidence du jury de Grand Prix du livre de Montréal pour la 1ère année.

Parmi les personnes lauréates de cette prestigieuse récompense, on retrouve, entre autres, Élise Turcotte, Eli Tareq El Bechelany-Lynch, Nicholas Dawson, Martine Delvaux, Carole David, Anaïs Barbeau-Lavalette, Yves Beauchemin, Marie-Claire Blais, Fernand Dumont, Gérald Godin, Dany Laferrière, Pierre Leblanc, Catherine Mavrikakis, Gaston Miron, Gaétan Soucy et Michel Tremblay. La liste des personnes lauréates du Grand Prix du livre de Montréal, depuis 1987, se retrouve dans la « Note additionnelle » jointe au sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0787 - 22 mai 2024 - Autoriser une dépense de 35 096,50 $, taxes incluses, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2023, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice, à l'auteur

ou aux coauteurs-trices d'un ouvrage de langue française ou anglaise ainsi qu'une bourse 1 000 $ chacun aux quatre finalistes.
CE23 1023 - 7 juin 2023 - Autoriser une dépense de 35 096,50 $, taxes incluses, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2023, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice, à l'auteur ou aux coauteurs-trices d'un ouvrage de langue française ou anglaise ainsi qu'une bourse 1 000 $ chacun aux quatre finalistes.

CE22 1167 -3 août 2022 - Autoriser une dépense d'un montant total de 35 096,50 $, taxes incluses, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2022, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre autres finalistes.

CE21 1485 - 18 août 2021 - Autoriser une dépense d'un montant total de 35 096,50 $, taxes incluses, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2021, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre autres finalistes.

CE20 0932 - 10 juin 2020 - Autoriser une dépense de 33 698,25 $, à même le budget de fonctionnement du Service de la culture, direction des bibliothèques, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2020, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'autrice ou à l'auteur lauréat et 1 000 $ aux quatre autres finalistes.

CE19 0329 - 27 février 2019 - Autoriser une dépense de 32 438,40 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2019, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE18 0825 - 16 mai 2018 - Autoriser une dépense de 32 237,69 $, à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2018, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE17 1144 - 28 juin 2017 - Autoriser une dépense de 31 700 $ pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal, édition 2017, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE16 0541 - 6 avril 2016 - Autoriser une dépense de 31 700 $ pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2016, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

CE15 0819 - 29 avril 2015 - Autoriser une dépense de 31 700 $, impliquant des dépenses à même le budget de fonctionnement, pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal édition 2015, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) récipiendaire du prix littéraire de la Ville de Montréal et 1 000 $ à chacun des quatre (4) autres finalistes.

DESCRIPTION

Depuis sa relance, à l'automne 1987, par la Ville de Montréal, le Grand Prix du livre de Montréal est rapidement devenu l'une des distinctions littéraires québécoises majeures qui contribuent activement à la diffusion d'un livre.
La gestion de cette haute distinction littéraire est effectuée par la Direction des bibliothèques, au Service de la culture.

Afin d'être admissible(s) au Grand Prix du livre de Montréal, l'auteur(e) ou les coauteur(e)s d'un ouvrage de langue française ou anglaise ou encore la maison d'édition qui publie l'ouvrage doivent être domicilié(e)s sur le territoire de la Ville de Montréal.

En plus d'une bourse de 15 000 $ offerte à la personne lauréate, et d'une bourse de 1 000 $ par ouvrage aux quatre (4) finalistes, le Grand Prix du livre de Montréal assure également à l'ouvrage primé un appui promotionnel important.

Toujours convoité, le Grand Prix du livre de Montréal aura su honorer des oeuvres marquantes de l'édition québécoise depuis sa création en 1965.

Le Grand Prix du livre de Montréal sera décerné au cours de décembre 2025.

JUSTIFICATION

En accordant des bourses aux finalistes et lauréat(e)s du Grand Prix du livre de Montréal, la Ville de Montréal reconnaît et souligne la qualité et le travail des auteurs(e)s et des coauteur(e)s ainsi que la richesse culturelle qu'apporte une telle littérature auprès de la population montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour le maintien de l'excellence de l'édition 2025 du Grand Prix du livre de Montréal, la Direction des bibliothèques, au Service de la culture, devra consacrer un budget de 35 096,50 $, taxes incluses (33 698,25 $ net de ristourne), pour la gestion de ce Prix :
Bourse au ou à la lauréat(e) 15 000 $
Cachet des six (6) membres du jury indépendant 12 598,50 $
Bourse de 1 000 $ chacun aux quatre (4) finalistes 4 000 $
Deux reliures d'art, dont une qui sera remise au ou à la lauréat(e) et l'autre qui sera entreposée aux archives 2 099,75 $

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 35 096,50 $, taxes incluses (33 698,25 $ net de ristourne), est prévu dans le budget de fonctionnement de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

En regard de la nature du dossier décisionnel, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 soit de soutenir la vitalité culturelle de Montréal et de son coeur créatif ainsi que d'accroître le rayonnement de la métropole en récompensant l'excellence de la création littéraire montréalaise.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Grand Prix du livre de Montréal contribue activement à la diffusion de la littérature ainsi qu'au statut de Montréal, métropole culturelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier à mai 2025

- Mise en place de la documentation ;
- Envoi de l'information au milieu du livre ;
- Composition du jury : six (6) membres, incluant la présidence ;
- Réception des ouvrages soumis, environ 350 titres distincts.

Mars à octobre 2025

- Quatre (4) rencontres du jury en vue de déterminer la sélection du jury, les finalistes et la personne lauréate.

Octobre 2025

- Dévoilement de la sélection du jury (liste préliminaire de dix (10) titres).

Novembre 2025

- Dévoilement officiel des finalistes.

Décembre 2025

- Dévoilement officiel de la personne lauréate.
- Sous toute réserve, l'annonce de l'auteur(e) lauréat(e) de la bourse du Grand Prix du livre de Montréal devrait avoir lieu dans la semaine du 8 au 12 décembre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pauline TREMBLAY
conseiller(-ere) en ressources documentaires

Tél : 514 868-1019
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-16

Valérie DOUCET
chef(fe) de division - developpement et strategie

Tél : 514 209-4844
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique GAZO
directeur(-trice)-bibliotheques
Tél : 514 213-3220
Approuvé le : 2025-06-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2025-06-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1250111001
Unité administrative responsable : Service de la culture
Projet : Grand Prix du livre de Montréal 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et travailleurs cultures et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le dossier soutient la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif :

Priorité 15 : En soutenant financièrement les autrices et auteurs lauréat·e (15 000 $) et finalistes (1 000 $ chacun·e), la Ville reconnaît et encourage la créativité du milieu du livre montréalais.

Priorité 20 : En offrant un soutien promotionnel important, la Ville met de l'avant l'excellence de la créativité littéraire montréalaise et la fait connaître auprès de la population de Montréal, du Québec et d'ailleurs.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Liste des lauréates et lauréats du Grand Prix du livre de Montréal depuis 1987

2024: Autoportrait d’une autre, Élise Turcotte (Alto)

2023 : Tu choisiras les montagnes, Andréane Frenette-Vallières (Le Noroît)

2022 : The Good Arabs, Eli Tareq El Bechelany-Lynch (Metonymy Press)

2021 : Désormais, ma demeure, Nicholas Dawson (Éditions Triptyque)

2020 : Le boys club, Martine Delvaux (Éditions du remue-ménage)

2019 : Comment nous sommes nés, Carole David (Les Herbes rouges)

2018 : Une réunion près de la mer, Marie-Claire Blais (Boréal)

2017 : Les adieux, René Lapierre (Les Herbes rouges)

2016 : La femme qui fuit, Anaïs Barbeau-Lavalette (Marchand de feuilles)

2015 : La cérémonie du Maître, Dominique Robert (Herbes rouges)

2014 : Le feu de mon père, Michael Delisle (Boréal)

2013 : La maison des pluies, Pierre Samson (Les Herbes rouges)

2012 : Le jeune homme sans avenir, Marie-Claire Blais (Boréal)

2011 : Guyana, Élise Turcotte (Leméac Éditeur)

2010 : L’Homme blanc, Perrine Leblanc (Le Quartanier)

2009 : L'Énigme du retour, Dany Laferrière (Boréal)

2008 : Le ciel de Bay City, Catherine Mavrikakis (Héliotrope)

2007 : Partita pour Glenn Gould, Georges Leroux (Presses de l’Université de Montréal)

2006 : Parents et amis sont invités à y assister, Hervé Bouchard (Le Quartanier)

2005 : Le Siècle de Jeanne, Yvon Rivard (Boréal)

2004 : Franklin's Passage, David Solway (McGill – Queen's University Press)

2003 : La héronnière, Lise Tremblay (Leméac Éditeur)

2002 : Voyage au Portugal avec un Allemand, Louis Gauthier (Fides)

2001 : Berlin Chantiers, Régine Robin (Stock)

2000 : L’Urine des forêts, Denis Vanier (Les Herbes rouges)

1999 : Vétiver, Joël Des Rosiers (Triptyque)

1998 : L’Acquittement, Gaétan Soucy (Boréal)

1997 : Cristoforo, Récits insolites d’un singulier voyage, Willie Thomas (XYZ éditeur)

1996 : Le Milieu du jour, Yvon Rivard (Boréal)

1995 : Raisons communes, Fernand Dumont (Boréal)

1994 : Le Pavillon des miroirs, Sergio Kokis (XYZ éditeur)

1993 : Dessins et cartes du territoire, Pierre Gobeil (L’Hexagone)

1992 : La Pisseuse, Anne Élaine Cliche (Triptyque)

1991 : Passages, Émile Ollivier (L’Hexagone)

1990 : Copies conformes, Monique LaRue (Denoël / Lacombe)

1989 : Le Premier quartier de la lune, Michel Tremblay (Leméac Éditeur)

1988 : Le Fou du père, Robert Lalonde (Boréal)

1987 : Ils ne demandaient qu’à brûler, Gérald Godin (L’Hexagone)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1250111001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division développement et stratégie
Objet :	Autoriser une dépense de 35 096,50 $ pour la mise en place et la gestion du Grand Prix du livre de Montréal - Édition 2025, incluant l'attribution d'une bourse de 15 000 $ à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s de l'ouvrage gagnant et d'une bourse de 1 000 $ par ouvrage aux auteur(e)s ou aux coauteur(e)s des 4 livres finalistes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds 1250111001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.010

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1250111002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division développement et stratégie
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 5 000 $ dans le cadre de la 21e édition du Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, pour l'attribution d'une bourse à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s récipiendaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 5 000 $ dans le cadre de la 21e édition du Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, pour l'attribution d'une bourse à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s récipiendaires ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centre.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-27 14:06

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250111002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division développement et stratégie
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 5 000 $ dans le cadre de la 21e édition du Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, pour l'attribution d'une bourse à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s récipiendaires

CONTENU

CONTEXTE

À l'occasion de la désignation de Montréal par l'UNESCO comme Capitale mondiale du livre en 2005, la Ville de Montréal et son réseau de bibliothèques ont créé le Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, qui visait alors à souligner l'ensemble de l'oeuvre d'un(e) auteur(e) résidant à Montréal ou ayant publié un livre au sein d'une maison d'édition montréalaise. Depuis 2006, le Prix récompense annuellement un ouvrage jeunesse d'un(e) auteur(e) résidant à Montréal ou ayant publié un livre au sein d'une maison d'édition montréalaise.
Ce Prix est doté d'une bourse de 5 000 $ pour la personne lauréate. Il est décerné par un jury composé de cinq (5) bibliothécaires œuvrant au sein des Bibliothèques de Montréal et détenant une expertise en littérature jeunesse.

Parmi les personnes lauréates de cette prestigieuse récompense, on retrouve, entre autres, Roxane Brouillard et Cathon, François Blais, Orbie, Obom, Myriam Daguzan-Bernier, Lucile de Pesloüan et Geneviève Darling, Marianne Dubuc, Jacques Goldstyn, Manon Gauthier et Julie Pearson et Linda Amyot. La liste de l'ensemble des personnes lauréates du Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, depuis 2005, se retrouve dans la "Note additionnelle" jointe au sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0786 - 22 mai 2024 - Autoriser une dépense de 5 000 $ dans le cadre de la 20e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » pour l'attribution d'une bourse à l'auteur, l'autrice ou aux coauteurs ou coautrices récipiendaires.
CE23 1022 - 7 juin 2023 - Autoriser une dépense de 5 000 $, à même le budget de fonctionnement, dans le cadre de la 19e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » pour l'attribution d'une bourse de 5 000 $ à l'auteur-e ou aux coauteurs-es récipiendaire-s.

CE22 1165 - 3 août 2022 - Autoriser une dépense de 5 000 $ dans le cadre de la 18e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » pour l'attribution d'une bourse de 5 000 $ à l'auteur-e ou aux coauteurs-es récipiendaire-s.

CE21 1379 - 11 août 2021 - Autoriser une dépense de 5 000 $, à même le budget de fonctionnement, pour l'attribution d'une bourse de 5 000 $ à l'auteur-e ou aux coauteurs-es récipiendaire-s du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » dans le cadre de la 17e édition et autoriser une dépense de 2 000 $, à même le budget de fonctionnement, pour l'attribution de bourses aux créatrices et créateurs de quatre oeuvres finalistes du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » dans le cadre de la 17e édition, à hauteur de 500 $ par oeuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque oeuvre.

CE20 1528 - 7 octobre 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 000 $, à même le budget de fonctionnement, pour l'attribution de bourses aux créatrices et créateurs de quatre oeuvres finalistes du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal », dans le cadre de la 16e édition (CE20 0335), à hauteur de 500 $ par oeuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque oeuvre.

CE20 0335 - 11 mars 2020 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ».

CE19 0480 - 20 mars 2019 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ».

CE18 1420 - 15 août 2018 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ».

CE17 1490 - 23 août 2017 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ».

CE16 1537 - 21 septembre 2016 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ».

CE15 1755 - 25 septembre 2015 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ».

CE14 1405 - 10 septembre 2014 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ».

DESCRIPTION

Le Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal en est à sa 20e édition et récompense annuellement les personnes créatrices d'un livre jeunesse montréalais publié au cours de l'année précédente et qui est reconnu pour sa qualité et son originalité.
La gestion de cette distinction littéraire est assumée par la Division développement et stratégie, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture.

Afin d'être admissible(s) au Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, les personnes créatrices d'un ouvrage de langue française ou anglaise, ou la maison d'édition de cet ouvrage, doivent être domiciliées sur le territoire de la Ville de Montréal.

En plus d'une bourse de 5 000 $ offerte à la personne lauréate, et d'une bourse de 500 $ par ouvrage aux finalistes (remise par les Amis des bibliothèques), le Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal assure également à l'ouvrage primé un appui promotionnel

important.

Le Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal sera décerné au cours de décembre 2025.

JUSTIFICATION

La richesse de la littérature jeunesse québécoise est reconnue mondialement. En octroyant des bourses dans le cadre du Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, la Ville de Montréal entend elle aussi reconnaître et souligner la qualité du travail des personnes créatrices de la littérature jeunesse, ainsi que la richesse culturelle qu'apporte une telle littérature auprès des jeunes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 5 000 $, est prévu à même le budget de fonctionnement de la Division développement et stratégie, à la Direction des bibliothèques, du Service de la culture. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

En regard de la nature de ce dossier, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, en lien avec l'innovation et la créativité, ce qui permet d'accroître le rayonnement de la métropole en récompensant l'excellence de la création littéraire pour la jeunesse à Montréal.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal contribue activement à la diffusion de la littérature jeunesse ainsi qu'au statut de Montréal, métropole culturelle.
Le « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » est non seulement une reconnaissance importante du travail des personnes créatrices de la littérature jeunesse de Montréal, mais c'est aussi un outil incontournable pour les bibliothécaires, les animateurs(trices) ainsi que les parents qui souhaitent stimuler l'intérêt des jeunes envers la lecture en leur présentant des oeuvres jeunesse de qualité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier à mai 2025 :

- Préparation de la liste des titres montréalais publiés en 2024, en collaboration avec le milieu du livre ;
- Envoi d'une demande à tout le personnel des bibliothèques pour choisir leurs titres préférés publiés en 2024 ;
- Formation d'un jury de cinq (5) bibliothécaires jeunesse ;
- Compilation des suggestions reçues et vérification de l'admissibilité des titres ;
- Rencontre préparatoire avec le jury.

Mai à août 2025 :

- Période de lecture pour le jury de l'ensemble des livres suggérés ;
- Délibérations du jury pour déterminer l'oeuvre primée et les quatre (4) oeuvres finalistes.

Octobre 2025 : Dévoilement officiel des finalistes.

Décembre 2025 :

- Dévoilement officiel de la ou des personne(s) lauréate(s) ;
- Sous réserve de changements possibles pour maximiser l'impact des Prix remis par la Ville, l'annonce de l'auteur(trice) lauréat(e) de la bourse du Grand Prix du livre de Montréal devrait avoir lieu dans la semaine du 8 au 12 décembre 2025 (date à confirmer).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pauline TREMBLAY
conseiller(-ere) en ressources documentaires

Tél : 514-868-1019
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-16

Valérie DOUCET
chef(fe) de division - developpement et strategie

Tél : 514-209-4844
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique GAZO
directeur(-trice)-bibliotheques
Tél : 514-213-3220
Approuvé le : 2025-06-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2025-06-26

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1250111002
Unité administrative responsable : Service de la culture
Projet : Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et travailleurs cultures et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le dossier soutient la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif :

Priorité 15 : En soutenant financièrement les autrices et auteurs lauréat·e (15 000 $) et finalistes (1 000 $ chacun·e), la Ville reconnaît et encourage la créativité du milieu du livre montréalais.

Priorité 20 : En offrant un soutien promotionnel important, la Ville met de l'avant l'excellence de la créativité littéraire montréalaise et la fait connaître auprès de la population de Montréal, du Québec et d'ailleurs.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Liste des lauréates et lauréats du Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal depuis 2005

2024: Le dessin trop mignon, Roxane Brouillard et Cathon (Fonfon)

2023 : Le garçon aux pieds à l'envers, François Blais (Fidès)

2022 : La fin des poux, Orbie (Les 400 coups)

2021 : Le petit livre pour les géants, Obom (Comme des géants)

2020 : Tout nu ! Le dictionnaire bienveillant de la sexualité, Myriam Daguzan-Bernier et Cécile Gariépy (Cardinal)

2019 : J'ai mal et pourtant ça ne se voit pas, Lucile de Pesloüan et Geneviève Darling (L'Isatis)

2018 : Le chemin de la montagne, Marianne Dubuc (Comme des géants)

2017 : Azadah, Jacques Goldstyn (La Pastèque)

2016 : L'arbragan, Jacques Goldstyn (La Pastèque)

2015 : Elliot, Julie Pearson et Manon Gauthier (Les 400 coups)

2014 : Le jardin d'Amsterdam, Linda Amyot (Leméac)

2013 : Jane, le renard et moi, Fanny Britt et Isabelle Arsenault (La Pastèque)

2012 : La chute de Sparte, Biz (Leméac)

2011 : Miss Pissenlit, Andrée Poulin (Québec Amérique)

2010 : Harvey, ou comment je suis devenu invisible, Hervé Bouchard et Janice Nadeau (La Pastèque)

2009 : Ophélie, Charlotte Gingras et Daniel Sylvestre (La courte échelle)

2008 : La petite rapporteuse de mots, Danielle Simard et Geneviève Côté (Les 400 coups)

2007 : Ma vie ne sait pas nager, Élaine Turgeon (Québec Amérique)

2006 : Pas si bête, Philippe Béha (Hurtubise HMH)

2005 : Christiane Duchesne, pour l'ensemble de son œuvre

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1250111002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division développement et stratégie
Objet :	Autoriser une dépense de 5 000 $ dans le cadre de la 21e édition du Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal, pour l'attribution d'une bourse à l'auteur(e) ou aux coauteur(e)s récipiendaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1250111002 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258798005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire totalisant 425 000 $ du Service du développement économique à l'arrondissement de Ville-Marie pour le projet Espace + Village

Il est recommandé :
- d'autoriser un virement budgétaire totalisant 425 000 $ du Service du développement économique à l'arrondissement de Ville-Marie pour le projet Espace + Village, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2025-06-30 10:28

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258798005**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire totalisant 425 000 $ du Service du développement économique à l'arrondissement de Ville-Marie pour le projet Espace + Village

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2022, l'arrondissement de Ville-Marie donnait le coup d'envoi aux consultations citoyennes du Forum du Village: une vaste démarche participative visant à mobiliser la population du Village ainsi que les acteurs des milieux institutionnel, communautaire et économique. Les enjeux et les besoins du Village, recueillis à l'été 2022 lors du Forum sur rue et du Forum de travail, ont été identifiés, puis soigneusement analysés au cours des derniers mois afin de livrer la *Stratégie d'intervention collective pour le Village.*
Concrètement, la Stratégie offre un portrait clair du contexte, des constats et des besoins pour chacun des volets abordés lors du Forum du Village, soit la sécurité et le vivre-ensemble, la culture et l'identité, l'espace public et la vitalité socioéconomique. S'ensuit une série d'interventions clés qui répondent aux problématiques analysées. La Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont déjà pris de nombreux engagements dans le cadre de cette stratégie, entre autre :

2. VOLET CULTURE ET IDENTITÉ
Selon les données analysées, la question identitaire du Village donne lieu à un grand nombre d'interprétations. À ce niveau, les données récoltées dans le cadre de la démarche offrent quelques pistes de réponses quant aux principales facettes identitaires et culturelles du secteur :
2.1 un lieu d'inclusion et de rassemblement de populations variées dont les communautés LGBTQIA2S+.

3. VOLET ESPACE PUBLIC ET VITALITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE
3.7 soutien à l'émergence d'un projet immobilier pour un carrefour communautaire.

Le Service de développement économique a rendu l'OBNL Espace LGBTQ+ admissible en mai 2023 au Programme Accélérer l'investissement durable - Économie-sociale. En 2024, l'organisme a fait l'acquisition du bâtiment situé au 929-935, rue Sainte-Catherine Est.

De plus, en février 2024, le Service de développement économique a lancé la Stratégie centre-ville, basée sur trois priorités :

- Mettre en valeur l'identité de nos quartiers
- Miser sur une mixité urbaine vibrante
- Créer des parcours verts, agréables et sécuritaires

Le présent dossier vise à approuver un virement budgétaire de 425 000 $ à l'arrondissement de Ville-Marie à partir du budget de fonctionnement du Service du développement économique - Stratégie centre-ville, pour une contribution financière de l'arrondissement à l'organisme Espace LGBTQ+, pour le projet Espace + Village.

Les travaux sur les complexe situé au 929, rue Sainte-Catherine Est va préserver et mettre en valeur le cadre bâti en plus d'être carboneutre. Le projet permet d'offrir des locaux abordables, de mettre de l'avant des services communautaires (santé, sociaux) et d'avoir une multitude d'événements culturels qui mettent en valeur l'identité propre du Village. Le complexe permettre de créer des espaces sécuritaires et accessibles afin de faciliter la mixité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0588 - 19 octobre 2023 : Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) ;
CG22 0352 - 19 mai 2022 : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) » (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale).

DESCRIPTION

Le projet vise la revitalisation d'un bâtiment vacant pour le transformer en lien sécuritaire, inclusif et accessible. L'ouverture du 1er complexe communautaire et culturel LGBTQ+ francophone en Amérique est prévue en 2027 et regroupera entre 12 et 15 organisations permanentes œuvrant dans divers secteurs (santé, immigration, droits LGBTQ+, culture, soutien aux victimes, etc.). Le complexe ouvert à toutes et à toutes offrira des espaces de collaboration et d'événements.
Le projet compte sur des multiples partenaires, comme :
1) futurs locataires : Coop Librairie l'Euguélionne, Fierté Montréal, Massimadi, RÉZO, Conseil québécois LGBT, StudioZX, Inclusion Sport, Juritrans, Coalition des familles LGBT, AGIR, Centre solidarité lesbienne, CliniX
2) membres de l'organisme = 60 groupes communautaires et culturels
3) Partenaires professionnels : Architecte Rayside Labossière, Groupe CDH, Alte-coop, PME Montréal Centre-Ville, Héritage Montréal, Meilleur Monde, BC2, Entremise, Jack Marketing, Eco bâtiment, Natasha Gupta, Samuel Rainvile, Michelle Camara, Dynamo, Aire Commune
4) Partenaires financiers : Fondation Lucie et André Chagnon, PME Montréal, Gouvernement fédéral, Power Corporation Canada, Innogec, Ivanhoe Cambridge, Caisse Desjardins du Quartier Latin, AGRTQ, Initiative immobilière communautaire du grand Montréal
Appuyé par plus de 40 institutions (CIUSSS, UQAM, PME Montréal, CDC Centre-Sud, Table des groupes de Femmes de Montréal, Association citoyenne du Village, SDC du Village, etc.

Le modèle proposé pour le projet Espace + Village vise à déprécariser les membres de l'organisme, leur offrir davantage de prévisibilité et de résilience financière afin qu'ils puissent se consacrer à leurs missions, soit celle d'améliorer les conditions de vie des personnes LGBTQ+.
En garantissant un pied carré abordable et modulé selon la capacité de payer des organismes, ceux-ci auront davantage de ressources vouées à la prestation de services. Par ailleurs, en ayant un pied à terre au cœur du Village et en garantissant l'accessibilité universelle, nous nous assurons que les services rejoignent un maximum de prestataires.

JUSTIFICATION

Le virement budgétaire à l'arrondissement pour le projet Espace + Village s'inscrit :

- Dans la mise en œuvre de la Priorité 2 - Miser sur une mixité urbaine vibrante et prioriser les investissements au sein d'édifices existants de la Stratégie Centre-Ville de la Ville de Montréal 2024-2030.
- Dans la mise en ouvre de la priorité 3.7 - Volet espace public et vitalité socio-économique - soutien à l'émergence d'un projet immobilier pour un carrefour communautaire, de la Stratégie d'intervention collective du Village.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 425 000 $, sera financé par le budget de fonctionnement du Service du développement économique - Stratégie Centre-Ville. Un virement budgétaire sera effectué vers l'arrondissement de Ville-Marie.
En ce sens, le sommaire décisionnel 1252840015 (octroi d'un soutien financier de 625 000 $ à l'Espace LGBTQ+) sera présenté au conseil d'arrondissement de Ville-Marie à la séance du 8 juillet prochain.

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville-centre.

MONTRÉAL 2030

Le virement budgétaire à l'arrondissement contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique Montréal 2030, tels qu'indiqués dans la grille Montréal 2030 jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts socio-économiques :

- Pérennisation de plus d'une dizaine OBNL LGBTQ+, permettant la protection de plus de 65 emplois (employé.es souvent discriminé.es dans d'autres milieux) ;
- Attractivité de milliers d'usagers par année dans le quartier permettant des retombées économiques pour l'ensemble de la rue commerciale ;
- Rayonnement de la métropole, bonification du filet social du quartier et l'amélioration des conditions de vie des personnes LGBTQ+ du Québec. Une diversité de personnes rejointes (environ 20 000 usager.es), telles que nouveaux.elles arrivant.es, femmes, personnes trans, personnes en situation d'itinérance, personnes à mobilité réduite, etc. ;
- Renforcement du sentiment d'appartenance, cet espace dédié permet une meilleur cohabitation et permet d'expérimenter de nouveaux contextes ;
- Visibilité accrue face à certaines valeurs d'inclusion et face à la lutte contre la discrimination ;
- Revitalisation urbaine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaboré en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

4 Juillet 2025 : virement de crédit à l'arrondissement de Ville-Marie

- **8 juillet 2025** : présentation au conseil d'arrondissement
- **15 janvier 2027** : fin du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur, le directeur de direction ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Cristina DARIENZO, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronica PINZON
Conseillère en planification

Tél : 514 872-4114
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Maha BERECHID
chef(fe) de division - intelligence economique

Tél : 514-872-7640
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique
Tél :
Approuvé le : 2025-06-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1258798005
Unité administrative responsable : Développement économique
Projet : Approuver un virement budgétaire totalisant 400 000 $ du Service du développement économique à l'arrondissement du Ville-Marie pour contribution financière à Espace LGBTQ+, pour le projet Espace + Village.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous. Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258798005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction
Objet :	Autoriser un virement budgétaire totalisant 425 000 $ du Service du développement économique à l'arrondissement de Ville-Marie pour le projet Espace + Village

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1258798005_ Virement à Ville-Marie_ dossier LGBTQ+.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Adriana SANTOS
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-27

Habib NOUARI
Conseiller(-ère) budgétaire
Tél : (514) 872-0984
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.012

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1250269003

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Immeubles et Matériel Roulant
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement de crédits à l'arrondissement de LaSalle, au montant de 959 995,26 $, taxes incluses, provenant du Programme de protection des bâtiments de compétence locale et du Programme d'accessibilité universelle, pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle

Il est recommandé :
d'autoriser un virement de crédits à l'arrondissement de LaSalle, au montant de 959 995,26 $, taxes incluses, provenant du Programme de protection des bâtiments de compétence locale et du Programme d'accessibilité universelle, pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-06-11 08:19

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du lundi 9 juin 2025	Résolution: CA25 20 0285

Contrat à Les Constructions P.R.V. Inc. pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire

Il est proposé par Michel NOËL

appuyé par Benoit AUGER

et résolu :

D'autoriser une dépense maximale de 1 349 994,07 $ taxes incluses (contrat : 999 995,06 $ - contingences: 199 999,01 $ - incidences: 150 000,00 $), pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'octroyer à Les Constructions P.R.V. Inc. le contrat de l'appel d'offres public n° 863862 à cette fin, au prix de sa soumission, soit au prix total de 999 995,06 $ taxes incluses, conformément au cahier des charges.

De demander au comité exécutif d'effectuer les virements de crédit à cet effet.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1250269003

Nancy BLANCHET
_____
Mairesse d'arrondissement

Simon PROVOST-GOUPIL
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.012

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1250269003

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Immeubles et Matériel Roulant
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Les Constructions P.R.V. Inc. au montant de 999 995,06 $ taxes incluses, pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle – Dépense totale de 1 349 994,07 $ taxes incluses (contrat : 999 995,06 $ - contingences: 199 999,01 $ - incidences: 150 000,00 $), dans le cadre de l'appel d'offre public n° 863862. De demander au comité exécutif d'effectuer les virements de crédit à cet effet.

D'autoriser une dépense maximale de 1 349 994,07 $ taxes incluses (contrat : 999 995,06 $ - contingences: 199 999,01 $ - incidences: 150 000,00 $), pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'octroyer à Les Constructions P.R.V. Inc. le contrat de l'appel d'offres public n° 863862 à cette fin, au prix de sa soumission, soit au prix total de 999 995,06 $ taxes incluses, conformément au cahier des charges.

De demander au comité exécutif d'effectuer les virements de crédit à cet effet.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Steve BARKLEY **Le** 2025-06-06 08:13

Signataire : Steve BARKLEY

_____

Directeur d'arrondissement
LaSalle , Direction

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250269003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Immeubles et Matériel Roulant
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Les Constructions P.R.V. Inc. au montant de 999 995,06 $ taxes incluses, pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle – Dépense totale de 1 349 994,07 $ taxes incluses (contrat : 999 995,06 $ - contingences: 199 999,01 $ - incidences: 150 000,00 $), dans le cadre de l'appel d'offre public n° 863862. De demander au comité exécutif d'effectuer les virements de crédit à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

L'aréna Jacques-Lemaire est un immeuble de plain-pied (un étage) avec un sous-sol, construit en 1961 et d'une superficie bâtie d'environ 6000 m². Il dispose d'une porte d'entrée principale automatique et d'une rampe d'accès intérieure. À l'étage, se retrouve des gradins, un casse-croûte, des salles de toilettes, une salle de réception et des bureaux. La patinoire et les vestiaires sont au sous-sol. L'entrée principale et la billetterie sont situées entre le sous-sol et l'étage. À partir du hall d'entrée, on accède aux gradins par un escalier et une rampe d'accès.

L'arrondissement de LaSalle a mandaté la firme Société Logique pour l'élaboration d'un rapport d'expertise sur l'accessibilité universelle (AU) de ce bâtiment. Ce rapport a révélé des problématiques en lien avec l'accessibilité universelle concernant la porte principale, la rampe et l'escalier du hall d'entrée vers l'aréna, les portes intérieures, les salles de toilettes, l'espace gradins pour fauteuils roulants, divers comptoirs et fontaine d'eau, entre autres.

Une fiche d'opportunité de projet a été élaborée par notre arrondissement et une demande de financement a été envoyée à la Ville de Montréal, Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour obtenir un financement dans le cadre du Programme de protection des immeubles de compétence locale – volet maintien d'actifs, et le Programme d'accessibilité universelle. Ces programmes sont financés à 80% par la ville centre et 20% par les arrondissements.

Pour le Programme de protection des immeubles, La ville centre a approuvé un montant maximal:

- programme AU: 1 068 702, 90 $ net mais en excluant les travaux extérieurs en AU
- programme de protection des immeubles de compétence locale (CL): 390 988,87 $
- Total potentiel en 2023: 1 459 692 $ (net de ristournes)

Considérant que les coûts réels (plus bas soumissionnaire conforme) sont de 999 995,06 + contingences de 199 999,01 $ (taxes incluses) = 1 199 994,07 $ taxes incluses

(1 095 754,53 $ net de ristournes de taxes), l'aide financière pourra être de l'ordre de 80 % du 1 095 754,53, soit de 876 603,62 $ (net de ristourne de taxes) pour les travaux.

Une aide sera utilisée pour couvrir 80 % des frais de services professionnels des travaux admissibles (Dépense totale de 231 436,20 $ taxes incluses : contrat : 167 863,50 + contingences: 33 572,70 $ + incidences : 30 000,00 $).

Un appel d'offres public a été lancé le 3 avril 2025 pour des divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle. L'annonce pour l'appel d'offres est parue dans le SEAO et le Journal Constructo. Un délai de 40 jours calendrier a été accordé aux soumissionnaires pour déposer une soumission. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 13 mai 2025 à 13 h 30.

Six addenda ont été émis afin de répondre aux questions des soumissionnaires, reporter la date d'ouverture à leur demande et compléter ou préciser différents éléments du cahier des charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA24 20 0392 – Adoptée le 7 octobre 2024 : D'octroyer le contrat à MDTP Atelier d'Architecture Inc., au montant de 167 863,50 $ taxes incluses, pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour des travaux d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle, (Dépense totale de 231 436,20 $ taxes incluses : contrat : 167 863,50 + contingences: 33 572,70 $ + incidences : 30 000,00 $) comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant - dans le cadre de l'appel d'offres public no 826129 (GDD 1240269004).

DESCRIPTION

Les travaux d'amélioration d'accessibilité universelle à l'aréna Jacques Lemaire consistent en ce qui suit :

· Améliorer l'accessibilité de l'entrée principale en rendant le vestibule et le rez-de-chaussée entièrement accessibles, réparer et/ou remplacer les portes extérieures problématiques (y compris les portes automatiques et dispositifs d'ouverture automatiques), ainsi que remplacer les grilles gratte-pieds et les seuils de porte, pour assurer une transition fluide et sécurisée;

· Mise aux normes de la rampe d'accès, des escaliers, des mains-courantes et des garde-corps, pour garantir leur conformité aux standards de sécurité et d'accessibilité et assurer le respect des réglementations en vigueur;

· Réaménager les salles de toilettes et les installations sanitaires du 1er étage;

· Mise aux normes des places de gradins réservées aux personnes en fauteuil roulant, en assurant un espace suffisant, un accès facile et une visibilité adéquate.

JUSTIFICATION

Seize (16) entrepreneurs ont pris possession des documents d'appel d'offres et huit (8) ont déposé une soumission dont trois (3) ont été déclarés non-conformes.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation réalisée par une firme externe et le montant de l'octroi.

Soumissionnaires	**Montant de la soumission**
Les Constructions P.R.V. Inc	999 995,06 $
Gilca Inc.	1 058 255,13 $
NAXO Construction	1 134 803,25 $
Afcor Construction Inc.	1 145 151,00 $
Groupe NCN Cardinal Inc.	1 170 300,00 $
Estimation réalisée	**1 101 342,66 $**
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	1 101 700,89 $ *10,17*
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	170 304,94 $ *17,03*
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	*-110 347,59 $* *(9,94)*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	*58 260,06* *5,83*

À la suite de l'ouverture des soumissions, nous avons comparé l'estimation réalisée par la firme d'architecture à celle de l'adjudicataire recommandé, et nous constatons que le montant de la plus basse soumission conforme est de 9,94 % inférieur au montant de l'estimation.

Les analyses administrative et technique des soumissions sont jointes au présent dossier.

L'appel d'offres ne fait pas partie des contrats visés par un décret adopté en lien avec la Loi, 1. Le plus bas soumissionnaire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Les Constructions P.R.V. Inc. ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation de l'Office québécois de la langue française.

Les Constructions P.R.V. Inc. a soumis la déclaration de la Charte de la langue française ainsi que la déclaration d'intégrité, exigées, dûment remplies, et l'ensemble des vérifications nécessaires ont été effectuées par les responsables du présent dossier.

Les Constructions P.R.V. Inc. déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public.

Nous recommandons l'octroi du contrat à Les Constructions P.R.V. Inc., le plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier des charges.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet de travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques -Lemaire de l'arrondissement de LaSalle est admissible au Programme de protection des immeubles de compétence locale – volet maintien d'actifs. Ce programme est financé à 80% par la ville centre (SGPI) et 20% par les arrondissements.

La dépense totale du projet (contrat, contingences et incidences) au montant de 1 349 994,07$ taxes incluses, soit 1 232 724,53$ montant net, sera assumée comme suit:

- 959 995,26$ taxes incluse, 876 603,64$ montant net, par le SGPI, soit 485 614,75$ montant net à partir du Programme AU et 390 988,89 $ montant net par le biais du Programme de protection des immeubles;

- 389 998,81$ taxes incluses, 356 120,89$ montant net par le PDI 2025-2034 de l'arrondissement LaSalle, LAS-0164 Bâtiments.

Des contingences au niveau de 20 % du contrat sont prévues afin de couvrir les travaux imprévus.

Des incidences au montant 150 000,00 $ taxes incluses ont été prévues pour d'éventuelles analyses de laboratoire et autres services ou expertises techniques ou professionnels. Les incidences seront assumées à 100% par l'arrondissement de LaSalle.

	Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits
Financement LaSalle:			
Contrat	173 950,00 $	199 999,01 $	182 625,75 $
Contingences	34 790,00 $	39 999,80 $	36 525,15 $
Contrat et contingences - Portion LaSalle	208 740,00 $	239 998,81 $	219 150,90 $
Incidences	130 463,14 $	150 000 $	136 969,99 $
Total dépense LaSalle	**339 203,14 $**	**389 998,81 $**	**356 120,90 $**
Financement SGPI:			
Contrat	695 800 $	799 996,05 $	730 503 $
Contingences	139 160 $	159 999,21 $	146 100,61 $
Total dépense SGPI	**834 960 $**	**959 995,26 $**	**876 603,63 $**

Total dépense LaSalle et SGPI	**1 174 163,14 $**	**1 349 994,07 $**	**1 232 724,53 $**

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2025-2034 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Projets	2025	2026	2027	Total
56700 - Bâtiments	356			356
SGPI	877			877
TOTAL	**1233**	**0**	**0**	**1233**

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : Juin 2025
Fin des travaux : Décembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs (Viorica ZAUER)

Validation du processus d'approvisionnement :
LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs (Luce DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

Jean WALSH, 26 mai 2025
Saadia AIT ABDELOUAHAD, 22 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Giulia BAUME
gestionnaire immobilier(-iere)

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-22

Éric TRUCHON
directeur(-trice) - travaux publics en arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

PROCÈS-VERBAL D'OUVERTURE DE SOUMISSIONS

DIVERS TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ET D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE DE L'ARÉNA JACQUES-LEMAIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE

Soumission AOP # 863862
CONTRAT : BAT. 25-427

DATE : 13 mai 2025

HEURE : Immédiatement après l'expiration du délai prévu pour le dépôt des soumissions à 13 h 30

LIEU : Salle du conseil d'arrondissement
55, avenue Dupras
LaSalle

PRÉSENCE : Simon Provost-Goupil, secrétaire d'arrondissement
Adolphine Luzayday, analyste de dossiers
Diane Bibeau, analyste de dossiers

Nombre de soumissionnaires invités ou s'étant procuré les documents sur le SÉAO	14	Nombre de soumissionnaires ayant soumissionné	8

Les soumissionnaires suivants ont soumis des prix :

Nom du soumissionnaire	Prix taxes incluses
NAXO CONSTRUCTION (9229-9733 Québec Inc.)	1 134 803,25 $
LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC.	999 995,06 $
AFCOR CONSTRUCTION INC.	1 145 151,00 $
CORRADO ENTREPRENEUR GÉNÉRAL (9480-O265 Québec INC.)	1 010 483,08 $
GROUPE NCN CARDINAL INC.	1 170 300,00 $
LE GROUPE ST-LAMBERT (2862-5622 QUÉBEC INC)	1 099 159,85 $
GROUPE DCR/9282-0786	1 120 446,32 $
GILCA INC.	1 058 255,13 $

Les soumissions sont transmises à la Division des ressources financières, matérielles et informationnelles pour évaluation de conformité.

Signé à LaSalle, le 13 mai 2025.

Simon Provost-Goupil
Secrétaire d'arrondissement

Adolphine Luzayday
Analyste de dossiers

Diane Bibeau
analyste de dossiers

LaSalle Montréal	Appel d'offres Exécution de travaux	
	No SEAO:	20057386
	No Appel d'offres:	863862

Addenda no.5

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	**Comptoir du Bureau Accès LaSalle** **55, av. Dupras, LaSalle** **Montréal (Québec) H8R 4A8, avant 13h30**
2025	**4**	**3**	**2025**	**5**	**13**	

Titre de l'Appel d'offres

Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle

Adresse de l'Ouvrage:		**Montant**	
		Montant total avant taxes :	869 750,00 $
Numéro de l'Ouvrage:		Taxe sur les produits et services 5 % :	43 487,50 $
Numéro de mandat:		Taxe de vente du Québec 9,975 % :	86 757,56 $
Numéro de Contrat:	BAT.25-427	**Montant total avec taxes:**	**999 995,06 $**

LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

1146548491	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher içi

Je (Nous), soussigné(s): LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1003 RUE VALOIS, VAUDREUIL-DORION, QC, J7V-8P2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

MATHIEU ROBILLARD	VICE-PRÉSIDENT	
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)	
	Téléphone :	450-424-1600
Signature Date : 13 MAI 2025	Courriel :	MROBILLARD@CONSTRUCTIONSPRV.CA

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

LaSalle Montréal	Appel d'offres Exécution de travaux	
	No SEAO:	20057386
	No Appel d'offres:	863862

Addenda no.5

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Reporter ici les montants établis dans la section C du bordereau de soumission			MONTANT avant taxes
Chapitre	No	**Nom des chapitres (spécialités)**	
Chapitre	00	Conditions générales	143 750,00 $
Chapitre	01	Architecture	399 365,00 $
Chapitre	02	Structure	56 000,00 $
Chapitre	03	Mécanique	190 720,00 $
Chapitre	04	Électricité	79 915,00 $
PRIX FORFAITAIRE CHAPITRES CI-DESSUS			**TOTAL**
Total de tous les chapitres ci-dessus (avant taxes) Reporter ce montant à la Section A - Sommaire du formulaire de soumission			**869 750,00 $**

Titre de l'appel d'offres:	**No SEAO:**	**20057386**
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle		

LaSalle Montréal	Appel d'offres Exécution de travaux	
	No SEAO:	20057386
	No Appel d'offres:	863862

Addenda no.5

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section C - Bordereau de soumission

Chapitre 00 — Conditions générales DESCRIPTION	MONTANT
Frais généraux de Chantier	58 750,00 $
Frais d'administration et profits	85 000,00 $
TOTAL DU CHAPITRE 00 — Conditions générales (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**143 750,00 $**

	Chapitre 01 — ARCHITECTURE DESCRIPTION	MONTANT
	Métaux ouvrés: garde-corps rampe d'accès et escalier	21 520,00 $
	Portes automatisées et quincaillerie	9 200,00 $
	Finition de plancher (Hall)	32 250,00 $
	Peinture (pistolet à peinture) - murs	5 000,00 $
	Plafond suspendu	29 500,00 $
Add.5	***Céramique murale (Hall)***	2 500,00 $
	Grille gratte-pieds (Hall)	3 950,00 $
	Portes d'entrée	4 000,00 $
	Murs-rideaux	65 270,00 $
	Finition de plancher (estrade)	2 500,00 $
	Parois vitrée (estrade)	8 675,00 $
	Cloisons intérieures en gypse	16 500,00 $
	Accessoires salles de toilette	12 000,00 $
	Partitions de toilettes	32 000,00 $
	Séparateurs d'urinoirs	2 000,00 $
	Peinture	5 000,00 $
	Finition de plancher	20 000,00 $
Add.5	***Céramique murale (blocs sanitaires)***	50 000,00 $
	Finition de plafond	1 900,00 $
	Portes, cadres, quincaillerie intérieures	36 750,00 $
	Ébénisterie: tablettes	850,00 $
	Démolition revêtement de plancher	7 500,00 $
	Démolition céramique murale	3 500,00 $
	Démolition garde-corps de la rampe d'accès et escalier	1 000,00 $
	Démolition porte double existante et quincaillerie	1 000,00 $
	Démolition murs-rideau et porte entrée	2 500,00 $
	Démolition garde-corps existants (estrade)	1 000,00 $
	Démolition parois vitrées (estrade)	300,00 $
	Démolition revêtement de plancher (estrade)	1 000,00 $
	Démolition revêtement de plancher secteur bloc	6 000,00 $
	Démolition partitions de toilette	700,00 $
	Démolition vanités	500,00 $
	Démolition cloisons soufflages blocs sanitaires incluant rangement trophées	3 000,00 $
	Décontamination présence de plomb	10 000,00 $
	TOTAL DU CHAPITRE ARCHITECTURE (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**399 365,00 $**

Chapitre 02 — STRUCTURE DESCRIPTION	MONTANT
Démolition rampe existante et muret	17 000,00 $
Nouvelle rampe et palier	33 500,00 $
Nouvelle section gradin accessible	5 500,00 $
TOTAL DU CHAPITRE STRUCTURE (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**56 000,00 $**

Chapitre 03 - MÉCANIQUE DESCRIPTION	MONTANT
Démolition	7 800,00 $
Remplacement de la fontaine existante	6 000,00 $
Nouveaux appareils sanitaires salle de toilette	50 700,00 $
Nouvelle plomberie d'eau domestique et drainage	57 300,00 $
Remplacement des appareils de chauffage au rdc et plomberie au sous-sol	8 500,00 $
Travaux de contrôle raccordement appareils de chauffage	32 120,00 $
Nouveaux conduits de ventilation et grilles de ventilation	10 300,00 $
Nouvel évacuateur au toit	5 000,00 $
Balancement ventilation	1 000,00 $
Nettoyage des conduits à conserver	2 500,00 $
Calorifugeage tuyauterie au plafond du sous-sol	9 500,00 $
TOTAL DU CHAPITRE MÉCANIQUE (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)	**190 720,00 $**

	Chapitre 04 — ÉLECTRICITÉ DESCRIPTION	MONTANT
	Démolition	3 975,00 $
	Ajout de bouton-poussoir et ouvre porte à l'entrée	720,00 $
	Branchement mécanique	11 740,00 $
Add.5	***Travaux d'alarme incendie***	2 800,00 $
Add.5	***Fourniture et installation des équipements de chauffage***	10 815,00 $
Add.5	***Travaux d'éclairage***	41 030,00 $
Add.5	***Ajout de nouveaux sèche-mains dans les toilettes***	8 835,00 $
	TOTAL DU CHAPITRE ÉLECTRICITÉ (montant à reporter à la section B - Résué du bordereau de soumission)	**79 915,00 $**

Montréal

ANNEXE B - (90 JOURS VALIDITÉ SOUMISSION)

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

5126-331	863862
(numéro de cautionnement)	*(numéro d'appel d'offres Ville)*
5 MAI 2025	20057386
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES INC. ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

625, RUE JACQUES-PARIZEAU, CASE POSTALE 17050, QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 0E1 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

JADE ROBILLARD, MANDATAIRE , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 13 MAI 2025 , par
(date)

LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC. ,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1146548491 , ayant un établissement au
(# NEQ)

1003, RUE VALOIS, VAUDREUIL-DORION (QUÉBEC) J7V 8P2 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

MATHIEU ROBILLARD, VICE-PRESIDENT , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

DIVERS TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ET D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE DE L'ARÉNA JACQUES-LEMAIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

Montréal

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

En cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, la **Caution** s'oblige à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les **90** jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes; et
- Un cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Montréal

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à QUÉBEC ,
(ville)

le 5 MAI 2025
(date)

LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC.

MATHIEU ROBILLARD , _____
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) (Signature)

NATHALIE ROBILLARD , _____
(Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**) (Signature)

L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES INC.

JADE ROBILLARD, MANDATAIRE , _____
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**) (Signature)

MÉLISSA LAUZON , _____
(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL d'une assemblée du conseil d'administration de

Les Constructions P.R.V. Inc.

Tenue au bureau de la compagnie, au
1003 rue Valois, Vaudreuil-Dorion,
Le 26 Mars 2025,

IL EST PROPOSÉ, SECONDÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

QUE Monsieur Paul Robillard
Président

et Monsieur Mathieu Robillard
tous deux des Ville et District de Vaudreuil-Dorion, soient et sont par la présente résolution, chacun autorisé à faire et à signer séparément pour et au nom de **Les Constructions P.R.V.Inc.**, toutes soumissions ainsi qu'à signer tous contrats en conséquence requis ainsi qu'à signer toutes modifications ou extensions, tous changements ou autres documents qui pourraient être nécessaires

ADOPTÉ

Extrait véritable et certifié,
Ce 26 Mars 2025

(signé) Louise Brunet Robillard
(Secrétaire)

ATTESTATION

Je, soussigné, atteste que Madame Louise Brunet Robillard
qui a certifié cet extrait est bien le secrétaire de la compagnie et que la résolution ci-dessus a été légalement adoptée à cette assemblée régulièrement tenue au bureau de direction de la compagnie.

(signé)
(Vice-Président)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC.
1003, RUE VALOIS
VAUDREUIL-DORION (QUEBEC) J7V 8P2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146548491

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 302110-KZZW-1305499
Date et heure de délivrance de l'attestation : 21 avril 2025 à 10 h 39 min 37 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2025

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Montréal

ANNEXE H

Date : 8 mai 2025

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER:	MP2B inc
Adresse postale :	510-2500 boulevard Daniel Johnson, Laval, (Québec) H7T 2P6
Téléphone : 450-668-5555	Courriel : info@mp2b.ca

ASSUREUR 1 :	Intact Assurance 7101 rue Jean talon Est, bureau 1000, Anjou, (Québec) H1M 0A5
Adresse postale :	
Téléphone : 514-388-5466	Courriel :

ASSUREUR 2 : **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 3 : **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ:	Les Constructions P.R.V. inc
Adresse postale :	1003 rue Valois, Vaudreuil-Dorion, (Québec) J7V 8P2
Téléphone :	Courriel :

Numéro d'appel d'offres :

Titre de l'appel d'offres :

863862-Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques Lemaire de l'arrondissement de LaSalle

Nous désirons confirmer par la présente que nous MP2N inc ,
(nom du courtier)

sommes en mesure de fournir à l'ASSURÉ toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Montréal

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)		
	ASSUREUR 1	ASSUREUR 2 (si applicable)	ASSUREUR 3 (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	5 M $ / sinistre	M $ / sinistre	M $ / sinistre
Montant global risque produits après travaux (PAT) (si applicable)	5 M $ / période	M $ / période	M $ / période
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	2 M $ / sinistre	M $ / sinistre	M $ / sinistre
Montant global général (autre que le risque PAT)	5 M $ / période	M $ / période	M $ / période
Umbrella (si applicable)	n/a M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	n/a M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période

B) Assurance chantier formule étendue

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du contrat découlant de l'appel d'offres mentionné en rubrique, tel que décrit et selon les termes de l'annexe **J**, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : Marie-Claude Piché, courtier en assurance de dommages

(Nom du représentant autorisé de la compagnie d'assurances)

(Signature du représentant autorisé de la compagnie d'assurances)

Montréal

ANNEXE S

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec

☒ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec

☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*

- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☐ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☐ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant

Nom du représentant MATHIEU ROBILLARD

Date 13 Mai 2025

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (RLRQ, c. B-1.1)

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5591-7017-01 — **Numéro de validation : 1-6644267720**

DATE DE DÉLIVRANCE DE LA LICENCE : 2009-05-13
DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 mai

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Constructions P.R.V. inc.
1003 RUE VALOIS
Vaudreuil-Dorion QC
Canada J7V 8P2

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter ou faire exécuter des travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Entrepreneur général (annexe I)

1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil

Entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Mathieu Robillard

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

LaSalle Montréal	Appel d'offres Exécution de travaux	
	No. SEAO:	20057386
	No. Appel d'offres:	863862

FORMULAIRE EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE

Expérience du soumissionnaire (réf. article 15 CCAS)				
Description de projet/Nature des travaux	Adresse	Année de réalisation	Numéro SEAO (si applicable)	Nom et coordonnées du donneur d'ouvrage
AO-19-090 - ÉCOLE PAPILLON BLEU (PAVILLON ST-JEAN BAPTISTE) - RÉFECTION DE DIVERSES COMPOSANTES (INCLUANT RÉFECTION DES BLOCS SANITAIRES. PROJET VALEUR 1.3M$	2 RUE DE LA FABRIQUE, VAUDREUIL-DORION, QC	2020-2021		CCS DES TROIS-LACS, 400 AV. ST-CHARLES, VAUDREUIL-DORION. CHARGÉE DE PROJET: MARJOLAINE GAUTHIER
ÉCOLE JOHN RENNIE - RÉNOVATIONS INTÉRIEURES PHASE 1 À 3 - TRAVAUX DIVERS, INCLUANT MISE AUX NORMES DES SORTIES, DES CAGES D'ESCALIERS ET DES CLASSES, TRAVAUX BLOCS SANITAIRES. VALEUR TOTAL: 4M$ POUR LES 3 PHASES	501 BOUL ST-JEAN, POINTE-CLAIRE, QC	2022-2024		CS LESTER B PEARSON 1925 AVENUE BROOKDALE, DORVAL, H9P2Y7, CHARGÉ DE PROJET: RAUL DAMIAN

Demande de financement PPBCL-AU | Décision rendue par le comité d'évaluation| LaSalle_3070 - ARÉNA JACQUES-LEMAIRE ; 3209 - CENTRE CULT.ET COMMU. HENRI-LEMIEUX ; 3367 - CHALET DU PARC HIGHLANDS

Veronique GIGUERE <veronique.giguere@montreal.ca>
de la part de
Sebastien CORBEIL <sebastien.corbeil@montreal.ca>

Ven 08/12/2023 16:13

À :Kahina LATTAB <kahina.lattab@montreal.ca>
Cc :Steve BARKLEY <steve.barkley@montreal.ca>;Alain POIRIER <alain.poirier2@montreal.ca>;Cristian FARAON <cristian.faraon@montreal.ca>;Maya LUTHI-VIAU <maya.luthi-viau@montreal.ca>;Corinne Sophie FARAZLI <corinnesophie.farazli@montreal.ca>;Myriam TURCOTTE <myriam.turcotte@montreal.ca>;Paul DE VREEZE <paul.devreeze@montreal.ca>;Sophie LALONDE <sophie.lalonde@montreal.ca>

Madame,

Pour faire suite à vos demandes de soutien financier mentionnées en objet, vous trouverez ci-après la décision rendue par le comité de sélection concernant les projets que vous avez soumis :

DEMANDE/FOP REÇUE LE : 2023-10-01

- Ouvrage concerné : 3070 - ARÉNA JACQUES-LEMAIRE
- Projet : Stationnement réservé, parcours, dispositifs d'ouverture portes, rénovation SDB, mise aux normes rampe intérieure, comptoir réception, abreuvoirs, signalisation, alarme visuelle incendie (possible ajout d'ascenseur)
- Décision du comité d'évaluation : **RETENU avec condition**
- Condition : estimation à réviser. Exclure les travaux extérieurs (i.e. stationnement, traçage, signalisation). Même s'il s'agit de dépenses en accessibilité universelle, elles ne sont pas capitalisables et sont malheureusement non admissibles. Nous vous référons à Olivier Beausoleil du SDIS pour un possible soutien financier pour ce type de travaux.
- Début des travaux : octobre 2024
- Fin des travaux : juillet 2025
- Montants du soutien réservés aux programmes (net de ristournes des taxes) :
    - Protection des immeubles de compétence locale (volet maintien d'actifs) : 390 988,87 $
    - Accessibilité universelle : 1 068 702,90 $ (ce montant exclut les travaux extérieurs)

DEMANDE/FOP REÇUE LE : 2023-10-02

- Ouvrage concerné : 3209 - CENTRE CULT.ET COMMU. HENRI-LEMIEUX
- Projet : Mise aux normes d'ascenseur
- Décision du comité d'évaluation : **RETENU**
- Début des travaux : janvier 2025
- Fin des travaux : septembre 2025
- Montant du soutien réservé aux programmes (net de ristournes des taxes) :
    - Protection des immeubles de compétence locale (volet maintien d'actifs) : 0 $
    - Accessibilité universelle : 1,5M $

DEMANDE/FOP REÇUE LE : 2023-10-02

- Ouvrage concerné : 3209 - CENTRE CULT.ET COMMU. HENRI-LEMIEUX
- Projet : Enveloppe et fenestration

- Décision du comité d'évaluation : **RETENU**
- Début des travaux : juillet 2025
- Fin des travaux : novembre 2025
- Montant du soutien réservé aux programmes (net de ristournes des taxes) :
    - Protection des immeubles de compétence locale (volet maintien d'actifs) : 800 000 $
    - Accessibilité universelle : 0 $

DEMANDE/FOP REÇUE LE : 2023-10-02

- Ouvrage concerné : 3209 - CENTRE CULT.ET COMMU. HENRI-LEMIEUX
- Projet : Protection incendie
- Décision du comité d'évaluation : **NON RETENU**
- Motif de refus : Atteinte du montant maximal permis par le Programme de la protection des bâtiments de compétence locale pour l'ouvrage 3209. À noter : échange possible avec le projet « Enveloppe et maçonnerie » ci-haut du même ouvrage, si l'Arrondissement le désire.

DEMANDE/FOP REÇUE LE : 2023-10-02

- Ouvrages concerné : 3367 - CHALET DU PARC HIGHLANDS
- Projet : Enveloppe et maçonnerie
- Décision du comité d'évaluation : **RETENU**
- Début des travaux : juin 2024
- Fin des travaux : août 2024
- Montant du soutien réservé aux programmes (net de ristournes des taxes) :
    - Protection des immeubles de compétence locale (volet maintien d'actifs) : 259 914,50 $
    - Accessibilité universelle : 0 $

Veuillez noter que, pour tout projet *retenu* ou *retenu avec conditions*, un décalage maximal de 6 mois du début des travaux par rapport à l'échéancier planifié ci-haut sera permis seulement sous condition de motif raisonnable, autrement, la disponibilité des fonds ne sera pas garantie. Également, un suivi auprès de l'arrondissement sera entamé trimestriellement par le SGPI afin de confirmer l'avancement du (des) projets.

Nous tenons à vous rappeler que le soutien financier est uniquement dédié aux dépenses admissibles en lien avec des travaux de maintien d'actif et/ou d'accessibilité universelle, le cas échéant, le tout selon les paramètres de chaque programme. L'attribution du montant du soutien sera uniquement effectuée lors de l'octroi de contrat des travaux d'entrepreneur. Pour ce faire, vous devez rédiger votre dossier décisionnel et, par la suite :

1. Pour tout projet qui inclut le volet d'accessibilité universelle, à la fin des étapes de conception « dossier préliminaire » et « dossier définitif », veuillez transmettre au SGPI (immeubles.expertise@montreal.ca), le programme fonctionnel et technique (PFT) qui a servi pour le projet, les plans, le devis et l'estimation, pour nos commentaires;
2. Transmettre au SGPI (immeubles.expertise@montreal.ca) le plus tôt possible et préférablement avant la circulation du dossier décisionnel afin d'éviter des retards de traitement, les documents d'appel d'offres (plans, devis, addenda), la soumission retenue par l'arrondissement, la répartition globale des coûts du projet identifiant clairement les travaux ou la portion de ceux-ci attribuable à chaque volet (i.e. maintien d'actifs et accessibilité universelle, le cas échéant) selon l'Uniformat, et en s'assurant d'avoir inclus contingences, incidences, honoraires professionnels et frais de laboratoires, taxes connexes, et toute autre pièce justificative si applicable, tel PFT, présentation, etc.;
3. Demander au SGPI (immeubles.expertise@montreal.ca) d'intervenir en tant que partie-prenante pour le dossier décisionnel, pour fin d'analyse des informations finales du projet et d'établissement du montant du soutien financier qui sera officiellement accordé;
4. Demander au Service des finances (gdd_hdv@ville.montreal.qc.ca) d'intervenir dans le dossier décisionnel afin d'obtenir un certificat de fonds. À remarquer que le Services des finances peut seulement compléter

son intervention au dossier décisionnel après l'intervention de partie-prenante du SGPI **(c)**;
5. Dans le cas d'un contrat d'entrepreneur déjà octroyé, vous devez rédiger un dossier décisionnel afin de modifier les imputations et suivre les mêmes consignes indiquées précédemment.

Veuillez transmette toute question à la boite courriel du SGPI (immeubles.expertise@montreal.ca).

Nous vous remercions de l'intérêt que vous avez accordé à nos programmes de soutien financier.

Meilleures salutations,

Véronique Giguère pour :

_____

Sébastien Corbeil, MGP
Directeur par intérim
Direction de la gestion des actifs immobiliers
Service de la Gestion et de la Planification des Immeubles
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame est, 6e étage
Montréal, H2Y 3Y8
Cellulaire: (514) 574-6987
Courriel : sebastien.corbeil@montreal.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

LaSalle Montréal

ANALYSE DES SOUMISSIONS - CONFORMITÉ TECHNIQUE

APPEL D'OFFRES PUBLIC (exécution de travaux)

N^{O} DE SOUMISSION / N^{O} DE CONTRAT : 863862 / BAT. 25-427

TRAVAUX : Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle

Estimé final **1 110 342,66 $**

	1	2	3	4	5	6	7	8
NOM SOUMISSIONNAIRES	**LES CONSTRUCTIONS P.R.V. Inc.**	**9480-0265 QUEBEC INC.**	**Gilca Inc.**	**LE GROUPE SAINT-LAMBERT**	**GROUPE DCR**	**9220-9733 QUEBEC INC NAXO**	**AFCOR CONSTRUCTION INC.**	**GROUPE NCN CARDINAL INC.**
LICENCE D'ENTREPRENEUR CATÉGORIE APPROPRIÉE	C	C	C	C	C	C	C	C
LISTE TRAVAUX SEMBLABLES	C	NC	C	NC	NC	C	C	C
CONFORMITÉ TECHNIQUE	C	NC	C	NC	NC	C	C	C
RECOMMANDATION	L'entrepreneur LES CONSTRUCTIONS P.R.V. Inc. est techniquement conforme et donc recommandé comme adjudicataire.							

Légende : C = conforme NC = non-conforme AB = absent NA = non applicable FM = formule maison INCL = inclus

Ces informations sont OBLIGATOIRES pour la conformité d'une soumission.

Vérifié par : Giulia Baume **Date :** 2025-05-27

Approuvé par : Giulia Baume **Date :**

SOUMISSIONNAIRES	RAISONS DE LA NON-CONFORMITÉ TECHNIQUE
9480-0265 QUEBEC INC.	Projet 1: La liste des travaux semblables présentés ne correspondent pas à la nature des travaux de l'appel d'offres. Projet 2: La liste des travaux semblables présentés ne correspondent pas à la nature des travaux de l'appel d'offres,
LE GROUPE SAINT-LAMBERT	Projet 1: La liste des travaux semblables présentés ne correspondent pas à la nature des travaux de l'appel d'offres, Projet 2: Conforme
GROUPE DCR	Projet 1: Conforme Projet 2: La liste des travaux semblables présentés ne correspondent pas à la nature des travaux de l'appel d'offres,

Vérifié par : Giulia Baume **Date :** 2025-05-27

Approuvé par : Giulia Baume **Date :**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs

Dossier # : 1250269003

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Immeubles et Matériel Roulant
Objet :	Octroyer un contrat à Les Constructions P.R.V. Inc. au montant de 999 995,06 $ taxes incluses, pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle – Dépense totale de 1 349 994,07 $ taxes incluses (contrat : 999 995,06 $ - contingences: 199 999,01 $ - incidences: 150 000,00 $), dans le cadre de l'appel d'offre public n° 863862. De demander au comité exécutif d'effectuer les virements de crédit à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Le financement des travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire est assumé en partenariat: SGPI (80% du contrat et contingences) et l'arrondissement LaSalle (20% du contrat et contingences et 100% des incidences).

FICHIERS JOINTS

1250269003 Arena J. Lemaire_tvx.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Viorica ZAUER
Conseillière en gestion des ressources financières
Tél : 514-367-2354

Co-auteure :
Paule Tanguay
Préposée au budget

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-05

Lyne LAMBERT
C/D Ressources financières

Tél : 514-232-4375

Division : LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs

Dossier # : 1250269003

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Immeubles et Matériel Roulant
Objet :	Octroyer un contrat à Les Constructions P.R.V. Inc. au montant de 999 995,06 $ taxes incluses, pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle – Dépense totale de 1 349 994,07 $ taxes incluses (contrat : 999 995,06 $ - contingences: 199 999,01 $ - incidences: 150 000,00 $), dans le cadre de l'appel d'offre public n° 863862. De demander au comité exécutif d'effectuer les virements de crédit à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

BAT_1250269003_Tvx access. univ. aréna J-L.pdf

863862_analyse_conformite_soumission.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luce DOYON
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514 367-2349

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-28

Lyne LAMBERT
C/D Ressources financières, matérielles et informationnelles
Tél : 514 232-4375
Division : LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs

ARRONDISSEMENT DE LASALLE - RESS. MATÉRIELLES - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 863862 — No du GDD : 1250269003

Titre de l'appel d'offres : Travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle

Type de sollicitation : AOP

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 4 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 6 - 5 - 2025

Ouverture faite le : 13 - 5 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 9 - 5 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15 *

Nbre de soumissions reçues : 8

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de réponses : 53

% de rejets : 38

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : - jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 8 - 2025

Date d'échéance révisée : - - - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) à la(les) firme(s) cochée(s) √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes et totaux soumis	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC.	999 995,06 $	√	
Corrado Entrepreneur Général (9480-0265) Québec inc.	1 010 483,08 $	NC	
Gilca Inc.	1 058 255,13 $		
Le Groupe St-Lambert	1 099 159,85 $	NC	
Groupe DCR / 9282-0786 Québec Inc.	1 120 446,32 $	NC	
NAXO CONSTRUCTION (9220-9733 QUEBEC INC.)	1 134 803,25 $		
Afcor Construction Inc.	1 145 151,00 $		
Groupe NCN Cardinal Inc.	1 170 300,00 $		

* Ce nombre exclus les preneurs dont les documents ont été achetés en double par le même entrepreneur, par un sous-traitant ou à des fins de consultation (organismes publics, organismes municipaux…)

Information additionnelle

LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC., plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier des charges, est recommandé comme adjudicataire. Voir analyse complète au dossier décisionnel. Aucun avis de désistement n'a été reçu.

Préparé par : Luce Doyon — Le 28 - 5 - 2025

RÉSUMÉ DE L'ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Titre de l'appel d'offre

Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle

N° de l'appel d'offre

863862

N° SEAO

20057386

Nom du soumissionnaire	Rang du soumissionnaire à l'ouverture	Prix total soumis (incluant les taxes)	Constat final
LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC.	1	999 995,06 $	Conforme
Corrado Entrepreneur Général (9480-0265) Qu	2	1 010 483,08 $	Non conforme
Gilca Inc.	3	1 058 255,13 $	Conforme
Le Groupe St-Lambert	4	1 099 159,85 $	Non conforme
Groupe DCR / 9282-0786 Québec Inc.	5	1 120 446,32 $	Non conforme
NAXO CONSTRUCTION (9220-9733 QUEBEC IN	6	1 134 803,25 $	Conforme
Afcor Construction Inc.	7	1 145 151,00 $	Conforme
Groupe NCN Cardinal Inc.	8	1 170 300,00 $	Conforme
0	0	0,00 $	0
0	0	0,00 $	0
0	0	0,00 $	0
0	0	0,00 $	0

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	N° de l'appel d'offre
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle	863862
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
LES CONSTRUCTIONS P.R.V. INC.	20057386
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
1	9
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Luce Doyon - Agente d'approvisionnement II (conf. adm.) & Giulia Baume - Gestionnaire immobilière (conf. technique)	1250269003
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**
	28 mai 2025

CONSTAT FINAL **Conforme**

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER			
QUESTIONS	**CONSTAT**	**CONFORME/ NON CONFORME**	
CONFORMITÉ DES PRIX			**COMMENTAIRES** *(*cette section ne s'imprime pa*
Prix			
§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	n/a	
o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)			
§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Non	n/a	
§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)			
§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
Attestation de Revenu Québec (RQ)			
§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	Conforme	
§ Si OUI,			
o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
§ Si NON,			
o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	Non	n/a	
Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle *** Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ**			
§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	n/a	
Conformité à la Charte de langue française			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Non	n/a	
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé	Non	Conforme	
Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Oui	Conforme	
a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.	Oui	Conforme	
b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)	n/a	n/a	
c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	n/a	n/a	

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Garantie de soumission			
§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
i Chèque visé :	Non		
o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
ii Cautionnement de soumission :	Non		
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non		
o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	n/a	
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire			
§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Obtention du cahier des charges sur SEAO			
§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
Visite supervisée des lieux			
§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
Formulaires non modifiés			
▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
Formulaire de soumission signé			
§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)			
§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
Format			
§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Non	Conforme	2 copies de l'original ont été déposées alors qu'u requise.
§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

Formulaire sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
Le soumissionnaire a-t-il inclus une liste de travaux comparables ?	Oui	Conforme	
Expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
La liste des travaux est-elle conforme ? (2 contrats de nature comparable à titre d'adj. réalisés depuis 5 ans ou en cours)	Oui	Conforme	

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	**CONSTAT FINAL**
RESULTAT FINAL	**Conforme**

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	**N° de l'appel d'offre**
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle	**863862**
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
Corrado Entrepreneur Général (9480-0265) Québec inc.	**20057386**
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
2	**1 0**
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Luce Doyon - Agente d'approvisionnement II (conf. adm.) & Giulia Baume - Gestionnaire immobilière (conf. technique)	**1250269003**
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**
	28 mai 2025

CONSTAT FINAL **Non conforme**

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER			
QUESTIONS	**CONSTAT**	**CONFORME/ NON CONFORME**	**COMMENTAIRES** *(*cette section ne simprime pa*
CONFORMITÉ DES PRIX			
Prix			
§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	n/a	
o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)			
§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Non	n/a	
§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)			
§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
Attestation de Revenu Québec (RQ)			
§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	n/a	
§ Si OUI,			
o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
§ Si NON,			
o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	n/a	n/a	
Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle *** Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ**			
§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	n/a	
Conformité à la Charte de langue française			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Non	n/a	
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé	Non	n/a	
Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Non	Conforme	Le soumissionnaire a remédié à son défaut.
a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.			
b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)			
c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	√	Conforme	Le soumissionnaire a remédié à son défaut.

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Garantie de soumission			
§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
i Chèque visé :	Non		
o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
ii Cautionnement de soumission :	Non		
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non		
o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire			
§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Obtention du cahier des charges sur SEAO			
§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
Visite supervisée des lieux			
§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
Formulaires non modifiés			
▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
Formulaire de soumission signé			
§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)			
§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
Format			
§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Oui	Conforme	
§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

Formulaire sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
Le soumissionnaire a-t-il inclus une liste de travaux comparables ?	Oui	Conforme	
Expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
La liste des travaux est-elle conforme ? (2 contrats de nature comparable à titre d'adj. réalisés depuis 5 ans ou en cours)	Non	Majeure	La liste des travaux semblables ne correspond pa des travaux exigés au cahier des charges.

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	**CONSTAT FINAL**
RESULTAT FINAL	**Non conforme**

ent à l'article 15. Expérience du soumissionnaire et de son personnel - Section III (CCAS), la soumission est déclarée non-conforme.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	**N° de l'appel d'offre**
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle	**863862**
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
Gilca Inc.	**20057386**
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
3	**1 0**
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Luce Doyon - Agente d'approvisionnement II (conf. adm.) & Giulia Baume - Gestionnaire immobilière (conf. technique)	**1250269003**
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**
	28 mai 2025

CONSTAT FINAL **Conforme**

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER			
QUESTIONS	**CONSTAT**	**CONFORME/ NON CONFORME**	**COMMENTAIRES** *(*cette section ne simprime pa*
CONFORMITÉ DES PRIX			
Prix			
§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	n/a	
o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)			
§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Non	n/a	
§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)			
§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
Attestation de Revenu Québec (RQ)			
§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	n/a	
§ Si OUI,			
o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
§ Si NON,			
o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	n/a	n/a	
Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle *** Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ**			
§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	n/a	
Conformité à la Charte de langue française			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Non	n/a	
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé	Non	Conforme	
Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Oui	Conforme	
a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.	Oui	Conforme	
b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)	n/a	n/a	
c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	n/a	n/a	

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Garantie de soumission			
§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
i Chèque visé :	Non		
o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
ii Cautionnement de soumission :	Non		
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non		
o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire			
§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Obtention du cahier des charges sur SEAO			
§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
Visite supervisée des lieux			
§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
Formulaires non modifiés			
▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
Formulaire de soumission signé			
§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)			
§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
Format			
§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Oui	Conforme	
§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

Formulaire sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
Le soumissionnaire a-t-il inclus une liste de travaux comparables ?	Oui	Conforme	
Expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
La liste des travaux est-elle conforme ? (2 contrats de nature comparable à titre d'adj. réalisés depuis 5 ans ou en cours)	Oui	Conforme	

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	**CONSTAT FINAL**
RESULTAT FINAL	**Conforme**

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	**N° de l'appel d'offre**
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle	**863862**
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
Le Groupe St-Lambert	**20057386**
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
4	**1 0**
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Luce Doyon - Agente d'approvisionnement II (conf. adm.) & Giulia Baume - Gestionnaire immobilière (conf. technique)	**1250269003**
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**
	28 mai 2025

CONSTAT FINAL **Non conforme**

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER			
QUESTIONS	**CONSTAT**	**CONFORME/ NON CONFORME**	**COMMENTAIRES** *(*cette section ne simprime pa*
CONFORMITÉ DES PRIX			
Prix			
§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	n/a	
o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)			
§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Non	n/a	
§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)			
§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
Attestation de Revenu Québec (RQ)			
§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	Conforme	
§ Si OUI,			
o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
§ Si NON,			
o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	n/a	n/a	
Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle * Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ			
§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	n/a	
Conformité à la Charte de langue française			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Non	n/a	
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé	Non	Conforme	
Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Oui	Conforme	
a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.	Oui	Conforme	
b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)	n/a	n/a	
c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	n/a	n/a	

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Garantie de soumission			
§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
i Chèque visé :	Non		
o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
ii Cautionnement de soumission :	Non		
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non		
o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire			
§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Obtention du cahier des charges sur SEAO			
§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
Visite supervisée des lieux			
§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
Formulaires non modifiés			
▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
Formulaire de soumission signé			
§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)			
§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
Format			
§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Oui	Conforme	
§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

Formulaire sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
Le soumissionnaire a-t-il inclus une liste de travaux comparables ?	Oui	Conforme	
Expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
La liste des travaux est-elle conforme ? (2 contrats de nature comparable à titre d'adj. réalisés depuis 5 ans ou en cours)	Non	Majeure	La liste des travaux semblables ne correspond pa des travaux exigés au cahier des charges.

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	**CONSTAT FINAL**
RESULTAT FINAL	**Non conforme**

ent à l'article 15. Expérience du soumissionnaire et de son personnel - Section III (CCAS), la soumission est déclarée non-conforme.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	**N° de l'appel d'offre**
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle	**863862**
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
Groupe DCR / 9282-0786 Québec Inc.	**20057386**
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
5	**1 1**
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Luce Doyon - Agente d'approvisionnement II (conf. adm.) & Giulia Baume - Gestionnaire immobilière (conf. technique)	**1250269003**
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**
	28 mai 2025

CONSTAT FINAL **Non conforme**

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER			
QUESTIONS	**CONSTAT**	**CONFORME/ NON CONFORME**	
CONFORMITÉ DES PRIX			**COMMENTAIRES** *(*cette section ne simprime pa*
Prix			
§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	n/a	
o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)			
§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Non	n/a	
§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)			
§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
Attestation de Revenu Québec (RQ)			
§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	Conforme	
§ Si OUI,			
o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
§ Si NON,			
o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	n/a	n/a	
Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle * Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ			
§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	n/a	
Conformité à la Charte de langue française			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé	Non	Conforme	
Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Oui	Conforme	
a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.	Oui	Conforme	
b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)	n/a	n/a	
c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	n/a	n/a	

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Garantie de soumission			
§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
i Chèque visé :	Non		
o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
ii Cautionnement de soumission :	Non		
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non		
o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire			
§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	Resp. civile 2M$ + Umbrella 3M$
§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Obtention du cahier des charges sur SEAO			
§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
Visite supervisée des lieux			
§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
Formulaires non modifiés			
▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
Formulaire de soumission signé			
§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)			
§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
Format			
§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Oui	Conforme	
§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

Formulaire sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
Le soumissionnaire a-t-il inclus une liste de travaux comparables ?	Oui	Conforme	
Expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
La liste des travaux est-elle conforme ? (2 contrats de nature comparable à titre d'adj. réalisés depuis 5 ans ou en cours)	Non	Majeure	La liste des travaux semblables ne correspond pa des travaux exigés au cahier des charges.

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	**CONSTAT FINAL**
RESULTAT FINAL	**Non conforme**

ent à l'article 15. Expérience du soumissionnaire et de son personnel - Section III (CCAS), la soumission est déclarée non-conforme.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	**N° de l'appel d'offre**
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle	**863862**
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
NAXO CONSTRUCTION (9220-9733 QUEBEC INC.)	**20057386**
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
6	**1 1**
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Luce Doyon - Agente d'approvisionnement II (conf. adm.) & Giulia Baume - Gestionnaire immobilière (conf. technique)	**1250269003**
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**
	28 mai 2025

CONSTAT FINAL **Conforme**

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER			
QUESTIONS	**CONSTAT**	**CONFORME/ NON CONFORME**	
CONFORMITÉ DES PRIX			**COMMENTAIRES** *(*cette section ne simprime pa*
Prix			
§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	n/a	
o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)			
§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Non	n/a	
§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)			
§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
Attestation de Revenu Québec (RQ)			
§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	Conforme	
§ Si OUI,			
o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
§ Si NON,			
o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	n/a	n/a	
Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle *** Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ**			
§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	n/a	
Conformité à la Charte de langue française			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Non	n/a	
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé	Non	Conforme	
Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Oui	Conforme	
a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.	Oui	Conforme	
b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)	n/a	n/a	
c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	n/a	n/a	

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Garantie de soumission			
§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
i Chèque visé :	Non		
o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
ii Cautionnement de soumission :	Non		
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non		
o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire			
§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Non	Conforme	Une attestation d'assurance respectant les mont garanties exigées a été déposée, le soumissionna remédié à son défaut (a fourni l'annexe H)
§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Obtention du cahier des charges sur SEAO			
§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
Visite supervisée des lieux			
§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accorde à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
Formulaires non modifiés			
▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
Formulaire de soumission signé			
§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)			
§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
Format			
§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Oui	Conforme	
§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

Formulaire sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
Le soumissionnaire a-t-il inclus une liste de travaux comparables ?	Oui	Conforme	
Expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
La liste des travaux est-elle conforme ? (2 contrats de nature comparable à titre d'adj. réalisés depuis 5 ans ou en cours)	Non	Conforme	A remédié à son défaut

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	**CONSTAT FINAL**
RESULTAT FINAL	**Conforme**

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	**N° de l'appel d'offre**
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle	**863862**
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
Afcor Construction Inc.	**20057386**
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
7	**1 1**
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Luce Doyon - Agente d'approvisionnement II (conf. adm.) & Giulia Baume - Gestionnaire immobilière (conf. technique)	**1250269003**
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**
	28 mai 2025

CONSTAT FINAL **Conforme**

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER			
QUESTIONS	**CONSTAT**	**CONFORME/ NON CONFORME**	
CONFORMITÉ DES PRIX			**COMMENTAIRES** *(*cette section ne simprime pa*
Prix			
§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	Conforme	
o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)			
§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Non	n/a	
§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)			
§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
Attestation de Revenu Québec (RQ)			
§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	Conforme	
§ Si OUI,			
o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
§ Si NON,			
o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	n/a	n/a	
Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle *** Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ**			
§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	n/a	
Conformité à la Charte de langue française			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Non	n/a	
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé	Non	Conforme	
Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Oui	Conforme	
a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.	Oui	Conforme	
b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)	n/a	n/a	
c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	n/a	n/a	

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Garantie de soumission			
§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
i Chèque visé :	Non		
o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
ii Cautionnement de soumission :	Non		
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non		
o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire			
§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Obtention du cahier des charges sur SEAO			
§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
Visite supervisée des lieux			
§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
Formulaires non modifiés			
▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
Formulaire de soumission signé			
§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)			
§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
Format			
§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Oui	Conforme	
§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

Formulaire sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
Le soumissionnaire a-t-il inclus une liste de travaux comparables ?	Oui	Conforme	
Expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
La liste des travaux est-elle conforme ? (2 contrats de nature comparable à titre d'adj. réalisés depuis 5 ans ou en cours)	Oui	Conforme	

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	**CONSTAT FINAL**
RESULTAT FINAL	**Conforme**

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	**N° de l'appel d'offre**
Divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle	**863862**
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
Groupe NCN Cardinal Inc.	**20057386**
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
8	**1 1**
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Luce Doyon - Agente d'approvisionnement II (conf. adm.) & Giulia Baume - Gestionnaire immobilière (conf. technique)	**1250269003**
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**
	28 mai 2025

CONSTAT FINAL **Conforme**

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER			
QUESTIONS	**CONSTAT**	**CONFORME/ NON CONFORME**	
CONFORMITÉ DES PRIX			**COMMENTAIRES** *(*cette section ne simprime pa*
Prix			
§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	n/a	
o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)			
§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Non	n/a	
§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)			
§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
Attestation de Revenu Québec (RQ)			
§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	Conforme	
§ Si OUI,			
o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
§ Si NON,			
o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	n/a	n/a	
Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle *** Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ**			
§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	n/a	
Conformité à la Charte de langue française			
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Non	n/a	
§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé	Non	Conforme	
Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Oui	Conforme	
a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.	Oui	Conforme	
b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)	n/a	n/a	
c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	n/a	n/a	

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Garantie de soumission			
§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
i Chèque visé :	Non		
o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)			
ii Cautionnement de soumission :	Non		
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)			
iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non		
o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)			
§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire			
§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	n/a	
§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
Obtention du cahier des charges sur SEAO			
§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
Visite supervisée des lieux			
§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
Formulaires non modifiés			
▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
Formulaire de soumission signé			
§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)			
§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
Format			
§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Non	Conforme	2 copies ''papier'' de l'original ont été déposées, requise
§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

Formulaire sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
Le soumissionnaire a-t-il inclus une liste de travaux comparables ?	Oui	Conforme	
Expérience du soumissionnaire à titre de maître d'œuvre			
La liste des travaux est-elle conforme ? (2 contrats de nature comparable à titre d'adj. réalisés depuis 5 ans ou en cours)	Oui	Conforme	

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	**CONSTAT FINAL**
RESULTAT FINAL	**Conforme**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1250269003

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des travaux publics , Division Immeubles et Matériel Roulant
Objet :	Octroyer un contrat à Les Constructions P.R.V. Inc. au montant de 999 995,06 $ taxes incluses, pour divers travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'accessibilité universelle de l'aréna Jacques-Lemaire de l'arrondissement de LaSalle – Dépense totale de 1 349 994,07 $ taxes incluses (contrat : 999 995,06 $ - contingences: 199 999,01 $ - incidences: 150 000,00 $), dans le cadre de l'appel d'offre public n° 863862. De demander au comité exécutif d'effectuer les virements de crédit à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1250269003 - Travaux aréna Jacques Lemaire.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-05

Sonia RODI
conseiller(-ere) budgetaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258994012

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool à l'entreprise Buvette Vino Disco inc. et aux organismes Le Système et Quai des Brumes et du permis de réunion de l'organisme Le Livart dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent.

Il est recommandé :

1. d'autoriser l'organisme Le Système, enregistré au numéro 1176813765, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées jusqu'à 4 h, les 12 et 26 juillet 2025 et jusqu'à 6h le 3 août 2025 dans le cadre des événements culturels qu'il organise ;

2. d'autoriser l'organisme Le Livart, enregistré au numéro 1171452106, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées jusqu'à 5 h, le 26 juillet 2025 dans le cadre de l'événement culturel qu'il organise ;

3. d'autoriser l'organisme Quai des Brumes, enregistré au numéro 1143546266, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées jusqu'à 5 h, le 2 août 2025 dans le cadre de l'événement culturel qu'il organise ;

4. d'autoriser l'entreprise Buvette Vino Disco inc., enregistré au numéro 1178589942, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées jusqu'à 8 h, les 2, 3, 9 et 10 août 2025 dans le cadre des événements culturels qu'il organise.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2025-06-23 08:46

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258994012**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool à l'entreprise Buvette Vino Disco inc. et aux organismes Le Système et Quai des Brumes et du permis de réunion de l'organisme Le Livart dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent.

CONTENU

CONTEXTE

La nuit et ses activités représentent un potentiel important pour le développement du territoire tant en termes culturel, économique que social. Dans le cadre de la Politique de la vie nocturne, la Ville de Montréal permet à ses partenaires culturels et économiques d'étendre les heures d'opérations de leur permis d'alcool lorsque certaines conditions sont rencontrées telles que la proposition d'une activité culturelle et la mise en place d'actions de mitigation.
L'adoption de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16), le 21 septembre 2017, a introduit des dispositions qui permettent à la Ville d'autoriser l'exploitation des activités commerciales comprenant la vente d'alcool à des heures différentes que celles prévues à la Loi sur les permis d'alcool, dans la mesure où celle-ci se fait dans le cadre d'un événement culturel, social, sportif ou touristique reconnu, et qui se conforme à la réglementation municipale, notamment celle relative à la paix et l'ordre et celle relative à la sécurité publique. Il n'appartient donc pas à la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) d'autoriser ce prolongement, mais à la Ville de faire toutes les vérifications qui s'imposent et d'adopter une résolution l'autorisant.
Le 12 mai 2025, le conseil municipal a délégué au comité exécutif le pouvoir de modifier les heures d'exploitation d'un permis autorisant la vente ou le service de boissons alcooliques pour consommation sur place lors d'un jour férié ou lors d'un événement à caractère culturel, social, sportif ou touristique prévu au deuxième alinéa de l'article 61.1 de la Loi sur les permis d'alcool (RLRQ, c. P-9.1).

Afin de permettre cette prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool, la Ville de Montréal doit par ailleurs juger que celle-ci n'est pas contraire à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou susceptible de nuire à la tranquillité publique. À cet effet, la Ville a mis en place un processus de désignation d'établissements de vitalité nocturne afin d'identifier les entreprises qui pourraient se prémunir de cette possibilité. Le processus s'assure, entre autres, que les entreprises demanderesses ont des stratégies en place pour proposer des événements qui répondent aux exigences de la loi.

Suite aux demandes formulées par plusieurs établissements de vitalité nocturne, la Direction du développement culturel du Service de la culture a œuvré à présenter et faire valider aux intervenants municipaux compétents leurs événements incluant une prolongation des heures

d'exploitation de leurs permis de réunion.

Les démarches de validation permettent de confirmer que les propositions ne semblent pas contraires à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou encore susceptibles de nuire à la tranquillité publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE25 1061 – 11 juin 2025
Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool de la Société des arts technologiques, d'Espace ESC ltée, du MTélus, du Bain Mathieu et du permis de réunion de l'organisme Slata productions dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

CM25 0597 - 12 mai 2025
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool de la SAT Société des arts technologiques et d'établissements commerciaux membres des Sociétés de développement commercial du Village et du permis de réunion de l'organisme Exposé Noir dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent dans la période du mois de mai à juillet 2025

CM25 0440 - 15 avril 2025
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis de réunion des organismes Son hors et Octov dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent respectivement le 26 avril et le 11 mai 2025 aux Entrepôts Dominion

CM25 0178 - 17 février 2025
Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool de la SAT Société des arts technologiques, du Vino Disco Bar, du MTélus, d'Espace ESC ltée, d'établissements commerciaux membres des Sociétés de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, du Quartier Latin, du Village et de la Plaza Saint-Hubert et du permis de réunion de l'organisme Organisation TURNT, dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

CM25 0060 - 20 janvier 2025
Approuver la prolongation des heures d'exploitation du permis d'alcool du Bain Mathieu et des permis de réunion des organismes Musique Moonshine et Exposé Noir dans le cadre des événements culturels qu'ils organisent

CM25 1264 - 18 novembre 2024
Adopter la Politique de la vie nocturne de la Ville de Montréal, ses objectifs et les sommes afférentes à son déploiement : 3 M$ sur trois ans

DESCRIPTION

Il s'agit, par le présent sommaire, en conformité avec l'article 61.1 de la Loi sur les permis d'alcool (chapitre P-9.1), tel qu'amendé par la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16), et suite à la désignation des entreprises visées comme établissements de vitalité nocturne d'autoriser :

- l'organisme Le Système, enregistré au numéro 1176813765, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées jusqu'à 4 h, les 12 et 26 juillet 2025 et jusqu'à 6h le 3 août 2025 dans le cadre des événements culturels qu'il organise;
- l'organisme Le Livart, enregistré au numéro 1171452106, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées jusqu'à 5 h, le 26 juillet 2025 dans le cadre de l'événement culturel qu'il organise;
- l'organisme Quai des brumes, enregistré au numéro 1143546266, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées jusqu'à 5 h, le 2

août 2025 dans le cadre de l'événement culturel qu'il organise;
- l'organisme Buvette vino disco, enregistré au numéro 1178589942, à accueillir la clientèle et à servir des boissons alcoolisées jusqu'à 8 h, les 2, 3, 9 et 10 août 2025 dans le cadre des événements culturels qu'il organise.

Ces projets incluent à la fois des éléments de programmation et des éléments de mitigation importants.
Dans le cadre des présentes propositions, les promoteurs et leurs partenaires prévoient des mesures de mitigation pertinentes pour favoriser la cohabitation, la santé et la sécurité. Ainsi, ils s'assureront entre autres de :
- mettre en place une signalisation à l'intérieur et à l'extérieur du lieu de l'événement afin de sensibiliser les participants aux enjeux des nuisances sonores vis-à-vis des résidents à proximité;
- la présence d'agents de sécurité en tout temps afin d'assurer la fouille, le respect des capacités liées au permis de réunion et le respect des règlements;
- la présence d'une escouade d'agents d'accueil et de médiation en tout temps pour assurer le bon déroulement de la soirée et une cohabitation harmonieuse entre les clientèles venues pour l'occasion;
- la présence d'une équipe médicale et d'organisme du type du Groupe de recherche en intervention psychosociale (GRIP) sur les lieux pendant toute la durée de l'événement;
- la mise en place d'une campagne de communication auprès des riverains pour les aviser de l'événement et leur donner la possibilité de contacter les organisateurs en tout temps pendant l'événement.

Ces projets s'inscrivent dans une perspective de dynamisation des activités économiques nocturnes. Ils s'inscrivent pleinement dans le cadre de la Politique de la vie nocturne et des engagements réciproques de la Ville et de ses partenaires culturels dans le cadre de la désignation d'établissement de vitalité nocturne.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal a procédé à des dérogations similaires par le passé. En effet, depuis 2018 et à de nombreuses reprises, le conseil municipal a adopté des résolutions permettant à plusieurs établissements de prolonger leurs heures d'exploitations.
Ce projet s'inscrit pleinement dans le cadre de la Politique de la vie nocturne. À ce titre, la Ville soutient et encadre, de concert avec les intervenants municipaux compétents, le déroulement de ces événements.

Ce projet s'inscrit dans une perspective de dynamisation des activités culturelles et économiques nocturnes. Il permettra aussi d'alimenter en données et en observations les équipes chargées de mettre en œuvre la Politique de la vie nocturne.

Ce projet permet à la Ville de Montréal, au Service de la culture ainsi qu'aux intervenants municipaux compétents de confirmer les mesures développées dans le cadre de la Politique de la vie nocturne.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation du projet de règlement n'engendre aucun coût supplémentaire dans le budget du Service de la culture. L'historique des dérogations accordées dans le cadre de la «Nuit blanche », ne démontre aucune hausse significative d'interventions du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Préalablement aux événements, celui-ci pourrait cependant choisir d'inspecter l'établissement demandant la prolongation de ses heures d'ouverture.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités 15, 16 et 20 de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entre le 12 juillet et le 10 août 2025 : tenue d'événements avec extensions dans les établissements identifiés dans ce sommaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas PELTIER
Commissaire au développement économique - Partenariats stratégiques

Tél : 438-827-5715
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Marie-Odile MELANÇON
chef(fe) de division - soutien developpement culturel

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Elsa MARSOT
directeur(-trice)-developpement culturel
Tél :
Approuvé le : 2025-06-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258994012*
Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : *Prolongation des heures légales de vente d'alcool avec consommation*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.* *16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.* *20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire :* les propositions offrent à la fois une belle visibilité à un établissement culturel reconnu et d'autres part des opportunités à nos artistes et travailleurs de participer à la définition de notre *Politique de la vie économique nocturne*. *16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international :* propositions de projets de prolongation des heures légales de vente d'alcool avec			

consommation sur place dans le but de parfaire et de définir la Politique de la vie économique nocturne de la Ville de Montréal.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole : ce type d'événement, qui inclue une prolongation des heures légales de vente d'alcool avec consommation sur place, amène un avantage concurrentiel de notre ville par rapport à d'autres villes au niveau national et international.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1258986004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du Règlement 1625 de la Ville de Westmount

Il est recommandé :

1. d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du Règlement 1625, adopté le 17 mars 2025 par le conseil municipal de la Ville de Westmount;

2. d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Westmount.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2025-06-11 09:53

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258986004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du Règlement 1625 de la Ville de Westmount

CONTENU

CONTEXTE

Le 12 mai 2025, la Ville de Montréal a reçu, pour examen de conformité, le règlement nº 1625 transmis par la Ville de Westmount et adopté le 17 mars 2025. Le règlement nº 1625 est adopté afin de modifier l'encadrement portant sur les arbres (abattage, plantation et protection), sur le verdissement en cour latérale et sur les espèces envahissantes.

Le règlement vise des dispositions du document complémentaire (DC) du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma).

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC un règlement dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique au règlement nº 1625.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation en vertu des dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

RÉSOLUTION 2025-05-137 – 2025-05-05 - Conseil municipal de la Ville de Westmount - Adoption du règlement nº 1636 – Correction technique au règlement nº 1625.

- RÉSOLUTION 2025-03-076 - 2025-03-17 - Conseil municipal de la Ville de Westmount - Adoption du règlement nº 1625.
- CG15 0575 - 2015-09-24 - Adoption du règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal - sommaire décisionnel 1156938001.
- CG15 0055 - 2015-01-29 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.

DESCRIPTION

Le règlement nº 1625 modifie le Règlement de zonage de la Ville de Westmount afin de regrouper dans une même section l'encadrement ayant trait aux arbres : abattage, plantation et protection. Plus précisément, cette nouvelle section du règlement détermine :

- ce qui constitue une opération d'abattage;
- les situations dans lesquelles une opération d'abattage d'arbre est autorisée et interdite;
- les obligations d'essouchement d'un arbre abattu;
- l'encadrement pour l'entretien des arbres;
- les mesures de protection des arbres;
- les exigences en matière de plantation;
- les interdictions de plantation.

Ensuite, le règlement exige qu'une cour latérale, pour un lot ou terrain occupé par un bâtiment résidentiel, soit recouverte de 50 % de surface végétale. Puis, il introduit une exclusion quant à l'interdiction de plantation d'espèces envahissantes sur l'ensemble du territoire de la Ville de Westmount.

JUSTIFICATION

Analyse de la conformité
La nouvelle section sur les arbres (abattage, plantation et protection), introduite par le règlement nº 1625, respecte l'encadrement exigé par la disposition 4.2.3 (Dispositions particulières pour les arbres) du DC du Schéma.

Pour ce qui est des espèces envahissantes, le règlement nº 1625 permet la plantation, en remplacement, du robinier faux-acacia dans le parc King George. Il s'agit d'une espèce envahissante. Puisque le règlement de zonage de la municipalité interdit la plantation d'espèces envahissantes sur l'ensemble du territoire et que l'exclusion touche un parc situé à plus de 100 mètres d'un milieu naturel protégé ou en voie de l'être et d'un parc local comprenant des milieux naturels d'intérêt, la modification est conforme à la disposition 4.4.3 (Interdiction d'espèces de plantes envahissantes) du DC du Schéma.

L'exigence de verdissement d'un minimum de 50 % d'une cour latérale, pour un terrain occupé par un bâtiment résidentiel, est conforme à la disposition 4.2.1 (Dispositions relatives au verdissement) du DC du Schéma.

Conclusion
Le règlement nº 1625 est conforme au Schéma et à son DC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il concerne une obligation prévue à la LAU relativement à la conformité de la réglementation d'urbanisme au Schéma. Le dossier n'a pas pour objet d'évaluer l'opportunité de la valeur stratégique de la modification réglementaire à l'égard des priorités du Plan stratégique Montréal 2030, des engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) en lien avec le Plan climat ou des engagements en matière d'inclusion et de l'équité en matière d'ADS+.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication élaborée avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard du règlement;

- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la municipalité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jade VÉZINA
Agente de recherche en urbanisme

Tél : 438-871-5417
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-21

Caroline LÉPINE
Cheffe de division

Tél : 438-225-5242
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU

directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-10

directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258986004*
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Planification urbaine
Projet : *S.O*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il ? s. o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** s. o.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VILLE DE | CITY OF
WESTMOUNT

RÉSOLUTION N° 2025-05-137

LORS DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE WESTMOUNT TENUE LE 5 MAI 2025:

RESOLUTION N° 2025-05-137

AT THE REGULAR MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE CITY OF WESTMOUNT HELD ON MAY 5, 2025:

Sont présents / Were present:

La mairesse / The Mayor :
Les conseillers / Councillors:

C. M. Smith, présidente / Chairman
M. Aronson
A. Bostock
A. D'Amico
M. Gallery
K. Kez
C. Peart
E. Roux
J. J. Shamie

Formant le conseil au complet. / Forming the entire council.
La mairesse se prévaut de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter/ The Mayor avails herself of her privilege provided for in section 328 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, chapter C-19) by abstaining from voting

31. ADOPTION - RÈGLEMENT 1636 VISANT À CORRIGER UNE DISPOSITION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LA PLANTATION ET LA PROTECTION DES ARBRES ET LES SURFACES VÉGÉTALES EN COUR LATÉRALE

31. ADOPTION - BY-LAW 1636 TO CORRECT ONE PROVISION OF THE ZONING BY-LAW REGARDING TREE PLANTING, TREE PROTECTION, AND VEGETATIVE SURFACES IN SIDE YARDS

La greffière signale que toutes les formalités requises pour la dispense de lecture de ce règlement ont été respectées et que des copies du règlement ont été remises à tous les membres du Conseil et mises à la disposition du public.

The City Clerk reported that all the formalities required for dispensing with the reading of this By-law have been respected and that copies of the By-law have been given to all Council members and made available to the public.

Déclaration de la part de chaque membre du Conseil présent à l'effet qu'il ou elle a lu le règlement et que la lecture en est dispensée.

Declaration by each Council member present that he or she has read the By-law and that it is exempt from being read.

OBJET

Il est expliqué que l'objet du *Règlement 1636 visant à corriger une disposition du Règlement de zonage concernant la plantation et la*

OBJECT

It is explained that the object of *By-law 1636 to correct one provision of the Zoning By-law regarding tree planting, tree protection, and*

protection des arbres et les surfaces végétales en cour latérale est de corriger et remplacer le terme « service public » par « service(s) d'utilité publique », pour se conformer au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

vegetative surfaces in side yards is to to correct and replace, in its French text, the term "*service public*" with "*service(s) d'utilité publique*", in order to align with the *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.*

Il est proposé par le conseiller Aronson, appuyé par la conseillère Gallery

It was moved by Councillor Aronson, seconded by Councillor Gallery

QUE le *Règlement 1636 visant à corriger une disposition du Règlement de zonage concernant la plantation et la protection des arbres et les surfaces végétales en cour latérale* soit adopté.

THAT *By-law 1636 to correct one provision of the Zoning By-law regarding tree planting, tree protection, and vegetative surfaces in side yards* be adopted.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CARRIED UNANIMOUSLY

Christina M. Smith
Mairesse / Mayor

Me Paule Geoffroy Béliveau
Greffière / City Clerk

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE WESTMOUNT

RÈGLEMENT 1636

RÈGLEMENT VISANT À CORRIGER UNE DISPOSITION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LA PLANTATION ET LA PROTECTION DES ARBRES ET LES SURFACES VÉGÉTALES EN COUR LATÉRALE

Lors d'une séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Westmount, dûment convoquée et tenue à l'hôtel de ville, le 5 mai 2025, et à laquelle assistaient :

ATTENDU QU'UN avis de motion portant sur la présentation du présent règlement a été donné au cours de la séance extraordinaire du Conseil municipal de la Ville de Westmount, dûment convoquée et tenue le 22 avril 2025 ;

ATTENDU QU'UN projet de règlement intitulé « RÈGLEMENT VISANT À CORRIGER UNE DISPOSITION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LA PLANTATION ET LA

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
CITY OF WESTMOUNT

BY-LAW 1636

BY-LAW TO CORRECT ONE PROVISION OF THE ZONING BY-LAW REGARDING TREE PLANTING, TREE PROTECTION, AND VEGETATIVE SURFACES IN SIDE YARDS

At a regular sitting of the Municipal Council of the City of Westmount, duly convened and held at City Hall on May 5, 2025, with the following members in attendance:

La mairesse / The Mayor	Christina M. Smith, présidente – Chair
Les conseillers / Councillors	Matt Aronson Anitra Bostock Antonio D'Amico Mary Gallery Kathleen Kez Conrad Peart Elisabeth Roux Jeff J. Shamie

WHEREAS a Notice of Motion concerning the presentation of this By-law was duly given at the special sitting of the Municipal Council of the City of Westmount, duly convened and held on April 22, 2025;

WHEREAS a draft by-law entitled "BY-LAW TO CORRECT ONE PROVISION OF THE ZONING BY-LAW REGARDING TREE PLANTING, TREE PROTECTION, AND VEGETATIVE SURFACES

Version pour adoption

PROTECTION DES ARBRES ET LES SURFACES VÉGÉTALES EN COUR LATÉRALE » a été déposé lors de ladite séance extraordinaire dûment convoquée et tenue le 22 avril 2025 ;

IN SIDE YARDS" was tabled during said special sitting duly convened and held on April 22, 2025;

Il est ordonné et statué par le règlement nº 1636 intitulé « RÈGLEMENT VISANT À CORRIGER UNE DISPOSITION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LA PLANTATION ET LA PROTECTION DES ARBRES ET LES SURFACES VÉGÉTALES EN COUR LATÉRALE » que :

It is hereby ordained and decreed by By-law No. 1636, entitled "BY-LAW TO CORRECT ONE PROVISION OF THE ZONING BY-LAW REGARDING TREE PLANTING, TREE PROTECTION, AND VEGETATIVE SURFACES IN SIDE YARDS" that:

Le règlement 1303, adopté le 3 juillet 2001 et modifié par les règlements nos 1309, RCA02 23003, RCA02 23004, RCA04 23018, RCA04 23019, RCA05 23035, RCA05 23036, RCA05 23037, RCA05 23041, 1331, 1331-1, 1353, 1369, 1384, 1392, 1394, 1398, 1406-1, 1406-2, 1406-3, 1411, 1413, 1427, 1434, 1446, 1449, 1450, 1453, 1456, 1467,1468, 1474, 1494, 1500, 1525, 1535, 1540, 1547, 1559, 1568, 1574 et 1578, 1589, 1605 et 1625 est de nouveau modifié comme suit:

By-law 1303, adopted on July 3, 2001, and subsequently amended by By-laws Nos. 1309, RCA02 23003, RCA02 23004, RCA04 23018, RCA04 23019, RCA05 23035, RCA05 23036, RCA05 23037, RCA05 23041, 1331, 1331-1, 1353, 1369, 1384, 1392, 1394, 1398, 1406-1, 1406-2, 1406-3, 1411, 1413, 1427, 1434, 1446, 1449, 1450, 1453, 1456, 1467, 1468, 1474, 1494, 1500, 1525, 1535, 1540, 1547, 1559, 1568, 1574, 1578, 1589, 1605, and 1625, is further amended as follows:

ARTICLE 1

Dans le texte en français, le terme « service public » indiqué dans la section 5.11.2 intitulée « Abattage d'un arbre », alinéa 2, point 4) est remplacé par le terme suivant :

« service(s) d'utilité publique ».

SECTION 1

In the French text, the term "*service public*" indicated in section 5.11.2 entitled "Tree Felling" paragraph 2, item 4), is replaced by the following term:

"*service(s) d'utilité publique*".

Version pour adoption

ARTICLE 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

SECTION 2

This By-law comes into force according to law.

Christina M. Smith
Mairesse / Mayor

Me Paule Geoffroy Béliveau
Greffière / City Clerk

Version pour adoption

VILLE DE | CITY OF
WESTMOUNT

RÉSOLUTION Nº 2025-03-076

LORS DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE WESTMOUNT TENUE LE 17 MARS 2025:

Sont présentes / Were present:

La mairesse / The Mayor :
Les conseillers / Councillors:

RÉSOLUTION Nº 2025-03-076

AT THE REGULAR MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE CITY OF WESTMOUNT HELD ON MARCH 17, 2025:

C. M. Smith, présidente / Chairman
M. Aronson
A. Bostock
A. D'Amico
M. Gallery
K. Kez
C. Peart
E. Roux
J. J. Shamie

Formant le conseil au complet. / Forming the entire council.

34. ADOPTION - RÈGLEMENT 1625 VISANT À MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LA PLANTATION ET LA PROTECTION DES ARBRES ET LES SURFACES VÉGÉTALES EN COUR LATÉRALE

34. ADOPTION - BY-LAW 1625 TO AMEND CERTAIN PROVISIONS OF THE ZONING BY-LAW REGARDING TREE PLANTING, TREE PROTECTION, AND VEGETATIVE SURFACES IN SIDE YARDS

La greffière signale que toutes les formalités requises pour la dispense de lecture de ce règlement ont été respectées et que des copies du règlement ont été remises à tous les membres du Conseil et mises à la disposition du public.

The City Clerk reported that all the formalities required for dispensing with the reading of this by-law had been respected and that copies of the By-law had been given to all Council members and made available to the public.

Déclaration de la part de chaque membre du Conseil présent à l'effet qu'il ou elle a lu le règlement et que la lecture en est dispensée.

Declaration by each Council member present that he or she has read the By-law and that it is exempt from being read.

OBJET

Il est expliqué que l'objet du *Règlement 1625 visant à modifier certaines dispositions du règlement de zonage concernant la plantation et la protection des arbres et les surfaces végétales en cour latérale* est de modifier le règlement de zonage actuel afin d'actualiser

OBJECT

It is explained that the object of *By-law 1625 to amend certain provisions of the zoning By-law regarding tree planting, tree protection and vegetative surfaces in side yards* is to amend the current zoning By-law in order to update the standards applicable to trees, in

les normes applicables aux arbres, selon les meilleures pratiques et la législation provinciale.

La conseillère Roux propose un amendement au règlement, afin que l'article 3, portant sur la sous-section 5.12 du règlement, se lise comme suit :

Il est interdit d'utiliser ou de planter les espèces envahissantes suivantes sur tout le territoire, à l'exception du robinier faux acacia (*Robinia pseudoacacia*), qui ne peut être planté qu'en remplacement d'un ou de plusieurs arbres de la même espèce actuellement présents dans le parc King George, dans l'éventualité de leur abattage, de leur mort ou de leur destruction

Cet amendement est proposé par la conseillère Roux et appuyé par la Conseillère Gallery

La principale est proposée par le conseiller Aronson, appuyé par la conseillère Gallery

QUE le *Règlement 1625 visant à modifier certaines dispositions du règlement de zonage concernant la plantation et la protection des arbres et les surfaces végétales en cour latérale* soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

accordance with best practices and provincial legislation.

Councillor Roux proposes an amendment to the by-law, so that Section 3, concerning Subsection 5.12 of the by-law, reads as follows:

It is prohibited to use or plant the following invasive species anywhere within the territory, except for Black locust (*Robinia pseudoacacia*), which may only be planted to replace tree(s) of the same species currently living in King George Park in the event of felling, death or destruction of said tree(s)"

This amendment is moved by Councillor Roux and seconded by Councillor Gallery.

The principal was moved by Councillor Aronson, seconded by Councillor Gallery

THAT *By-law 1625 to amend certain provisions of the zoning By-law regarding tree planting, tree protection and vegetative surfaces in side yards* be adopted.

CARRIED UNANIMOUSLY

Christina M. Smith
Mairesse / Mayor

Me Paule Geoffroy Béliveau
Greffière / City Clerk

REGISTRE DES RÈGLEMENTS

WESTMOUNT

BY-LAW RECORD

N° 9521

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE WESTMOUNT

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
CITY OF WESTMOUNT

RÈGLEMENT 1625

BY-LAW 1625

RÈGLEMENT VISANT À MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LA PLANTATION ET LA PROTECTION DES ARBRES ET LES SURFACES VÉGÉTALES EN COUR LATÉRALE

BY-LAW TO AMEND CERTAIN PROVISIONS OF THE ZONING BY-LAW REGARDING TREE PLANTING, TREE PROTECTION, AND VEGETATIVE SURFACES IN SIDE YARDS

Lors d'une séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Westmount, dûment convoquée et tenue à l'hôtel de ville, le 17 mars 2025, et à laquelle assistaient :

At a regular sitting of the Municipal Council of the City of Westmount, duly convened and held at City Hall on March 17, 2025, with the following members in attendance:

La mairesse / The Mayor	Christina M. Smith, présidente – Chair
Les conseillers / Councillors	Matt Aronson Anitra Bostock Antonio D'Amico Mary Gallery Kathleen Kez Conrad Peart Elisabeth Roux Jeff J. Shamie

ATTENDU QU'UN avis de motion portant sur la présentation du présent règlement a été donné au cours de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Westmount, dûment convoquée et tenue le 3 février 2025 ;

WHEREAS a Notice of Motion concerning the presentation of this By-law was duly given at the ordinary sitting of the Municipal Council of the City of Westmount, duly convened and held on February 3, 2025;

ATTENDU QU'UN premier projet de règlement intitulé « RÈGLEMENT VISANT À MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LA PLANTATION

WHEREAS a first draft by-law entitled "BY-LAW TO AMEND CERTAIN PROVISIONS OF THE ZONING BY-LAW REGARDING TREE PLANTING, TREE PROTECTION, AND

ET LA PROTECTION DES ARBRES ET LES SURFACES VÉGÉTALES EN COUR LATÉRALE » a été adopté par voie de résolution par le Conseil municipal lors de sa séance ordinaire dûment convoquée et tenue le 3 février 2025 ;

VEGETATIVE SURFACES IN SIDE YARDS" was adopted by resolution by the Municipal Council during its regular sitting duly convened and held on February 3, 2025;

ATTENDU QUE le 25 février 2025, le Conseil municipal a dûment convoqué et tenu une assemblée publique de consultation portant sur ledit premier projet de règlement ;

WHEREAS on February 25, 2025, the Municipal Council duly convened and held a public consultation meeting concerning the said first draft by-law;

Il est ordonné et statué par le règlement n° 1625 intitulé « RÈGLEMENT VISANT À MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LA PLANTATION ET LA PROTECTION DES ARBRES ET LES SURFACES VÉGÉTALES EN COUR LATÉRALE » que :

It is hereby ordained and decreed by By-law No. 1625, entitled "BY-LAW TO AMEND CERTAIN PROVISIONS OF THE ZONING BY-LAW REGARDING TREE PLANTING, TREE PROTECTION, AND VEGETATIVE SURFACES IN SIDE YARDS," that:

Le règlement 1303, adopté le 3 juillet 2001 et modifié par les règlements nos 1309, RCA02 23003, RCA02 23004, RCA04 23018, RCA04 23019, RCA05 23035, RCA05 23036, RCA05 23037, RCA05 23041, 1331, 1331-1, 1353, 1369, 1384, 1392, 1394, 1398, 1406-1, 1406-2, 1406-3, 1411, 1413, 1427, 1434, 1446, 1449, 1450, 1453, 1456, 1467,1468, 1474, 1494, 1500, 1525, 1535, 1540, 1547, 1559, 1568, 1574 et 1578, 1589 et 1605 est de nouveau modifié comme suit :

By-law 1303, adopted on July 3, 2001, and subsequently amended by By-laws Nos. 1309, RCA02 23003, RCA02 23004, RCA04 23018, RCA04 23019, RCA05 23035, RCA05 23036, RCA05 23037, RCA05 23041, 1331, 1331-1, 1353, 1369, 1384, 1392, 1394, 1398, 1406-1, 1406-2, 1406-3, 1411, 1413, 1427, 1434, 1446, 1449, 1450, 1453, 1456, 1467, 1468, 1474, 1494, 1500, 1525, 1535, 1540, 1547, 1559, 1568, 1574, 1578, 1589, and 1605, is further amended as follows:

ARTICLE 1

SECTION 1

La section 5.11 intitulée « Protection des arbres » est remplacée par la section suivante :

Division 5.11, entitled “Protection of Trees”, is replaced by the following division:

« 5.11 Abattage, entretien, protection et plantation d’arbre

“5.11 Tree Felling, Maintenance, Protection, and Planting

5.11.1 Dispositions générales

5.11.1 General Provisions

Outre la signification usuelle, est considérée comme une opération d’abattage d’un arbre:

In addition to its usual meaning, the following are considered tree felling operations:

a) L'enlèvement de plus de 50 % de la ramure vivante ;

b) Le sectionnement, par arrachage ou coupe, de plus de 40 % du système racinaire ;

c) Le recouvrement du système racinaire par un remblai de 0,2 m ou plus ;

d) Toute autre action entraînant l'élimination d'un arbre, notamment le fait d'utiliser un produit toxique afin de le tuer ou le fait de pratiquer ou laisser pratiquer des incisions plus ou moins continues tout autour d'un tronc d'arbre dans l'écorce, le liber ou le bois.

a) The removal of more than 50% of the live foliage;

b) The severing, uprooting, or cutting of more than 40% of the root system;

c) The covering of the root system with a fill of thickness of 0.2 m or more;

d) Any other action resulting in the elimination of a tree, including the use of a toxic substance to kill it or causing or allowing continuous incisions around the tree trunk in the bark, cambium, or wood.

5.11.2 Abattage d'un arbre

Un certificat d'autorisation est requis pour l'abattage d'un arbre sur la propriété privée lorsque le tronc de l'arbre à abattre a un diamètre d'au moins 0,1 m, mesuré à 1,3 m du sol (diamètre à hauteur de poitrine [DHP]), ou un diamètre d'au moins 0,15 m, mesuré à un maximum de 15 cm du sol (diamètre à hauteur de souche [DHS]).

Une opération d'abattage d'arbre est interdite sauf dans les cas suivants :

1) L'arbre est mort ou dans un état de dépérissement irréversible, notamment lorsque plus de 50 % du houppier est constitué de bois mort ;

2) L'arbre doit être abattu en raison du risque qu'il propage une maladie ou une espèce exotique envahissante ;

3) L'arbre doit, sur la base d'un rapport signé par un expert en arboriculture certifié ISA

5.11.2 Tree Felling

A certificate of authorization is required to fell a tree on private property if the trunk of the tree to be felled has a diameter of at least 0.1 m, measured at 1.3 m above the ground (diameter at breast height [DBH]), or a diameter of at least 0.15 m, measured at a maximum of 0.15 m above the ground (diameter at stump height [DSH]).

A tree felling operation is prohibited except in the following cases:

1) The tree is dead or in a state of irreversible decline, particularly when more than 50% of its crown consists of dead wood;

2) The tree must be felled due to the risk of spreading a disease or an invasive exotic species;

3) Based on a report signed by an ISA-certified arborist or a forestry engineer, the

ou un ingénieur forestier, être abattu en raison d'une situation irréversible causée par la maladie, d'une déficience structurale affectant sa solidité ou des dommages sérieux qu'il risque de causer à un bien ou à la sécurité des personnes ;

tree must be felled due to an irreversible condition caused by disease, structural deficiencies affecting its stability, or the serious damage it risks causing to property or to the safety of persons;

Ne constituent pas un dommage sérieux les inconvénients normaux liés à la présence d'un arbre, notamment la chute de ramilles, de feuilles, de fleurs ou de fruits, la présence de racines à la surface du sol, la présence d'insectes ou d'animaux, l'ombre, les mauvaises odeurs, l'exsudat de sève ou de miellat ou la libération de pollen ;

Normal inconveniences related to the presence of a tree, such as the falling of twigs, leaves, flowers, or fruits; the presence of surface roots; insects or animals; shade; unpleasant odours; sap or honeydew exudation; or pollen release, do not constitute serious damage;

4) L'arbre nuit à l'utilisation ou à l'entretien de la voie publique, ou à l'utilisation ou l'installation d'un service public, comme démontré par le rapport d'un professionnel en arboriculture de la Ville ;

4) The tree interferes with the use or maintenance of public roads or the use or installation of public utilities, as demonstrated by a report from a municipal arboriculture professional;

5) L'arbre est situé dans l'aire d'implantation ou à moins de 3 m de l'aire d'implantation d'un bâtiment principal projeté, de l'agrandissement d'un bâtiment principal, d'un bâtiment accessoire projeté, de l'agrandissement d'un bâtiment accessoire ou d'un mur de soutènement projeté ;

5) The tree is located within the footprint or within 3 m of the footprint of a proposed principal building, an extension to a principal building, a proposed accessory building, an extension to an accessory building, or a proposed retaining wall;

6) L'arbre est situé dans l'aire d'implantation d'une piscine projetée ou, dans la cour avant, dans l'aire d'implantation d'une voie d'accès à un bâtiment projeté, seulement si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain pour de tels aménagements.

6) The tree is located within the footprint of a proposed swimming pool or, in the front yard, within the footprint of an access way to a proposed building, but only if no other suitable space is available on the property for such installations.

5.11.2.1 Essouchement d'un arbre abattu

5.11.2.1 Stump Removal of a Felled Tree

Tout arbre ayant fait l'objet d'un abattage en cour avant doit être essouché dans les 12 mois qui suivent son abattage.

Any tree that has been felled in a front yard must have its stump removed within 12 months following its felling.

5.11.3 Entretien d'un arbre

5.11.3 Tree Maintenance

5.11.3.1 Il est interdit d'émonder un arbre, de l'étêter ou de le tailler de façon à nuire à son développement.

5.11.3.1 It is prohibited to prune, top, or trim a tree in a manner that would harm its development.

5.11.3.2 Il est interdit d'anneler ou de briser l'écorce d'un arbre.

5.11.3.2 It is prohibited to girdle or break the bark of a tree.

5.11.3.3 Il est interdit de déposer un remblai dans un rayon de 1 m du tronc de l'arbre.

5.11.3.3 It is prohibited to deposit fill within 1 m radius of the tree trunk.

5.11.3.4 Il est interdit de pousser, de déverser ou de déposer, par quelque moyen que ce soit, de la neige ou de la glace de manière à couvrir partiellement ou complètement un arbre.

5.11.3.4 It is prohibited to push, dump, or deposit snow or ice by any means in a manner that partially or completely covers a tree.

5.11.3.5 Un arbre doit être élagué, taillé, traité ou abattu, le cas échéant, si son état met la sécurité publique en danger ou s'il est susceptible de propager une maladie ou de contribuer à la propagation d'une espèce envahissante.

5.11.3.5 A tree must be pruned, trimmed, treated, or felled, as necessary, if its condition poses a public safety hazard or if it is likely to spread a disease or contribute to the spread of an invasive species.

5.11.3.6 En cas de refus ou de négligence de la part du propriétaire d'élaguer, de tailler, de traiter ou d'abattre un arbre conformément à l'article 5.11.3.5, la Ville peut, selon un rapport préparé par l'expert en arboriculture ou l'ingénieur forestier de la Ville, et après avoir transmis un préavis d'au moins 10 jours au propriétaire, procéder elle-même à ces travaux aux frais du propriétaire.

5.11.3.6 If the owner refuses or neglects to prune, trim, treat, or fell a tree in accordance with section 5.11.3.5, the City may, based on a report prepared by the City's arborist or forestry engineer and after giving the owner at least 10 days' notice, carry out these works at the owner's expense.

5.11.3.7 La Ville peut, sans avis et aux frais du propriétaire, élaguer ou abattre un arbre dont l'état ou la situation constitue un danger qui nécessite une intervention d'urgence.

5.11.3.7 The City may, without notice and at the owner's expense, prune or fell a tree whose condition or situation poses a danger that requires emergency intervention.

5.11.4 Protection d'un arbre

5.11.4 Tree Protection

Les mesures de protection des arbres suivantes doivent être prises par tout propriétaire, ou toute personne chargée de l'exécution des travaux, lors de travaux d'excavation, de construction, de démolition ou d'aménagement nécessitant l'usage d'une machinerie lourde, pour tout arbre situé aux abords d'un chantier dont le diamètre à hauteur de poitrine (DHP) est d'au moins 0,05 m :

1) Une clôture temporaire doit être érigée au sol afin de créer une zone de protection optimale (ZPO) autour de l'arbre. Ladite clôture doit respecter les conditions suivantes :

   a) Avoir une hauteur minimale de 1,2 m ;

   b) Être installée à une distance minimale de :

      - 1,5 m du tronc de l'arbre lorsque son DHP est de 0,19 m et moins ;
      - 3,5 m du tronc de l'arbre lorsque son DHP est entre 0,2 m et 0,3 m ;
      - 6 m du tronc de l'arbre lorsque son DHP est de 0,4 m et plus.

   c) Être installée avant le début des travaux ;

   d) Être conçue de manière que les matériaux qui la composent soient reliés entre eux et non fixés directement à l'arbre ;

   e) Être maintenue en bon état pour toute la durée des travaux.

2) Dans le cas où l'installation d'une clôture, afin de créer une ZPO autour de l'arbre, tel qu'exigé au paragraphe 1, n'est pas possible en raison de la proximité des travaux à prévoir, la mesure suivante doit être prise :

The following tree protection measures must be taken by any property owner or person responsible for carrying out excavation, construction, demolition, or landscaping work involving heavy machinery, for any tree located near a worksite with a diameter at breast height (DBH) of at least 0.05 m:

1) A temporary fence must be erected on the ground to create an optimal protection zone (OPZ) around the tree. The fence must meet the following conditions:

   a) It must have a minimum height of 1.2 m;

   b) It must be installed at a minimum distance of:

      - 1.5 m from the tree trunk if the DBH is 0.19 m or less;
      - 3.5 m from the tree trunk if the DBH is between 0.2 m and 0.3 m;
      - 6 m from the tree trunk if the DBH is 0.4 m or more.

   c) It must be installed before the start of the work;

   d) It must be designed in such a way that the materials it is made of are connected to each other and not directly fixed to the tree;

   e) It must be maintained in good condition for the entire duration of the work.

2) In cases where the installation of a fence to create an OPZ around the tree, as required in paragraph 1, is not possible due to the proximity of the planned work, the following measure must be taken:

Le tronc doit être protégé par des planches ou des madriers d'une hauteur minimale de 1,2 m du sol sur l'intégralité du tronc. Les planches doivent reposer sur un matériel antichoc et non directement apposé sur l'arbre. Les planches doivent également être maintenues en place grâce à un système de courroies.

The trunk must be protected with boards or planks with a minimum height of 1.2 m from the ground, covering the entire trunk. The boards must rest on shock-absorbing material and not be directly applied to the tree. The boards must also be secured in place using a strapping system.

3) Lorsque la circulation de véhicules est inévitable à l'intérieur de la ZPO spécifiée au paragraphe 1, pour protéger les racines contre la compaction, l'installation d'une membrane géotextile recouverte d'au moins 0,3 m de matériau non compactant (paillis) est requise.

3) When vehicle traffic within the OPZ specified in subsection 1 is unavoidable, to protect the roots from compaction, the installation of a geotextile membrane covered with at least 0.3 m of non-compacting material (mulch) is required.

4) Les branches obstruant la zone de travail doivent être protégées ou élaguées selon les règles de l'art.

4) Branches obstructing the work area must be protected or pruned according to industry standards.

5) Aucun matériau de construction ni aucun fragment de terre ne sont autorisés à l'intérieur de la ZPO exigée au paragraphe 1. Aussi, aucun liquide ne peut être déversé à la base de l'arbre.

5) No construction material or soil fragments are permitted within the OPZ required in subsection 1. Additionally, no liquid may be poured at the base of the tree.

6) Toutes racines exposées par les machines lors de l'excavation doivent être sectionnées de façon nette avec des sécateurs, des scies manuelles à élaguer ou tout autre outil approprié.

6) Any roots exposed by machinery during excavation must be cleanly severed using pruning shears, hand pruning saws, or any other appropriate tool.

7) Lorsqu'une excavation mécanique est nécessaire près de racines apparentes, une précoupe des racines dans le premier 0,3 m de sol doit être effectuée, permettant de faire des coupes nettes, afin d'éviter de soulever ou de déchirer les racines.

7) When mechanical excavation is required near exposed roots, a pre-cut of the roots within the first 0.3 m of soil must be performed to allow clean cuts, in order to avoid lifting or tearing the roots.

8) Lors de travaux de remblai ou de déblai, le niveau naturel du terrain ne doit pas être modifié de manière à enterrer la base du

8) During backfilling or excavation work, the natural ground level must not be altered in

tronc ou à mettre à nu les racines de l'arbre.

9) Les racines exposées doivent être recouvertes d'une toile de jute humide ou géotextile semi-perméable pendant toute la durée de la construction afin d'éviter l'assèchement par le soleil, le vent et/ou la dessiccation.

10) Il est interdit de se servir d'un arbre comme support lors de travaux de construction, de démolition ou d'aménagement paysager.

11) Lorsqu'un abaissement de moins de 0,2 m du niveau du sol est requis près d'un arbre, l'abaissement du sol doit s'effectuer graduellement, et ce, au-delà de 1 m de rayon autour du tronc.

12) Lorsqu'un abaissement de 0,2 m ou plus du niveau du sol est requis près d'un arbre, le sol doit être stabilisé par un muret ou un talus le plus près possible de la limite de la ZPO en fonction du DHP de l'arbre (voir le point b) du paragraphe 1 pour la ZPO requise).

13) Lorsqu'un rehaussement de moins de 0,2 m du niveau du sol est requis, près d'un tronc, un sol sableux ou de texture grossière peuvent être répandus graduellement, en s'assurant qu'aucun matériau de rehaussement n'entre dans 1 m de rayon à partir du tronc.

14) Lorsqu'un rehaussement de 0,2 m ou plus du niveau du sol est requis près d'un arbre, le sol doit être stabilisé par un muret de retenue placé sur talus le plus près possible de la limite de la ZPO en fonction du DHP de l'arbre (voir le point b) du paragraphe 1 pour la ZPO requise). Dans tous les cas, malgré la ZPO requise, aucun

such a way that it buries the base of the trunk or exposes the tree's roots.

9) Exposed roots must be covered with damp burlap or semipermeable geotextile fabric for the entire duration of the construction to prevent drying out from the sun, wind, and/or desiccation.

10) It is prohibited to use a tree as a support during construction, demolition, or landscaping work.

11) When a reduction of less than 0.2 m in ground level is required near a tree, the ground must be lowered gradually, beyond a radius of 1 m around the trunk.

12) When a reduction of 0.2 m or more in ground level is required near a tree, the soil must be stabilized by a retaining wall or embankment placed as close as possible to the limit of the OPZ, based on the tree's DBH (see point b) of subsection 1 for the required OPZ).

13) When an elevation of less than 0.2 m in ground level is required near a trunk, a sandy or coarse-textured soil may be gradually spread, ensuring that no fill material enters within a 1 m radius from the trunk.

14) When an elevation of 0.2 m or more in ground level is required near a tree, the soil must be stabilized by a retaining wall placed as close as possible to the limit of the OPZ, based on the tree's DBH (see point b) of paragraph 1 for the required OPZ). In all

remblai n'est autorisé dans un rayon de 2 m autour d'un tronc.

cases, despite the required OPZ, no fill is allowed within a 2 m radius around a trunk.

5.11.5 Plantation

5.11.5 Tree Planting

5.11.5.1 Remplacement des arbres abattus

5.11.5.1 Replacement of Felled Trees

Tout arbre abattu, incluant les arbres abattus en contravention de la présente sous-section, doit être remplacé par un nouvel arbre, sauf dans les cas suivants :

Any tree that is felled, including those felled in violation of this subdivision, must be replaced by a new tree, except in the following cases:

1) Lorsque l'abattage est requis pour la construction d'un bâtiment principal projeté sur un terrain vacant. Dans un tel cas, l'article 5.11.5.2 s'applique.

1) When the felling is required for the construction of a proposed main building on a vacant lot. In this case, section 5.11.5.2 applies.

2) Lorsque, sur la base d'un rapport signé par un expert en arboriculture certifié ISA ou un ingénieur forestier, il est démontré que l'espace disponible sur le terrain est insuffisant pour permettre la plantation d'un nouvel arbre et assurer sa vitalité, et ce, sans nuire au développement des autres arbres présents sur le terrain.

2) When, based on a report signed by a certified ISA arborist or a forestry engineer, it is demonstrated that the available space on the lot is insufficient to allow for the planting of a new tree and ensure its vitality, without hindering the development of other trees on the lot.

L'arbre doit être planté dans la même cour (cour avant, latérale ou arrière) où l'arbre a été abattu, à moins que la superficie de ladite cour ne permette pas la plantation d'un arbre. Dans ce cas, l'arbre doit être planté à un autre emplacement sur le terrain.

The tree must be planted in the same yard (front, side, or rear yard) where the tree was felled, unless the area of the said yard does not allow for the planting of a tree. In this case, the tree must be planted at another location on the lot.

Aucune variété de cèdre (thuya occidentalis) ne peut être considérée dans le calcul d'arbres de remplacement requis.

Any variety of cedar (Thuja occidentalis) cannot be counted toward the required replacement trees.

5.11.5.2 Plantation d'arbres dans le cas de la construction d'un bâtiment résidentiel projeté sur un lot vacant

5.11.5.2 Tree Planting for the Construction of a Proposed Residential Building on a Vacant Lot

Un arbre par 50 m² de terrain non construit doit être planté dans le cas de la construction d'un bâtiment résidentiel principal projeté sur un lot vacant. Lorsque le nombre d'arbres à planter correspond à un nombre fractionnaire, ce nombre est arrondi au nombre entier le plus près. Un nombre fractionnaire comportant une demie est arrondi au nombre entier supérieur.

One tree per 50 m² of vacant land must be planted in the case of constructing a proposed main residential building on a vacant lot. When the number of trees to be planted results in a fractional number, it should be rounded to the nearest whole number. A fractional number with a half is rounded up to the next whole number.

Lors de la construction d'un bâtiment projeté, un espace suffisant doit être prévu en cour avant afin de permettre la plantation d'un arbre et sa croissance à maturité, sauf dans le cas où un arbre est déjà présent dans l'emprise excédentaire de la Ville devant le lot ou le terrain.

During the construction of a proposed building, sufficient space must be allocated in the front yard to allow for the planting of a tree and its growth to maturity, unless a tree is already present in the excess right-of-way in front of the lot or property.

5.11.5.3 Dimension des arbres à planter

Tout arbre dont la plantation est exigée conformément aux articles 5.11.5.1 et 5.11.5.2 doit respecter les dimensions minimales suivantes :

1) Dans le cas d'un feuillu : avoir un diamètre au tronc d'au moins 0,05 m mesuré à 0,15 m du sol (diamètre à hauteur de souche [DHS]).
2) Dans le cas d'un conifère : avoir une hauteur minimale de 1,5 m.

5.11.5.3 Size of Trees to be Planted

Any tree whose planting is required pursuant to sections 5.11.5.1 and 5.11.5.2 must meet the following minimum size requirements:

1) In the case of a deciduous tree: it must have a trunk diameter of at least 0.05 m measured at 0.15 m above the ground (diameter at stump height [DSH]).
2) In the case of a coniferous tree: it must have a minimum height of 1.5 meters.

Un arbre dont la plantation est exigée à la suite de l'abattage d'un arbre conformément à l'article 5.11.5.1 doit avoir le même déploiement à maturité que l'arbre abattu. Il est toutefois autorisé de remplacer un arbre à grand déploiement par deux arbres à moyen déploiement et un arbre à moyen déploiement par deux arbres à petit déploiement, et ce, en fonction du diamètre du houppier de l'arbre tel qu'indiqué dans le tableau suivant :

A tree whose planting is required following the felling of a tree in accordance with section 5.11.5.1 must have the same mature spread as the tree that was felled. However, it is allowed to replace a tree with a large spread by two trees with a medium spread, and to replace a tree with a medium spread by two trees with a small spread, based on the canopy diameter of the tree, as indicated in the following table:

Déploiement à maturité selon le type d'arbre	
Déploiement à maturité de l'arbre	**Diamètre du houppier de l'arbre**
Arbre à petit déploiement	Moins de 6 m
Arbre à moyen déploiement	Entre 6 et 12 m
Arbre à grand déploiement	Plus de 12 m

Mature Spread According to Tree Type	
Mature spread of the tree	**Canopy diameter of the tree**
Small spread tree	Less than 6 m
Medium spread tree	Between 6 and 12 m
Large spread tree	More than 12 m

5.11.5.4 Délais de plantation

Les arbres exigés conformément aux articles 5.11.5.1 et 5.11.5.2 doivent être plantés à l'intérieur d'un délai d'un an suivant la fin des travaux de construction, le cas échéant. Dans le cas où l'abattage est requis pour une autre raison que des travaux de construction, l'arbre doit être planté dans un délai d'un an suivant l'abattage de l'arbre.

Une fois plantés, les arbres doivent être maintenus en bon état et être remplacés au besoin.

5.11.5.5 Arbres comptabilisés

Pour les fins de la présente sous-section, seuls les arbres plantés dans le sol peuvent être comptabilisés. Les arbres plantés dans un pot ou sur un toit ne sont pas considérés comme un arbre, tel qu'exigé selon les dispositions de la présente sous-section.

5.11.6 Interdiction de plantation

5.11.5.4 Planting Deadlines

Trees required pursuant to sections 5.11.5.1 and 5.11.5.2 must be planted within one year following the completion of construction work, if applicable. In cases where the tree felling is required for reasons other than construction work, the tree must be planted within one year following the felling.

Once planted, the trees must be maintained in good condition and replaced if necessary.

5.11.5.5 Counted Trees

For the purposes of this subdivision, only trees planted in the ground can be counted. Trees planted in pots or on rooftops are not considered to be trees, as required under the provisions of this subdivision.

5.11.6 Prohibition of Planting

5.11.6.1 Plantation à proximité d'un service d'utilité publique

Il est interdit de planter un arbre à moins de 2 m d'un équipement d'utilité publique. Plus spécifiquement, un arbre doit être planté selon les distances prévues au tableau suivant :

Équipement public	Distance minimale à respecter de l'arbre (m)
Lampadaire	4,5
Feu de circulation	4,5
Borne-fontaine	3

Dans tous les cas, le tronc d'un arbre à pleine maturité doit se restreindre entièrement à l'intérieur de la propriété privée.

5.11.6.1 Planting Near Public Utilities

It is prohibited to plant a tree within 2 m of any public utility equipment. Specifically, the planting of trees must comply with the following distance requirements as indicated in the table below:

Type of Public Utility Equipment	Minimum Distance from Tree (m)
Lamp post	4.5
Traffic light	4.5
Fire hydrant	3

In all cases, the trunk of a fully mature tree must be entirely confined within the boundaries of the private property.

5.11.6.2 Interdiction de plantation de certaines essences d'arbre

Il est interdit de planter, et ce, sur l'ensemble du territoire, les essences d'arbre suivantes :

- Ailante glanduleux (Ailanthus altissima)
- Cerisier de Virginie (Prunus virginiana)
- Érable argenté (Acer saccharinum)
- Érable sycomore
- Frêne (Fraxinus spp.)

5.11.6.2 Prohibition on Planting Certain Tree Species

The following tree species are prohibited from being planted anywhere within the territory:

- Tree of Heaven (Ailanthus altissima)
- Virginia Cherry (Prunus virginiana)
- Silver Maple (Acer saccharinum)
- Sycamore Maple
- Ash (Fraxinus spp.)

- Orme d'Amérique (Ulmus Americana)
- Peuplier deltoïde (Populus deltoides)
- Peuplier faux-tremble (Populus tremuloides)
- Peuplier de Lombardie ou d'Italie (Populus nigra italica)
- Saule à hautes tiges (Salix spp.) (Les espèces non arbustives)

- American Elm (Ulmus americana)
- Eastern Cottonwood (Populus deltoides)
- Quaking Aspen (Populus tremuloides)
- Lombardy or Italian Poplar (Populus nigra italica)
- Tall-Stemmed Willow (Salix spp.) (Non-shrub species)

5.11.7 Arbre sur la propriété de la Ville

Il est interdit d'abattre, d'élaguer, d'émonder ou de procéder ou faire procéder à toute autre action qui pourrait nuire au développement d'un arbre situé sur la propriété de la Ville. »

5.11.7 Tree on City Property

It is prohibited to fell, prune, trim, or undertake or allow any other action that could harm the development of a tree located on City property."

ARTICLE 2

L'article 5.5.9.2, intitulé « Surface végétale », est modifié par l'ajout du quatrième alinéa suivant :

« Dans le cas d'un lot ou terrain occupé par un bâtiment résidentiel détaché, les surfaces végétales en cours latérales doivent représenter au moins cinquante pour cent (50 %) de la superficie des cours latérales. Pour les fins de calcul, la superficie totale doit comprendre la somme des deux cours latérales combinées. »

SECTION 2

Section 5.5.9.2, entitled "Green Surface", is amended by adding the following fourth paragraph:

"In the case of a lot or land occupied by a detached residential building, the green surfaces in the side yards must represent at least fifty percent (50%) of the total area of the side yards. For calculation purposes, the total area must include the combined surface of both side yards."

ARTICLE 3

La sous-section 5.12, intitulée « Espèces envahissantes », est modifiée par le remplacement du premier alinéa par le texte suivant :

SECTION 3

Subdivision 5.12, entitled "Invasive Species", is amended by replacing the first paragraph with the following text:

« Il est interdit d'utiliser ou de planter les espèces envahissantes suivantes sur tout le territoire, à l'exception du robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*), qui ne peut être planté qu'en remplacement d'un ou de plusieurs arbres de la même espèce actuellement présents dans le parc King George, dans l'éventualité de leur abattage, de leur mort ou de leur destruction »

"It is prohibited to use or plant the following invasive species anywhere within the territory, except for Black locust (*Robinia pseudoacacia*), which may only be planted to replace tree(s) of the same species currently living in King George Park in the event of felling, death or destruction of said tree(s)"

ARTICLE 4

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

SECTION 4

This By-law comes into force according to law.

Christina M. Smith
Mairesse / Mayor

Me Paule Geoffroy Béliveau
Greffière / City Clerk

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2025/07/02
09:00

Dossier # : 1259920007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

Il est recommandé :

d'adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2025-06-26 15:36

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259920007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

CONTENU

CONTEXTE

L'entrée en vigueur le 1er janvier 2025 de la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logements hors-marché (la Politique) nécessite l'actualisation de la délégation au fonctionnaire de niveau A prévue à l'article 41.18.2 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) qui permet actuellement d'autoriser un tiers à accéder à une propriété appartenant à la Ville pour y réaliser des vérifications diligentes seulement lorsque ce dernier a signé une promesse d'achat de cette propriété.
La Politique vise à permettre l'acquisition de propriétés appartenant à la Ville par des organismes à but non lucratifs et des coopératives d'habitation (les Organismes) à un prix compétitif dans le but d'y développer des logements hors-marché répondant aux besoins de la population montréalaise.

Or, la Politique prévoit que pour réserver une propriété et entamer les démarches d'acquisition, les Organismes doivent présenter à la Ville une confirmation de financement d'un bailleur de fonds. Ces derniers requièrent la plupart du temps les résultats des vérifications diligentes avant de confirmer le montant qu'ils sont disposés à prêter aux organismes pour leurs projets. En conséquence, il est nécessaire de permettre à ces Organismes de pouvoir effectuer ces vérifications diligentes avant la signature d'une promesse d'achat.

La modification de l'article 41.18.2 permettra à la directrice du Service de la stratégie immobilière (SSI) d'accorder ces autorisations à la demande des Organismes avec plus de fluidité et de rapidité, permettant ainsi d'optimiser le processus d'acquisition via la Politique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0850 - 18 mai 2016 - Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation des pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et modifier le Règlement sur les services (14-012) afin de refléter les modifications apportées par le budget 2016 ainsi que la poursuite de la réorganisation administrative.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel concerne la modification de la délégation prévue à l'article 41.18.2 du RCE 02-004 pour permettre à la directrice du Service de la stratégie immobilière de conclure des ententes avec des acquéreurs potentiels de propriétés appartenant à la Ville, en vue de leur accorder l'accès à ces propriétés pour y réaliser des vérifications diligentes préalables à l'acquisition, même avant la signature d'une promesse d'achat.

Actuellement, la délégation ne prévoit cette autorisation que lorsqu'une promesse d'achat est déjà signée. La présentation d'un sommaire décisionnel au comité exécutif (CE) est donc nécessaire chaque fois que des vérifications diligentes doivent être effectuées préalablement à la signature des promesses d'achat, notamment à la demande des bailleurs de fonds, ce qui freine les processus d'acquisition, notamment pendant les périodes de relâches du CE. L'élargissement de la délégation permettra de simplifier la gestion opérationnelle des demandes de vérifications diligentes, de gagner en efficacité et en rapidité dans les processus d'acquisition, le tout en concordance avec la réalité des pratiques de financement du marché. À titre indicatif, 18 demandes sont actuellement en cours de traitement et devront l'être pendant la relâche estivale du CE en juillet.

JUSTIFICATION

Le SSI recommande la modification de l'article 41.18.2 du RCE 02-004 pour les raisons suivantes :

· La modification permettra plus de fluidité pour l'application de la Politique et facilitera l'obtention de financement par les Organismes souhaitant acquérir une propriété appartenant à la Ville;
· La modification reflète les changements administratifs opérationnels qui ont menés à la création du Service de la stratégie immobilière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de modifier la délégation ralentira l'ensemble des dossiers d'acquisition via la Politique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clotilde TARDITI, Service de l'habitation

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aurelie GRONDEIN
Conseillère en immobilier

Tél : 438 865-1137
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions immobilières

Tél : 514-449-4842
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-26

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS (RCE 02-004)

Vu l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le comité exécutif décrète :

1. L'article 41.18.2 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) est remplacé par le suivant :

> « **41.18.2.**Le pouvoir de conclure une entente visant l'autorisation d'accéder à la propriété de la Ville afin d'y réaliser des vérifications diligentes préalables à une éventuelle transaction immobilière est délégué au fonctionnaire de niveau A du Service de la stratégie immobilière. ».

_____

GDD : 1259920007

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1259920007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Projet de reglement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Coordonnatrice
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Coordonnatrice
Tél : 514 872-8594
Division : Droit public & législation

CE : 40.004

2025/07/02 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS